



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Marlene Bitsene
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 11C1 / Noyau 11C1
Gatineau, Québec K1A 0S5
marlene.bitsene@tpsgc-pwgsc.gc.ca

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Science Procurement Directorate/Direction de
l'acquisition de travaux scientifiques
11C1, Phase III
Place du Portage
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet ébauche DP PROJET SDID	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-14ASAA/A	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-14ASAA	Date 2016-08-12
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$\$V-065-26698	
File No. - N° de dossier 003sl.W8476-14ASAA	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-04-21	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bitsene, Marlene	Buyer Id - Id de l'acheteur 003sl
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4833 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 997-2229
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Titre du Projet: PROJET DE SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE (SDID)

Lettre d'Intérêt (LI) Modification 009

La présente modification de la LI vise:

1- à informer l'industrie que le Canada va organiser des séances de consultation au sujet de l'ébauche de la demande de proposition (DP) pour l'approvisionnement du projet de système de détection et d'identification à distance (SDID).

1- Le Canada demande la rétroaction de l'industrie au sujet de l'ébauche de la DP pour le présent marché.

La journée de l'industrie suivie par des séances de consultation individuelles de 1h et 45 minutes seront tenues en personne à Ottawa, Canada, entre le **13 septembre 2016** et le **16 septembre 2016** inclusivement. L'ordre du jour sera fourni ultérieurement.

Lors de la journée de l'industrie, le Canada procèdera à une démonstration du CATSI et des présentations du projet SDID du point de vue de l'approvisionnement, de la proposition de valeur (VP) et des aspects techniques. L'objectif des sessions individuelles est de discuter de tous les aspects de l'ébauche de la DP ainsi que de toute autre information connexe. La journée de l'industrie ainsi que les consultations individuelles seront une opportunité pour l'industrie de participer au développement de la DP, en répondant aux questions et en soumettant des commentaires, des questions, des recommandations et des suggestions pour améliorer la DP.

Les modalités de ce processus de consultation sont décrites à la pièce jointe 1 – Entente de participation aux règles d'engagement.

Veillez s'il vous plaît remplir le formulaire d'inscription fourni dans les pages suivantes et le retourner à l'autorité contractante. Il est requis que le formulaire d'inscription soit retourné au plus tard le 23 août 2016.

Les réponses écrites aux questions en pièce jointe 2 - Questions sur le cadre de proposition de valeur, et toute autre question, commentaire, suggestion, de la part de l'industrie sur l'ébauche de la DP, doivent être fournis d'ici le 30 septembre 2016.

Autorité contractante :

Nom: Marlene Bitsene

Titre: Chef d'équipe d'approvisionnement

Courriel: marlene.bitsene@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Téléphone: 873-469-4833

FORMULAIRE D'INSCRIPTION
ÉBAUCHE DE LA DP SESSION DE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

Veillez s'il vous plait compléter le formulaire et le ré-envoyer à marlene.bitsene@tpsgc-pwgsc.gc.ca. Il est demandé aux compagnies de répondre d'ici le 23 août 2016.

Participation à la journée de l'industrie du 13 septembre 2016 de 9h à 12h : OUI ☐ NON ☐

Nom de la compagnie: _____

Noms des participants - maximum de deux (2):

Dates et heures de préférence pour la réunion individuelle:

Veillez s'il vous plait cocher au moins 5 choix. Si aucun des choix faits par la compagnie n'est disponible, le Canada se réserve le droit de proposer une date différente et/ou heure différente à la compagnie.

Mardi 13 septembre 2016:

1^{er} choix: ☐ 13h à 14h45 ☐ 15h à 16h45

2^e choix: ☐ 13h à 14h45 ☐ 15h à 16h45

3^e choix: ☐ 13h à 14h45 ☐ 15h à 16h45

4^e choix: ☐ 13h à 14h45 ☐ 15h à 16h45

5^e choix: ☐ 13h à 14h45 ☐ 15h à 16h45

Mercredi 14 septembre 2016:

- 1^{er} choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h
- 2^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h
- 3^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h
- 4^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h
- 5^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h

Jeudi 15 septembre 2016:

- 1^{er} choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h
- 2^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h
- 3^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h
- 4^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h
- 5^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h

Vendredi 16 septembre 2016:

1^{er} choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h

2^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h

3^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h

4^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h

5^e choix: ☐ 9h à 10h45 ☐ 11h à 12h45
☐ 13h15 à 15h ☐ 15h15 à 17h

PROJET DE SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE (SDID) PROCESSUS DE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

PIÈCE JOINTE 1 ENTENTE DE PARTICIPATION AUX RÈGLES D'ENGAGEMENT

Un des principes fondamentaux de la consultation auprès de l'industrie est qu'elle est réalisée avec le plus haut degré d'impartialité et d'équité entre toutes les parties. Aucune personne ou organisation ne peut jouir ou paraître avoir joui d'un avantage inusité ou injuste par rapport aux autres.

Tous les documents de l'État fournis pendant tout le processus de consultation de l'industrie, qui débute par la séance d'information et se termine lorsqu'une DP officielle est publiée par le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement Achats et ventes, seront transmis à tous les participants qui ont convenu des règles d'engagement et qui les ont signées (« participant »).

Le processus de consultation consistera en une séance d'information et en des réunions avec les représentants de l'industrie afin de clarifier les renseignements fournis dans les réponses à la demande de renseignements.

Le Canada ne divulguera pas de renseignements exclusifs ou de renseignements délicats sur le plan commercial au sujet d'un participant à autres participants ou à des tiers, sauf dans la mesure qui est prévue par la loi.

MODALITÉS

Les modalités qui suivent s'appliquent au processus consultatif. Afin d'encourager un dialogue ouvert, les participants conviennent de ce qui suit :

- a. Ils doivent discuter des différents points de vue concernant le projet de SDID et fournir des solutions positives aux problèmes soulevés. Tous les participants doivent avoir l'occasion de faire part de leurs idées et suggestions.
- b. Ils NE doivent PAS révéler aux MÉDIAS et aux JOURNAUX des renseignements concernant le projet de SDID pendant que le processus de consultation est en cours. Toutes les questions des médias doivent être transmises au Bureau des relations avec les médias de TPSGC, au 819-956-2313.
- c. Ils doivent présenter leurs demandes de renseignements ou leurs commentaires aux représentants autorisés du Canada seulement, comme il est mentionné dans les avis publiés périodiquement par l'autorité contractante. Toute communication faite à un représentant non autorisé du Canada pourrait être sujette à une divulgation complète à tous les participants qui ont demandé de recevoir la documentation de la demande de renseignements.
- d. Les médias ne peuvent pas participer à la Journée de l'industrie ni aux rencontres individuelles.
- e. Le Canada n'a aucune obligation de publier une DP ou de négocier un quelconque marché pour toute phase du projet de SDID.

-
- f. Tout au long du processus de consultation de l'industrie, l'ensemble des questions de l'industrie, des échanges d'information et de la rétroaction de l'industrie doit être fourni par écrit à l'autorité contractante. En vertu et sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R., 1985, ch. A-1 et de toute autre exigence législative ou loi, tous les renseignements de tiers fournis par un participant et désignés clairement comme « exclusifs » ne seront ni communiqués ni divulgués.
- g. Les comptes rendus de la Journée de l'industrie seront consignés. L'information recueillie sera résumée et soumise à tous les participants.
- h. S'il publie une DP, le Canada doit en établir, à son gré, toutes les modalités.
- i. Le Canada ne remboursera pas les frais engagés par toute personne ou entreprise pour participer au processus de consultation.
- j. Toutes les demandes de renseignements concernant l'approvisionnement dans le cadre du projet de SDID doivent être transmises à l'autorité contractante.
- k. La participation au présent processus de consultation de l'industrie ne sera pas obligatoire pour toute DP subséquente. Aucun groupe ne sera exclu d'une DP subséquente sous prétexte qu'il n'est pas un participant.
- l. Une version provisoire de la DP peut être publiée par le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement Achats et ventes aux fins de commentaires de la part de l'industrie.
- m. À tout moment au cours du présent processus, le participant peut signifier à l'autorité contractante qu'il ne souhaite plus prendre part au processus de consultation de l'industrie. Dès que l'autorité contractante aura reçu l'avis du participant, celui-ci ne sera plus inscrit aux rencontres individuelles.
- n. Si les participants refusent ou omettent de signer les règles d'engagement, ils seront exclus des rencontres individuelles et du processus d'examen de la version définitive de la DP. À cet égard, le présent accord d'engagement de l'industrie doit être signé par un agent dûment autorisé du participant.
- o. Le processus de règlement des différends qui devra être suivi en cas de conflit pendant le processus de consultation est décrit dans les paragraphes qui suivent.

Processus de règlement des différends

- 1- Dans le cadre de discussions officieuses et de négociations de bonne foi, chaque partie doit faire tous les efforts raisonnables pour régler les différends et les réclamations ou pour mettre fin à des controverses découlant de cet engagement, ou qui sont liés d'une quelconque façon à celui-ci.
- 2- Tout différend entre les parties découlant du présent processus, ou lié d'une quelconque façon à celui-ci, doit être réglé en suivant le processus décrit ci-dessous :
 - a. Tout différend doit d'abord être soumis au représentant du participant et au gestionnaire de TPSGC responsable de la participation de l'industrie. Les parties auront trois jours ouvrables pour régler le différend.
 - b. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2a) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au directeur de projet du participant et au directeur principal de TPSGC de la division responsable de la gestion de la participation de l'industrie. Les parties auront trois jours ouvrables pour régler le différend.
 - c. Si les représentants des parties indiqués au paragraphe 2b) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être communiqué au président du participant et au directeur général de TPSGC, qui disposeront de trois jours ouvrables pour régler le différend.
 - d. Si les représentants des parties indiqués au paragraphe 2c) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être communiqué au président-directeur général du participant et au sous-ministre adjoint de TPSGC, Direction générale des approvisionnements, qui disposeront de cinq jours ouvrables pour régler le différend.
 - e. Si les représentants des parties précisées au paragraphe 2d) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, l'autorité contractante a cinq jours ouvrables pour rendre une décision par écrit. Cette décision doit comprendre une description détaillée du différend et les motifs de la décision. L'autorité contractante devra en remettre une copie signée au participant.

En signant ce document, le participant déclare avoir les pleins pouvoirs pour lier l'entreprise mentionnée ci-dessous et accepter en son nom et au nom de l'entreprise d'être lié aux modalités énoncées dans le présent document.

Nom de l'entreprise (en caractères d'imprimerie) : _____

Nom du représentant (en caractères d'imprimerie) : _____

Titre ou poste (en caractères d'imprimerie) : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-14ASAA/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-14ASAA

Amd. No. - N° de la modif.
009
File No. - N° du dossier
003sIW8476-14ASAA

Buyer ID - Id de l'acheteur
003sl
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Signature : _____
(J'ai le pouvoir de lier l'entreprise.)

Date : _____

ÉBAUCHE

**PROJET DE SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE (SDID)
PROCESSUS DE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE**

**PIÈCE JOINTE 2
QUÉSTIONS SUR LE CADRE DE PROPOSITION DE VALEUR**

- 1) Que suggère votre entreprise pour optimiser les possibilités d'exportation liées au Système de détection et d'identification à distance (SDID)?
- 2) Si le Canada devait stimuler les engagements en matière d'exportation dans le cadre de la proposition de valeur du SDID, de quelle façon devrait-il s'y prendre?
 - a. Par exemple, en accordant des points liés à la proposition de valeur pour les engagements en matière d'exportation selon le pourcentage de la valeur du marché.
- 3) Quels autres segments de marché, s'il y a lieu, le Canada devrait-il envisager pour tirer profit des possibilités d'exportation liées au SDID?

N° DE L'INVITATION W8476-145109/A

DEMANDE DE PROPOSITIONS (DP)

PROJET DE SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE (SDID)

VOLUME 1

INSTRUCTIONS ET EXIGENCES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1 INTRODUCTION.....	4
1.2 SOMMAIRE.....	4
1.3 COMPTES RENDUS.....	5
1.4 COMMUNICATIONS.....	6
1.5 CONFLIT D'INTÉRÊTS.....	6
1.6 TIERS – SURVEILLANT DE L'ÉQUITÉ.....	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	7
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	7
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	7
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE – SOUMISSION CONCURRENTIELLE A3025T (2014-06-26).....	7
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	9
2.5 LOIS APPLICABLES.....	9
2.6 FONDEMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	9
2.7 INFORMATION FOURNIE PAR LE GOUVERNEMENT/JEU DE DONNÉES TECHNIQUES.....	10
2.8 ÉTAT DU MATÉRIEL.....	10
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	11
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	11
3.2 EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE, PARTIE A – SECTION DE LA SOUMISSION POUR L'ACQUISITION ET LE SES DES SDID.....	12
3.3 EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE, PARTIE B – SECTION DE LA SOUMISSION SUR LES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES ET LA PROPOSITION DE VALEUR DU SDID.....	13
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	15
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	15
4.2 APERÇU DE L'ÉVALUATION ET PRINCIPES SOUS-JACENTS.....	15
4.3 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	18
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	20
5.1 ATTESTATIONS À PRÉSENTER AVEC LA SOUMISSION.....	20
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	20
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....	22
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	22
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE – CLAUSE DU <i>GUIDE DES CCUA</i> A9033T (2012-07-16), CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	23
6.3 EXIGENCES RELATIVES AUX MARCHANDISES CONTRÔLÉES – CLAUSE DU <i>GUIDE DES CCUA</i> A9130T (2014-11-27), PROGRAMME DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES – SOUMISSION.....	24

LISTE DES PIÈCES JOINTES

PIÈCE JOINTE 1 – PLAN D'ÉVALUATION DES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES ET DE LA PROPOSITION DE VALEUR – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

PIÈCE JOINTE 2 – PLAN D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS – SYSTÈME ET GESTION
PIÈCE JOINTE 2 – Annexe 1 Critères techniques obligatoires

PIÈCE JOINTE 3 – PLAN D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION SUR LES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES ET DE LA PROPOSITION DE VALEUR

PIÈCE JOINTE 4 – ÉVALUATION DU PRIX

PIÈCE JOINTE 5 – ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

PIÈCE JOINTE 6 – ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ

PIÈCE JOINTE 7 – ATTESTATION DE CONFORMITÉ

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La présente demande de soumissions est divisée en trois volumes, comme il est précisé ci-dessous, et chaque volume comprend des annexes, des appendices et des pièces jointes qui font partie intégrante de la demande de propositions. Les trois volumes sont les suivants :

1.1.1 Volume 1 de la DP – INSTRUCTIONS ET EXIGENCES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : présente les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions.

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires des instructions sur la façon de préparer leur soumission.

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon dont se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection.

Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir.

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend les exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Les pièces jointes sont les suivantes :

- Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur – Instructions à l'intention des soumissionnaires;
- Plan d'évaluation des soumissions – Système et gestion;
- Plan d'évaluation de la soumission sur les retombées industrielles et technologiques et la proposition de valeur;
- Évaluation du prix;
- Attestations préalables à l'attribution du contrat;
- Entente de confidentialité;
- Attestation de conformité.

1.1.2 Volume 2 de la DP – CONTRAT SUBSÉQUENT D'ACQUISITION DU SDID

Clauses du contrat subséquent d'acquisition du SDID : comprend les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent d'acquisition du SDID.

1.1.3 Volume 3 de la DP – CONTRAT SUBSÉQUENT DE SOUTIEN EN SERVICE DES SDID

Clauses du contrat subséquent de soutien en service des SDID : renferme les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent de soutien en service des SDID.

1.2 Sommaire

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a établi une exigence visant la fourniture d'un Système de détection et d'identification à distance (SDID). Le SDID informera rapidement le personnel des Forces armées canadiennes pour lui permettre d'instaurer des mesures de protection afin d'assurer sa survie et d'exécuter ses tâches sous la menace chimique ou en présence de dangers chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires.

Recherche et développement pour la défense Canada Valcartier a mis au point et a breveté un système passif d'interféromètre infrarouge à transformée de Fourier à double faisceau conçu pour la détection autonome des vapeurs chimiques, appelé modèle de mise au point technique (EDM) interféromètre de sondage atmosphérique compact (CATSI).

L'entrepreneur retenu recevra le jeu de données techniques sur l'EDM CATSI et il transformera ce dernier en une version robuste et conviviale que l'on pourra fabriquer en série et qui s'appellera SDID.

Voici les besoins du SDID dans le cadre de la présente DP :

- Transformer l'EDM CATSI existant en SDID, produire et livrer trente-deux (32) SDID.
- Fournir des services de soutien pour les SDID livrés.

Le MDN est le ministère client à l'origine de ce besoin.

Le Canada prévoit établir deux (2) contrats distincts pour l'entrepreneur retenu : un (1) contrat pour les phases de maturation et de production et un (1) contrat pour la phase de soutien en service (SES).

Le contrat d'acquisition subséquent sera d'une durée de tout au plus trois (3) ans suivant la date d'attribution du contrat pour les travaux des phases de maturation et de production.

La période de tout contrat subséquent de SES sera de cinq (5) ans comprenant cinq (5) périodes optionnelles supplémentaires de trois (3) ans, à partir de l'attribution du contrat jusqu'aux travaux de SES.

Le présent besoin comporte des exigences en matière de sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, le Volume 2 – Clauses des contrats subséquents d'acquisition, et le Volume 3 – Clauses des contrats subséquents de soutien en service. Pour en savoir davantage sur les enquêtes de sécurité réalisées sur le personnel et les entreprises ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) [<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>].

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur.

Le besoin est assujéti à l'application de la Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT), y compris la proposition de valeur.

Le Canada souhaite que l'entrepreneur retenu lui procure des RIT, notamment une proposition de valeur liée aux exigences en matière d'acquisition du SDID et de SES, en vue d'optimiser les activités commerciales du secteur industriel canadien.

Le Canada est propriétaire de tous les droits, titres et intérêts de propriété intellectuelle de l'EDM CATSI. Le Canada et ABB Bomem Inc. ont conclu un contrat de licence concernant l'EDM CATSI, en vigueur du 29 juillet 2010 au 29 juillet 2020. Ce contrat de licence accorde à ABB Bomem Inc. la licence et le droit exclusifs, révocables, non transférables et assujétis aux redevances pour fabriquer, commercialiser, distribuer, prendre en charge, utiliser et vendre des produits licenciés en utilisant la technologie de l'EDM CATSI au Canada et dans tous les autres pays. Cependant, le Canada se réserve le droit de transférer cette propriété intellectuelle à des tiers afin d'effectuer des travaux, selon les besoins du SDID.

1.3 Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent la réception des

résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Communications

À titre de courtoisie, et afin de coordonner les annonces publiques liées au présent contrat, le Canada demande aux soumissionnaires retenus d'aviser l'autorité contractante cinq (5) jours à l'avance de leur intention de rendre publique une annonce relative à la recommandation de l'attribution d'un contrat, ou toute autre information relative au contrat. Le Canada conserve le droit de faire les annonces initiales concernant les contrats.

1.5 Conflit d'intérêts

Les travaux décrits aux présentes et les livrables dans le cadre du présent contrat excluent de façon expresse l'élaboration d'énoncés des travaux, de critères d'évaluation ou de tout document lié à une demande de soumissions. L'entrepreneur, ses sous-traitants ou tout agent de ces derniers participant directement ou indirectement à l'exécution des travaux et/ou à la production des produits livrables visés par le contrat pourront donner suite à toute demande de soumissions éventuelle concernant la production ou l'exploitation de tout concept ou prototype élaboré ou livré dans le cadre de tout contrat subséquent.

1.6 Tiers – Surveillant de l'équité

Les soumissionnaires sont informés que le Canada a retenu les services d'un surveillant de l'équité du cabinet Samson & Associés pour l'ensemble du processus d'acquisition des SDID.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions désignées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (CCUA) [https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat], publié par TPSGC.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Les instructions uniformisées [2003](#) (2016-04-04), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi dans la demande de soumissions et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours

2.1.1 *Clauses du Guide des CCUA – A7035T (2007-05-25), Liste des sous-traitants proposés*

Si la soumission comprend des services de sous-traitance, le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une liste de tous les sous-traitants, en y incluant notamment une description des articles à acheter, une description des travaux à réaliser ainsi que l'emplacement où ces travaux seront effectués. Cette liste ne devrait pas comprendre l'achat de produits ou de logiciels offerts sur le marché, l'acquisition d'articles et de matériel qu'offrent habituellement les fabricants dans le cours normal de leurs activités, ou encore la prestation de services accessoires qui pourraient normalement être confiés en sous-traitance pendant l'exécution des travaux.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire – Soumission concurrentielle A3025T (2014-06-26)

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires devront, avant l'attribution du contrat, fournir les renseignements exigés ci-après. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis n'ont pas encore été fournis au moment où l'évaluation des soumissions est effectuée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de répondre à la demande du Canada et de respecter les exigences dans les délais prescrits, le soumissionnaire verra sa soumission déclarée non recevable.

Définitions

Aux fins de la présente clause, le terme « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.S., 1985, ch. F-11, ou un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;

- b. une personne morale;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

La « période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

La « pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, L.S., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.S., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la Loi sur la pension de la fonction publique. La pension ne comprend pas les pensions payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et la partie de la pension payable en vertu du Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions susmentionnées, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de la cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension du soumissionnaire retenu soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, lesquels sont affichés sur les sites Web ministériels, conformément à l'Avis sur la politique des contrats : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Dans l'affirmative, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;

- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période du paiement forfaitaire, y compris la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- g. le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, taxes applicables comprises.

2.4 Demandes de renseignements – Demande de soumissions

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins quinze (15) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Les demandes de renseignements reçues après cette date pourraient demeurer sans réponse.

Les soumissionnaires doivent indiquer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils doivent prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de fournir une réponse exacte. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadiens de leur choix, sans compromettre la validité de leur soumission, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadiens précisés et en insérant le nom de la province ou du territoire canadiens de leur choix. En n'effectuant aucun changement, les soumissionnaires signifient qu'ils acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Le MDN a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de la réalisation des travaux prévus dans le contrat subséquent sera dévolu au Canada, pour les motifs suivants :

- **(6.2)** les lois, les règlements ou les obligations antérieures du Canada envers un tiers ou des tiers empêchent que l'on consente à ce que l'entrepreneur soit propriétaire des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- **(6.4.2)** l'objectif principal du contrat, ou des résultats escomptés prévus au contrat, est d'accroître certains acquis actuels du gouvernement avant de transférer cet ensemble plus vaste d'acquis au secteur privé (non nécessairement à l'entrepreneur initial), par octroi de licence ou par cession de la propriété, à des fins d'exploitation commerciale.

2.7 Information fournie par le gouvernement/Jeu de données techniques

- 2.7.1 Au cours de la période de soumission, les publications du MDN citées en référence, qui ne sont pas disponibles sur le marché, peuvent être fournies séparément, à la demande du soumissionnaire. Il est important que le soumissionnaire commande les documents de soumission le plus tôt possible, afin de pouvoir recevoir les publications nécessaires en temps opportun.
- 2.7.2 Si la demande de soumissions comporte de l'information relative aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, le soumissionnaire doit être inscrit, exempté ou exclu en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) avant de pouvoir recevoir les jeux de données techniques. Les demandes visant à obtenir des jeux de données techniques ou des spécifications liés aux marchandises contrôlées doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante désignée dans la demande de soumissions et doivent comprendre le numéro d'inscription au PMC ou une preuve écrite de l'exemption ou de l'exclusion du soumissionnaire et de toute autre personne à laquelle celui-ci donnera accès aux marchandises contrôlées.
- 2.7.3 A3500T (2010-01-11), Renseignements confidentiels nécessaires pour soumissionner
Pour préparer une soumission en réponse à la demande de soumissions, les fournisseurs doivent avoir accès à des renseignements qui sont confidentiels ou qui sont la propriété exclusive du Canada ou d'un tiers. La demande de soumissions a pour condition que les soumissionnaires signent une entente de confidentialité dont les termes sont en grande partie identiques à ceux figurant à la Pièce jointe 6 avant d'avoir accès aux renseignements en question à une installation désignée dans la demande de soumissions ou avant qu'ils leur soient fournis dans la demande de soumissions.

Les soumissionnaires doivent soumettre leur demande, ainsi que l'entente de confidentialité signée conformément à la Pièce jointe 6, à l'attention de l'autorité contractante :

Marlène Bitsene
Services publics et Approvisionnement Canada
Secteur de la gestion de l'approvisionnement en services et en technologies
Division des projets des sciences de la défense – SL
11, rue Laurier, place du Portage, Phase III, 11C1-71
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Tél. : 873-469-4833
Marlene.bitsene@tpsgc-pwgsc.gc.ca

2.8 État du matériel

Le matériel fourni doit être neuf et conforme à la version la plus récente du dessin, de la spécification ou du numéro de pièce en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Partie A : Section de la soumission pour l'acquisition et le SES des SDID

- Section I : Soumission de système et de gestion – Trois (3) copies papier et trois (3) copies électroniques sur CD ou DVD ou sur clé USB, en format PDF compatible avec Adobe Reader XI.
- Section II : Soumission financière – Trois (3) copies papier et trois (3) copies électroniques sur CD ou DVD ou sur clé USB, en format PDF compatible avec Adobe Reader XI.
- Section III : Attestations – Deux (2) copies papier.
- Section IV : Renseignements supplémentaires – Une (1) copie papier et une (1) copie électronique sur CD ou DVD ou sur clé USB, en format PDF compatible avec Adobe Reader XI.

Partie B : Section de la soumission sur les retombées industrielles et technologiques et la proposition de valeur du SDID

Le soumissionnaire est tenu de regrouper en un seul document les sections suivantes liées à l'acquisition et au SES. Des instructions supplémentaires sont fournies dans la Pièce jointe 1 – Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur – Instructions à l'intention des soumissionnaires.

- Section I : Soumission sur les RIT de l'acquisition – Trois (3) copies papier et une (1) copie électronique sur CD ou DVD ou sur clé USB, en format PDF compatible avec Adobe Reader XI.
- Section II : Soumission sur le SES de l'acquisition – Trois (3) copies papier et trois (3) copies électroniques sur CD ou DVD ou sur clé USB, en format PDF compatible avec Adobe Reader XI.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et celui de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera.

Pour faciliter son évaluation des soumissions présentées, le Canada demande que les soumissionnaires ne fassent pas de « références croisées » entre les parties A et B et que les renseignements soient fournis tels qu'ils sont demandés dans chacune des parties, même si cela entraîne une répétition.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement lorsque la soumission sur les RIT l'exige. Aucun prix ne doit être indiqué dans la soumission de système et de gestion.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et les organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier d'un format de 8,5 po × 11 po (216 mm × 279 mm) composé des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

3.2 Exigences relatives à la proposition du soumissionnaire, Partie A – Section de la soumission pour l'acquisition et le SES des SDID

3.2.1 Section I : Soumission de système et de gestion

Dans leur soumission de système et de gestion, les soumissionnaires doivent démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Ils doivent démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission de système et de gestion doit traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement reprendre les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Pour faciliter l'évaluation des soumissions, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Les soumissionnaires doivent décrire leur capacité et leur expérience ainsi que l'équipe de gestion de projet, et fournir les coordonnées de la ou des personnes-ressources du client, s'il y a lieu. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire des renvois aux différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Des instructions supplémentaires figurent dans la Pièce jointe 2 – Plan d'évaluation de la soumission – Système et gestion.

3.2.2 Section II : Soumission financière

- 3.2.2.1** La présente section vise à fournir au Canada les renseignements financiers requis sous la forme prescrite, de sorte que l'ensemble des propositions reçues puisse être évaluées sur une base commune. Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à l'ensemble des critères de la demande de soumissions.
- 3.2.2.2** Les soumissionnaires doivent présenter les prix en utilisant le format dans le Volume 2 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, et du Volume 3 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service.
- 3.2.2.3** Les soumissionnaires doivent présenter les prix pour tous les éléments détaillés dans le Volume 2 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, et le Volume 3 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service. Les taxes applicables doivent être en sus.
- 3.2.2.4** Aux fins de l'évaluation, le Canada utilisera ces prix proposés pour remplir le Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires, SDID, Pièce jointe 4 – Évaluation du prix.

3.2.3 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

3.2.4 Section IV : Renseignements supplémentaires – Sites ou locaux proposés par le soumissionnaire exigeant des mesures de protection

- 3.2.4.1** Comme il est indiqué à la Partie 6, sous Exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir son adresse complète ainsi que celles des sites ou des locaux qu'il propose et pour lesquels des mesures de protection doivent être mises en place aux fins d'exécution du travail :

Numéro d'immeuble, nom de la rue, numéro d'unité, de bureau ou d'appartement
Ville, province, territoire ou État
Code postal/code ZIP
Pays

- 3.2.4.2** L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, au moyen du Programme de sécurité industrielle, que le soumissionnaire et les personnes proposées détiennent une cote de sécurité valide au niveau requis, comme il est indiqué à la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences.

3.3 Exigences relatives à la proposition du soumissionnaire, Partie B – Section de la soumission sur les retombées industrielles et technologiques et la proposition de valeur du SDID

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission sur les RIT, qui comprend une proposition sur les RIT de l'acquisition et une proposition sur les RIT du SES, conformément à la Pièce jointe 1 – Instructions à l'intention des soumissionnaires relatives aux retombées industrielles et technologiques.

Dans la soumission sur les RIT et la proposition de valeur, les soumissionnaires doivent démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Ils doivent démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission sur les RIT et la proposition de valeur devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement reprendre les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Pour faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande aux soumissionnaires de reprendre les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire des renvois aux différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux sections suivantes de la demande de soumissions en fournissant des renseignements détaillés décrivant de façon complète et approfondie en quoi les exigences sont respectées. Les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission sur les RIT et la proposition de valeur, un document indiquant clairement où se trouvent les renseignements détaillés relatifs aux sections ci-dessous.

Soumission sur les RIT de l'acquisition

Volume 1, Pièce jointe 3, Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur, Article 2 – EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES DU CONTRAT D'ACQUISITION

- Volume 1, Pièce jointe 3, Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur, Article 4 – NOTES MINIMALES DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION DES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES

- Volume 1, Pièce jointe 3, Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur, Article 5 – ÉVALUATION DES CRITÈRES COTÉS DES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES DU CONTRAT D'ACQUISITION

Soumission sur les RIT du SES

- Volume 1, Pièce jointe 3, Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur,
Article 3 – EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES
DU CONTRAT DE SOUTIEN EN SERVICE

- Volume 1, Pièce jointe 3, Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur,
Article 4 – NOTES MINIMALES DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION DES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET
TECHNOLOGIQUES

- Volume 1, Pièce jointe 3, Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur,
Article 6 – ÉVALUATION DES CRITÈRES COTÉS DES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES DU
CONTRAT DE SOUTIEN EN SERVICE

ÉBAUCHE

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées en fonction de l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris la PARTIE A – Section de la soumission pour l'acquisition et le soutien en service du SDID et la PARTIE B – Section de la soumission sur les retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur du SDID. Aux fins de la présente demande de soumissions, le Canada utilisera un processus d'évaluation en deux étapes, tel qu'il est décrit plus en détail dans les lignes qui suivent.
- b) Une équipe d'évaluation constituée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) Le soumissionnaire doit se conformer aux critères obligatoires liés au système, à la gestion et aux RIT et fournir la documentation nécessaire pour prouver la conformité. Chacun des critères doit être traité séparément.

Sauf indication contraire, l'expérience indiquée dans la soumission doit être celle d'un ou de plusieurs des cas suivants :

1. le soumissionnaire lui-même (qui comprend l'expérience de toute entreprise créée par lui au moyen d'une fusion, mais exclut toute expérience acquise par un achat de biens ou une cession de contrat); ou
2. les sociétés affiliées du soumissionnaire (c.-à-d. société mère ou sœur, ou filiale, maximum de 2), à condition que le soumissionnaire explique le transfert du savoir-faire, ainsi que l'utilisation des ensembles d'outils et du personnel clé des affiliés pour le critère applicable; ou
3. les sous-traitants du soumissionnaire (maximum de 2), à condition que celui-ci fournisse une copie des ententes d'association et précise les rôles et les responsabilités de toutes les parties prenantes de cette entente, ainsi que le mode d'intégration de leurs travaux.

L'expérience des fournisseurs du soumissionnaire ne sera pas prise en considération.

4.2 Aperçu de l'évaluation et principes sous-jacents

Le Canada mène un processus d'évaluation des soumissions en deux phases pour cette exigence.

a) Étape 1

- 4.2.1 L'étape 1 consiste en une évaluation préliminaire de la soumission du soumissionnaire pour :
 1. déterminer les soumissions contenant l'ensemble de la documentation exigée aux fins d'évaluation dans le tableau 1 de la Pièce jointe 2 – Plan d'évaluation de la soumission – Système et gestion;
 2. évaluer toutes les soumissions de la proposition de valeur relatives au système, à la gestion et aux retombées industrielles et technologiques pour veiller à ce qu'elles respectent :
 - les exigences obligatoires en matière de gestion énoncées dans le tableau 2 de la Pièce jointe 2 – Plan d'évaluation des soumissions – Systèmes et gestion,
 - les exigences obligatoires liées aux RIT énoncées dans la section 2 du plan d'évaluation des RIT pour la proposition d'acquisition et la section 3 du plan d'évaluation des RIT pour la proposition de SES;
 3. déterminer si la soumission obtient la note de passage minimale de 158 points comme il est indiqué dans la Pièce jointe 2 – Plan d'évaluation de la soumission – Système et gestion;
 4. déterminer si la soumission obtient la note de passage minimale de 32 points pour chaque proposition de RIT comme il est indiqué dans la section 3 du plan d'évaluation des RIT;
 5. évaluer la note initiale du soumissionnaire.

- 4.2.2 Après cet examen initial, si une soumission est jugée non recevable en fonction des paramètres d'examen susmentionnés, l'autorité contractante fera parvenir un rapport d'évaluation préliminaire indiquant les cas où la soumission ne répond pas à une exigence obligatoire évaluée selon le principe de réussite ou d'échec ou à une exigence cotée où la note minimale n'a pas été obtenue.
- 4.2.3 Les soumissionnaires dont la soumission a été jugée non recevable seront invités par l'autorité contractante à soumettre des renseignements supplémentaires ou différents pour démontrer au Canada, conformément à la demande de soumissions, que la soumission est conforme aux exigences de la demande de soumissions. Les soumissionnaires dont les soumissions ont été jugées non recevables à l'étape 1 ne sont pas tenus de poursuivre le processus d'approvisionnement et peuvent retirer leurs soumissions à leur entière discrétion.
- 4.2.4 En ce qui concerne les soumissionnaires dont la soumission est jugée recevable, le rapport indiquera uniquement que leur soumission est conforme aux exigences obligatoires évaluées; les notes ne seront pas fournies.
- 4.2.5 Tous les soumissionnaires doivent confirmer par écrit la réception du rapport à l'autorité contractante dans les 48 heures suivant la réception. Les soumissionnaires qui ne confirment pas la réception dans le délai prescrit seront réputés avoir reçu le rapport depuis la date d'émission par le Canada.
- 4.2.6 Seuls les soumissionnaires non conformes doivent soumettre des renseignements supplémentaires en réponse au rapport.
- 4.2.7 Un soumissionnaire qui donne suite à un rapport d'évaluation préliminaire ne doit pas modifier ni remplacer le matériel ou les logiciels proposés pour corriger un problème de non-conformité, sauf dans les cas expressément autorisés à la sous-section Autorisation de réponse au rapport d'évaluation préliminaire, de la section I i) : Soumission de système et de gestion ci-dessus. Aucune modification ne sera apportée à la soumission financière du soumissionnaire à la suite de la soumission de renseignements supplémentaires ou différents. Tous les renseignements fournis doivent respecter les autres exigences de la présente demande de soumissions. Tout manquement à ces exigences entraînera le retour des renseignements supplémentaires ou différents au soumissionnaire sans que ceux-ci soient examinés plus à fond.
- 4.2.8 Les renseignements fournis par les soumissionnaires non conformes en réponse au rapport et acceptés par le Canada seront réputés remplacer, en totalité, uniquement les renseignements ou les réponses non conformes de la soumission initiale du soumissionnaire, tels qu'ils sont mentionnés dans le rapport, et seront utilisés pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- 4.2.9 La réponse du soumissionnaire au rapport doit respecter les instructions pour la préparation des soumissions (p. ex., séparation des renseignements financiers des autres renseignements, au besoin). Le Canada demande que les soumissionnaires indiquent clairement, pour chaque réponse, à quelle exigence non remplie mentionnée dans le rapport ils répondent.
- 4.2.10 Les réponses au rapport doivent être soumises à l'autorité contractante au plus tard à la date et à l'heure indiquées dans le rapport. À défaut de cela, la soumission sera jugée non recevable et rejetée d'emblée.
- 4.2.11 Toute modification d'une soumission non conforme est à l'entière discrétion du soumissionnaire et ne peut être apportée que par ce dernier. Le Canada ne fournira aucun renseignement à propos d'autres soumissions ni aucun renseignement quant à la façon dont le soumissionnaire devrait donner suite au rapport, s'il y a lieu. Les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de l'exactitude et de l'exhaustivité de leur soumission, et le Canada n'engage, en vertu de cet examen, aucune obligation ou responsabilité de relever les erreurs ou les omissions dans les soumissions ni ne s'engage à indiquer ces erreurs ou ces omissions. Les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de la cohérence des renseignements présentés dans leurs soumissions, et ce, en tout temps. Sans limiter la portée de ce qui précède, les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de s'assurer que toute information fournie en réponse à un rapport d'évaluation

préliminaire est cohérente avec toute autre information initialement présentée dans leur soumission en réponse à d'autres exigences. Tout manquement à cette responsabilité pourra nuire à l'évaluation des renseignements soumis antérieurement ou rendre la soumission irrecevable.

- 4.2.12 Dans les cas où le soumissionnaire choisit de ne pas fournir de renseignements supplémentaires ou différents pour une exigence non remplie soulevée dans le rapport, il doit présenter une réponse indiquant « Aucun changement » pour l'exigence en question, et la réponse originale de cet article continuera de s'appliquer. Si le soumissionnaire ne fournit aucune réponse relative à une exigence non remplie mentionnée dans le rapport, il sera considéré comme ayant fourni une réponse de type « Aucun changement », et la réponse initiale pour cet article continuera de s'appliquer.
- 4.2.13 Aucune modification ne sera apportée à la note initiale du soumissionnaire à la suite de la soumission des renseignements supplémentaires ou différents. Cependant, après examen des renseignements nouveaux ou différents, le soumissionnaire pourrait être considéré comme ayant obtenu la note de passage minimale requise. La note initiale obtenue par le soumissionnaire sera la seule note qui sera utilisée pour déterminer la note totale pondérée la plus élevée conformément à la section 4.3.1 ci-dessous.
- 4.2.14 Si toutes les soumissions sont jugées recevables, aucun rapport d'évaluation préliminaire ne sera produit, et le Canada terminera l'évaluation en entier, y compris l'évaluation des soumissions financières, en utilisant les documents de soumission présentés à l'origine.

b) Étape 2

L'étape 2 consiste en l'évaluation complète de toutes les soumissions recevables. Seules les soumissions jugées recevables au terme de l'étape 1 seront évaluées à l'étape 2.

Pour ce qui est de l'évaluation des soumissions qui étaient non recevables à l'étape 1, le Canada tiendra compte des renseignements supplémentaires ou différents présentés afin de déterminer si les exigences de la demande de soumissions ont été respectées. Une soumission sera jugée non recevable et ne sera pas prise en considération dans les circonstances suivantes :

- (i) une exigence ou plusieurs des exigences initialement jugées comme non recevables continuent d'être jugées non recevables; ou
- (ii) les renseignements supplémentaires ou différents présentés font en sorte que toute autre exigence obligatoire n'est pas remplie (même si elle était respectée auparavant); ou
- (iii) la note de passage minimale pour les soumissions de système et de gestion et de RIT n'a pas été obtenue.

Pour être déclarée recevable au terme de l'étape 2, une soumission doit :

- (i) satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions;
- (ii) satisfaire à tous les critères obligatoires;
- (iii) obtenir, ou être considérée comme ayant obtenu, le nombre minimal de points requis, soit 158 points, pour les critères d'évaluation de la gestion qui sont assujettis à une cotation numérique. L'évaluation se fait sur une échelle de 225 points;
- (iv) satisfaire à toutes les exigences liées aux RIT et à la proposition de valeur.

4.3 Méthode de sélection

4.3.1 Note totale indicatrice du meilleur rapport qualité-prix

- a) Par « meilleur rapport qualité-prix », on entend la combinaison optimale d'un prix avantageux, du mérite technique, d'une bonne qualité et de l'éventail des avantages offerts en général à l'État et à la population canadienne, tel qu'il est décrit dans les critères d'évaluation de la demande de soumissions.

L'évaluation du rapport qualité-prix offert par chaque soumission recevable se fera selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Soumission recevable la moins élevée (prix)} \times 20}{\text{Prix évalué total de la soumission}} + \frac{\text{Note de la soumission technique (points)} \times 60}{\text{Note maximale attribuable aux soumissions (225 points)}} + \frac{\text{Note de la proposition de valeur (points)} \times 20}{\text{Note maximale attribuable aux soumissions (20 points)}} = \text{Note pondérée totale}$$

- b) Quand le résultat d'un calcul comprendra une décimale, il sera arrondi au centième près.

Exemples :

(i) 7,254 arrondi au centième = 7,25

(ii) 7,255 arrondi au centième = 7,26

- c) Au terme des étapes 1 et 2 du processus d'évaluation, le soumissionnaire conforme qui aura obtenu la note pondérée totale la plus élevée (meilleur rapport qualité-prix) se verra recommandé aux fins d'attribution des deux contrats, c'est-à-dire celui de l'acquisition et celui du SES.
- d) Consultez la Pièce jointe 4 – Évaluation du prix pour obtenir la procédure d'évaluation du prix qui sera utilisée pour déterminer le prix estimatif total de chacune des soumissions.

4.3.2 Exemples d'évaluations

Deux (2) soumissions ont été déposées en réponse à un appel d'offres concurrentiel. Les soumissions ci-après ont été évaluées.

Soumissionnaire A

La soumission du soumissionnaire A a été jugée irrecevable, car le soumissionnaire n'a pas obtenu la note de passage prévue à l'égard des critères cotés relatifs à la gestion et a obtenu une note de seulement 150 points sur un total possible de 225 points. Or, comme le soumissionnaire A a présenté, dans le cadre des deux étapes du processus d'évaluation (rapport d'évaluation préliminaire), des renseignements manquants à la satisfaction de l'équipe d'évaluation des soumissions, sa soumission a été jugée recevable. Bien que les documents manquants aient prouvé la conformité de la soumission à l'exigence, le prix initial de la soumission et la note attribuée à l'origine à celle-ci demeurent les mêmes. La note totale globale estimative du soumissionnaire est donc de 215 points sur un total possible de 225 points. Pour sa proposition de valeur, le soumissionnaire A a obtenu une note totale de 15 points sur un total possible de 20 points. Le prix total offert par le soumissionnaire A se chiffre à 600 000 \$, soit le prix total le plus bas des deux (2) soumissions recevables déposées.

$$\frac{600\,000 \$ \times 20}{600\,000 \$} + \frac{215 \times 60}{225} + \frac{15 \times 20}{20} = 92,33$$

Soumissionnaire B

Le soumissionnaire B a présenté une soumission recevable et, pour sa soumission technique, il a obtenu une note de 223 points sur un total possible de 225 points. Pour sa proposition de valeur, il a obtenu une note totale de 17 points sur un total possible de 20 points. Le prix total offert par le soumissionnaire B se chiffre à 800 000 \$.

$$\frac{600\,000 \$ \times 20}{800\,000 \$} + \frac{213 \times 60}{225} + \frac{17 \times 20}{20} = 91,47$$

La soumission du soumissionnaire A offre le meilleur rapport qualité-prix au Canada. Elle sera donc recommandée pour l'attribution du contrat d'acquisition et du contrat de SES.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent être vérifiées à tout moment par ce dernier. Le Canada déclarera une soumission non recevable ou un entrepreneur en situation de manquement s'il est établi que le soumissionnaire a fait, sciemment ou non, de fausses déclarations concernant les attestations, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations à présenter avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations ci-dessous dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Autres attestations

Comme spécifié dans la pièce jointe 1 et la pièce jointe 7, jointes au dossier de demande de soumissions.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous et dans la Pièce jointe 5 – Attestations préalables à l'attribution du contrat, devraient être joints à la soumission, mais peuvent aussi être présentés par la suite. Si l'une des attestations exigées ou l'un des renseignements supplémentaires requis n'est pas fourni conformément aux exigences, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour fournir cette information. Si le soumissionnaire ne fournit pas les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai établi, sa soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms

Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux qui soumissionnent à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous leurs administrateurs actuels.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre d'entreprise individuelle, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent indiquer le nom du ou des propriétaires.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou de société en nom collectif n'ont pas à fournir de liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni son nom ni le nom d'un membre de la coentreprise soumissionnaire, le cas échéant, ne figure sur la « [Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats](#) ».

fédéraux » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, disponible sur le site Web du Programme du Travail d'Emploi et Développement social Canada.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire ou un membre d'une coentreprise soumissionnaire figure sur la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ou, le cas échéant, tout membre de la coentreprise figure sur la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'Annexe E – Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation dûment remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Statut et disponibilité des ressources

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'il est exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou au moment convenu avec les représentants du Canada. Si, pour des raisons indépendantes de sa volonté, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'une personne identifiée dans sa soumission, il peut proposer un remplaçant possédant des compétences et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison du remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience de la personne proposée. Aux fins de la présente clause, seules les raisons suivantes seront considérées comme indépendantes de la volonté du soumissionnaire : décès, maladie, congé de maternité ou congé parental, retraite, démission, congédiement justifié ou résiliation d'une entente pour manquement.

Si le soumissionnaire a proposé une personne qui ne fait pas partie de ses employés, il doit attester qu'il a la permission de cette personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Si le soumissionnaire ne satisfait pas à cette demande, sa soumission pourrait être déclarée non recevable.

5.2.3.2 Études et expérience – Clause du Guide des CUA A3010T (2010-08-16), Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui joints à sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ces renseignements sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque personne qu'il a proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.2.3.3 Compétences linguistiques

Le soumissionnaire atteste que ses connaissances linguistiques lui permettent d'exécuter les travaux décrits dans l'énoncé des travaux.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant qu'un contrat soit attribué, les conditions suivantes doivent être respectées :

Acquisition

- a. le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable comme on l'indique dans le Volume 2 – Contrat subséquent d'acquisition du SDID;
- b. les personnes proposées par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité comme on l'indique dans le Volume 2 – Contrat subséquent d'acquisition du SDID;
- c. le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou à des lieux de travail dont l'accès est réglementé.
- d. le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées au Volume 2 – Contrat subséquent d'acquisition du SDID et au Volume 3 – Contrat subséquent de SES du SDID;
- e. le soumissionnaire doit fournir l'adresse des sites ou des locaux proposés pour l'exécution des travaux et la sauvegarde des documents, conformément à l'article 3.2.4 de la Partie 3, Sites ou locaux proposés par le soumissionnaire et nécessitant des mesures de sauvegarde.

Soutien en service

- a. le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable comme on l'indique dans le Volume 3 – Contrat subséquent de SES du SDID;
 - b. les personnes proposées par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité comme on l'indique dans le Volume 3 – Contrat subséquent de SES du SDID;
 - c. le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou à des lieux de travail dont l'accès est réglementé.
 - d. le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées au Volume 2 – Contrat subséquent d'acquisition du SDID et au Volume 3 – Contrat subséquent de SES du SDID;
 - e. le soumissionnaire doit fournir l'adresse des sites ou des locaux proposés pour l'exécution des travaux et la sauvegarde des documents, conformément à l'article 3.2.4 de la Partie 3, Sites ou locaux proposés par le soumissionnaire et nécessitant des mesures de sauvegarde.
2. On rappelle aux soumissionnaires qu'ils doivent obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

3. Pour en savoir davantage sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires peuvent consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de TPSGC (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Capacité financière – Clause du *Guide des CUA* **A903T** (2012-07-16), Capacité financière

6.2.1 Capacité financière requise : Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin de déterminer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante peut, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des propositions. Le soumissionnaire doit fournir les renseignements énoncés ci-après à l'autorité contractante dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la demande formulée à cet égard, dans le délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis :

- a. Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par le cabinet comptable externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en activité depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (ce qui inclut, à tout le moins, le bilan, les états des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
- b. Si les états financiers mentionnés au point a. datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce ne soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- c. Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
 - (i) le bilan d'ouverture à la date du début de l'exploitation de l'entreprise (la date de la constitution en société dans le cas d'une société par actions),
 - (ii) les derniers états financiers trimestriels (c'est-à-dire le bilan accompagné de l'état des résultats depuis le début de l'exercice), remontant à deux mois avant la date à laquelle l'autorité contractante a présenté sa demande d'information.
- d. Une attestation du dirigeant principal des finances ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire confirmant que les renseignements financiers fournis sont exacts et exhaustifs.
- e. Une lettre de confirmation de toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- f. Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie, portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les quatre premières années d'application du besoin visé par la demande de soumissions, à moins qu'une loi ne l'interdise. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient être expliquées, et des détails sur le mode de financement des déficits devraient être fournis.
- g. Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie du projet, portant sur les quatre premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que la loi ne l'interdise. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre de ce besoin. Toutes les hypothèses devraient être expliquées, et des détails sur le mode de financement des déficits devraient être fournis.

- 6.2.2 Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
- 6.2.3 Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, les renseignements financiers mentionnés aux points 6.2.1 a. à g. ci-dessus demandés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. En revanche, la communication des renseignements financiers par la société mère ne suffit pas à répondre à elle seule à l'exigence, pour le soumissionnaire, de fournir ces renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'une garantie signée par la société mère et rédigée selon le modèle de TPSGC soit fournie avec les renseignements exigés.
- 6.2.4 Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC : Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau les renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui figurent déjà dans les dossiers de la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique de TPSGC, dans la mesure où ces renseignements ont été transmis dans le délai susmentionné :
- a. le soumissionnaire indique à l'autorité contractante, par écrit, les renseignements précis qui figurent dans les dossiers et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
 - b. le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour répondre au présent besoin.
- 6.2.5 Il incombe au soumissionnaire de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.
- 6.2.6 Autres renseignements : Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de lui fournir tout autre renseignement dont il a besoin pour procéder à une évaluation exhaustive de la capacité financière du soumissionnaire.
- 6.2.7 Confidentialité : Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada traitera ces renseignements de façon confidentielle, selon les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1)b) et c).
- 6.2.8 Sécurité : Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada peut prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais de ce dernier (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et tirée au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).
- 6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées – Clause du Guide des CCUA A9130T (2014-11-27), Programme des marchandises contrôlées – Soumission**
- 6.3.1 Étant donné que le contrat subséquent nécessitera la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par la *Loi sur la production de défense*, L.R., 1985, ch. D-1, les soumissionnaires sont avisés qu'au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues au titre du PMC sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. On trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC sur [Programme des marchandises contrôlées](#) et l'inscription se fait comme suit :
- a. Lorsque le document de demande de soumissions comporte de l'information relative aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, le soumissionnaire doit être inscrit, exempté ou exclu en vertu du PMC avant de pouvoir recevoir la demande de soumissions. Les demandes visant à obtenir des jeux de données techniques ou des spécifications liés aux marchandises contrôlées doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante désignée dans la demande de soumissions et doivent comprendre le numéro

d'inscription au PMC ou une preuve écrite de l'exemption ou de l'exclusion du soumissionnaire et de toute autre personne à laquelle celui-ci donnera accès aux marchandises contrôlées.

- b. Si la demande de soumissions ne comporte aucune information relative aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, mais que le contrat subséquent nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées, le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant qui produiront des marchandises contrôlées ou qui y auront accès doivent être inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC avant d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées.
- c. Si le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant proposé pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'attribution du contrat, ils devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, aucune possession ni aucun transfert de marchandises contrôlées ne devront être effectués avant que le soumissionnaire retenu ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que lui et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.

Si le soumissionnaire retenu ne prouve pas, à la satisfaction de l'autorité contractante, que lui et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, il sera en défaut d'exécution du contrat subséquent, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.

- 6.3.2 Les soumissionnaires sont avisés que tous les renseignements figurant sur le formulaire de demande d'inscription (ou d'exemption) seront vérifiés et que les erreurs ou les inexactitudes peuvent causer d'importants retards ou entraîner le refus de l'inscription ou de l'exemption.

PIÈCE JOINTE 1

PLAN D'ÉVALUATION DES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES ET DE LA PROPOSITION DE VALEUR – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

Les instructions à l'intention des soumissionnaires liées au plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur (Pièce jointe 1) jointes au dossier de demande de soumissions doivent être insérées ici et faire partie du présent document.

ÉBAUCHE

PIÈCE JOINTE 2

PLAN D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS SYSTÈME ET GESTION

Le Plan d'évaluation des soumissions – Système et gestion (Pièce jointe 2) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et faire partie du présent document.

ÉBAUCHE

PIÈCE JOINTE 3

PLAN D'ÉVALUATION DES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES ET DE LA PROPOSITION DE VALEUR PLAN D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Le plan d'évaluation des soumissions lié aux retombées industrielles et technologiques et à la proposition de valeur (Pièce jointe 3) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et faire partie du présent document.

ÉBAUCHE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PIÈCE JOINTE 4

ÉVALUATION DU PRIX

L'évaluation du prix (Pièce jointe 4) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et faire partie du présent document.

ÉBAUCHE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PIÈCE JOINTE 5

ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

Les attestations préalables à l'attribution du contrat (Pièce jointe 5) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et faire partie du présent document.

ÉBAUCHE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PIÈCE JOINTE 6 ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ

L'entente de confidentialité (Pièce jointe 6) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et faire partie du présent document.

ÉBAUCHE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PIÈCE JOINTE 7 ATTESTATION DE CONFORMITÉ

L'attestation de conformité (Pièce jointe 7) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et faire partie du présent document.

ÉBAUCHE

PROJET DE SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE (SDID)

**Retombées industrielles et technologiques (RIT) et
proposition de valeur**

Instructions à l'intention des soumissionnaires

Table des matières

1	INTRODUCTION
2	OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT
3	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES
4	EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RIT DU CONTRAT D'ACQUISITION
5	EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RIT DU CONTRAT DE SOUTIEN EN COURS D'EXPLOITATION
6	ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RIT
7	CRITÈRES COTÉS PAR POINTS DES RIT DU CONTRAT D'ACQUISITION
8	CRITÈRES COTÉS PAR POINTS DES RIT DU CONTRAT DE SOUTIEN EN COURS D'EXPLOITATION
9	MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT
	Annexe A – Certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition
	Annexe B – Certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation
	Annexe C – Certificat des critères cotés par points des RIT du contrat d'acquisition
	Annexe D – Certificat des critères cotés par points des RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le 5 février 2014, le gouvernement du Canada a dévoilé la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD). L'un des objectifs de la SAMD consiste à mettre à profit les achats de matériel de défense pour créer des emplois et favoriser la croissance économique au Canada. Les objectifs de la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) seront atteints par l'attribution d'une pondération et de cotes à une proposition de valeur incluse dans le plan d'évaluation menant à l'octroi du contrat.
- 1.2. L'objectif stratégique en matière de proposition de valeur pour le projet de Système de détection et d'identification à distance (SDID) (ci-après « le projet ») est de mettre au point et développer les exigences du SDID et d'assurer le maintien et le développement des capacités canadiennes liées à ce projet. Cet objectif a été déterminé suite à une vaste consultation et à la participation de l'industrie, de même qu'à l'aide d'analyses en profondeur des capacités liées à l'approvisionnement.

2. OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT

- 2.1. Le Canada souhaite s'assurer que ses investissements dans les biens et services liés à la défense génèrent des retombées économiques pour le pays, et qu'ils aient des répercussions de grande valeur et à long terme sur l'industrie canadienne dans les secteurs des technologies de pointe. La proposition doit clairement indiquer de quelle manière les activités commerciales proposées appuieront les objectifs du Canada en matière de RIT exposés ci-dessous dans les sous-sections 2.2 à 2.7, et de quelle manière ces objectifs seraient atteints si le soumissionnaire obtenait le contrat.
 - 2.2. Secteur de la défense : l'un des objectifs centraux de la politique des RIT consiste à veiller à ce que l'approvisionnement en matière de défense contribue au développement économique et au maintien en puissance à long terme du secteur de la défense du Canada. Le soumissionnaire est invité à proposer le plus grand nombre possible d'activités commerciales au Canada concernant des travaux directement liés à l'approvisionnement et, dans un sens plus large, au secteur de la défense.
 - 2.3. Développement des sources d'approvisionnement : le développement de la productivité et de la compétitivité des fournisseurs canadiens est au cœur des objectifs de la politique des RIT. Le soumissionnaire est invité à inclure dans sa
-

proposition des occasions sérieuses de croissance et de participation à la chaîne d'approvisionnement pour des fournisseurs canadiens.

- 2.4. Recherche et développement (R.-D.) : l'un des principaux objectifs de la politique des RIT est d'encourager l'innovation, un facteur important permettant aux entreprises canadiennes de progresser dans la chaîne de valeur et de saisir des débouchés. Le soumissionnaire est invité à proposer des investissements en R.-D. au Canada, et à trouver des travaux de recherche et de génie de grande valeur qui placeront les entreprises canadiennes dans une situation propice pour tirer profit de leur commercialisation subséquente.
- 2.5. Exportations : le secteur de la défense du Canada a un volume d'exportation très élevé; un des principaux objectifs en matière de RIT consiste à accroître la capacité du Canada à pénétrer les marchés d'exportation traditionnels et non traditionnels et de créer des emplois et des retombées économiques à long terme découlant des réussites dans ces marchés. Le soumissionnaire est invité à faire la preuve de sa capacité et de celle de ses fournisseurs à tirer profit de l'approvisionnement pour favoriser de futures exportations à partir d'une entreprise établie au Canada.
- 2.6. Développement régional : les objectifs de la politique des RIT en matière de développement régional consistent à encourager les améliorations qualitatives à long terme de la capacité, de la compétitivité internationale et du potentiel de croissance des entreprises canadiennes dans les régions où le Canada a lancé des initiatives particulières de développement de la croissance et de la diversification économiques au moyen de l'approvisionnement. Ces régions désignées du Canada sont définies dans les modalités relatives aux RIT. L'industrie canadienne doit, dans toutes les régions désignées du Canada, avoir la possibilité de prendre part au projet.
- 2.7. Petites et moyennes entreprises (PME) : le Canada s'est donné l'objectif d'encourager la participation des PME aux acquisitions fédérales majeures à titre de fournisseurs et d'accroître leur compétitivité et leur accès aux marchés d'exportation. Les PME canadiennes doivent avoir la possibilité de prendre part au projet.

3. INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

- 3.1. Le soumissionnaire doit présenter une soumission qui contiendra des propositions relatives aux RIT distinctes et recevables, tant pour le contrat d'acquisition que pour le contrat de soutien en cours d'exploitation à la clôture des soumissions.
-

- 3.2. Le soumissionnaire doit, lors de la préparation de ses propositions relatives aux RIT, s'inspirer des instructions à l'intention du soumissionnaire ainsi que du plan d'évaluation des RIT et des modalités et conditions relatives aux RIT concernant l'acquisition et le soutien en cours d'exploitation. Les quatre documents fournissent une orientation, des définitions ou des dispositions contractuelles importantes liées à la politique des RIT. Les termes non définis dans le présent document ont le sens qui leur est attribué dans les modalités relatives aux RIT et dans la demande de proposition, annexes comprises, auxquelles sont jointes ces instructions à l'intention du soumissionnaire.
- 3.3. La proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition sera réputée recevable par l'autorité compétente en matière de RIT si elle :
- 3.3.1. Se conforme aux exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition conformément à la section 2 du plan d'évaluation des RIT;
 - 3.3.2. Respecte les valeurs minimales d'évaluation s'appliquant aux RIT décrites à la section 4 du plan d'évaluation des RIT.
- 3.4. La proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation sera réputée recevable par l'autorité compétente en matière de RIT si elle :
- 3.4.1. Se conforme aux exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation conformément à la section 3 du plan d'évaluation des RIT;
 - 3.4.2. Respecte les valeurs minimales d'évaluation s'appliquant aux RIT décrites à la section 4 du plan d'évaluation des RIT.
- 3.5. Si les propositions du soumissionnaire sont jugées recevables, elles seront évaluées comme le décrit le plan d'évaluation des RIT :
- 3.5.1. les critères cotés par points des RIT du contrat d'acquisition décrits à la section 5 du plan d'évaluation des RIT;
 - 3.5.2. les critères cotés par points des RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation décrits à la section 6 du plan d'évaluation des RIT.
- 3.6. Les résultats de l'évaluation seront communiqués à l'autorité contractante qui les intégrera ensuite aux résultats de l'évaluation globale de la soumission, comme l'indique la section 4.6.2 dans le plan d'évaluation de l'approvisionnement.
- 3.7. Il incombe à l'autorité en matière de RIT de veiller à ce que les propositions relatives aux RIT soient évaluées comme le décrit le plan d'évaluation des RIT.
-

- 3.8. Les propositions relatives aux RIT doivent être présentées dans des volumes distincts et autonomes. Les propositions relatives aux RIT sont évaluées indépendamment des autres sections de la soumission; par conséquent, tout contenu pertinent pour la soumission figurant dans une autre section de la soumission devra être répété dans les propositions relatives aux RIT.
- 3.9. Sept versions papier et deux version électronique des propositions relatives aux RIT sont nécessaires.
- 3.10. Les lois et processus fédéraux applicables régissent les propositions relatives aux RIT, leur réception, leur entreposage et leur protection par l'autorité compétente en matière de RIT.

4. EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RIT DU CONTRAT D'ACQUISITION

- 4.1. Dans sa proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition, le soumissionnaire doit satisfaire à six (6) exigences obligatoires. Si la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition ne satisfait pas à l'une de ces six (6) exigences, elle sera jugée non recevable :
- 4.1.1. Première exigence : le soumissionnaire de la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition doit s'engager à mener des activités égales à 100 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition en valeur du contenu canadien (VCC) [y compris toutes les options] pendant la période de réalisation. Si le soumissionnaire s'engage à mener des activités supérieures à 100 pour cent du prix au contrat, cet engagement deviendra une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat.
- 4.1.2. Deuxième exigence : la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition doit démontrer un engagement à réaliser des transactions directes correspondant à au moins 75 pour cent du prix au contrat d'acquisition, y compris toutes les options, en VCC. Si le soumissionnaire s'engage à réaliser des transactions directes supérieures à 75 pour cent du
-

prix au contrat, cet engagement deviendra une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat.

4.1.3. Troisième exigence : dans sa proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition, le soumissionnaire doit :

- 4.1.3.1. Préciser le prix de la soumission pour l'acquisition, qui ne comprend pas les taxes et est arrondi au dollar le plus près, en excluant les options;
- 4.1.3.2. Indiquer les transactions décrites en détail et dont le total équivaut à au moins 30 pour cent du prix de la soumission pour l'acquisition, en VCC;
- 4.1.3.3. S'engager à déterminer, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat d'acquisition, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 60 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition (y compris toutes les options), en VCC;
- 4.1.3.4. S'engager à déterminer, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat d'acquisition, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 100 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition (y compris toutes les options), en VCC.

4.1.4. Quatrième exigence : le soumissionnaire doit s'engager à réaliser 15 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition en transactions avec des petites et moyennes entreprises, en VCC. Si le soumissionnaire s'engage à réaliser des transactions avec des petites et moyennes entreprises supérieures à 15 pour cent du prix au contrat, cet engagement deviendra une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat.

4.1.5. Cinquième exigence : le soumissionnaire doit accepter l'ensemble des modalités relatives aux RIT du contrat d'acquisition et s'y conformer.

4.1.6. Sixième exigence : la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition doit contenir les composantes suivantes, décrites plus précisément à la section 6 :

- 4.1.6.1. le plan d'affaires de l'entreprise;
-

- 4.1.6.2. le plan de gestion des RIT;
- 4.1.6.3. le plan de développement régional;
- 4.1.6.4. le plan de développement des petites et moyennes entreprises;
- 4.1.6.5. la présentation des marchés cibles d'exportation;
- 4.1.6.6. les fiches détaillées des transactions proposées que le soumissionnaire présente, accompagnées d'un tableau récapitulatif;
- 4.1.6.7. le certificat des exigences obligatoires du contrat d'acquisition signé par un responsable de l'entreprise dûment autorisé, présenté à l'annexe A.

5. EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RIT DU CONTRAT DE SOUTIEN EN COURS D'EXPLOITATION

5.1. Dans sa proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation, le soumissionnaire doit satisfaire à six (6) exigences obligatoires. Si la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation ne satisfait pas à l'une de ces six (6) exigences, elle sera jugée non recevable :

- 5.1.1. Première exigence : le soumissionnaire de la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation doit s'engager à mener des transactions égales à 100 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation, en VCC (y compris toutes les options) pendant la période de réalisation. Si le soumissionnaire s'engage à mener des activités supérieures à 100 pour cent du prix au contrat, cet engagement deviendra une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat.
 - 5.1.2. Deuxième exigence : la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation doit démontrer un engagement à réaliser des transactions directes correspondant à au moins 75 pour cent du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation, y compris toutes les options, en VCC. Si le soumissionnaire s'engage à réaliser des transactions directes supérieures à 75 pour cent du prix au contrat, cet engagement deviendra une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat.
 - 5.1.3. Troisième exigence : dans sa proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation, le soumissionnaire doit :
 - 5.1.3.1. Préciser le prix pour le soutien en cours d'exploitation de la soumission, avant taxes et arrondi au dollar le plus près, et excluant les options;
 - 5.1.3.2. Indiquer les transactions décrites en détail et dont le total équivaut à au moins 30 pour cent du prix de la soumission pour le soutien en
-

cours d'exploitation (y compris toutes les options) en VCC;

- 5.1.3.3. S'engager à déterminer, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat de soutien en cours d'exploitation, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 60 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation (y compris toutes les options), en VCC;
 - 5.1.3.4. S'engager à déterminer, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat de soutien en cours d'exploitation, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 100 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation (y compris toutes les options), en VCC.
 - 5.1.4. Quatrième exigence : le soumissionnaire doit s'engager à réaliser 15 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation en transactions avec des petites et moyennes entreprises, en VCC. Si le soumissionnaire s'engage à réaliser des transactions avec des petites et moyennes entreprises supérieures à 15 pour cent du prix au contrat, cet engagement deviendra une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat.
 - 5.1.5. Cinquième exigence : le soumissionnaire doit accepter l'ensemble des modalités relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation et s'y conformer.
 - 5.1.6. Sixième exigence : la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation doit contenir les composantes suivantes, décrites plus précisément à la section 6 :
 - 5.1.6.1. le plan d'affaires de l'entreprise;
 - 5.1.6.2. le plan de gestion des RIT;
 - 5.1.6.3. le plan de développement régional;
 - 5.1.6.4. le plan de développement des petites et moyennes entreprises;
 - 5.1.6.5. les fiches détaillées des transactions proposées que le soumissionnaire présente, accompagnées d'un tableau récapitulatif;
 - 5.1.6.6. le certificat des exigences obligatoires du contrat de soutien en cours d'exploitation signé par un responsable de l'entreprise dûment autorisé, présenté à l'annexe B.
-

6. ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES DES RIT

- 6.1. Les sections suivantes précisent le contenu attendu dans chacune des composantes des exigences obligatoires mentionnées ci-dessus aux sections 4.1.6 et 5.1.6. La qualité des plans et les risques qu'ils comportent seront mesurés au cours de l'évaluation comme indiqué à la section 4.1 du plan d'évaluation des RIT. La présentation des marchés cibles d'exportation sera mesurée au cours de l'évaluation comme il est indiqué à la section 4.2 du plan d'évaluation des RIT.
 - 6.2. Chaque plan ou présentation doit apporter une réponse à l'ensemble des éléments demandés exposés ci-dessous. Les réponses doivent être détaillées, et au besoin, expliquer comment les éléments aideront le soumissionnaire à atteindre les objectifs du Canada en matière de RIT.
 - 6.3. Chaque plan doit traiter, au besoin, de la manière dont le soumissionnaire aborde les secteurs de risque de suivants :
 - 6.3.1. expérience (exercer des activités ailleurs);
 - 6.3.2. capacité (savoir-faire et outils en place);
 - 6.3.3. planification (organisé, proactif);
 - 6.3.4. ressources (équipe, installations, information); et,
 - 6.3.5. mobilisation (interaction avec les intervenants)
 - 6.4. Plan d'affaires de l'entreprise
 - 6.4.1. Le plan d'affaires de l'entreprise a pour but de faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire à constituer, planifier et décrire l'équipe qu'il propose pour réaliser les travaux du projet. Le plan doit également faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire et de son équipe à atteindre les objectifs en matière de RIT. Le plan d'affaires devrait compter de sept à dix pages, selon la taille de l'équipe du soumissionnaire.
 - 6.4.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan d'affaires de l'entreprise du soumissionnaire :
 - 6.4.2.1. une description de la structure, de la conduite et du rendement des opérations commerciales du soumissionnaire et de tous les donateurs admissibles proposés pour les travaux du projet;
 - 6.4.2.2. une présentation détaillée du rôle suggéré de chaque entreprise dans les travaux du projet, l'emplacement prévu de ces travaux et le personnel clé qui sera chargé d'effectuer ceux-ci;
-

- 6.4.2.3. un organigramme de chaque entreprise qui présente ses opérations commerciales à l'échelle mondiale, et énonce clairement la structure, les relations entre les sociétés mères et les filiales et l'emplacement des principaux centres de responsabilité (c'est-à-dire le siège social, la fabrication, les centres de service, la R.-D. et le marketing);
- 6.4.2.4. la liste des installations canadiennes actuelles de chaque entreprise, qui comprend leur emplacement, leur date d'établissement, la nature de leurs activités, leur nombre d'employés et leur situation au sein de la structure de l'entreprise à l'échelle mondiale;
- 6.4.2.5. la description des répercussions générales et à long terme des travaux sur l'économie canadienne et de la manière selon laquelle ceux-ci répondent aux objectifs en matière de RIT de la section 3.

6.5. Plan de gestion des RIT

- 6.5.1. Le but du plan de gestion des RIT consiste à faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire à élaborer, mettre en œuvre et gérer ses obligations pour la durée complète de la période de réalisation et de rendre compte de celles-ci. C'est ici que le soumissionnaire énumère officiellement ses donateurs admissibles proposés. Le plan devrait compter entre six et huit pages.
 - 6.5.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de gestion des RIT :
 - 6.5.2.1. la description des fonctions de gestion des RIT et de la structure pertinente que le soumissionnaire juge nécessaire pour respecter les obligations. Cette description doit comprendre un sommaire des méthodes, processus et procédures que le soumissionnaire emploiera pour déterminer et présenter les activités relatives aux RIT, ainsi que pour en assurer le suivi, en garder la trace et en rendre compte. Le sommaire devrait être présenté de manière suffisamment détaillée pour faire la preuve que le soumissionnaire comprend pleinement les obligations;
 - 6.5.2.2. le nom, les coordonnées et les renseignements biographiques du ou des responsables en matière de RIT du soumissionnaire et/ou la description des tâches des postes proposés;
-

- 6.5.2.3. l'explication des processus internes utilisés par le soumissionnaire pour l'organisation, la défense des intérêts et la sensibilisation en matière de RIT, que cela soit propre au projet ou de manière générale. Le soumissionnaire devrait inclure une description de la manière dont les considérations relatives aux RIT seront incorporées aux processus décisionnels plus larges de l'entreprise; la description devrait être accompagnée d'une présentation de la manière dont on rendra compte de ces décisions et on en assurera le suivi;
- 6.5.2.4. la description de toutes les activités de compensation, en matière de RIT ou de retombées industrielles et régionales (RIR), entreprises par le soumissionnaire au cours des dix (10) dernières années au Canada et à l'étranger, accompagnée d'un exposé concis sur l'état d'avancement de chaque projet;
- 6.5.2.5. la liste des donateurs admissibles proposés du soumissionnaire et de leurs coordonnées, accompagnée de précisions et de documents expliquant comment chaque entreprise satisfait aux critères concernant les donateurs admissibles exposés dans les modalités relatives aux RIT.
- Tous les donateurs admissibles proposés font l'objet d'un examen et de l'approbation de l'autorité des RIT au cours de l'évaluation. Seuls les donateurs admissibles proposés qui satisfont aux critères figureront sur la liste des donateurs admissibles dans le contrat. Toute transaction proposée pour laquelle un donateur ne satisfait pas aux critères relatifs aux donateurs admissibles sera refusée.

6.6. Plan de développement régional

- 6.6.1. Le but du plan de développement régional consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux entreprises des régions désignées du Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept pages.
- 6.6.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement régional :
- 6.6.2.1. la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire dans les régions désignées du Canada dont le total se transformera en obligations à remplir au titre de l'article 3.1.3 des
-

modalités relatives aux RIT. Le plan peut également indiquer toute cible plus élevée en matière d'engagement régional à laquelle le soumissionnaire est prêt à s'engager par voie de contrat;

- 6.6.2.2. la description par le soumissionnaire de la justification opérationnelle de cette approche régionale;
- 6.6.2.3. la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu pour conséquence la répartition des transactions proposées entre les régions désignées du Canada;
- 6.6.2.4. la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation afin d'améliorer les débouchés existants pour les régions désignées du Canada;
- 6.6.2.5. la description de la manière dont les considérations régionales sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire.

6.7. Plan de développement des petites et moyennes entreprises (PME)

- 6.7.1. Le but du plan de développement des petites et moyennes entreprises consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux PME au Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept pages.
 - 6.7.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement des PME :
 - 6.7.2.1. L'élément le plus élevé entre la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les PME au Canada, dont le total (ou 15 pour cent au moins) du prix au contrat, deviendra une obligation à respecter au titre de la clause 3.1.2.3 des modalités relatives aux RIT;
 - 6.7.2.2. la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu pour conséquence la répartition des transactions proposées à des PME;
-

- 6.7.2.3. la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation pour améliorer les débouchés existants pour les PME;
- 6.7.2.4. la description de la manière dont les considérations relatives aux petites et moyennes entreprises sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire;
- 6.7.2.5. la description de toute initiative ou aide qui serait apportée aux PME (à l'échelle générale de l'entreprise ou dans le cadre précis du projet) dans le but de les stimuler et d'en faire la promotion à titre de fournisseurs éventuels du projet mais aussi de développer leur capacité à chercher et mener de nouvelles activités commerciales. Par exemple, il peut s'agir de dispositions spéciales de paiement ou de financement.

6.8. Présentation des marchés cibles d'exportation

- 6.8.1. La proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition du SDID doit comprendre une présentation des marchés cibles d'exportation (la présentation) faisant partie de la stratégie d'exportation internationale du soumissionnaire, qui montre que ce dernier et ses fournisseurs peuvent tirer profit du projet pour favoriser des exportations futures.
 - 6.8.2. L'aperçu doit, dans la plus détail que possible, préciser les marchés internationaux que le soumissionnaire et ses fournisseurs comptent cibler et devrait apporter suffisamment de renseignements au Canada pour lui permettre de juger si une évaluation réaliste du potentiel en matière d'exportation a été fournie et de déterminer si le soumissionnaire a des chances raisonnables de réaliser ce potentiel. L'aperçu devrait compter moins du dix (10) pages.
 - 6.8.3. L'aperçu doit contenir les réponses détaillées à quatre (4) ou plus des critères qui suivent :
 - indiquer les marchés particuliers qui sont ciblés et y assortir une évaluation de la taille du potentiel de marché;
 - décrire toute barrière à l'entrée provenant du Canada et les stratégies d'atténuation connexes;
-

- indiquer si des acheteurs ont été trouvés et si la solution du soumissionnaire constitue une priorité d'approvisionnement des acheteurs potentiels dans les marchés ciblés (par exemple, une demande de proposition a-t-elle été émise?);
- décrire l'approche directe ou indirecte d'entrée sur le marché (par exemple contrat de gouvernement à gouvernement, contrat commercial direct, agent, partenaire local, mise en place d'opérations locales);
- décrire l'avantage concurrentiel du soumissionnaire (par exemple, l'offre a-t-elle déjà été vendue?)

6.9. Fiches détaillées des transactions

- 6.9.1. La proposition doit comprendre une fiche distincte et détaillée pour chaque transaction proposée par le soumissionnaire, et pour laquelle il est prêt à s'engager par voie de contrat. Un modèle de fiche de transaction est fourni en annexe B aux modalités relatives aux RIT. Le soumissionnaire est invité à utiliser ce modèle à des fins d'uniformité et de facilité administratives.
 - 6.9.2. En plus des fiches de transaction, le soumissionnaire doit inclure un tableau récapitulatif de l'ensemble des transactions qu'il propose. Le tableau récapitulatif devrait indiquer clairement chaque transaction et fournir la ventilation des totaux partiels et pourcentages appropriés selon les catégories « directes », « indirectes », « régionales », « petites et moyennes entreprises » et « critères cotés ». Le tableau récapitulatif devrait décrire brièvement la manière dont chaque transaction proposée s'harmonise avec les critères cotés pour compléter les détails qui figurent dans la fiche de transaction. Le soumissionnaire peut utiliser le format de son choix pour le tableau récapitulatif.
 - 6.9.3. Le soumissionnaire devrait intégrer un plan de prévision pour les transactions attendues un et trois ans après la date d'entrée en vigueur du contrat. Le plan de prévision devrait contenir les renseignements suivants, sans toutefois s'y limiter : la liste des entreprises canadiennes prises en compte ou les capacités particulières recherchées auprès des fournisseurs canadiens.
 - 6.9.4. Il est fortement recommandé au soumissionnaire de remplir entièrement chaque section de la fiche de transaction de sorte que la transaction puisse
-

être convenablement évaluée. Le soumissionnaire doit également fournir des détails et des documents dans ses propositions relatives aux RIT à l'appui des critères d'admissibilité de la transaction décrits à la section 8 des modalités relatives aux RIT. Le fait de ne pas décrire ou documenter convenablement la transaction proposée peut donner lieu à son rejet en raison du non-respect des critères d'admissibilité de la transaction.

- 6.9.5. Lors de la désignation d'une transaction aux fins de l'article 6.9.1, une feuille de transaction signée doit être présentée à l'autorité compétente en matière de RIT; elle doit désigner le donateur admissible et le bénéficiaire, décrire l'activité commerciale en détail, fournir des renseignements sur l'évaluation et respecter les instructions à l'intention du soumissionnaire ainsi que les modalités relatives aux RIT en ce qui concerne les critères d'admissibilité, l'évaluation, les types de transaction et la mise en banque.
- 6.9.6. Si le soumissionnaire détermine dans ses propositions relatives aux RIT que des transactions ont une valeur qui dépasse 100 pour cent du prix au contrat d'acquisition ou de soutien en cours d'exploitation :
 - 6.9.6.1. la valeur de l'obligation figurant à la clause 3.1.1 des modalités relatives aux RIT doit être adaptée pour correspondre à la valeur totale de ces transactions;
 - 6.9.6.2. aucun point supplémentaire ne sera inclus dans l'évaluation cotée en sus de ceux décrits dans le plan d'évaluation des RIT.
- 6.9.7. Un modèle présentant les renseignements que doit contenir la fiche de transaction est joint en annexe C des modalités relatives à l'acquisition et au soutien en cours d'exploitation.
- 6.10. Certificat de respect des exigences obligatoires
 - 6.10.1. Le soumissionnaire doit présenter avec ses propositions relatives aux RIT ses certificats des exigences obligatoires (annexe A pour la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition et annexe B pour le contrat de soutien en cours d'exploitation); le certificat doit comprendre le nom de son entreprise et le prix de la soumission pour chaque proposition, et doit être signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à lier l'entreprise.

7. ÉVALUATION COTÉE PAR POINTS DES RIT DU CONTRAT D'ACQUISITION

7.1 Proposition de valeur : le soumissionnaire doit fournir des renseignements et des précisions au sujet de ses engagements concernant la proposition de valeur et de sa stratégie d'exportation internationale, qui seront cotés comme l'indique la section 5 du plan d'évaluation des RIT. Le soumissionnaire doit remplir et présenter le certificat des critères cotés par points des RIT du contrat d'acquisition (annexe C) signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à engager l'entreprise.

7.1.1 Instructions pour le secteur de la défense – La proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition doit inclure l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions directes dépassant le pourcentage minimal obligatoire de soixante-quinze (75) pour cent du prix au contrat d'acquisition comme décrit à la section 5.7.1 du plan d'évaluation des RIT. Cet engagement doit prendre la forme d'un pourcentage du prix de la soumission pour le contrat d'acquisition, en VCC.

La proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition doit inclure les transactions directes proposées par le soumissionnaire. Le soumissionnaire doit décrire les transactions directes proposées dans sa proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition et fournir les précisions et documents à l'appui. L'absence de preuve de cette correspondance peut entraîner l'absence de point lors de l'évaluation.

7.1.2 Instructions pour la recherche et le développement technologique – La proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition doit inclure l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions qui concernent des activités de recherche et développement sur le segment de marché de la détection chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) avec des entreprises ou établissements postsecondaires canadiens conformément à la section 5.7.2 du plan d'évaluation des RIT. Cet engagement doit être exprimé en pourcentage du prix de la soumission pour le contrat d'acquisition, en VCC.

La proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition doit comprendre les transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les activités de recherche et développement. Le soumissionnaire doit décrire dans sa proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition de quelle façon les transactions proposées visent la recherche et le développement; il doit aussi fournir les précisions et documents à l'appui. L'absence de preuve de cette correspondance peut entraîner l'absence de point lors de l'évaluation.

- 7.1.3 Instructions concernant le petites et moyennes entreprises – La proposition relative aux RIT du contrat d’acquisition doit inclure l’engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions avec des petites et moyennes entreprises dépassant le pourcentage minimal obligatoire de quinze (15) pour cent du prix au contrat d’acquisition conformément à la section 5.7.3 du plan d’évaluation des RIT. Cet engagement doit être exprimé en pourcentage du prix de la soumission pour le contrat d’acquisition, en VCC.

La proposition relative aux RIT doit comprendre les transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les activités avec des petites et moyennes entreprises. Le soumissionnaire doit décrire dans sa proposition relative aux RIT de quelle façon les transactions proposées font appel à de petites et moyennes entreprises et fournir les précisions et documents à l’appui. L’absence de preuve de cette correspondance peut entraîner l’absence de point lors de l’évaluation.

- 7.1.4 Instructions concernant la stratégie d’exportation internationale – La proposition relative aux RIT du contrat d’acquisition doit comprendre une stratégie d’exportation internationale qui fait la preuve que le soumissionnaire et ses fournisseurs peuvent contribuer par le projet SDID à la réussite ultérieure des exportations. Des points seront attribués conformément à la section 5.7.4 du plan d’évaluation des RIT.

La stratégie internationale d’exportation doit, de la manière la plus précise possible, fournir des renseignements concernant le plan du soumissionnaire afin d’optimiser les activités d’exportation pour l’industrie canadienne liée au projet SDID. La stratégie doit présenter des renseignements qui répondent à chacun des points énoncés ci-dessous portant sur les marchés cibles et la capacité d’exportation.

7.1.4.1 Capacité d’exportation :

- 7.1.4.2 La capacité d’exportation sera mesurée au cours de l’évaluation comme il est indiqué à la section 5.7.4.1 du plan d’évaluation des RIT. Si le soumissionnaire parvient à obtenir les points de la capacité d’exportation en vertu de la proposition relative aux RIT du contrat d’acquisition, cette dernière sera intégrée au contrat d’acquisition et au contrat de soutien en cours d’exploitation.
-

7.1.4.3 La stratégie d'exportation internationale doit faire la preuve que le soumissionnaire et/ou ses autres donateurs admissibles proposés ont la capacité voulue pour mettre en œuvre leurs plans d'exportation et fournir suffisamment de renseignements pour permettre au Canada de juger, au moment de l'évaluation de la soumission, si les conditions de réussite seront réunies lors de l'octroi du contrat et si elles le demeureront. Toutes les composantes exposées ci-dessous sont nécessaires pour réussir à gérer un programme d'exportation; par conséquent, les points de valeur de proposition ne seront octroyés pour la section relative à la capacité d'exportation que si le soumissionnaire peut faire la preuve, au moment de l'évaluation de la soumission, que toutes les composantes de sa capacité d'exportation seront présentes lors de l'octroi du contrat. Plus précisément, le soumissionnaire et ses fournisseurs devraient faire la preuve de ce qui suit :

- ils disposent du pouvoir décisionnel leur permettant de réaliser des exportations à partir du Canada, en fournissant les éléments suivants :
 - des éléments probants attestant que les signataires autorisés de l'entreprise sont à même d'effectuer des ventes internationales;
 - des précisions décrivant l'étendue du pouvoir décisionnel concernant la recherche de contrats d'exportation;
 - leurs bureaux au Canada possèdent et conserveront le mandat de produit mondial d'exporter le produit ou le service à l'extérieur du Canada, en fournissant les éléments probants suivants :
 - le contrat, la certification ou d'autres documents démontrant qu'ils disposent d'un mandat de produit mondial pour un produit ou un service et du pouvoir exclusif de l'exporter hors du Canada;
 - des précisions ou des éléments probants concernant le pouvoir exclusif d'exporter le produit ou le service à l'échelle mondiale ne nécessitant pas d'exclusivité mondiale;
 - ils disposent d'une équipe de gestion pour effectuer des ventes internationales à partir du Canada, en fournissant les éléments suivants :
-

- des précisions sur l'équipe et sa structure organisationnelle;
- ils ont mis de côté et utilisent des ressources humaines et financières afin de profiter d'occasions sur les marchés internationaux à partir du Canada, en fournissant :
 - la description des ressources et un aperçu de leur utilisation.

7.1.5. Le contrat obligera l'entrepreneur à rendre compte de sa stratégie internationale d'exportation chaque année pour toute la durée du projet (pour le contrat d'acquisition et pour le contrat de soutien en cours d'exploitation) comme le prévoit la clause 4.1.1.5 des modalités relatives aux RIT. Le fait de rendre compte des activités d'exportation, notamment l'avancement des engagements qui concernent les marchés cibles et la confirmation que les conditions relatives à la capacité d'exportation sont toujours en place, constituera une obligation.

8. CRITÈRES COTÉS PAR POINTS DES RIT DU CONTRAT DE SOUTIEN EN COURS D'EXPLOITATION

8.1. Proposition de valeur : le soumissionnaire doit fournir des renseignements et des précisions au sujet de ses engagements concernant la proposition de valeur et de ses transactions, qui seront cotés comme il est indiqué à la section 6 du plan d'évaluation des RIT. Le soumissionnaire doit remplir et présenter le certificat des critères cotés par points des RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation (annexe D) signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à engager l'entreprise.

8.1.1. Instructions pour le secteur de la défense – La proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation doit inclure l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions directes dépassant le pourcentage minimal obligatoire de soixante-quinze (75) pour cent du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation conformément à la section 6.7.1 du plan d'évaluation des RIT. Cet engagement doit être exprimé en pourcentage du prix de la soumission pour le contrat de soutien en cours d'exploitation, en VCC.

La proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation doit inclure les transactions directes proposées par le soumissionnaire. Le soumissionnaire doit décrire les transactions

proposées dans sa proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation et fournir les précisions et documents à l'appui. L'absence de preuve de cette correspondance peut entraîner l'absence de point lors de l'évaluation.

- 8.1.2. Instructions relatives à la recherche et développement technologique – La proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation devrait comprendre l'engagement du soumissionnaire à exécuter les transactions liées à la recherche et développement dans le segment de marché de la détection chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) avec des entreprises ou établissements postsecondaires canadiens conformément à la section 6.7.2 du plan d'évaluation des RIT. Cet engagement doit être exprimé en pourcentage du prix de la soumission pour le contrat de soutien en cours d'exploitation, mesuré en VCC.

La proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation doit comprendre les transactions proposées du soumissionnaire qui concernent la recherche et développement. Le soumissionnaire doit décrire dans sa proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation de quelle façon les transactions proposées cadrent avec la recherche et développement dans le segment de marché de la détection CBRN; il doit aussi fournir les précisions et documents à l'appui. L'absence de preuve de cette correspondance peut entraîner l'absence de point lors de l'évaluation.

- 8.1.3. Instructions concernant les petites et moyennes entreprises – La proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation doit inclure l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions avec des petites et moyennes entreprises dépassant le pourcentage minimal obligatoire de quinze (15) pour cent du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation conformément à la section 6.7.3 du plan d'évaluation des RIT. Cet engagement doit être exprimé en pourcentage du prix de la soumission pour le contrat de soutien en cours d'exploitation, en VCC.

La proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation doit comprendre les transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les activités avec des petites et moyennes entreprises. Le soumissionnaire doit décrire dans sa proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation de quelle façon les transactions proposées font appel à de petites et moyennes entreprises et fournir les précisions et documents à l'appui. L'absence de preuve de cette correspondance peut entraîner l'absence de point lors de l'évaluation.

8.1.4. Capacité d'exportation :

- 8.1.4.1. La capacité d'exportation sera mesurée au cours de l'évaluation comme il est indiqué à la section 5.7.4.1 du plan d'évaluation des RIT. Si le soumissionnaire parvient à obtenir les points de la capacité d'exportation en vertu de la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition, cette dernière sera intégrée au contrat d'acquisition et au contrat de soutien en cours d'exploitation.
- 8.1.4.2. Le contrat obligera l'entrepreneur à rendre compte de sa stratégie internationale d'exportation et de ses activités chaque année pour toute la durée du projet (pour le contrat d'acquisition et pour le contrat de soutien en cours d'exploitation) comme le prévoit la clause 4.1.1.5 des modalités relatives aux RIT. Le fait de rendre compte des activités d'exportation, notamment l'avancement des engagements qui concernent les marchés cibles et la confirmation que les conditions relatives à la capacité d'exportation sont toujours en place, constituera une obligation.

9. MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT

- 9.1. La mise en banque et les regroupements sont décrits dans les modalités relatives aux RIT. Le soumissionnaire peut utiliser des transactions mises en banque, ou une partie regroupée de ces dernières, dans le cadre de ses propositions relatives aux RIT.
 - 9.1.1. Le soumissionnaire présentant une transaction mise en banque dans sa proposition relative aux RIT doit annexer la copie de la fiche de la transaction mise en banque approuvée, ainsi que le relevé bancaire annuel le plus récent autorisé par l'autorité compétente en matière de RIT et daté d'avant la date de publication de la demande de proposition (DP) à laquelle la proposition fait suite.
 - 9.1.2. Une transaction regroupée, en tout ou partie, peut figurer dans la proposition relative aux RIT seulement si elle provient de la banque.
 - 9.2. Si une transaction mise en banque est utilisée dans le cadre d'une proposition relative aux RIT, le comité d'évaluation considérera la transaction approuvée pour s'être conformée aux critères d'admissibilité des transactions, exception faite du donateur admissible.
-

- 9.2.1. On évaluera la transaction mise en banque afin de déterminer si elle respecte les critères du projet relatifs au donateur admissible énoncés à l'article 8 des modalités.
- 9.3. L'acceptation d'une transaction mise en banque ne garantit pas de points de proposition de valeur. Toutes les transactions mises en banque seront évaluées aux fins du pointage de la proposition valeur comme le décrit le plan d'évaluation.
- 9.4. Le soumissionnaire peut présenter des transactions mises en banque de toute VCC dans sa proposition relative aux RIT. La VCC totale des transactions mises en banque présentées dans la proposition relative aux RIT se transformera en engagement à exécuter au titre de la clause 3 du contrat. Cependant, la VCC de toute transaction mise en banque supérieure à 50 pour cent du total de l'ensemble des transactions mentionnées dans la proposition relative aux RIT ne comptera pas dans l'évaluation.
- 9.5. Une transaction mise en banque, ou une portion de celle-ci, figurant dans la proposition pour laquelle la date du relevé bancaire autorisé est postérieure à la date de publication de la demande de proposition pour le projet ne sera pas prise en compte dans l'évaluation des exigences obligatoires ou cotée. De plus, cette transaction ne deviendra pas une obligation à exécuter au titre du contrat.
-

Annexe A – Certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition

Le soumissionnaire, _____, déclare et atteste que par cette proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition pour le projet, il accepte et remplit les conditions suivantes :

Exigence obligatoire	Engagement particulier au titre du contrat répertorié dans les modalités des RIT du contrat d'acquisition
1. Il s'engage à réaliser au moins 100 pour cent du prix au contrat d'acquisition en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux) pour les transactions, y compris toutes les options.	Clause 3.1.1
2. Il s'engage à réaliser 75 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux) pour les transactions directes, y compris toutes les options.	Clause 3.1.2.1
3. Il détermine le prix de la soumission pour le contrat d'acquisition (avant taxes et arrondi au dollar le plus près, et excluant les options) comme étant : \$	
3 a) Il détermine les transactions correspondant au total à 30 pour cent au moins du prix de sa soumission pour le contrat d'acquisition, en VCC.	
3 b) Il s'engage à déterminer, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat d'acquisition, les transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 60 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition (y compris toutes les options), en VCC.	Clause 3.1.4.1
3 c) Il s'engage à déterminer, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat d'acquisition, les transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 100 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition (y compris toutes les options), en VCC.	Clause 3.1.4.2
4. Il s'engage à réaliser 15 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition en VCC (ou la valeur totale de l'ensemble des engagements de la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux) pour des transactions avec des petites et moyennes entreprises, y compris toutes les options.	Clause 3.1.2.3

5. Il consent à l'ensemble des modalités des RIT du contrat d'acquisition.	L'ensemble des articles et des annexes.
6. Il a présenté l'ensemble des composantes obligatoires de la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • la présentation des marchés cibles d'exportation • les fiches de transaction détaillées accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; • le présent certificat des exigences obligatoires, dûment rempli, signé et daté. 	Annexe A

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES EXIGENCES OBLIGATOIRES A ÉTÉ SIGNÉ
CE _____^e JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR DE
L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

Annexe B – Certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation

Le soumissionnaire, _____, déclare et atteste que par cette proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation pour le projet, il accepte et remplit les conditions suivantes :

Exigence obligatoire	Engagement particulier au titre du contrat répertorié dans les modalités des RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation
1. Il s'engage à réaliser 100 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux) pour les transactions directes, y compris toutes les options.	Clause 3.1.1
2. Il s'engage à réaliser 75 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux), pour les transactions directes, y compris toutes les options.	Clause 3.1.2.1
3. Il détermine le prix de son offre de soutien en cours d'exploitation (avant taxes et arrondi au dollar le plus près, et excluant les options) comme étant : \$	
3 a) Il détermine les transactions correspondant au total à 30 pour cent au moins du prix de son offre de soutien en cours d'exploitation, en VCC.	
3 b) Il s'engage à déterminer, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat de soutien en cours d'exploitation, les transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 60 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation (y compris toutes les options), en VCC.	Clause 3.1.4.1
3 c) Il s'engage à déterminer, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat de soutien en cours d'exploitation, les transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 100 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation (y compris toutes les options), en VCC.	Clause 3.1.4.2
4. Il s'engage à réaliser 15 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements	Clause 3.1.2.3

dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux) pour des transactions avec des petites et moyennes entreprises, y compris toutes les options.	
5. Il consent à l'ensemble des modalités des RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation.	L'ensemble des articles et des annexes.
6. Il a présenté les composantes obligatoires de la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • les fiches de transaction détaillées accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; • le présent certificat des exigences obligatoires, dûment rempli, signé et daté. 	Annexe A

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES EXIGENCES OBLIGATOIRES A ÉTÉ SIGNÉ
 CE _____^e JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR DE
 L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

 SIGNATURE

 NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

Annexe C – Certificat des critères cotés par points des RIT du contrat d'acquisition

Le soumissionnaire, _____, déclare et certifie que par cette proposition relative aux RIT pour le projet de système de détection et d'identification à distance, il prend les engagements suivants qui donnent suite aux critères cotés par points exposés à la section 7 :

Critères cotés par points	Engagement du soumissionnaire	Maximum de points pouvant être atteint	Engagement au titre du contrat d'acquisition
Secteur de la défense			
Engagement	%	40	Clause 3.1.2.1
Recherche et développement			
Engagement	%	35	Clause 3.1.2.2
Petites et moyennes entreprises			
Engagement	%	15	Clause 3.1.2.3
Stratégie d'exportation internationale			
Capacité d'exportation	Capacité d'exportation conforme	10	Clause 3.1.2.4
	Capacité d'exportation non conforme	0	
Total des points		XX	

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES CRITÈRES COTÉS PAR POINTS A ÉTÉ SIGNÉ CE _____^e JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

ÉBAUCHE

Annexe D – Certificat des critères cotés par points des RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation

Le soumissionnaire, _____, déclare et certifie que par cette proposition relative aux RIT pour le projet de système de détection et d'identification à distance, il prend les engagements suivants qui donnent suite aux critères cotés par points exposés à la section 8 :

Critères cotés par points	Engagement du soumissionnaire	Maximum de points pouvant être atteint	Engagement au titre du contrat de soutien en cours d'exploitation
Secteur de la défense			
Engagement	%	50	Clause 3.1.2.1
Recherche et développement			
Engagement	%	10	Clause 3.1.2.2
Petites et moyennes entreprises			
Engagement	%	30	Clause 3.1.2.3
Stratégie d'exportation internationale			
Capacité d'exportation	Capacité d'exportation conforme	10	Clause 3.1.2.4
	Capacité d'exportation non conforme	0	
Total des points		XX	

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES CRITÈRES COTÉS PAR POINTS A ÉTÉ SIGNÉ CE _____^e JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

ÉBAUCHE

Pièce-Jointe 2
Plan d'évaluation des soumissions et méthode de
sélection
pour le
système de détection et d'identification à distance
(SDID)

Demande n° W8476-145109

Préparé par :
Bureau de projet de défense CBRN
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2



AVIS

Le présent document a été examiné par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods.

Table des matières

1	Exigences relatives aux soumissions techniques et de gestion	2
1.1.	Soumissions techniques et de gestion.....	2
1.2	Processus d'évaluation des soumissions techniques et de gestion.....	2
1.2.1	Évaluation des critères obligatoires – Gestion.....	2
1.2.2	Évaluation des critères cotés	2
1.2.2.1	Évaluation des critères cotés – Gestion	3
1.2.2.2	Évaluation des critères cotés – Exigences relatives au système.....	4
1.2.2.3	Évaluation du rendement de l'organisation en matière de santé, de sécurité et d'environnement	4
2.	LISTE DE VÉRIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE	6
3.	CRITÈRES OBLIGATOIRES – GESTION	7
3.1	Profil de l'entreprise (obligatoire).....	7
3.2	Expérience des principaux employés affectés au projet	9
4.	CRITÈRES COTÉS – GESTION	12
4.1	Expérience technique (maximum de 135 points)	13
4.2	Expérience du personnel de l'entreprise (maximum de 50 points).....	19
4.3	Capacité de fabrication (maximum de 15 points).....	23
4.4	Plans provisoires (maximum de 25 points).....	25
5.	CRITÈRES COTÉS – EXIGENCES TECHNIQUE	26
6.	ÉVALUATION DU RENDEMENT DE L'ORGANISATION EN MATIÈRE DE SANTÉ, DE SÉCURITÉ ET D'ENVIRONNEMENT	35

1 Exigences relatives aux soumissions techniques et de gestion

1.1. Soumissions techniques et de gestion

Cette section de la demande de propositions (DP) porte sur la soumission technique et de gestion, et sur la méthode d'évaluation employée pour cette dernière.

1.2 Processus d'évaluation des soumissions techniques et de gestion

1.2.1 Évaluation des critères obligatoires – Gestion

Les critères d'évaluation obligatoires en matière de gestion sont divisés en trois catégories :

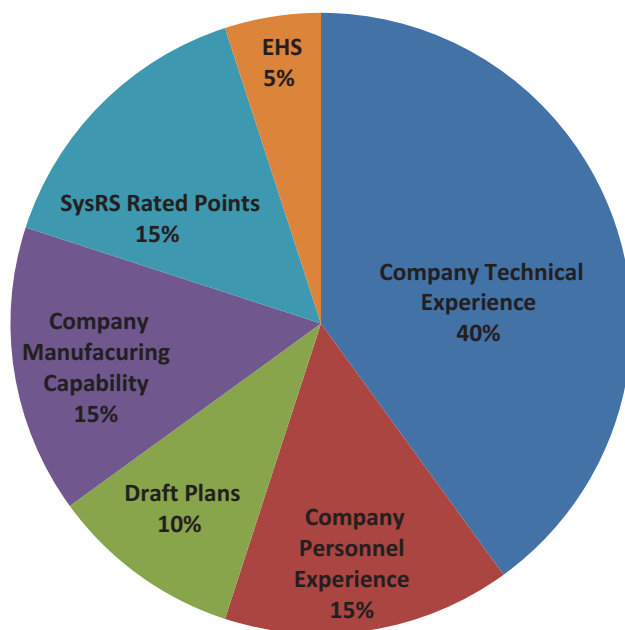
- 1) **Profil de l'entreprise** : Évaluation de l'organisation et de l'expérience du soumissionnaire;
- 2) **Plans et documents provisoires** : Évaluation des plans et des documents de projet provisoires et obligatoires exigés dans la demande de propositions;
- 3) **Expérience des principaux employés affectés au projet** : Évaluation des études et de l'expérience des principaux employés affectés au projet.

Les critères obligatoires en matière de gestion sont évalués selon le principe de la réussite ou de l'échec. Le soumissionnaire doit remplir les exigences obligatoires énoncées dans les tableaux 2-1 à 2-2 pour être jugé conforme.

1.2.2 Évaluation des critères côtés

Seules les soumissions rencontrant toutes les exigences obligatoires seront évaluées pour les critères côtés.

Sommaire des critères cotés du SDID



EHS

5%

Company Technical Experience

40%

Company Personnel Experience

15%

Draft Plans

10%

Company Manufacturing Capability

15%

SysRS Rated Points

15%

ESS

5 %

Expérience technique de l'entreprise

40 %

Expérience du personnel de l'entreprise

15 %

Plans provisoires

10 %

Capacité de fabrication de l'entreprise

15 %

Critères cotés relatifs au système

15 %

1.2.2.1 Évaluation des critères cotés – Gestion

Des points seront accordés en fonction du contenu de la soumission, comme il est décrit dans les tableaux 3-1 à 3-4.

Les critères cotés d'évaluation de la gestion (tableaux 3-1 à 3-4) comportent les quatre (4) catégories suivantes :

- 1) **Évaluation de l'expérience technique de l'entreprise** : un maximum de 135 points peut être accordé, et la note du soumissionnaire est pondérée à **40 % de la note technique**;
- 2) **Évaluation de l'expérience du personnel de l'entreprise** : un maximum de 50 points peut être accordé, et la note du soumissionnaire est pondérée à **15 % de la note technique**;
- 3) **Évaluation des capacités de fabrication de l'entreprise** : un maximum de 15 points peut être accordé, et la note du soumissionnaire est pondérée à **15 % de la note technique**;
- 4) **Évaluation des plans provisoires et de la documentation du projet** : un maximum de 25 points peut être accordé, et la note du soumissionnaire est pondérée à **10 % de la note technique**.

Le soumissionnaire doit indiquer, dans la colonne « Référence de soumission » des tableaux 3-1 à 3-4, où se trouve la documentation à l'appui des critères de la soumission dans le dossier d'appel d'offres. L'information de la documentation fournie pour les critères obligatoires en matière de gestion sera utilisée par le Canada pour évaluer les catégories ci-dessus.

Les soumissionnaires doivent obtenir au moins **158 points** de la note totale de la partie relative à la gestion pour être considérés comme conformes.

1.2.2.2 Évaluation des critères cotés – Exigences relatives au système

On peut accorder un maximum de 555 points à cette étape, et la note du soumissionnaire est pondérée à **15 % de la note technique**.

Afin d'obtenir les points pour un critère donné, les soumissionnaires doivent prouver leur conformité à un critère coté d'évaluation technique comme « offert » ou « non offert » dans la colonne de réponse du soumissionnaire du tableau 4. Les critères cotés d'évaluation technique sont les exigences souhaitables tirées des exigences du système et indiquées par l'utilisation du verbe « devoir » au conditionnel.

Le soumissionnaire devrait être conscient que les critères cotés identifiés comme offert par le soumissionnaire devient une exigence technique obligatoire et deviendra contraignante à l'attribution du contrat.

1.2.2.3 Évaluation du rendement de l'organisation en matière de santé, de sécurité et d'environnement

Les soumissions liées à la santé, à la sécurité et à l'environnement seront évaluées, individuellement, en fonction des critères du tableau 5 et de la pondération indiquée à un total de 100 points. La note du soumissionnaire est pondérée à **5 % de la note technique**.

Liste de vérification du soumissionnaire

2. LISTE DE VÉRIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE

Dans cette évaluation préliminaire, on étudie le dossier d'appel d'offres afin de s'assurer que les données demandées sont fournies. La soumission doit comprendre les documents énumérés dans le tableau 1.

Tableau 1 : Liste de vérification des documents que le soumissionnaire doit fournir

Titre	Documents requis	Fournis (oui/non)	Commentaires	Référence de la soumission
1	Profil de l'entreprise (voir section 3.1).			
2	Version préliminaire du plan de gestion de projet conformément au document DD GP-101 (voir annexe A – appendice AC).			
3	Version préliminaire du calendrier principal de projet et de la structure de répartition du travail conformément au document DD GP-102 (voir annexe A – appendice AC).			
4	Version préliminaire du plan de gestion technique des systèmes conformément au document DD IS-301 (voir annexe A – appendice AC).			
6	Version préliminaire du plan de soutien logistique intégré (SLI) conformément au document DD LI-501 (voir annexe A – appendice AC).			
7	Version préliminaire de la structure de répartition de l'équipement conformément au document DD LI-526 (voir annexe A – appendice AC).			
9	Curriculum vitae des principaux employés affectés au projet (voir section 3.2) : a. Gestionnaire du projet d'acquisition; b. Ingénieur principal ou gestionnaire d'ingénierie de système; c. Expert en électro-optique; d. Ingénieur logiciel principal;			

Titre	Documents requis	Fournis (oui/non)	Commentaires	Référence de la soumission
	e. Gestionnaire du SLI; f. Ingénieurs d'essais; g. Gestionnaire du soutien de service; h. Gestionnaire de l'assurance de la qualité.			
Réussite ou échec général :				

3. CRITÈRES OBLIGATOIRES – GESTION

Les exigences obligatoires sont évaluées selon le principe de la réussite ou de l'échec. La proposition du soumissionnaire devrait comprendre les détails relatifs aux exigences obligatoires formulées dans le tableau 2 ci-dessous. Les soumissions seront retenues si les renseignements soumis répondent aux critères obligatoires.

Tableau 2 : Évaluation des critères obligatoires – Gestion

3.1 Profil de l'entreprise (obligatoire) Le profil d'entreprise du soumissionnaire devrait souligner son expérience de la conception, de la production, de la livraison et du soutien des produits des systèmes électro-optiques, ainsi que des systèmes de détection et d'identification d'agents chimiques, comme il est décrit ci-dessous. Le profil de l'entreprise doit prouver que l'entreprise est en mesure de livrer et de soutenir le SDID durant toute sa durée de vie.				
Titre	Critères	Réussite/ Échec	Commentaires	Référence de la soumission
O1	<p>Le soumissionnaire doit prouver qu'au cours des vingt (20) dernières années, il a accumulé au moins sept (7) ans d'expérience dans les quatre (4) domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Conception, fabrication et livraison de systèmes électro-optiques;b. Conception, fabrication et livraison de systèmes de détection et d'identification d'agents chimiques;c. Préparation de manuels d'utilisation, de dessins techniques et de trousseaux de formation;d. Soutien en service de systèmes électro-optiques, de sous-systèmes intégrés et de l'équipement auxiliaire connexe.			

	Le soumissionnaire devrait fournir suffisamment de détails pour permettre au Canada d'évaluer l'expérience de l'entreprise dans la conception, le développement, la fabrication, la livraison et le soutien de systèmes, ainsi que la pertinence de l'expérience déclarée.			
O2	Le soumissionnaire doit fournir un organigramme de son entreprise indiquant : <ul style="list-style-type: none"> a. la structure de gestion de l'entreprise et la place de l'équipe de projet au sein de la structure de l'entreprise; b. l'équipe de gestion de projet et les principaux employés affectés au projet, y compris leur rôle et leurs responsabilités dans le cadre du projet. 			
O3	Les soumissionnaires doivent avoir remporté et réalisé avec succès un contrat de plus de 10 millions de dollars. Directives à l'intention des soumissionnaires : Afin de prouver leur conformité, les soumissions doivent contenir les documents d'attribution de contrat indiquant le nom du contrat, l'organisation contractante, les dates et la valeur du contrat, et les coordonnées de l'organisation contractante.			
O4	Les soumissionnaires doivent prouver qu'ils ont déjà conçu, produit et déployé un produit éprouvé conformément aux normes Mil-Std-810 et Mil-Std-461. Directives à l'intention des soumissionnaires : Afin de prouver leur conformité, les soumissions doivent contenir une copie des rapports d'essai (réalisés au cours de dix dernières années) d'au moins deux produits qui prouvent la conformité aux sections applicables de la norme.			

3.2 Expérience des principaux employés affectés au projet				
Le soumissionnaire doit démontrer que les principaux employés affectés au projet rencontrent les exigences énumérées ci-dessous. Il est demandé au soumissionnaire de fournir le curriculum vitae de chacun des principaux employés affectés au projet énumérés ci-dessous dans sa soumission technique et de gestion :				
Titre	Critères	Réussite/ Échec	Commentaires	Référence de la soumission
O5	<p>Le gestionnaire du projet d'acquisition proposé (voir annexe A, section 5.1) doit avoir accumulé au moins sept (7) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, en tant que gestionnaire de projets qui comprenaient :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le développement de systèmes fabriqués conformément aux normes MIL-STD-810 et MIL-STD-461;b. le développement de systèmes électro-optiques;c. la gestion d'au moins un (1) projet d'une valeur de plus de 10 millions de dollars. <p>Le curriculum vitae devrait fournir suffisamment de détails pour permettre au Canada d'évaluer l'expérience déclarée. Il devrait aussi comprendre, pour chacun des projets, le titre, les détails, la portée et le coût du projet, ainsi que le rôle exact du gestionnaire de projet.</p>			
O6	<p>Le gestionnaire de l'ingénierie des systèmes ou de l'ingénieur principal proposé (voir annexe A, section 5.1) doit avoir accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, au moins sept (7) ans d'expérience à titre de gestionnaire de l'ingénierie des systèmes ou d'ingénieur principal de projets qui comprenaient :</p> <ul style="list-style-type: none">a. la mise au point de systèmes de contrôle;b. le développement de systèmes électro-optiques, de sous-systèmes et d'équipement auxiliaire;c. le renforcement de systèmes pour les environnements décrits dans les normes MIL-STD-810 et MIL-STD-461. <p>Le curriculum vitae devrait fournir suffisamment de détails pour permettre au Canada d'évaluer l'expérience déclarée. Il devrait aussi comprendre, pour</p>			

	chaque projet, le titre, les détails et la portée du projet, ainsi que le rôle exact du gestionnaire de l'ingénierie des systèmes ou de l'ingénieur principal.			
O7	<p>L'expert en optoélectronique proposé (voir annexe A, section 5.1) doit démontrer que cet expert a accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, au moins sept (7) ans d'expérience en tant qu'expert en optoélectronique dans le cadre de projets qui comprenaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. des systèmes de détection électro-optiques à infrarouge; b. de l'interférométrie et des analyses spectrales; c. des systèmes électro-optiques renforcés. <p>Le curriculum vitae devrait fournir suffisamment de détails pour permettre au Canada d'évaluer l'expérience déclarée. Il devrait aussi comprendre, pour chaque projet, le titre, les détails et la portée du projet, ainsi que le rôle exact de l'expert en optoélectronique.</p>			
O8	<p>L'ingénieur logiciel principal proposé (voir annexe A, section 5.1) doit avoir accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, au moins sept (7) ans d'expérience en tant qu'ingénieur logiciel principal dans le cadre de projets qui comprenaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le développement de systèmes en réseau sans fil; b. le développement de logiciels d'analyse spécialisés qui comprennent des systèmes de détection multispectrale; c. des interfaces de commande de logiciel et des interfaces utilisateurs graphiques. <p>Le curriculum vitae devrait fournir suffisamment de détails pour permettre au Canada d'évaluer l'expérience en développement logiciel. Il devrait aussi comprendre, pour au moins deux (2) projets, le titre, les détails et la portée du projet, ainsi que le rôle exact de l'ingénieur logiciel principal.</p>			
O9	<p>Le gestionnaire du SLI proposé (voir annexe A, section 7.1.1) doit démontrer que ce dernier a accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, au moins sept (7) ans d'expérience en tant que gestionnaire ou expert du SLI.</p>			

	Le curriculum vitae devrait fournir suffisamment de détails pour permettre au Canada d'évaluer l'expérience déclarée. Il devrait aussi comprendre, pour chaque projet, le titre, les détails, la portée et le coût du projet, ainsi que le rôle exact du gestionnaire du SLI.			
O10	<p>L'ingénieur d'essais proposé (voir annexe A, section 5.1) doit démontrer que ce dernier a accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, au moins sept (7) ans d'expérience en tant qu'ingénieur d'essais dans le cadre de projets qui comprenaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. un flux d'exigences allant des systèmes au niveau du composant; b. la production de plans, de descriptions, de procédures et de rapports d'essais détaillés; c. la mise à l'essai et l'évaluation de systèmes filaires et sans fil; d. des essais environnementaux de systèmes militaires selon la norme MIL-STD-810; e. la mise à l'essai de systèmes militaires filaires et sans fil pour évaluer les effets électromagnétiques environnementaux selon la norme MIL-STD-461. <p>Le curriculum vitae devrait fournir suffisamment de détails pour permettre au Canada d'évaluer l'expérience déclarée. Il devrait aussi comprendre, pour chaque projet, le titre, les détails et la portée du projet, ainsi que le rôle exact de l'ingénieur d'essais.</p>			
O11	<p>Le gestionnaire du SES du SDID proposé (voir annexe B, EDT de SES, section 3.2.1) doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. avoir accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, au moins cinq (5) ans d'expérience en SES en tant que gestionnaire du SES assurant le soutien de systèmes électro-optiques, de sous-systèmes et d'équipement auxiliaire; b. avoir accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, au moins cinq (5) ans d'expérience en SES en tant que gestionnaire du SES s'occupant de la réparation et de la révision de systèmes militaires, de la 			

	gestion de pièces de rechange, du soutien de publications techniques et de soutien logiciel; Le curriculum vitae devrait fournir suffisamment de détails pour permettre au Canada d'évaluer l'expérience déclarée. Il devrait aussi comprendre, pour chaque projet, le titre, les détails et la portée du projet, ainsi que le rôle exact du gestionnaire du SES.			
O12	<p>Le gestionnaire de l'assurance de la qualité proposé (voir annexe A, section 5.1) doit avoir accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, au moins sept (7) ans d'expérience en tant que gestionnaire de l'assurance de la qualité de projets qui comprenaient la gestion et la mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité ISO 9001.</p> <p>Le curriculum vitae devrait fournir suffisamment de détails pour permettre au Canada d'évaluer l'expérience déclarée. Il devrait aussi comprendre, pour chaque projet, le titre, les détails et la portée du projet, ainsi que le rôle exact du gestionnaire de l'assurance de la qualité.</p>			

4. CRITÈRES COTÉS – GESTION

On détermine le nombre total de points qui peut être obtenu pour cette section en additionnant toutes les notes individuelles pour les critères cotés de gestion qui figurent dans les tableaux 3-1 à 3-4 ci-dessous. Le maximum de **225 points** sera accordé pour la section des critères cotés de gestion. Pour être considérée comme conforme et passer à l'autre étape du processus d'évaluation, une soumission doit recevoir une note minimale de **70 %** pour les critères cotés de gestion.

Pour prouver sa conformité, le soumissionnaire devrait fournir des renseignements détaillés qui permettent au Canada d'évaluer chaque critère coté.

4.1 Expérience technique (maximum de 135 points) Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a l'expérience nécessaire pour concevoir, mettre à l'essai, produire, livrer et soutenir le SDID. Pour chaque critère, le soumissionnaire devrait prouver qu'il est qualifié pour concevoir, développer, mettre à l'essai, fabriquer et livrer des systèmes électro-optiques, ainsi que démontrer la pertinence de l'expérience déclarée. Les points indiqués dans les tableaux 3-1 à 3-4 seront accordés en fonction de l'examen, par le Canada, des documents à l'appui fournis par le soumissionnaire.				
<u>Tableau 3-1 : Évaluation de l'expérience technique de l'entreprise</u>				
<u>4.1-1 Évaluation de l'expérience en électro-optique</u>				
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission
CC1	Le soumissionnaire prouve qu'il a, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, accumulé entre sept (7) et dix (10) ans d'expérience en conception, développement, fabrication, livraison et soutien de projets électro-optiques.	5		
	Le soumissionnaire prouve qu'il a, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, accumulé entre dix (10) et quinze (15) ans d'expérience en conception, développement, fabrication, livraison et soutien de projets électro-optiques.	10		
	Le soumissionnaire prouve qu'il a, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, accumulé plus de quinze (15) ans d'expérience en conception, développement, fabrication, livraison et soutien de projets électro-optiques.	15		
	Le soumissionnaire prouve qu'il a, au cours des vingt (20) dernières années, accumulé plus de quinze (15) ans d'expérience en conception, développement, fabrication, livraison et soutien de projets électro-optiques militaires.	20		

<u>4.1-2 Évaluation de l'expérience en essais électro-optiques</u>					
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission	
CC2	Le soumissionnaire n'a pas de capacités d'essais électro-optiques, mais a donné en sous-traitance des essais électro-optiques à des installations externes.	5			
	Le soumissionnaire a des capacités d'essais électro-optiques, mais donne en sous-traitance des essais électro-optiques à des installations externes.	10			
	Le soumissionnaire a des capacités d'essais électro-optiques et effectue tous ses essais électro-optiques en interne.	15			
<u>4.1-3 Évaluation de l'expérience en détection et identification d'agents chimiques</u>					
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission	
CC3	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, entre sept (7) et dix (10) ans d'expérience en conception, développement, fabrication et livraison de systèmes de détection et d'identification d'agents chimiques.	5			
	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, entre dix (10) et quinze (15) ans d'expérience en conception, développement, fabrication et livraison de systèmes de détection et d'identification d'agents chimiques.	10			

	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, plus de quinze (15) ans d'expérience en conception, développement, fabrication et livraison de systèmes de détection et d'identification d'agents chimiques.	15			
4.1-4 Évaluation de l'expérience en intégration de systèmes					
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission	
CC4	Le soumissionnaire devrait prouver la réalisation réussie d'au moins un (1) projet démontrant de l'expérience en intégration de systèmes électroniques.	5			
	Le soumissionnaire devrait prouver la réalisation réussie d'au moins trois (3) projets démontrant de l'expérience en intégration de systèmes électroniques. Au moins un des projets doit comporter des réseaux sans fil.	10			
	Le soumissionnaire devrait prouver la réalisation réussie d'au moins cinq (5) projets démontrant de l'expérience en intégration de systèmes électroniques. Au moins un des projets doit comporter des réseaux sans fil.	20			
4.1-5 Évaluation de l'expérience en développement logiciel					
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission	

4.1-7 Évaluation des installations d'essais environnementaux					
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission	
CC7	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a réalisé au moins un (1) projet démontrant qu'il donne en sous-traitance des essais environnementaux à des installations externes.	5			
	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a réalisé au moins un (1) projet démontrant qu'il a ses propres installations d'essais environnementaux et qu'il est en mesure d'effectuer des essais environnementaux en interne.	10			
4.1-8 Évaluation des installations d'essais relatifs aux interférences et aux caractéristiques électromagnétiques					
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission	
CC8	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a réalisé au moins un (1) projet démontrant qu'il donne en sous-traitance des essais relatifs aux interférences et aux caractéristiques électromagnétiques à des installations externes.	5			
	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a réalisé au moins un (1) projet démontrant qu'il a ses propres installations d'essais relatifs aux interférences et aux caractéristiques électromagnétiques et qu'il est en mesure d'effectuer des essais relatifs aux interférences et aux caractéristiques électromagnétiques en interne.	10			

4.1-9 Évaluation de l'expérience en soutien en service				
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission
CC9	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, accumulé entre sept (7) et dix (10) ans d'expérience en soutien en service de systèmes et de sous-systèmes électro-optiques et d'équipement auxiliaire.	5		
	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, entre dix (10) et quinze (15) ans d'expérience en soutien en service de systèmes et de sous-systèmes électro-optiques et d'équipement auxiliaire dans le cadre de différents projets.	10		
	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, plus de quinze (15) ans d'expérience en soutien en service de systèmes et de sous-systèmes électro-optiques et d'équipement auxiliaire dans le cadre de différents projets.	15		
	Le soumissionnaire devrait prouver qu'il a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, plus de quinze (15) ans d'expérience en soutien en service de systèmes et de sous-systèmes électro-optiques et d'équipement auxiliaire dans le cadre de différents projets militaires.	20		

4.2 Expérience du personnel de l'entreprise (maximum de 50 points)

Le soumissionnaire devrait présenter la liste des rôles et des responsabilités au sein de l'organisation et indiquer le gestionnaire du projet d'acquisition qui sera l'unique point de contact associé au contrat d'acquisition. Le soumissionnaire devrait également désigner un gestionnaire du SES qui sera l'unique point de contact durant le contrat de SES.

La gestion de projet comprend toutes les activités, dont la définition et la portée du projet, la direction de l'équipe, l'établissement du calendrier et le jalonnement, la planification des ressources, l'atténuation des risques et l'établissement de rapports d'étape.

Le soutien en service comprend toutes les activités — dont les services techniques (comme les enquêtes et les études techniques), l'entretien, la réparation et la révision, les essais, les mises à niveau, la logistique et l'approvisionnement en pièces, la documentation, la formation et les fonctions de gestion connexes (p. ex., la gestion de la configuration) — qui sont requises pour garder un produit en état de fonctionner pendant toute sa durée de vie utile.

Les points exposés ci-dessous seront accordés en fonction de l'examen, par le Canada, des documents à l'appui fournis par le soumissionnaire.

Tableau 3-2 : Évaluation de l'expérience du personnel de l'entreprise

4.2-1 Évaluation de l'expérience du gestionnaire du projet d'acquisition

Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission
CC10	<p>Le soumissionnaire devrait prouver que le gestionnaire de projet d'acquisition proposé a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, entre sept (7) et dix (10) ans d'expérience démontrée en tant que gestionnaire de projets :</p> <p>a. dans le domaine du développement de systèmes conformes aux normes MIL-STD-810 et MIL-STD-461;</p> <p>b. dans le domaine du développement de systèmes et de sous-systèmes électro-optiques et d'équipement auxiliaire.</p>	5		

	<p>Le soumissionnaire devrait prouver que le gestionnaire de projet d'acquisition proposé a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, entre dix (10) et quinze (15) ans d'expérience démontrée en tant que gestionnaire de projets :</p> <p>a. dans le domaine du développement de systèmes conformes aux normes MIL-STD-810 et MIL-STD-461;</p> <p>b. dans le domaine du développement de systèmes et de sous-systèmes électro-optiques et d'équipement auxiliaire.</p>	10		
	<p>Le soumissionnaire devrait prouver que le gestionnaire de projet d'acquisition proposé a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, plus de quinze (15) ans d'expérience démontrée en tant que gestionnaire de projets :</p> <p>a. dans le domaine du développement de systèmes conformes aux normes MIL-STD-810 et MIL-STD-461;</p> <p>b. dans le domaine du développement de systèmes et de sous-systèmes électro-optiques et d'équipement auxiliaire.</p>	15		
4.2-2 Évaluation de l'expérience du gestionnaire du soutien en service				
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission
CC11	<p>Le soumissionnaire devrait prouver que le gestionnaire du SES proposé:</p> <p>a. a accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, entre cinq (5) et dix (10) ans d'expérience en SES en tant que gestionnaire du SES assurant le soutien de systèmes électro-optiques, de sous-systèmes et d'équipement auxiliaire;</p>	5		

	b.	a accumulé, au cours des dix (10) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, plus de cinq (5) ans d'expérience en SES en tant que gestionnaire du SES s'occupant de la réparation et de la révision de systèmes militaires, de la gestion de pièces de rechange, du soutien de publications techniques et de soutien logiciel.		
		Le soumissionnaire devrait prouver que le gestionnaire du SES proposé: a. a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, entre dix (10) et quinze (15) ans d'expérience en SES en tant que gestionnaire assurant le soutien de systèmes électro-optiques, de sous-systèmes et d'équipement auxiliaire; b. a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, plus de dix (10) ans d'expérience en SES en tant que gestionnaire de projet s'occupant de la réparation et de la révision de systèmes militaires, de la gestion de pièces de rechange, du soutien de publications techniques et de soutien logiciel.	10	
		Le soumissionnaire devrait prouver que le gestionnaire du SES proposé: a. a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, plus de quinze (15) ans d'expérience en SES en tant que gestionnaire assurant le soutien de systèmes électro-optiques, de sous-systèmes et d'équipement auxiliaire; b. a accumulé, au cours des vingt (20) dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, plus de quinze (15) ans d'expérience en SES en tant que gestionnaire de projet s'occupant de la réparation et de la révision de systèmes militaires, de la gestion de pièces de rechange, du soutien de publications techniques et de soutien logiciel.	15	

4.2-3 Évaluation du personnel technique					
Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission	
CC12	Le soumissionnaire devrait prouver que le personnel technique proposé comprendra un (1) ingénieur qui est membre en règle d'une association d'ingénieurs.	5			
	Le soumissionnaire devrait prouver que le personnel technique proposé comprendra au moins un (1) ingénieur dans chacune des disciplines suivantes : a. génie mécanique; b. génie électrique; c. génie logiciel;	10			
	Le soumissionnaire devrait prouver que le personnel technique proposé comprendra au moins un (1) ingénieur dans chacune des disciplines suivantes : a. génie mécanique; b. génie électrique; c. génie logiciel;	15			
	Le soumissionnaire devrait prouver que le personnel technique proposé comprendra au moins un (1) ingénieur dans chacune des disciplines suivantes : a. génie mécanique; b. génie électrique; c. génie logiciel;	20			

	qui est membre en règle d'une association d'ingénieurs; et comprendra au moins un (1) expert des systèmes électro-optiques et au moins un (1) expert des systèmes de détection et d'identification d'agents chimiques.			
--	--	--	--	--

4.3 Capacité de fabrication (maximum de 15 points)

Le soumissionnaire devrait décrire sa capacité de fabrication, et ce, du prototypage à la fabrication, y compris les essais et la conception technique. Le soumissionnaire devrait décrire le processus de réalisation de chaque opération de production et la manière dont le contrôle de la qualité est mis en œuvre.

Les points exposés ci-dessous seront accordés en fonction de l'examen, par le Canada, des documents à l'appui fournis par le soumissionnaire.

Tableau 3-3 : Évaluation de la capacité de fabrication

Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission
CC13	Le soumissionnaire a sa propre usine et s'en est servi au cours des dix dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, pour fabriquer des systèmes électro-optiques.	5		
	Le soumissionnaire : a. a sa propre usine et s'en est servi au cours des dix dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, pour fabriquer des systèmes électro-optiques; b. emploie des procédés de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAD/CAM) appliqués par des gens de la production qualifiés.	10		

	<p>Le soumissionnaire :</p> <ul style="list-style-type: none">a. a sa propre usine et s'en est servi au cours des dix dernières années, à compter de la date de clôture des soumissions, pour fabriquer des systèmes électro-optiques;b. emploie des procédés de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAD/CAM) appliqués par des gens de la production qualifiés;c. utilise des processus documentés de contrôle de la qualité pour la surveillance, la mesure et l'amélioration continue des paramètres de production de manière constante, afin de garantir la qualité des produits qu'il fabrique.	15		
--	---	----	--	--

4.4 Plans provisoires (maximum de 25 points)

Les plans provisoires énumérés dans le tableau 3-4 qui sont fournis avec la soumission seront cotés selon le barème suivant. Les évaluateurs noteront les soumissions en fonction de l'exhaustivité avec laquelle elles répondent à tous les éléments de la DD et attribueront une note sur 25 points.

Excellent – 5 points : Soumission complète présentée de façon logique et ordonnée, avec des détails précis sur tous les éléments nécessaires et faisant état de techniques, d'outils, de méthodes, de procédés, de fonctions et d'approches adéquats indiquant une probabilité extrêmement forte de livraison complète des biens et services requis de manière efficace.

Bon – 4 points : Soumission complète, bien présentée et avec des détails précis sur tous les éléments nécessaires et faisant état de techniques, d'outils, de méthodes, de procédés, de fonctions et d'approches adéquats indiquant une forte probabilité de livraison complète des biens et services requis de manière efficace.

Acceptable – 3 points : Les détails fournis prennent en compte la plupart des éléments nécessaires, ils sont clairs et complets, et seuls quelques éléments exigés ne sont pas abordés selon un niveau de détail acceptable; la plupart des approches, des méthodes, des fonctions, des processus, des outils et des techniques sont jugés adéquats, ce qui indique une probabilité acceptable de livraison des biens et services requis.

Inférieur à la moyenne – 2 points : Les renseignements fournis ne traitent pas la majorité des éléments nécessaires avec un niveau acceptable de détail, et seulement quelques approches, méthodes, fonctions, processus, outils et techniques sont considérés comme adéquats, ce qui indique une faible probabilité de livraison des biens et services requis.

Faible – 1 point : Les renseignements fournis, ou l'absence de renseignements, ne prennent pas du tout en compte la plupart des éléments nécessaires, et les approches, méthodes, fonctions, processus, outils et techniques sont jugés inadéquats, ce qui indique une très faible probabilité de livraison des biens et services requis.

Inacceptable – 0 point : Les renseignements fournis ne traitent aucun des éléments nécessaires avec un niveau acceptable de détail, et aucune approche, méthode, fonction ou technique, ni aucun outil ou processus n'est considéré comme étant adéquat.

Tableau 3-4 : Évaluation des plans provisoires

Titre	Critères	Points	Commentaires	Référence de la soumission
CC14	Le plan de gestion de l'ingénierie système fourni par le soumissionnaire est conforme à la DD IS-301.			

CC15	Le plan de gestion de projet fourni par le soumissionnaire est conforme à la DD GP-101.		
CC16	Le calendrier principal du projet fourni par le soumissionnaire est conforme à la DD GP-102.		
CC17	Le plan de soutien logistique intégré fourni par le soumissionnaire est conforme à la DD SLI-501.		
CC18	Le plan de structure de répartition de l'équipement fourni par le soumissionnaire est conforme à la DD IS-309.		

5. CRITÈRES COTÉS – EXIGENCES TECHNIQUE

Le soumissionnaire devrait indiquer, dans la colonne de réponse du soumissionnaire figurant au tableau 4, s'il a « offert » ou non les exigences souhaitées de l'appendice 1 de l'annexe A sur les exigences système du SDID. Si une exigence est offerte, le soumissionnaire doit proposer une approche technique ou scientifique aux fins d'évaluation par le MDN. L'approche technique ou scientifique devrait fournir des précisions et des données probantes relatives aux projets précédents et à l'expertise, ce qui comprend notamment les analyses, les échantillons, les extraits de manuels de produit, les données de spécifications complètes, les études, les dessins, les diagrammes, les rapports d'essai et la certification. Le MDN attribuera ensuite une note en fonction de la complétude, de la profondeur, de l'exhaustivité, de la validité et de la faisabilité de l'approche technique ou scientifique proposée. L'approche technique ou scientifique doit faire l'objet d'un renvoi dans le dossier d'appel d'offres pour chaque exigence cotée offerte. Si la case « Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres » est laissée vide, le soumissionnaire ne recevra aucun point.

Tableau 4 : Évaluation des critères cotés techniques des exigences système du SDID

Titre	Critères	Caractère essentiel	Points	Réponse du soumissionnaire (Offert/non offert)	Note	Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres
	3 Exigences	Titre				
	3.2.1.1 Portée, température et probabilité de détection	Titre				
1	Le SDID devrait détecter et identifier un nuage de gaz d'agent de guerre chimique de 50 m à une distance de 5 km avec une visibilité directe et un contraste de température entre le nuage et le fond (ou le fond et le nuage) entre 0,5 et 2 kelvins, avec une probabilité d'au moins 90 % et un degré de confiance de 95 %.	Coté	20			
2	Le SDID devrait détecter et identifier un nuage de gaz d'agent de guerre chimique de 50 m à une distance de 7 km avec une visibilité directe et un contraste de température entre le nuage et le fond (ou le fond et le nuage) entre 0,5 et 2 kelvins, avec une probabilité d'au moins 80 % et un degré de confiance de 95 %.	Coté	20			
3	Le SDID devrait détecter et identifier un nuage de gaz chimique de 15 m à une distance de 5 km avec une visibilité directe.	Coté	10			
	3.2.1.2 État chimique	Titre				
4	Le SDID devrait détecter et identifier des agents chimiques sous forme d'aérosol à fines particules solides.	Coté	5			
	3.2.1.3 Limites du nuage	Titre				
5	Le SDID devrait être capable de déterminer les limites gauche et droite du nuage chimique.	Coté	10			
	3.2.1.5 Délai d'intervention	Titre				

Titre	Critères	Caractère essentiel	Points	Réponse du soumissionnaire (Offert/non offert)	Note	Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres
6	Le SDID devrait détecter et identifier les substances chimiques dans un secteur de 60° en moins d'une minute après que le nuage de 50 m devient visible pour le SDID.	Coté	10			
	3.2.2.1 Tête optique	Titre				
7	La radiance spectrale équivalente au bruit de la tête optique (pour le traçage au rayon du détecteur et du système complet) devrait être inférieure à $4 \times 10^{-9} \text{ W}/(\text{cm}^2 \cdot \text{sr} \cdot \text{cm}^{-1})$ pour la région spectrale entre 800 et $1\,300 \text{ cm}^{-1}$ pour un spectre de balayage unique enregistré en 1/80 s à une résolution spectrale de 16 cm^{-1} .	Coté	20			
	3.2.2.2 Caméra	Titre				
8	La caméra devrait être intégrée dans la tête optique.	Coté	5			
	3.2.2.4 Interféromètre à deux faisceaux	Titre				
9	Le déséquilibre relatif de l'interféromètre à deux faisceaux ne devrait pas dépasser un maximum de 2 %.	Coté	20			
	3.2.2.6 Module d'étalonnage	Titre				
10	Le SDID devrait utiliser deux sources d'étalonnage à corps noir situées à l'avant de la tête optique pour étalonner automatiquement le signal spectral.	Coté	5			
	3.2.2.7 GPS	Titre				
11	L'antenne du GPS devrait être installée sur le dessus de la tête optique.	Coté	5			
	3.2.2.8 Boussole	Titre				

Titre	Critères	Caractère essentiel	Points	Réponse du soumissionnaire (Offert/non offert)	Note	Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres
12	La boussole devrait être intégrée au GPS.	Coté	5			
	3.2.4.2 Communication	Titre				
13	Le centre de traitement devrait automatiquement déclencher des alarmes sonores et visuelles à la ou aux consoles dans la seconde suivant la détection d'une menace par une des têtes optiques en réseau.	Coté	10			
14	Le centre de traitement devrait automatiquement envoyer des messages à la console dans la seconde suivant la défaillance d'un sous-système ou d'une composante du SDID.	Coté	10			
	3.2.5.2.2 Bloc-batterie externe	Titre				
15	Un bloc-batterie externe devrait alimenter le SDID de manière à ce que celui-ci fonctionne sans interruption pendant vingt-quatre (24) heures à 20 °C +/- 5°C avec une seule charge.	Coté	5			
	Chargeur de batterie	Titre				
16	Le chargeur de batterie devrait pouvoir fonctionner au courant continu de 12-36 V.	Coté	5			
	3.2.5.4 Alimentation externe	Titre				
17	Le SDID devrait pouvoir être alimenté au moyen d'un courant continu de 12-36 V.	Coté	5			
18	Le SDID devrait avoir une capacité de recharge intégrée pour que le bloc-batterie puisse être rechargé lorsque le SDID est branché à une source d'énergie externe.	Coté	5			
	3.2.6 Sous-système de console	Titre				

Titre	Critères	Caractère essentiel	Points	Réponse du soumissionnaire (Offert/non offert)	Note	Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres
19	La console devrait fonctionner de manière continue avec une alimentation par batterie pendant au moins huit (8) heures, à 20 °C, et sur une charge unique.	Coté	5			
	3.2.7.1 Boîtiers de transport	Titre				
20	Les boîtiers de transport devraient avoir les mêmes dimensions.	Coté	10			
	3.2.8.1 Montage sur trépid	Titre				
21	Le mécanisme de balayage de scène et la tête optique devraient être centrés sur l'axe vertical du trépid.	Coté	10			
	3.2.9.2 Temps de démarrage d'un SDID	Titre				
22	Le démarrage devrait prendre moins de 10 minutes à 24 °C.	Coté	10			
23	Le démarrage devrait prendre moins de 15 minutes à -20 °C.	Coté	10			
	3.2.9.3 Temps de mise en place du réseau	Titre				
24	Deux membres du personnel en tenue de combat complète devraient pouvoir installer et utiliser six capteurs et une console de SDID en trente (30) minutes ou moins dans des conditions idéales.	Coté	10			
	3.2.11.2 Communications avec la console du SDID	Titre				
25	Le SDID devrait être commandé à distance sans fil au moyen d'une console située à une distance	Coté	20			

Titre	Critères	Caractère essentiel	Points	Réponse du soumissionnaire (Offert/non offert)	Note	Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres
	maximale de 3 km du centre de traitement, à l'aide d'une radio Ethernet.					
	3.2.11.3 Protocoles de communication	Titre				
26	Les communications sans fil du SDID devraient se faire sur les fréquences approuvées à l'échelle internationale.	Coté	10			
	3.3.3.3 Régime permanent (recherche)	Titre				
29	La console devrait permettre à l'opérateur de définir des zones d'exclusion (en azimut) dans lesquelles la détection et l'identification sont inhibées.	Coté	5			
	3.3.3.4 Alarmes	Titre				
30	La console devrait afficher sur la carte les coordonnées numériques des limites gauche et droite (azimut) du nuage chimique détecté.	Coté	5			
32	La console devrait maintenir l'affichage graphique des limites du nuage chimique sur la carte tant et aussi longtemps que le nuage persiste, même si les alarmes sonores et visuelles ont été annulées manuellement.	Coté	5			
	3.3.3.7 Caractéristiques avancées de l'interface utilisateur	Titre				
33	Les caractéristiques avancées de l'interface utilisateur devraient comprendre la capacité de sauvegarder les résultats des calculs d'identification, qui incluent les onze réglages variables utilisés pour estimer le meilleur ajustement pour le gaz et la concentration et l'écart quadratique moyen de concentration déterminé pour chaque gaz testé. La présence d'un indicateur	Coté	5			

Titre	Critères	Caractère essentiel	Points	Réponse du soumissionnaire (Offert/non offert)	Note	Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres
	de gaz devrait aussi être sauvegardée dans le même fichier.					
	3.3.4 Gestion de la bibliothèque	Titre				
34	L'outil de gestion de bibliothèque devrait être conçu de manière à permettre au personnel de Recherche et développement pour la défense Canada de mettre à jour rapidement et facilement les fichiers de configuration, d'arrière-plan et de menaces au moyen de la console. Les fichiers de configuration, d'arrière-plan et de menaces seront présents sur la console et dans le centre de traitement.	Coté	10			
	3.4.1 Construction du système de détection et d'identification à distance	Titre				
35	La conception du SDID devrait suivre les lignes directrices de la norme MIL-HDBK-454B.	Coté	20			
36	Le SDID devrait être constitué de composantes modulaires remplaçables sur place, de manière à permettre l'entretien par échange ou la réparation par remplacement, sans modification ni réglage.	Coté	20			
	3.4.2 Poids	Titre				
37	Dans sa configuration de transport, le SDID ne devrait pas peser plus de 160 kg.	Coté	20			
38	Aucune composante du SDID (hormis l'étui de transport) ne devrait peser plus de 26 kg.	Coté	20			

Titre	Critères	Caractère essentiel	Points	Réponse du soumissionnaire (Offert/non offert)	Note	Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres
	3.4.3 Dimensions	Titre				
39	Dans sa configuration de transport, le SDID devrait pouvoir être transporté dans un véhicule utilitaire de transport (MRZR4, dimensions de l'espace de chargement : 83,8 cm x 114,3 cm x 50,8 cm) sans modification au véhicule.	Coté	20			
	3.4.4.2 Signature acoustique	Titre				
41	Le niveau de bruit du SDID, hormis les alarmes, ne devrait pas être détectable à une distance de 10 m, conformément au tableau 2-1 de la norme MIL-STD-1474D.	Coté	20			
	3.5.1 Sécurité	Titre				
42	On devrait utiliser un logiciel de chiffrement disponible sur le marché pour les communications sans fil du SDID.	Coté	10			
	3.5.3 Environnement, santé et sécurité	Titre				
43	Le SDID devrait nécessiter le moins d'articles consommables possible.	Coté	10			
	3.7.1 Fiabilité	Titre				
44	La moyenne des temps de bon fonctionnement du SDID devrait être supérieure à 2 500 heures à une température ambiante de 23 °C ± 5 °C, conformément à la norme MIL-HDBK-217F (1991-12-02) et à l'avis 2 (1995-02-28) sur la	Coté	10			

Titre	Critères	Caractère essentiel	Points	Réponse du soumissionnaire (Offert/non offert)	Note	Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres
	méthode de tension des pièces et l'adoption d'un profil « fixé au sol ».					
	3.7.2.2 Entretien préventif	Titre				
45	Le SDID ne devrait pas nécessiter d'entretien préventif plus d'une fois par période de 72 heures, sauf pour le nettoyage de la lentille optique dans des conditions poussiéreuses et le chargement ou le remplacement des batteries.	Coté	10			
	3.8.2 Température – Exploitation	Titre				
46	Le SDID devrait fonctionner tout en étant exposé à des températures extrêmement froides, conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 502.6, procédure II, à une température constante de -32°C.	Coté	20			
	3.8.3 Température – Rangement	Titre				
47	Le SDID devrait fonctionner après avoir été rangé à une température froide dans son étui de transport, conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 502.6, procédure I, à une température constante de -51°C.	Coté	20			

Titre	Critères	Caractère essentiel	Points	Réponse du soumissionnaire (Offert/non offert)	Note	Endroit où se trouve l'approche de conception dans le dossier d'appel d'offres
	3.8.13 Chocs	Titre				
48	Lorsqu'elles sont à l'extérieur de leur étui de transport, les composantes du SDID devraient fonctionner après une chute d'une hauteur de 1 m dans le cadre de leur transport, conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1) 516.7 procédure IV.	Coté	20			
	3.8.14 Vibrations	Titre				
49	Le SDID devrait fonctionner et ne pas être endommagé lorsqu'il est exposé au transport dans un véhicule de type militaire, conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 514.7, procédure I, catégorie 20 – véhicules terrestres (suivi – 2,4 minutes par km).	Coté	20			
	3.8.16 Contamination par des fluides	Titre				
50	Les lentilles de capteur devraient être résistantes aux agents de décontamination utilisés par les Forces canadiennes et leurs alliés de l'OTAN.	Coté	20			
	3.9.2 Étiquetage et marquage	Titre				
51	Les avertissements de sécurité devraient être visuels.	Coté	5			

6. ÉVALUATION DU RENDEMENT DE L'ORGANISATION EN MATIÈRE DE SANTÉ, DE SÉCURITÉ ET D'ENVIRONNEMENT

Un dossier organisationnel positif en matière d'environnement, de santé et de sécurité est la marque des entreprises productives et sûres. Les soumissions liées à la santé, à la sécurité et à l'environnement seront évaluées individuellement, en fonction des critères suivants :

Tableau 5 Évaluation de l'environnement, de la santé et de la sécurité				
Titre	Critères	Nombre maximum de points	Commentaires	Référence de la soumission
ESS1	<p>Historique de conformité réglementaire – Environnement</p> <p>Le soumissionnaire n'a pas été accusé ni déclaré coupable d'une offense en vertu des lois environnementales d'un territoire quelconque durant les trois dernières années (calculé à partir de la date de présentation de la soumission) – cette affirmation est-elle exacte?</p> <p>Oui : 20 points</p> <p>Non/aucune réponse : 0 point</p>	20		
ESS2	<p>Historique de conformité réglementaire – Santé et sécurité au travail</p> <p>Le soumissionnaire n'a pas été accusé ni déclaré coupable d'une offense en vertu des lois sur la santé et sécurité au travail d'un territoire quelconque durant les trois dernières années (calculé à partir de la date de présentation de la soumission) – cette affirmation est-elle exacte?</p> <p>Oui : 20 points</p> <p>Non/aucune réponse : 0 point</p>	20		
ESS3	Système de gestion de l'environnement	30		

	<p>Le système de gestion de l'environnement du soumissionnaire ou de l'entrepreneur a-t-il reçu la certification ISO 14001 au cours des trois années précédant la date de présentation de la soumission?</p> <p>Si oui, un exemplaire du certificat ISO 14001 obtenu au cours des trois dernières années auprès d'un organisme accrédité doit être joint au présent questionnaire pour l'obtention du nombre maximal de points, soit 30 points.</p> <p>Si non, veuillez répondre aux questions ci-dessous (maximum de 20 points).</p> <p>a) Votre organisation a-t-elle une politique environnementale?</p> <p>Si oui, un exemplaire de la politique doit être joint au présent questionnaire. La politique remise sera évaluée en fonction des exigences ci-après :</p> <p>La politique doit :</p> <ul style="list-style-type: none">• être signée par la haute direction. – 0,5 point <p>comprendre un énoncé d'engagement :</p> <ul style="list-style-type: none">• à se conformer aux lois et règlements applicables – 0,5 point• à améliorer continuellement le rendement environnemental – 0,5 point• à prévenir la pollution – 0,5 point <p>Si aucune politique environnementale ou aucune réponse n'est fournie – 0 point.</p> <p>Le nombre total de points pour la question 3. a) est de 2.</p> <p>b) Fournir une copie de la liste indiquant les aspects environnementaux importants des activités, des produits et des services de votre organisation.</p> <p>Liste fournie – 3 points</p>		
--	---	--	--

	<p>Aucune liste fournie – 0 point</p> <p>c) Fournir une copie de la liste des exigences juridiques s'appliquant aux aspects environnementaux importants indiqués à la question 3. b). Liste fournie – 3 points</p> <p>Aucune liste fournie – 0 point</p> <p>d) Fournir un exemplaire d'un rapport (préparé au cours des trois dernières années à partir de la date de présentation de la soumission) évaluant la conformité des activités, des produits et des services de votre organisation avec les lois et règlements environnementaux applicables. Rapport fourni – 3 points</p> <p>Aucun rapport fourni – 0 point</p> <p>e) Fournir une copie de la liste des cibles et des objectifs environnementaux qui correspondent à la politique environnementale de votre organisation. Liste fournie – 3 points</p> <p>Aucune liste fournie – 0 point</p> <p>f) Votre organisation a-t-elle établi, mis en place et tenu à jour un programme environnemental qui décrit la marche à suivre pour atteindre ces objectifs et ces cibles? Oui – 1 point Non/aucune réponse fournie – 0 point</p> <p>g) L'équipe de direction de votre organisation a-t-elle garanti la disponibilité et la formation des ressources requises pour assurer l'efficacité d'un programme de gestion environnementale? Oui – 1 point</p>		
--	--	--	--

	<p>Non/aucune réponse fournie – 0 point</p> <p>h) Fournir un exemplaire de votre plan de préparation et d'intervention d'urgence. Plan fourni – 3 points Aucun plan fourni – 0 point</p> <p>i) Votre organisation a-t-elle élaboré des mesures de prévention et de protection, comme le recours à des contrôles techniques, afin d'atténuer les risques pour l'environnement? Oui – 1 point Non/aucune réponse – 0 point</p>			
ESS4	<p>Système de gestion de la santé et de la sécurité au travail</p> <p>L'organisation du soumissionnaire a-t-elle mis en place un système de gestion de la santé et de la sécurité au travail certifié OHSAS 18001 ou CSA Z1000-06?</p> <p>Si oui, un exemplaire du certificat OHSAS 18001 ou CSA Z1000-06 obtenu au cours des trois dernières années auprès d'un organisme accrédité doit être joint au présent questionnaire pour l'obtention du nombre maximal de points, soit 30 points.</p> <p>Sinon, veuillez répondre aux questions ci-dessous (pour un maximum de 20 points).</p> <p>a) Votre organisation a-t-elle une politique en matière de santé et sécurité au travail?</p>	30		

	<p>Si oui, un exemplaire de la politique de santé et sécurité au travail officielle doit être remis avec le présent questionnaire. La politique remise sera évaluée en fonction des exigences ci-après.</p> <p>La politique doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être signée par la haute direction – 1 point <p>Inclure un énoncé d'engagement envers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le respect des lois et règlements – 1 point • la prévention des blessures et des maladies – 1 point • l'amélioration continue de la gestion de la santé et de la sécurité au travail – 1 point <p>Si aucune politique ou aucune réponse n'est fournie – 0 point.</p> <p>Le nombre total de points pour la question 4. a) est de 4.</p> <p>b) Votre organisation a-t-elle établi des mesures de prévention et de protection, par exemple l'utilisation d'équipement de protection individuelle, pour atténuer les risques pour la SST?</p> <p>Oui : 2 points</p> <p>Non/aucune réponse : 0 point</p> <p>c) Votre organisation a-t-elle mis en place un système d'inventaire pour les matières dangereuses?</p> <p>Oui : 2 points</p> <p>Non/aucune réponse : 0 point</p> <p>d) Votre organisation a-t-elle mis en place un programme pour la gestion de la réception, de l'entreposage, de l'utilisation et de l'élimination des matières dangereuses?</p> <p>Si oui, un exemplaire du programme de gestion des matières dangereuses doit être joint au présent questionnaire, et le programme</p>		
--	--	--	--

	<p>de gestion des matières dangereuses sera évalué en fonction des critères ci-dessous.</p> <p>Le programme de gestion des matières dangereuses doit contenir de l'information sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Réception – 2 points• Entreposage – 2 points• Utilisation – 2 points• Élimination – 2 points <p>Si aucun plan ou aucune réponse n'est fourni – 0 point.</p> <p>Le nombre total de points pour la présente question est de 8.</p> <p>e) Le personnel du soumissionnaire a-t-il reçu une formation sur la détermination, la classification et les exigences réglementaires concernant l'utilisation sécuritaire des matières dangereuses et des produits contrôlés, y compris l'étiquetage et les fiches signalétiques?</p> <p>Oui, et une copie des ressources de formation fournie – 4 points</p> <p>Oui, mais aucune copie des ressources de formation n'est fournie – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p>		
--	--	--	--

PROJET DE SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE (SDID)

**Plan d'évaluation des retombées industrielles et
technologiques (RIT) et de la proposition de valeur**

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION
2	EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RIT DU CONTRAT D'ACQUISITION
3	EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RIT DU CONTRAT DE SOUTIEN EN COURS D'EXPLOITATION
4	VALEURS MINIMALES D'ÉVALUATION DES RIT
5	ÉVALUATION COTÉE PAR POINTS DES RIT DU CONTRAT D'ACQUISITION
6	CRITÈRES COTÉS PAR POINTS DES RIT DU CONTRAT DE SOUTIEN EN COURS D'EXPLOITATION
7	COTE GLOBALE DE L'ÉVALUATION DE LA PROPOSITION DE VALEUR
8	PROCESSUS

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le but du plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques (RIT) (le plan d'évaluation des RIT) consiste à décrire la méthodologie qui sera employée pour évaluer les propositions relatives aux RIT des contrats d'acquisition et de soutien en cours d'exploitation présentées par le soumissionnaire.
- 1.2. Le soumissionnaire doit présenter une soumission qui contiendra des propositions relatives aux RIT distinctes et recevables, tant pour le contrat d'acquisition que pour le contrat de soutien en cours d'exploitation à la clôture des soumissions.
- 1.3. La proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition sera réputée recevable par l'autorité compétente en matière de RIT si elle :
 - 1.3.1. Respecte les exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition décrites à la section 2;
 - 1.3.2. Répond aux valeurs minimales d'évaluation des RIT décrites à la section 4.
- 1.4. La proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation sera réputée recevable par l'autorité compétente en matière de RIT si elle :
 - 1.4.1. Respecte les exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation décrites à la section 3;
 - 1.4.2. Répond aux valeurs minimales d'évaluation des RIT décrites à la section 4.
- 1.5. L'ensemble des évaluations recevables seront par la suite évaluées sur la base des critères cotés par points comme l'indique la section 5 pour la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition et la section 6 pour la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation.
- 1.6. Les résultats de l'évaluation seront communiqués à l'autorité contractante. Les résultats seront ensuite intégrés aux résultats de l'évaluation globale de la soumission, comme l'indique la section 4.6.2 du plan d'évaluation du projet de système de détection et d'identification à distance (projet SDID).
- 1.7. Le soumissionnaire est fortement incité à examiner soigneusement l'intégralité du document d'instructions relatif aux RIT à l'intention du soumissionnaire.

1.8. Les termes non définis dans le présent document ont le sens qui leur est attribué dans les modalités relatives aux RIT et dans la demande de proposition, y compris les annexes, auxquelles est joint ce plan d'évaluation des RIT.

2. EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES AUX RIT DU CONTRAT D'ACQUISITION

2.1. Le tableau ci-dessous décrit précisément chaque exigence obligatoire des RIT du contrat d'acquisition et la manière suivant laquelle l'autorité compétente en matière de RIT évaluera le respect de l'exigence. La proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition sera jugée soit recevable, soit non recevable. Pour que la proposition soit jugée recevable, elle doit satisfaire à toutes les exigences.

Tableau 2-1, Tableau d'évaluation des exigences obligatoires du contrat d'acquisition pour le SDID

Exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition	Méthode de confirmation
2.1.1 Il s'engage à réaliser 100 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition en valeur du contenu canadien (VCC) (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux) pour les transactions directes, y compris toutes les options.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition est dûment signé et présenté.
2.1.2 Il s'engage à réaliser 75 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux) pour les transactions directes, y compris toutes les options.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition est dûment signé et présenté.
2.1.3 Il détermine le prix de la soumission pour le contrat d'acquisition (avant taxes et arrondi au dollar le plus près, et excluant les options)	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition est dûment signé et présenté et est accompagné du prix de la soumission.
2.1.4 Il expose des transactions qui équivalent au total à 30 pour cent au moins du prix de la soumission du contrat d'acquisition, en VCC.	La VCC de chaque transaction figurant dans la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition est additionnée, puis le total est comparé au prix de la soumission. Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition est dûment signé et présenté.

2.1.5 Il s'engage à déterminer un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat d'acquisition, d'autres transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 60 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition (y compris toutes les options) en VCC.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition est dûment signé et présenté.
2.1.6 Il s'engage à déterminer trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat d'acquisition, d'autres transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions à au moins 100 pour cent du prix au contrat d'acquisition (y compris toutes les options) en VCC.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition est dûment signé et présenté.
2.1.7 Il s'engage à réaliser 15 pour cent au moins du prix au contrat d'acquisition en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux) pour les transactions avec des petites et moyennes entreprises, y compris toutes les options.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition est dûment signé et présenté.
2.1.8 Il consent à l'ensemble des modalités des RIT du contrat d'acquisition.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition est dûment signé et présenté.
2.1.9 Il a présenté les composantes obligatoires suivantes de la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition : <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • la présentation des marchés cibles d'exportation; • les fiches détaillées des transactions, accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; • le présent certificat des exigences obligatoires du contrat d'acquisition, dûment rempli, signé et daté. 	Chaque composante obligatoire de la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition et le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition sont dûment signés et présentés.

3. EXIGENCES OBLIGATOIRES DU CONTRAT DE SOUTIEN EN COURS D'EXPLOITATION

3.1. Le tableau ci-dessous décrit précisément chaque exigence obligatoire du contrat de soutien en cours d'exploitation et la manière suivant laquelle l'autorité compétente en matière de RIT évaluera le respect de l'exigence. La proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation sera jugée soit recevable, soit non recevable. Pour que la proposition soit jugée recevable, elle doit satisfaire à toutes les exigences.

Tableau 3-1, Tableau d'évaluation des exigences obligatoires du contrat de soutien en cours d'exploitation pour le SDID

Exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation	Méthode de confirmation
3.1.1 Il s'engage à réaliser 100 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux) pour les transactions directes, y compris toutes les options.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation est dûment signé et présenté.
3.1.2 Il s'engage à réaliser 75 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements dans la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé des deux), pour les transactions directes, y compris toutes les options.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation est dûment signé et présenté.
3.1.3 Il détermine le prix de son offre de soutien en cours d'exploitation (avant taxes et arrondi au dollar le plus près, et excluant les options)	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation est dûment signé et présenté et est accompagné du prix de la soumission.
3.1.4 Il expose des transactions qui équivalent au total à 30 pour cent au moins du prix de la soumission du contrat de soutien en cours d'exploitation, en VCC.	La VCC de chaque transaction figurant dans la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation pour le SDID est additionnée, puis le total est comparé au prix de la soumission. Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation est dûment signé et présenté.
3.1.5 Il s'engage à déterminer, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat de soutien en cours d'exploitation, d'autres transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions à 60 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation (y compris toutes les options), en VCC.	Le certificat des exigences obligatoires aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation est dûment signé et présenté.
3.1.6 Il s'engage à déterminer, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat de soutien en cours d'exploitation, d'autres transactions supplémentaires qui	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en

portent le total cumulé des transactions à 100 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation (y compris toutes les options), en VCC.	cours d'exploitation est dûment signé et présenté.
3.1.7 Il s'engage à réaliser 15 pour cent au moins du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation en VCC (ou de la valeur totale de l'ensemble des engagements de la proposition de l'entrepreneur, le plus élevé de deux) pour des transactions avec des petites et moyennes entreprises, y compris toutes les options.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation est dûment signé et présenté.
3.1.8 Il consent à l'ensemble des modalités des RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation.	Le certificat des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation est dûment signé et présenté.
3.1.9 Il a présenté les composantes obligatoires suivantes de la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • les fiches détaillées des transactions, accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; • le présent certificat des exigences obligatoires du contrat de soutien en cours d'exploitation, dûment rempli, signé et daté. 	Chaque composante obligatoire de la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation pour le SDID et le certificat des exigences obligatoires du contrat de soutien en cours d'exploitation sont dûment signés et présentés.

4. VALEURS MINIMALES D'ÉVALUATION DES RIT

4.1. Les plans indiqués dans les critères obligatoires des sections 2.1.9 et 3.1.9 du plan d'évaluation des RIT seront évalués afin de déterminer s'ils satisfont aux valeurs minimales d'évaluation indiquées ci-dessous.

4.1.1. Les huit plans du soumissionnaire (quatre en fonction des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat d'acquisition et quatre en fonction des exigences obligatoires relatives aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation) seront évalués afin de confirmer qu'ils figurent dans la proposition.

4.1.2. On évaluera ensuite la qualité des plans et le risque qu'ils comportent en utilisant les tableaux 4-1 et 4-2 du plan d'évaluation des RIT.

4.1.3. Cette évaluation n'inclut pas la présentation des marchés cibles qui sera évaluée selon les critères indiqués à la section 4.2 du plan d'évaluation des RIT.

4.1.4. Évaluation de la qualité et du risque

4.1.4.1. L'évaluation de la qualité des plans consiste à en déterminer la rigueur et l'exhaustivité, en vérifiant s'ils répondent aux composantes nécessaires présentées à la section 6 des instructions à l'intention du soumissionnaire relatives aux RIT, le niveau de détail des composantes et le degré d'atteinte des objectifs de RIT du contenu du plan, objectifs qui sont exposés à la section 2 des instructions à l'intention du soumissionnaire relatives aux RIT.

4.1.4.2. L'évaluation du risque consiste à déterminer d'abord si les soumissionnaires apportent une réponse aux secteurs exposés à la section 6.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire et ensuite le niveau de précision apporté.

4.1.5. L'évaluation de la qualité et du risque reposera sur une échelle allant d'un (1) à quatre (4) qui utilise les valeurs du tableau 4-1 et 4-2, respectivement.

4.1.6. Les évaluations de la qualité et du risque acceptées par les évaluateurs seront multipliées; le total servira à déterminer la valeur finale d'évaluation des plans pour les propositions relatives aux RIT.

4.1.7. Le soumissionnaire doit atteindre ou dépasser une valeur finale d'évaluation des plans de trente-deux (32) sur un total possible de soixante-quatre (64).

Tableau 4-1, Évaluation de la qualité des plans

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DE LA QUALITÉ
--------	---------------------------------

4	SUPÉRIEURE Le plan comprend des réponses détaillées à au moins quatre des éléments exigés aux sections 6.4 à 6.7 inclusivement des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que nombre des objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.
3	BONNE Le plan comprend des réponses détaillées à trois des éléments exigés aux sections 6.4 à 6.7 inclusivement des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que plusieurs objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.
2	MAUVAISE Le plan comprend des réponses détaillées à deux des éléments exigés aux sections 6.4 à 6.7 inclusivement des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que quelques-uns des objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.
1	TRÈS FAIBLE Le plan comprend des réponses détaillées à tout au plus un des éléments exigés aux sections 6.4 à 6.7 inclusivement des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan ne fait pas la preuve que les objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.

Tableau 4-2 – Évaluation du risque des plans

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DU RISQUE
4	SUPÉRIEURE Le plan comprend une réponse détaillée à au moins quatre des secteurs de risque figurant à la section 6.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est extrêmement faible.
3	BONNE Le plan comprend une réponse détaillée à trois secteurs de risque figurant à la section 6.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est faible.
2	MAUVAISE Le plan comprend une réponse détaillée à deux secteurs de risque figurant à la section 6.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est modérée.

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DU RISQUE
1	TRÈS FAIBLE Le plan comprend une réponse détaillée à tout au plus l'un des secteurs de risque figurant à la section 6.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire de sorte que la probabilité de non-réalisation est élevée.

Tableau 4 – 3, Exemple par type de plan

Plan	Qualité (A)	Risque (B)	Valeur d'évaluation (C) <i>(C) = (A) x (B)</i>
Plan d'affaires de l'entreprise	4	3	12
Plan de gestion des RIT	2	3	6
Plan de développement régional	4	4	16
Plan de développement des petites et moyennes entreprises	4	2	8
Valeur d'évaluation finale des plans			42

4.2. Évaluation de la présentation des marchés cibles d'exportation

4.2.1. Le soumissionnaire doit présenter un aperçu des marchés cibles d'exportation (la présentation), qui sera évalué pour confirmer qu'il se trouve dans la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition. Il sera ensuite jugé conforme ou non conforme. Un aperçu conforme doit contenir des réponses détaillées à au moins quatre (4) des critères présentés à la section 6.8.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire.

4.3. Évaluation des transactions

4.3.1. Les transactions proposées par le soumissionnaire seront évaluées afin de juger si elles respectent les instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire et les modalités relatives aux RIT qui concernent les critères d'admissibilité, les évaluations, les mises en banque et les types de transaction.

4.3.2. Une transaction proposée qui ne respecte pas les critères présentés au point 4.3.1 sera refusée et ne sera plus prise en compte lors de l'évaluation des exigences obligatoires ou cotées, ou dans le contrat.

4.3.3. La transaction proposée qui respecte les critères présentés au point 4.3.1 sera évaluée au moyen des critères d'évaluation cotés présentés aux sections 5 et 6 du plan d'évaluation des RIT.

5. ÉVALUATION COTÉE PAR POINTS DES RIT DU CONTRAT D'ACQUISITION

5.1. Les engagements et les transactions proposés du contrat d'acquisition du soumissionnaire seront évalués en fonction des critères cotés par points décrits ci-dessous.

5.2. Le prix de la soumission du contrat d'acquisition sera utilisé pour déterminer la cote des critères pour le secteur de la défense, la recherche et le développement, petite ou moyenne entreprise et l'exportation.

5.3. Les transactions indiquées seront évaluées afin de déterminer si elles correspondent à chacun des quatre critères d'évaluation cotés présentés aux sections 5.7.1 à 5.7.4 du plan d'évaluation des RIT. Le soumissionnaire devra fournir un niveau de précision suffisant pour corroborer la prétention suivant laquelle la transaction satisfait à un critère donné.

5.3.1. Les transactions pour lesquelles le soumissionnaire ne fait pas la preuve qu'elles correspondent aux critères d'évaluation cotés recevront zéro point dans l'évaluation cotée, mais figureront au contrat d'acquisition comme un engagement à tenir.

5.3.2. Les transactions pour lesquelles le soumissionnaire fait la preuve qu'elles correspondent aux critères d'évaluation cotés seront cotées comme indiqué à la section 5.7 ci-dessous. Ces transactions figureront également dans le contrat d'acquisition comme un engagement à tenir.

5.3.2.1. Si le soumissionnaire indique dans sa proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition des transactions dont la valeur dépasse 100 pour cent du prix au contrat d'acquisition, l'évaluation cotée ne remportera aucun point supplémentaire par rapport aux points présentés dans le plan d'évaluation des RIT. De plus, dans ce cas, la valeur de l'obligation figurant à la clause 3.1.1 des modalités relatives à

l'acquisition sera adaptée pour correspondre à la valeur totale de ces transactions.

- 5.4. Une transaction indiquée peut correspondre à plusieurs critères; dans ce cas, elle sera cotée en conséquence jusqu'à concurrence du maximum du total des points. L'ensemble des engagements et transactions indiqués dans la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition figureront à titre d'engagements ou d'obligations à remplir dans le contrat d'acquisition qui en découlera.
- 5.5. Un engagement du soumissionnaire dans chaque critère relatif à la proposition de valeur comprend les transactions déterminées et tout engagement supplémentaire auquel le soumissionnaire consent à s'engager par contrat, mais pas démontré au moyen des transactions au moment de la présentation de la soumission.
- 5.6. Cote de la proposition de valeur du contrat d'acquisition du soumissionnaire : les cotes du contrat d'acquisition du soumissionnaire relativement aux engagements et aux transactions déterminées seront additionnées pour donner la « cote de la proposition de valeur du contrat d'acquisition du soumissionnaire » sur 100. Celle-ci fera partie de la cote d'évaluation globale de la proposition de valeur conformément à la section 7 du plan d'évaluation des RIT.
- 5.7. Le soumissionnaire peut recevoir jusqu'à cent (100) points de valeur de proposition (PVP) pour les quatre (4) critères qui seront pondérés et arrondis à la décimale près, à l'aide des critères suivants :

5.7.1. Secteur de la défense :

Tableau 5-1 - Secteur de la défense

Critères	Points possibles	Fondement de l'évaluation
Secteur de la défense		
Engagement à réaliser des transactions directes dépassant 75 pour cent au prix du contrat d'acquisition	40	Les points seront attribués aux engagements de réaliser des transactions directes selon les facteurs suivants : Le soumissionnaire dont l'engagement est le plus élevé en ce qui a trait à la réalisation de transactions directes dépassant soixante-quinze (75) pour cent au prix du contrat d'acquisition, déclaré en pourcentage du prix offert par le soumissionnaire pour

		<p>l'acquisition et mesuré en VCC, recevra quarante (40) points. Tous les autres soumissionnaires verront leur cote réduite au prorata.</p> <p>Formule : engagement total des soumissionnaires supérieur à 75 pour cent, divisé par l'engagement du soumissionnaire le plus élevé supérieur à 75 pour cent, multiplié par 40 points.</p>
--	--	--

5.7.2. Recherche et développement technologique :

Tableau 5-2 – Recherche et développement technologique

Critères	Points possibles	Fondement de l'évaluation
Recherche et développement technologique		
Engagement à réaliser des transactions de R-D dans le segment de marché de la détection chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) avec des entreprises canadiennes ou des établissements postsecondaires canadiens.	35	<p>Des points seront attribués aux engagements de réaliser des transactions de recherche et développement selon les facteurs suivants :</p> <p>Le soumissionnaire dont l'engagement est le plus élevé en ce qui a trait à la réalisation de transactions de R-D dans le segment de marché de la détection CBRN avec des entreprises canadiennes ou des établissements postsecondaires canadiens, déclaré en pourcentage du prix offert par le soumissionnaire pour l'acquisition et mesuré en VCC, recevra trente-cinq (35) points. Tous les autres soumissionnaires verront leur cote réduite au prorata.</p> <p>Formule : engagement total des soumissionnaires divisé par l'engagement du soumissionnaire le plus élevé, multiplié par 35 points.</p>

5.7.3. Petite ou moyenne entreprise:

Tableau 5-3, Petite ou moyenne entreprise

Critères	Points possibles	Fondement de l'évaluation
Petite ou moyenne entreprise		
Engagement à réaliser des transactions avec les PME dépassant 15 pour cent au prix du contrat d'acquisition	15	<p>Des points seront attribués aux engagements de réaliser des transactions selon les facteurs suivants :</p> <p>Le soumissionnaire dont l'engagement est le plus élevé en ce qui a trait à la réalisation de transactions avec les PME dépassant quinze (15) pour cent au prix du contrat d'acquisition, déclaré en pourcentage du prix offert par le soumissionnaire pour l'acquisition et mesuré en VCC, recevra quinze (15) points. Tous les autres soumissionnaires verront leur cote réduite au prorata.</p> <p>Formule : engagement total des soumissionnaires supérieur à 15 pour cent, divisé par l'engagement du soumissionnaire le plus élevé supérieur à 15 pour cent, multiplié par 15 points.</p>

5.7.4. Stratégie d'exportation internationale

5.7.4.1. Jusqu'à 10 points pour la réponse au critère relatif à la capacité d'exportation

Tableau 5-4, Critère relatif à la capacité d'exportation

Critères cotés relatifs à la capacité d'exportation (10 points)	Points
Démontre que les cinq critères relatifs à la capacité d'exportation qui figurent à la section 7.1.4.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire sont respectés.	100 pour cent des points à disposition (10 points)
Ne démontre pas que les cinq critères relatifs à la capacité d'exportation qui figurent à la section 7.1.4.3 des instructions relatives aux RIT à l'intention du soumissionnaire sont respectés.	0 pour cent des points à disposition (0 point)

5.8 Le tableau 5-6 ci-après récapitule la notation de l'évaluation cotée par points pour le contrat d'acquisition :

Tableau 5-6, Notation de l'évaluation cotée

Critères	Points possibles	Fondement de l'évaluation
Secteur de la défense	40	
Engagement		Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Transactions déterminées		Justification et VCC sur les fiches de transaction Pourcentage sur le certificat des critères cotés par points signé
Recherche et développement technologique	35	
Engagement		Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Transactions déterminées		Justification et VCC sur les fiches de transaction Pourcentage sur le certificat des critères cotés par points signé
Petite ou moyenne entreprise	15	
Engagement		Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Transactions déterminées		Justification et VCC sur les fiches de transaction Pourcentage sur le certificat des critères cotés par points signé
Stratégie d'exportation	10	
Capacité d'exportation		Contenu de la stratégie d'exportation internationale
Total des points	100	

6. CRITÈRES COTÉS PAR POINTS DES RIT DU CONTRAT DE SOUTIEN EN COURS D'EXPLOITATION

- 6.1. Les engagements et les transactions proposés du contrat de soutien en cours d'exploitation du soumissionnaire seront évalués par rapport aux critères cotés par points décrits ci-dessous.
- 6.2. Le prix de la soumission du contrat de soutien en cours d'exploitation sera utilisé pour déterminer la cote des critères pour le secteur de la défense, Recherche et développement technologique, et petite ou moyenne entreprise.

- 6.3. Les transactions déterminées seront évaluées afin de déterminer si elles correspondent à chacun des deux critères d'évaluation cotés présentés aux sections 6.7.1 à 6.7.3 du plan d'évaluation des RIT. Le soumissionnaire devra fournir un niveau de précision suffisant pour corroborer la prétention suivant laquelle la transaction satisfait à un critère donné.
- 6.3.1. Les transactions pour lesquelles le soumissionnaire ne fait pas la preuve qu'elles correspondent aux critères d'évaluation cotés recevront zéro point dans l'évaluation cotée, mais figureront au contrat de soutien en cours d'exploitation comme un engagement à tenir.
- 6.3.2. Les transactions pour lesquelles le soumissionnaire fait la preuve qu'elles correspondent aux critères d'évaluation cotés seront cotées comme indiqué à la section 6.7 ci-dessous. Ces transactions figureront également dans le contrat de soutien en cours d'exploitation comme un engagement à tenir.
- 6.3.2.1. Si le soumissionnaire indique dans sa proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation des transactions dont la valeur dépasse 100 pour cent du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation, l'évaluation cotée ne remportera aucun point supplémentaire par rapport aux points présentés dans le plan d'évaluation des RIT. De plus, dans ce cas, la valeur de l'obligation figurant à la clause 3.1.1 des modalités relatives au soutien en cours d'exploitation sera adaptée pour correspondre à la valeur totale de ces transactions.
- 6.4. Une transaction indiquée peut correspondre à plusieurs critères; dans ce cas, elle sera cotée en conséquence jusqu'à concurrence du maximum du total des points. L'ensemble des engagements et transactions indiqués dans la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation figureront à titre d'engagements ou d'obligations à remplir dans le contrat de soutien en cours d'exploitation qui en découlera.
- 6.5. Un engagement du soumissionnaire dans chaque critère relatif à la proposition de valeur comprend les transactions déterminées et tout engagement supplémentaire auquel le soumissionnaire consent à s'engager par contrat, mais pas démontré au moyen des transactions au moment de la présentation de la soumission.
- 6.6. Cote de la proposition de valeur du contrat de soutien en cours d'exploitation du soumissionnaire : les cotes du contrat de soutien en cours d'exploitation du soumissionnaire relativement aux engagements et aux transactions déterminées seront additionnées pour donner la « cote de la proposition de valeur du contrat

de soutien en cours d'exploitation du soumissionnaire » sur 100. Celle-ci fera partie de la cote d'évaluation globale de la proposition de valeur conformément à la section 7.

6.7. Le soumissionnaire peut recevoir jusqu'à cent (100) points de valeur de proposition (PVP) pour les trois (3) critères qui seront pondérés et arrondis à la décimale près, à l'aide des critères suivants :

6.7.1. Secteur de la défense :

Tableau 6-1, Secteur de la défense

Critères	Points possibles	Fondement de l'évaluation
Secteur de la défense		
Engagement à réaliser des transactions directes dépassant 75 pour cent au prix du contrat de soutien en cours d'exploitation	50	<p>Les points seront attribués aux engagements de réaliser des transactions directes selon les facteurs suivants :</p> <p>Le soumissionnaire dont l'engagement est le plus élevé en ce qui a trait à la réalisation de transactions directes dépassant soixante-quinze (75) pour cent au prix du contrat de soutien en cours d'exploitation, déclaré en pourcentage du prix offert par le soumissionnaire pour le soutien en cours d'exploitation et mesuré en VCC, recevra cinquante (50) points. Tous les autres soumissionnaires verront leur cote réduite au prorata.</p> <p>Formule : engagement total des soumissionnaires supérieur à 75 pour cent, divisé par l'engagement du soumissionnaire le plus élevé supérieur à 75 pour cent, multiplié par 50 points.</p>

6.7.2. Recherche et développement technologique :

Tableau 6-2 – Recherche et développement technologique

Critères	Points possibles	Fondement de l'évaluation
----------	------------------	---------------------------

Recherche et développement technologique		
Engagement à réaliser des transactions de R-D dans le segment de marché de la détection chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) avec des entreprises canadiennes ou des établissements postsecondaires canadiens.	10	<p>Des points seront attribués aux engagements de réaliser des transactions de recherche et développement selon les facteurs suivants :</p> <p>Le soumissionnaire dont l'engagement est le plus élevé en ce qui a trait à la réalisation de transactions de R-D dans le segment de marché de la détection CBRN avec des entreprises canadiennes ou des établissements postsecondaires canadiens, déclaré en pourcentage du prix offert par le soumissionnaire pour le soutien en cours d'exploitation et mesuré en VCC, recevra dix (10) points. Tous les autres soumissionnaires verront leur cote réduite au prorata.</p> <p>Formule : engagement total des soumissionnaires divisé par l'engagement du soumissionnaire le plus élevé, multiplié par 10 points.</p>

6.7.3. Petite ou moyenne entreprise:

Tableau 6-3, Petite ou moyenne entreprise

Critères	Points possibles	Fondement de l'évaluation
Petite ou moyenne entreprise		
Engagement à réaliser des transactions avec les PME dépassant 15 pour cent au prix du contrat de soutien en cours d'exploitation	30	<p>Des points seront attribués aux engagements de réaliser des transactions selon les facteurs suivants :</p> <p>Le soumissionnaire dont l'engagement est le plus élevé en ce qui a trait à la réalisation de transactions avec les PME dépassant quinze (15) pour cent au prix du contrat de soutien en cours d'exploitation, déclaré en pourcentage du prix offert par le soumissionnaire pour le soutien en cours d'exploitation et mesuré en VCC, recevra</p>

		<p>trente (30) points. Tous les autres soumissionnaires verront leur cote réduite au prorata.</p> <p>Formule : engagement total des soumissionnaires supérieur à 15 pour cent, divisé par l'engagement du soumissionnaire le plus élevé supérieur à 15 pour cent, multiplié par 30 points.</p>
--	--	--

6.7.4. Stratégie d'exportation internationale

6.7.4.1. Jusqu'à 10 points pour la réponse au critère relatif à la capacité d'exportation.

6.7.4.1.1. Cette partie sera traitée dans l'évaluation de la proposition de valeur relative à l'acquisition et les points attribués seront ajoutés à la notation de la proposition de valeur relative au soutien en cours d'exploitation.

6.7.4.1.2. Le soumissionnaire devrait maintenir la capacité d'exportation telle qu'elle a été décrite dans sa proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition tout au long du cycle de vie du projet (contrats d'acquisition et de soutien en cours d'exploitation) et a l'obligation de traiter de l'état du maintien de ces conditions dans ses rapports annuels à l'autorité des RIT.

6.8. Le tableau 6-4 ci-après récapitule la notation de l'évaluation cotée par points pour le contrat de soutien en cours d'exploitation :

Tableau 6-4, Notation de l'évaluation cotée

Critères	Points possibles	Fondement de l'évaluation
Secteur de la défense	50	
Engagement		Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Transactions déterminées		Justification et VCC sur les fiches de transaction Pourcentage sur le certificat des critères cotés par points signé
Recherche et développement technologique	10	

Engagement		Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Transactions déterminées		Justification et VCC sur les fiches de transaction Pourcentage sur le certificat des critères cotés par points signé
Petite ou moyenne entreprise	30	
Engagement		Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Transactions déterminées		Justification et VCC sur les fiches de transaction Pourcentage sur le certificat des critères cotés par points signé
Stratégie d'exportation	10	
Capacité d'exportation		Contenu de la stratégie d'exportation internationale
Total des points	100	

7. COTE GLOBALE DE L'ÉVALUATION DE LA PROPOSITION DE VALEUR

7.1. Le soumissionnaire obtiendra une cote globale de l'évaluation de la proposition de valeur. Cette cote est calculée en additionnant les deux composantes suivantes :

- 7.1.1. Cote globale de l'évaluation de la proposition de valeur – Contrat d'acquisition, conformément au tableau 7-1;
- 7.1.2. Cote globale de l'évaluation de la proposition de valeur – Contrat de soutien en cours d'exploitation, conformément au tableau 7-1.

Tableau 7-1, Composantes de la cote globale de l'évaluation de la proposition de valeur

Composante	Calcul
Cote globale de l'évaluation de la proposition de valeur – Acquisition	$15 \times \frac{\text{Totale des points pour Acquisition}}{100}$
Cote globale de l'évaluation de la proposition de valeur – Soutien en cours d'exploitation	$5 \times \frac{\text{Totale des points pour soutien en cours d'exploitation}}{100}$

7.2. La cote globale de l'évaluation de la proposition de valeur sera communiquée à l'autorité contractante.

8. PROCESSUS

- 8.1. L'évaluation est dirigée par l'autorité compétente en matière de RIT; y participent des représentants d'organismes de développement régional et, au besoin, d'autres experts en la matière.
- 8.2. L'autorité compétente en matière de RIT assumera la responsabilité de veiller à ce que les membres de l'équipe d'évaluation s'acquittent de leurs tâches. L'autorité compétente en matière de RIT fera le lien entre l'équipe d'évaluation et les représentants de l'extérieur.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PIÈCE JOINTE 4

ÉVALUATION DU PRIX

Soumissionnaire : _____

Clause du Guide des CCUA A0222T (2014-06-26), Évaluation du prix – soumissionnaires établis au Canada ou à l'étranger

1. Le prix de la soumission sera évalué comme suit :
 - a. Les soumissionnaires établis au Canada doivent proposer des prix fermes comprenant les droits de douane et la taxe d'accise canadiens, excluant les taxes applicables.
 - b. Les soumissionnaires établis à l'étranger doivent proposer des prix fermes qui ne comprennent pas les taxes applicables, les droits de douane et la taxe d'accise canadiens. Les droits de douane et la taxe d'accise canadiens à payer par le Canada seront ajoutés, à des fins d'évaluation seulement, aux prix offerts par les soumissionnaires établis à l'étranger.
2. Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en monnaies étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les soumissions présentées en monnaies étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion.
3. Bien que le Canada se réserve le droit d'attribuer le contrat usine FAB ou destination FAB, le Canada demande que les soumissionnaires proposent des prix usine FAB ou point d'expédition et destination FAB. Les soumissions seront évaluées selon la formule destination FAB.
4. Aux fins de la présente demande de soumissions, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme des soumissionnaires établis au Canada et ceux qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme des soumissionnaires établis à l'étranger.

ACQUISITION

A1) Livrables

Somme des prix calculés des NIC 1 à 13, pour les travaux détaillés à l'Annexe A, conformément aux détails fournis pour chaque article dans le Volume 2 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition.

- i. NIC-11 : Aux fins d'évaluation des soumissions, on utilisera une valeur estimative de 350 000,00 \$.
- ii. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, le cas échéant.

A) _____ \$
(taxes applicables en sus)

A2) Produits livrables optionnels

Somme des prix calculés des articles NIO 1 à 5, pour les travaux détaillés dans le Volume 2 – Annexe A, conformément aux détails fournis pour chaque article dans le Volume 2 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition.

- i. NIO-1 : Aux fins de l'évaluation de la soumission, le prix calculé pour la quantité 3 sera utilisé.
- ii. NIO-2 : Aux fins de l'évaluation de la soumission, le prix calculé pour la quantité 6 sera utilisé.
- iii. NIO-3 : Aux fins de l'évaluation de la soumission, le prix calculé pour la quantité 9 sera utilisé.
- iv. NIO-4 : Aux fins de l'évaluation de la soumission, le prix calculé pour la quantité 12 sera utilisé.
- v. NIO-5 : Aux fins de l'évaluation de la soumission, le prix calculé pour la quantité 3 sera utilisé.
- vi. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, le cas échéant.

B) _____ \$
(taxes applicables en sus)

SES

I1) Livrables

Somme des prix calculés des articles de SES NIC 1 à 10, pour les travaux détaillés dans le Volume 3 – Annexe A, conformément aux détails fournis pour chaque article dans le Volume 3 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de SES.

- i. SES NIC 1 à 3 : Somme des prix calculés pour la période de livraison, Année 1, Année 2, Année 3, Année 4 et Année 5.
- ii. SES NIC-2 : Somme des prix calculés pour la période de livraison, Année 1, Année 2, Année 3, Année 4 et Année 5.
- iii. SES NIC-4 : Aux fins d'évaluation de la soumission, on utilisera une limite de dépenses de 700 000,00 \$ (valeur estimative) comme prix calculé.
- iv. SES NIC 5 à 10 : Somme des prix calculés pour toutes les catégories de ressources, la majoration du matériel et la majoration du sous-traitant.
- v. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, le cas échéant.

C) _____ \$
(taxes applicables en sus)

I2) Produits livrables optionnels (Années 6-8)

Somme des prix calculés des articles de SES NIO 1 à 6, pour les travaux détaillés dans le Volume 3 – Annexe A, conformément aux détails fournis pour chaque article dans le Volume 3 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de SES.

- i. SES NIO-1 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-1 avec une hausse annuelle de 2 %.
- ii. SES NIO-2 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-2 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iii. SES NIO-3 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-3 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iv. SES NIO-4 : Aux fins d'évaluation de la soumission, on utilisera une limite de dépenses de 300 000,00 \$ (valeur estimative) comme prix calculé.
- v. SES NIO-5 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-9 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vi. SES NIO-6 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-14 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vii. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, le cas échéant.

D) _____ \$
(taxes applicables en sus)

I3) Produits livrables optionnels (Années 9-11)

Somme des prix calculés des articles SES NIO 7 à 12, pour les travaux détaillés dans le Volume 3 – Annexe A, conformément aux détails fournis pour chaque article dans le Volume 3 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de SES.

- i. SES NIO-7 : Les prix du seront fixés en fonction du SES NIC-1 avec une hausse annuelle de 2 %.
- ii. SES NIO-8 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-2 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iii. SES NIO-9 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-3 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iv. SES NIO-4 : Aux fins d'évaluation de la soumission, on utilisera une limite de dépenses de 300 000,00 \$ (valeur estimative) comme prix calculé.
- v. SES NIO-11 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-9 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vi. SES NIO-12 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-14 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vii. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, le cas échéant.

E) _____ \$
(taxes applicables en sus)

I4) Produits livrables optionnels (Années 12-14)

Somme des prix calculés des articles SES NIO 13 à 18, pour les travaux détaillés dans le Volume 3 – Annexe A, conformément aux détails fournis pour chaque article dans le Volume 3 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de SES.

- i. SES NIO-13 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-1 avec une hausse annuelle de 2 %.
- ii. SES NIO-14 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-2 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iii. SES NIO-15 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-3 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iv. SES NIO-16 : Aux fins d'évaluation de la soumission, on utilisera une limite de dépenses de 300 000,00 \$ (valeur estimative) comme prix calculé.
- v. SES NIO-17 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-9 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vi. SES NIO-18 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-14 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vii. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, le cas échéant.

F) _____ \$
(taxes applicables en sus)

I5) Produits livrables optionnels (Années 15-17)

Somme des prix calculés des articles SES NIO 19 à 24, pour les travaux détaillés dans le Volume 3 – Annexe A, conformément aux détails fournis pour chaque article dans le Volume 3 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de SES.

- i. SES NIO-19 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-1 avec une hausse annuelle de 2 %.
- ii. SES NIO-20 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-2 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iii. SES NIO-21 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-3 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iv. SES NIO-22 : Aux fins d'évaluation de la soumission, on utilisera une limite de dépenses de 300 000,00 \$ (valeur estimative) comme prix calculé.
- v. SES NIO-23 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-9 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vi. SES NIO-24 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-14 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vii. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, le cas échéant.

G) _____ \$
(taxes applicables en sus)

I6) Produits livrables optionnels (Années 18-20)

Somme des prix calculés des articles SES NIO 25 à 30, pour les travaux détaillés dans le Volume 3 – Annexe A, conformément aux détails fournis pour chaque article dans le Volume 3 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de SES.

- i. SES NIO-25 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-1 avec une hausse annuelle de 2 %.
- ii. SES NIO-26 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-2 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iii. SES NIO-27 : Les prix seront fixés en fonction du SES NIC-3 avec une hausse annuelle de 2 %.
- iv. SES NIO-28 : Aux fins d'évaluation de la soumission, on utilisera une limite de dépenses de 300 000,00 \$ (valeur estimative) comme prix calculé.
- v. SES NIO-29 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-9 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vi. SES NIO-30 : Le prix total sera fixé en fonction du SES NIC-14 avec une hausse annuelle de 2 % appliquée aux tarifs horaires fermes, à la majoration du matériel, et à la majoration du sous-traitant.
- vii. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, le cas échéant.

H) _____ \$
(taxes applicables en sus)

PRIX ÉVALUÉ TOTAL DE LA SOUMISSION DU SOUMISSIONNAIRE

Conformément aux prix proposés par le soumissionnaire dans le Volume 2 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition et dans le Volume 3 – Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de SES, le prix total de la soumission sera calculé comme suit :

Prix total de la soumission = A + B + C + D + E + F + G + H

Le prix total de la soumission du soumissionnaire déterminé par la formule ci-dessus sera utilisé dans la section 4.6.2 du présent document.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PIÈCE JOINTE 5

ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

1. PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour en savoir plus sur le Programme des contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consultez le site Web [Emploi et Développement social Canada – Programme du travail](#).

Date : ____ (JJ/MM/AAAA) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée]

Remplir la partie A et la partie B.

A. Cochez seulement l'une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
 - ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
 - ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral assujetti à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
 - ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).
 - ☐ A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.
 - ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a signé un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, valide et en vigueur, avec Emploi et Développement social Canada – Programme du travail.
- OU
- ☐ A5.2. Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à Emploi et Développement social Canada – Programme du travail. Comme il s'agit d'une condition d'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de celle-ci doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PIÈCE JOINTE 6 ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ

À : SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (« CANADA »), REPRÉSENTÉE PAR LA MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

La description du besoin faisant l'objet de la demande de soumissions n° W8476-145109/A contient des renseignements confidentiels ou exclusifs pour le Canada ou pour une tierce partie (les renseignements confidentiels), qui ne doivent être divulgués ou utilisés que de la façon établie ci-dessous.

1. Le soumissionnaire convient de ce qui suit :
 - a. il ne doit pas, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de l'autorité contractante, divulguer les renseignements confidentiels à personne d'autre qu'un employé ou un sous-traitant proposé qui a besoin d'en prendre connaissance;
 - b. il ne doit pas faire de copies des renseignements confidentiels ni les utiliser autrement que pour la préparation d'une soumission en réponse à l'appel d'offres indiqué ci-dessus;
 - c. à la fin normale ou anticipée de la période d'appel d'offres, il doit remettre immédiatement les renseignements confidentiels à l'autorité contractante, ainsi que toute version écrite, tout document de travail et toute note où figurent des renseignements apparentés aux renseignements confidentiels.
2. Le soumissionnaire doit obliger tout sous-traitant proposé mentionné au point a) ci-dessus à signer une entente de confidentialité comportant les mêmes conditions que celles de la présente entente.
3. Le soumissionnaire reconnaît et convient qu'il sera responsable de l'ensemble des réclamations, des pertes, des dommages-intérêts, des coûts ou des dépenses engagés ou subis par le Canada si le soumissionnaire ou toute personne à laquelle il divulgue les renseignements confidentiels ne se conforme pas aux présentes conditions.
4. Aucune partie de la présente entente de confidentialité ne devrait être interprétée comme limitant le droit du soumissionnaire de divulguer tout renseignement dans la mesure où celui-ci :
 - . est ou devient du domaine public sans que ce soit la faute du soumissionnaire ou du sous-traitant dont il propose les services;
 - a. est ou devient connu du soumissionnaire qui le reçoit d'une source autre que le Canada, sauf toute source connue du soumissionnaire comme obligée envers le Canada de ne pas divulguer le renseignement;
 - b. est produit indépendamment par le soumissionnaire;
 - d. est divulgué en raison d'une exigence législative ou d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

Nom du soumissionnaire

Signature de son représentant dûment autorisé

Date

PIÈCE JOINTE 7

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

Les soumissionnaires doivent soumettre le certificat suivant, dûment rempli, avec leur soumission.

Certificat de conformité

Nous _____ (Nom et adresse de l'entreprise) avons eu l'occasion de fournir des commentaires dans l'établissement des exigences techniques et autres pour l'acquisition du SDID.

Nous avons également examiné de manière approfondie et compris les exigences de l'ensemble de la demande de propositions et, si sélectionné, conveniend de se conformer à toutes les exigences qui y sont détaillées.

En signant ce « Certificat de conformité », nous certifions que nous satisferons toutes les exigences du contrat et nos produits à livrer contre le contrat se conformeront à toutes les exigences du contrat et seront appropriés à l'utilisation comme défini dans le contrat subséquent.

Remarque : Dans le cas d'une coentreprise, le certificat de conformité doit être signé par tous les membres de la coentreprise.

(Nom du soumissionnaire)

Signature de l'autorité désigné des soumissionnaires

Date

Signature de l'autorité désigné de la coentreprise (si applicable)

Date

Signature de l'autorité désigné de la coentreprise (si applicable)

Date

Signature de l'autorité désigné de la coentreprise (si applicable)

Date

Signature de l'autorité désigné de la coentreprise (si applicable)

Date

N° DE L'INVITATION W8476-145109/A

DEMANDE DE PROPOSITIONS (DP)

PROJET DE SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE (SDID)

VOLUME 2

CONTRAT SUBSÉQUENT POUR L'ACQUISITION DE SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE (SDID)

Table des matières

1	EXIGENCES	4
2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	8
3	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	8
4	DURÉE DU CONTRAT	9
5	RESPONSABLES	9
6	PAIEMENT.....	11
7	CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	17
8	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	17
9	RAJUSTEMENT RELATIF À LA FLUCTUATION DU TAUX DE CHANGE	18
10	RETENUE/OPPOSITION ET DOMMAGES-INTÉRÊTS FIXÉS À L'AVANCE – ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES.....	19
11	ATTESTATIONS.....	19
12	LOIS APPLICABLES	20
13	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	20
14	CONTRAT DE DÉFENSE	20
15	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN).....	20
15	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR ÉTRANGER).....	21
16	ASSURANCE	21
17	PROGRAMME DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES	21
18	ASSURANCE DE LA QUALITÉ – CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	21
19	CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	21
20	DOCUMENTS DE SORTIE – DISTRIBUTION	22
21	EXPÉDITION.....	22
22	DOCUMENTATION SUR LES DOUANES CANADIENNES	23
23	DOCUMENTS TECHNIQUES FOURNIS PAR LE GOUVERNEMENT	24
24	MODIFICATION DES MÉTHODES DE TRAVAIL	24

LISTE DES ANNEXES

- Annexe A – Énoncé des travaux - Acquisition
 - Appendice AA – Exigences du système
 - Pièce jointe AA1 – Tableau de codeur vidéo
 - Pièce jointe AA2 – Spécification et guide d'intégration de capteurs pour les projets d'acquisition de capteurs de produits chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires des Forces armées canadiennes
 - Appendice AB – Liste des données essentielles au contrat
 - Appendice AC – Descriptions de données
 - Appendice AD – Concept d'entretien et de soutien
 - Appendice AE – Références, acronymes et glossaire
- Annexe B – Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition
- Annexe C – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- Annexe D – Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de l'acquisition
- Annexe E – Formulaire d'autorisation des tâches, DND 626

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe F – Exemple de feuille de calcul électronique Excel pour les rapports d'utilisation périodiques – Contrats assortis d'autorisations de tâches

Annexe G – Entente de non-divulgaration

Annexe H – PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif

ÉBAUCHE

LE PRÉSENT CONTRAT COMPORTE UNE EXIGENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ.

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1 Exigences

1.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'Énoncé des travaux (EDT) qui se trouve à l'Annexe A et à la soumission technique intitulée _____, en date du _____.

1.2 Modification des travaux

- 1.2.1 En tout temps pendant l'exécution des travaux, le Canada peut publier des demandes de modification des travaux ou d'une partie des travaux s'il juge que ces changements sont compatibles avec l'intention générale du contrat. Ces changements peuvent inclure des ajouts, des suppressions ou d'autres révisions des travaux.
- 1.2.2 L'autorité remettra une demande de modification des travaux écrite à l'entrepreneur, lequel effectuera les changements conformément à la procédure prévue à l'article 24.

1.3 Retombées industrielles et technologiques – Engagements et responsabilités

L'entrepreneur doit respecter tous les engagements en matière de retombées industrielles et technologiques (RIT) conformément au calendrier et aux engagements énoncés dans l'Annexe D, Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de l'acquisition.

1.4 Biens ou services facultatifs

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services, ou les deux, qui sont décrits à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, selon les mêmes conditions, et aux prix ou aux tarifs établis dans le contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

1.4.1 Articles facultatifs du SDID

Pour les articles facultatifs n° NAO-1, NAO-2, NAO-3, NAO-4, figurant à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, l'autorité contractante peut exercer l'option en tout temps trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur. La livraison aura lieu trois (3) mois après la modification au contrat.

1.4.2 Formation facultative des membres du cadre initial d'instructeurs du SDID

Pour les articles facultatifs n° NAO-5, Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, l'autorité contractante peut exercer l'option en tout temps trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

1.4.3 Exigences relatives aux travaux imprévus/modifications de conception/travaux supplémentaires

Les travaux supplémentaires qui ne sont pas décrits dans l'EDT, mais qui doivent néanmoins être effectués et qui correspondent à la portée globale des travaux (travaux imprévus) pourront être incorporés au contrat conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition.

1.4.3.1 Autorisation de tâches

Le processus d'autorisation des tâches sera administré par _____ (la désignation correspondante du ministère de la Défense nationale sera précisée à l'attribution du contrat). Ce processus comprend la surveillance et le contrôle des dépenses dans le cadre du contrat comportant des autorisations de tâches et la reddition de compte à ce sujet à l'intention de l'autorité contractante.

Une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, par suite de l'envoi du Formulaire d'autorisation des tâches DND 626 (« Autorisation de tâches »), figurant à l'Annexe E. Les travaux demandés doivent être conformes à la portée du contrat.

L'autorisation de tâches sera envoyée à l'entrepreneur par courriel (sous forme de pièce jointe) ou par télécopieur. L'original lui sera envoyé par la poste.

1. Afin d'expliquer clairement le travail à réaliser pour chaque tâche, l'autorité technique et l'entrepreneur doivent établir des énoncés définitifs pour chacun des aspects suivants de toutes les tâches, avant qu'une autorisation de tâches soit envoyée :
 - a) les exigences;
 - b) le numéro de l'élément de travail, en faisant référence à l'EDT;
 - c) la priorité;
 - d) la limite des dépenses pour l'exécution des travaux;
 - e) les heures de travail par catégorie;
 - f) la répartition des coûts relativement à la limite des dépenses, à l'aide des taux figurant au Barème des prix d'acquisition de l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, et des tarifs fermes pour les travaux imprévus liés;
 - g) les autres coûts directs et le coût matériel;
 - h) les étapes des tâches, ainsi que les dates de réalisation et d'achèvement estimées;
 - i) les critères d'acceptation du travail;
 - j) les bases et méthodes de paiement applicables, telles qu'elles sont précisées dans le contrat.
2. Pour les devis dépassant 100 000 \$ ou des contrats dont la durée est supérieure à trois mois, on pourrait demander à l'entrepreneur de soumettre un plan d'achèvement précisant les jalons par rapport auxquels l'avancement des travaux peut être évalué, comme il est précisé dans l'EDT.
3. À la suite de l'accord de l'autorité technique et de l'entrepreneur sur les aspects de la tâche décrite ci-dessus, l'entrepreneur fournira un devis du coût estimatif total proposé pour effectuer la tâche et une répartition de tous les éléments de coût applicables, établie conformément à la base de paiement précisé dans le contrat, y compris les heures de travail par catégorie, les exigences de déplacement décrivant le

nombre et la durée des déplacements, le nombre d'employés et les autres frais de déplacement connexes, les autres coûts directs et les coûts du matériel connexe. L'entrepreneur remettra son devis à l'autorité technique dans les dix (10) jours civils.

4. Si le devis est approuvé, le responsable des demandes d'achat ou l'autorité contractante, selon le cas, remettra à l'entrepreneur une autorisation de tâches.
5. L'autorisation de tâches comprendra les détails susmentionnés des activités à exécuter, une description des produits livrables et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. Elle comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, telles qu'elles sont précisées au contrat.
6. **Limite de l'autorisation de tâches**

Le responsable des demandes d'achat approuve les autorisations de tâches dont la valeur totale, y compris les modifications, est inférieure à **250 000 \$** (taxes applicables incluses). Il doit transmettre l'autorisation de tâches ou la modification directement à l'entrepreneur, ainsi qu'une copie à l'autorité contractante et à l'autorité technique. L'autorité contractante approuve pour sa part toutes les autorisations de tâches dont la valeur totale, y compris les modifications, est supérieure à **250 000 \$** (taxes applicables incluses). Elle doit transmettre l'autorisation de tâches ou la modification directement à l'entrepreneur, ainsi qu'une copie au responsable des demandes d'achat et à l'autorité technique.
7. Lorsque des modifications doivent être apportées au formulaire d'autorisation de tâches, il faut remplir un formulaire de modification DND 626.
8. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâches approuvée ou le formulaire de modification DND 626, selon le cas. Il reconnaît que s'il commence les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâches (ou le formulaire de modification DND 626), selon le cas, il le fait à ses propres risques.
9. **Obligation du Canada – Portion des travaux – Autorisations de tâches**

L'obligation du Canada à l'égard de la partie des travaux qui est réalisée au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur.
10. **Rapports d'utilisation périodique – Contrats comportant des autorisations de tâches**

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches (y compris toutes révisions) approuvée et publiée dans le cadre du contrat.

Au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de chacune des périodes visées par les rapports ci-dessous, l'entrepreneur doit soumettre à l'autorité contractante et au responsable des demandes d'achat un rapport d'utilisation périodique sous forme de feuille de calcul électronique (au format Excel, par exemple), contenant les éléments de données précisés dans les exigences en matière d'établissement de rapport ci-dessous, dans l'ordre où ils sont présentés. Lorsqu'à la fin d'une période de production de rapports, aucune modification n'a été apportée aux données comprises dans le rapport périodique d'utilisation soumis pour la période précédente, l'entrepreneur doit soumettre à l'autorité contractante et au responsable des demandes d'achat un rapport périodique d'utilisation portant la mention « NÉANT ».

Les périodes de présentation de rapports sont les suivantes :

1^{er} trimestre : (à insérer au moment de l'attribution du contrat);
2^e trimestre : (à insérer au moment de l'attribution du contrat);
3^e trimestre : (à insérer au moment de l'attribution du contrat);
4^e trimestre : (à insérer au moment de l'attribution du contrat).

Un exemple de feuille de calcul au format Excel comprenant les éléments de données figurant aux paragraphes i) et ii) ci-dessous figure à l'Annexe F, Exemple de feuille de calcul électronique Excel pour les rapports d'utilisation périodiques – Contrats assortis d'autorisations de tâches

Exigences en matière de rapport – Explications

Pour chaque contrat comportant un processus d'autorisation de tâches, on doit tenir à jour un relevé détaillé de toutes les autorisations de tâches. Le rapport doit comprendre ce qui suit :

i) Pour chaque autorisation de tâches :

Les données doivent contenir les éléments d'information suivants, dans l'ordre indiqué :

- le numéro de l'autorisation de tâches figurant sur le formulaire d'autorisation de tâches;
- la date d'autorisation de la tâche figurant sur le formulaire d'autorisation de tâches;
- le coût total estimatif de la tâche (taxes applicables en sus) avant toute révision figurant sur le formulaire d'autorisation de tâches;
- les informations suivantes figurant sur le formulaire d'autorisation de tâches doivent être incluses pour chaque révision autorisée, à commencer par la révision 1, et puis la 2, etc. :
 - le numéro de modification de l'autorisation de tâches,
 - la date à laquelle la modification de la tâche a été autorisée,
 - l'augmentation ou la réduction autorisée (taxes applicables en sus),
 - le coût estimatif total de la tâche (taxes applicables en sus) après autorisation de la révision;
- le coût total engagé pour la tâche (selon la dernière modification, s'il y a lieu), taxes applicables en sus;
- le coût total engagé et facturé pour la tâche (selon la dernière modification, s'il y a lieu), taxes applicables en sus;
- le montant total des taxes applicables facturées;
- le montant total payé, taxes applicables incluses;
- la date de début et la date d'achèvement de la tâche (selon la dernière révision, s'il y a lieu);
- l'état actuel de la tâche (c.-à-d. le pourcentage d'achèvement des travaux), d'après la dernière révision s'il y a lieu, accompagné au besoin d'une explication.

ii) Pour toutes les tâches autorisées :

Les données doivent contenir les éléments d'information suivants, dans l'ordre indiqué :

- le coût total engagé pour toutes les tâches autorisées, y compris toutes les modifications, taxes applicables en sus;
- le coût total engagé et facturé pour toutes les tâches autorisées, y compris toutes les modifications, taxes applicables en sus;
- le montant total facturé pour les taxes applicables pour toutes les tâches autorisées, y compris les révisions;

- le montant total payé pour toutes les tâches autorisées, y compris les révisions, taxes applicables en sus.

2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions désignées dans le contrat par un numéro, une date et un titre figurent au [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

La section [2030 \(2016-04-04\)](#), Conditions générales – besoins plus complexes de biens, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

2.2 Conditions générales supplémentaires

Les conditions générales supplémentaires suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante :

4001 (2015-04-01), Achat, location et maintenance de matériel;
4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence;
4007 (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
4010 (2012-07-16), Services – Besoins plus complexes.

2.3 Entente de non-divulgence

L'entrepreneur doit obtenir de son ou de ses employés ou sous-traitants l'accord de non-divulgence, inclus à l'Annexe G, rempli et signé, et l'envoyer au chargé de projet avant de leur donner accès aux renseignements fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux.

2.4 Produits livrables

Outre l'obligation de divulgation en vertu de l'article 02 des Conditions générales supplémentaires 4007, les renseignements originaux doivent être pleinement divulgués et consignés par l'entrepreneur dans les rapports techniques qu'il fournit à l'autorité technique conformément au contrat.

3 Exigences relatives à la sécurité

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence pendant l'exécution du contrat/l'offre à commandes, **une cote de sécurité d'installation valide au niveau SECRET**, ainsi qu'une cote de protection et de production des documents approuvée au niveau SECRET, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements dont l'accès est contrôlé, **doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable de niveau SECRET**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

Le présent contrat englobe l'accès aux marchandises contrôlées. Avant d'obtenir l'accès, l'entrepreneur doit être inscrit au Programme des marchandises contrôlées de TPSGC.

Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été délivrées par la DSIC de TPSGC, aucun des employés de l'entrepreneur **NE PEUT PÉNÉTRER** sur les lieux sans une escorte.

3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes de **technologie de l'information** pour traiter, produire ou stocker des renseignements CLASSIFIÉS de nature délicate tant que la DSIC de TPSGC ne lui en a pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ B.
4. Les contrats de sous-traitance qui comportent des exigences relatives à la sécurité ne doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
 - a) la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et le guide de sécurité (s'il y a lieu), reproduits ci-joint à l'Annexe C;
 - b) *le Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

4 Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat s'étend de la date du contrat jusqu'au _____ inclusivement (*insérer la date au moment de l'attribution du contrat*).

4.2 Biens ou services facultatifs

- 4.2.1 L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services, ou les deux, qui sont décrits à l'Annexe A, Énoncé des travaux et à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition du contrat, selon les mêmes conditions, et aux prix ou aux tarifs établis dans le contrat. L'exercice de ces options est laissé à l'entière discrétion du Canada et sans aucunement limiter cette discrétion, le Canada, dans le cadre de sa prise de décisions visant à exercer des options contractuelles, parmi d'autres facteurs, peut prendre en considération le rendement de l'entrepreneur lié au respect de ses engagements en matière de proposition de valeur et de RIT, en fonction des rapports annuels. Le Canada peut aussi prendre en considération le fait que l'entrepreneur ait maintenu ou non le niveau d'activité/d'engagement nécessaire pour répondre aux exigences obligatoires de l'Annexe D – Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de l'acquisition.
- 4.2.2 Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.
- 4.2.3 L'autorité contractante peut exercer les options dans les trois (3) mois suivant la date d'attribution du contrat en envoyant un avis par écrit à l'entrepreneur. Les options peuvent être exercées en totalité ou en partie, à la discrétion du Canada.

5 Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Marlène Bitsene
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)
Secteur de la gestion de l'approvisionnement en services et en technologies (SGAST)
Division des projets des sciences de la défense – SL
11, rue Laurier, place du Portage, Phase III, 11C1-71
Gatineau (Québec)
K1A 0S5

Téléphone : 873-469-4833
Télécopieur : 819-997-2229
Courriel : marlene.bitsene@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable des demandes d'achat

Dans le cadre du contrat, le responsable des demandes d'achat est :

(À préciser à l'attribution du contrat.)

Le responsable des demandes d'achat représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives figurant dans le contrat avec le responsable des demandes d'achat, cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'EDT. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

5.3 Responsable technique

(À préciser à l'attribution du contrat.)

L'autorité technique susmentionnée représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Elle est responsable de toutes les questions liées au contenu technique du travail à exécuter prévu par le contrat. On peut discuter des questions techniques avec cette personne; cependant, elle ne peut pas autoriser les changements touchant la portée de travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

5.4 Responsable des retombées industrielles et technologiques

(À préciser à l'attribution du contrat.)

Le responsable des retombées industrielles et technologiques s'entend du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique ou de toute personne désignée par ce ministre pour agir en son nom en vertu du contrat; il évalue, accepte, surveille, vérifie et reconnaît les RIT, puis évalue le rendement de l'entrepreneur relativement à ces RIT. On peut discuter des questions liées aux RIT avec le responsable, mais ce dernier ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

5.5 Représentant de l'entrepreneur

(À remplir au moment de l'attribution du contrat.)

Nom : _____

Titre : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

6 Paiement

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser le prix énoncé à la page 1 du contrat. Les droits de douane sont inclus, s'il y a lieu, et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de toute modification technique, de modification ou interprétation des travaux, ne sera ni autorisée ni payée à l'entrepreneur, à moins que ces modifications techniques, ces modifications ou interprétations n'aient été approuvées, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrées aux travaux. L'entrepreneur ne doit pas exécuter des travaux ni fournir des services qui entraîneraient un dépassement de la responsabilité totale du gouvernement du Canada, à moins que ce dépassement n'ait été autorisé par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante par écrit de l'exactitude de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée;
 - b. quatre (4) mois avant la date d'échéance du contrat;
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première éventualité.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.1 Base de paiement

6.1.1 Base de paiement – Prix de lot ferme

À l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, les articles **NIC-1 à NIC-8, NIC-10** :

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé selon les prix de lot fermes conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition. Les droits de douane sont compris, le cas échéant, et les taxes applicables sont en sus.

Pour la partie de prix ferme du travail seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour toute modification ou interprétation de la conception du travail à moins qu'elle ait été approuvée par écrit par le titulaire du pouvoir de passation des contrats avant son intégration au travail.

6.1.2 Base de paiement – Prix unitaire ferme

À l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, articles **NAC-9**, **NAC-12** et en cas d'exercice des options, Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, articles **NAO-1 à NAO-5** :

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé selon les prix unitaires fermes conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition. Les droits de douane sont compris, le cas échéant, et les taxes applicables sont en sus.

Pour la partie de prix ferme du travail seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour toute modification ou interprétation de la conception du travail à moins qu'elle ait été approuvée par écrit par le titulaire du pouvoir de passation des contrats avant son intégration au travail.

6.1.3 Base de paiement – Autorisation de tâches assujettie à une limite de dépenses de 350 000 \$

À l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, l'article **NAC-11** :

À condition de remplir toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans la livraison des pièces de rechange et des articles de consommation indiqués dans l'autorisation de tâches (AT) approuvée, conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, selon la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus, le cas échéant.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements n'aient été approuvés, par écrit, par le responsable des demandes d'achat ou l'autorité contractante, selon le cas, avant d'être intégrés aux travaux.

6.1.3.1 Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

Pour toutes les autorisations de tâches émises dans le cadre du contrat :

1. La responsabilité totale du Canada à l'égard de l'entrepreneur en vertu du contrat pour toutes les autorisations de tâche (AT), révisions comprises, ne doit pas dépasser la somme de (à *insérer au moment de l'attribution du contrat*) \$. Les droits de douane sont inclus, s'il y a lieu, et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant l'exactitude de cette somme :
 - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée;
 - b) quatre (4) mois avant la date d'échéance du contrat;
 - c) dès qu'il juge que les fonds sont insuffisants pour l'achèvement des travaux requis dans toutes les tâches approuvées, y compris toutes modifications, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.1.3.2 Liste des pièces de rechange recommandées

L'entrepreneur doit fournir la Liste des pièces de rechange recommandées (LPRR) à l'autorité technique pour approbation, conformément à la **LDEC IL-510** « État détaillé d'approvisionnement/Liste des pièces de rechange recommandées » pour permettre au Canada de commander les pièces de rechange nécessaires. Les prix indiqués dans la LPRR seront vérifiés par l'autorité contractante. Sur demande, l'entrepreneur doit justifier les prix de la LPRR en présentant des justificatifs, selon la procédure ci-dessous.

L'entrepreneur peut mettre à jour les prix de la LPRR seulement une fois tous les **dix-huit mois** (la période de validité des prix). Il doit présenter la LPRR mise à jour à l'autorité contractante aux fins de vérification et d'acceptation au moins quinze (15) jours ouvrables avant la fin de la période de validité des prix. Sur demande, l'entrepreneur doit présenter des justificatifs pour les prix indiqués dans la LPRR, selon la procédure indiquée ci-dessous. Si l'autorité contractante accepte la LPRR mise à jour, les nouveaux prix entreront en vigueur le premier jour de la période de validité des prix suivante. S'il la rejette, l'entrepreneur peut soumettre une nouvelle liste de prix à la période de validité des prix suivante. La mise à jour des prix de la LPRR sera rejetée si l'entrepreneur refuse de justifier les changements, selon la procédure indiquée ci-dessous.

6.1.3.3 Justification des prix de la LPRR

L'entrepreneur doit fournir, à la demande du Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier ses prix :

- a) une liste de prix récente, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada;
- b) une copie des factures payées pour des services ou des produits – même quantité et même qualité – fournis à d'autres clients;
- c) une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'œuvre directe, des matériaux directs et des articles achetés, les coûts indirects d'ingénierie et d'usine, les frais généraux d'entreprise et administratifs, les frais de transport et autres, ainsi que le profit réalisé;
- d) une attestation des prix de la LPRR;
- e) tout autre document justificatif demandé par le Canada.

6.1.3.4 Attestation des prix de la LPRR

L'entrepreneur atteste que le prix proposé n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris à son meilleur client, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux.

6.1.4 Base de paiement – Taux horaires fermes – Taux pour les modifications des travaux – Travaux supplémentaires et modification technique

6.1.4.1 Pour les demandes de travaux supplémentaires ou modifications techniques autorisées conformément au processus précisé à l'article 24 – Modifications des travaux, l'entrepreneur sera payé en dollars canadiens, taxes applicables, et aux taux horaires fermes indiqués à l'Annexe B, Liste de prix des livrables du contrat d'acquisition, Tarifs fermes pour les travaux imprévus liés au SDID, dans le tableau des taux de base fermes pour les modifications techniques et les travaux supplémentaires, et dans le tableau des taux de majoration pour les

travaux effectués conformément au contrat. Les droits de douane sont inclus, s'il y a lieu, et les taxes applicables sont en sus.

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux, lesquels coûts devront respecter la limite des dépenses qui doit figurer dans la proposition de tâche de l'entrepreneur. Le montant doit être calculé de la manière suivante :

1. pour les travaux directs : les heures réelles travaillées au taux horaire correspondant précisées à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition;
2. pour le matériel et les autres frais directs : le coût livré réel, plus le taux de majoration correspondant indiqué à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition;
3. pour les frais de déplacement, de subsistance et de réunions externes – Directive sur les voyages du Conseil national mixte : l'entrepreneur sera payé selon les frais réels engagés de façon raisonnable et légitime dans le cadre de l'exécution des travaux indiqués dans l'EDT. L'entrepreneur sera payé pour les coûts engagés, sans aucune indemnité pour le profit et les coûts indirects, conformément aux indemnités relatives à l'utilisation d'un véhicule privé, aux repas et aux faux frais qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?did=10&dlabel=travel-voyage&lang=fra&merge=2&slabel=index>), et selon les autres dispositions de la directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

6.1.4.2 Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement.

6.1.4.3 Heures supplémentaires

1. L'entrepreneur ne doit pas effectuer d'heures supplémentaires dans le cadre du contrat, à moins d'y avoir été autorisé, en vertu d'une autorisation de tâches. Toute demande de paiement doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation des heures supplémentaires et d'un rapport comprenant les détails des heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Le paiement des heures supplémentaires autorisées sera calculé conformément au présent article et à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition.
2. Les réparations ou travaux d'urgence qui doivent être effectués en dehors des heures normales de travail seront facturés à un taux équivalent 1,5 fois le taux horaire normal pour les heures supplémentaires effectuées durant les journées de travail normales et les fins de semaine. Les travaux de réparation d'urgence exigés les jours fériés doivent être facturés à un taux correspondant à deux fois le taux normal. Aucune prime d'heure supplémentaire ne sera payée à moins qu'elle ne soit autorisée par écrit par le responsable des demandes d'achat ou l'autorité contractante, selon le cas.

6.1.5 Privilège – article 427 de la Loi sur les banques

Pour les soumissionnaires établis au Canada :

1. S'il existe un privilège au sens de l'article 427 de la *Loi sur les banques*, L.C. 1991, ch. 46, relativement à des matériaux, des pièces, des travaux en cours ou des travaux complétés pour lesquels l'entrepreneur a l'intention de réclamer des paiements, ce dernier s'engage à en informer l'autorité contractante immédiatement et s'engage, sauf instructions contraires de l'autorité contractante, soit :
 - a) à faire en sorte que la banque retire son privilège sur les biens, et à fournir à l'autorité contractante la confirmation du retrait;

- b) à fournir, ou à faire en sorte que soit fourni, à l'autorité contractante un engagement de la part de la banque, envers la Corporation commerciale canadienne, attestant qu'elle ne se prévaudra pas du droit que lui confère l'article 427 de la *Loi sur les banques* relativement au matériel, aux pièces, travaux en cours ou terminés pour lesquels l'entrepreneur recevra un paiement en vertu du contrat.

- 2. Si l'entrepreneur n'avertit pas l'autorité contractante de l'existence d'un tel privilège, ou s'il contrevient aux paragraphes a) et b) ci-dessus, cela constituera un bris de contrat en vertu de la clause sur l'inexécution des conditions générales du contrat, autorisant le Canada à résilier le contrat.

6.1.6 Vérification discrétionnaire

- 1. Les éléments qui suivent peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement avant ou après le paiement :
 - a) le montant réclamé en vertu du contrat, calculé conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition;
 - b) la précision du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur;
 - c) le profit estimatif sur tout élément faisant l'objet d'une entente négociée (non concurrentielle) ou d'une modification. L'objectif de la vérification est de déterminer si le profit réel réalisé à la suite du contrat, pendant une période précise et choisie, est raisonnable et justifié par rapport au profit estimatif indiqué dans l'attestation de prix ou de taux, tel qu'exigé.

Si la vérification démontre que le profit réel n'est pas raisonnable et justifié, tel que défini ci-dessus, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le trop-payé;

- d) tout élément à prix ferme ou à prix de lot ferme, à taux horaire ferme pour lequel l'entrepreneur a fourni une attestation indiquant que cet élément « s'applique au meilleur client ». Une telle vérification vise à déterminer si l'entrepreneur a appliqué à quiconque, y compris le meilleur client de l'entrepreneur, des prix, taux ou multiplicateurs moins élevés pour des biens ou services de qualité et de quantité comparables. Cela n'empêche aucune évaluation subséquente de tout profit excédentaire.
- 2. Tout paiement effectué avant la fin de la vérification des comptes sera considéré uniquement comme paiement provisoire et fera l'objet d'un rajustement si les résultats de cette vérification le commandent. Pour tout paiement en trop, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le trop-payé.

6.2 Méthode de paiement

6.2.1 Paiements d'étape

Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, les articles **NAC-1 à NAC-8** :

- 1. Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément aux jalons détaillés à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition du contrat et aux dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de 100 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada, si :
 - a) une demande de paiement exacte et complète au moyen du formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation figurant au contrat;

- b) le montant total de tous les paiements payés par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 du montant total payable en vertu du contrat;
 - c) toutes les attestations demandées dans le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés respectifs;
 - d) tous les travaux associés à une étape et, selon le cas, tous les biens livrables exigés ont été complétés et acceptés par le Canada.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été exécutés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et qu'une demande finale de paiement est présentée.

6.2.1.1 Paiements d'étape (autorisations de tâches)

Pour toutes les autorisations de tâches qui font l'objet de paiements d'étape :

- a) Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans chaque autorisation de tâches applicable et aux dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de 100 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada, si :
 - i. une demande de paiement exacte et complète au moyen du formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation figurant au contrat;
 - ii. le montant total de tous les paiements payés par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 du montant total payable en vertu du contrat;
 - iii. toutes les attestations demandées dans le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés respectifs;
 - iv. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, les produits livrables, sont terminés et ont été acceptés par le Canada.
- b) Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque l'autorisation de tâches sera terminée et livrée si les travaux ont été acceptés par le Canada, et qu'une demande finale pour le paiement est présentée.

6.2.2 Paiements multiples

À l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, articles **NAC-9, NAC-10, NAC-11, NAC-12**, et en cas d'exercice des options, Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, articles **NAO-1 à NAO-5** :

- 1. Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les articles seront exécutés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de 100 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada, si :
 - a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation figurant au contrat;

- b. le montant total de tous les paiements payés par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 du montant total payable en vertu du contrat;
 - c. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
 - d. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été exécutés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et qu'une demande finale de paiement est présentée.

6.3 Rajustement des prix

- 6.3.1 Pour toutes les périodes supplémentaires, le Canada et l'entrepreneur négocieront ces périodes supplémentaires, conformément aux principes des coûts contractuels (clause du Guide des CCUA 1031-2 [2012-07-16], Conditions générales), et l'entrepreneur sera payé conformément aux taux négociés.

Pour le travail effectué à l'extérieur du Canada, ou dans le cas où l'entrepreneur conserve ses documents financiers à l'extérieur du Canada, la base de paiement pour chaque période supplémentaire utilisera les tarifs d'établissement des coûts et les majorations annuels pour fournisseur unique applicables les plus favorables, négociés et approuvés, et appliqués par le gouvernement respectif de l'entrepreneur à ses contrats de défense.

La clause du Guide des CCUA C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes, est incluse par renvoi dans le contrat et en fait partie intégrante. Si l'entrepreneur est établi dans un pays étranger pendant les périodes supplémentaires, le Canada aura le droit de demander au gouvernement étranger concerné d'effectuer des vérifications et des examens annuels.

7 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204 – Demande directe du ministère client
C2000C (2007-11-30), Taxes – Entrepreneur établi à l'étranger
C2610C (2007-11-30), Droits de douane – Ministère de la Défense nationale – Importateur (pour NAC-9, NAC-11 et NAO-1 à NAO-4)
C2800C (2013-01-28), Cote de priorité
C2801C (2014-11-27), Cote de priorité - Entrepreneurs établis au Canada

8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement à l'aide du formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, Annexe H. La demande peut être soumise par courriel et doit être en format de document portable (PDF).

Chaque demande doit contenir ce qui suit :

- (a) tous les renseignements exigés dans le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
- (b) tous les renseignements pertinents précisés à la section intitulée « Présentation des factures » des conditions générales;
- (c) une liste de toutes les dépenses;
- (d) la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description du contrat;

- (e) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
 - (f) une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
2. Les taxes applicables doivent être calculées sur la somme totale de la réclamation avant l'application de la retenue. Lors de l'application de la retenue, les taxes applicables ne seront pas exigibles puisque celles-ci ont été réclamées et payées dans le cadre des demandes de paiement partiel précédentes.
3. L'entrepreneur doit préparer et certifier une copie de la réclamation sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, puis l'envoyer au responsable des demandes d'achat dont le nom figure sous l'article intitulé « Responsables » du contrat aux fins d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.
- Le responsable des demandes d'achat fera parvenir la demande à l'autorité contractante aux fins d'attestation et de présentation au Bureau du traitement des paiements pour toute autre attestation et opération de paiement.
4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes de paiement avant que tous les travaux indiqués sur la demande de paiement ne soient terminés.

9 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

9.1 Application

- 9.1.1 Le montant en monnaie étrangère est défini comme la partie du prix ou du taux qui varie directement en fonction de la fluctuation du taux de change. Ce montant devrait inclure toutes les taxes applicables ainsi que tous les droits et autres frais payés par l'entrepreneur et qui doivent être inclus dans le montant de rajustement.
- 9.1.2 Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.
- 9.1.3 Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :

$$\text{Rajustement} = \text{MME} \times \text{Qté} \times (i_1 - i_0) / i_0$$

où les variables de la formule correspondent à :

Montant en monnaie étrangère (par unité) i_0

taux de change initial (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex. 1 \$ US]) i_1

taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex. 1 \$ US])

Qté = quantité d'unités

- 9.1.4 Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.
- 9.1.5 Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement

correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour ouvrable du mois durant lequel la prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement est dû. Le plus récent cours du midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.

- 9.1.6 L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire PWGSC-TPSGC 450, Demande de rajustement du taux de change.
- 9.1.7 Le montant du rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change variera de plus de 2 % (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire PWGSC-TPSGC 450 (c.-à-d. $[(i_1 - i_0) / i_0]$).
- 9.1.8 Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et de prix en vertu de cette clause.
- 9.1.9 Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

10 Retenue/opposition et dommages-intérêts fixés à l'avance – Engagements en matière de retombées industrielles et technologiques

10.1 Retenues

- 10.1.1 Si l'entrepreneur ne remplit pas ses obligations en matière de retombées industrielles et technologiques en vertu du présent contrat, les garanties d'exécution, sous la forme de retenues ou d'oppositions décrites en détail à l'Annexe D – Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de l'acquisition, s'appliqueront.

10.2 Dommages-intérêts fixés à l'avance

- 10.2.1 En cas de non-respect de n'importe lequel des engagements précisés aux articles 3.1.1 à 3.1.5 et 3.1.6 de l'Annexe D – Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de l'acquisition dans la période de réalisation des retombées industrielles et technologiques, l'entrepreneur devra verser au Canada, à titre de dommages-intérêts fixés à l'avance, 10 p. 100 du manque à gagner, tel qu'il est indiqué à l'Annexe D – Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de l'acquisition.

11 Attestations

11.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. Si l'entrepreneur ne se conforme pas aux attestations et qu'il ne fournit pas la documentation supplémentaire ou si l'on constate que des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada se réserve le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

11.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

11.3 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (2013-03-21) A3025C

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

12 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois. (*Insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu.*)

13 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a. les articles de la convention;
- b. les conditions générales supplémentaires 4001 (2015-04-01), Achat, location et maintenance de matériel;
- c. les conditions générales supplémentaires 4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- d. les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16), Logiciel sous licence;
- e. les conditions générales supplémentaires 4007 (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- f. les conditions générales supplémentaires 4010 (2012-07-16), besoins plus complexes de services;
- g. les conditions générales 2030 (2016-04-04), Conditions générales – besoins plus complexes de biens;
- h. Annexe A, Énoncé des travaux – Acquisition;
- i. Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition;
- j. Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- k. Annexe D, Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de l'acquisition;
- l. Annexe G, Entente de non-divulgence;
- m. la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

14 Contrat de défense

Claude du *guide des CCUA* A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

15 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Claude du *guide des CCUA* A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

OU

15 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

Clause du *guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

16 Assurance

Clause du *guide des CCUA* [G1005C](#) (2008-05-12), Assurances

17 Programme des Marchandises contrôlées

Clause du *guide des CCUA* [A9131C](#) (2014-11-27), Programme des marchandises contrôlées
Clause du *guide des CCUA* B4060C (2011-05-16), Marchandises contrôlées

18 Assurance de la qualité – Clauses du guide des CCUA

Avis au soumissionnaire : Le cas échéant, les clauses mentionnées ci-après seront supprimées du contrat si elles ne s'appliquent pas en raison de l'endroit où est établi le soumissionnaire retenu. Par exemple, la clause du guide des CCUA D5515C sera supprimée dans le cas où le soumissionnaire retenu est établi au Canada.

D5510C (2014-06-26), Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi au Canada

D5515C (2010-01-11), Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis

D5545C (2010-08-16), ISO 9001:2008 – Systèmes de management de la qualité – Exigences (code de l'assurance de la qualité C)

D5540C (2010-08-16), ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité – 2010-08-16

Exigences (code de l'assurance de la qualité Q)

D5604C (2008-12-12), Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi à l'étranger

D5605C (2010-01-11), Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi aux États-Unis

D5606C (2012-07-16), Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi au Canada

19 Clauses du guide des CCUA

B4042C (2008-05-12), Plaques signalétiques

D2025C (2013-11-06), Matériaux d'emballage en bois

D3010C (2016-01-28), Livraison de marchandises dangereuses et de produits dangereux

D3015C (2014-09-25), Marchandises dangereuses / produits dangereux – conformité de l'étiquetage et de l'emballage

D6010C (2007-11-30), Palettisation

D5328C (2014-06-26), Inspection et acceptation

A9051C (2014-03-01), Publications techniques existantes – traduction (2014-03-01) A9051C

20 Documents de sortie – Distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit :

- a. Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;
- b. Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;
- c. Une (1) copie à l'autorité contractante;
- d. Une (1) copie au :

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (ON) K1A OK2

À l'attention de : *(le nom de l'autorité technique sera fourni à l'attribution du contrat)*

- e. Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;
- f. Une (1) copie à l'entrepreneur;
- g. Pour les entrepreneurs non canadiens, une (1) copie au :

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (ON) K1A OK2

Courriel : ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca.

21 Expédition

21.1 Instructions d'expédition – livraison à destination pour l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, articles NAC-9, NAC-11, et en cas d'exercice des options, articles NAO-1 à NAO-4

21.1.1 Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés : rendus droits acquittés (DDP) Montréal (Québec), Incoterms 2010 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

21.1.2 L'entrepreneur doit livrer les biens aux dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes (FC) sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec la Section du trafic des dépôts à l'endroit pertinent indiqué ci-dessus. Le destinataire peut refuser les livraisons si aucun rendez-vous n'a été fixé.

Avis au soumissionnaire : L'article « Instructions d'expédition – livraison à destination » sera finalisé au moment de l'attribution du contrat en fonction de l'endroit où est établi le soumissionnaire retenu.

21.2 Pour l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, les articles **NAC-1 à NAC-8, NAC-10, NAC-13 (s'il y a lieu)**

Pour la copie papier des rapports du contrat et des produits livrables à publier (y compris les manuels), les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat (consulter l'Appendice 1 de l'Annexe A, Liste des données essentielles au contrat), et être rendus droits acquittés (Gatineau [Québec] ou Ottawa [Ontario]) conformément aux IncoTerms® 2000.

21.3 Prestation de la formation

Pour l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, article **NAC-12**, et en cas d'exercice des options, article **NAO-5**.

La prestation de la formation doit être conforme à l'Annexe A, Énoncé des travaux – Acquisition.

22 Documentation sur les douanes canadiennes

22.1 Généralités

1. L'entrepreneur doit fournir deux (2) exemplaires de la facture des douanes canadiennes ou deux (2) exemplaires de la facture commerciale portant la mention « Pour les douanes seulement ».
2. Pour les envois en provenance des États-Unis et du Mexique, et qui sont d'origine états-unienne, mexicaine ou canadienne aux termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et aussi pour les envois en provenance d'Israël qui sont d'origine israélienne aux termes de l'Accord de libre-échange Canada-Israël (ALECI), l'entrepreneur doit fournir la preuve de l'origine des biens. Pour les biens d'une valeur égale ou supérieure à 1 600 \$ CA, une telle preuve doit prendre la forme d'un certificat d'origine de l'ALENA/ALECI. Par contre, dans le cas de biens d'une valeur inférieure à 1 600 \$ CA, une simple déclaration sur la facture sera suffisante. Dans les deux cas, le document doit porter une signature originale et faire référence au numéro de contrat. Pour les contrats d'une valeur égale ou supérieure à 250 000 \$ CA, la preuve de l'origine n'est pas nécessaire.

22.2 Documents à remplir

La Facture des douanes canadiennes (FDC) ou la facture commerciale doit inclure les renseignements suivants :

- a) une description détaillée des biens expédiés, y compris les codes de l'« Annexe B » applicables aux États-Unis ou les codes du tarif douanier fondé sur le Système harmonisé des États-Unis;
- b) la valeur et les conditions de vente de chaque article (par ex. vente, prêt, garantie (IncoTerms® 2010), y compris la valeur des réparations, les réparations aux termes d'une garantie ou les coûts de remplacement;
- c) le numéro de contrat et les codes financiers (utiliser la case 3 de la FDC);
- d) le pays d'origine des biens;
- e) dans le cas où un certificat d'origine de l'ALENA ou de l'ALECI a été établi, la case « Description » de la FDC ou de la facture commerciale doit contenir une déclaration indiquant qu'il a été rempli et est annexé à la facture.

22.3 Distribution des documents

1. L'entrepreneur doit joindre les documents suivants au contenant d'expédition n° 1 pour tous les envois, dans une enveloppe étanche portant la mention « Documentation Douane Canada » :
 - a. un (1) exemplaire de la FDC ou un (1) exemplaire de la facture commerciale, selon le cas;
 - b) un (1) exemplaire du certificat d'origine de l'ALENA (s'il y a lieu).
2. Le second exemplaire de chacun des formulaires susmentionnés doit être joint aux documents d'expédition.
3. Un exemplaire du certificat d'origine de l'ALECI doit être télécopié au 1 800-306-1811 ou envoyé par courriel à DCBSCustoms@forces.gc.ca.

23 Documents techniques fournis par le gouvernement

- 23.1 Si nécessaire, l'entrepreneur doit se procurer les dessins et publications ou autres documents techniques du gouvernement, en s'adressant au bureau de la Région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale le plus proche.
- 23.2 À la fin du contrat, l'entrepreneur doit remettre au responsable technique la liste de toutes les instructions techniques des Forces canadiennes appartenant au ministère de la Défense nationale ou fournies par celui-ci et le matériel de données électroniques, accompagnées d'une demande d'instructions en ce qui concerne l'affectation de ces documents.

24 Modification des méthodes de travail

24.1 Généralités

- 24.1.1 « Travaux » est un terme défini dans le document 2030 (2016-04-04), Conditions générales – besoins plus complexes de biens qui s'applique et fait partie intégrante du présent contrat.
- 24.1.2 Dans le contexte du présent article, la portée et la base des exigences en matière de travaux sont précisées à l'Annexe A – Énoncé des travaux, et les travaux doivent être exécutés selon les modalités du présent contrat.
- 24.1.3 Toute modification des travaux doit être le résultat de l'un des éléments suivants :
 - a) Toute modification des modalités du contrat ou de la portée des travaux exige une proposition de modification au contrat approuvée, comme il est indiqué à la section 2 du présent article.
 - b) Sous réserve de la définition de la portée qui figure à l'Annexe A – Énoncé des travaux, il est possible de demander à l'entrepreneur d'effectuer des travaux supplémentaires, comme il est indiqué à la section 3 du présent article.
- 24.1.4 L'entrepreneur ne doit effectuer aucune modification de la portée ni exécuter des travaux supplémentaires sans avoir obtenu l'autorisation écrite de l'autorité contractante. Tous les travaux exécutés sans l'autorisation écrite de l'autorité contractante le sont au risque de l'entrepreneur et à ses propres frais.

24.2 Processus de proposition de modification du contrat

- 24.2.1 La présente section décrit le processus à suivre pour communiquer, accepter et approuver toute modification apportée au présent contrat.
- 24.2.2 Pour prendre effet, une modification du contrat doit être approuvée par écrit par l'entrepreneur et l'autorité contractante.
- 24.2.3 La proposition de modification du contrat peut être lancée par le Canada. Dans ce cas, la transaction franchira les étapes suivantes :
- 24.2.4 L'autorité contractante soumettra le changement proposé accompagné du formulaire de proposition de modification du contrat préparé à l'aide du modèle approprié.
- 24.2.5 À la réception de la proposition de modification du contrat, l'entrepreneur doit évaluer et communiquer les répercussions sur les ressources, le calendrier et les coûts découlant du changement proposé aux travaux. Le formulaire de proposition de modification du contrat doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'entrepreneur.
- 24.2.6 À la réception des répercussions déterminées par l'entrepreneur, le Canada effectuera une évaluation et pourra négocier avec l'entrepreneur, au besoin. Dans le cadre de ce processus de négociation, l'entrepreneur pourrait être tenu de produire un énoncé des répercussions révisé ainsi qu'un formulaire de proposition de modification du contrat révisée approuvé qui doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'entrepreneur.
- 24.2.7 Lorsqu'un accord aura été conclu, l'autorité contractante signera et approuvera le formulaire de proposition de modification du contrat, et publiera une version révisée de toutes les pages du contrat modifiées.
- 24.2.8 L'entrepreneur peut lancer la proposition de modification du contrat, auquel cas la transaction devra suivre les étapes suivantes :
- 24.2.8.1 L'entrepreneur doit soumettre la proposition de modification du contrat, étayée notamment par des devis et des dessins, au besoin, et les raisons qui motivent la soumission, ainsi que les ressources estimées et les répercussions sur le calendrier et sur les coûts associées à la modification des travaux proposée. Un représentant de l'entrepreneur dûment autorisé doit signer le formulaire de proposition de modification du contrat préparé à l'aide du modèle approprié.
- 24.2.8.2 À la réception du formulaire, le Canada fera une évaluation et pourrait négocier avec l'entrepreneur, au besoin. Dans le cadre de ce processus de négociation, l'entrepreneur pourrait être tenu de produire une proposition de modification du contrat révisée ainsi qu'un formulaire de proposition de modification du contrat révisée approuvé qui doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'entrepreneur.
- 24.2.8.3 Lorsqu'un accord aura été conclu, l'autorité contractante signera et approuvera le formulaire de proposition de modification du contrat, et publiera une version révisée de toutes les pages du contrat modifiées.

24.3 Processus relatif aux demandes de travaux supplémentaires

- 24.3.1 Au besoin, et conformément à la portée des travaux précisée à l'Annexe A – Énoncé des travaux, l'entrepreneur devra entreprendre et exécuter les tâches en fonction des exigences supplémentaires qui seront définies pendant toute la durée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir obtenu une directive de tâche dûment autorisée conformément au présent processus de demande de tâches.
- 24.3.2 Les définitions suivantes s'appliquent à la section 3, Processus de demande de tâches :

24.3.2.1 « Directive de tâches » (c.-à-d. un formulaire « DND 626 » approuvé) est un document produit par l'autorité contractante à l'intention de l'entrepreneur en vue de l'autorisation d'une tâche qui relève du champ d'application du contrat et qui en respecte les modalités. Un exemple du formulaire « Directive de tâches » (DND 626) figure à l'Annexe E.

24.3.2.2 La « modification de tâche » est une directive de tâche qui sert à modifier les travaux supplémentaires déjà approuvés dans le cadre d'une directive de tâche existante.

24.3.2.3 Le « numéro de tâche » est un numéro attribué par le Canada qui désigne de manière unique chaque demande de tâche. Une fois qu'une tâche est approuvée, le Canada utilise ce même numéro de tâche pour faire le suivi de chaque directive de tâche et pour surveiller le travail effectué en rapport avec cette tâche.

24.3.2.4 Une « demande de tâche » est un document délivré par le Canada qui demande à l'entrepreneur de présenter une proposition tarifée en vue de l'exécution d'une tâche qui relève du champ d'application du présent contrat.

24.3.3 À moins d'autres indications à cet effet dans le contrat, aucune responsabilité n'est imposée à l'entrepreneur en vertu du présent contrat, sauf si un formulaire de directive de tâche (DND 626) dûment autorisé est produit. Dans le cas des tâches autorisées assorties d'une limite de dépenses, l'entrepreneur ne doit pas exécuter des travaux ou fournir un service qui ferait en sorte que l'ensemble de la responsabilité du Canada dépasse la limite financière en question, à moins qu'une augmentation ne soit autorisée à cet effet au moyen d'une modification de tâche.

24.3.4 L'entrepreneur peut recommander des travaux supplémentaires au Canada, et, le cas échéant, doit échanger des renseignements, par exemple une ébauche d'énoncé des travaux.

24.3.5 Une demande de tâche contient les renseignements suivants :

- a. le numéro de contrat de SDID et le numéro de tâche attribué par le Canada;
- b. la date d'émission de la demande de tâche et la date de la proposition demandée;
- c. un énoncé des travaux qui est propre à la tâche demandée;
- d. le niveau de priorité associé (urgent ou courant);
- e. la base de paiement demandée (p. ex., limitation des dépenses, prix fixe ferme);
- f. une indication des jalons des tâches avec les dates d'achèvement ciblées connexes;
- g. les critères d'acceptation des travaux demandés.

24.3.6 À la réception d'une demande de tâche de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit :

- a. accuser réception dans un délai de cinq (5) jours ouvrables. Un accusé de réception électronique, comme un avis par courriel, est acceptable;
- b. envoyer à l'autorité contractante une proposition tarifée dans les vingt (20) jours ouvrables après avoir reçu la demande de tâche ou après la période convenue d'un commun accord. La proposition doit comporter suffisamment de détails pour faciliter le processus d'examen et d'approbation, y compris, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :
 - i. une description générale du travail proposé,
 - ii. une proposition de modification technique, si l'entrepreneur l'estime nécessaire ou si le Canada la demande,
 - iii. une structure de répartition du travail de l'effort par catégorie de main-d'œuvre contractuelle,

- iv. une proposition de coûts préparée en utilisant les taux contractuels indiqués à l'Annexe B – Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition, et, s'il y a lieu, comprenant une liste des matériaux, des pièces et des autres frais directs qui sont propres à l'énoncé des travaux de la tâche,
- v. le calendrier proposé.

24.3.7 À la réception d'une directive de tâche (c.-à-d. du formulaire DND 626 approuvé) de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit :

- a. accuser réception de la directive de la tâche dans les cinq (5) jours ouvrables;
- b. communiquer périodiquement l'état de la tâche ou en faire rapport régulièrement, à la demande du Canada;
- c. informer par écrit l'autorité contractante une fois qu'une tâche assortie d'une limite de dépenses atteint le seuil de 75 % des dépenses allouées et indiquer si les ressources restantes devraient suffire pour mener à terme la tâche. S'il lui faut des ressources supplémentaires, l'entrepreneur devra présenter une demande de modification de tâche à l'autorité contractante;
- d. aviser l'autorité contractante et présenter une demande de modification de tâche si, à tout moment, l'entrepreneur détermine que la limite de dépenses de la tâche risque d'être dépassée.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX ACQUISITION

L'Énoncé des travaux (Annexe A) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et fait partie du présent document.

ÉBAUCHE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B

LISTE DE PRIX DES LIVRABLES DU CONTRAT D'ACQUISITION

La Liste des prix des livrables du contrat d'acquisition (Annexe B) jointe au dossier de demande de soumissions doit être insérée ici et fait partie du présent document.

ÉBAUCHE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

La Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (Annexe C) jointe au dossier de demande de soumissions doit être insérée ici et fait partie du présent document.

ÉBAUCHE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D

CONDITIONS RELATIVES AUX RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES DE L'ACQUISITION

Les Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de l'acquisition (Annexe D) jointes au dossier de demande de soumissions doivent être insérées ici et font partie du présent document.

ÉBAUCHE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE E

DND 626 – FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

Le Formulaire d'autorisation de tâches DND 626 (Annexe E) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et fait partie du présent document.

ÉBAUCHE

ANNEXE F

EXEMPLE DE FEUILLE DE CALCUL ÉLECTRONIQUE EXCEL POUR LES RAPPORTS D'UTILISATION PÉRIODIQUES – CONTRATS ASSORTIS D'AUTORISATIONS DE TÂCHES

L'exemple de feuille de calcul électronique Excel pour les rapports d'utilisation périodiques – Contrats assortis d'autorisations de tâches (Annexe F) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et fait partie du présent document.

ÉBAUCHE

ANNEXE G

ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je, _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir accès à des renseignements fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux, selon le contrat portant le numéro de série _____ conclu entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, et _____, y compris des renseignements confidentiels ou protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que des renseignements conçus, générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cet accord, ces renseignements comprennent notamment tous les documents, éléments matériels, avis, et toutes les instructions, directives, données ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée, électronique ou autre, et marqués ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou verbale émise par le Canada, pour prévenir la divulgation de ces renseignements ou l'accès à ceux-ci en contravention au présent accord.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par le Canada ou en son nom ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et que ces renseignements demeurent la propriété du gouvernement du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survive à la fin du contrat portant le numéro de série : _____

Signature

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE H

DEMANDE DE PAIEMENT PROGRESSIF – PWGSC-TPSGC 1111

ÉBAUCHE

ANNEXE A

Énoncé des travaux – Acquisition pour le Système de détection et d'identification à distance

Document du MDN n° W8476 – 145109

SGDDI n° 3320947

Préparé par :

Omnibus chimique, biologique, radiologique et nucléaire – Gestion de projet –
DéTECTEURS d'agents chimiques
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2



AVIS

Le présent document a été examiné par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods.

TABLE DES MATIÈRES

1.	INTRODUCTION.....	1
1.1.	PORTÉE	1
1.2.	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	1
1.3.	BUT DU PROJET	1
2.	ADMINISTRATION	2
2.1.	GLOSSAIRE ET ACRONYMES	2
2.2.	RÉFÉRENCES.....	2
2.3.	MATÉRIEL FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT	2
3.	EXIGENCES GÉNÉRALES	2
3.1.	EXIGENCES OBLIGATOIRES	2
3.2.	APERÇU DU CONCEPT D'ACQUISITION	2
3.3.	APERÇU DU CONCEPT D'ENTRETIEN ET DE SOUTIEN	64
4.	FLUX DE TRAVAIL DU PROJET DE SDID	64
4.1.	PHASE 1 – MATURATION	64
4.1.1.	Portée	64
4.1.2.	Grandes lignes du flux de travail	75
4.1.3.	Matériel livrable.....	75
4.1.4.	Produits de données à livrer	75
4.2.	PHASE 2 – PRODUCTION	75
4.2.1.	Portée	75
4.2.2.	Grandes lignes du flux de travail	75
4.2.3.	Matériel livrable.....	86
4.2.4.	Produits de données à livrer	86
4.3.	PHASE 3 – SOUTIEN EN SERVICE	86
4.3.1.	Portée	86
5.	GESTION DE PROJET	86
5.1.	GESTIONNAIRE DE PROJET	86
5.2.	PLAN DE GESTION DE PROJET.....	86
5.2.1.	Évaluation et gestion des risques	97
5.3.	CALENDRIER PRINCIPAL DE PROJET ET STRUCTURE DE RÉPARTITION DU TRAVAIL	97
5.4.	PLAN DE GESTION DE LA CONFIGURATION	97
5.5.	DEMANDE DE DÉROGATION/DEMANDE DE RENONCIATION	97
5.6.	RAPPORTS D'ÉTAPE MENSUELS.....	108
5.7.	REGISTRE DES MESURES À PRENDRE (RMP).....	108
5.8.	RÉUNIONS, AUDITS ET EXAMENS TECHNIQUES	108
5.8.1.	Exigences relatives aux réunions.....	108
5.8.2.	Réunions de lancement.....	119
5.8.3.	Audits et examens techniques.....	119
5.9.	AUDIT DE LA CONFIGURATION FONCTIONNELLE ET VÉRIFICATION DE LA CONFIGURATION PHYSIQUE (ACF/VCP).....	1240
5.9.1.	Réunion d'examen de l'avancement des travaux (REAT)	1344
5.10.	LEXIQUE.....	1344
6.	INGÉNIERIE	1344
6.1.	GESTIONNAIRE DE L'INGÉNIERIE DES SYSTÈMES	1412

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance (SDID)
 Annexe A – Énoncé des travaux (Acquisition)

6.2.	PLAN DE GESTION DE L'INGÉNIERIE DES SYSTÈMES.....	1412
6.3.	SPÉCIFICATIONS RELATIVES À L'ÉQUIPEMENT ET À L'INTERFACE	1412
6.4.	DOCUMENT DESCRIPTIF DES VERSIONS LOGICIELLES (DDVL).....	1412
6.5.	ESSAI ET ÉVALUATION DU SDID	1412
6.5.1.	Plan directeur d'essai et d'évaluation (PDEE).....	1412
6.5.2.	Rapport de vérification de traçabilité	1412
6.5.3.	Critères d'acceptation de vérification	1412
6.5.4.	Essais de qualification	1513
6.5.5.	Essai de réception du système (ERS)	1614
6.5.6.	Essai de premier article (EPA)	1614
6.6.	DOSSIER DE DONNÉES TECHNIQUES (TDP).....	1715
6.7.	PROPOSITION DE MODIFICATION TECHNIQUE (PMT).....	1715
6.8.	AVIS DE MODIFICATION DES SPÉCIFICATIONS (AMS).....	1816
6.9.	GESTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ (ESS).....	1816
6.9.1.	Gestion des documents.....	1817
6.9.2.	Évaluation de l'environnement, de la santé et de la sécurité (EESS)	1917
6.9.3.	Produits contrôlés	1917
6.9.3.1.	Définition des produits contrôlés.....	1917
6.9.3.2.	Liste des produits contrôlés.....	1917
6.9.3.3.	Restrictions relatives aux matières dangereuses.....	1917
6.9.4.	Composants réglementés	2018
6.9.4.1.	Batteries au lithium.....	2018
6.9.4.2.	Rayonnement non ionisant.....	2018
7.	SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ.....	2119
7.1.	PROGRAMME DE SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ.....	2119
7.1.1.	Gestionnaire du programme de soutien logistique intégré (GSLI)	2119
7.1.2.	Plan de soutien logistique intégré (PSLI)	2119
7.1.3.	Réunions d'examen du soutien logistique intégré et groupes de travail	2119
7.2.	STRUCTURE DE RÉPARTITION DE L'ÉQUIPEMENT (SRE)	2119
7.3.	ÉLÉMENTS DE CONFIGURATION	2119
7.4.	RAPPORT DE DOCUMENTATION SUR L'ÉTAT DE LA CONFIGURATION.....	2220
7.5.	PLAN D'ENTRETIEN.....	2220
7.6.	DONNÉES SUR LA FIABILITÉ ET LA MAINTENABILITÉ (FEM)	2220
7.7.	REGISTRE DES NUMÉROS DE SÉRIE	2220
7.8.	DEMANDE DE NOMENCLATURE – DÉSIGNATION DU TYPE	2220
7.9.	MARQUAGE ET ÉTIQUETAGE.....	2321
7.9.1.	Renseignements généraux.....	2321
7.9.2.	Dessin des plaques signalétiques de l'équipement.....	2321
7.9.3.	Liste d'identification unique et de normalisation du marquage du matériel (données des plaques signalétiques de l'équipement).....	2321
7.10.	EMBALLAGE ET MANUTENTION	2321
7.10.1.	Renseignements généraux.....	2321
7.10.2.	Données d'emballage.....	2422
7.11.	SOUTIEN À L'APPROVISIONNEMENT.....	2422
7.11.1.	Réunion d'approvisionnement initial (RAI)	2422
7.11.2.	Documents d'approvisionnement	2422
7.11.3.	Documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement (DTSRA).....	2422
7.12.	AVIS RELATIFS À L'ÉQUIPEMENT	2523
7.13.	AVIS DE CHANGEMENT DU MATÉRIEL (ACM) OU D'OBSOLESCENCE	2523
7.14.	DESSINS TECHNIQUES ET LISTES CONNEXES.....	2523
7.15.	PUBLICATIONS TECHNIQUES	2523
7.16.	AVIS DE RÉVISION (ADR).....	2624
7.17.	FORMATION	2624

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
d'identification à distance (SDID)
Annexe A – Énoncé des travaux (Acquisition)

7.17.1.	<i>Programme de formation</i>	26 24
7.17.2.	<i>Groupe de travail sur l'élaboration de la formation (GTEF)</i>	27 25
7.17.3.	<i>Élaboration des cours</i>	27 25
7.17.4.	<i>Validation des cours pilotes</i>	27 25
7.17.5.	<i>Formation des membres du cadre initial d'instructeurs</i>	28 25
7.17.6.	<i>Soutien pour l'instruction continue</i>	29 27
8.	ASSURANCE QUALITÉ	29 27
8.1.	SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ (SGQ).....	29 27
8.2.	PLAN D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ (PAQ).....	30 27
8.3.	INSPECTIONS ET VÉRIFICATIONS D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ.....	30 28
8.4.	REPRÉSENTANT DE L'ASSURANCE DE LA QUALITÉ (RAQ) DU MDN.....	30 28
8.5.	CONSERVATION DES DOSSIERS SUR LA QUALITÉ.....	30 28
9.	GESTION DES DONNÉES	30 28
9.1.	FORMAT DES DONNÉES.....	30 28
9.2.	DOCUMENTS IMPRIMÉS.....	30 28
9.3.	COPIES ÉLECTRONIQUES.....	30 28
10.	PRODUITS LIVRABLES	31 29
10.1.	LIVRAISONS DU SDID.....	31 29
10.2.	LIVRAISONS DE DONNÉES.....	31 29
10.3.	JALONS DE LA LIVRAISON DES DONNÉES.....	31 29
10.4.	RÉUNION DE LANCEMENT DE LA PHASE DE MATURATION ET EXAMEN DES EXIGENCES DU SYSTÈME (EES).....	32 30
10.4.1.	<i>But</i>	32 30
10.4.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	32 30
10.5.	GROUPE DE TRAVAIL SUR LE SLI (GTSLI 1).....	32 30
10.5.1.	<i>But</i>	32 30
10.5.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	32 30
10.6.	RÉUNION D'ORIENTATION SUR L'APPROVISIONNEMENT INITIAL (ROAI).....	33 30
10.6.1.	<i>But</i>	33 30
10.6.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	33 31
10.7.	RÉUNION D'EXAMEN DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX (REAT).....	33 31
10.7.1.	<i>But</i>	33 31
10.7.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	33 31
10.8.	EXAMEN DE CONCEPTION PRÉLIMINAIRE.....	33 31
10.8.1.	<i>But</i>	33 31
10.8.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	33 31
10.9.	REVUE CRITIQUE DE DÉFINITION (RCD).....	34 31
10.9.1.	<i>But</i>	34 32
10.9.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	34 32
10.10.	REVUE D'APTITUDE À L'ESSAI 1 (RAE 1).....	34 32
10.10.1.	<i>But</i>	34 32
10.10.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	34 32
10.11.	EXAMEN DE VÉRIFICATION DES SYSTÈMES 1 (EVS 1).....	35 32
10.11.1.	<i>But</i>	35 32
10.11.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	35 33
10.12.	RÉUNION D'APPROVISIONNEMENT INITIAL (RAI).....	35 33
10.12.1.	<i>But</i>	35 33
10.12.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	35 33
10.13.	REVUE D'APTITUDE À L'ESSAI 2 (RAE 2).....	35 33
10.13.1.	<i>But</i>	35 33
10.13.2.	<i>Produits de données à livrer</i>	36 33

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance (SDID)
 Annexe A – Énoncé des travaux (Acquisition)

10.14.	EXAMEN DE VÉRIFICATION DES SYSTÈMES 2 (EVS 2).....	3634
10.14.1.	But	3634
10.14.2.	Produits de données à livrer	3634
10.15.	EXAMEN DE VÉRIFICATION DES SYSTÈMES 3 (EVS 3).....	3634
10.15.1.	But	3634
10.15.2.	Produits de données à livrer	3634
10.16.	AUDIT DE LA CONFIGURATION FONCTIONNELLE (ACF)	3634
10.16.1.	But	3634
10.16.2.	Produits de données à livrer	3734
10.17.	VÉRIFICATION DE LA CONFIGURATION PHYSIQUE 1 (VCP 1).....	3734
10.17.1.	But	3734
10.17.2.	Produits de données à livrer	3735
10.18.	RÉUNION DE LANCEMENT DE LA PRODUCTION (RL 2)	3735
10.18.1.	But	3735
10.18.2.	Produits de données à livrer	3835
10.19.	GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉLABORATION DE LA FORMATION (GTEF)	3835
10.19.1.	But	3835
10.19.2.	Produits de données à livrer	3835
10.20.	EXAMEN D'ESSAI DE PREMIER ARTICLE (EEPA)	3836
10.20.1.	But	3836
10.20.2.	Produits de données à livrer	3936
10.21.	VÉRIFICATION DE LA CONFIGURATION PHYSIQUE 2 (VCP 2).....	3936
10.21.1.	But	3936
10.21.2.	Produits de données à livrer	3936

1. INTRODUCTION

1.1. Portée

L'énoncé des travaux (EDT) décrit les tâches et les produits livrables qu'on exige de l'entrepreneur afin de développer, de construire et de soutenir le système de détection et d'identification à distance (SDID) conformément à la spécification des exigences du système.

1.2. Renseignements généraux

Les Forces armées canadiennes (FAC) doivent pouvoir poursuivre leurs opérations malgré la menace ou la présence de dangers chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires (CBRN). L'une des pierres angulaires de la posture de défense est un système d'avertissement efficace qui peut informer rapidement les soldats pour leur permettre de survivre et d'opérer sous la menace chimique en adoptant des mesures de protection.

Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) Valcartier a mis au point et a breveté un système passif d'interféromètre infrarouge à transformée de Fourier à double faisceau conçu pour la détection autonome des vapeurs chimiques, appelé modèle de mise au point technique (EDM) interféromètre de sondage atmosphérique compact (CATSI).

L'EDM du CATSI est la seule solution qui remplit les exigences des FAC en matière de détection et d'identification à distance.

1.3. But du projet

Le but du projet de SDID consiste à produire une version améliorée et renforcée de l'EDM du CATSI afin d'obtenir un modèle de production qui correspond aux exigences opérationnelles des scénarios militaires. L'EDT est fondé sur les leçons tirées relativement au prototype d'études du CATSI ainsi que sur les attentes relatives aux technologies actuelles.

Le SDID doit permettre de détecter, d'identifier et de surveiller les agents de guerre chimique (CWA) en suspension dans l'air et les produits chimiques industriels toxiques (PCIT) à une distance d'au moins cinq kilomètres.

Le SDID, qui sera commandé directement ou à distance, pourra :

- balayer sur 360 degrés en azimut au-dessus et en dessous de l'horizon;
- détecter et identifier les AGC et les PCIT en suspension dans l'air;
- montrer les menaces au moyen d'un système de visualisation cartographique;
- produire des rapports d'événement conformément à la publication ATP-45;
- calculer la distance, les dimensions et le mouvement des menaces si au moins deux systèmes sont mis en réseau.

2. ADMINISTRATION

2.1. Glossaire et acronymes

Le glossaire des termes et des acronymes utilisés dans le présent EDT se trouve à l'appendice AE, Références, acronymes et glossaire.

2.2. Références

Les normes, les spécifications et les publications énumérées à l'appendice AE s'appliquent dans la mesure précisée dans le présent EDT.

Tout document figurant à l'appendice AE qui n'est pas identifié de manière précise dans le texte du présent EDT doit être considéré comme une source de renseignements supplémentaires.

Dans l'éventualité où il y aurait divergence entre le texte du présent EDT et les références citées aux présentes, le texte de l'EDT aura préséance.

En cas de manque de cohérence de l'EDT, on devra communiquer avec le responsable technique (RT) pour obtenir des clarifications.

À moins d'indication contraire, la version ou la mise à jour des documents en vigueur dans le cadre de tout marché proposé sera celle en vigueur à la date de clôture de la demande de propositions (DP).

2.3. Matériel fourni par le gouvernement

On fournira les documents suivants à l'entrepreneur :

- a. Quantité 1 dossier de données techniques (TDP) sur l'EDM du CATSI;
- b. Quantité 1 Manuel d'exploitation sur l'EDM du CATSI;
- c. Quantité 1 Manuel d'entretien de l'EDM du CATSI;
- d. Logiciel d'analyse de détection et d'identification pour le CATSI;
- e. Formulaires du MDN :
 - i. DND 590 – Certificat de validation;
 - ii. DND 591 – Certificat de conformité;
 - iii. DND 642 – Certificat de texte reproductible;
 - iv. DND 675 – Demande d'exemption ou déviation;
 - v. DND 2515 – Certificat de l'exactitude de la traduction.

3. EXIGENCES GÉNÉRALES

3.1. Exigences obligatoires

Pour les besoins du présent EDT et des documents de référence, la terminologie suivante s'applique : « doit » indique que l'exigence est obligatoire, et « devrait » indique que l'exigence est souhaitable.

3.2. Aperçu du concept d'acquisition

La figure 1 présente un aperçu suggéré des tâches et des principaux jalons associés au SDID. Les tâches et les jalons sont expliqués dans les sections qui suivent la figure 1.

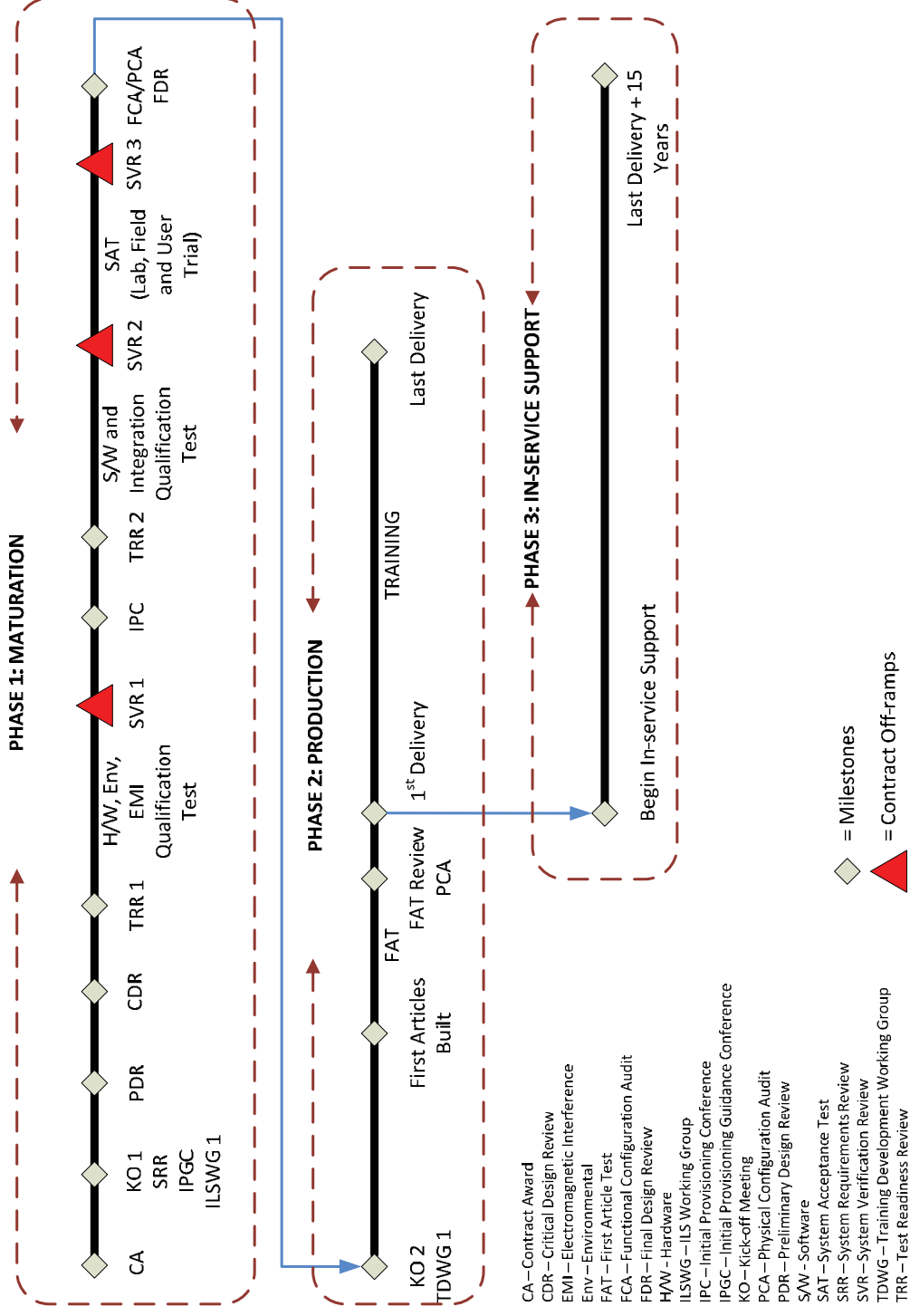


Figure 1 – Phases du projet de SDID

Source	Target
PHASE 1 MATURATION	Phase 1 – MATURATION
CA	AC
KO 1	RL 1
SRR	EES
IPGC	ROAI
ILSWG 1	GTSLI 1
PDR	ECP
CDR	ECC
TRR 1	RAE 1
H/W, Env	Essais de qualification relatifs au mat., à l'env. et aux EMI
EMI Qualification Test	EVS 1
SVR 1	RAI
IPC	RAE 2
TRR 2	Essais de qualification relatifs aux log. et à l'intégration
S/W and Integration Qualification Test	EVS 2
SVR2	EAS (laboratoire, terrain, utilisateurs)
SAT (Lab, field and User Trial)	EVS 3
SVR 3	ACF/VCP
FCA/PCA	EFC
FDR	
PHASE 2 PRODUCTION	Phase 2 – PRODUCTION
KO 2	RL 2
TDWG 1	GTEF 1
First Article Built	Conception des premiers articles
FAT	EPA
FAT Review PCA	Examen EPA
1 st Delivery	1 ^{re} livraison
TRAINING	FORMATION

Last Delivery	Dernière livraison
PHASE 3: IN-SERVICE SUPPORT	PHASE 3 : SOUTIEN EN SERVICE
Begin In-service Support	Début du soutien en service
Last Delivery +15 Years	Dernière livraison + 15 ans
Milestones	Jalons
Contract Off-ramps	Portes de sortie du contrat
CA – Contract Award	AC – Attribution du contrat
CDR – Critical Design Review	ECC – Examen critique de la conception
EMI – Electromagnetic Interference	EMI – Interférence électromagnétique
Env – Environmental	Env. – Environnement
FAT – First Article Test	EPA – Essai du premier article
FCA – Functional Configuration Audit	FCA – Audit de la configuration fonctionnelle
FDR – Final Design Review	EFC – Examen final de la conception
H/W – Hardware	Mat. – Matériel
ILSWG – ILS Working Group	GTSLI – Groupe de travail sur le soutien logistique intégré
IPC – Initial Provisioning Conference	RAI – Réunion d’approvisionnement initial
IPGC – Initial Provisioning Guidance Conference	ROAI – Réunion d’orientation sur l’approvisionnement initial
KO – Kick-off Meeting	RL – Réunion de lancement
PCA – Physical Configuration Audit	VCP – Audit de la configuration physique
PDR – Preliminary Design Review	ECP – Examen de conception préliminaire
S/W – Software	Log. – Logiciel
SAT – System Acceptance Text	EAS – Essai d’acceptation du système
SRR – System Requirements Review	EES – Examen des exigences du système
SVR – System Verification Review	EVS – Examen de vérification du système
TDWG – Training Development Working Group	GTEF – Groupe de travail sur l’élaboration de la formation
TRR – Test Readiness Review	RAE – Revue d’aptitude à l’essai

3.3. Aperçu du concept d'entretien et de soutien

Le concept d'entretien du SDID constitue une démarche « du premier échelon à l'entrepreneur » pour le soutien de l'entretien. Cela signifie que tout système ou sous-système du SDID nécessitant des travaux d'entretien autres que l'entretien par les opérateurs et l'entretien au premier échelon sera retourné à l'entrepreneur aux fins de réparation.

Les opérateurs et l'appui intégral effectueront des travaux simples d'entretien préventif et correctif qui ne nécessitent pas l'ouverture d'éléments remplaçables sur place (LRU) du SDID et l'utilisation d'outils spéciaux, comme un module de capteur ou un contrôleur automatique. Les articles qui nécessitent un entretien autre que ces simples travaux d'entretien correctif, l'ouverture de LRU, l'utilisation d'outils et d'équipement d'essai spécialisés ou des mises à niveau logicielles seront envoyés à l'entrepreneur aux fins de réparation.

Vous trouverez la description du concept d'entretien et de soutien à l'appendice AD du présent document.

4. FLUX DE TRAVAIL DU PROJET DE SDID

Le projet de SDID est divisé en trois étapes illustrées sur la figure 1. La séquence des événements est décrite ci-dessous.

À la phase 1 (maturation), l'entrepreneur doit concevoir et construire les prototypes de SDID, et développer le nouveau logiciel du SDID. L'entrepreneur doit réaliser une série d'essais de logiciel et de matériel afin de vérifier le renforcement et la fonctionnalité du SDID. Le MDN vérifiera les capacités du système en laboratoire et sur le terrain par rapport à l'EDM du CATSI. Selon le résultat des essais, le MDN décidera d'aller de l'avant ou non avec le projet.

À la phase 2 (production), l'entrepreneur doit fabriquer les premiers articles. L'entrepreneur doit réaliser les essais de premier article pour prouver que la chaîne de production donne des SDID reproductibles et que les articles de production ont les mêmes capacités que les prototypes du SDID.

La phase 3 est celle du soutien en service (SES). L'entrepreneur doit soutenir et entretenir le SDID conformément à l'annexe A (EDT de soutien en service), du Volume 3.

La figure 1 présente un flux de travail de projet qui montre les travaux devant être achevés avant les examens de vérification du MDN. La figure est fournie à titre de modèle pour aider l'entrepreneur à créer son calendrier principal de projet, qui comprend un flux de travail pour l'atteinte des mêmes objectifs.

4.1. Phase 1 – MATURATION

4.1.1. Portée

À la phase 1, l'entrepreneur doit concevoir, construire et mettre à l'essai les prototypes de SDID en se servant du TDP sur le CATSI comme guide de référence, de manière à

inclure toutes les exigences relatives au matériel et aux logiciels qui respectent la spécification des exigences du système.

4.1.2. Grandes lignes du flux de travail

L'entrepreneur doit respecter tous les jalons de la phase 1 suivants :

- a. Réunion de coup d'envoi de la phase 1 – dans le mois suivant l'attribution du contrat;
- b. Examen de conception préliminaire – trois mois après la date d'attribution du contrat;
- c. Examen critique de la conception – six mois après la date d'attribution du contrat;
- d. Examen de vérification des systèmes 1 (EVS1) – 12 mois après la date d'attribution du contrat;
- e. Examen de vérification des systèmes 2 (EVS2) – 18 mois après la date d'attribution du contrat;
- f. Audit de la configuration fonctionnelle et vérification de la configuration physique (ACF/VCP) – 21 mois après la date d'attribution du contrat.

4.1.3. Matériel livrable

Si la phase 1 est réussie, il n'y a pas de matériel livrable. L'entrepreneur doit remettre en état les prototypes du SDID durant la phase 2 de manière à respecter la référence de production (RP) finale et à livrer les prototypes en même temps que les 32 SDID.

En cas d'échec à l'étape 1, l'entrepreneur doit livrer au MDN tous les prototypes « tels quels ».

4.1.4. Produits de données à livrer

Durant la phase 1, l'entrepreneur doit préparer et soumettre les données de projet conformément aux listes des données essentielles au contrat (LDEC, appendice AB de l'annexe A) et aux descriptions des données (DD, appendice AC de l'annexe A).

Si le marché d'acquisition est résilié, l'entrepreneur doit fournir toutes les données techniques générées lors de la phase 1.

4.2. Phase 2 – PRODUCTION

4.2.1. Portée

À la phase 2, l'entrepreneur doit produire et livrer 32 SDID et donner la formation.

4.2.2. Grandes lignes du flux de travail

L'entrepreneur doit respecter tous les jalons de la phase 2 suivants :

- a. Essai de premier article – 24 mois après la date d'attribution du contrat;
- b. Livraison du premier SDID – 25 mois après la date d'attribution du contrat;
- c. Livraison du dernier SDID – 37 mois après la date d'attribution du contrat.

4.2.3. Matériel livrable

À la phase 2, l'entrepreneur doit livrer le matériel suivant :

- a. 32 SDID;
- b. Pièces de rechange et articles consommables.

4.2.4. Produits de données à livrer

À la phase 2, l'entrepreneur doit préparer et remettre les données de projet conformément aux LDEC et aux DD.

4.3. Phase 3 – SOUTIEN EN SERVICE

4.3.1. Portée

À la phase 3, l'entrepreneur doit fournir le soutien en service en vertu d'un contrat distinct, conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux de soutien en service, du Volume 3.

5. GESTION DE PROJET

5.1. Gestionnaire de projet

L'entrepreneur doit désigner, au sein de son organisation, un gestionnaire de projet (GP) ayant, pour tous les travaux requis en vertu du marché d'acquisition, les pouvoirs nécessaires pour planifier, organiser, diriger, coordonner, exécuter, surveiller, contrôler, assurer une gestion des ressources ordonnée, communiquer, ainsi que signaler et gérer les risques, y compris les risques en matière d'environnement, de santé et de sécurité (ESS).

Le GP est la personne-ressource qui assure la liaison entre l'entrepreneur, le RT et l'autorité contractante (AC) pour toutes les questions relatives au contrat.

Le GP doit diriger une équipe formée de personnel clé qui devrait garantir la réussite de la mise en œuvre du projet. L'équipe de projet doit au moins comporter les postes suivants :

- Un ingénieur principal (ou gestionnaire de l'ingénierie système);
- Un expert en optoélectronique;
- Un ingénieur logiciel principal;
- Un gestionnaire du soutien logistique intégré (SLI);
- Un ingénieur d'essais;
- Un ingénieur du soutien en service;
- Un gestionnaire de l'assurance de la qualité.

5.2. Plan de gestion de projet

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de gestion de projet (PGP) conformément à la **LDEC GP-101** et à la **DD GP-101**.

L'entrepreneur doit gérer les travaux associés au marché d'acquisition et à la transition au marché de SES conformément au PGP accepté. L'entrepreneur doit gérer tous les plans, sous-plans, programmes et systèmes de gestion contenus dans l'EDT conformément au

PGP accepté. L'entrepreneur doit coordonner les travaux du marché d'acquisition et du marché de SES afin de s'assurer que les résultats sont complémentaires et cohérents.

5.2.1. Évaluation et gestion des risques

L'entrepreneur doit produire un registre des risques afin de pouvoir évaluer et maîtriser les risques du projet et leur niveau, ainsi que les plans d'atténuation conformément au PGP approuvé. Le registre des risques doit être examiné par l'entrepreneur à l'occasion de chaque réunion d'examen de l'état d'avancement ou à la demande du RT.

L'entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité de la gestion des risques conformément au PGP accepté. L'entrepreneur doit inclure et gérer les risques identifiés par le Canada pendant la durée du contrat dans le processus de gestion des risques de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit tenir à jour et administrer le registre des risques dans lequel les risques sont classés par ordre d'importance, conformément au PGP accepté.

5.3. Calendrier principal de projet et structure de répartition du travail

L'entrepreneur doit préparer et fournir un calendrier principal de projet (CPP) et une structure de répartition du travail (SRT) conformément à la **LDEC GP-102** et à la **DD GP-102**.

L'entrepreneur doit se baser sur la SRT pour organiser, contrôler et déclarer les progrès des travaux prévus dans le contrat.

Avec l'accord du RT, l'entrepreneur doit définir le CPP lors de la réunion de coup d'envoi de chaque phase contractuelle.

L'entrepreneur doit effectuer le suivi des progrès réels par rapport au CPP de référence et en rendre compte chaque mois dans les rapports d'étape mensuels ou à la demande du RT.

5.4. Plan de gestion de la configuration

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de gestion de la configuration (PGC) conformément à la **LDEC GP-106** et à la **DD GP-106**.

L'entrepreneur doit maintenir l'intégrité du SDID et des éléments de SLI connexes pendant tout leur cycle de vie en contrôlant systématiquement les changements apportés aux éléments de configuration conformément au PGP accepté. L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément au PGC accepté. L'entrepreneur doit s'assurer que le PGC s'applique simultanément au marché d'acquisition et au marché de SES et qu'il reste le même pendant la période où les deux marchés sont en vigueur.

5.5. Demande de dérogation/Demande de renonciation

L'entrepreneur doit préparer et soumettre des demandes de dérogation et des demandes de renonciation, conformément à la **LDEC GP-108** et à la **DD GP-108**.

Une demande de dérogation décrit une dérogation à une exigence du contrat pour une période particulière et/ou un nombre donné d'unités.

Une demande de renonciation est destinée à obtenir l'autorisation de livrer des produits non conformes aux exigences prescrites dans la documentation, mais qui peuvent être utilisés « comme tels » ou après modification ou rattrapage.

5.6. Rapports d'étape mensuels

L'entrepreneur doit remettre un rapport d'étape mensuel conformément à la **LDEC GP-103** et à la **DD GP-103**.

5.7. Registre des mesures à prendre (RMP)

L'entrepreneur doit préparer et fournir un registre des mesures à prendre conformément à la **LDEC GP-104** et à la **DD GP-104**.

L'entrepreneur doit noter de manière chronologique dans le registre des mesures à prendre toutes les mesures à prendre qui découlent de discussions, de réunions, d'examens, de vérifications, de groupes de travail et de la correspondance entre les représentants autorisés du MDN et l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit prendre les mesures qui lui incombent avant la date convenue.

Le RT et l'entrepreneur doivent convenir que la mesure a été entièrement appliquée avant de l'annoter comme étant « prise » ou « achevée ».

5.8. Réunions, audits et examens techniques

5.8.1. Exigences relatives aux réunions

L'entrepreneur doit organiser et diriger les réunions, les audits, les examens techniques et les groupes de travail exigés dans le présent EDT.

Pour chaque réunion, audit et examen technique, l'entrepreneur doit s'assurer des choses suivantes :

- a. **Préparation.** L'entrepreneur doit s'assurer que les données, le personnel et les installations nécessaires sont disponibles pour chaque réunion.
- b. **Représentation.** Les personnes qui représentent l'entrepreneur aux réunions doivent avoir les compétences et les connaissances nécessaires pour aborder les questions à l'ordre du jour.
S'il y a lieu, il faut augmenter le nombre de représentants pour les réunions qui se tiennent simultanément, comme les réunions du groupe de travail sur le SLI.
- c. **Installations.** L'entrepreneur doit s'assurer que la salle de réunion est suffisamment grande pour accueillir les participants et qu'elle détient le niveau de sécurité approprié.
Les réunions peuvent avoir lieu dans les locaux de l'entrepreneur, du sous-traitant ou du MDN, à la discrétion du RT.
On doit faire appel à la vidéoconférence ou à la téléconférence, dans la mesure du possible.
- d. **Présidence.** Le RT ou son représentant autorisé présidera les réunions, à moins d'avis contraire.
- e. **Autorité.** Le GP de l'entrepreneur ou son représentant désigné doit assister à toutes les réunions.
- f. **Ordres du jour.** L'entrepreneur doit préparer et soumettre un ordre du jour pour chaque réunion, conformément à la **LDEC GP-105** et à la

- DD GP-105.** Dans la mesure du possible, l'entrepreneur doit s'organiser pour que les réunions et les visites de site soient combinées.
- g. **Documents de réunion.** L'entrepreneur doit préparer les documents de réunion (présentations, rapports, documents, transparents et autres documents à présenter) et les distribuer aux participants, conformément à la **LDEC GP-105** et à la **DD GP-105**.
- h. **Procès-verbaux.** L'entrepreneur doit dresser le procès-verbal et le remettre au RT conformément à la **LDEC GP-105** et à la **DD GP-105**.

Vous trouverez la liste des produits de données de suivi à livrer pour chaque réunion d'examen à la section 10 du présent document.

5.8.2. Réunions de lancement

Pour amorcer la phase de maturation, l'entrepreneur doit animer une réunion de lancement de maturation (RL 1) dans ses locaux, et ce, dans les 15 jours suivant l'attribution du contrat.

Pour amorcer la phase de production, l'entrepreneur doit animer une réunion de lancement de production (RL 2) dans ses locaux, et ce, dans les 15 jours suivant la réception de l'approbation.

L'entrepreneur doit notamment inscrire les points suivants à l'ordre du jour des réunions de lancement :

- a. Phases du projet;
- b. Gestion du projet;
- c. Gestion des risques;
- d. Gestion de la configuration;
- e. Calendrier et jalons;
- f. Spécification des exigences du système;
- g. Soutien logistique intégré;
- h. Formation;
- i. Matériel et produits de données à livrer.

5.8.3. Audits et examens techniques

L'entrepreneur doit organiser des audits et des examens techniques en prenant comme référence la norme MIL-STD-1521. L'entrepreneur doit organiser et animer des réunions d'examen technique selon les besoins. Les examens techniques suivants doivent être menés, au minimum, avant la livraison de l'équipement, conformément à la figure 1, afin de s'assurer que l'ensemble du système respecte les exigences contractuelles en matière de rendement :

Examen des exigences relatives au système (EES) : L'examen des exigences relatives au système consiste à vérifier que les exigences relatives au système ont été traitées et comprises correctement, à recenser les articles qui doivent être conçus ou modifiés, et à confirmer la pertinence des stratégies de soutien du cycle de vie, d'essai et d'évaluation. Cet examen sera effectué lors de la réunion de lancement.

Examen de conception préliminaire (ECP) : L'examen de conception préliminaire consiste à évaluer l'état d'avancement, la pertinence technique, la conformité générale avec les exigences et l'élimination des risques de l'approche de conception choisie.

Revue critique de définition (RCD) : La revue critique de définition consiste à évaluer la conception par rapport aux exigences détaillées au terme de la conception détaillée. Elle a pour but de déterminer si la conception définitive remplit les exigences physiques.

Revue d'aptitude à l'essai (RAE) : La revue d'aptitude à l'essai consiste à examiner les procédures d'essai de qualification qui seront utilisées pour vérifier la conception des prototypes par rapport aux exigences, s'assurer que le matériel d'essai est disponible et que les installations d'essai sont choisies. Les éventuelles mises à jour concernant l'essai officiel accepté et le document d'évaluation sont présentées. On examine aussi les résultats des essais techniques informels déjà réalisés à titre de référence en vue des essais officiels par l'entrepreneur.

Examen de vérification des systèmes (EVS) : L'examen de vérification des systèmes consiste à examiner les résultats des essais de qualification et d'acceptation des systèmes. Le RT décide si l'on va ou non de l'avant avec le projet après chaque EVS en fonction des résultats des examens.

Audit de la configuration fonctionnelle (ACF) : L'audit de la configuration fonctionnelle est un audit officiel visant à confirmer que les éléments de configuration (EC) ont été réalisés de manière satisfaisante et selon les caractéristiques de rendement et les caractéristiques fonctionnelles énoncées dans la spécification des exigences du système.

Vérification de la configuration physique (VCP) : La vérification de la configuration physique constitue l'examen officiel de l'article fini en regard de la documentation de conception afin d'établir une référence de production (RP). Au terme de la VCP, tout changement ultérieur à la référence de production doit être traité au moyen d'une proposition de modification technique (PMT).

Lors de la réunion de lancement, l'entrepreneur doit déterminer, en collaboration avec les représentants autorisés du MDN, les produits préalables et subséquents nécessaires pour chacune de ces réunions.

L'entrepreneur doit résoudre toute divergence cernée lors de la réalisation de ces examens techniques, à moins que le RT y renonce expressément.

5.9. Audit de la configuration fonctionnelle et vérification de la configuration physique (ACF/VCP)

L'entrepreneur doit organiser les réunions d'audit de la configuration fonctionnelle et de vérification de la configuration physique après la réussite de l'EVS 3. L'entrepreneur doit préparer l'ordre du jour des réunions d'audit de la configuration fonctionnelle et de vérification de la configuration physique pour chaque audit. Le MDN préparera les listes

de vérification d'audit de la configuration fonctionnelle et de vérification de la configuration physique, qui seront fournies à titre d'information à l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit remettre l'ordre du jour des réunions d'audit de la configuration fonctionnelle et de vérification de la configuration physique après chaque audit ou vérification, et fournir un registre des mesures à prendre.

Le MDN produira des rapports de non-conformité pendant l'audit de la configuration fonctionnelle et la vérification de la configuration physique. L'entrepreneur doit régler tous les problèmes de non-conformité avant que le MDN accepte le SDID et autorise la production complète.

5.9.1. Réunion d'examen de l'avancement des travaux (REAT)

L'entrepreneur doit convoquer la première réunion d'examen de l'avancement des travaux dans les trois (3) mois suivant la réunion de lancement (RL 1), et les réunions subséquentes au moins à une fréquence trimestrielle, afin de rendre officiellement compte de l'état d'avancement au Canada. Toutes les REAT doivent être tenues dans les locaux de l'entrepreneur, à moins que l'entrepreneur et le Canada s'entendent sur un autre endroit. Toutes les REAT seront coprésidées par l'entrepreneur et l'autorité contractante. Le Canada peut inviter du personnel non gouvernemental à ces réunions. Il peut notamment s'agir d'experts-conseils et d'autres entrepreneurs qui fournissent des services de soutien au Canada. L'entrepreneur doit tenir des REAT non planifiées, d'un commun accord et en collaboration avec l'autorité contractante pour se pencher sur des problèmes particuliers, prendre des décisions ou évaluer l'état d'avancement de différents éléments contractuels.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un ordre du jour et un procès-verbal pour chaque REAT, conformément à la **LDEC GP-105** et à la **DD GP-105**.

5.10. Lexique

L'entrepreneur doit établir et tenir à jour un lexique conformément à la **LDEC GP-107** et à la **DD GP-107**. Le lexique doit établir, en français et en anglais, la terminologie du SDID qui devra être utilisée dans tous les autres documents.

Les références approuvées par le MDN pour le choix de termes bilingues au Canada sont les suivantes :

- a. TERMIUM® : <http://termium.gc.ca/>;
- b. Ernst, Dictionnaire général de la technique industrielle
- c. Canadian Oxford Dictionary (anglais)
- d. Dictionnaire Le Petit Robert (français)

6. INGÉNIERIE

La présente section décrit les exigences relatives aux travaux de systémique que l'entrepreneur doit réaliser. L'entrepreneur est responsable de la conception, de la systémique et de l'intégration de l'ensemble du système afin de garantir que tous les sous-systèmes, une fois assemblés et fonctionnant en tant qu'un seul système, respectent les exigences globales de la spécification des exigences du système.

6.1. Gestionnaire de l'ingénierie des systèmes

L'entrepreneur doit nommer un gestionnaire de l'ingénierie des systèmes (GIS) ou un ingénieur principal responsable de la gestion de tous les travaux requis en vertu du programme technique pour toutes les phases du marché d'acquisition.

6.2. Plan de gestion de l'ingénierie des systèmes

L'entrepreneur doit préparer, soumettre et exécuter un plan de gestion de l'ingénierie des systèmes (PGIS) conformément à la **LDEC IS-301** et à la **DD IS-301**.

L'entrepreneur doit utiliser le PGIS accepté pour diriger le programme d'ingénierie des systèmes durant l'exécution du contrat.

6.3. Spécifications relatives à l'équipement et à l'interface

L'entrepreneur doit préparer et fournir les spécifications relatives à l'équipement du SDID conformément à la **LDEC IS-313** et à la **DD IS-313**.

L'entrepreneur doit préparer et fournir un document de contrôle des interfaces (DCI) du SDID conformément à la **LDEC IS-314** et à la **DD IS-314**.

6.4. Document descriptif des versions logicielles (DDVL)

L'entrepreneur doit préparer un document descriptif des versions logicielles conformément à la **LDEC IS-306** et à la **IS-306** pour tous les éléments de configuration logicielle (ECL).

6.5. Essai et évaluation du SDID

L'entrepreneur doit établir, mettre en œuvre et gérer un programme de vérification conforme aux exigences du présent EDT.

6.5.1. Plan directeur d'essai et d'évaluation (PDEE)

L'entrepreneur doit préparer, soumettre et exécuter un PDEE conformément à la **LDEC IS-302** et à la **DD IS-302**.

L'entrepreneur doit utiliser le PDEE accepté pour diriger le programme d'essais durant l'exécution du contrat.

6.5.2. Rapport de vérification de traçabilité

L'entrepreneur doit produire un rapport de vérification de traçabilité à partir de la spécification des exigences du système conformément à la **LDEC IS-312** et à la **DD IS-312**.

6.5.3. Critères d'acceptation de vérification

L'entrepreneur doit effectuer tous les essais indiqués plus bas et fournir les rapports d'essai au RT. Le RT acceptera, acceptera de manière conditionnelle ou rejettera les résultats des essais :

- a. Pour être admis, l'essai doit être mené conformément à la procédure d'essai convenue, et les résultats signalés doivent répondre aux critères de passage énoncés dans les procédures d'essai approuvées.
- b. Une acceptation conditionnelle signifie que les résultats peuvent être considérés comme ayant répondu aux critères de passage si les mesures correctives précisées par l'entrepreneur sont prises.

L'entrepreneur doit entrer dans le registre des mesures à prendre toutes les mesures qui doivent être adoptées, et il doit avoir réglé toutes ces dernières avant de pouvoir obtenir l'acceptation définitive. Le RT peut exiger des essais de régression pour s'assurer que les mesures à prendre ont été réglées.

- c. Si l'essai a été mené conformément à la procédure d'essai convenue, et que l'unité n'a pas répondu aux critères de passage énoncés dans la procédure d'essai, les résultats d'essai seront rejetés. L'entrepreneur doit procéder à une analyse des défaillances afin de déterminer la cause de la défaillance et de prendre des mesures correctives. L'essai doit être répété conformément à la procédure d'essai approuvée, et l'unité à l'essai doit répondre aux critères de passage. L'entrepreneur doit entrer l'incident dans le registre des mesures à prendre et le régler avant que le RT accepte les résultats de l'essai.

6.5.4. Essais de qualification

Les essais de qualification sont effectués sur les prototypes de SDID pour s'assurer que le SDID est conforme à la spécification des exigences du système.

L'entrepreneur doit effectuer tous les essais et toutes les démonstrations, inspections et analyses pour vérifier chaque exigence de la spécification des exigences du système conformément au tableau des références croisées de vérification; ce tableau se trouve à la section 4 de la spécification des exigences du système.

Les essais de qualification doivent être effectués en deux phases :

- a. Les essais concernant le matériel et le renforcement pour vérifier les éléments matériels du système, ainsi que l'ingénierie environnementale et les effets électromagnétiques environnementaux. L'entrepreneur doit présenter les résultats de cette série d'essais lors de l'EVS1;
- b. Les essais concernant les logiciels et le réseautage pour vérifier les logiciels du système et la capacité de réseautage. L'entrepreneur doit présenter les résultats de cette série d'essais lors de l'EVS2.

Avant de procéder aux essais, l'entrepreneur doit préparer et soumettre des procédures d'essai de qualification (PEQ) aux fins d'approbation par le RT, conformément à la **LDEC IS-303** et à la **DD IS-303**, et effectuer chaque essai, démonstration, inspection et analyse en suivant les PEQ approuvées.

L'entrepreneur doit aviser officiellement le RT au moins 20 jours ouvrables avant chaque essai ou groupe d'essais.

L'entrepreneur doit permettre au RT, à ses représentants et à des experts techniques choisis par le RT d'assister à tous les essais et à toutes les évaluations, y compris les essais et les évaluations qui sont effectués dans une installation indépendante.

Au terme de chaque phase d'essais, l'entrepreneur doit préparer et remettre un rapport d'essai de qualification (REQ) aux fins d'approbation par le RT, conformément à la

LDEC IS-304 et à la **DD IS-304** en vue de la présentation à chaque examen de vérification des systèmes pertinent.

6.5.5. Essai de réception du système (ERS)

Si l'EVS 2 est réussi, le MDN organisera et effectuera un essai de réception du système sur les prototypes du SDID. L'essai de réception du système se fait en deux parties : 1) un essai en laboratoire pour déterminer le rendement de détection et d'identification de composés chimiques des prototypes de SDID conçus et construits par l'entrepreneur, et 2) un essai auprès d'utilisateurs pour comparer le rendement de détection et d'identification des prototypes de SDID conçus et construits par l'entrepreneur et l'EDM du CATSI du MDN sur le terrain, à une distance de détection maximale de 5 km.

Les essais de réception du système auront lieu à RDDC-Valcartier, dans la ville de Québec.

Les prototypes du SDID seront soumis à des vérifications de détection et d'identification en laboratoire. On utilisera des agents de guerre chimique véritables et des simulateurs d'agents.

L'entrepreneur doit se servir des résultats des essais en laboratoire pour optimiser les paramètres des algorithmes du logiciel de détection et d'identification du SDID et apporter tout autre réglage au matériel et aux dispositifs optiques avant d'entreprendre les essais sur le terrain et les essais auprès des utilisateurs de l'essai de réception du système.

L'entrepreneur doit fournir au moins deux prototypes de SDID pour garantir les capacités de réseau et de télémétrie, de l'équipement de soutien, et des opérateurs et du personnel de soutien qui utiliseront les prototypes de SDID.

L'entrepreneur doit aviser le RT au moins deux mois à l'avance si l'essai de réception du système doit être reporté.

Le RT fournira le document sur les procédures d'essai de réception du système à l'entrepreneur au moins 30 jours ouvrables avant l'essai de réception du système.

Le RT présentera le rapport sur l'essai de réception du système à l'occasion de l'EVS 3.

L'entrepreneur doit fournir ses commentaires sur le rapport d'essai de réception du système dans les 15 jours ouvrables suivant la réception du rapport.

6.5.6. Essai de premier article (EPA)

Une fois que le premier SDID est fabriqué, l'entrepreneur doit le soumettre à un essai de premier article. L'EPA est un sous-ensemble des essais de qualification effectués pour vérifier que les SDID finis sont conformes à la spécification des exigences du système.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre une procédure d'essai de premier article (PEPA) conformément à la **LDEC IS-310** et à la **DD IS-303**.

L'entrepreneur doit organiser et effectuer l'essai de premier article sur la première unité de production de SDID, conformément au plan directeur d'essai et d'évaluation et à la procédure d'essai de premier article approuvés.

L'entrepreneur doit aviser officiellement le RT au moins 20 jours ouvrables avant chaque essai ou groupe d'essais.

L'entrepreneur doit permettre au RT, à ses représentants et à des experts techniques choisis par le RT d'assister à tous les essais et à toutes les évaluations, y compris les essais et les évaluations qui sont effectués dans une installation indépendante.

L'entrepreneur doit enregistrer toutes les évaluations d'essai de premier article et fournir un rapport d'essai de premier article (REPA) conformément à la **LDEC IS-311** et à la **DD IS-304**. Les résultats de l'essai de premier article seront examinés lors de la réunion d'essai de premier article, avant la vérification de la configuration physique de la phase de production.

6.6. Dossier de données techniques (TDP)

Le TDP comprend les données techniques requises pour produire, entretenir, modifier, mettre à l'essai, homologuer, calibrer et identifier le matériel pour tous les éléments finaux. Il sert à appuyer les activités d'ingénierie, de production et de soutien en service. Le TDP comprend les éléments suivants :

- a. Dessins techniques et listes connexes;
 - i. Dessins de conception;
 - ii. Dessins d'assemblage;
 - iii. Procédures d'assemblage;
 - iv. Outils et équipement d'essai spécialisés;
- b. Spécifications relatives au matériel et aux logiciels;
- c. Documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement;
- d. Procédures d'essai;
- e. Procédures de contrôle de la qualité et d'inspection;
- f. Procédures de réalignement optique;
- g. Manuels d'utilisation et d'entretien, guides de l'utilisateur et listes de trousse.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un dossier de données techniques conformément à la **LDEC IS-307** et à la **DD IS-307**. Il faut procéder à la révision de la documentation existante et, s'il y a lieu, à l'élaboration et à la publication de nouveaux dessins afin de consigner les modifications apportées à la conception pour qu'elle corresponde au SDID.

6.7. Proposition de modification technique (PMT)

L'entrepreneur doit préparer et soumettre, s'il y a lieu, une proposition de modification technique conformément à la **LDEC IS-308** et à la **DD IS-308**.

Pour chaque proposition de modification technique de catégorie I qui implique la modification de l'ajustement, de la forme, de la fonction ou des limites de rendement de la composante ou du système concerné, l'entrepreneur doit soumettre une analyse d'incidence sur le coût, le calendrier, le SLI, les produits livrables du projet et l'ESS aux fins d'approbation par le RT.

Les propositions de modification technique de catégorie II qui n'impliquent pas la modification de l'ajustement, de la forme, de la fonction ou des limites de rendement précisées n'ont pas besoin d'être approuvées par le RT. Il faut toutefois fournir l'analyse à titre d'information.

Si le RT juge qu'une modification technique a une incidence sur la capacité du système à respecter la spécification des exigences du système, le RT se réserve le droit :

- a. de demander la réalisation d'essais de régression;
- b. d'évaluer l'incidence de la dernière modification apportée à la référence de production.

6.8. Avis de modification des spécifications (AMS)

Chaque fois que l'entrepreneur apporte des modifications à un document livrable, il doit préparer et fournir un avis de modification des spécifications conformément à la **LDEC IS-309** et à la **DD IS-309** pour décrire les modifications.

6.9. Gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité (ESS)

L'entrepreneur doit mettre en œuvre et maintenir un système de gestion de l'ESS afin de contrôler les répercussions sur l'ESS découlant de ses activités, produits ou services à l'appui du marché d'acquisition.

Il doit avoir mis en place des procédures et des mesures de contrôle officielles qui lui permettent de se conformer aux exigences des présents travaux, et de s'assurer de protéger l'environnement, la santé et la sécurité, en plus de prévenir la pollution. La norme ISO 14001 (Systèmes de management environnemental – Exigences et lignes directrices pour son utilisation) est une référence pour un système de gestion de l'environnement efficace applicable à tous les types et à toutes les tailles d'organismes. L'obtention d'une certification pour cette norme est préférable, mais n'est pas exigée.

Les aspects relatifs à l'ESS seront intégrés au processus de prise de décision concernant des travaux exécutés en vertu du marché d'acquisition et seront consignés.

L'entrepreneur doit veiller à ce que les spécifications, les normes, les documents justificatifs, les programmes de formation, les programmes d'essai et les instructions relatives à l'élimination fassent l'objet d'un examen de la conformité aux exigences en matière d'ESS, et à ce que des instructions et des avertissements appropriés en matière d'ESS en rapport direct avec les risques concernant l'ESS soient présentés dans le contenu.

L'entrepreneur doit intégrer les avertissements relatifs à l'ESS et les instructions en lien direct avec les risques relatifs à l'ESS présentés dans le contenu des documents d'appui nouveaux ou modifiés, comme les instructions techniques des Forces canadiennes (ITFC).

Le RT aura le droit d'effectuer les vérifications et les essais des processus et procédures et de l'infrastructure relativement au système de gestion de l'ESS, qu'il juge à propos.

6.9.1. Gestion des documents

L'entrepreneur doit tenir un registre précis et complet traitant de l'ESS qu'il présentera, sur demande, au RT ou au responsable de l'inspection.

L'entrepreneur doit fournir ses dossiers d'ESS à la demande officielle du RT, à tout moment durant l'exécution du marché d'acquisition et pendant une période subséquente de deux ans.

6.9.2. Évaluation de l'environnement, de la santé et de la sécurité (EESS)

L'entrepreneur doit préparer et soumettre à l'approbation du RT une évaluation de l'ESS conformément à la **LDEC IS-305** et à la **DD IS-305**.

6.9.3. Produits contrôlés

6.9.3.1. Définition des produits contrôlés

Vous trouverez la définition des produits contrôlés à l'appendice AE (Références, acronymes et glossaire).

6.9.3.2. Liste des produits contrôlés

L'entrepreneur doit éviter d'utiliser des produits contrôlés dans le cadre des travaux réalisés en vertu du marché d'acquisition, dans la mesure du possible, et selon les indications des exigences réglementaires.

L'entrepreneur ne doit pas augmenter l'incidence des produits contrôlés sur l'ESS ou le nombre de produits contrôlés dans les modifications apportées à la configuration existante durant le soutien en service sans avoir obtenu l'autorisation du RT.

6.9.3.3. Restrictions relatives aux matières dangereuses

Les substances dangereuses précisées ci-après font l'objet des restrictions suivantes :

1. L'amiante et les biphényles polychlorés (BPC) ne doivent pas être utilisés lors de la conception, de l'utilisation ou de l'entretien du matériel ni dans les produits ou les services de soutien du SDID.
2. Le mercure et ses composés figurent sur la liste des substances toxiques de l'annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*. Par conséquent, l'entrepreneur doit respecter les exigences qui suivent :
 - a. Tous les biens vendus au MDN ne devraient pas contenir de mercure ou de ses composés, dans la mesure du possible sur le plan technique (c'est-à-dire que les exigences en matière d'ajustement, de forme et de fonctionnement sont respectées).
 - b. Chaque fois que des produits contenant du mercure ou de ses composés doivent être utilisés, l'entrepreneur doit présenter une déclaration indiquant qu'il n'est pas possible, sur le plan technique, d'utiliser des produits sans mercure et expliquer la raison de cette situation;
 - c. Lorsque des produits contenant du mercure ou de ses composés, sous quelque forme que ce soit, sont utilisés ou lorsque les tâches liées au fonctionnement ou à l'entretien nécessitent l'utilisation de mercure ou de ses composés, l'entrepreneur doit fournir au RT, sous forme de tableau, l'information suivante concernant chaque utilisation de mercure ou de ses composés :
 - i. Identification des produits contenant du mercure ou de ses composés;

- ii. Numéro de nomenclature OTAN des produits, si disponible;
 - iii. Description des produits;
 - iv. Fabricant de l'article ou de la pièce contenant du mercure ou de ses composés,
 - v. Numéro de pièce du fabricant de l'article ou de la pièce contenant du mercure ou de ses composés;
 - vi. Code OTAN des fabricants (NSCM) et code CAGE (Commercial and Government Entity Code) de l'article ou de la pièce contenant du mercure ou de ses composés;
 - vii. Description du mercure ou de ses composés de l'article ou de la pièce contenant du mercure ou de ses composés;
 - viii. Forme du mercure ou de ses composés (p. ex. liquide, gazeux, amalgame, halogénure métallique);
 - ix. Emplacement du mercure ou de ses composés sur ou dans l'article ou la pièce contenant du mercure ou de ses composés;
 - x. Quantité de mercure ou de ses composés;
 - xi. Fiche signalétique (FS) conforme à la **LDEC LI-529** et à la **DD LI-529**.
- d. L'entrepreneur a la responsabilité de veiller à ce que les produits qui contiennent du mercure ou de ses composés portent une étiquette à un endroit bien visible indiquant qu'ils contiennent du mercure ou de ses composés. L'étiquette doit être bilingue, c'est-à-dire en français et en anglais.

6.9.4. Composants réglementés

6.9.4.1. Batteries au lithium

Si on utilise des batteries au lithium ou à polymère de lithium, les procédures décrites dans la norme C-02-008-001/TS-000 Sécurité générale – Instructions sur la manutention, l'entreposage, la préservation et l'élimination des batteries au lithium doivent alors être respectées.

6.9.4.2. Rayonnement non ionisant

L'entrepreneur doit identifier et classer chaque source de rayonnement non ionisant qui fait partie du SDID, et fournir cette information au RT dans la trousse de documents de la réunion de lancement et la confirmer ensuite dans la trousse de documents de la revue critique de définition.

L'entrepreneur doit respecter les Limites d'exposition humaine à l'énergie électromagnétique radioélectrique dans la gamme de fréquences de 3 kHz à 300 GHz – Code de sécurité 6, l'ITFC C-55-040-001/TS-001, le Programme de sécurité des radiofréquences (voir les DOAD 3026-1 Protection contre le rayonnement radioélectrique). Les exigences de l'entrepreneur sont précisées dans la spécification des exigences du SDID (appendice AA de l'annexe A).

7. SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ

7.1. Programme de soutien logistique intégré

L'objectif du MDN, dans le cadre du programme de SLI de l'entrepreneur, est de s'assurer que l'entrepreneur offre le soutien logistique requis en vue de respecter les exigences opérationnelles du système.

L'entrepreneur doit élaborer, dans le cadre du marché d'acquisition, un programme de SLI pour la planification, le contrôle, la mise en œuvre et le maintien de la logistique nécessaire pour remplir les exigences du SDID pendant toute la durée du marché de SES.

7.1.1. Gestionnaire du programme de soutien logistique intégré (GSLI)

L'entrepreneur doit nommer un GSLI autorisé à planifier, exécuter et surveiller tous les travaux de SLI en vertu du marché d'acquisition.

Le GSLI de l'entrepreneur est le point de contact entre l'entrepreneur et le GSLI du MDN.

7.1.2. Plan de soutien logistique intégré (PSLI)

L'entrepreneur doit élaborer un PSLI et le soumettre au RT conformément à la **LDEC LI-501** et à la **DD LI-501**.

Le PSLI portera sur toutes les activités d'acquisition et de SLI et s'appliquera à ces activités. Cela comprend toutes les activités de soutien du produit initial. Le PSLI doit préciser les stratégies, les méthodes, les processus et l'organisation sur lesquels l'entrepreneur s'appuiera pour remplir les exigences en matière d'acquisition et de SES.

7.1.3. Réunions d'examen du soutien logistique intégré et groupes de travail

L'entrepreneur doit accueillir un groupe de travail sur le SLI (GTSLI) après la réunion de lancement de la phase de maturation. Cette réunion a pour but de coordonner les efforts de l'entrepreneur et du MDN en ce qui concerne le SLI.

L'entrepreneur doit organiser les réunions d'examen du SLI au besoin. Les réunions d'examen du SLI doivent être tenues à la suite des réunions d'examen de l'avancement des travaux.

Pour chaque réunion sur le SLI, l'entrepreneur doit préparer un ordre du jour et des documents de réunion, dresser un procès-verbal et mettre à jour le registre des mesures à prendre conformément au paragraphe 5.8.1 du présent EDT.

7.2. Structure de répartition de l'équipement (SRE)

L'entrepreneur doit préparer et fournir une structure de répartition de l'équipement du SDID conformément à la **LDEC LI-526** et à la **DD LI-526**.

L'entrepreneur doit soumettre une structure de répartition de l'équipement mise à jour lorsque des changements sont apportés à la configuration du système.

7.3. Éléments de configuration

Vous trouverez la définition d'« élément de configuration » à l'appendice AE.

L'entrepreneur doit sélectionner les éléments de configuration matérielle et logicielle pour le projet.

La liste des éléments de configuration matérielle et logicielle doit être approuvée par le RT.

Les éléments de configuration matérielle et logicielle doivent être indiqués dans la structure de répartition de l'équipement, les documents à l'appui de l'approvisionnement et le rapport de documentation sur l'état de la configuration (RDEC).

L'entrepreneur doit proposer des modifications et des mises à jour à la liste des éléments de configuration matérielle et logicielle pour qu'ils correspondent au concept de soutien élaboré dans le cadre du programme de SLI.

7.4. Rapport de documentation sur l'état de la configuration

L'entrepreneur doit mettre en place et maintenir un système de documentation sur l'état de la configuration.

L'entrepreneur doit préparer et fournir un rapport de documentation sur l'état de la configuration conformément à la **LDEC LI-527** et à la **DD LI-527**.

7.5. Plan d'entretien

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan d'entretien du SDID conformément à la **LDEC LI-502** et à la **DD LI-502** et au concept d'entretien et de soutien formulé à l'appendice AD de l'annexe A (Concept d'entretien et de soutien). Le plan d'entretien doit traiter des tâches et des activités d'entretien du matériel et des logiciels.

7.6. Données sur la fiabilité et la maintenabilité (FEM)

L'entrepreneur doit préparer et fournir les données sur la fiabilité et la maintenabilité du SDID conformément à la **LDEC LI-503** et à la **DD LI-503**.

Les travaux de l'entrepreneur doivent englober toutes les activités qui doivent être menées pour obtenir le rendement exigé en vertu de la spécification des exigences du système en matière de fiabilité, de maintenabilité, d'essais intégrés et de durée de vie.

7.7. Registre des numéros de série

L'entrepreneur doit établir et tenir à jour un registre de tous les renseignements liés à l'attribution de numéros de série et à la livraison du SDID conformément à la **LDEC LI-504** et à la **DD LI-504**.

L'entrepreneur doit fournir au RT une copie révisée du registre avec chaque expédition d'équipement et sur demande.

L'entrepreneur doit conserver le registre des numéros de série 36 mois après la fin du marché d'acquisition.

7.8. Demande de nomenclature – désignation du type

L'entrepreneur doit préparer et fournir une demande de nomenclature conformément à la **LDEC LI-505** et à la **DD LI-505** pour obtenir la désignation de Joint Electronic Type Designation Automated System (JETDAS).

7.9. Marquage et étiquetage

7.9.1. Renseignements généraux

L'entrepreneur doit étiqueter et identifier l'équipement, y compris tous les accessoires connexes et les outils et l'équipement d'essai spécialisés, conformément à la spécification D-02-002-001/SG-001 et aux données sur les plaques signalétiques de l'équipement approuvées par le MDN.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre les données de marquage pour le stockage et l'expédition conformément à la **LDEC LI-508** et à la **DD LI-508**.

L'entrepreneur doit apposer un code à barres permanent sur chacun des articles à identificateur unique à acheter et des éléments importants pour la maintenance conformément au document D-LM-008-002/SF-001.

7.9.2. Dessin des plaques signalétiques de l'équipement

L'entrepreneur doit préparer un dessin des plaques signalétiques de l'équipement conformément à la **LDEC LI-506** et à la **DD LI-506**.

L'entrepreneur doit organiser la fabrication des plaques signalétiques et les installer avant la livraison.

7.9.3. Liste d'identification unique et de normalisation du marquage du matériel (données des plaques signalétiques de l'équipement)

L'entrepreneur doit apposer un code à barres permanent à l'unité, ainsi qu'aux conteneurs intermédiaires et d'expédition, conformément à la D-LM-008-002/SF-001.

L'entrepreneur doit préparer et fournir la liste d'identification unique et de normalisation du marquage du matériel (données des plaques signalétiques de l'équipement) conformément à la **LDEC LI-507** et à la **DD LI-507** pour tous les articles nécessitant une identification unique.

L'entrepreneur doit appliquer la marque des articles nécessitant une identification unique à la plaque signalétique pour les articles marqués au moyen d'une plaque d'identification.

L'identification unique doit être préparée conformément au document STANAG 2290 de l'OTAN.

7.10. Emballage et manutention

7.10.1. Renseignements généraux

L'entrepreneur doit employer la méthode la plus économique pour emballer et regrouper des lots d'articles et des systèmes.

L'entrepreneur doit préparer et emballer tout l'équipement livrable, les pièces de rechange et les articles consommables conformément au document D-LM-008-036/SF-000 (Exigences minimales du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant).

L'entrepreneur doit faire approuver par le RT les méthodes de conditionnement et d'expédition du point de vue des besoins comme le nombre d'articles à conditionner par lot et le mode de regroupement des articles ou des systèmes.

À moins d'une autorisation du RT à l'effet contraire, toutes les pièces de rechange doivent être emballées individuellement, et chaque colis doit porter une étiquette mentionnant le nom de l'article, le numéro de nomenclature OTAN, le numéro de pièce du fabricant, le code à barres et la durée de conservation (le cas échéant).

L'entrepreneur doit veiller à ce que les principales sous-composantes soient emballées conformément au document D-LM-008-036/SF-000.

L'entrepreneur doit apposer un code à barres sur chaque paquet ou conteneur d'expédition afin d'en indiquer le contenu.

7.10.2. Données d'emballage

L'entrepreneur doit préparer et soumettre les données d'emballage pour tous les étuis de transport et les conteneurs d'expédition, les pièces de rechange, les articles de consommation courante, les outils et l'équipement d'essai spécialisés, l'équipement de formation et les conteneurs de regroupement qui seront expédiés ou entreposés dans une installation appartenant au MDN, conformément à la **LDEC LI-509** et à la **DD LI-509**.

L'entrepreneur doit fournir toutes les instructions d'emballage nécessaires, conformément à la spécification d'emballage D-LM-008-001/SF-001 des Forces canadiennes.

7.11. Soutien à l'approvisionnement

7.11.1. Réunion d'approvisionnement initial (RAI)

L'entrepreneur doit organiser et tenir une réunion d'orientation sur l'approvisionnement initial (ROAI), en même temps que la réunion de lancement 1, en vue d'examiner les exigences en matière d'approvisionnement initial.

L'entrepreneur doit organiser et tenir une RAI en vue d'examiner l'état détaillé d'approvisionnement (EDA) et la liste de pièces de rechange recommandées (LPRR), ainsi que les données d'approvisionnement connexes. La RAI doit être tenue à l'installation de l'entrepreneur, afin que les articles et les données techniques nécessaires soient facilement accessibles pendant la réunion. La RAI sera l'occasion de vérifier la configuration de l'équipement, de se pencher sur les problèmes d'approvisionnement, de choisir la quantité et la variété des pièces de rechange et de s'occuper des problèmes de catalogage.

7.11.2. Documents d'approvisionnement

L'entrepreneur doit préparer et remettre un état détaillé d'approvisionnement et une liste des pièces de rechange recommandées, conformément à la **LDEC LI-510** et à la **DD LI-510**.

7.11.3. Documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement (DTSRA)

L'entrepreneur doit préparer et fournir les documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement conformément à la **LDEC LI-511** et à la **DD LI-511** pour chaque élément de configuration, pièce de rechange, article consommable et outil ou équipement d'essai spécialisé que se procure le MDN et auquel on n'a pas encore attribué un numéro de nomenclature OTAN.

Les DTSRA seront utilisés dans le processus de catalogage en vue d'identifier de manière unique chaque article envisagé à des fins d'approvisionnement pour qu'on puisse le cataloguer correctement et lui attribuer un NNO.

7.12. Avis relatifs à l'équipement

L'entrepreneur doit fournir au RT une copie de tout bulletin consultatif technique, alerte, bulletin de service, bulletin sur les pièces de rechange et autre avis commercial ou militaire relatif à l'équipement livré et réparé dans le cadre du contrat d'acquisition, et émis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs, ainsi qu'une évaluation des impacts conformément à la **LDEC LI-512** et à la **DD LI-512** pendant la durée du contrat d'acquisition.

7.13. Avis de changement du matériel (ACM) ou d'obsolescence

L'entrepreneur doit préparer et transmettre un avis de changement du matériel conformément à la **LDEC LI-513** et à la **DD LI-513** afin d'informer le RT de tout changement apporté aux données d'approvisionnement acceptées, y compris l'obsolescence prévue pendant la durée du contrat d'acquisition.

L'entrepreneur doit fournir un avis de changement de matériel pour tous les changements apportés aux éléments de données suivants :

- a. Code d'identification;
- b. Nom de l'élément;
- c. Numéro de référence du fabricant;
- d. Code OTAN de fabricant/code CAGE (entité commerciale et publique);
- e. Numéro de pièce de l'entrepreneur;
- f. Quantité par ensemble;
- g. Numéro de référence;
- h. Unité ou service de distribution.

Pour toute la durée du contrat d'acquisition, l'entrepreneur doit avoir connaissance de la disponibilité des pièces comprises dans le système et le matériel et doit avertir le RT si des pièces recommandées aux fins d'approvisionnement ne sont plus fabriquées, sont devenues obsolètes ou pourraient le devenir d'ici deux ans.

Six mois avant l'échéance du contrat d'acquisition, l'entrepreneur doit préparer une liste détaillée de toutes les pièces qui pourraient devenir obsolètes dans les deux ans suivant l'échéance du contrat d'acquisition. L'entrepreneur doit préparer et fournir cette information au moyen de l'avis de changement de matériel.

7.14. Dessins techniques et listes connexes

L'entrepreneur doit préparer et fournir les dessins techniques de niveau 3 et les listes connexes pour la définition du SDID, conformément à la **LDECLI-514** et à la **DD LI-514**.

7.15. Publications techniques

L'entrepreneur doit préparer et fournir un manuel d'utilisation bilingue (anglais et français), conformément à la **LDEC LI-515** et à la **DD LI-515**.

L'entrepreneur doit préparer et fournir un manuel d'entretien au premier échelon bilingue (anglais et français), conformément à la **LDEC LI-516** et à la **DD LI-516**.

L'entrepreneur doit préparer et fournir un guide de l'utilisateur bilingue (anglais et français), conformément à la **LDEC LI-517** et à la **DD LI-517**.

L'entrepreneur doit préparer et fournir une liste des articles du SDID bilingue (anglais et français), conformément à la **LDEC LI-518** et à la **DD LI-518**.

Les publications techniques doivent comprendre les avertissements et les instructions qui concernent directement les risques relatifs à l'environnement, à la santé et à la sécurité présentés dans les contenus.

Pour chaque publication, l'entrepreneur doit préparer et fournir un certificat de publication au RT avec la livraison définitive de chaque publication, conformément à la **LDEC LI-519** et à la **DD LI-519**.

7.16. Avis de révision (ADR)

L'entrepreneur doit préparer et présenter un avis de révision conformément à la **LDECLI-528** et à la **DD LI-528** pour décrire le ou les changements précis à apporter à chaque dessin, liste associée ou tout autre document touché qui constitue une exigence en matière de données en vertu du contrat d'acquisition.

7.17. Formation

7.17.1. Programme de formation

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences d'élaboration de la formation du Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes (SIIEFC).

7.17.1.1. Concepteur de la formation et instructeur

L'entrepreneur doit fournir un concepteur de formation et un instructeur.

Le concepteur de la formation et l'instructeur doivent être membres de la Société canadienne pour la formation et le perfectionnement (SCFP) ou prouver qu'ils possèdent une expérience équivalente et les qualifications qui prouvent au moins qu'ils possèdent l'expérience et les connaissances nécessaires pour concevoir, élaborer et donner de la formation à l'aide d'une approche systémique à la formation (ASF), d'un modèle de conception de matériel pédagogique ou du modèle du Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes.

7.17.1.2. Analyse des besoins en formation (ABF)

L'entrepreneur doit analyser les besoins et les exigences en matière de formation conformément aux documents A-P9-050-000/PT-002 et A-P9-050-000/PT-003 du Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre une analyse des besoins en formation conformément à la **LDEC LI-520** et à la **DD LI-520**.

7.17.1.3. Plan de formation

L'analyse de besoins en formation doit fournir les données nécessaires à l'élaboration du plan pour la formation de l'opérateur et la formation sur l'entretien.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de formation conformément à la **LDEC LI-521** et à la **DD LI-521**.

L'entrepreneur doit exécuter le programme de formation conformément au plan de formation accepté.

7.17.2. Groupe de travail sur l'élaboration de la formation (GTEF)

Le groupe de travail sur l'élaboration de la formation est un mécanisme au moyen duquel l'instructeur de l'entrepreneur, l'officier du développement de l'instruction et les experts en la matière du MDN prodigueront des conseils sur l'élaboration, la production, la prestation et l'assurance de la qualité des résultats attendus de la formation.

L'entrepreneur doit former un groupe de travail sur l'élaboration de la formation afin d'offrir à l'entrepreneur et au MDN un forum régulier pour discuter des problèmes du programme de formation et les résoudre.

L'entrepreneur doit organiser des réunions du GTEF au besoin et selon les indications du RT.

7.17.3. Élaboration des cours

L'entrepreneur doit concevoir et élaborer des cours de formation sur le SDID conformément aux documents A-P9-050-000/PT-004 et A-P9-050-000/PT-005 du Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes.

L'entrepreneur doit planifier, concevoir et élaborer les cours de formation et les documents de cours de formation en anglais et en français du Canada, conformément à la **LDEC LI-522** et à la **DD LI-522** et au plan de formation approuvé.

Les documents de cours de formation doivent être conçus de manière modulaire, afin de permettre de donner une formation individuelle et de former des groupes d'opérateurs et de personnel d'entretien.

L'entrepreneur doit évaluer les étudiants en suivant les lignes directrices du document A-P9-050-000/PT-007 du Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes.

L'entrepreneur doit donner un cours pilote de formation des opérateurs et un cours pilote de formation du personnel d'entretien.

7.17.4. Validation des cours pilotes

Le personnel du MDN (étudiants et observateurs) retenu pour suivre la formation pilote des membres du cadre initial d'instructeurs (FMCII) validera le matériel de formation et fera part de ses impressions à l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit appuyer ce processus de validation conformément au document A-P9-050-000/PT-008 du Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes et au plan de validation exposé dans le plan de formation.

7.17.5. Formation des membres du cadre initial d'instructeurs

7.17.5.1. Renseignements généraux

L'entrepreneur doit préparer et donner la formation des membres du cadre initial d'instructeurs aux opérateurs et au personnel d'entretien du MDN.

L'entrepreneur doit donner la formation des membres du cadre initial d'instructeurs conformément au plan de formation approuvé, aux cours et aux documents de cours de la formation des membres du cadre initial d'instructeurs, et selon le nombre et les types de cours précisés dans le présent document.

L'entrepreneur doit donner la formation en suivant les lignes directrices du document A-P9-050-000/PT-006 du Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes.

7.17.5.2. Établissement du calendrier

L'entrepreneur doit donner la formation pilote des membres du cadre initial d'instructeurs après la première livraison d'équipement.

L'entrepreneur doit offrir des cours facultatifs supplémentaires pour la formation des membres du cadre initial d'instructeurs pour les opérateurs et le personnel d'entretien si le RT exerce l'option. Le RT donnera un préavis minimum de vingt (20) jours ouvrables pour une telle demande.

7.17.5.3. Durée du cours

La formation des membres du cadre initial d'instructeurs consistera en un maximum de 14 périodes de formation, ce qui comprend du temps pour toutes les évaluations. Une période de formation de 60 minutes comprend 50 minutes d'instruction et d'exercices et 10 minutes de pause.

Les 14 périodes de formation doivent être données en deux jours. Une journée de formation est composée de quatre (4) périodes de formation en avant-midi, une pause-repas de 50 minutes suivie de trois (3) périodes de formation en après-midi.

7.17.5.4. Lieu du cours

Chaque formation des membres du cadre initial d'instructeurs sera donnée sur une base militaire canadienne.

7.17.5.5. Formation des membres du cadre initial d'instructeurs à l'intention des opérateurs

Chaque classe comprendra un maximum de quinze (15) étudiants.

Le MDN fournira les installations nécessaires pour la formation pilote des membres du cadre initial d'instructeurs et l'instruction continue.

La formation des membres du cadre initial d'instructeurs à l'intention des opérateurs doit porter sur l'utilisation et l'entretien au premier échelon de l'équipement, conformément au plan de formation.

7.17.5.6. Formation des membres du cadre initial d'instructeurs à l'intention du personnel d'entretien

Chaque classe comprendra un maximum de quinze (15) étudiants.

Le MDN fournira les installations nécessaires pour la formation pilote des membres du cadre initial d'instructeurs et l'instruction continue.

La formation des membres du cadre initial d'instructeurs à l'intention du personnel d'entretien doit porter sur l'utilisation et l'entretien au premier échelon de l'équipement, conformément au plan de formation.

7.17.5.7. Soutien pour la formation des membres du cadre initial d'instructeurs

L'entrepreneur doit fournir tout ce qui est nécessaire pour donner chacun des cours de la formation des membres du cadre initial d'instructeurs. Cela comprend notamment :

- a. le personnel d'instruction;
- b. le personnel de soutien;
- c. les documents de cours;
- d. les articles consommables;
- e. l'équipement.

7.17.5.8. Rapport de cours

Après chaque cours de formation des membres du cadre initial d'instructeurs, l'entrepreneur doit préparer et fournir un rapport de cours au RT conformément à la **LDEC LI-524** et à la **DD LI-524** pour soutenir la transition vers l'instruction continue.

7.17.6. Soutien pour l'instruction continue

L'entrepreneur s'appuiera sur la rétroaction des étudiants et sur les observations du gestionnaire de la formation du MDN et ses propres observations durant chaque formation des membres du cadre initial d'instructeurs pour formuler et fournir des recommandations sur l'instruction continue conformément à la **LDEC LI-523** et à la **DD LI-523**.

L'entrepreneur doit réviser les cours et les documents de cours de la formation des membres du cadre initial d'instructeurs afin de produire des cours définitifs d'instruction continue conformes aux recommandations sur l'instruction continue et au plan de formation approuvé.

Le MDN fournira du soutien pour le SDID et l'équipement pour chaque cours d'instruction continue.

8. ASSURANCE QUALITÉ

8.1. Système de gestion de la qualité (SGQ)

Bien que l'entrepreneur n'ait pas à être certifié selon la norme CAN/CSA-ISO 9001:2008, il doit néanmoins avoir un système de gestion de la qualité qui remplit les exigences de l'EDT.

L'assurance de la qualité est réalisée dans les installations de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit respecter toutes les clauses d'assurance de la qualité du contrat d'acquisition et acheminer toutes les exigences en matière d'assurance de la qualité du contrat d'acquisition à ses sous-traitants.

8.2. Plan d'assurance de la qualité (PAQ)

L'entrepreneur doit élaborer et mettre en œuvre un plan d'assurance de la qualité conformément à la LDEC GP-109 et à la DD GP-109.

L'entrepreneur doit mettre en œuvre le plan d'assurance de la qualité et le suivre dès qu'il reçoit l'approbation du RT.

8.3. Inspections et vérifications d'assurance de la qualité

L'entrepreneur doit permettre au représentant autorisé du MDN d'effectuer des inspections et des vérifications de l'assurance de la qualité en tout temps pendant la durée du contrat d'acquisition afin de vérifier les procédures, les pratiques et les méthodes en matière d'assurance de la qualité de l'entrepreneur.

8.4. Représentant de l'assurance de la qualité (RAQ) du MDN

L'entrepreneur doit fournir au représentant de l'assurance de la qualité du MDN ou à son représentant l'accès à ses installations dans les 48 heures suivant la réception d'une demande de visite, laquelle vise à vérifier que les travaux réalisés par l'entrepreneur sont conformes à ses processus et procédures d'assurance de la qualité.

Tous les dossiers de contrôle de la qualité, de procédures, d'inspection et d'essais, y compris les dossiers concernant les mesures correctives, doivent être mis à la disposition du représentant de l'assurance de la qualité sur demande.

L'entrepreneur doit fournir le SDID seulement s'il a préalablement reçu l'approbation du représentant de l'assurance de la qualité.

8.5. Conservation des dossiers sur la qualité

L'entrepreneur doit conserver tous les registres de contrôle de la qualité, d'inspection et d'essai faisant état de la conformité aux exigences spécifiées, ainsi que les registres des mesures correctives pendant trois (3) ans après la date d'exécution ou de résiliation du contrat d'acquisition.

À la demande du Canada, l'entrepreneur doit rendre accessibles les documents mentionnés dans le plan d'assurance de la qualité.

9. GESTION DES DONNÉES

9.1. Format des données

À moins d'indication contraire dans une DD, toutes les données livrées en rapport avec le présent EDT peuvent être présentées dans le format de l'entrepreneur.

9.2. Documents imprimés

L'entrepreneur doit fournir tous les documents imprimés sur du papier à lettres de 8,5 po x 11 po, à moins que le RT n'en ait convenu autrement ou qu'un avis contraire figure dans la DD pertinente. Les copies papier des dessins techniques doivent être au format métrique A3 ou au format impérial B, à moins d'avis contraire dans la DD pertinente.

9.3. Copies électroniques

Sauf indication contraire explicite dans une LDEC ou une DD, l'entrepreneur doit fournir au RT, par courrier électronique, toutes les présentations initiales et provisoires de données livrables. Les présentations qui ne peuvent pas être envoyées par courrier

électronique en raison de leur volume peuvent être soumises sur CD-ROM, DVD ou clé USB.

L'entrepreneur doit fournir un site utilisant un protocole de transfert de fichier (FTP) permettant le partage de documents lourds (plus de 10 Mo) avec le MDN. Toutes les présentations doivent être soumises dans un format qui permet au MDN de reconnaître, d'ouvrir, de visualiser et de lire leur contenu, et qui permet également au MDN de modifier, de choisir et de copier des renseignements à partir de ces fichiers et de les insérer ensuite dans d'autres fichiers de logiciels bureautiques. Le MDN utilise actuellement MS Office 2010, MS Visio 2010, MS Project 2010 et Adobe Acrobat.

Tous les documents électroniques doivent être interrogeables à partir de la table des matières. Les supports de livraison contenant des fichiers compressés doivent aussi contenir le logiciel de décompression nécessaire.

Lorsque toutes les présentations ont été approuvées, l'entrepreneur doit soumettre tous les produits de données finaux à livrer sur un seul ensemble de CD ou de DVD.

10. PRODUITS LIVRABLES

10.1. Livraisons du SDID

L'entrepreneur doit livrer les 32 SDID à l'adresse suivante :

À l'attention de : OCM
25^e Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes (25 DAFC)
6363, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) Canada
H1N 3V9

10.2. Livraisons de données

L'entrepreneur doit envoyer toutes les données livrables à l'adresse suivante :

À l'attention de : gestionnaire de projet, Projet de détecteurs d'agents chimiques
D Gest EAC 5-5
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (Ontario) Canada
K1A 0K2

10.3. Jalons de la livraison des données

L'entrepreneur doit coordonner la livraison des données et de l'équipement avec les jalons de projet suivants :

Lorsque la production des données livrables couvre plusieurs jalons, le suffixe indique la version requise :

- (p) Indique l'inclusion dans la proposition de l'entrepreneur;
- (i) Signifie « initial »;
- (a) Signifie « approuvé ».

10.4. Réunion de lancement de la phase de maturation et examen des exigences du système (EES)

10.4.1. But

Cette réunion vise à :

- a. s'assurer que l'entrepreneur comprend les exigences contractuelles et techniques relatives aux données livrables;
- b. déterminer tous les articles qui doivent être désignés et vérifiés;
- c. confirmer la pertinence des essais et des stratégies de soutien pendant le cycle de vie.

10.4.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
PGP (p)	PGP (a)
CPP/SRT (p)	CPP/SRT (a)
PGC (p)	PGC (a)
SRE (i)	SRE (a)
PSLI (p)	PSLI (a)
PGIS (p)	PGIS (a)
PAQ (p)	PAQ (a)
	PDEE (i)
	EESS (i)
	Lexique (i)
	EDA/LPRR

10.5. Groupe de travail sur le SLI (GTSLI 1)

10.5.1. But

Le but du GTSLI est de :

- a. discuter des exigences du MDN avec des experts en SLI;
- b. fournir une plateforme pour la révision de données livrables provisoires sur le SLI;
- c. discuter du concept d'entretien et de soutien.

10.5.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
PSLI (p)	PSLI (a)

10.6. Réunion d'orientation sur l'approvisionnement initial (ROAI)

10.6.1. But

Le but de la ROAI est de :

- a. familiariser l'entrepreneur avec les exigences relatives à l'approvisionnement initial;
- b. s'assurer que l'entrepreneur est conscient de la nature des détails qui doivent être fournis dans les données livrables sur l'approvisionnement.

10.6.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	

10.7. Réunion d'examen de l'avancement des travaux (REAT)

10.7.1. But

Le but de la REAT est de discuter de l'état d'avancement du projet et de surveiller et résoudre les problèmes de projet et les problèmes techniques qui surviennent durant l'exécution du contrat d'acquisition.

10.7.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
Rapport d'étape mensuel (i)	Rapport d'étape mensuel (a)
	Lexique

10.8. Examen de conception préliminaire

10.8.1. But

Le but de cette réunion est de permettre à l'entrepreneur de présenter la conception préliminaire du SDID aux représentants autorisés du MDN. La conception et les plans du SDID doivent être approuvés par le RT avant que la construction du prototype puisse commencer.

10.8.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
Spécifications d'équipement (i)	Spécifications d'équipement (a)
Plan d'entretien (i)	
Demande de nomenclature	
	DDVL (i)
	Données sur la FEM (i)

10.9. Revue critique de définition (RCD)

10.9.1. But

Le but de cette réunion est de s'assurer que la conception proposée par l'entrepreneur remplit correctement et complètement les exigences. La conception et les plans pour le prototype de SDID doivent être présentés au RT par l'entrepreneur, et être acceptés par le RT pour que la construction puisse commencer.

10.9.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
Spécifications d'équipement (a)	
RDEC (a)	RDEC (a)
SRE (a)	SRE (a)
EESS (a)	
PDEE (a)	
	PEQ (i)
DDVL (i)	DDVL (a)
	Dessins des plaques signalétiques (i)
	Manuel d'utilisation (i)
	Manuel d'entretien au premier échelon (i)
	Guide de l'utilisateur (i)
	Fiche signalétique

10.10. Revue d'aptitude à l'essai 1 (RAE 1)

10.10.1. But

Le but de cette réunion est de déterminer si l'entrepreneur est prêt à effectuer les principaux essais du matériel des prototypes du SDID conformément aux PDEE et aux procédures d'essai acceptées.

10.10.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
CPP/SRT (a)	
PDEE (a)	
PEQ (a)	
	REQ (i)
	PEPA (i)

10.11. Examen de vérification des systèmes 1 (EVS 1)

10.11.1. But

Le but de cette réunion consiste à s'assurer que le prototype 1 est entièrement conforme aux parties de la spécification des exigences du système en fonction desquelles il est évalué.

10.11.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
REQ (i)	REQ (a)

10.12. Réunion d'approvisionnement initial (RAI)

10.12.1. But

L'objectif de la RAI est de valider les données fournies par l'entrepreneur dans les documents d'approvisionnement et de sélectionner la quantité et la variété des pièces de rechange initiales que le MDN doit se procurer pour soutenir le SDID au cours de la phase de soutien en service du système.

10.12.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
Dessins techniques et listes connexes	Dessins techniques et listes connexes
SRE (a)	
EDA/LPRR	
DTSRA (i)	DTSRA (a)
Données sur la FEM (i)	Données sur la FEM (a)
Plan d'entretien (i)	Plan d'entretien (a)
	Données d'emballage (i)

10.13. Revue d'aptitude à l'essai 2 (RAE 2)

10.13.1. But

Le but de cette réunion est de déterminer si l'entrepreneur est prêt à effectuer les principaux essais des logiciels et d'intégration des prototypes du SDID conformément aux PDEE et aux procédures d'essai acceptées.

10.13.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
PDEE (a)	
PEQ (a)	
	REQ (i)

10.14. Examen de vérification des systèmes 2 (EVS 2)

10.14.1. But

Le but de cette réunion consiste à s'assurer que le prototype du SDID est entièrement conforme aux parties de la spécification des exigences du système en fonction desquelles il est évalué.

10.14.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
REQ (i)	REQ (a)

10.15. Examen de vérification des systèmes 3 (EVS 3)

10.15.1. But

Le but de cette réunion est d'examiner les résultats de l'essai de réception du système afin de s'assurer que le prototype de SDID offre le rendement de détection et d'identification de l'EDM du CATSI dans des conditions de terrain.

10.15.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP

10.16. Audit de la configuration fonctionnelle (ACF)

10.16.1. But

L'ACF garantit que la fonctionnalité du produit démontrée par le programme de vérification est conforme aux exigences établies dans la spécification des exigences du système.

10.16.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour (a)	Procès-verbal (a)
Documents de réunion (a)	
	RMP (a)
REQ (a)	REQ (a)
Rapport de vérification de traçabilité (i)	Rapport de vérification de traçabilité (a)
	Document de contrôle des interfaces (i)

10.17. Vérification de la configuration physique 1 (VCP 1)

10.17.1. But

La VCP est l'examen officiel du SDID conçu en fonction de la documentation technique, qui a pour but d'établir la référence de production.

10.17.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion	
	RMP
Dossier de données techniques (i)	
Dessins techniques et listes connexes (i)	Dessins techniques et listes connexes (a)
EDA/LPRR (i)	
RDEC (i)	RDEC (a)
Plan d'entretien (a)	
Manuel d'utilisation (i)	Manuel d'utilisation (a)
Guide de l'utilisateur (i)	Guide de l'utilisateur (a)
Manuel d'entretien au premier échelon (i)	Manuel d'entretien au premier échelon (a)
Liste des articles (i)	Liste des articles (a)
Données de marquage pour l'entreposage et l'expédition	
Données d'emballage	

10.18. Réunion de lancement de la production (RL 2)

10.18.1. But

Le but de cette réunion est de s'assurer qu'on s'entend sur les conditions et les exigences relatives à la phase de production.

10.18.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour	Procès-verbaux
Documents de réunion (a)	
	RMP
CPP/SRT	CPP/SRT
	PEPA (i)
	TDP (i)
	ABF (i)

10.19. Groupe de travail sur l'élaboration de la formation (GTEF)

10.19.1. But

Ce groupe de travail a été créé aux fins suivantes :

- a. discuter de la méthode de formation du MDN;
- b. discuter de l'ébauche des éléments de la formation et en assurer la révision;
- c. discuter des processus de formation privilégiés;
- d. discuter du concept de formation et des exigences du MDN.

10.19.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour (a)	Procès-verbal (a)
Documents de réunion (a)	
	RMP (a)
ABF (i)	ABF (a)
Manuel d'utilisation (a)	
Manuel d'entretien au premier échelon (a)	
Guide de l'utilisateur (a)	
	Plan de formation (i)
	Documents de formation (i)
	Recommandations relatives à l'instruction continue (i)
	Rapports de cours (i)

10.20. Examen d'essai de premier article (EEPA)

10.20.1. But

Le but de cette réunion consiste à s'assurer que le SDID a réussi tous les essais de premier article et qu'il est entièrement conforme à la spécification des exigences du système.

10.20.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour (a)	Procès-verbal (a)
Documents de réunion (a)	
	RMP (a)
EEPA (i)	EEPA (a)

10.21. Vérification de la configuration physique 2 (VCP 2)

10.21.1. But

La VCP est l'examen officiel du SDID produit en fonction de la documentation technique, qui a pour but d'établir la référence de production.

10.21.2. Produits de données à livrer

Critères d'entrée	Produits livrables subséquents
Ordre du jour (a)	Procès-verbal (a)
Documents de réunion (a)	
	RMP (a)
TDP (i)	TDP (a)
SDID premier article	
EEPA (a)	
Liste des éléments de configuration (a)	Liste des éléments de configuration (a)
TDP(i)	TDP(a)
PMT (a)	
Demande de dérogation/de renonciation (a)	

Appendice AA de l'annexe A

Spécification des exigences

pour

le Système de détection et d'identification

à distance

(SDID)

Numéro de demande :
Document du MDN n° W8476 – 145109

Préparé par :

Omnibus chimique, biologique, radiologique et nucléaire – Gestion de projet –
DéTECTEURS d'agents chimiques
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2



AVIS

Le présent document a été examiné par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods.

Table des matières

1	INTRODUCTION	6
1.1	PORTÉE.....	6
1.2	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	6
1.3	CONCEPT DU SDID	6
1.4	SOUS-SYSTÈMES DU SDID	6
2	DOCUMENTS PERTINENTS	8
2.1	RÉFÉRENCES.....	8
2.2	GLOSSAIRE ET ACRONYMES.....	8
3	EXIGENCES.....	8
3.1	EXIGENCES GÉNÉRALES	8
3.1.1	<i>Équipement fourni par le gouvernement (EFG)</i>	<i>9</i>
3.2	EXIGENCES RELATIVES AU RENDEMENT	9
3.2.1	<i>Détection et identification</i>	<i>9</i>
3.2.1.1	Portée, température et probabilité de détection	9
3.2.1.2	État chimique	9
3.2.1.3	Limites du nuage	9
3.2.1.4	Champ observé (FOV).....	9
3.2.1.5	Délai de réponse.....	10
3.2.1.6	Champ de vision	10
3.2.2	<i>Sous-système de tête optique.....</i>	<i>10</i>
3.2.2.1	Tête optique.....	10
3.2.2.2	Caméra	10
3.2.2.3	Module de télescope.....	11
3.2.2.3.1	Le module de télescope comprend une optique qui peut être allongée, un dispositif de division de scène, une grande vitesse d'obturation et des mécanismes de réglage pour l'alignement, afin qu'on puisse utiliser le capteur en mode direct et en mode différentiel	11
3.2.2.3.2	Dispositif de division de scène	11
3.2.2.3.3	Obturbateur rapide.....	11
3.2.2.4	Interféromètre à deux faisceaux	11
3.2.2.5	Module de détecteur	12
3.2.2.6	Module d'étalonnage	12
3.2.2.7	GPS	12
3.2.2.8	Boussole	12
3.2.3	<i>Sous-système de mécanisme de balayage de scène.....</i>	<i>12</i>
3.2.3.1	Mécanisme de balayage de scène	12

3.2.3.2	Fréquence de balayage	13
3.2.3.3	Précision du pointage	13
3.2.4	<i>Sous-système de dispositif central de traitement et de contrôle.....</i>	13
3.2.4.1	Contrôleur central de traitement	13
3.2.4.2	Communication	14
3.2.4.3	Traitement et gestion des données.....	14
3.2.5	<i>Sous-système d'alimentation</i>	15
3.2.5.1	Alimentation du SDID	15
3.2.5.2	Alimentation par batterie	15
3.2.5.2.1	Batteries internes	15
3.2.5.2.2	Bloc-piles externe	15
3.2.5.3	Chargeur de batterie.....	15
3.2.5.4	Alimentation externe	16
3.2.6	<i>Sous-système de console</i>	16
3.2.7	<i>Sous-système d'accessoires.....</i>	17
3.2.7.1	Étuis de transport.....	17
3.2.7.2	Trousse de nettoyage d'objectif.....	17
3.2.7.3	Câbles et connecteurs	17
3.2.8	<i>Sous-système d'interface de plateforme.....</i>	18
3.2.8.1	Montage sur trépied.....	18
3.2.8.2	Plaque de montage.....	18
3.2.9	<i>Temps d'installation et de démarrage</i>	18
3.2.9.1	Temps d'installation d'un seul SDID	18
3.2.9.2	Temps de démarrage d'un seul SDID.....	18
3.2.9.3	Temps de mise en place du réseau.....	18
3.2.10	<i>Modes de fonctionnement.....</i>	19
3.2.10.1	Mode d'initialisation	19
3.2.10.2	Mode d'étalonnage	19
3.2.10.3	Mode d'essai.....	20
3.2.10.4	Mode de recherche.....	20
3.2.10.5	Mode de confirmation	20
3.2.10.6	Mode de poursuite	21
3.2.10.7	Mode de télémétrie	21
3.2.10.8	Mode d'attente	21
3.2.10.9	Fonctionnement en cas de défaillance	22
3.2.11	<i>Exigences relatives au réseau.....</i>	22
3.2.11.1	Capteurs réseautés	22
3.2.11.2	Communications avec la console du SDID	22
3.2.11.3	Protocoles de communication.....	22

3.2.11.4	Réseau d'intégration des capteurs et d'aides à la décision	22
3.3	EXIGENCES LOGICIELLES	23
3.3.1	<i>Logiciel du contrôleur central de traitement</i>	23
3.3.1.1	Renseignements généraux	23
3.3.1.2	Registres de données du SDID	24
3.3.1.3	Sélection dynamique du champ de vision	24
3.3.2	<i>Logiciel de détection et d'identification</i>	25
3.3.3	<i>Logiciel de console</i>	25
3.3.3.1	Interface utilisateur graphique	26
3.3.3.2	Guide intelligent pour la préparation des missions	26
3.3.3.3	Régime permanent (recherche)	26
3.3.3.4	Événements d'alarme	27
3.3.3.5	Événements d'alerte	28
3.3.3.6	Annulation temporaire des paramètres de mission	28
3.3.3.7	Caractéristiques avancées de l'interface utilisateur	28
3.3.4	<i>Gestion de bibliothèque</i>	29
3.4	EXIGENCES PHYSIQUES	30
3.4.1	<i>Construction du SDID</i>	30
3.4.2	<i>Poids</i>	31
3.4.3	<i>Dimensions</i>	31
3.4.4	<i>Signature</i>	31
3.4.4.1	Signature thermique	31
3.4.4.2	Signature acoustique	31
3.4.4.3	Signature visuelle	31
3.5	INGÉNIERIE SPÉCIALISÉE	31
3.5.1	<i>Sécurité</i>	31
3.5.2	<i>Ergonomie</i>	32
3.5.3	<i>Environnement, santé et sécurité</i>	33
3.5.4	<i>Survivabilité</i>	33
3.6	EXIGENCES RELATIVES AUX EFFETS DE L'ENVIRONNEMENT ÉLECTROMAGNÉTIQUE	33
3.6.1	<i>Vulnérabilité en rayonnement</i>	33
3.6.2	<i>Émissions rayonnées</i>	33
3.6.3	<i>Décharge électrostatique</i>	33
3.6.4	<i>Dangers du rayonnement électromagnétique</i>	34
3.6.5	<i>Métallisation</i>	34
3.6.6	<i>Mise à la terre</i>	34
3.6.7	<i>Compatibilité électromagnétique interne du système</i>	34
3.7	EXIGENCES DE SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ	34

3.7.1	<i>Fiabilité</i>	34
3.7.2	<i>Maintenabilité</i>	34
3.7.2.1	Entretien par l'opérateur	34
3.7.2.2	Entretien préventif	35
3.7.2.3	Essai intégré	35
3.7.3	<i>Disponibilité</i>	35
3.7.4	<i>Durée de vie utile</i>	35
3.8	EXIGENCES EN MATIÈRE DE GÉNIE DE L'ENVIRONNEMENT	35
3.8.1	<i>Haute altitude</i>	35
3.8.2	<i>Température – fonctionnement</i>	36
3.8.3	<i>Température – entreposage</i>	36
3.8.4	<i>Humidité</i>	36
3.8.5	<i>Choc thermique</i>	36
3.8.6	<i>Rayonnement solaire</i>	36
3.8.7	<i>Pluie battante</i>	36
3.8.8	<i>Immersion</i>	36
3.8.9	<i>Pluie verglaçante</i>	37
3.8.10	<i>Neige</i>	37
3.8.11	<i>Sable et poussière</i>	37
3.8.12	<i>Brouillard salin</i>	37
3.8.13	<i>Choc</i>	37
3.8.14	<i>Vibration</i>	37
3.8.15	<i>Champignons</i>	38
3.8.16	<i>Contamination par des fluides</i>	38
3.9	QUALITÉ DE L'EXÉCUTION	38
3.9.1	<i>Matériaux neufs</i>	38
3.9.2	<i>Étiquetage et marquage</i>	38
3.9.3	<i>Bords coupants</i>	38
3.9.4	<i>Traitement, peinture et finitions</i>	38
4	DISPOSITIONS RELATIVES À L'ASSURANCE DE LA QUALITÉ	39
4.1.1	<i>Responsabilité des essais</i>	39
4.1.2	<i>Essais de vérification de conception</i>	39
4.1.3	<i>Essais d'acceptation du système</i>	39
4.1.4	<i>Essai de premier article</i>	39
4.1.5	<i>Méthodes de vérification</i>	39
4.1.6	<i>Matrice de vérification des exigences (MVE)</i>	40
5	PRÉPARATION EN VUE DE LA LIVRAISON	43

6	NOTES	43
----------	--------------------	-----------

Liste des figures

Figure 1 : Composantes du SDID	7
--------------------------------------	---

1 Introduction

1.1 Portée

La spécification des exigences du système décrit dans les grandes lignes les exigences en matière de rendement et de vérification pour le développement et la mise à l'essai du système de détection et d'identification à distance (SDID).

1.2 Renseignements généraux

Les Forces armées canadiennes (FAC) doivent pouvoir poursuivre leurs opérations malgré la menace ou la présence de dangers chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires (CBRN). L'une des pierres angulaires de la posture de défense est un système d'avertissement efficace qui peut informer rapidement les soldats pour leur permettre de survivre et d'opérer sous la menace chimique en adoptant des mesures de protection.

Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) Valcartier a mis au point et a breveté un système passif d'interféromètre infrarouge (IR) à transformée de Fourier à double faisceau conçu pour la détection autonome des vapeurs chimiques appelé modèle de mise au point technique (EDM) interféromètre de sondage atmosphérique compact (CATSI).

L'EDM du CATSI remplit les exigences des FAC en matière de détection et d'identification à distance. La présente spécification des exigences du système établit le développement de l'EDM du CATSI en un SDID complètement déployable et renforcé.

1.3 Concept du SDID

Le SDID sera un détecteur d'alerte lointaine autonome à distance utilisé pour surveiller une zone d'intérêt immédiat. Le SDID sera capable de détecter et d'identifier les menaces chimiques à une distance maximale de 5 km. Il utilisera une spectroscopie infrarouge passive à transformée de Fourier pour détecter, analyser, identifier et classer les agents de guerre chimiques et les produits chimiques industriels toxiques. Après l'identification, le SDID préparera et transmettra un message CBRN 4 le long de la chaîne de commandement.

Le SDID aura des capacités de détection comme détecteur autonome et comme élément d'un réseau pouvant comprendre jusqu'à 6 SDID. En plus de former ses propres réseaux indépendants, le SDID pourra être intégré à un réseau mobile ad hoc à multiples capteurs (MANET).

1.4 Sous-systèmes du SDID

Sur le plan conceptuel : Le SDID sera divisé en sept sous-systèmes, dont les composantes sont illustrées à la figure 1.

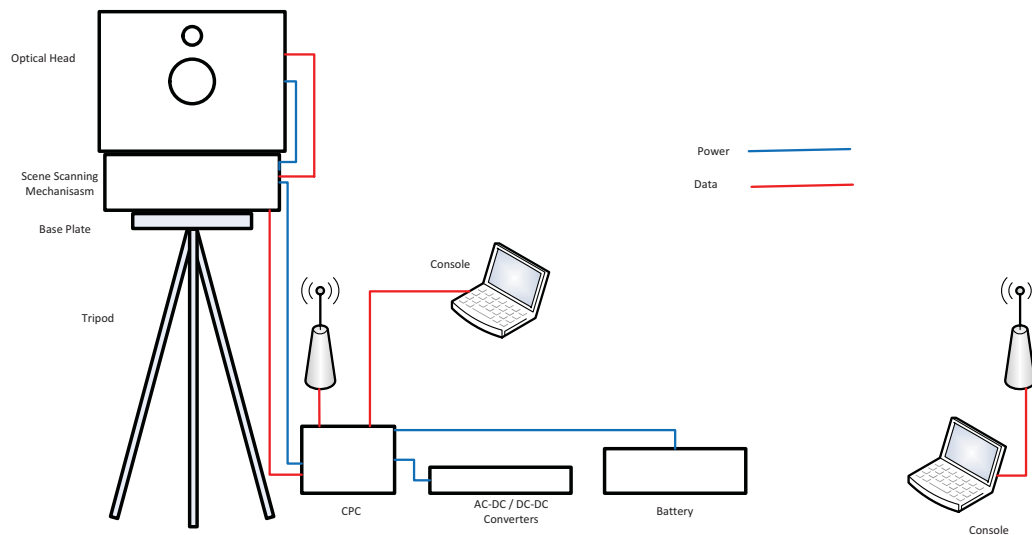


Figure 1 : Composantes du SDID

Optical Head	Tête optique
Scene Scanning Mechanism	Mécanisme de balayage de scène
Base Plate	Socle
Tripod	Trépied
Console	Console
CPC	DCTC
AC-DC / DC-DC Converters	Convertisseurs CA/CC, CC/CC
Battery	Batterie
Console	Console
Power	Alimentation
Data	Données

Les sous-systèmes sont les suivants :

- a. Sous-système de tête optique (TO), qui comprend :
 - i. un télescope et une optique pour acheminer le rayonnement infrarouge à la TO;
 - ii. un interféromètre à transformée de Fourier à double faisceau conçu pour effectuer la soustraction optique du rayonnement de fond du nuage en observation; un dispositif de division de scène est utilisé pour acheminer le faisceau optique associé à chaque image pixel-scène aux entrées de l'interféromètre;
 - iii. un détecteur pour numériser le signal de l'interféromètre;
 - iv. une caméra haute définition pour fournir un affichage en temps réel de la région en observation;
 - v. un corps noir pour l'étalonnage périodique du système.
- b. Sous-système de mécanisme de balayage de scène (MBS) qui comprend :
 - i. une plateforme d'azimut et d'élévation capable d'effectuer un balayage continu sur 360°;
 - ii. un socle permettant de fixer le MBS à un trépied.
- c. Sous-système d'alimentation, qui comprend :

- i. un bloc-piles de 24 V à courant continu;
 - ii. un chargeur de batterie;
 - iii. un convertisseur de courant alternatif en courant continu capable de convertir un courant alternatif de 120/240 V en courant continu de 24 V pour le SDID;
 - iv. un convertisseur de courant continu en courant continu capable de convertir un courant continu de véhicule de 28 V en courant continu de 24 V pour le SDID.
- d. Sous-système central de traitement et de contrôle, qui consiste en un contrôleur central de traitement pour :
 - i. commander et contrôler le MBS et la TO;
 - ii. traiter et analyser les données brutes et spectrales;
 - iii. fournir un dépôt pour toutes les bibliothèques spectrales;
 - iv. distribuer l'électricité au MBS et à la TO;
 - v. fournir un module spécifique du véhicule (MSV) intégré qui effectue la traduction nécessaire pour communiquer avec la console ou un contrôleur de capteurs commun (CCC) au moyen du protocole Ethernet;
 - vi. fournir des radios Ethernet (2) pour assurer la communication entre le sous-système central de traitement et de contrôle et la console.
- e. Sous-système de console consistant en un ordinateur portable renforcé qui fournit :
 - i. l'interface humaine nécessaire pour utiliser le SDID;
 - ii. des images en temps réel de la zone en observation au moyen de la caméra de la TO;
 - iii. des alarmes visuelles et sonores.
- f. Sous-système de plateforme, qui comprend :
 - i. un trépied pour l'installation au sol;
 - ii. un socle pour fournir une interface commune entre le MBS et le trépied ou le support de fixation au véhicule.
- g. Sous-système d'accessoires, qui comprend :
 - i. des étuis de transport;
 - ii. une trousse de nettoyage;
 - iii. des manuels;
 - iv. d'autres pièces d'équipement auxiliaire.

2 Documents pertinents

2.1 Références

Les normes, les spécifications et les publications mentionnées dans le présent document sont réunies à l'appendice AE de l'annexe A (Références, acronymes et glossaire).

Dans l'éventualité où il y aurait divergence entre le texte de la présente spécification des exigences et les références citées aux présentes, le texte de la spécification des exigences aura préséance.

2.2 Glossaire et acronymes

Le glossaire des termes et des acronymes utilisés dans la spécification des exigences du système se trouve à l'appendice AE de l'annexe A (Références, acronymes et glossaire).

3 Exigences

3.1 Exigences générales

Le SDID doit pouvoir détecter et identifier les agents de guerre chimique (AGC) et les produits chimiques industriels toxiques (PCIT) au moyen d'une spectroscopie infrarouge passive à transformée de Fourier.

Le SDID doit être fondé sur l'EDM du CATSI.

La technologie spectrométrique du SDID doit être fondée sur un spectromètre symétrique à transformée de Fourier comportant deux ports d'entrée et deux ports de sortie pour permettre des mesures directes et différentielles (soustraction optique) au moyen d'un ou de deux ports.

Le SDID doit balayer, détecter, analyser et déclencher une alarme de manière autonome.

Le SDID doit fonctionner avec un apport minimal de l'utilisateur.

Le SDID doit fonctionner en mode direct et en mode différentiel.

Le SDID doit fonctionner comme :

- a. un seul système autonome;
- b. un élément d'un réseau autonome comptant jusqu'à six SDID commandés au moyen d'une même console;
- c. un élément d'un MANET à capteurs multiples commandés par un CCC.

3.1.1 *Équipement fourni par le gouvernement (EFG)*

Les articles suivants sont fournis par le gouvernement :

- a. Logiciel du MSV du SDID;
- b. Modules logiciels de détection et d'identification du SDID.

3.2 *Exigences relatives au rendement*

3.2.1 *Détection et identification*

3.2.1.1 *Portée, température et probabilité de détection*

Le SDID doit détecter et identifier un nuage de gaz d'agent de guerre chimique de 50 m de largeur à une distance de 5 km avec une visibilité directe et un contraste de température entre le nuage et le fond (ou le fond et le nuage) entre 0,5 et 2 kelvins, avec une probabilité d'au moins 80 % et un degré de confiance de 95 %.

Le SDID devrait détecter et identifier un nuage de gaz d'agent de guerre chimique de 50 m de largeur à une distance de 5 km avec une visibilité directe et un contraste de température entre le nuage et le fond (ou le fond et le nuage) entre 0,5 et 2 kelvins, avec une probabilité d'au moins 90 % et un degré de confiance de 95 %.

Le SDID devrait détecter et identifier un nuage de gaz d'agent de guerre chimique de 50 m de largeur à une distance de 7 km avec une visibilité directe et un contraste de température entre le nuage et le fond (ou le fond et le nuage) entre 0,5 et 2 kelvins, avec une probabilité d'au moins 80 % et un degré de confiance de 95 %.

Le SDID devrait détecter et identifier un nuage de gaz chimique de 15 m de largeur à une distance de 5 km avec une visibilité directe.

Le SDID doit détecter et identifier des produits chimiques en présence de substances interférentes.

3.2.1.2 *État chimique*

Le SDID doit détecter et identifier des nuages de gaz chimique.

Le SDID devrait détecter et identifier des agents chimiques sous forme d'aérosol à fines particules solides.

3.2.1.3 *Limites du nuage*

Le SDID devrait être capable de déterminer les limites gauche et droite du nuage chimique.

Dans le cas d'un réseau de SDID où au moins deux SDID sont utilisés, le SDID doit pouvoir déterminer à quelle distance se trouve un nuage chimique détecté.

3.2.1.4 *Champ observé (FOV)*

Le SDID doit avoir un FOV de 10 mrad.

3.2.1.5 Délai de réponse

Le SDID doit détecter et identifier les substances chimiques dans un secteur de 60° en moins de deux minutes après que le nuage de 50 m devient visible pour le SDID.

Le SDID devrait détecter et identifier les substances chimiques dans un secteur de 60° en moins d'une minute après que le nuage de 50 m devient visible pour le SDID.

3.2.1.6 Champ de vision

Le SDID doit être capable de balayer une scène de manière continue sur un azimut de 360° et entre -10° et +40° d'élévation.

Les limites d'azimut à droite et à gauche pour le balayage par la TO du SDID doivent pouvoir être programmées par l'opérateur, par rapport au nord géographique.

Les limites d'élévation vers le haut et le bas pour le balayage par la TO du SDID doivent pouvoir être programmées par l'opérateur, par rapport à l'horizon et entre -10° et +40° d'élévation.

Le SDID doit balayer en traçant des S quand les limites d'azimut et d'élévation ont été programmées par l'utilisateur.

Le SDID doit permettre les motifs de balayage entrelacés ou non entrelacés.

3.2.2 Sous-système de tête optique

3.2.2.1 Tête optique

La radiance spectrale équivalente au bruit (NESR) de la TO (pour le traçage au rayon du détecteur et du système complet) doit être inférieure à $8 \times 10^{-9} \text{ W}/(\text{cm}^2\text{-sr-cm}^{-1})$ pour la région spectrale entre 800 et 1 300 cm^{-1} pour un spectre de balayage unique enregistré en 1/80 s à une résolution spectrale de 16 cm^{-1} .

La NESR de la TO (pour le traçage au rayon du détecteur et du système complet) devrait être inférieure à $4 \times 10^{-9} \text{ W}/(\text{cm}^2\text{-sr-cm}^{-1})$ pour la région spectrale entre 800 et 1 300 cm^{-1} pour un spectre de balayage unique enregistré en 1/80 s à une résolution spectrale de 16 cm^{-1} .

Le flou pour l'ensemble du système doit être inférieur à 1 mrad.

La TO doit être munie d'un viseur mécanique externe.

La TO doit être fermée hermétiquement et avoir un dessicant remplaçable.

La TO doit être alimentée en électricité par le MBS.

La TO doit transmettre des données au MBS et en recevoir.

La TO doit être munie d'un connecteur USB pour une caméra externe.

3.2.2.2 Caméra

Le SDID doit être doté d'une caméra couleur pour faciliter la visée lorsqu'il faut aligner le SDID avec un élément d'intérêt.

La caméra devrait être intégrée dans la TO.

La caméra doit avoir un FOV de 10 à 15° d'angle.

La caméra doit être munie d'un viseur pour la ligne de visée infrarouge du SDID.

L'image de la caméra doit contenir un réticule définissant le FOV.

La caméra doit avoir une capacité de détection minimale de 0,03 lux et une commande d'exposition automatique.

La caméra doit fournir une image numérique en haute définition (HD).

La caméra doit avoir une fréquence de rafraîchissement minimale de 30 Hz.

La caméra doit avoir une irradiance équivalente au bruit de $2,1 \times 10^8$ photon/cm²-sec ou mieux.

3.2.2.3 Module de télescope

3.2.2.3.1 Le module de télescope comprend une optique qui peut être allongée, un dispositif de division de scène, une grande vitesse d'obturation et des mécanismes de réglage pour l'alignement, afin qu'on puisse utiliser le capteur en mode direct et en mode différentiel.

Le télescope doit avoir un objectif d'un diamètre d'au moins 10 cm.

L'objectif du télescope doit avoir une qualité optique limitée par la diffraction à une longueur d'onde de 10 µm sur l'angle d'observation utilisé.

Quand on ne s'en sert pas, l'optique externe doit être protégée contre l'abrasion et l'environnement.

3.2.2.3.2 Dispositif de division de scène

Le dispositif de division de scène est utilisé pour acheminer le faisceau optique associé à chaque image pixel-scène aux entrées de l'interféromètre.

Le dispositif de division de scène doit produire deux images pixel-scène de 10 mrad avec une distance angulaire centre à centre de 50 ± 5 mrad entre les deux images.

Le dispositif de division de scène doit être positionné et orienté de manière à ce que les deux images pixel-scène apparaissent au foyer des deux éléments collimateurs de l'interféromètre.

3.2.2.3.3 Obturateur rapide

L'obturateur rapide doit être capable de produire quatre états de masquage particuliers de manière automatique :

- a. Aucun masque appliqué aux deux pixels-scènes (mode différentiel et mode à deux faisceaux);
- b. Masque appliqué de manière à ne bloquer que la pixel-scène 1;
- c. Masque appliqué de manière à ne bloquer que la pixel-scène 2;
- d. Masque appliqué de manière à bloquer les deux pixels-scènes.

Les séquences de masquage au moyen de l'obturateur rapide doivent être programmables.

L'obturateur rapide doit changer d'état de masquage en moins de temps qu'il en faut au bras de l'interféromètre pour pivoter.

Les deux côtés de l'obturateur rapide doivent être recouverts d'une peinture noire mate d'un point de vue spectral d'une émissivité supérieure à 0,94 dans l'infrarouge thermique.

Il faut fixer une sonde de température absolue à chacun des deux obturateurs rapides pour la surveillance en temps réel de la température de la plaque de référence.

3.2.2.4 Interféromètre à deux faisceaux

Le déséquilibre relatif de l'interféromètre à deux faisceaux ne doit pas dépasser un maximum de 5 %.

Le déséquilibre relatif de l'interféromètre à deux faisceaux ne devrait pas dépasser un maximum de 2 %.

L'interféromètre à deux faisceaux doit être optimisé de manière à maximiser la transmission de l'intensité des faisceaux et l'efficacité de modulation pour la bande spectrale de 650 cm⁻¹ à 1 450 cm⁻¹.

L'interféromètre à deux faisceaux doit avoir des résolutions spectrales de 4 cm⁻¹, 8 cm⁻¹ et 16 cm⁻¹.

Les résolutions spectrales doivent être choisies de manière automatique.

L'interféromètre à deux faisceaux doit avoir les fréquences de balayage minimales suivantes :

- a. 80 spectres/s à une résolution de 16 cm^{-1} ;
- b. 50 spectres/s à une résolution de 8 cm^{-1} ;
- c. 30 spectres/s à une résolution de 4 cm^{-1} ;

3.2.2.5 *Module de détecteur*

Le module de détecteur consiste en un capteur à un seul élément, une fenêtre antireflet, une lentille antireflet et des affûts choisis et conçus de manière à fournir une sensibilité optimale et un coefficient de transmission élevé pour obtenir la NESR voulue pour la TO.

Le module de détecteur doit produire un FOV de pixel-scène unique de 10 mrad ($0,57^\circ$) avec une tolérance of $\pm 5 \%$.

Le module de détecteur doit utiliser un refroidisseur à cycle de Stirling pour refroidir le ou les éléments du détecteur.

3.2.2.6 *Module d'étalonnage*

Le SDID doit utiliser au moins une source d'étalonnage à corps noir située à l'avant de la TO pour l'étalonnage automatique du signal spectral.

Le SDID devrait utiliser deux sources d'étalonnage à corps noir situées à l'avant de la tête optique pour étalonner automatiquement le signal spectral.

3.2.2.7 *GPS*

Le SDID doit comprendre un GPS fondé sur un module antimystification à disponibilité sélective.

Le GPS doit fournir des coordonnées géographiques au sous-système central de traitement et de contrôle.

Le GPS doit indiquer la position du SDID en coordonnées exprimées en latitude et en longitude, et selon le système de référence de carroyage militaire.

Le GPS doit se trouver à l'intérieur de la TO.

L'antenne du GPS devrait être installée sur le dessus de la TO.

3.2.2.8 *Boussole*

Une boussole à l'état solide doit être intégrée dans la TO.

La boussole doit fournir l'information sur l'orientation de la TO au MBS au moyen du sous-système central de traitement et de contrôle.

La boussole doit indiquer l'orientation de la TO par rapport au nord géographique.

La boussole doit avoir une précision de ± 1 degré.

La boussole doit se trouver à l'intérieur de la TO.

La boussole devrait être intégrée au GPS.

3.2.3 *Sous-système de mécanisme de balayage de scène*

3.2.3.1 *Mécanisme de balayage de scène*

Le MBS est une plateforme d'azimut et d'élévation utilisée pour balayer la zone opérationnelle ou orienter la TO vers une autre cible.

Le MBS doit déplacer la TO sur l'azimut et l'élévation.

Le MBS doit avoir une puissance en courant continu de 24V et des connecteurs de données.

Le MBS doit être alimenté en électricité par le sous-système central de traitement et de contrôle.

Le MBS doit continuellement balayer sur 360 ° en azimut, les deux dans le sens horaire et dans le sens anti-horaire.

Le MBS doit balayer entre +40° et -10° d'élévation.

Le MBS doit acheminer les données entre les le TO et le contrôleur central de traitement, lorsqu'il est en marche.

Le MBS doit transférer les données à partir et vers le contrôleur central de traitement.

3.2.3.2 *Fréquence de balayage*

Le MBS doit pointer la TO dans toute direction voulue en moins de 17 s.

Le SDID doit balayer tout le champ de vision (50° x 360°) avec une résolution spatiale de 0,573° (un pixel) en moins de 30 minutes avec une résolution spectrale de 16 cm⁻¹ et un facteur de coaddition de 1.

Le SDID doit être capable d'effectuer un balayage sur 360° sur un même plan (à une élévation fixe) en moins de deux minutes pour des facteurs de coaddition allant jusqu'à 4.

Le MBS doit fournir un balayage en douceur et continu comparable à celui d'un mode micropas.

Le MBS doit composer avec une scène sondée ayant une dimension angulaire pouvant varier d'un seul FOV pixel-scène de 0.573° x 0.573° (10mrad x 10 mrad) à tout le champ de vision de 50° x 360°

Le MBS doit utiliser l'information transmise par le GPS et/ou la boussole pour son initialisation et sa synchronisation.

3.2.3.3 *Précision du pointage*

Le MBS doit fournir une précision de pointage (stabilité ou scintillement) d'au moins 0,1 degré.

3.2.4 *Sous-système de dispositif central de traitement et de contrôle*

3.2.4.1 *Contrôleur central de traitement*

Le contrôleur central de traitement contrôle les fonctions principales du ou des capteurs, effectue le traitement des données, effectue des essais, communique avec les autres sous-systèmes et gère les alarmes.

La conception et l'intégration de la technologie de l'information et du système d'information du contrôleur central de traitement doivent s'appuyer sur des normes d'interface non exclusives.

Le contrôleur central de traitement doit permettre l'intégration de nouveau matériel et de nouveaux logiciels au moyen d'interfaces non exclusives.

Le contrôleur central de traitement doit au moins contenir le logiciel du contrôleur central de traitement, le logiciel de détection et d'identification, toutes les bases de données spectrales et les spectrothèques, et un système d'exploitation.

Le SDID doit créer et enregistrer des événements spectraux pour les détections non identifiables (comme les AGC et les PCIT inconnus), ce qui comprend l'image de la caméra, afin que les nouveaux spectres puissent être enregistrés dans une spectrothèque conçue sur mesure (différente des spectrothèques téléchargées) et utilisés pour des identifications futures.

Le contrôleur central de traitement doit être muni de connecteurs pour :

- a. l'alimentation en courant continu de 24 V;
- b. acheminer le courant continu de 24 V et les données au MBS;
- c. deux connecteurs Ethernet RJ45 (un pour la radio Ethernet et l'autre comme connecteur de rechange);
- d. deux ports USB.

3.2.4.2 Communication

Le contrôleur central de traitement doit permettre à l'opérateur de régler l'intensité de l'alarme.

Le contrôleur central de traitement doit être muni d'une rangée de voyants à DEL pour les éléments suivants :

- a. Voyant « contrôleur central de traitement » en marche : Indique que le contrôleur central de traitement est allumé;
- b. Alarme : S'allume quand une alarme est déclenchée;
- c. Défaillance : S'allume en cas de défaillance du système;
- d. Réseau : S'allume quand le SDID est connecté à un réseau.

Les voyants à DEL doivent être visibles à une distance de 25 m.

Le contrôleur central de traitement doit automatiquement transmettre des messages à la ou aux consoles dans les dix secondes suivant la détection d'une menace par une des TO en réseau.

Le contrôleur central de traitement devrait automatiquement transmettre des alarmes sonores et visuelles à la ou aux consoles dans la seconde suivant la détection d'une menace par une des TO en réseau.

Le contrôleur central de traitement doit déclencher une alarme visuelle (comme un voyant à DEL clignotant) visible pour un opérateur se trouvant à une distance minimale de 25 m.

Le contrôleur central de traitement doit déclencher une alarme audible d'une intensité minimale de 70 dBA à une distance d'un mètre.

Le contrôleur central de traitement doit posséder un interrupteur unique pour qu'on puisse arrêter toutes ses alarmes et ses indicateurs sonores et visuels.

L'annulation des alarmes sonores et visuelles directement sur le contrôleur central de traitement ne doit pas annuler les alarmes et les autres événements sur la console (qui doivent être annulés séparément au moyen de la console).

Le contrôleur central de traitement doit automatiquement envoyer des messages à la console dans les dix secondes suivant la ou les défaillances d'un sous-système ou d'une composante du SDID.

Le contrôleur central de traitement devrait automatiquement envoyer des messages à la console dans la seconde suivant la ou les défaillances d'un sous-système ou d'une composante du SDID.

3.2.4.3 Traitement et gestion des données

Le contrôleur central de traitement doit posséder tout le matériel et les logiciels requis pour effectuer le traitement et l'analyse des données brutes afin de permettre la détection et l'identification des AGC et des PCIT dans le champ de vision du capteur.

Le contrôleur central de traitement doit être constitué de composantes électroniques à traitement rapide (ordinateur, processeur de signal numérique, etc.) afin de pouvoir effectuer la détection et l'identification d'une cible en temps réel.

Le contrôleur central de traitement doit effectuer le traitement et l'analyse nécessaires pour manipuler les interférogrammes et les spectres.

Le contrôleur central de traitement doit servir de centre de commandement et de contrôle pour toutes les communications et la mise en réseau des fonctions du SDID.

Le contrôleur central de traitement doit se connecter à la console, au MBS et à la TO, et transmettre des données à ces sous-systèmes ainsi qu'en recevoir.

Le contrôleur central de traitement doit automatiquement établir la communication avec la console, la TO et le MBS lors du démarrage.

Le contrôleur central de traitement doit communiquer avec la console au moyen d'une connexion Ethernet câblée.

Le contrôleur central de traitement doit communiquer sans fil avec la console au moyen de la radio Ethernet.

Quand plus d'une console communique avec le contrôleur central de traitement, la console connectée par câble a la priorité.

Le contrôleur central de traitement doit être doté d'un codeur d'images animées conforme à la version 3 de l'accord de normalisation OTAN (STANAG) 4609.

Le codeur d'images animées du contrôleur central de traitement doit :

- a. permettre la transmission en continu de fichiers MPEG-2 TS au moyen du User Datagram Protocol en multidiffusion;
- b. chiffrer l'information au moyen de la méthode 4-sur-2 ou H.264-sur-MPEG-2 TS;
- c. chiffrer les métadonnées conformément à la norme MISB ST0601;
- d. garantir que l'implémentation est synchronisée, conformément à la norme MISB ST0604;
- e. garantir que l'ensemble de métadonnées minimal obligatoire est conforme à la norme MISB ST0902, le tableau de codeur vidéo de la pièce jointe AA1 étant utilisé au lieu des tableaux 1 et 2 de la norme ST0902.

3.2.5 *Sous-système d'alimentation*

3.2.5.1 *Alimentation du SDID*

Le SDID doit être alimenté par le contrôleur central de traitement.

3.2.5.2 *Alimentation par batterie*

3.2.5.2.1 Batteries internes

Les batteries internes du SDID doivent avoir une durée de vie d'au moins dix (10) ans.

3.2.5.2.2 Bloc-piles externe

La source d'énergie principale du SDID doit être le bloc-piles externe fournissant du courant continu de 24 V.

Le bloc-piles externe doit utiliser des piles rechargeables conformes aux normes de l'OTAN.

Un bloc-piles externe unique doit alimenter le SDID de manière à ce que celui-ci fonctionne sans interruption pendant au moins quatre (4) heures à 20 °C +/- 5 °C avec une seule charge.

Un bloc-piles externe unique devrait alimenter le SDID de manière à ce que celui-ci fonctionne sans interruption pendant au moins vingt-quatre (24) heures à 20 °C +/- 5 °C avec une seule charge.

Le bloc-piles externe doit pouvoir être rechargé sans être démonté.

Le bloc-piles externe doit être muni d'un indicateur de faiblesse des piles.

3.2.5.3 *Chargeur de batterie*

Le chargeur de batterie doit être disponible comme article standard de l'OTAN.

Le chargeur de batterie doit recharger complètement le bloc-piles externe en 240 minutes ou moins, à une température de 20 °C +/- 5 °C.

Le chargeur de batterie doit indiquer visuellement que le bloc-piles externe est complètement chargé.

Le chargeur de batterie doit indiquer visuellement la défaillance du bloc-piles externe.

Le chargeur de batterie doit démarrer seulement si le bloc-piles externe se trouve à une température sécuritaire.

Le chargeur de batterie ne doit pas surcharger le bloc-piles externe.

Le chargeur de batterie doit automatiquement régler le courant et la tension en fonction du stade de chargement des piles. (Remarque : On recommande un chargeur biphasé ou triphasé, puisqu'un tel appareil règle le courant et la tension en fonction des besoins de la batterie.)

Le chargeur de batterie doit détecter la présence d'une batterie incompatible, et empêcher le lancement de tout processus de chargement tout en avertissant l'opérateur au moyen d'un signal visuel.

Le chargeur de batterie doit pouvoir fonctionner au courant continu de 18-36 V.

Le chargeur de batterie devrait pouvoir fonctionner au courant continu de 12-36 V.

Le chargeur de batterie doit pouvoir fonctionner au courant alternatif de 120/240 V +/-10 %, 50-60 Hz +/-5 %.

Par défaut, l'alimentation d'entrée en courant alternatif doit comprendre un connecteur 5-15P de la National Electrical Manufacturers Association (NEMA) compatible avec les prises murales standard canadiennes.

Le chargeur de batterie doit être conforme aux paragraphes 5.1.1, 5.1.2 et 5.1.3 de la norme MIL-STD-1275E.

3.2.5.4 Alimentation externe

Quand le SDID n'est pas alimenté par batterie, il doit être alimenté au moyen d'un module de convertisseur c.a./c.c. adéquat.

Le SDID doit pouvoir fonctionner à une puissance d'entrée avec un courant continu de 18-36 V de tension.

Le SDID devrait pouvoir fonctionner à une puissance d'entrée avec un courant continu de 12-36 V de tension.

Le SDID doit être conforme aux paragraphes 5.1.1, 5.1.2 et 5.1.3 de la norme MIL-STD-1275E.

Le SDID doit pouvoir fonctionner à une puissance d'entrée avec un courant alternatif de 120/240 V de tension +/-10 % et une fréquence de 50-60 Hz +/- 5 %.

Le SDID doit pouvoir être alimenté par le système de distribution d'électricité d'un navire conformément au document D-03-003-005/SF-000 et à la norme STANAG 1008. (Remarque : À bord des navires, l'électricité est distribuée au moyen d'un système triangle-triangle de 400/115 V non mis à la masse.)

Le câble d'alimentation en courant alternatif du SDID doit comprendre un connecteur 5-15P de la NEMA compatible avec les prises murales standard canadiennes.

Le SDID doit être doté d'une fonction de permutation automatique d'une source d'alimentation à une autre sans interruption, fausse alerte ou dégradation de sa capacité.

Le SDID devrait avoir une capacité de recharge intégrée pour que le bloc-piles externe puisse être rechargé lorsque le SDID est branché à une source d'énergie externe.

Le SDID doit être muni d'un système de protection contre les inversions de polarité.

3.2.6 Sous-système de console

La console doit être un ordinateur portable militaire léger et renforcé.

La console doit fonctionner sur une plateforme Windows® 7.

La console doit être séparée et indépendante de la TO, du MBS et du contrôleur central de traitement d'un point de vue mécanique.

La console doit offrir la capacité de produire une sonnerie d'alarme d'une intensité minimale de 70 dBA à 1 m.

La console doit être munie d'une commande d'intensité variable pour l'écran et d'une fonction d'arrêt d'écran.

La console doit fonctionner de manière continue avec une alimentation par batterie pendant au moins quatre (4) heures, à 20 °C, et sur une seule charge.

La console devrait fonctionner de manière continue avec une alimentation par batterie pendant au moins huit (8) heures, à 20 °C, et sur une seule charge.

La console doit être munie de ports USB et Ethernet RJ45.

Le câble entre la console et le contrôleur central de traitement doit avoir une longueur de 6 m et un connecteur RJ45 à chacune de ses extrémités.

3.2.7 *Sous-système d'accessoires*

3.2.7.1 *Étuis de transport*

Le SDID doit être rangé dans des étuis de transport rigides, renforcés, réutilisables et à l'épreuve des intempéries.

Les étuis de transport doivent permettre de ranger tous les éléments du SDID.

Les étuis de transport doivent être superposables.

Les étuis de transport devraient avoir les mêmes dimensions.

Les étuis de transport doivent :

- a. être munis d'une soupape de surpression;
- b. comprendre de la mousse plastique à alvéoles fermés pour protéger l'équipement;
- c. être munis de poignées en quantité suffisante pour être conformes aux exigences ergonomiques en matière de levage de la norme MIL-STD-1472G;
- d. être étiquetés conformément au paragraphe 3.9.2 de la section sur l'étiquetage et le marquage.

3.2.7.2 *Trousse de nettoyage d'objectif*

Le SDID doit inclure une trousse de nettoyage d'objectif qui comprend au moins les articles suivants :

- a. Une solution de nettoyage d'objectif;
- b. Une brosse à air comprimé;
- c. Un ensemble de brosses de nettoyage;
- d. Un chiffon non pelucheux doux en microfibre pour essuyer l'objectif;
- e. Une pochette tactique vert olive pour le rangement des articles de la trousse de nettoyage.

3.2.7.3 *Câbles et connecteurs*

Les câbles d'alimentation et de transmission de données doivent être des cordons multiconducteurs, blindés et flexibles.

Les câbles du SDID doivent demeurer flexibles lorsqu'ils sont entreposés à une température froide de - 33 °C, conformément à la norme FED-STD-228A (Method 2011.1, Flexibility, Insulation, Low Temperature).

Tous les connecteurs de câble doivent être munis d'un renfort.

Sauf indication contraire dans la présente spécification, tous les connecteurs, entrées et sorties doivent être conformes à la norme MIL-DTL-38999L.

3.2.8 *Sous-système d'interface de plateforme*

3.2.8.1 *Montage sur trépied*

Le SDID doit être monté sur le trépied NSN 5855-99-893-0042 ou un trépied similaire pour être installé au sol.

Le MBS et la TO devraient être centrés sur l'axe vertical du trépied.

Le MBS doit pouvoir être fixé fermement au trépied sans nécessiter l'utilisation d'outils.

Le MBS doit pouvoir être mis à niveau sur le trépied.

Le fonctionnement du SDID ne doit pas être perturbé quand le dispositif est placé sur une pente d'un maximum de 30°.

3.2.8.2 *Plaque de montage*

Le SDID doit comprendre un adaptateur de plaque de montage qui permet de fixer le MBS au trépied.

3.2.9 *Temps d'installation et de démarrage*

3.2.9.1 *Temps d'installation d'un seul SDID*

Il faut une équipe de deux opérateurs vêtus d'équipement de protection individuelle (EPI) pour installer le SDID à un site fixe. Au départ, tous les étuis de transport du SDID sont déposés sur le sol. L'installation comprend notamment :

- a. le déballage des composantes et des câbles du SDID des étuis de transport;
- b. l'assemblage des composantes du SDID;
- c. le branchement des composantes ensemble;
- d. le démarrage du SDID.

Le SDID doit pouvoir être assemblé par deux personnes en moins de 15 minutes.

3.2.9.2 *Temps de démarrage d'un seul SDID*

Le temps de démarrage du SDID comprend la mise en température, l'initialisation et l'étalonnage.

Le démarrage doit prendre moins de 15 minutes à 24 °C.

Le démarrage devrait prendre moins de 10 minutes à 24 °C.

Le démarrage devrait prendre moins de 15 minutes à -20 °C.

Le SDID doit se connecter à un réseau en moins de 10 minutes après le démarrage.

3.2.9.3 *Temps de mise en place du réseau*

Deux membres du personnel en tenue de combat complète doivent pouvoir installer et utiliser six capteurs et une console de SDID en une (1) heure dans des conditions idéales.

Deux membres du personnel en tenue de combat complète devraient pouvoir installer et utiliser six capteurs et une console de SDID en trente (30) minutes dans des conditions idéales.

REMARQUE : Les conditions idéales sont définies comme suit :

- a. Aucune obstruction ou pente;
- b. Les opérateurs ne portent pas d'EPI;
- c. Exclut le temps de déplacement, c'est-à-dire le temps qu'il faut pour se rendre à de multiples sites quand les SDID doivent être placés à une distance importante les uns des autres.

3.2.10 Modes de fonctionnement

Le SDID doit comporter les modes de fonctionnement suivants :

- a. Initialisation;
- b. Étalonnage;
- c. Essais;
- d. Recherche;
- e. Confirmation;
- f. Poursuite;
- g. En attente;
- h. Télémétrie.

3.2.10.1 Mode d'initialisation

L'initialisation est la séquence d'événements qui doivent avoir lieu pour qu'on puisse utiliser le SDID au terme de la période d'installation.

L'initialisation consiste en une période de mise en température et un autodiagnostic.

En mode d'initialisation, le SDID doit :

- a. Charger les logiciels;
- b. Générer la bibliothèque de gaz;
- c. Générer le cadre de référence initial;
- d. Chauffer le système afin qu'il atteigne la température interne minimale pour s'assurer que toutes les composantes électroniques fonctionnent selon les spécifications.

3.2.10.2 Mode d'étalonnage

Le SDID utilise un mode d'étalonnage pour obtenir de nouvelles données de référence, c'est-à-dire de l'information provenant d'une scène de rayonnement sous forme de corps noir, ainsi que les paramètres utilisés pour étalonner le rayonnement provenant d'une scène. À la fin du mode d'étalonnage, on obtient le gain et le décalage de l'instrument afin d'étalonner les spectres bruts. Une fois que le gain et le décalage ont été appliqués aux spectres bruts, on obtient des spectres étalonnés avec des unités de rayonnement précises ($W/cm^2.sr.cm^{-1}$). L'étalonnage est nécessaire pour prendre en compte la dérive de température de la TO durant l'utilisation.

Le SDID doit effectuer un étalonnage périodique et automatique durant son utilisation.

Le SDID doit incorporer et utiliser des séquences d'étalonnage programmables, y compris :

- a. une séquence initiale pour permettre le calcul du gain et du décalage le plus tôt possible lors du démarrage;
- b. au moins deux séquences d'étalonnage indépendantes durant l'utilisation, soit une séquence d'étalonnage jusqu'à ce que la température de la TO se stabilise et une autre séquence une fois que la température de la TO s'est stabilisée.

L'étalonnage du SDID doit être validé et fournir un message clair et bien visible dans une fenêtre contextuelle pour avertir l'utilisateur du manque de fiabilité du système en raison d'un étalonnage incorrect.

En mode d'étalonnage, le SDID doit :

- a. commander et positionner le corps noir, les obturateurs et la vérificatrice de confiance suivant les besoins;
- b. acquérir les données de référence provenant de sources connues, comme les sondes de température, la vérificatrice de confiance et les spectres de corps noir dans des environnements froid et chaud;
- c. calculer les coefficients d'étalonnage, le gain et le décalage de l'instrument au moyen des données de référence.

À la fin du mode d'étalonnage, le SDID doit étalonner le rayonnement provenant des scènes, ce qui comprend les opérations suivantes :

- a. Application du gain et du décalage aux spectres bruts acquis;
- b. Obtention de spectres étalonnés grâce aux unités précises de rayonnement spectral ($\text{W}/\text{cm}^2.\text{sr}.\text{cm}^{-1}$).

3.2.10.3 *Mode d'essai*

Le SDID utilise le mode d'essai pour confirmer que certaines pièces mobiles du système fonctionnent correctement.

En mode d'essai, le SDID doit vérifier que :

- a. le MBS peut être déplacé sur l'axe horizontal et l'axe vertical;
- b. le corps noir peut être déplacé à l'intérieur et à l'extérieur du FOV;
- c. la vérificatrice de confiance peut être placée à l'intérieur et à l'extérieur du trajet optique.

3.2.10.4 *Mode de recherche*

Le SDID utilise le mode de recherche pour balayer un champ de vision à la recherche de produits chimiques dangereux.

Lorsqu'il balaie un champ de vision défini par un utilisateur, le SDID doit :

- a. acquérir et traiter les spectres;
- b. appliquer un algorithme (test du rapport des vraisemblances généralisé) pour déterminer si une menace est présente et passer en mode de confirmation si les conditions sont remplies;
- c. recalculer le facteur de mérite après chaque ligne de la fenêtre de balayage;
- d. recalculer les prévisions utilisées dans le calcul du test du rapport des vraisemblances généralisé;
- e. passer automatiquement en mode d'étalonnage, procéder à l'étalonnage et revenir automatiquement au mode de recherche si un étalonnage est nécessaire;
- f. transmettre les données à la console au moins toutes les 30 secondes.

Le SDID doit demeurer en mode de recherche aussi longtemps :

- a. qu'une menace potentielle n'a pas été détectée;
- b. que l'étalonnage n'est pas nécessaire;
- c. que l'opérateur n'intervient pas pour changer le mode de fonctionnement.

Si une menace potentielle est identifiée, le SDID doit passer automatiquement en mode de confirmation.

3.2.10.5 *Mode de confirmation*

Le SDID utilise le mode de confirmation quand une menace gazeuse potentielle est identifiée dans le mode de recherche.

En mode de confirmation, le SDID doit :

- a. appliquer la résolution spectrale propre au mode de confirmation;
- b. appliquer le motif de balayage du mode de confirmation conformément aux paramètres prédéfinis de la mission;
- c. acquérir et traiter les spectres pour une mesure directe et différentielle, et leur appliquer l'algorithme GASEM;
- d. déclencher une alarme si le seuil d'alarme fixé est atteint;
- e. retourner au mode de recherche si le seuil d'alarme fixé n'est pas atteint.

Si le seuil fixé est atteint, le SDID doit passer en mode de poursuite.

3.2.10.6 *Mode de poursuite*

Le SDID utilise le mode de poursuite, qui est activé automatiquement quand une alarme se produit, pour suivre un gaz dont la présence a été confirmée en mode de confirmation. La direction du gaz qui représente une menace est suivie, et la concentration du gaz est surveillée au moyen de l'algorithme GASEM. Si le SDID trouve un gaz plus dangereux durant la poursuite, il retourne en mode de confirmation. Il suit le gaz jusqu'à ce que la signature de ce dernier demeure au-dessus du seuil de détection.

En mode de poursuite, le SDID doit :

- a. définir une fenêtre de poursuite autour du pixel contenant le gaz confirmé;
- b. régler les valeurs d'azimut, d'élévation et de balayage pour la fenêtre de poursuite;
- c. acquérir et traiter les spectres de gaz et leur appliquer l'algorithme de détection (test du rapport des vraisemblances généralisé) afin de déterminer si une menace est toujours présente dans la fenêtre de poursuite;
- d. passer en mode de confirmation si un gaz représentant une plus grande menace est découvert;
- e. redéfinir la fenêtre de poursuite autour du pixel où la concentration est la plus forte si le seuil est toujours au-dessus de la valeur minimale du test du rapport des vraisemblances généralisé après le balayage complet de la fenêtre de poursuite;
- f. retourner en mode de recherche si le seuil est sous la valeur minimale.

3.2.10.7 *Mode de télémétrie*

Le SDID utilise le mode de télémétrie quand au moins deux SDID sont connectés en réseau à une même console.

Le SDID doit accomplir les étapes suivantes pour déterminer la distance à laquelle le nuage se trouve :

- a. Le SDID doit détecter et identifier une menace donnée et déclencher une alerte;
- b. Le SDID doit vérifier qu'un autre SDID en mode de recherche est disponible pour effectuer l'opération télémétrique;
- c. Le SDID doit s'établir comme ordinateur pilote et établir l'autre SDID comme unité esclave;
- d. Le SDID pilote doit déterminer et communiquer un nouveau motif de MBS au SDID esclave afin que ce dernier puisse détecter la menace;
- e. Une fois que le SDID esclave a trouvé la même menace, une triangulation au moyen des positions GPS et de la direction azimutale du MBS des deux SDID doit être effectuée pour évaluer la distance à laquelle la menace se trouve;
- f. La distance à laquelle la menace se trouve doit être affichée sur la console du SDID pilote.

3.2.10.8 *Mode d'attente*

Le mode d'attente est utilisé dans le cadre de déploiements tactiques et des redéploiements, ainsi que pour réduire la consommation d'électricité.

Le SDID doit permettre à l'utilisateur de passer en mode d'attente.

En mode d'attente, le SDID doit mettre fin à son mode de fonctionnement actuel et permettre à l'utilisateur de configurer l'instrument en vue de la prochaine mesure de surveillance.

Le passage du mode de recherche au mode d'attente doit s'effectuer en moins de 5 secondes.

Le passage du mode d'attente au mode de recherche doit s'effectuer en moins de 15 secondes.

Quand l'utilisateur retourne en mode de recherche, le SDID doit présenter à l'utilisateur un message-guide lui donnant l'option de revenir aux derniers réglages.

En revenant au mode de recherche après avoir été en mode d'attente, le SDID doit présenter à l'utilisateur un message-guide lui donnant l'option de choisir un nouvel emplacement géographique.

3.2.10.9 *Fonctionnement en cas de défaillance*

En cas de défaillance du GPS, le SDID doit pouvoir obtenir ses coordonnées géographiques à l'aide d'un GPS externe. Sinon, on doit pouvoir entrer les coordonnées à la main au moyen de la console.

En cas de défaillance de la boussole, le SDID doit pouvoir être réglé sur le nord géographique au moyen d'une boussole externe. Sinon, on doit pouvoir effectuer le réglage à la main au moyen de la console.

En cas de défaillance du MBS, le SDID doit pouvoir être positionné manuellement.

En cas de défaillance de la caméra, le SDID doit pouvoir être pointé manuellement.

En cas de défaillance de la console, le SDID doit pouvoir être commandé au moyen d'un ordinateur portatif de rechange sur lequel le logiciel de console du SDID est installé.

3.2.11 *Exigences relatives au réseau*

3.2.11.1 *Capteurs réseautés*

Une console doit commander et contrôler sans fil au moins six (6) contrôleurs centraux de traitement de SDID.

Une console doit commander et contrôler au moins six (6) contrôleurs centraux de traitement de SDID câblés.

Le SDID doit donner la capacité de prendre en charge tout échange d'information (p. ex., commandement et contrôle, images et données) entre une console et au moins six (6) SDID en réseau.

Les radiocommunications du SDID ne doivent pas interférer avec d'autres réseaux de SDID.

Le réseau de SDID doit actualiser toutes les données de capteurs et d'alarme sur la console en temps réel.

3.2.11.2 *Communications avec la console du SDID*

Le SDID doit être télécommandé au moyen d'une console située à un maximum de 6 mètres du contrôleur central de traitement connecté par un câble Ethernet.

Le SDID doit être commandé à distance sans fil au moyen d'une console située à une distance maximale de 1 km du contrôleur central de traitement, à l'aide d'une radio Ethernet.

Le SDID devrait être commandé à distance sans fil au moyen d'une console située à une distance maximale de 3 km du contrôleur central de traitement, à l'aide d'une radio Ethernet.

3.2.11.3 *Protocoles de communication*

Les radios réseau doivent être compatibles avec les radios Ethernet à acheminement automatique du MDN.

Les communications sans fil du SDID doivent se faire sur les fréquences approuvées au Canada.

Les communications sans fil du SDID devraient se faire sur les fréquences approuvées à l'échelle internationale.

Le réseau de SDID doit être fondé sur des normes de communication commerciales, ouvertes et non exclusives pour tous les réseaux.

Le réseau de SDID doit pouvoir envoyer et recevoir de l'information numérique par des ports d'accès standards.

3.2.11.4 *Réseau d'intégration des capteurs et d'aides à la décision*

Le contrôleur central de traitement doit utiliser une liaison radio Ethernet pour communiquer avec le contrôleur de capteurs commun (CCC) d'intégration des capteurs et d'aides à la décision.

Le SDID doit être conforme aux exigences en matière d'intégration, de surveillance et de contrôle des capteurs et d'aides à la décision énoncées dans la pièce jointe AA2 (Spécification et guide d'intégration de capteurs).

En cas de conflit entre les paramètres et le commandement du CCC d'intégration des capteurs et d'aides à la décision et la console, la Console doit avoir préséance.

3.3 Exigences logicielles

3.3.1 Logiciel du contrôleur central de traitement

3.3.1.1 Renseignements généraux

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit être fondé sur les architectures logicielles standards de l'industrie.

Le logiciel de contrôleur central de traitement du micrologiciel du MBS doit mesurer les angles d'azimut et d'élévation actuels à la TO et les communiquer de manière continue aux autres modules.

Le logiciel de détection et d'identification doit être installé sur le contrôleur central de traitement.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit automatiquement choisir entre le mode direct ou le mode différentiel et le meilleur signal de détection, en fonction de la situation opérationnelle et d'autres critères.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit permettre de passer manuellement du mode direct au mode différentiel en fonction des besoins opérationnels.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit avertir l'opérateur des problèmes de fiabilité causés par une erreur d'étalonnage.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit permettre à l'opérateur de choisir les unités de mesure du GPS, de la boussole et des autres unités du SDID.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit lier les bases de données et l'algorithme de détection et d'identification pour l'analyse des données d'entrée brutes de la TO.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit automatiquement lier et gérer toutes les interactions entre les données d'entrée brutes de la TO, des bases de données et des algorithmes stockées dans le contrôleur central de traitement pour faciliter la prise de décision.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit transmettre une alerte à la console si des erreurs se produisent durant la mise à jour des bases de données et des algorithmes.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit contrôler toutes les fonctionnalités du SDID, lesquelles comprennent notamment :

- a. les modes de fonctionnement;
- b. la gestion de la position du MBS;
- c. les commandes de modulateur pour régler la résolution spectrale du micrologiciel du module de contrôle numérique numérique de la TO;
- d. les commandes d'étalonnage transmises au micrologiciel du module de contrôle numérique de la TO;
- e. les commandes de séquençement de la position d'obturateur transmises au panneau du positionneur de la TO : micrologiciel d'obturateur;
- f. les renseignements sur la position GPS et la boussole;
- g. l'information relative à l'image de la caméra;
- h. la communication interactive avec le logiciel de détection et d'identification.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit assurer les fonctions suivantes, à moins que d'autres moyens dont on a démontré l'efficacité supérieure soient approuvés par le RT :

- a. Réception de tous les interférogrammes et de toutes les données spectrales du panneau du module de contrôle numérique;
- b. Étalonnage, traitement et gestion de tous les interférogrammes et de toutes les données spectrales;
- c. Exécution et application du logiciel de détection et d'identification aux données brutes, et comparaison des résultats avec les données des bases de données;
- d. Gestion de tous les modes de fonctionnement du système;
- e. Transmission des alarmes de détection et d'identification à la console et au réseau d'intégration des capteurs et d'aides à la décision;
- f. Communication avec le GPS lorsque celui-ci est branché;
- g. Transmission d'informations à la console afin que l'opérateur puisse en prendre connaissance;
- h. Réception des commandes de l'opérateur au moyen de la console;
- i. Affichage des images de la caméra, dont les métadonnées, les données de surveillance du système et les données spectrales brutes et traitées sur la console;
- j. Réception des nouvelles séances et des modes de fonctionnement transmis depuis la console.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit posséder des capacités d'étalonnage manuel et automatique conçues pour optimiser le mode différentiel et le mode direct de la ou des TO.

À la demande de l'utilisateur, le logiciel du contrôleur central de traitement doit permettre à l'opérateur de créer temporairement une « zone d'exclusion » d'un gaz donné pour empêcher le déclenchement d'alarmes dans une zone où de fausses alarmes ont déjà été déclenchées.

Le contrôleur central de traitement doit contenir le MSV qui permet d'utiliser le réseau d'intégration des capteurs et d'aides à la décision.

3.3.1.2 *Registres de données du SDID*

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit produire et stocker des registres des activités détaillés.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit automatiquement enregistrer tous les paramètres et les fichiers GSM et SPC générés durant l'exécution des modes de recherche et de confirmation pour tous les événements qui ont causé des alarmes.

Toutes les données enregistrées dans le SDID doivent être dans un format ouvert, comme ASCII, ou pouvoir être lues de manière binaire par un logiciel commercial.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit stocker les données relatives à au moins 20 événements distincts de confirmation de détection. (REMARQUE : Un événement distinct de confirmation de détection comprend jusqu'à 10 secondes d'entrée dans le mode de confirmation d'un nuage d'agent détecté, après la classification ou l'identification de ce dernier.)

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit transmettre à la console, en format numérisé, l'information nécessaire pour créer et signaler les données de commandement, de contrôle, de communication et d'ordinateurs, et de système d'information au moyen du système de communication approprié des Forces canadiennes pour chaque application.

3.3.1.3 *Sélection dynamique du champ de vision*

Le contrôleur central de traitement doit permettre la sélection dynamique (c.-à-d. le changement automatique) du champ de vision à balayer en fonction d'une contrainte de temps par rapport à la NESR pour maintenir le niveau de détectabilité quand le contraste thermique diminue ou augmente.

Le contrôleur central de traitement doit automatiquement régler le nombre de coadditions en fonction de la différence thermique entre l'arrière-plan et l'air environnant.

Le contrôleur central de traitement doit réduire ou augmenter la vitesse du MBS pour maintenir le même nombre d'acquisitions coadditionnées pour une zone de scène donnée.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit effectuer les calculs nécessaires pour maximiser et synchroniser automatiquement la vitesse de balayage de scène avec la résolution spectrale et la NESR choisie.

3.3.2 Logiciel de détection et d'identification

Les principales fonctions du logiciel de détection et d'identification sont la détection et l'identification d'AGC et de PCIT gazeux. Les trois stades distincts du logiciel sont 1) la détection, 2) la confirmation et 3) le déclenchement d'alarme.

Le logiciel de détection et d'identification fourni par le gouvernement doit être installé sur le contrôleur central de traitement.

Le logiciel de détection et d'identification doit exécuter plusieurs tâches liées aux capteurs et au traitement, lesquelles comprennent notamment :

- a. la mesure du contraste thermique qui est associé au calcul du facteur de coaddition;
- b. l'acquisition de l'arrière-plan;
- c. la sélection de la zone de scène par l'utilisateur;
- d. l'ajustement dynamique de scène entre le mode de détection et le mode d'identification;
- e. la détection et l'identification en temps réel pour le mode de détection directe et le mode de détection différentielle;
- f. l'utilisation des bibliothèques de menaces, de substances interférentes et d'arrière-plan à n'importe quelle résolution spectrale;
- g. la mise en œuvre de l'algorithme de traitement de détection et d'identification CASSIDI (détection et identification de la signature spectrale d'agent chimique) dans le logiciel de détection et d'identification.

Les données de sortie du logiciel de détection et d'identification doivent contrôler de manière dynamique le mode de la TO (c.-à-d. choisir entre un ou deux faisceaux).

3.3.3 Logiciel de console

L'interface utilisateur de la console du SDID doit permettre de commander, de contrôler et de visualiser toutes les fonctionnalités et les réglages d'un SDID seul ou en réseau.

Toutes les fonctions du SDID, y compris celles associées à l'utilisation en réseau, doivent être accessibles à la console.

Le logiciel de la console doit pouvoir être chargé sur la console à partir d'une clé USB.

La console doit permettre à l'opérateur de modifier les paramètres de mission en temps réel.

Le logiciel de la console doit être disponible en anglais et en français du Canada.

Au moment de son lancement, le logiciel de console doit demander à l'opérateur de choisir entre l'anglais et le français du Canada.

Si aucune coordonnée géographique n'est entrée, le SDID doit permettre l'utilisation d'une mention comme « Pas un chiffre ».

Si aucune information géographique n'est entrée, toutes les autres fonctionnalités du SDID ne doivent pas être touchées.

La console doit réunir toutes les données spectrales recueillies par le contrôleur central de traitement sur demande.

Si l'utilisateur redémarre le SDID, les derniers réglages doivent être rechargés.

Le SDID doit réduire au minimum la nécessité d'un redémarrage en cas de modification de paramètres.

3.3.3.1 Interface utilisateur graphique

Le SDID doit avoir une interface utilisateur graphique pour fournir un affichage interactif de l'information à l'opérateur.

La console doit :

- a. montrer tous les renseignements pertinents aux utilisateurs dans une présentation claire et facile à comprendre;
- b. permettre la configuration de n'importe quel SDID faisant partie d'un réseau;
- c. permettre à l'opérateur de consulter la bibliothèque principale des AGC et des PCIT détectables;
- d. permettre à l'opérateur de régler manuellement la TO par rapport au nord géographique;
- e. avoir un indicateur pour le mode de fonctionnement actuel;
- f. permettre à l'opérateur de voir les spectres dans tous les modes de fonctionnement.

3.3.3.2 Guide intelligent pour la préparation des missions

La console doit être dotée d'un guide intelligent pour la préparation des missions.

L'opérateur doit pouvoir entrer tous les paramètres nécessaires au fonctionnement du SDID, ce qui comprend :

- a. l'ouverture et la modification d'une mission existante (c.-à-d. déjà définie);
- b. le remplissage de tous les champs pertinents pour les messages CBRN 4;
- c. la sélection des bibliothèques d'agents;
- d. la définition des coordonnées en latitude-longitude ou selon le système de référence de carroyage militaire;
- e. la définition des coordonnées géographiques à la main ou au moyen du GPS interne;
- f. la définition des limites d'azimut et d'élévation du champ de vision;
- g. le fait de permettre au SDID de fixer un point donné;
- h. la définition du motif de balayage;
- i. la configuration réseau d'une configuration à un capteur ou à plusieurs capteurs;
- j. le réglage de la résolution spectrale;
- k. le téléchargement en amont d'une carte et le fait de permettre le géoréférencement;
- l. le réglage de l'heure et de la date (heure locale ou zoulou);
- m. la définition de la fréquence d'étalonnage;
- n. la définition de la fréquence d'autodiagnostic;
- o. la définition des paramètres de détection et d'identification (p. ex., seuils);
- p. l'enregistrement des paramètres de mission.

3.3.3.3 Régime permanent (recherche)

Quand le SDID est en mode de recherche, la console doit :

- a. afficher les spectres d'arrière-plan en temps réel;
- b. afficher les spectres avec des axes étiquetés (p. ex., rayonnement différentiel par rapport au nombre d'ondes);
- c. afficher les spectres avec leur date et leur heure;
- d. indiquer l'emplacement géographique du ou des capteurs en latitude et longitude, et selon le système de référence de carroyage militaire;
- e. afficher l'azimut et l'élévation du balayage en temps réel;
- f. permettre à l'utilisateur de choisir la couleur des spectres;
- g. afficher les résultats sous forme d'histogramme ou de diagramme à bandes (test du rapport des vraisemblances généralisé) avec le seuil pour chaque cible en mode de balayage, de poursuite et de télémétrie.

Quand le SDID est en mode de recherche, la console doit afficher en haute définition les éléments et permettre les actions ci-dessous :

- a. La sortie de la caméra du SDID;

- b. Basculer entre les différentes caméras du réseau du SDID.

Quand le SDID est en mode de recherche, la console doit montrer la configuration du SDID :

- a. en affichant l'emplacement de la TO sur une carte bidimensionnelle dans un format facilement accessible et téléchargeable en amont par l'opérateur comme GeoTIFF et GeoPDF;
- b. en affichant la ligne de relèvement actuelle de la TO sur une carte bidimensionnelle en temps réel (c.-à-d. la ligne de relèvement au moment du balayage par la TO);
- c. en affichant le FOV actuel sur la carte bidimensionnelle, en synchronisation avec le relèvement actuel;
- d. en affichant le champ de vision de tous les capteurs en azimuth et en élévation sur la carte bidimensionnelle;
- e. en permettant à l'utilisateur de sauvegarder et de charger des captures d'écran de la carte avec leurs éléments en superposition;
- f. en affichant une boussole sur la carte bidimensionnelle;
- g. en affichant les possibilités et les équivalences GASEM en mode de confirmation.

Quand le SDID est en mode de recherche, la console doit indiquer l'état du SDID :

- a. en affichant l'état d'alimentation;
- b. en affichant l'état de connexion de chaque capteur;
- c. en affichant l'état du GPS;
- d. en affichant l'état de connexion avec le réseau d'intégration des capteurs et d'aides à la décision;
- e. en ayant un bouton permettant de commander ou de retirer le commandement de la console du réseau d'intégration des capteurs et d'aides à la décision;
- f. en affichant l'activité de réseau (p. ex., paquets reçus et envoyés).

En outre, la console devrait permettre à l'opérateur de définir des zones d'exclusion dans lesquelles la détection et l'identification sont inhibées.

3.3.3.4 Événements d'alarme

Si le SDID détecte une menace chimique, il doit afficher une alarme clignotante visible à une distance maximale de 25 m à la lumière du jour.

Le SDID doit permettre à l'opérateur de réinitialiser manuellement les alarmes après qu'un agent chimique a diminué sous les niveaux d'alarme.

Lors d'une alarme, le SDID doit afficher :

- a. les noms de tous les composés détectés comme ils apparaissent dans la bibliothèque;
- b. les catégories de composés détectés;
- c. le niveau de confiance de la détection;
- d. le produit chimique qui représente le risque le plus important, quand de multiples substances sont détectées;
- e. les spectres de gaz détectés;
- f. la date et l'heure de l'événement;
- g. les possibilités et les équivalences GASEM en mode de confirmation;
- h. la zone, exprimée en azimuth, du nuage chimique détecté sur la carte;
- i. le SDID qui a déclenché l'alarme, quand au moins deux SDID sont en réseau.

Le SDID doit créer un message CBRN 4 en utilisant les champs préalablement remplis et les données d'identification.

Le SDID doit conserver un registre d'état des événements de détection de produits chimiques avec la marque d'horodatage correspondante.

La console devrait afficher sur la carte les coordonnées numériques des limites gauche et droite (azimut) du nuage chimique détecté.

Le SDID devrait donner accès aux fiches signalétiques et/ou aux renseignements du National Institute for Occupational Safety and Health (toxicité relative, propriétés chimiques et physiques, recommandations relatives au port d'un appareil respiratoire, premiers soins, etc.) pour les composés identifiés.

La console doit permettre à l'utilisateur :

- a. de modifier, d'enregistrer et d'envoyer un message CBRN 4 dans un format compatible avec le système de commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance des Forces canadiennes;
- b. de ne pas tenir compte des nouvelles alarmes déclenchées par une signature donnée;
- c. de sauvegarder le registre d'état des produits chimiques détectés et des avertissements sur une clé USB;
- d. d'annuler les alarmes sonores et visuelles pour la console et le contrôleur central de traitement au moyen de la console.

La console devrait maintenir l'affichage graphique des limites du nuage chimique sur la carte tant et aussi longtemps que le nuage persiste, même si les alarmes sonores et visuelles ont été annulées manuellement.

3.3.3.5 Événements d'alerte

En cas de défaillance du SDID, la console doit afficher une alarme clignotante visible à une distance maximale de 25 m à la lumière du jour.

Les alertes sonores et visuelles qui indiquent une défaillance d'équipement doivent être clairement distinctes des alarmes qui indiquent la détection d'un AGC ou d'un PCIT.

En cas d'alerte, la console doit :

- a. présenter des recommandations d'intervention à l'opérateur (p. ex., redémarrage ou envoi au troisième échelon) et fournir un lien vers la section pertinente du manuel d'utilisation contenant de plus amples renseignements;
- b. automatiquement indiquer quel SDID en réseau a signalé un problème, en cas de défaillance d'un SDID en réseau.

La console doit permettre à l'opérateur d'annuler les alertes sonores et visuelles pour la console et le contrôleur central de traitement.

Le SDID doit conserver et fournir un registre d'état des événements d'alerte du SDID avec la marque d'horodatage correspondante.

3.3.3.6 Annulation temporaire des paramètres de mission

La console doit permettre à l'utilisateur de modifier temporairement tous les paramètres de mission, et de revenir à ces paramètres.

La console doit permettre à l'utilisateur de régler manuellement l'azimut et l'élévation de la TO.

La console doit permettre à l'utilisateur de retourner immédiatement aux paramètres de mission programmés.

3.3.3.7 Caractéristiques avancées de l'interface utilisateur

Le logiciel de la console doit incorporer des affichages sophistiqués comportant des fonctionnalités supplémentaires et des outils de diagnostic, appelés « caractéristiques avancées de l'interface utilisateur », accessibles aux utilisateurs qui détiennent les privilèges nécessaires.

Les caractéristiques avancées de l'interface utilisateur doivent être protégées à l'aide d'un mot de passe.

Les caractéristiques avancées de l'interface utilisateur doivent afficher les mesures prises, les gaz sélectionnés et leur équivalence, le contraste de température entre le gaz et l'arrière-plan, et le mode de fonctionnement (direct ou différentiel), et permettre à l'utilisateur de sauvegarder cette information.

Les caractéristiques avancées de l'interface utilisateur doivent permettre à l'utilisateur de sélectionner des séquences de mode de fonctionnement (direct ou différentiel).

Les caractéristiques avancées de l'interface utilisateur doivent être transférables d'un ordinateur personnel portable standard à un autre.

Les caractéristiques avancées de l'interface utilisateur doivent donner accès aux données brutes, ce qui comprend les interférogrammes, les spectres bruts réels et imaginaires et les données d'étalonnage.

Les caractéristiques avancées de l'interface utilisateur doivent automatiquement enregistrer tous les paramètres et les fichiers GSM (suffixes de fichier GASEM) et SPC (suffixes de fichiers de spectre) générés en mode de recherche et en mode de confirmation pour tous les événements qui causent des alarmes. Les fichiers ne doivent pas être conservés si le SDID ne donne pas l'alarme.

Les caractéristiques avancées de l'interface utilisateur doivent permettre de modifier les seuils d'algorithme « sur-le-champ », sans avoir à redémarrer.

Les caractéristiques avancées de l'interface utilisateur devraient comprendre la capacité de sauvegarder les résultats des calculs d'identification, qui incluent les onze réglages variables utilisés pour estimer le meilleur ajustement pour le gaz et la concentration et l'écart quadratique moyen de concentration déterminé pour chaque gaz testé. La présence d'un indicateur de gaz devrait aussi être sauvegardée dans le même fichier.

3.3.4 Gestion de bibliothèque

Le SDID doit permettre de charger les fichiers d'arrière-plan et les fichiers à signature chiffrée sur le contrôleur central de traitement directement à partir de la console quand ces fichiers sont fournis sur une clé USB.

L'outil de gestion de bibliothèque (OGB) sera installé et exécuté sur un ordinateur de Recherche et développement pour la défense Canada où les fichiers de données seront mis en forme, mis à jour et enregistrés. Ces fichiers seront ensuite téléchargés en amont dans le contrôleur central de traitement à l'aide de la console par un super-administrateur ou un administrateur. Les fichiers de menaces seront chiffrés. L'utilisation d'une clé USB contenant les fichiers de données mis à jour permettrait de synchroniser rapidement plusieurs unités de SDID au moyen des mêmes fichiers.

L'outil de gestion de bibliothèque doit :

- a. mettre en forme, enregistrer et mettre à jour les fichiers de données du contrôleur central de traitement au moyen de la console;
- b. créer ou modifier des fichiers de base de données d'arrière-plan ou de signature dans le format utilisé par le contrôleur central de traitement;
- c. remplir les champs de métadonnées de base de données, lesquels comprennent notamment :
 - i. Numéro d'identification;
 - ii. Nom;
 - iii. Commentaires;
 - iv. Préparé par;
 - v. Créé le;
 - vi. Modifié par;
 - vii. Modifiée le;
- d. limiter les données de mesure et de signature à une gamme spectrale définie par l'utilisateur avec des valeurs sensibles par défaut pour la gamme spectrale du SDID;
- e. lire les fichiers de mesure du SDID et choisir un nombre de mesures définies par l'utilisateur (de manière aléatoire ou séquentielle) en vue de l'insertion dans le fichier de base de données d'arrière-plan;
- f. montrer un affichage de spectrogramme du fichier de base de données d'arrière-plan et choisir les spectres à afficher;
- g. diviser la base de données d'arrière-plan en deux ensembles selon la longueur spectrale et les seuils de norme si la classification de l'arrière-plan est activée (se reporter à la REMARQUE 1 ci-après);

- h. afficher la distribution des mesures de longueur spectrale et de norme dans la base de données d'arrière-plan afin de régler précisément les seuils de classification d'arrière-plan (se reporter à la REMARQUE 1 ci-après);
- i. ajouter, supprimer ou réorganiser les signatures de menace dans les fichiers de base de données de signature;
- j. chiffrer la base de données de signature.

L'outil de gestion de bibliothèque devrait être conçu de manière à permettre au personnel de Recherche et développement pour la défense Canada de mettre à jour rapidement et facilement les fichiers de configuration, d'arrière-plan et de menaces au moyen de la console. Les fichiers de configuration, d'arrière-plan et de menaces seront présents sur la console et dans le contrôleur central de traitement.

Pour chaque signature dans la base de données de signatures, l'outil de gestion de bibliothèque doit permettre :

- a. de modifier la version de la signature, le nom, la catégorie (p. ex., AGC, PCIT) et le type (p. ex., agent neurotoxique, agent hémotoxique) d'un produit chimique donné, ainsi que les commentaires relatifs à la signature;
- b. de choisir le nom et la catégorie dans un menu déroulant où figurent les désignations standard pour les agents connus (comme la désignation CBRN 4 pour les agents et les types d'agents);
- c. de modifier les seuils relatifs au produit chimique concerné, c'est-à-dire les seuils de test du rapport des vraisemblances généralisé en mode direct et en mode différentiel, et les seuils du mode de confirmation (produit de contraste de densité, coefficient r de Pearson, écart type de la densité de colonne);
- d. de modifier la microfenêtre pour le produit chimique en question (se reporter à la REMARQUE 2 ci-après);
- e. à l'utilisateur de tracer et d'inspecter la signature et la microfenêtre connexe.

Le logiciel du contrôleur central de traitement doit générer une nouvelle version de l'identificateur de bibliothèque et de logiciel pour confirmer la réussite de la mise à jour des bases de données de bibliothèque et des algorithmes.

La base de données des menaces et des arrière-plans doit pouvoir être mise à jour sans qu'il soit nécessaire de redémarrer le SDID.

REMARQUES :

(REMARQUE 1) La classification des arrière-plans est une caractéristique des algorithmes CASSIDI. Essentiellement, elle divise la partie de mode de recherche de l'algorithme en deux branches parallèles, selon une classification grossière et rapide de la mesure actuelle. L'idée est que cette classification préliminaire spécialise chaque branche et devrait en principe améliorer le rendement en matière de détection. En pratique, elle a pour inconvénient que les seuils doivent être précisés différemment pour chaque branche. Le problème que cela pose est si important que toute l'étape de la classification est court-circuitée par la configuration de l'EDM du CATSI.

(REMARQUE 2) Les microfenêtres sont des gammes spectrales dans lesquelles la procédure GASEM de l'étape de confirmation essaie de faire correspondre le modèle de menace à la mesure réelle. Comme elles sont propres à un agent particulier, elles sont stockées dans la base de données des signatures. Les microfenêtres ne peuvent pas être modifiées par l'utilisateur dans l'EDM du CATSI et ne devraient être changées que par Recherche et développement pour la défense Canada. Par conséquent, elles pourraient probablement être incluses sans risque dans la base de données des signatures du SDID.

3.4 Exigences physiques

3.4.1 Construction du SDID

L'architecture du SDID doit être ouverte de manière à permettre l'intégration de matériel et de logiciels supplémentaires pour un agrandissement éventuel.

La conception du SDID doit empêcher, de manière électrique et mécanique, l'installation et la prise en charge incorrectes de composantes de système.

Les ressources informatiques du SDID doivent avoir un potentiel de croissance d'au moins 50 % pour tenir compte des exigences futures en matière d'essais, d'augmentations de base de données et de mises à jour logicielles.

Le SDID devrait être constitué de composantes modulaires remplaçables sur place, de manière à permettre l'entretien par échange ou la réparation par remplacement, sans modification ou réglage.

La conception du SDID devrait suivre les lignes directrices de la norme MIL-HDBK-454B.

3.4.2 Poids

Dans sa configuration de transport, le SDID ne doit pas peser plus de 200 kg.

Dans sa configuration de transport, le SDID ne devrait pas peser plus de 160 kg.

Dans la configuration de transport, chacun des étuis de transport ne doit pas peser plus de 46 kg.

Aucune composante du SDID ne devrait peser plus de 26 kg.

3.4.3 Dimensions

Dans sa configuration de transport, le SDID doit pouvoir être transporté dans une camionnette du MDN (p. ex., G-Wagon, volume d'environ 2,25 m³ [79,5 pieds cubes] jusqu'à la première rangée de sièges) ou un véhicule civil ou commercial d'une demi-tonne sans modification au véhicule.

Dans sa configuration de transport, le SDID devrait pouvoir être transporté dans un véhicule utilitaire de transport (MRZR4, dimensions de l'espace de chargement : 83,8 cm x 114,3 cm x 50,8 cm) sans modification au véhicule.

Le volume de la TO ne doit pas dépasser 0,08 m³.

Le volume de la TO devrait être inférieur à 0,06 m³.

3.4.4 Signature

3.4.4.1 Signature thermique

Le SDID doit avoir une température de surface (lentille exclue) inférieure à 33 °C quand il fonctionne en régime permanent à une température ambiante de 20 °C.

3.4.4.2 Signature acoustique

Le niveau de bruit du SDID, hormis les alarmes, ne doit pas être détectable à une distance de 30 m, conformément au tableau 2-1 de la norme MIL-STD-1474D.

Le niveau de bruit du SDID, hormis les alarmes, ne devrait pas être détectable à une distance de 10 m, conformément au tableau 2-1 de la norme MIL-STD-1474D.

3.4.4.3 Signature visuelle

La lumière émise par le SDID, hormis la console et l'alarme visuelle, ne doit pas être détectable à l'œil nu à une distance de plus de 25 m.

Le SDID doit être doté d'un mode d'occultation dans lequel toutes les sources lumineuses externes, sauf la console, sont éteintes, de manière à ce qu'aucune lumière visible ne soit émise.

3.5 Ingénierie spécialisée

3.5.1 Sécurité

Le SDID doit comporter au moins deux niveaux d'accès et d'autorisation pour les changements apportés aux paramètres en fonction du type d'utilisateur : super-administrateur, administrateur et opérateur.

Le SDID doit avoir un dispositif d'ouverture de session et de sécurité approuvé par le Centre de la sécurité des télécommunications (CST).

Le SDID doit permettre la modification du mot de passe des utilisateurs.

Toutes les données des bases de données hébergées dans le contrôleur central de traitement doivent être protégées quand elles sont transmises à la console.

Pour des questions de sécurité, la base de données des menaces doit être chiffrée.

On devrait utiliser un logiciel de chiffrement disponible sur le marché pour les communications sans fil du SDID.

La sécurité et l'intégrité des données du SDID doivent être protégées contre les accès non autorisés.

Le logiciel de détection et d'identification doit être adéquatement protégé contre les tentatives hostiles et accidentelles d'entrées, de commandes, de suppression et de modification non autorisées par un opérateur ou un utilisateur, que ce soit à distance au moyen d'une interface électronique ou à l'aide d'un code de logiciel intégré ou caché.

Le SDID doit être conforme aux conseils et directives en matière de sécurité des technologies de l'information du CST ITSG-22, Exigences de base en matière de sécurité pour les zones de sécurité de réseau dans l'administration fédérale pour tous les systèmes d'information fournis par l'entrepreneur qui (référence : https://www.cse-cst.gc.ca/fr/system/files/pdf_documents/itsg22-fra_0.pdf):

- a. se connectent aux systèmes d'information du MDN;
- b. traitent et stockent des données classifiées et désignées du MDN.

Cette directive englobe :

- a. les exigences de base en matière de sécurité pour les zones de sécurité de technologies de l'information pour toutes les ressources et les technologies d'information fournies par l'entrepreneur qui deviennent la propriété du Canada;
- b. toute l'information et les ressources de technologie de l'information qui appartiennent à l'entrepreneur et qui comportent ou comporteront des données appartenant au Canada.

Le SDID doit être conforme aux conseils et directives en matière de sécurité des technologies de l'information du CST ITSG-06, Effacement et déclassification des supports d'information électroniques, pour (référence : https://www.cse-cst.gc.ca/fr/system/files/pdf_documents/itsg06-fra.pdf):

- a. tous les supports magnétiques fournis par l'entrepreneur qui deviennent la propriété du Canada;
- b. tous les supports magnétiques contrôlés par l'entrepreneur qui comportent ou comporteront des données appartenant au Canada.

Le SDID doit être conforme aux conseils et directives en matière de sécurité des technologies de l'information du CST ITSG-38, Établissement des zones de sécurité dans un réseau, Considérations de conception relatives au positionnement des services dans les zones (référence : https://www.cse-cst.gc.ca/en/system/files/pdf_documents/itsg38-fra_0.pdf):

Le réseau de SDID doit authentifier l'identité des utilisateurs afin de contrôler l'accès et de répondre à la norme de sécurité de l'exploitation des systèmes d'information du MDN, A-SJ-100-002/AS-001, chapitre 3, section 2 – Contrôles de sécurité relatifs aux fonctions de vérification et aux fonctions d'accès.

3.5.2 Ergonomie

Le SDID doit être conçu selon la norme MIL-STD-1472F.

Lorsqu'il est rangé dans ses étuis de transport, le SDID doit pouvoir être transporté par un détachement de deux personnes conformément aux exigences de la norme MIL-STD-1472F.

Le SDID doit pouvoir être utilisé le jour et la nuit, et être utilisable avec des lunettes de vision nocturne.

Le SDID doit pouvoir être assemblé et utilisé par un membre des Forces canadiennes portant son attirail de combat complet et de l'équipement de protection individuelle.

Le SDID doit permettre à un opérateur vêtu d'équipement de protection individuelle d'effectuer l'entretien sur le terrain.

Le SDID doit pouvoir être utilisé par les femmes du 5^e centile et par les hommes du 95^e centile des Forces canadiennes.

Toutes les pièces d'équipement qui pèsent plus de 10 kg doivent être munies de poignées ou d'un dispositif facilitant la manipulation durant l'installation et le transport.

3.5.3 Environnement, santé et sécurité

Le SDID ne doit pas présenter de risques pour la santé ou la sécurité de l'opérateur.

Le SDID devrait nécessiter le moins d'articles consommables possible.

Le SDID doit être conforme au *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*, DORS/86-30, parties VII, VIII et X (référence : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-86-304/page-1.html>)

Le SDID ne doit pas contenir de composantes qui produisent individuellement ou collectivement une dose équivalente annuelle de rayonnement ionisant de plus de 50 mSv pour l'opérateur.

Le SDID doit être approuvé par l'Association canadienne de normalisation (CSA) ou les Laboratoires des assureurs du Canada (ULC) et porter la marque CSA ou ULC montrant qu'il convient à une utilisation canadienne et internationale.

3.5.4 Survivabilité

La surface externe et la finition du SDID doivent faciliter le nettoyage et la décontamination selon les principes énoncés dans la publication interalliée sur l'ingénierie 7 de l'OTAN.

3.6 Exigences relatives aux effets de l'environnement électromagnétique

3.6.1 Vulnérabilité en rayonnement

Le SDID ne doit pas montrer de défaillance, de dégradation de sa performance ou d'écart par rapport au fonctionnement prévu lorsqu'il est exposé aux champs de rayonnement électrique énumérés dans la norme MIL-STD-461F :

- a. méthode RS101, figure RS101-2 (*Navy*);
- b. méthode RS103, tableau VII (*Army Ground*).

3.6.2 Émissions rayonnées

Les champs de rayonnement électrique provenant du SDID ne doivent pas être supérieurs à ceux indiqués dans la norme MIL-STD-461F :

- a. méthode RE101, figure RE101-2 (*Navy*);
- b. méthode RE102, figure RE102-4 (*Navy Mobile and Army*).

3.6.3 Décharge électrostatique

Le SDID doit respecter les spécifications relatives au contrôle des effets de l'environnement électromagnétique et des décharges électrostatiques conformément à la norme MIL-STD-464C, paragraphe 5.8.

La conformité doit être vérifiée au moyen de l'essai de la publication interalliée sur les essais relatifs aux conditions environnementales 500, catégorie 508, brochure 2 ou de la Commission électrotechnique internationale 64000-4-2 Ed 2.0 déc. 2008. *Electromagnetic compatibility (EMC) – Part 4-2: Testing and measurement techniques – Electrostatic discharge immunity test*.

3.6.4 Dangers du rayonnement électromagnétique

Le SDID doit respecter les spécifications relatives aux effets de l'environnement électromagnétique des risques liés aux radiofréquences pour le personnel conformément à la publication C-55-040-001/TS-001 et au Code de sécurité 6 (2013), Limites d'exposition humaine à l'énergie électromagnétique radioélectrique dans la gamme de fréquences de 3 kHz à 300 GHz.

3.6.5 Métallisation

Le SDID doit respecter les spécifications relatives à la métallisation conformément à la norme MIL-STD-464C, paragraphe 5.11.3.

La métallisation du système doit assurer la continuité électrique entre les interfaces mécaniques externes de l'équipement électrique et électronique, que ce soit à l'intérieur de cet équipement ou avec les autres éléments du système, de manière à maîtriser les effets de l'environnement électromagnétique et à satisfaire aux exigences en matière de performance opérationnelle du système.

3.6.6 Mise à la terre

Le SDID doit respecter les spécifications relatives à la mise à la terre conformément à la norme MIL-STD-464C, paragraphe 5.12.

Chacune des composantes du système doit être munie d'une languette filetée de mise à la terre à laquelle on peut fixer une tresse de mise à la masse.

3.6.7 Compatibilité électromagnétique interne du système

Le SDID doit respecter les spécifications relatives aux effets électromagnétiques internes du système de la compatibilité électromagnétique, de manière à ce que les exigences relatives à la performance opérationnelle du système soient remplies conformément à la norme MIL-STD-464C, paragraphe 5.2.

3.7 Exigences de soutien logistique intégré

3.7.1 Fiabilité

La moyenne des temps de bon fonctionnement du SDID doit être égale ou supérieure à 1 000 heures à une température ambiante de $23\text{ °C} \pm 5\text{ °C}$, conformément à la norme MIL-HDBK-217F (1991-12-02) et à l'avis 2 (1995-02-28) sur la méthode de tension des pièces et l'adoption d'un profil « fixé au sol ».

Le SDID devrait avoir une moyenne des temps de bon fonctionnement de plus de 2 500 heures dans les conditions précitées.

3.7.2 Maintenabilité

3.7.2.1 Entretien par l'opérateur

Le SDID doit être doté d'un compteur de temps de fonctionnement non effaçable pour mesurer le temps cumulatif en heures et en minutes pendant lequel le SDID est sous tension.

Le temps moyen de réparation du SDID ne doit pas dépasser 60 minutes en entretien au premier échelon. Cela comprend :

- a. l'identification de l'élément remplaçable sur place qui pose problème;
- b. le retrait et le remplacement de l'élément remplaçable sur place;
- c. la vérification du bon état du SDID.

Le SDID doit être entretenu au premier échelon sans outils ou équipement d'essai spécialisés.

L'utilisateur ne doit pas avoir besoin d'outils ou d'équipement spécialisés pour brancher les batteries externes au SDID.

Les batteries du SDID doivent pouvoir être remplacées sans outils.

Toutes les composantes principales du SDID et les composantes qui nécessitent un entretien fréquent doivent être placées de manière à faciliter cet entretien ou le remplacement de composantes.

3.7.2.2 *Entretien préventif*

Le SDID ne doit pas nécessiter d'entretien préventif plus d'une fois par période de 24 heures, sauf pour le nettoyage de la lentille optique dans des conditions poussiéreuses et le chargement ou le remplacement des batteries.

Le SDID ne devrait pas nécessiter d'entretien préventif plus d'une fois par période de 72 heures, sauf pour le nettoyage de la lentille optique dans des conditions poussiéreuses et le chargement ou le remplacement des piles.

L'entretien préventif du SDID ne doit pas prendre plus de 15 minutes par jour.

3.7.2.3 *Essai intégré*

Le contrôleur central de traitement du SDID doit inclure un essai intégré capable de circonscrire une défaillance au niveau de l'élément remplaçable sur place et communiquer les résultats à la console.

L'essai intégré du SDID doit :

- a. fonctionner continuellement en arrière-plan;
- b. garantir que tous les aspects de la caméra, de l'interféromètre, du détecteur, du télescope et du MBS fonctionnent conformément à la spécification;
- c. faire partie intégrante du SDID;
- d. effectuer un diagnostic complet en moins de deux minutes au démarrage;
- e. être appliqué aux modules d'interféromètre et de détecteur après chaque heure d'utilisation ou à la demande de l'opérateur, et ne pas prendre plus d'une minute;
- f. avertir l'opérateur des défaillances du système au niveau des éléments remplaçables sur place;
- g. afficher un message d'alerte de défaillance sur la console;
- h. fournir un moyen de vérifier manuellement que tous les indicateurs visuels et sonores fonctionnent sur demande;
- i. fournir une vérificatrice de confiance pour confirmer le bon fonctionnement du système à l'opérateur sur le terrain.

Le SDID doit permettre aux opérateurs d'effectuer un essai intégré à tout moment.

L'essai intégré doit être lancé au démarrage du SDID.

Le SDID doit tenir un registre des résultats des essais intégrés dans le contrôleur central de traitement pour les 24 dernières heures d'utilisation.

3.7.3 *Disponibilité*

La disponibilité du SDID doit être d'au moins 99,9 %. La disponibilité est définie comme étant le rapport de moyenne des temps de bon fonctionnement/(moyenne des temps de bon fonctionnement+temps moyen de réparation).

Le SDID doit remplir toutes ses fonctions après un maximum de 10 ans d'entreposage dans ses étuis de transport.

3.7.4 *Durée de vie utile*

Le SDID doit avoir une durée de vie utile de 10 ans.

3.8 *Exigences en matière de génie de l'environnement*

3.8.1 *Haute altitude*

Le SDID doit fonctionner à une altitude maximale de 3 000 m conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 500.6, procédure II.

3.8.2 Température – fonctionnement

Le SDID doit fonctionner tout en étant exposé à des températures extrêmement chaudes conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 501.6, procédure II, en utilisant le tableau 501.6-III (*Ambient Air Conditions*).

Le SDID doit fonctionner tout en étant exposé à des températures extrêmement froides conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 502.6, procédure II, à une température constante de -20 °C.

Le SDID devrait fonctionner tout en étant exposé à des températures extrêmement froides conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 502.6, procédure II, à une température constante de -32 °C.

3.8.3 Température – entreposage

Le SDID doit fonctionner après avoir été entreposé à une température élevée dans ses étuis de transport conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 501.6, procédure I, en utilisant le tableau 501.6-III (*Induced Conditions*).

Le SDID doit fonctionner après avoir été rangé à une température froide dans ses étuis de transport conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 502.6, procédure I, à une température constante de -33 °C.

Le SDID devrait fonctionner après avoir été rangé à une température froide dans ses étuis de transport conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 502.6, procédure I, à une température constante de -51 °C.

3.8.4 Humidité

Le SDID doit fonctionner tout en étant exposé à une humidité relative élevée (maximum de 95 % \pm 5 %) conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 507.6, procédure II.

3.8.5 Choc thermique

Le SDID doit fonctionner après avoir été exposé à des chocs thermiques conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 503.6, procédure I-D lorsqu'on le transfère d'un endroit où la température ambiante est maintenue à 23 °C à un environnement froid de -20 °C, et d'un endroit où la température ambiante est maintenue à 23 °C à un environnement chaud de +49 °C.

3.8.6 Rayonnement solaire

Le SDID doit fonctionner tout au long de cycles de températures et en étant exposé à un rayonnement solaire maximal de 1120 W/m² conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 505.6 procédure I (*Worldwide deployment*).

3.8.7 Pluie battante

Le SDID doit fonctionner tout en étant exposé à de la pluie battante conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 506.6, procédure I, en utilisant une intensité de la précipitation de 1,7 mm/min (4 po/h) et une vitesse du vent de 18 m/sec (40 km/h).

3.8.8 Immersion

Lorsqu'il est rangé dans ses étuis de transport, le SDID ne doit pas présenter de signes d'infiltration d'eau après avoir été immergé dans un mètre d'eau, conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 512.6, procédure I.

3.8.9 Pluie verglaçante

Le SDID doit fonctionner après avoir été exposé à une accumulation de 6 mm de pluie verglaçante conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 521.4, et après que les pièces optiques et mobiles ont été déglacées.

3.8.10 Neige

Le SDID doit fonctionner après avoir été exposé à de la neige et après qu'on a enlevé celle-ci.

La conformité doit être vérifiée au moyen d'essais de fonctionnement à basse température et à la pluie verglaçante.

3.8.11 Sable et poussière

Le SDID doit fonctionner même si l'optique est couverte et lorsque l'optique est découverte après la réalisation d'essais conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 510.6, procédures I et II (*Exposure to blowing dust and sand*), après que la lentille a été nettoyée.

3.8.12 Brouillard salin

Le SDID doit fonctionner après avoir été exposé à du brouillard salin et après que la lentille a été nettoyée conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 509.6.

3.8.13 Choc

Lorsqu'il est rangé dans ses étuis de transport, le SDID doit fonctionner après une chute d'une hauteur de 1 m dans le cadre de son transport, conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1) 516.7 procédure IV.

Lorsqu'elles sont à l'extérieur de leur étui de transport, les composantes du SDID devraient fonctionner après une chute d'une hauteur de 1 m dans le cadre de leur transport, conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1) 516.7 procédure IV.

3.8.14 Vibration

Lorsqu'il est rangé dans ses étuis de transport, le SDID ne doit pas être endommagé et doit fonctionner après avoir été transporté dans un camion ou une remorque conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 514.7, procédure II, catégorie 5 (*Loose Cargo*).

Le SDID doit fonctionner et ne pas être endommagé lorsqu'il est exposé au transport dans un véhicule de type militaire, conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 514.7, procédure I, catégorie 20 – (*Ground Vehicles [Composite Wheeled Vehicle – 1 minute exposure per 20 km]*).

Le SDID devrait fonctionner et ne pas être endommagé lorsqu'il est exposé au transport dans un véhicule de type militaire, conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 514.7, procédure I, catégorie 20 – (*Ground Vehicles [Tracked – 2.4 minutes per km]*).

Lorsqu'il est rangé dans ses étuis de transport, le SDID ne doit pas être endommagé et doit fonctionner après avoir été transporté comme une cargaison assujettie conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 514.7, procédure I, catégorie 9 (*Rotary Wing Aircraft*).

Lorsqu'il est rangé dans ses étuis de transport, le SDID ne doit pas être endommagé et doit fonctionner après avoir été transporté comme une cargaison assujettie à bord d'un Hercules CC-130 conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 514.7, procédure I, catégorie 8 (*Propeller Aircraft*).

3.8.15 *Champignons*

Le SDID doit être résistant aux champignons conformément à la norme MIL-STD-810G (avec changement 1), méthode 508.7, procédure I au moyen d'un champignon d'essai américain.

3.8.16 *Contamination par des fluides*

Le SDID ne doit pas être dégradé ou endommagé lorsqu'il est exposé à des fluides comme du pétrole, des huiles, des lubrifiants, des solvants, des produits déglacants, des insecticides, des désinfectants et des fluides de décontamination à base de chlore et de peroxyde, conformément à la norme MIL-STD-810G, méthode 504.12 (avec changement 1), procédure II.

Le SDID doit demeurer fonctionnel avec une réduction de sa portée de détection de moins de 25 % après une décontamination opérationnelle et/ou en profondeur.

Les lentilles de capteur devraient être résistantes aux agents de décontamination utilisés par les Forces canadiennes et leurs alliés de l'OTAN.

3.9 *Processus pour les matériaux et les pièces*

3.9.1 *Matériaux neufs*

Le SDID doit être construit avec des matériaux neufs.

Il ne faut pas utiliser de pièces dont la production, selon l'entrepreneur, pourrait avoir été interrompue ou dont la cessation de production proposée a été signalée officiellement ou officieusement à l'entrepreneur.

3.9.2 *Étiquetage et marquage*

Tous les composants du SDID doivent porter des étiquettes d'identification/plaques en anglais et en français conformément à la publication D-02-002-001/SG-001, Normes des Forces Canadiennes Identification du matériel appartenant aux Forces Canadiennes.

Les boîtiers de transit doivent être étiquetés conformément à la norme MIL-STD-1472G, para 5.8.6.3.12.

Les avertissements de sécurité doivent être en anglais et en français.

Les avertissements de sécurité devraient être picturaux.

Les étiquettes du SDID doivent être lisibles à la suite d'une exposition aux conditions environnementales décrites au paragraphe 3.8.

3.9.3 *Bords coupants*

Tous les bords coupants et toutes les bavures doivent être retirés de toutes les surfaces et de tous les coins intérieurs et extérieurs du SDID.

Le SDID ne doit pas risquer de déchirer ou de perforer un vêtement protecteur ou de blesser l'opérateur lors d'une utilisation normale.

3.9.4 *Traitement, peinture et finitions*

Toutes les composantes du SDID, y compris les étuis de transport, doivent être de la couleur vert 383 (pastille de couleur 34094) conformément à la norme FED-STD-595B.

Le SDID doit avoir un fini mat avec une valeur d'éclat de moins de 3, conformément à la norme ISO 2813.

Un revêtement résistant aux agents chimiques doit être appliqué sur les surfaces peinturables externes du SDID conformément à la norme MIL-DTL-53072C. Cela exclut les étuis de transport, les optiques, les accessoires et les pièces dont le fonctionnement serait perturbé par un tel revêtement.

4 Dispositions relatives à l'assurance de la qualité

4.1.1 Responsabilité des essais

Sauf avis contraire, l'entrepreneur doit effectuer toutes les vérifications précisées dans le présent document. L'entrepreneur doit utiliser ses installations ou celles d'un tiers. Les installations doivent convenir à la réalisation des vérifications précisées dans le présent document, à moins que le MDN n'approuve pas lesdites installations. Le MDN se réserve le droit d'assister aux inspections, aux démonstrations et aux essais figurants dans la présente spécification afin de vérifier la conformité avec les exigences prescrites.

4.1.2 Essais de vérification de conception

Des essais de vérification de conception (qualification) doivent être effectués sur un nombre suffisant de prototypes de SDID pour prouver au MDN que le SDID remplit les exigences énoncées à la section 3 de la présente spécification des exigences du système. Les essais de vérification de conception sont divisés en deux volets : les vérifications de la conception matérielle et les vérifications de la conception des principaux logiciels. Le tableau 1 indique les exigences qui doivent être vérifiées dans le cadre des essais de vérification en vue des examens de vérification du système 1 et 2 (EVS 1 et EVS 2).

4.1.3 Essais d'acceptation du système

Des essais d'acceptation du système seront effectués à une installation choisie par le MDN afin de vérifier que le SDID remplit les exigences énoncées à la section 3 de la présente spécification des exigences du système dans des conditions d'utilisation réelles. Le SDID sera vérifié sur le terrain au moyen du simulateur d'agent F134 et en laboratoire au moyen d'AGC et de PCIT véritables. Les inspections, les démonstrations et les essais d'acceptation du système sont décrits de manière générale dans le tableau 1, qui doit être relu à l'occasion de l'EVS 3.

4.1.4 Essai de premier article

Le premier SDID produit doit être soumis à un essai de premier article pour vérifier que le SDID conforme à l'exécution remplit les exigences énoncées à la section 3 de la présente spécification des exigences du système. Le tableau 1 indique les exigences qui doivent être vérifiées dans le cadre des essais de premier article en vue de l'audit de la configuration fonctionnelle et de la vérification de la configuration physique.

4.1.5 Méthodes de vérification

Voici la classification des méthodes de vérification :

Inspection (I). Une inspection est un élément de vérification qui est généralement non destructif et fait habituellement appel à la vue, à l'ouïe, à l'odorat, au toucher et au goût, ainsi qu'à de simples manipulations physiques, à des instruments de mesure et à des jauges mécaniques et électriques.

Analyse (A). L'analyse est un élément de vérification qui a recours à des modèles et à des simulations techniques et mathématiques, à des algorithmes, à des tableaux, à des graphiques, à des schémas de circuits et à d'autres principes et procédures scientifiques pour démontrer que les exigences énoncées sont satisfaites.

Démonstration (D). La démonstration est un élément de vérification qui implique l'utilisation réelle d'un article afin de prouver que les fonctions requises sont accomplies dans des scénarios particuliers. Les articles peuvent être équipés d'instruments et leur performance peut être surveillée.

Essai (E). L'essai est un élément de vérification dans le cadre duquel on applique des principes et des procédures scientifiques pour déterminer les propriétés et les capacités fonctionnelles des articles. L'essai implique la preuve de conformité au moyen d'instruments et d'installations pour vérifier la conformité, grâce à la capture et à l'examen de données.

Certificat de conformité (CC). Le certificat de conformité est un document délivré par une tierce organisation d'essai certifiée. Il contient un énoncé officiel qui garantit que le système proposé ou encore le bien ou le service fourni est entièrement conforme aux spécifications.

4.1.6 Matrice de vérification des exigences (MVE)

Le tableau 1 contient la matrice de vérification des exigences qui indique la méthode de vérification à employer pour chacune des exigences de la présente spécification des exigences du système. La conformité à la matrice de vérification des exigences doit être démontrée dans le cadre des activités d'audit de la configuration fonctionnelle et de vérification de la configuration physique.

Tableau 1 : Matrice de vérification des exigences

Paragraphe	Titre	Méthode de vérification			
		EVS 1	EVS 2	EVS 3	ACF
3.	Exigences				
3.1	Exigences générales			D	D
3.1.1	Équipement fourni par le gouvernement				
3.2	Exigences relatives au rendement				
3.2.1	Détection et identification				
3.2.1.1	Portée, température et probabilité de détection			E	
3.2.1.2	État chimique			E	
3.2.1.3	Limites du nuage			E	
3.2.1.4	FOV			E	
3.2.1.5	Délai de réponse			E	
3.2.1.6	Champ de vision			E	
3.2.2	Sous-système de tête optique				
3.2.2.1	Tête optique	D			D
3.2.2.2	Caméra vidéo	I			I
3.2.2.3	Module de télescope	I			I
3.2.2.3.1	Télescope	I			I
3.2.2.3.2	Dispositif de division de scène	I			I
3.2.2.3.3	Obturbateur rapide	I			I
3.2.2.4	Interféromètre à deux faisceaux	I			I
3.2.2.5	Module de détecteur	I			I
3.2.2.6	Module d'étalonnage	I			I
3.2.2.7	GPS	I			I
3.2.2.8	Boussole	I			I
3.2.3	Sous-système de mécanisme de balayage de scène				
3.2.3.1	Mécanisme de balayage de scène	D			D
3.2.3.2	Fréquence de balayage	D	D		D
3.2.3.3	Précision du pointage	E			
3.2.4	Sous-système de dispositif central de traitement et de contrôle				
3.2.4.1	Contrôleur central de traitement	D			D
3.2.4.2	Communication	D		D	
3.2.4.3	Traitement et gestion des données	D			D
3.2.5	Sous-système d'alimentation				
3.2.5.1	Alimentation par batterie				

Paragraphe	Titre	Méthode de vérification			
		EVS 1	EVS 2	EVS 3	ACF
3.2.5.1.1	Batteries internes	A			
3.2.5.1.2	Bloc-piles	D			D
3.2.5.2	Chargeur de batterie	D			D
3.2.5.3	Alimentation externe	E			D
3.2.6	Sous-système de console	D			D
3.2.7	Sous-système d'accessoires				
3.2.7.1	Étuis de transport	I			D
3.2.7.2	Trousse de nettoyage d'objectif	I			D
3.2.7.3	Câbles et connecteurs	I			D
3.2.8	Sous-système d'interface de plateforme				
3.2.8.1	Montage sur trépied	D			D
3.2.8.2	Plaque de montage	D			D
3.2.9	Temps d'installation et de démarrage				
3.2.9.1	Temps d'installation d'un seul SDID		D		D
3.2.9.2	Temps de démarrage d'un seul SDID		D		D
3.2.9.3	Temps de mise en place du réseau		D		
3.2.10	Modes de fonctionnement				
3.2.10.1	Mode d'initialisation			D	
3.2.10.2	Mode d'étalonnage			D	
3.2.10.3	Mode d'essai			D	
3.2.10.4	Mode de recherche			D	
3.2.10.5	Mode de confirmation			D	
3.2.10.6	Mode de poursuite			D	
3.2.10.7	Mode de télémétrie			D	
3.2.10.9	Fonctionnement en cas de défaillance		D		
3.2.11	Exigences relatives au réseau				
3.2.11.1	Capteurs réseautés		D		
3.2.11.2	Communications avec la console du SDID		D		
3.2.11.3	Protocole de communication		D		
3.2.4.4	Réseau d'intégration des capteurs et d'aides à la décision		D		
3.3	Exigences logicielles				
3.3.1	Logiciel du contrôleur central de traitement				
3.3.1.1	Renseignements généraux		D		
3.3.1.2	Registres de données du SDID		D		
3.3.1.3	Sélection dynamique du champ de vision		D		
3.3.2	Logiciel de détection et d'identification		A		
3.3.3	Logiciel de console				
3.3.3.1	Interface utilisateur graphique		D		
3.3.3.2	Guide intelligent pour la préparation des missions		D		
3.3.3.3	Régime permanent (recherche)		D		
3.3.3.4	Événements d'alarme		D		
3.3.3.5	Événements d'alerte		D		

Paragraphe	Titre	Méthode de vérification			
		EVS 1	EVS 2	EVS 3	ACF
3.3.3.6	Annulation temporaire des paramètres de mission		D		
3.3.3.7	Caractéristiques avancées de l'interface utilisateur		D		
3.3.4	Gestion de bibliothèque			D	
3.4	Exigences physiques				
3.4.1	Construction du SDID				A
3.4.2	Poids	I			I
3.4.3	Dimensions	I			I
3.4.4	Signature				
3.4.4.1	Signature thermique	E			
3.4.4.2	Signature acoustique	E			
3.4.4.3	Signature visuelle	E			
3.5	Ingénierie spécialisée				
3.5.1	Sécurité		D		
3.5.2	Ergonomie			D	
3.5.3	Environnement, santé et sécurité				A
3.5.4	Survivabilité				A
3.6	Exigences relatives aux effets de l'environnement électromagnétique				
3.6.1	Vulnérabilité en rayonnement	E			
3.6.2	Émissions rayonnées	E			
3.6.3	Décharge électrostatique	E			
3.6.4	Dangers du rayonnement électromagnétique	E			
3.6.5	Cycle de vie et résistance aux effets de l'environnement électromagnétique	E			
3.6.6	Liaison électrique	E			
3.6.7	Mise à la terre	I			
3.6.8	Compatibilité électromagnétique interne du système	E			
3.7	Exigences de soutien logistique intégré				
3.7.1	Fiabilité	A			
3.7.2	Maintenabilité				
3.7.2.1	Entretien par l'opérateur	A			
3.7.2.2	Entretien préventif	A			
3.7.2.3	Essai intégré		D		D
3.7.3	Disponibilité	A			
3.7.4	Durée de vie utile	A			
3.8	Exigences en matière de génie de l'environnement				
3.8.1	Haute altitude	E			
3.8.2	Température – fonctionnement	E			
3.8.3	Température – entreposage	E			
3.8.4	Humidité	E			
3.8.5	Choc thermique	E			
3.8.6	Rayonnement solaire	E			
3.8.7	Pluie battante	E			
3.8.8	Immersion	E			

Paragraphe	Titre	Méthode de vérification			
		EVS 1	EVS 2	EVS 3	ACF
3.8.9	Pluie verglaçante	E			
3.8.10	Neige	A			
3.8.11	Sable et poussière	E			
3.8.12	Brouillard salin	E			
3.8.13	Choc	E			
3.8.14	Vibration	E			
3.8.15	Champignons	E			
3.8.16	Contamination par des fluides	E			
3.9	Qualité de l'exécution				
3.9.1	Matériaux neufs				A
3.9.2	Bords coupants				I
3.9.3	Traitement, peinture et finitions				Certificat de conformité

5 Préparation en vue de la livraison

Le SDID **doit** être rangé dans ses étuis de transport avant la livraison. À moins d'indications contraires, un emballage commercial pour la livraison est acceptable.

6 Notes

Sans objet.

Pièce jointe AA1 de l'appendice AA de l'annexe A

Tableau des codeurs vidéo

Numéro de la demande :
Document MDN n° W8476 – 145109

SGDDI #

Préparé par :

Projet général CBRN – AP capteurs chimiques
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-Général George R. Pearkes
Ottawa, Ontario
K1A 0K2



NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods. Disclosure notices and handling instructions originally received with the document shall continue to apply.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'autorité technique et ne contient pas des marchandises contrôlées. Les avis de divulgation et les instructions de manutention reçues originalement doivent continuer de s'appliquer.


Le tableau ci-dessous représente tous les éléments à utiliser dans l'ensemble obligatoire de métadonnées au lieu d'utiliser les tableaux originaux de MISB ST0902. Les différences entre MISB ST0902 et le tableau ci-dessous sont l'inclusion d'un encadrement de l'information et la suppression des éléments LDS de sécurité obligatoires.

No d'étiquette	Nom de l'étiquette	Profil élevé	Profil bas
1	Total de contrôle	Note 1	Note 2
2	Horodateur UNIX	Note 1	Note 2
3	ID de mission	Note 1	Note 3
5	Angle de cap de la plateforme	Note 1	Note 2
6	Angle de pas de la plateforme	Note 1	Note 2
7	Angle d'inclinaison de la plateforme	Note 1	Note 2
10	Désignation de la plateforme	Note 1	Note 3
11	Capteur de la source d'image	Note 1	Note 3
12	Système de coordonnées	Note 1	Note 3
13	Latitude du capteur	Note 1	Note 2
14	Longitude du capteur	Note 1	Note 2
15	Altitude réelle du capteur	Note 1	Note 2
16	Champ de vision horizontal du capteur	Note 1	Note 2
17	Champ de vision vertical du capteur	Note 1	Note 2
18	Angle d'azimut du capteur	Note 1	Note 2
19	Angle d'élévation du capteur	Note 1	Note 2
20	Angle d'inclinaison du capteur	Note 1	Note 2
21	Distance oblique	Note 1	Note 2
22	Largeur de la cible	Note 1	Note 2
23	Latitude centrale du cadre	Note 1	Note 2
24	Longitude centrale du cadre	Note 1	Note 2
25	Élévation centrale du cadre	Note 1	Note 2
26	Point 1 de latitude de l'angle de décalage	Note 1	Note 2
27	Point 1 de longitude de l'angle de décalage	Note 1	Note 2
28	Point 2 de latitude de l'angle de décalage	Note 1	Note 2
29	Point 2 de longitude de l'angle de décalage	Note 1	Note 2
30	Point 3 de latitude de l'angle de décalage	Note 1	Note 2
31	Point 4 de longitude de l'angle de décalage	Note 1	Note 2
32	Point 4 de latitude de l'angle de décalage	Note 1	Note 2
33	Point 4 de longitude de l'angle de décalage	Note 1	Note 2
48/1	Classification de sécurité 5	Note 1	Note 3
48/2	Classification du pays et communication des instructions sur la méthode d'encodage des pays	Note 1	Note 3
48/3	Classification du pays 5	Note 1	Note 3
48/6	Communication des instructions 6	Note 1	Note 3
48/22	Sécurité des métadonnées Version5	Note 1	Note 3
65	Version LDS d'UAS	Note 1	Note 2

Remarque 1 : Dans le profil élevé, le paquet LDS doit être présent avec toutes les images vidéo.

Remarque 2 : Dans le profil bas, ces éléments doivent être présents dans un paquet LDS toutes les 200 millisecondes.

Remarque 3 : Dans le profil bas, ces éléments doivent être présents dans un paquet LDS toutes les 15 secondes.


 National Défense	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

Pièce jointe AA2 de l'appendice AA de l'annexe A

Spécification pour l'intégration de capteurs et guide pour les projets d'acquisition de capteurs pour CBRN des FC

Pour le Projet de système de détection et d'identification à distance

Version : 1.5

	<p>NOTICE</p> <p>This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods. Disclosure notices and handling instructions originally received with the document shall continue to apply.</p>
	<p>AVIS</p> <p>Cette documentation a été révisée par l'autorité technique et ne contient pas des marchandises contrôlées. Les avis de divulgation et les instructions de manutention reçues originalement doivent continuer de s'appliquer.</p>




 National Défence Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

Table des matières

1.	Introduction	4
2.	Aperçu du document	4
3.	Concept d'opération.....	5
3.1	Concept d'opération du contrôleur de capteurs commun (CSC)	6
3.2	Concept d'opération de l'intégration du Commandement et contrôle (C2).....	6
4.	Intégration de capteurs et STANAG 4586.....	6
4.1	Transport de produits génériques (GPT)	7
4.2	Application de l'architecture fonctionnelle.....	8
4.3	Niveau d'interopérabilité	9
5.	Portée.....	9
6.	Classification des exigences.....	10
7.	Exigences relatives au VSM	11
7.1	Exigences en matière de normes	11
7.2	Exigences en matière de tests et de simulation	13
7.3	Exigences en matière de GPS	13
7.4	Exigences en matière de lien arrière.....	13
7.5	Exigences en matière de configuration	15
7.6	Exigences en matière de flux de données	19
7.7	Exigences pour les identificateurs uniques	21
7.8	Exigences en matière de messagerie	21
	Programme A: Schéma de configuration du VSM	40

 National Défence Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

Acronymes:.....52

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

1. Introduction

Les systèmes ou capteurs d'agents CBRN utilisés actuellement et les systèmes sont généralement conçus pour être uniques et propres au système. Il en résulte une variété de systèmes d'application autonome incompatibles qui posent un défi en matière de déploiement, de soutien et de formation pour les opérateurs.

Les Forces canadiennes requièrent donc que les capteurs d'agents CBRN prennent en charge les éléments suivants d'un point de vue de la gestion et de l'intégration du système :

- Intégration des données des capteurs (en fonction de l'événement et sur demande) dans différents systèmes de commandement et contrôle des FC afin de fournir une connaissance de la situation au Commandant.
- Suivi et contrôle du capteur en utilisant un contrôleur de capteurs commun.

2. Aperçu du document


Ce document est fondé sur le document D-LP-001-000/SR-002 intitulé « Spécification sur l'intégration de capteurs d'agents CBRN pour des projets d'acquisition de capteurs de CBRN des FC » et il a été conçu en fonction du projet de Système de détection et d'identification à distance (SDID) et maintient les exigences du document original, les exigences concernant la numérotation et la structure globale.

Ce document fournit aux projets d'acquisition de capteurs une explication de la façon dont l'intégration de capteurs avec Intégration de capteurs et aide à la décision (IC & AD) est obtenue et, surtout, il précise les exigences que le projet d'acquisition de capteurs doit inclure dans ses propres spécifications pour rendre cette intégration possible.

Bien que le document tente d'intégrer tous les concepts clés, il importe de noter que **le lecteur doit être au fait du STANAG 4586 et de la documentation connexe pour être en mesure de bien comprendre les concepts et les exigences énoncées dans le présent document.**

La structure du document est la suivante :

- Section 3 – Concept d'opération : présente le concept d'opération de l'intégration de capteurs.
- Section 4 – Intégration de capteurs et STANAG 4586 : présente le STANAG 4586 et comment il se rapporte à l'intégration de capteurs.
- Section 5 – Portée : délimite la portée entre le projet IC & AD ou GCVM et le projet d'acquisition de capteurs.
- Section 6 – Classification des exigences : décrit le schéma de classification des exigences.
- Section 7 – Exigences relatives au VSM : décrit les exigences détaillées.

 National Défense Défense nationale	N° de la version : 1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

3. Concept d'opération

Les capteurs d'agents CBRN peuvent être déployés dans le cadre de différents scénarios. La figure 1 illustre un certain nombre de ces scénarios architecturaux (tout en presumant le cas typique du déploiement de capteurs d'agents/plates-formes CBRN sur un réseau non classifié).

De la gauche vers la droite, il illustre :

- 1) un groupe de capteurs déployés statiquement qui sont contrôlés par un contrôleur d'un FEO spécifique;
- 2) un certain nombre de capteurs montés sur des véhicules avec ou sans pilote;
- 3) des capteurs individuels qui peuvent être déployés de manière statique ou bien transportés par un opérateur débarqué.

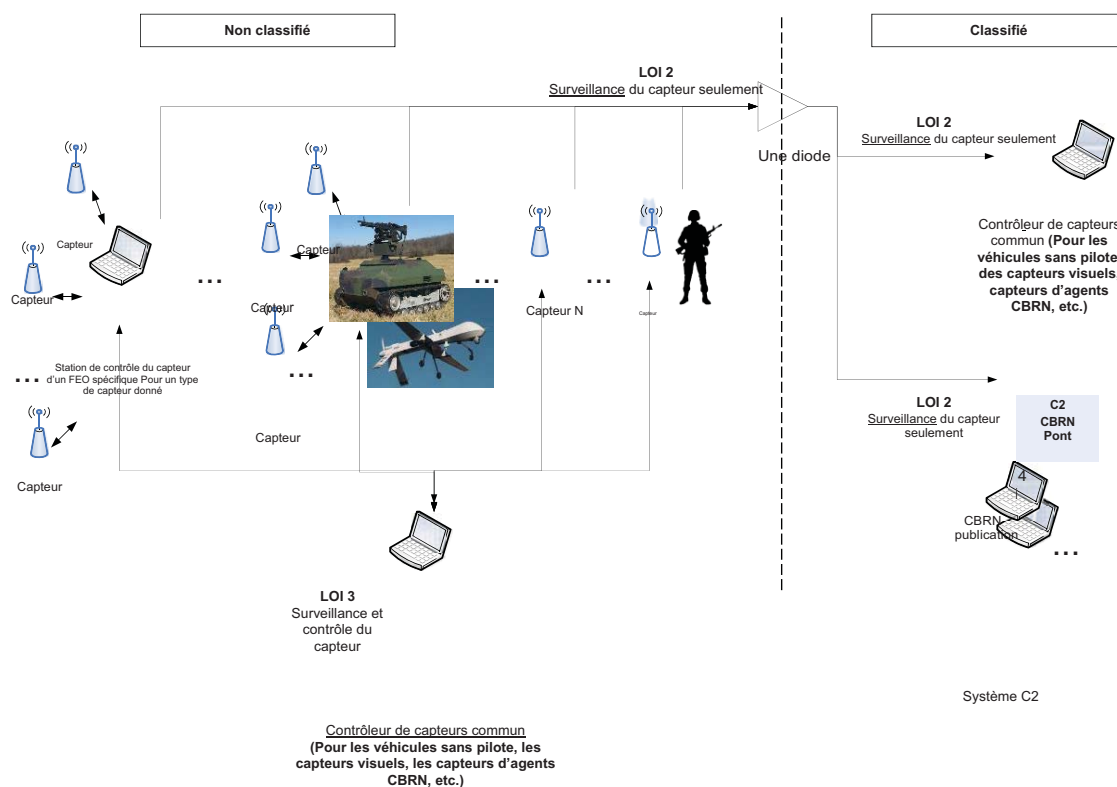



Figure 1 : Gestion des capteurs et architecture d'intégration CBRN

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

Le concept d'opération demande que tous les capteurs d'agents CBRN soient gérés et intégrés de la même manière, indépendamment de leur scénario de déploiement.

3.1 Concept d'opération du contrôleur de capteurs commun (CSC)

Un contrôleur de capteur commun (CSC) doit être utilisé pour surveiller et contrôler tous les capteurs d'agents CBRN (ainsi que d'autres types de capteurs). Le CSC fournira un moyen unifié de gérer les capteurs, réduisant ainsi les coûts de déploiement, de soutien et de formation.

Généralement, les capteurs/plates-formes CBRN seront déployés sur un réseau non classifié, donc la capacité du CSC sera décrite (voir la figure 1) comme suit :

- 1- Lorsque le CSC est déployé sur le réseau non classifié, il doit pouvoir *surveiller et de contrôler* les capteurs.
- 2- Lorsque le CSC est déployé sur le réseau classifié, il doit *uniquement pouvoir surveiller* les capteurs en raison de la caractéristique de communications à sens unique entre les réseaux non classifiés et classifiés.

3.2 Concept d'opération de l'intégration du Commandement et contrôle (C2)

Sur le réseau classifié, un pont CBRN C2 surveillera également le trafic du capteur afin de publier les données nécessaires sur les systèmes C2 des FC pertinents. Le pont CBRN C2 est configurable de telle sorte qu'il peut publier aux systèmes C2 de différents environnements des FC tels que les environnements terrestres, marins et de commandement ainsi que les forces spéciales.

4. Intégration de capteurs et STANAG 4586

Afin de satisfaire les objectifs et les CONOP mentionnés ci-dessus, les FC ont choisi de normaliser la gestion et l'intégration des capteurs d'agents CBRN en fonction du STANAG 4586 ce qui s'harmonise avec son intégration actuelle avec d'autres types de capteurs.

Bien que STANAG 4586 soit une interface standard pour les systèmes de contrôle UAV (véhicule aérien sans pilote), son architecture peut être élargie afin de remplacer conceptuellement l'UAV par d'autres véhicules (ou plateformes) ou tout simplement par un véhicule abstrait. Par conséquent, il se conforme aux scénarios décrits à la figure 1.

La figure 2 décrit une architecture fonctionnelle simplifiée où l'intégration du véhicule/de la plateforme du capteur aux systèmes C2 est obtenue par l'intermédiaire d'un système de contrôle des UAV (UCS). L'UCS peut consister en plusieurs éléments; nous nous pencherons plus particulièrement sur le système de contrôle principal du véhicule aérien sans pilote (CUCS), le module spécifique du véhicule (VSM) et les interfaces qui leur sont associées.

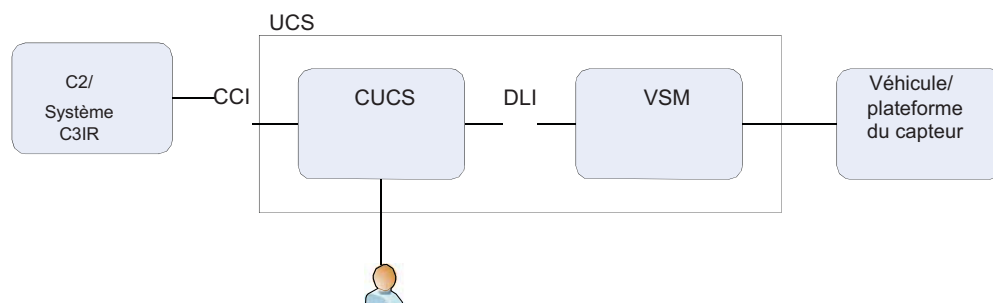



Figure 2 : Architecture fonctionnelle simplifiée du STANAG 4586

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

Le module spécifique du véhicule (VSM) est une fonction qui se trouve entre l'interface de liaison de données (DLI) et le sous-système du véhicule (ou la plateforme du capteur). Il facilite la conformité au STANAG 4586 en agissant comme un pont entre les formats de données standards et les protocoles de la DLI, et un véhicule précis (ou la plateforme du capteur).

L'interface de liaison de données (DLI) est l'interface entre le module spécifique du véhicule (VSM) et le système de contrôle principal du véhicule aérien sans pilote (CUCS). Il fournit des messages et des formats standards pour permettre la communication entre différents véhicules (ou plateformes de capteurs) et les stations de contrôle standardisées de l'OTAN.

Le système de contrôle principal du véhicule aérien sans pilote (CUCS) fournit à l'opérateur l'interface utilisateur qui permet la conduite d'une mission impliquant le véhicule (ou la plateforme du capteur). Il doit prendre en charge les exigences de la DLI, de la CCI et de l'interface homme-machine (HCI).

Interface de commandement et de contrôle (CCI) est l'interface entre le système de contrôle principal du véhicule aérien sans pilote et le système externe C4I. Elle précise les exigences en matière de données qui devraient être adoptées pour les communications entre le système de contrôle principal et tous les utilisateurs finaux C4I au moyen d'une interface commune et normalisée.

Veillez noter que STANAG 4586, du point de vue terminologique, appelle les capteurs des « charges utiles ». Cette même terminologie sera utilisée aux endroits appropriés dans le reste de ce document.

4.1 Transport de produits génériques (GPT)

Le Transport de produits génériques (GPT) est un nouveau protocole récemment ajouté à STANAG 4586 pour combler une lacune liée au transport de données produites par les capteurs qui ne sont pas sous la forme d'un flux de données et, en particulier, lorsque le produit du capteur est sur demande ou fondé sur un événement et qu'il y a absence d'une définition d'un tel mécanisme dans son propre standard.

Le domaine CBRN ne dispose pas de tels mécanismes de transport. Par conséquent, dans le cadre de cette spécification, le VSM et le CUCS devront utiliser le GPT pour le transport de produit CBRN.

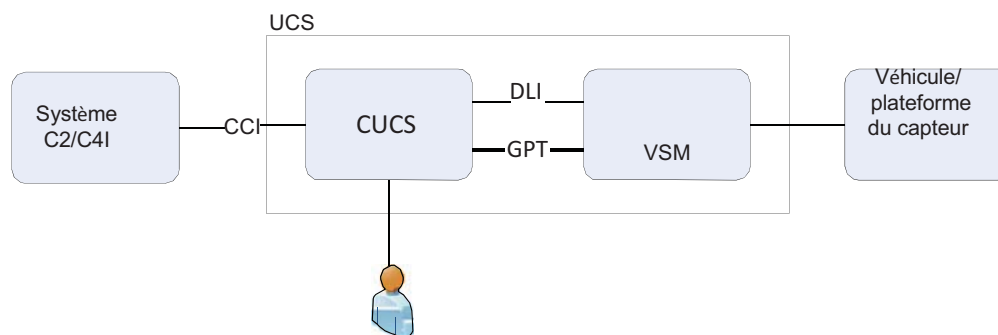



Figure 3 : Architecture fonctionnelle avec GPT

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

4.3 Niveau d'interopérabilité

Pour cette spécification, le niveau d'interopérabilité est un autre concept essentiel du STANAG 4586. Afin de satisfaire aux exigences des FC en matière de surveillance et de contrôle des capteurs, un VSM doit prendre en charge un niveau d'interopérabilité (LOI) de Niveau 3, qui est défini comme le *Contrôle et la surveillance de la charge utile du véhicule¹, en plus de la réception directe des données RSR et des autres données.*

Les CUCS, pour leur part, prendront en charge un Niveau 2 ou un Niveau 3 selon le modèle de déploiement et CONOP.

Les projets d'acquisition de capteurs souhaitant contrôler le véhicule lui-même devraient envisager les niveaux d'interopérabilité 4/5 pour le VSM et le CUCS. Toutefois, cela ne correspond pas à la portée de ce document.

5. Portée

Les projets d'acquisition de capteurs et le projet d'intégration de capteurs et aide à la décision (IC & AD)/GCVVM seront responsables de la gestion et de l'intégration des capteurs.

D'une part, à un niveau élevé, IC & AD s'adjugeront les éléments suivants :

- Le logiciel Contrôleur de capteurs commun (actuellement, le logiciel du MDN est SC2PS)
- Une diode unique (actuellement, la solution du MDN est IICB ou LIICB)
- Le logiciel de pont d'intégration de C2 (actuellement, le logiciel du MDN est CBRN-C2B)

D'un point de vue fonctionnel, la délimitation de la portée est structurée comme suit :

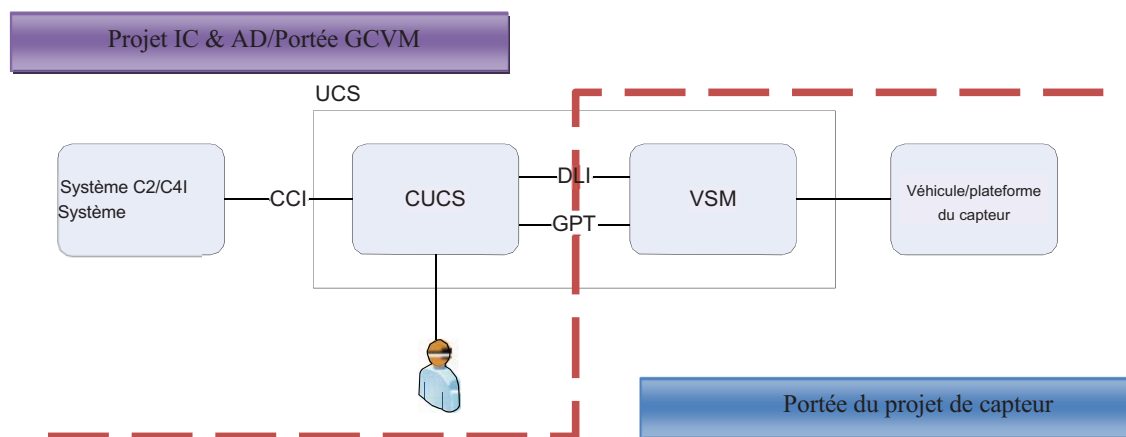



Figure 6 : Portée fonctionnelle


¹ Comme mentionné précédemment, STANAG 4586 appelle des capteurs des « charges utiles » du point de vue terminologique. Cette même terminologie servira le cas échéant dans le reste de ce document

 National Défense	Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID		Date : le 29 mai 2015

6. Classification des exigences

Les exigences de la section suivante doivent être classifiées en utilisant le tableau suivant :

Classification	Définition
Obligatoire	L'exigence doit être mise en œuvre par le FEO du capteur
Souhaitée	Bien que cela ne fasse partie des exigences, elle permettrait d'améliorer considérablement la capacité opérationnelle

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

7. Exigences relatives au VSM

Les sections suivantes exposent en détail les exigences qui doivent être mises en œuvre par le VSM.

Veuillez noter que dans le cas d'exigences contradictoires ou peu claires, STANAG 4586 aurait préséance.

7.1 Exigences en matière de normes


Cette section explique les normes qui doivent être mises en œuvre.

N°	Exigence	Classification
1.	Les capteurs d'agents CBRN <u>mettent en œuvre STANAG 4586, Édition 2² Version 4, au niveau d'interopérabilité 3 (LOI3). S'ils ne sont fournis, le FEO doit mettre en œuvre spécifiquement un module spécifique du véhicule (VSM) (LOI3) qui gère une ou plusieurs charges utiles³ (c.-à-d., capteurs) selon l'architecture STANAG 4586.</u>	Obligatoire
2.	Le VSM doit être toujours disponible pour communiquer avec le ou les CSC. Par exemple, le VSM est mis en œuvre en tant que « service ».	Obligatoire
3.	Si un contrôleur spécifique FEO est partie intégrante du système, le système de capteur doit être capable de fonctionner à tout moment en présence du seul CSC (c.-à-d. le CUCS STANAG 4586) et plus précisément lorsque la console FEO n'est pas disponible.	Obligatoire
4.	Les messages privés STANAG 4586 visés dans le présent document doivent être mis en œuvre en fonction de ces sources : <ul style="list-style-type: none"> Le document du Bureau de projet des systèmes d'aéronefs sans pilote de l'armée des États-Unis (UAS) intitulé <i>Private Messages Interface Control Document (ICD) Category 2 Messages Extract</i> (version 3.0, datée du 22 mars 2013)⁴ Pour les messages privés canadiens et les messages privés GPT/en-têtes optionnels enrobeurs de messages veuillez communiquer avec la Direction – Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3). 	Obligatoire

² Notez que l'OTAN a récemment attribué un nouveau numéro AEP à l'édition 2, spécifiquement, le numéro AEP-84(A). Veuillez ne pas utiliser l'édition 3 de STANAG 4586, c'est-à-dire AEP-84(B), car il s'agit d'une version différente de STANAG et elle n'est pas mise en œuvre par le Canada. Le document peut être obtenu auprès de DAPSCT 4-3.

³ Les capteurs d'agents CBRN et, potentiellement, d'autres types de capteurs.


⁴ Voir la pièce jointe 4 - 2 : *US Army Category 2 Private Messages* dans l'édition 2, version 4 de STANAG 4586

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

5.	Les capteurs d'agents CBRN doivent être conformes à STANAG 4586. Veuillez communiquer avec la Direction - Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3) pour les processus nécessaires les données et les outils nécessaires pour V et V (validation et vérification).	Obligatoire
6.	Les capteurs d'agents ou les plateformes CBRN doivent fournir le matériel et les logiciels nécessaires pour une liaison de données de communication Ethernet afin de communiquer avec un CUCS donné selon STANAG 4586.	Obligatoire
7.	Les capteurs d'agents ou les plateformes CBRN doivent fournir un port Ethernet RJ45 pour atteindre le ou les CUCS. Typiquement, le matériel où est disposé VSM de STANAG 4586 héberge le port Ethernet RJ45.	Obligatoire
8.	Les mesures des capteurs de base (fondées sur un événement et sur demande) doivent être conformes à <u>STANAG 2103, ATP-45 (E) et le Supplément du Royaume-Uni associé à APP-11 (C)⁵</u> . <u>Plus précisément, ils doivent être conformes au rapport CBRN 4⁶</u> .	Obligatoire
9.	Les alarmes liées à la détection du capteur (par ex. les messages basés sur l'événement n° 309) et les alarmes de rapport (par ex. CBRN4) doivent être signalées en temps quasi réel.	Obligatoire
10.	Le rapport CBRN 4 doit être formaté comme texte délimité par une barre oblique selon ATP-45/APP-11.	Obligatoire
11.	Le mécanisme de transport pour tous les produits de capteurs d'agents CBRN (par exemple CBRN4, les mesures de capteurs détaillées, les journaux de bord, etc.) doit se faire par l'intermédiaire du protocole de transport de produits génériques (GPT) défini dans STANAG 4586.	Obligatoire
12.	Les journaux de bord des capteurs doivent être encodés au format normalisé de fichier de texte UTF-8.	Obligatoire
13.	Tous les logiciels doivent être remis à la Couronne en tant que support d'installation de logiciel individuel, accompagné des instructions d'installation nécessaires, pour que le MDN soit capable de reconstruire un système de capteur s'il est nécessaire de le faire.	Obligatoire

⁵ Les formats de message CBRN corrects ont été introduits dans APP-11 (C) Variation 2 qui n'a pas été promulgué. En tant que tel et comme mesure provisoire, le gardien des messages CBRN, le groupe de gestion de l'information CBRN de l'OTAN, a appuyé la position du Royaume-Uni d'octroyer un supplément à APP-11 qui contient les changements nécessaires. Le supplément peut être obtenu auprès de DAPSCT 4-3 ou du représentant du Royaume-Uni au groupe de gestion de l'information CBRN de l'OTAN.

⁶ Voir la section 7.9.4.1 (rapport CBRN 4) pour connaître les exigences détaillées

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

7.2 Exigences en matière de tests et de simulation

Cette section explique les exigences en matière de tests et de simulation.

N° d'exig.	Exigence	Catégorisation
14.	Le système de capteurs d'agents CBRN doit fournir un mode de test/simulation qui permettra de simuler ou de lire le trafic des capteurs en l'absence du capteur physique, aux fins de tests, d'exercices, de formation, etc.	Obligatoire

7.3 Exigences en matière de GPS


Cette section explique les exigences relatives aux GPS.

N°	Exigence	Catégorisation
15.	Les capteurs d'agents CBRN doivent fournir les coordonnées GPS de leur emplacement.	Obligatoire
16.	Tout capteur d'agents CBRN qui sera déployé sur une plateforme mobile doit fournir des coordonnées GPS mises à jour régulièrement sur l'emplacement du capteur.	Obligatoire
17.	Les coordonnées GPS consistent de la latitude, de la longitude, de l'altitude et du temps-coordonnée GPS (UTC) avec une précision minimum de 10 mètres.	Obligatoire

7.4 Exigences en matière de lien arrière


Cette section explique les exigences en matière de lien arrière.

No	Exigence	Catégorisation
18.	Les capteurs d'agents biologiques et chimiques doivent fournir des mesures de capteurs détaillées (p. ex., les spectres) en conformité avec le document D-LP-001-000/SR-000 intitulé « Format normalisé détaillé des données de mesure pour détecteurs chimiques et biologiques ». Veuillez communiquer avec la Direction – Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3) pour obtenir la dernière version.	Obligatoire
19.	Les capteurs d'agents CBRN doivent fournir des mesures de capteur détaillées sous forme de fichiers qui seront demandés en utilisant la demande d'information détaillée sur la charge utile d'agents CBRN (Message no 210) et téléchargés sur le CUCS au moyen de messages DLI et GPT connexes.	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

20.	Les capteurs d'agents CBRN doivent fournir les journaux de bord sous forme de fichiers qui seront demandés en utilisant la demande d'information détaillée de la charge utile CBRN (Message n° 210) et qui seront téléchargés sur les CUCS à l'aide de la DLI et des messages GPT associés.	Obligatoire
21.	Si le capteur d'agents CBRN est capable de capturer toute autre information brute qui ne peut pas être exprimée dans les exigences n° 15 ou n° 16, le capteur doit fournir cette information dans un fichier qui peut être demandé au moyen de la demande d'information détaillée sur la charge utile d'agents CBRN (Message n° 210), en utilisant un code de catégorie spécifique du VSM, et qui sera téléchargé sur les CUCS à l'aide des messages DLI et GPT associés. Le code de catégorie spécifique du VSM doit être défini selon la documentation de STANAG (c.-à-d., en utilisant les messages de configuration du champ appropriés).	Obligatoire
22.	Si le capteur d'agents CBRN est capable de capturer toute autre information brute qui ne peut pas être stockée dans les formats indiqués dans les exigences n° 18, le FEO doit fournir le logiciel nécessaire qui peut interpréter et afficher ces données pour l'utilisateur. <i>Le programme d'installation de ce logiciel doit être livré en tant qu'élément de configuration distinct qui peut être installé partout où la Couronne l'estime nécessaire pour répondre à ses besoins.</i>	Obligatoire
23.	Lorsque l'espace disque est un problème, les produits des capteurs doivent être redéfinis dans une méthode PEPS (premier entré, premier sorti), tout en respectant les priorités de conservation suivantes : 1. CBRN4 connexes aux menaces ⁷ 2. Mesures détaillées connexes aux menaces ⁷ 3. Rapport des journaux de bord connexes aux menaces ⁷ 4. Autres données de capteurs connexes aux menaces 5. Tout autre CBRN4 6. Toute autre mesure détaillée 7. Tout autre rapport des journaux de bord 8. Toute autre donnée des capteurs	Obligatoire
24.	La durée de conservation des fichiers des mesures détaillées des capteurs dans le système de capteur d'agents CBRN sera prolongée jusqu'à ce que l'opérateur sauvegarde ou supprime les fichiers du système.	Voulu

⁷ Incluant les rapports « néant »


 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

25.	La durée de conservation des fichiers des journaux de bord dans le système de capteur d'agents CBRN sera prolongée jusqu'à ce que l'opérateur sauvegarde ou supprime les fichiers du système.	Voulu
26.	La durée de conservation des rapports CBRN4 dans le système de capteur CBRN sera prolongée jusqu'à ce que l'opérateur sauvegarde ou supprime les fichiers du système.	Voulu
27.	La durée de conservation des informations spécifiques du FEO (voir l'exigence n° 21) dans le système de capteur CBRN sera prolongée jusqu'à ce que l'opérateur sauvegarde ou supprime les fichiers du système.	Voulu


7.5 Exigences en matière de configuration

Cette section explique les exigences générales en matière de configuration.


N°.	Exigence	Catégorisation
28.	La configuration du capteur au panneau local faite par l'opérateur aura préséance sur toutes les autres méthodes de configuration. (C.-à-d. selon une terminologie STANAG 4586, le panneau local doit être considéré comme un « CUCS » qui se voit immédiatement et automatiquement attribuer un niveau d'interopérabilité 3 à ce capteur jusqu'à ce que l'utilisateur ait terminé la configuration locale. Les CUCS qui avaient un niveau d'interopérabilité 3 pour le même capteur devraient être déclassés immédiatement et automatiquement à un niveau d'interopérabilité 2 jusqu'à ce que l'utilisateur ait terminé la configuration locale, puis restaurée de nouveau au niveau d'interopérabilité 3.)	Obligatoire
29.	En cas de conflit de configuration, c.-à-d., des commandes <i>simultanées</i> sur le <i>même</i> élément, la dernière commande reçue aura préséance.	Obligatoire
30.	Le VSM doit être configurable en utilisant un fichier de configuration nommé « VSM.config », un fichier XML qui doit être conforme au schéma trouvé dans l'Annexe A : Schéma de configuration du VSM.	Obligatoire
31.	Le fichier de configuration VSM (voir l'exigence n° 30) doit être situé dans le dossier <i>appdata</i> qui doit être configuré lors de l'installation (voir l'exigence n° 39).	Obligatoire
32.	Le VSM doit charger et utiliser, au démarrage, toutes les configurations par défaut du fichier de configuration VSM (voir l'exigence n° 30).	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015


33.	<p>Si l'« ID VSM » du fichier de configuration (voir exigence n° 30) est vide, absent ou nul, le VSM doit créer automatiquement un « ID VSM » par défaut comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le premier octet est le code du pays. Dans ce cas, « 4 » pour le Canada • Le deuxième octet est le sous-type de véhicule tel qu'attribué à chaque fournisseur par DAPSCT 4-3 • Le troisième octet doit être le dernier octet de l'adresse IP de la machine • Le quatrième octet doit être un numéro entre 0 et 255 généré de façon aléatoire <p>Exemple : Le capteur VSM abc a été affecté au sous-type de véhicule 6 et est en cours d'exécution sur une machine avec l'IP 192.168.0.110 avec le numéro aléatoire 24. Son ID VSM par défaut serait 4.6.110.24</p> <p>Cette nouvelle valeur doit alors être stockée dans le fichier de configuration VSM (voir l'exigence n° 30).</p>	Obligatoire
34.	L'interface utilisateur pour le système de capteurs doit fournir à l'opérateur la possibilité de modifier l'une des valeurs pour les paramètres du fichier de configuration VSM. Les nouvelles valeurs seront stockées dans le fichier de configuration VSM (voir l'exigence n° 30).	Obligatoire
35.	Si l'ID du véhicule dans le fichier de configuration (voir l'exigence n° 28) est vide, absent ou nul, le VSM doit régler automatiquement l'ID VSM à une valeur non vide. Cette nouvelle valeur doit alors être stockée dans le fichier de configuration VSM (voir l'exigence n° 30).	Obligatoire
36.	Lors de l'installation du VSM, le programme d'installation doit montrer à l'utilisateur tous les paramètres du fichier de configuration du VSM. L'utilisateur doit connaître les valeurs par défaut en fonction du schéma fourni par défaut, le cas échéant (voir l'exigence n° 30).	Obligatoire
37.	Lors de l'installation du VSM, le programme d'installation doit montrer à l'utilisateur « l'ID VSM » et « l'ID du véhicule ». L'utilisateur doit connaître les valeurs par défaut suivant les mêmes règles selon les exigences n° 33 et n° 35.	Obligatoire
38.	Lors de l'installation du VSM, le programme d'installation doit montrer à l'utilisateur un emplacement pour le dossier d'installation de l'application (seulement les fichiers avec droit de lecture et d'exécution) distinct de l'emplacement des données d'application, des données des capteurs et des dossiers des journaux de bord, car ils auront besoin de modifier les privilèges d'accès.	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

39.	<p>Lors de l'installation du VSM, le programme d'installation doit montrer à l'utilisateur l'emplacement du fichier <i>appdata</i>. L'utilisateur doit connaître la valeur par défaut « D:\[nom du produit]\AppData » (si un lecteur D est disponible sinon utiliser C:\[nom du produit]\AppData).</p> <p>Le dossier <i>appdata</i> est utilisé pour stocker des fichiers de configuration de l'application ou d'autres fichiers qui peuvent être modifiés par l'application en cours d'explication.</p>	Obligatoire
40.	<p>Lors de l'installation du VSM, le programme d'installation doit montrer à l'utilisateur l'emplacement du fichier de <i>données</i> des capteurs (voir <Data_Files_Location> de l'exigence n° 30). L'utilisateur doit connaître la valeur par défaut « D:\[nom du produit]\Data » (si un lecteur D est disponible autrement utiliser C:\[nom du produit]\Data). Le dossier de <i>données</i> est utilisé pour stocker les données du VSM, du véhicule ou des capteurs</p>	Obligatoire
41.	<p>Lors de l'installation du VSM, le programme d'installation doit montrer à l'utilisateur l'emplacement du fichier <i>journal de bord</i> (voir <Log_Files_Location> de l'exigence n° 30). L'utilisateur doit connaître la valeur par défaut comme « D:\[nom du produit]\Log » (si un lecteur D est disponible sinon utiliser C:\[nom du produit]\Log).</p> <p>Le dossier du <i>journal de bord</i> est utilisé pour stocker les journaux de bord du VSM, du véhicule ou des capteurs.</p>	Obligatoire
42.	<p>Lors de l'installation du VSM, le programme d'installation doit stocker toutes les modifications apportées par l'utilisateur pour les valeurs de configuration du VSM dans le fichier de configuration de VSM installé localement (voir l'exigence n° 30).</p>	Obligatoire
43.	<p>Si le VSM ne peut pas trouver le fichier de configuration du VSM (voir l'exigence n° 30), il doit créer un fichier par défaut en fonction des valeurs par défaut du schéma et des valeurs par défaut d'installation, le cas échéant.</p>	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

44.	<p>Lors de la configuration du champ, le VSM doit fournir à tout le moins pour chaque charge utile la configuration de ce qui suit tout en utilisant les messages appropriés (c.-à-d. Message n° 1300, 1301, 1303, ou 1302) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Configuration pour le niveau d'interopérabilité approprié en général b. Champ n° 0309.08, niveau de contamination ou champ n° 0309.12, Niveau de gravité de contamination, dans le message n° 309 : Détection d'agents CBRN (selon le Champ n° 0310.37, Champ du seuil de contamination) c. Champ n° 0208.09, type de réinitialisation, dans le message n° 208 : Commande de la charge utile d'agents CBRN d. Toutes les commandes ou les énumérations qui ne sont pas disponibles pour l'opérateur dans le message n° 208 : Commande de la charge utile d'agents CBRN e. Toutes les commandes ou les énumérations qui ne sont pas disponibles pour l'opérateur dans le message n° 209 : Commande de configuration de la charge utile d'agents CBRN f. Tous les champs ou les énumérations qui ne sont pas disponibles pour l'opérateur dans le message n° 310 : État de la configuration de la charge utile d'agents CBRN g. Tous les champs ou les énumérations qui ne sont pas disponibles pour l'opérateur dans le message n° 311 : État de l'opération de la charge utile d'agents CBRN h. Champ n° 0210.06, type d'information, dans le message n° 210 : Demande d'information détaillée sur la charge utile d'agents CBRN i. Champ n° 0211.05, type d'information et champ n° 0211.06, mode de demande dans le message n° 211 : Demande de gestion de capacité de stockage j. Tous les champs ou toutes les énumérations qui ne sont pas disponibles pour l'opérateur dans le message n° 212 : Commande de configuration de l'affichage de la charge utile d'agents CBRN k. Tous les champs ou les énumérations qui ne sont pas disponibles pour l'opérateur dans le message n° 213 : Commande de configuration de la fenêtre de balayage de la charge utile l. Tous les champs ou les énumérations qui ne sont pas disponibles pour l'opérateur dans le message n° 312 : État d'opération de la fenêtre de balayage de la charge utile m. Typiquement, les détecteurs ponctuels d'agents CBRN déclarent au CUCS qu'ils ne prennent pas en charge les champs connexes à la zone (ID unique n° 0309.13, n° 0309.14, n° 0309.15, n° 0309.16, et n° 0309.17) n. Les détecteurs à distance d'agents CBRN doivent déclarer au CUCS qu'ils feront rapport sur les champs connexes aux emplacements de détection (ID unique n° 0309.18, n° 0309.19 et n° 0309.20) ou les champs connexes à la zone (ID unique n° 0309.13, n° 0309.14, n° 0309.15, n° 0309.16, et n° 0309.17) 	Obligatoire
45.	<p>Le VSM devrait mettre en œuvre la méthode de configuration en option dans STANAG 4586 qui utilise un fichier formaté binaire contenant les messages de configuration nécessaires (c.-à-d., messages n° 1300, 1301, 1303, ou 1302) au lieu d'échanger directement ces messages entre CUCS et VSM.</p>	Voulu


 National Defence Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

46.	Si la configuration du fichier formaté binaire (voir l'exigence n° 45) est prise en charge, la configuration du fichier formaté binaire doit être <i>remise à la Couronne comme un élément de configuration distinct.</i>	Voulu
-----	---	-------


7.6 Exigences en matière de flux de données

Cette section explique les exigences concernant les IP et les adresses du port de multidiffusion.

N°	Exigence	Catégorisation
47.	Le VSM doit mettre en œuvre et prendre en charge la configuration d'un « flux de multidiffusion de découverte ». Le flux de multidiffusion de découverte montant et descendant sera utilisé par tous les CUCS et VSM lors de la demande ou du traitement de la divulgation IP des messages privés.	Obligatoire
48.	Les adresses IP et les ports par défaut du « flux de multidiffusion de découverte » montant et descendant doivent être stockés dans le fichier de configuration VSM ou extrait de ce fichier (voir l'exigence n° 30).	Obligatoire
49.	En plus des flux de multidiffusion de découverte (voir l'exigence n° 47), le VSM doit prendre en charge la configuration de tous les flux de multidiffusion de données décrits dans les messages privés de divulgation IP, l'adresse IP et la demande d'attribution de port. P. ex., la liaison montante de la DLI du VA, la liaison descendante de la DLI du VA, la liaison des données montantes de la DLI, la liaison des données descendantes de la DLI et les 24 autres flux.	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

50.	<p>En plus des flux de multidiffusion de découverte (voir l'exigence n° 47), le VSM doit mettre en œuvre au minimum les flux de multidiffusion de données suivants, décrits dans la divulgation IP des messages privés, l'adresse IP et la demande d'attribution de port :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liaison montante de la DLI du VA : sera utilisée pour communiquer les messages de la DLI du CUCS au VSM. • Liaison descendante de la DLI du VA : doit être utilisée pour communiquer des messages de la DLI du VSM au CUCS. • Flux de données montantes d'agents CBRNE : doit être utilisé pour communiquer le trafic GPT du CUCS au VSM lié au message ATP-45 (E) CBRN4 (Message GPT n° 1741). • Flux de données descendantes d'agents CBRNE : doit être utilisé pour communiquer le trafic GPT du VSM au CUCS lié au message ATP-45 (E) CBRN4 (Message GPT n° 1741). • Flux de données montantes 2 d'agents CBRNE : doit être utilisé pour communiquer le trafic GPT du CUCS au VSM lié à toutes les autres données d'agents CBRN tels que les journaux de bord et les mesures de capteurs détaillées (p. ex., message GPT n° 1742, message GPT n° 1743 et message GPT n° 1744) • Flux de données descendantes 2 d'agents CBRNE : doit être utilisé pour communiquer le trafic GPT du VSM au CUCS lié à toutes les autres données d'agents CBRN tels que les journaux de bord et les mesures de capteurs détaillées (p. ex., message GPT n° 1742, message GPT n° 1743 et message GPT n° 1744) 	Obligatoire
51.	<p>Les énumérations de « Flux de données montantes d'agents CBRNE », « Flux de données descendantes d'agents CBRNE », « Flux de données montantes 2 d'agents CBRNE » et le « Flux de données descendantes 2 d'agents CBRNE » doivent être stockés dans le fichier de configuration VSM ou extraits de ce fichier (voir l'exigence n° 30)</p>	Obligatoire
52.	<p>Le VSM doit stocker et remplacer la configuration des flux (voir l'exigence n° 30) après le traitement réussi de l'adresse IP et de la demande d'attribution de port (voir la section 7.9.2)</p>	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

7.7 Exigences pour les identificateurs uniques

Cette section explique les exigences relatives à l'identificateur unique.


N°	Exigence	Catégorisation
53.	Le FEO doit obtenir des attributions de numéro de message et l'approbation pour les messages privés pertinents STANAG 4586 de la DLI du Ministère de la Défense nationale. Plus précisément, de la Direction – Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3)	Obligatoire
54.	Le FEO doit obtenir des attributions de numéro de message et l'approbation pour les messages privés pertinents du Transport de produits génériques et les champs d'en-tête optionnels enrobeurs de message du Ministère de la Défense nationale du Canada. Plus précisément, de la Direction – Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3)	Obligatoire
55.	Le FEO doit obtenir l'attribution du numéro de sous-type de véhicule du Ministère de la Défense nationale du Canada. Plus précisément, de la Direction – Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3)	Obligatoire

7.8 Exigences en matière de messagerie

7.8.1 Messages généraux

Cette section explique les messages généraux requis par STANAG 4586.

N°	Exigence	Catégorisation
56.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande d'autorisation CUCS (Message n° 1)	Obligatoire
57.	Le VSM doit mettre en œuvre l'ID du véhicule (Message n° 20)	Obligatoire
58.	Le VSM doit mettre en œuvre la réponse d'autorisation du VSM (Message n° 21)	Obligatoire
59.	Le VSM doit mettre en œuvre la configuration de la charge utile (Message n° 300)	Obligatoire
60.	Le VSM doit mettre en œuvre la configuration ou l'attribution de la liaison de données (Message n° 500)	Obligatoire
61.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande d'attribution de la liaison de données (Message n° 404)	Obligatoire
62.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande de statut du sous-système (Message n° 1000)	Obligatoire
63.	Le VSM doit mettre en œuvre l'alerte de statut du sous-système (Message n° 1100)	Obligatoire
64.	Le VSM doit mettre en œuvre le rapport de statut du sous-système (Message n° 1101)	Obligatoire


 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

65.	Le VSM doit configurer toute ID du sous-système propre au VSM dans les messages n° 1000, n° 1100 et n° 1101 selon la documentation de STANAG (p. ex., en utilisant les messages connexes à la configuration du champ)	Obligatoire
66.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande de configuration du champ (Message n° 1200)	Obligatoire
67.	Le VSM doit mettre en œuvre la configuration complétée (Message n° 1203)	Obligatoire
68.	Le VSM doit mettre en œuvre la configuration de campagne réponse nombre entier (Message n° 1300)	Obligatoire
69.	Le VSM doit mettre en œuvre la configuration de campagne réponse nombre flottant (Message n° 1301)	Obligatoire
70.	Le VSM doit mettre en œuvre la configuration de campagne réponse énumérée (Message n° 1302)	Obligatoire
71.	Le VSM doit mettre en œuvre l'accusé de réception électronique (Message n° 1400).	Obligatoire
72.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande de mise à jour de programmation des messages (Message No 1402)	Obligatoire
73.	Le VSM doit mettre en œuvre le message de demande d'information générique (Message n° 1403)	Obligatoire
74.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande de configuration du champ (Message n° 1303)	Obligatoire
75.	Le VSM doit mettre en œuvre la réponse non signée de configuration du champ (Message n° 1305)	Obligatoire

7.8.2 Messages privés

Cette section explique les messages privés requis.

N°	Exigence	Catégorisation
76.	Le VSM doit mettre en œuvre le message privé Divulgateion IP (similaire au message n° 2261, communiquer avec la DAPSCT 4-3 pour obtenir plus d'information).	Obligatoire
77.	Le VSM doit mettre en œuvre le message privé Requête d'assignation d'adresse IP et de port (similaire au message n° 2461, communiquer avec la DAPSCT 4-3 pour obtenir plus d'information).	Obligatoire
78.	Le VSM doit configurer tous les types de flux spécifiques de la divulgation IP et de l'adresse IP des messages privés et de la demande d'attribution de port selon la documentation de STANAG (c.-à-d. en utilisant les messages de configuration du champ).	Obligatoire
79.	Le VSM doit mettre en œuvre des messages privés pour les demandes de transfert (similaire au message n° 3301, communiquer avec la DAPSCT 4-3 pour obtenir plus d'information).	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version : 1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

80.	Le VSM doit mettre en œuvre des messages privés pour la réponse aux demandes de transfert (similaire au message n° 3302, communiquer avec la DAPSCT 4-3 pour obtenir plus d'information).	Obligatoire
81.	Le VSM doit mettre en œuvre des messages privés pour l'amplification de l'alerte de statut du sous-système (similaire au message n° 1100, communiquer avec la DAPSCT 4-3 pour obtenir plus d'information).	Obligatoire
82.	Le numéro de type de messages doit se fonder sur la valeur trouvée dans le fichier de configuration du VSM (voir l'exigence n° 30).	Obligatoire

7.8.3 Messages CBRN

Cette section explique les messages CBRN requis par STANAG 4586.

N°	Exigence	Catégorisation
83.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande de la charge utile d'agents CBRN (Message n° 208).	Obligatoire
84.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande de configuration de la charge utile d'agents CBRN (Message n° 209).	Obligatoire
85.	Le VSM doit mettre en œuvre la détection d'agents CBRN (Message n° 309).	Obligatoire
86.	Le VSM doit mettre en œuvre l'état de la configuration de la charge utile d'agents CBRN (Message n° 310).	Obligatoire
87.	Le VSM doit mettre en œuvre l'état de l'opération de la charge utile d'agents CBRN (Message n° 311).	Obligatoire
88.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande d'information détaillée sur la charge utile d'agents CBRN (Message n° 210).	Obligatoire
89.	Le VSM doit mettre en œuvre la réponse d'information détaillée sur la charge utile d'agents CBRN (Message n° 313).	Obligatoire
90.	Le VSM doit mettre en œuvre l'estimation de la réponse d'information détaillée sur la charge utile d'agents CBRN (Message n° 314).	Obligatoire
91.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande de gestion de capacité de stockage (Message n° 211).	Obligatoire
92.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande de configuration de l'affichage de la charge utile d'agents CBRN (Message n° 212).	Obligatoire
93.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande de configuration de la fenêtre de balayage de la charge utile (Message n° 212).	Obligatoire
94.	Le VSM doit mettre en œuvre l'état d'opération de la fenêtre de balayage de la charge utile (Message n° 312).	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version : 1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

95.	Le capteur doit déclencher une alarme si le seuil atteint la valeur configurée pour le champ « détection du niveau opérationnel » (Message n° 310 État de la configuration de la charge utile d'agents	Obligatoire
96.	Le capteur doit déclencher une alarme si le seuil atteint la valeur configurée pour le champ « détection de faible niveau » (Message n° 310 État de la configuration de la charge utile d'agents CBRN)	Obligatoire
97.	Dans un état d'alarme, le capteur doit envoyer un message sur le niveau supérieur du seuil CBRN4 selon le (Champ n° 0310.28) « Fréquence de mise à jour du seuil de détection supérieur », stocké dans le fichier de configuration (voir l'exigence n° 30). Si la fréquence est mise à zéro, la charge utile doit envoyer le CBRN4, pour une menace donnée, sur la base de la logique	Obligatoire
98.	La convention de dénomination du dossier pour l'information du capteur ⁸ doit être [numéro de série du capteur ⁹]- + [type d'acronyme des données ¹⁰]- + [horodatage en AAAAMMJJTHHMISSZ ¹¹]- + [numéro séquentiel ¹²]. [extension] ex. 1, dossier CHEM4 : « 30-CHEM4-20150327T174746Z-000511.txt » ex. 2, dossier de journal de bord (log): « 30-log-20150327T174746Z-000032.txt » ex. 3, mesure de capteurs détaillée : « 30-CBDSM-20150327T174746Z-000135.xml »	Obligatoire
99.	Le VSM doit indiquer au CUCS les champs ou les énumérations qui ne sont pas disponibles pour tous les messages liés à des agents CBRN	Obligatoire

7.8.3.1 Message n° 208 : Message de commande de la charge utile d'agents CBRN

Cette section explique les exigences en matière de commandes pour les capteurs. Veuillez noter que d'autres champs (c.-à-d. les champs d'agents CBRN non spécifiques) dans le message qui ne sont pas spécifiquement mentionnés ici doivent être mis en œuvre conformément aux exigences de STANAG 4586.

N°	Exigence	Catégorisation
100.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configuration du mode de puissance » (Champ n° 0208.06) avec le mode « hors tension »	Obligatoire


⁸ Voir le message n° 313 : La réponse d'information détaillée sur la charge utile d'agents CBRN et les messages GPT associés, comme les messages n° 1741, n° 1742, n° 1743 et n° 1744)

⁹ Voir « identificateur », champ n° 0310.23

¹⁰ Pour les agents CBRN4 : CHEM4, BIO4, RAD4, NUC4; pour la mesure de capteurs détaillée CHEM/BIO : CBDSM; pour la mesure de capteurs détaillée RAD/NUC : RDSM; pour les journaux de bord : Log

¹¹ Voir APP-11, tableau 2034:

¹² Un numéro séquentiel à 6 chiffres


 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

101.	Le VSM devrait mettre en œuvre la commande « configuration du mode de puissance » (Champ n° 0208.06) avec le mode « en marche »	Voulu
102.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configuration du mode d'opération » (Champ n° 0208.07)	Obligatoire
103.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande de « redémarrage » (Champ n° 0208.08)	Obligatoire
104.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « état opérationnel de réinitialisation » (champ n° 0208.10) et son champ associé « type de réinitialisation opérationnelle » (champ n° 0208.09)	Obligatoire
105.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « état de configuration de réinitialisation » (champ n° 0208.11)	Obligatoire
106.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configuration du mode d'échantillonnage » (champ n° 0208.12)	Obligatoire
107.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configuration du mode test » (champ n° 0208.13) et ses « types de tests » associés (champ n° 0208.17)	Obligatoire
108.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configuration d'établissement de l'alarme locale » (champ n° 0208.14) avec le mode « arrêter l'alarme »	Obligatoire
109.	Le VSM devrait mettre en œuvre la commande « configuration d'établissement de l'alarme locale » (champ n° 0208.14) avec le mode « activer l'alarme »	Voulu
110.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « régler l'heure » (champ n° 0208.15)	Obligatoire
111.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le protège-clavier » (champ n° 0208.18)	Voulu

7.8.3.2 Message n° 209 : Commande de configuration de la charge utile d'agents CBRN

Cette section explique les exigences concernant la commande de configuration d'agents CBRN pour le capteur. Veuillez noter que d'autres champs (c.-à-d. les champs d'agents CBRN non spécifiques) dans le message qui ne sont pas spécifiquement mentionnés ici doivent être mis en œuvre conformément aux exigences de STANAG 4586.

N°	Exigence	Catégorisatio
112.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le nom exer/opér » (champ n° 0209.06)	Obligatoire
113.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le drapeau exer/opér » (champ n° 0209.07)	Obligatoire
114.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer l'indicatif d'appel » (champ n° 0209.08)	Obligatoire
115.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le mode de positionnement » (champ n° 0209.09)	Obligatoire
116.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer la latitude de la charge utile » (champ n° 0209.10)	Obligatoire


 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

117.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer la longueur de la charge utile » (champ n° 0209.11)	Obligatoire
118.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer l'altitude de la charge utile » (champ n° 0209.12)	Obligatoire
119.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer la sensibilité de la charge utile » (champ No 0209.13)	Obligatoire
120.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le mode de détection » (champ n° 0209.17)	Obligatoire
121.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le niveau de détection » (champ n° 0209.18)	Obligatoire
122.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le niveau opérationnel du seuil de détection » (champ n° 0209.19)	Obligatoire
123.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le niveau faible du seuil de détection » (champ n° 0209.20)	Obligatoire
124.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le retard du seuil de détection » (champ n° 0209.31)	Obligatoire
125.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer l'intervalle d'échantillonnage » (champ n° 0209.21)	Obligatoire
126.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer la durée de l'échantillonnage » (champ n° 0209.22)	Obligatoire
127.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le volume de l'échantillonnage » (champ n° 0209.23)	Obligatoire
128.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le niveau audio » (champ n° 0209.24)	Obligatoire
129.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « fréquence de mise à jour du seuil de détection supérieur » (champ n° 0209.28)	Obligatoire
130.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer l'identité de localisation » (champ n° 0209.32)	Obligatoire
131.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le groupe d'identité de localisation » (champ n° 0209.33)	Obligatoire
132.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le mode de livraison de CBRN4 » (champ n° 0209.34)	Obligatoire
133.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer la langue » (champ n° 0209.34)	Obligatoire


7.8.3.3 Message n° 310 : État de la configuration de la charge utile d'agents CBRN

Cette section explique les exigences concernant l'état de configuration pour le capteur. Veuillez noter que d'autres champs (c.-à-d., les champs d'agents CBRN non spécifiques) dans le message qui ne sont pas spécifiquement mentionnés ici doivent être mis en œuvre conformément aux exigences de STANAG 4586.

n°	Exigence	Catégorisation
134.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « nom exer/opér » (champ n° 0310.06)	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

135.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « drapeau exer/opér » (champ n° 0310.07)	Obligatoire
136.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « indicatif d'appel » (champ n° 0310.08)	Obligatoire
137.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « configurer le mode de positionnement (champ n° 0310.09)	Obligatoire
138.	Le VSM devrait mettre en œuvre le champ « sensibilité de la charge utile » (champ n° 0310.10)	Obligatoire
139.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « mode de détection » (champ n° 0310.13)	Obligatoire
140.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « niveau de détection » (champ	Obligatoire
141.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « niveau du seuil opérationnel de détection » (champ n° 0310.15)	Obligatoire
142.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « niveau du seuil faible de détection » (champ n° 0310.16)	Obligatoire
143.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « configurer le retard du seuil de détection » (champ n° 0310.30)	Obligatoire
144.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « intervalle d'échantillonnage » (champ n° 0310.17)	Obligatoire
145.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « durée de l'échantillonnage » (champ n° 0310.18)	Obligatoire
146.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « volume de l'échantillonnage » (champ n° 0310.19)	Obligatoire
147.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « niveau audio » (champ n° 0310.20)	Obligatoire
148.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « niveau de luminosité de l'affichage » (champ n° 0310.21)	Voulu
149.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « nom du produit » (champ n° 0310.22)	Obligatoire
150.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « identificateur » (champ n° 0310.23)	Obligatoire
151.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « version du mot de synchro/micrologiciel » (champ n° 0310.24)	Obligatoire
152.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « type de charge utile de l'agent CBRN » (champ n° 0310.25)	Obligatoire
153.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « mode de puissance » (Champ	Obligatoire
154.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « fréquence de mise à jour du seuil de détection supérieur » (Champ n° 0310.28)	Obligatoire
155.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « utilisation de stockage » (champ	Obligatoire
156.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « mode d'affichage » (champ n° 0310.31)	Voulu


 National Défense	Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID		Date : le 29 mai 2015

157.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « contraste de l'affichage » (champ n° 0310.32)	Voulu
158.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « langue » (champ n° 0310.33)	Obligatoire
159.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « protège-clavier » (champ n° 0310.34)	Voulu
160.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « étiquette de localisation » (champ n° 0310.35)	Obligatoire
161.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « étiquette de localisation du groupe » (champ n° 0310.36)	Obligatoire
162.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « champ du seuil de contamination » (champ n° 0310.37)	Obligatoire
163.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « niveau de luminosité des autres indicateurs visuels » (champ n° 0310.38)	Voulu
164.	Le VSM doit mettre en œuvre le « mode de livraison de CBRN4 » (champ n° 0310.39)	Obligatoire

7.8.3.4 Message n° 311 : État de l'opération de la charge utile d'agents CBRN

Cette section explique les exigences concernant l'état de fonctionnement d'agents CBRN pour le capteur. Veuillez noter que d'autres champs (c.-à-d, les champs d'agents CBRN non spécifiques) dans le message qui ne sont pas spécifiquement mentionnés ici doivent être mis en œuvre conformément aux exigences de STANAG 4586.

N°.	Exigence	Catégorisation
165.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « coordonnées GPS » (champ n° 0311.06)	Obligatoire
166.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « source de puissance » (champ n° 0311.07)	Obligatoire
167.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « temps restant de batterie » (champ n° 0311.08)	Obligatoire
168.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « tension de la batterie » (champ n° 0311.09)	Obligatoire
169.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « temps de fonctionnement » (champ n° 0311.10)	Voulu
170.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « état de la charge utile » (champ n° 0311.11)	Obligatoire
171.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « latitude de la charge utile » (champ n° 0311.12)	Obligatoire
172.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « longitude de la charge utile » (champ n° 0311.13)	Obligatoire
173.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « altitude de la charge utile » (champ n° 0311.14)	Obligatoire
174.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « méthode de communication » (champ n° 0311.16)	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version : 1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

175.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « force du signal de communication » (champ n° 0311.20)	Obligatoire
176.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « état de la température » (champ n° 0311.17)	Voulu
177.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « état d'établissement de l'alarme locale » (champ n° 0311.18)	Obligatoire
178.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « régler l'heure » (champ n° 0311.19)	Obligatoire
179.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « mode d'opération » (champ n° 0311.21)	Obligatoire
180.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « état de l'échantillonnage » (champ n° 0311.22)	Obligatoire
181.	Le VSM doit mettre en œuvre le champ « état du test » (champ n° 0311.23)	Obligatoire

7.8.3.5 Message n° 309 : lecture de l'agent CBRN/Message d'alarme

N°	Exigence	Catégorisation
182.	Le VSM doit fournir la valeur du champ « rapport de référence CBRN4 » sur la base du message ID du cas correspondant pour ATP-45 (E) CBRN4 (message GPT n° 1741) qui sera utilisé pour transporter le rapport CBRN4.	Obligatoire


7.8.3.6 Message n° 313 : réponse d'information détaillée sur la charge utile d'agents CBRN

N°	Exigence	Catégorisation
183.	Le VSM doit fournir la valeur du champ « référence du dossier » sur la base du message ID du cas correspondant pour le message GPT approprié qui sera utilisé pour transporter les données.	Obligatoire

7.8.3.7 Message n° 212 : Commande de configuration de l'affichage de la charge utile d'agents CBRN

Cette section explique les exigences relatives à la commande de configuration de l'affichage de la charge utile d'agents CBRN pour le capteur. Veuillez noter que d'autres champs (c.-à-d., les champs d'agents CBRN non spécifiques) dans le message qui ne sont pas spécifiquement mentionnés ici doivent être mis en œuvre conformément aux exigences de STANAG 4586.

N°	Exigence	Catégorisation
184.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le niveau de luminosité de l'affichage » (champ n° 0212.05)	Voulu

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015


185.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le mode d'affichage » (champ n° 0212.06)	Voulu
186.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le contraste de l'affichage » (champ n° 0212.07)	Voulu
187.	Le VSM doit mettre en œuvre la commande « configurer le niveau d'affichage des autres indicateurs visuels (champ n° 0212.08)	Voulu

7.9.4 Exigences en matière de GPT

Cette section explique les exigences supplémentaires relatives au protocole GPT qui se trouve dans STANAG 4586.

N°	Exigence	Catégorisation
188.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande d'information générique par le message de séquence (message GPT n° 1700)	Obligatoire
189.	Le VSM doit mettre en œuvre le CBRN4 ATP-45 (E) (message GPT n° 1741)	Obligatoire
190.	Le VSM doit mettre en œuvre le message de journal de bord (message GPT n° 1742)	Obligatoire
191.	Le VSM doit mettre en œuvre le message de mesure de capteurs détaillée radiologique/nucléaire (message GPT n° 1743)	Obligatoire
192.	Le VSM doit mettre en œuvre la mesure de capteurs détaillée chimique/biologique (message GPT n° 1744)	Obligatoire
193.	La taille de la MTU pour les messages GPT doit se fonder sur la valeur trouvée dans le fichier de configuration du VSM (voir l'exigence n° 28)	Obligatoire
194.	Le VSM doit utiliser le flux de type « liaison montante et descendante du flux de données CBRNE » (voir l'exigence n° 49) pour le transport du CBRN4 ATP-45 (E) (Message GPT n° 1741)	Obligatoire
195.	Le VSM doit utiliser le flux de type « liaison montante et descendante du flux de données 2 CBRNE » (voir l'exigence n° 49) pour le transport de messages GPT n° 1742 (Log), n° 1743 (mesure de capteurs détaillée radiologique/nucléaire) et n° 1744 (mesure de capteur détaillée chimique/biologique)	Obligatoire
196.	Le nom du dossier ¹³ pour tous les produits liés à des agents CBRN (p. ex., CBRN4, les mesures de capteurs détaillées, les journaux de bord, etc.) doit être stocké dans l'en-tête en option de la première séquence de messages	Obligatoire
197.	Le fichier d'horodatage local pour tous les produits connexes aux agents CBRN (p. ex., CBRN4, les mesures de capteurs détaillées, les journaux de bord, etc.) doit être stocké dans l'en-tête en option de la première séquence de messages.	Obligatoire
198.	Le VSM doit mettre en œuvre la configuration NACK du GPT (message GPT n° 1701)	Obligatoire
199.	Le VSM doit mettre en œuvre la latence de transmission de messages du GPT (message GPT n° 1702)	Obligatoire
200.	Le VSM doit mettre en œuvre l'abandon de la transmission du produit du GPT (message GPT n° 1703)	Obligatoire
201.	Le VSM doit mettre en œuvre la pause de la transmission du produit du GPT (message GPT n° 1704)	Obligatoire

¹³ voir l'exigence n° 91

 National Défense	Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID		Date : le 29 mai 2015


202.	Le VSM doit mettre en œuvre la reprise de la transmission du produit du GPT (message GPT n° 1705)	Obligatoire
------	---	-------------

7.9.4.1 Rapport CBRN 4

Cette section explique les exigences concernant le rapport CBRN 4 ATP-45 (E)

7.9.4.1.1 Configuration commune pour CBRN 4

Conf./segment	Conf.	N° d'exig.	Exigence	Catégorisation
EXER		203.	La configuration EXER ne doit pas être générée à moins que le nom de l'exercice ait été configuré en fonction du champ « drapeau exercice/opération » (voir le champ n° 0310.0 du message n° 310 Message d'état de la configuration de la charge utile d'agents CBRN). Dans ce cas, EXER1 (surnom de l'exercice), est obligatoire et doit être fondé sur le champ « nom exercice/opération » (voir le champ n° 0310.06 du message n° 310 Message d'état de la configuration de la charge utile d'agents CBRN)	Obligatoire
		204.	Si EXER1 est généré, les champs restants pour la configuration d'EXER doivent être générés comme il convient ou un tiret peut être utilisé pour ces champs.	Obligatoire
OPÉR		205.	La configuration OPÉR ne doit pas être générée à moins que le nom de l'opération ait été configuré en fonction du champ « drapeau exercice/opération » (voir le champ n° 0310.07 du message n° 310 Message d'état de la configuration de la charge utile d'agents CBRN). Dans ce cas, OPÉR1 (mot clé d'opération), sera obligatoire et doit être fondée sur le champ « Nom exercice/opération » (voir le champ n° 0310.06 du message n° 310 Message d'état de la configuration de la charge utile d'agents CBRN)	Obligatoire
		206.	Si OPER1 est généré, les champs restants pour la configuration OPÉR doivent être générés comme il convient ou un tiret peut être utilisé pour ces champs.	Obligatoire
		207.	La configuration MSGID doit être générée.	Obligatoire
MSGID		208.	La configuration MSGID1 (identificateur de format de texte de message) doit être générée et fondée sur la valeur la plus appropriée	Obligatoire


 National Défence	Défense nationale	N° de la version : 1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID		Date : le 29 mai 2015

		209.	La configuration MSGID4 (dresseur) doit être générée et fondée sur le champ « identificateur » (voir le champ n° 0310.23 du message n° 310 Message d'état de la configuration de la charge utile d'agents CBRN).	Obligatoire
		210.	Les champs restants pour la configuration MSGID seront générés comme il convient ou un tiret peut être utilisé pour ces champs.	Obligatoire
REF		211.	Le REF peut être généré.	Voulu
GEODATUM		212.	L'ensemble GEODATUM sera généré	Obligatoire
		213.	GEODATUM 1 (référentiel géodésique), TOUTE l'information de localisation dans le message doit être signalée dans le GEODATUM WGE 1984	Obligatoire
DTG		214.	La configuration DTG sera générée	Obligatoire
		215.	GDH1 (groupe date-heure dans l'heure, le mois et l'année Zulu) sera généré et doit être basé sur la date/heure du moment où le message a été créé	Obligatoire
ORGIDDFT		216.	L'ensemble ORGIDDFT sera généré	Obligatoire
		217.	ORGIDDFT 1 (nom de désignation de l'unité) sera généré et doit être fondé sur le champ « indicatif d'appel » (voir le champ n° 0310.08 du message n° 310 Message d'état de la configuration de la charge utile d'agents CBRN)	Obligatoire
		218.	Les champs pour la configuration ORGIDDFT seront générés comme il convient ou un tiret peut être utilisé pour ces champs	Obligatoire
CBRNTYPE		219.	La configuration CBRNTYPE sera générée	Obligatoire
		220.	CBRNTYPE1 (Rapport du type d'agent CBRN) sera générée et doit être fondée sur la valeur la plus appropriée	Obligatoire
		221.	Les champs restants pour la configuration CBRNTYPE seront générés comme il convient ou un tiret peut être utilisé pour ces champs	Obligatoire


7.9.4.1.2 Configurations pour CHEM 4

Cette section est **obligatoire** pour les projets *chimiques seulement*.


Conf./segment	Conf.	N° d'exig.	Exigence	Catégorisation
ALFA		222.	La configuration ALFA sera générée	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015


		223.	ALFA2 (code pour l'unité d'origine) sera générée et doit être fondée sur le champ « indicatif d'appel » (voir le champ n° 0310.08 du message n° 310 Message d'état de la configuration de la charge utile d'agents CBRN)	Obligatoire
		224.	ALFA4 (type d'incident) sera générée et doit être fondée sur la valeur la plus appropriée	Obligatoire
		225.	Les champs restants pour la configuration ALFA seront générés comme il convient ou un tiret peut être utilisé pour ces champs	Obligatoire
INDIA		226.	La configuration INDIA sera générée	Obligatoire
		227.	INDIA2 (définition de substance) sera générée et doit être fondée sur la valeur la plus appropriée pour 2B (APP-11 tableau 1022/9) . Cependant, la valeur « néant » ne doit pas être utilisée (voir plutôt GENTEXT)	Obligatoire
		228.	Lorsque le capteur est prêt à produire un rapport « néant » (c.-à-d., pas d'agent détecté), il doit créer un CBRN4 avec configuration INDIA2 en fonction de l'agent initialement détecté. (voir GENTEXT pour obtenir plus d'information)	Obligatoire
		229.	INDIA3 (type de persistance) sera générée et doit être fondée sur la valeur la plus appropriée	Obligatoire
		230.	INDIA4 (type de détection) sera générée et doit être fondée sur la valeur la plus appropriée. Il est à noter que la répétabilité de ce champ sera limitée à 1 au lieu de 7	Obligatoire
		231.	INDIA5 (détection du niveau de confiance) sera générée et doit être fondée sur la valeur la plus appropriée. Il est à noter que la répétabilité de ce champ sera limitée à 1 au lieu de 7	Obligatoire
		232.	Les champs restants pour configurer INDIA seront générés comme il convient ou un tiret peut être utilisé pour ces champs	Obligatoire
INDIAC		233.	INDIAC peut être générée	Voulu
Segment		234.	Il devrait y avoir une seule occurrence du segment	Obligatoire
QUEBEC		235.	La configuration QUEBEC sera générée	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015


		236.	QUEBEC1 (emplacement de lecture/échantillon/détection) sera générée et doit être fondée sur le point de <u>mesure</u> (voir « latitude de détection » n° 0309.18 et « longitude de détection » n° 0309.19 dans le message n° 309 détection d'agents CBRN) selon <i>1A (APP-11 tableau 2571)</i> .	Obligatoire
		237.	QUEBEC2 (type d'échantillon) sera générée et doit être fondée sur la valeur la plus appropriée	Obligatoire
		238.	QUEBEC3 (type de détection) sera générée et doit être fondée sur la valeur la plus appropriée	Obligatoire
		239.	QUEBEC4 (moyens de détection) sera générée et doit être fondée sur la valeur la plus appropriée	Obligatoire
		240.	QUEBEC5 (hauteur de mesure au-dessus du niveau du sol et de l'unité de mesure) doit être générée. Si disponible, la valeur doit être fournie en mètres ou en kilomètres .	Voulu
		241.	QUEBEC6 (distance du nuage et unité de mesure) doit être générée. Si disponible, la valeur doit être fournie en mètres ou en kilomètres .	Voulu
		242.	QUEBEC7 (ligne radiale gauche et unité de mesure) doit être générée. Si disponible, la valeur doit être fournie en degrés à partir du nord vrai .	Voulu
		243.	QUEBEC8 (ligne radiale droite et unité de mesure) doit être générée. Si disponible, la valeur doit être fournie en degrés à partir du nord vrai .	Voulu
		244.	QUEBEC9 (angle au sommet du nuage et unité de mesure) doit être générée. Si disponible, la valeur doit être fournie en degrés .	Voulu
		245.	QUEBEC10 (angle inférieur du nuage et unité de mesure) doit être générée. Si disponible, la valeur doit être fournie en degrés .	Voulu
	ROMEO	246.	La configuration ROMEO sera générée	Obligatoire
		247.	ROMEO1 (contamination, la dose et débit de dose/dosage) doit être générée.	Obligatoire
		248.	Les capteurs des PROD CHIM sont requis pour fournir le « niveau de contamination et l'unité de mesure » dans MGM3, MGM2, PPM ou PPB .	Obligatoire
		249.	Si la valeur retournée de la mesure est zéro, ROMEO1 doit être configurée au caractère tiret/trait d'union	Obligatoire

 National Defence Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015


		250.	Une détection initiale configurera ROMEO2 (tendance du taux de la dose) à « INIT ».	Obligatoire
		251.	Une mise à jour de la détection configurera ROMEO2 (tendance du taux de la dose) à « INCR » ou à « DECR », le cas échéant.	Obligatoire
		252.	Les champs restants pour configurer ROMEO seront générés comme il convient ou un tirt peut être utilisé pour ces champs	Obligatoire
	SIERRA	253.	La configuration SIERRA sera générée	Obligatoire
		254.	SIERRA1 (lecture ou de détection de la contamination) doit être générée et est fondée sur la lecture/date de détection/heure.	Obligatoire
	TANGO	255.	La configuration TANGO peut être générée	Voulu
	WHISKEY	256.	La configuration WHISKEY sera générée	Obligatoire
		257.	La configuration WHISKEY1 (Résultat de l'alarme générale) doit être générée et doit être « pos » si la mesure est égale ou supérieure au seuil, ou « nég » pour une mesure en dessous du seuil	Obligatoire
		258.	Les champs restants pour la configuration WHISKEY seront générés comme il convient ou un tirt peut être utilisé pour ces champs	Obligatoire
GENTEXT		259.	La configuration GENTEXT peut être générée pour fournir des renseignements supplémentaires qui ne peuvent pas être exprimés ailleurs	Obligatoire
		260.	GENTEXT1 doit être configurée à « CBRN INFO »	Obligatoire
		261.	GENTEXT1 doit être utilisée pour signaler le numéro de série du capteur comme suit « GENTEXT/CBRN INFO/[nom du produit (0310.22)]: [identificateur (0310.23)], MESURE D'ALT: [détection de l'altitude (0309.20) et uom] » (ex « GENTEXT/CBRN INFO/FSD: 39, MESURE D'ALT: - 10M/' »	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

		262.	<p>GENTEXT1 doit être utilisée pour signaler le champ «charge utile de l'altitude » du capteur (voir le champ n° 0311.14 du message n° 311 Message d'état de l'opération de la charge utile d'agents CBRN) <i>en mètres ou en kilomètres</i> comme suit</p> <p>« GENTEXT/CBRN INFO/[nom du produit (0310.22)]: [identificateur (0310.23)], MESURE D'ALT: [détection de l'altitude (0309.20) et uom] »</p> <p>(ex « GENTEXT/INFO CBRN/FSD: 39, MESURE D'ALT: 10M// »</p>	Obligatoire
		263.	<p>GENTEXT1 doit être utilisée pour signaler à l'opérateur les indicateurs de détection visuelle pertinents comme les niveaux des barres. Par exemple</p> <p>« GENTEXT/INFO CBRN/[niveau des barres] BARRE SUR [nom du produit (0310.22)]: [identificateur (0310.23)], ALT DE DÉTECTION [Altitude de détection (0309.20) et uom] »</p> <p>(Ex « GENTEXT/INFO CBRN/3 barres sur FSD: 39, MESURE D'ALT -10M// »</p>	Voulu
		264.	<p>GENTEXT1 doit être utilisée pour communiquer les renseignements de l'agent qui ne pouvaient pas être facilement rapportés dans INDIA2/INDIAR2, tels que les noms des agents ou des combinaisons qui ne figurent pas dans les énumérations APP-11 . Par exemple</p> <p>« GENTEXT/INFO CBRN /GD/GF 3 BARRES SUR FSD: 39, MESURE D'ALT: -10M// »</p>	Obligatoire
		265.	<p>GENTEXT1 doit être utilisé pour signaler les rapports « néant » comme suit « GENTEXT/INFO CBRN /AUCUN AGENT DÉTECTÉ SUR [nom du produit (0310.22)]: [identificateur (0310.23)], MESURE D'ALT: [altitude de détection (0309.20) et uom] // »</p> <p>(Ex « GENTEXT/INFO CBRN/AUCUN AGENT DÉTECTÉ SUR FSD: 39, MESURE D'ALT: -10M// »</p>	Obligatoire

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

		266. Pour les détecteurs à distance, GENTEXT1 doit être utilisée pour signaler l'emplacement du capteur, en fonction du message n° 311 État de l'opération de la charge utile d'agents CBRN, en utilisant la « latitude de la charge utile » (n° 0311.12) et « longitude de la charge utile » (n° 0311.13) à 1 mètre MGRS (APP-11 tableau 2573) . Également, l'altitude de la charge utile (n° 0311.14) en mètres ou en kilomètres , comme suit « GENTEXT/INFO CBRN/[nom du produit (0310.22)]: [identificateur (0310.23)], MESURE D'ALT: [altitude de détection (0309.20) et uom], EMPL DU CAPTEUR: [latitude et longitude de la charge utile (n° 0311.12 et n° 0311.13), CAPTEUR: ALT [« Altitude de la charge utile » (0311.14) et uom] » (ex « GENTEXT/INFO CBRN/FSD: 39, MESURE D'ALT: - 10M, EMPL DU CAPTEUR: 32UKA9859485243, ALT DU CAPTEUR: -25M// »	Obligatoire
		267. Pour les détecteurs à distance, GENTEXT1 doit être utilisée pour signaler tous les capteurs qui ont contribué à l'analyse et à l'identification de la menace (point ou	Obligatoire
		nuage). Ex. Si le capteur A123 est le maître qui met en file d'attente les capteurs B456 et C789 pour balayer un point de menace, le CBRN4 résultant enregistre les capteurs B et C en tant que capteurs participant à GENTEXT utilisant l'identificateur (n° 0310.23) pour chaque capteur. « GENTEXT/INFO CBRN/[nom du produit (0310.22)]: [identificateur (0310.23)], MESURE D'ALT: [détection de l'altitude (0309.20) et uom], EMPL DU CAPTEUR: [latitude et longitude de la charge utile (n° 0311.12 et n° 0311.13), ALT DU CAPTEUR: [« altitude de la charge utile » (0311.14) et uom], CONTRIBUTANT: [« identificateur » (n° 0310.23 pour chaque capteur contribuant] » (ex « GENTEXT/INFO CBRN/SDID:A123, MESURE D'ALT: -10M, EMPL DU CAPTEUR: 32UKA9859485243, ALT DU CAPTEUR: -25M, CONTRIBUTANT: B456 C789// »	

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015


		268.	<p>Les détecteurs à distance GENTEXT1 doivent être utilisés pour signaler la trace d'un nuage détecté. Si le capteur A123 est le maître de la file d'attente B456 de capteurs et C789 et a détecté la trace d'un nuage, le CBRN4 résultant enregistrera des points de contour des nuages dans 1 mètre MGRS (APP-11 tableau 2573), le niveau de contamination selon APP-11 tableau 2464 dans MGM3, MGM2, PPM ou PPB, et le GDH pour la première et la dernière mesure selon APP-11 tableau 2323 comme suit</p> <p>« GENTEXT/INFO CBRN/[nom du produit (0310.22)]: [identificateur (0310.23)], EMPL DU CAPTEUR: [latitude et longitude de la charge utile (n° 0311.12 et n° 0311.13)], ALT DU CAPTEUR:</p> <p>[« Altitude de la charge utile » (0311.14) et</p>	Obligatoire
			<p>uom], CONTRIBUANT:</p> <p>[« identificateur » (n° 0310.23 pour chaque capteur contribuant), TRACE DU NUAGE: [points de contour de nuages dans MGRS], CON DU NUAGE: [niveau de contamination pour le nuage], PREMIÈRE MESURE GDH DU NUAGE: [première mesure GDH], DERNIÈRE MESURE GDH DU NUAGE: [dernière mesure GDH] »</p> <p>(ex « GENTEXT/INFO CBRN/ SDID:A123, EMPL DU CAPTEUR 32UKA9859485243, ALT DU CAPTEUR: -25M, CONTRIBUANT: B456 C789, TRACE DU NUAGE: 32UKA9869485343 32UKA9899485343, CON DU NUAGE: 1.23MGM3, PREMIÈRE MESURE GDH DU NUAGE: 301433ZJAN2015, DERNIÈRE MESURE GDH DU NUAGE: 301435ZJAN2015// »</p>	

7.9.5 Afficher des messages personnalisés

Les affichages personnalisés sont utilisés dans les cas suivants :

- Interface utilisateur spécifique du FEO pour des informations détaillées. Par exemple, l'affichage de spectres, des informations détaillées sur le statut, etc.
- Paramètres de contrôle spécifique du FEO. Par exemple, un paramètre unique, comme l'angle de rotation ou le type de détection, etc. qui n'est pas couvert par la commande de charge utile de l'agent CBRN (Message n° 208) et commande de configuration de la charge utile d'agents CBRN (Message n° 209).


N° d'exig. Exigence	Catégorisation
---------------------	----------------

 National Défence	Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID		Date : le 29 mai 2015

269.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande d'affichage de l'unité (Message n° 1201)	Obligatoire
270.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande de ressource CUCS (Message n° 1202)	Obligatoire
271.	Le VSM doit mettre en œuvre le message de rapport de services du VSM (Message n° 1304)	Obligatoire
272.	Le VSM doit mettre en œuvre la demande du détail de statut du sous-système (Message n° 1100)	Obligatoire
273.	Le VSM doit fournir un affichage personnalisé à l'aide d'une interface web (spécifiquement HTTP)	Obligatoire

7.9.6 Vidéo

Les exigences relatives à la vidéo ont été déjà exposées dans d'autres documents relatifs aux exigences SDID.

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015


Programme A: Schéma de configuration du VSM

```

<?xml version="1.0" encoding="UTF-8"?>
<xs:schema xmlns:xs="http://www.w3.org/2001/XMLSchema" elementFormDefault="qualified"
attributeFormDefault="unqualified">
  <xs:element name="VSM" type="VSM">
    <xs:annotation>
      <xs:documentation>Permet de configurer un VSM</xs:documentation>
    </xs:annotation>
  </xs:element>

  <xs:complexType name="VSM">
    <xs:sequence>
      <xs:element name="Version" type="xs:double" default="1.11">
        <xs:annotation>
          <xs:documentation>Version du dossier du schéma de
configuration</xs:documentat
ion>
        </xs:annotation>
      </xs:element>
      <xs:element name="LoopBack_Enabled" type="xs:boolean" default="false">
        <xs:annotation>
          <xs:documentation>Active la fonctionnalité en
boucle</xs:documentation>
        </xs:annotation>
      </xs:element>
      <xs:element name="Vehicle-ID" type="xs:string">
        <xs:annotation>
          <xs:documentation>STANAG 4586 ID du véhicule. Les numéros ID
seront représentés par 4 octets, de façon similaire à une adresse IP ex. « 4.3.110.24 ». L'autorité en matière
de configuration est le ministère de la Défense nationale du Canada, Direction - Administration du
programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3).</xs:documentation>
        </xs:annotation>
      </xs:element>
      <xs:element name="Vehicle-Type" type="xs:unsignedShort" default="150">
        <xs:annotation>
          <xs:documentation>STANAG 4586 Type de véhicule. Fait référence
à
0020.06</xs:documentation>
        </xs:annotation>
      </xs:element>
    </xs:sequence>
  </xs:complexType>


```

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

```

</xs:element>
<xs:element name="Vehicle-SubType" type="xs:unsignedShort">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>STANAG 4586 Sous-type de véhicule. Fait
    référence à
0020.07. L'autorité en matière de configuration est le Ministère de la Défense nationale du Canada, Direction
- Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-
3).</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="VSM-ID" type="xs:string">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>STANAG 4586 ID VSM. Les numéros ID seront
représentés par 4 octets, de façon similaire à une adresse IP ex. « 4.3.110.24 ». L'autorité en matière de
configuration est le Ministère de la Défense nationale du Canada, Direction - Administration du programme
des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3).</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="GPT-MTU" type="xs:unsignedInt" default="1500">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>STANAG 4586 Transport de produits
génériques taille de la
MTU.</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-DataStream-Uplink-Enum" type="xs:unsignedByte"
default="100">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>Définition du type de flux. Fait référence au
message privé applicable</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-DataStream-Downlink-Enum" type="xs:unsignedByte"
default="101">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>Définition du type de flux. Fait référence au
message privé applicable</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-DataStream2-Uplink-Enum" type="xs:unsignedByte"
default="102">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>Définition du type de flux. Fait référence au
message privé applicable</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-DataStream2-Downlink-Enum"
type="xs:unsignedByte" default="103">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>Définition du type de flux. Fait référence au
message privé applicable</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="Discovery-Stream-Uplink-IP" type="xs:string"
default="239.10.1.1">


```

 National Défense	Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID		Date : le 29 mai 2015

```

<xs:annotation>
    <xs:documentation>Le flux montant de multidiffusion de découverte est
    utilisé pour la divulgation des flux IP</xs:documentation>
</xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="Discovery-Stream-Uplink-Port" type="xs:unsignedShort"
default="4586">
    <xs:annotation>
        <xs:documentation>La flux montant de multidiffusion de découverte
        est
        utilisé pour la divulgation des flux IP</xs:documentation>
    </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="Discovery-Stream-Downlink-IP" type="xs:string"

```

 National Defence / Défense nationale	N° de la version : 1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

default="239.10.1.2">

<xs:annotation>

<xs:documentation>La flux montant de multidiffusion de découverte est utilisé pour la divulgation des flux IP</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="Discovery-Stream-Downlink-Port" type="xs:unsignedShort"

default="4586">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Le flux descendant de multidiffusion de découverte est utilisé pour la divulgation des flux IP</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="AV-DLI-Uplink-IP" type="xs:string" default="239.10.1.1">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Refer to 2261.06. Le flux de liaison montante de la DLI du VA est utilisé pour communiquer des messages DLI du CUCS au VSM.</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="AV-DLI-Uplink-Port" type="xs:unsignedShort"

default="4586">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le flux de liaison montante de la DLI du VA est utilisé pour communiquer des messages DLI du CUCS au VSM.</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="AV-DLI-downlink-IP" type="xs:string" default="239.10.1.2">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le flux de liaison descendante de la DLI du VA est utilisé pour communiquer des messages DLI du VSM au CUCS.</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="AV-DLI-downlink-Port" type="xs:unsignedShort"

default="4586">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le flux de liaison descendante de la DLI du VA est utilisée pour communiquer des messages DLI du VSM au CUCS.</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="CBRNE-Uplink-IP" type="xs:string" default="239.10.1.1">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le flux de données montantes d'agents CBRNE est utilisé pour communiquer le trafic GPT lié au message texte ATP-45 (E) CBRN4 (GPT Message n° 1741).</xs:documentation>

</xs:annotation>


</xs:element>

<xs:element name="CBRNE-Uplink-Port" type="xs:unsignedShort"

default="4586">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le

 National Defence Défense nationale	N° de la version : 1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

flux de données montantes d'agents CBRNE est utilisé pour communiquer le trafic GPT lié au message texte ATP-45 (E) CBRN4 (GPT Message n° 1741).

</xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-Downlink-IP" type="xs:string" default="239.10.1.2">
</xs:annotation>

<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le flux de données descendantes d'agents CBRNE est utilisé pour communiquer le trafic GPT lié au message texte ATP-45 (E) CBRN4 (GPT Message n° 1741).

</xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-Downlink-Port" type="xs:unsignedShort" default="4586">

<xs:annotation>
<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Les flux de données descendantes d'agents CBRNE est utilisé pour communiquer le trafic GPT lié au message texte ATP-45 (E) CBRN4 (GPT Message n° 1741).

</xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-Other-Uplink-IP" type="xs:string" default="239.10.1.1">

<xs:annotation>
<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le flux de données montantes additionnelles d'agents CBRNE est utilisé pour communiquer le trafic GPT lié à tous les autres données CBRN comme les logs et les mesures détaillées de capteurs (p. ex., Message GPT n° 1742, Message GPT n° 1743, et Message GPT n° 1744).

</xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-Other-Uplink-Port" type="xs:unsignedShort" default="4586">


<xs:annotation>
<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le flux de données montantes additionnelles d'agents CBRNE est utilisé pour communiquer le trafic GPT lié à tous les autres données CBRN comme les logs et les mesures détaillées de capteurs (p. ex., Message GPT n° 1742, Message GPT n° 1743, et Message GPT n° 1744).

</xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-Other-Downlink-IP" type="xs:string" default="239.10.1.2">

<xs:annotation>
<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le flux de données descendantes additionnelles d'agents CBRNE est utilisée pour communiquer le trafic GPT lié à tous les autres données CBRN comme les logs et les mesures détaillées de capteurs (p. ex., Message GPT n° 1742, Message GPT n° 1743, et Message GPT n° 1744).

</xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="CBRNE-Other-Downlink-Port" type="xs:unsignedShort" default="4586">

<xs:annotation>
<xs:documentation>Fait référence au message privé applicable. Le flux de données descendantes additionnelles d'agents CBRNE est utilisé pour communiquer le trafic GPT lié à tous les autres données CBRN comme les logs et les mesures détaillées de capteurs (p. ex., Message GPT n° 1742, Message GPT

 National Défense	Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID		Date : le 29 mai 2015

n° 1743, et Message GPT n° 1744).</xs:documentation>

</xs:annotation>


</xs:element>

<xs:element name="Detection_Above_Threshold_Update_Frequency_In_Hz"

default="0">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Fait référence au 0310.28 La détection au-dessus

 National Défense	Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID		Date : le 29 mai 2015


de la fréquence de mise à jour de seuil (en Hertz) détermine la fréquence à laquelle le capteur doit envoyer des agents CBRN4

Dans le cas d'un état d'alarme. Si la fréquence est mise à zéro, la charge utile doit envoyer les agents CBRN4, pour une menace donnée, sur la base de la logique déterminée par le capteur.

```

</xs:annotation>
<xs:simpleType>
  <xs:restriction base="xs:double">
    <xs:minInclusive value="0"/>
    <xs:maxInclusive value="100"/>
  </xs:restriction>
</xs:simpleType>
</xs:element>
<xs:element name="TTL" type="xs:unsignedByte" default="255">
  <xs:annotation>
    Le temps avant le direct en multidiffusion indique la portée ou la
    plage dans laquelle le paquet peut être transmis. </xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="DLI_Msgs_TimeOut_in_msec" type="xs:unsignedInt"
default="20000">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>La valeur de temps en msec si VSM ne
    reçoit pas la réponse attendue des CUCS.</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="DLI_Msgs_Num_of_Retries" type="xs:unsignedInt"
default="3">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>Le nombre de tentatives si VSM ne reçoit pas
    la réponse attendue des CUCS.</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="GPT_NACK_Mode" type="xs:unsignedInt" default="1">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>Fait référence au 1701.06. Détermine quand les
    NACK
    peuvent être envoyées.</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="GPT_NumberOf_NACKs" type="xs:unsignedInt"
default="1">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>Fait référence au 1701.07. Détermine le nombre
    de
    NACK à envoyer lorsque la condition pour le mode NACK est atteinte</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="GPT_TimeOut_in_msec" type="xs:unsignedInt"
default="20000">
  <xs:annotation>
    Détermine quand la
    destination va commencer à envoyer des NACK (ne s'applique pas à tous les modes NACK) s'il n'y a pas de
    segments de message pour un identifiant de message donné qui sont en cours de réception.
  </xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>


```

 National Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

```

<xs:element name="GPT_Header_Priority">
  <xs:complexType>
    <xs:choice>
      <xs:element name="GPT_Header_Priority_OFF"
type="xs:boolean" fixed="true"/>
      <xs:element name="GPT_Header_Priority_ON"
type="GPT_Header_Priority_ON_Type"/>
    </xs:choice>
  </xs:complexType>
</xs:element>
<xs:element name="GPT_Header_Classification">
  <xs:complexType>
    <xs:choice>
      <xs:element name="GPT_Header_Classification_OFF"
type="xs:boolean" fixed="true"/>
      <xs:element name="GPT_Header_Classification_ON"
type="GPT_Header_Classification_ON_Type"/>
    </xs:choice>
  </xs:complexType>
</xs:element>
<xs:element name="Data_Files_Location" type="xs:string">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>L'emplacement du dossier parent pour toutes
du
capteur</xs:documentatio
n>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="Log_Files_Location" type="xs:string">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>L'emplacement du dossier parent pour tous les
journaux de
bord</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="Logging_Level_4586" type="LogLevelType" default="warn">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>Pour contrôler le niveau de débogage pour les
journaux de bord associés STANAG 4586</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="Logging_Level_Other_Logs" type="LogLevelType"
default="warn">
  <xs:annotation>
    <xs:documentation>Pour contrôler le niveau de débogage pour les
autres types
de journaux de bord</xs:documentation>
  </xs:annotation>
</xs:element>
<xs:element name="IP_Disclosure_Msg_Num" type="xs:unsignedInt"

```

 National Defence Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

default="72261">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Le numéro de message à utiliser pour les messages

privés. L'autorité en matière de configuration est le Ministère de la Défense nationale du Canada, Direction - Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3)</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="IP_Address_and_Port_Assignment_Request_Msg_Num" type="xs:unsignedInt" default="72461">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Le numéro de message à utiliser pour les messages privés. L'autorité en matière de configuration est le Ministère de la Défense nationale du Canada, Direction - Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3)</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="Handover_Request_Msg_Num" type="xs:unsignedInt" default="73301">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Le numéro de message à utiliser pour les messages

privés. L'autorité en matière de configuration est le Ministère de la Défense nationale du Canada, Direction - Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3)</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="Handover_Request_Response_Msg_Num" type="xs:unsignedInt" default="73302">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Le numéro de message à utiliser pour les messages privés. L'autorité en matière de configuration est le Ministère de la Défense nationale du Canada, Direction - Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3)</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="Subsystem_Status_Alert_Msg_Num" type="xs:unsignedInt" default="71100">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Le numéro de message à utiliser pour les messages

privés. L'autorité en matière de configuration est le Ministère de la Défense nationale du Canada, Direction - Administration du programme des systèmes de commandement terrestre 4-3 (DAPSCT 4-3)</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

</xs:sequence>

</xs:complexType>


<xs:simpleType name="LogLevelType">

<xs:restriction base="xs:string">

<xs:enumeration value="trace">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Nombre le plus élevé d'ouvertures de session (niveau


 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

```

5)</xs:documentation>

                                </xs:annotation>
</xs:enumeration>
                                <xs:enumeration value="debug">
                                    <xs:annotation>
                                        <xs:documentation>(level 4)</xs:documentation>
                                    </xs:annotation>
                                </xs:enumeration>
<xs:enumeration value="info">
                                <xs:annotation>
                                    <xs:documentation>(level 3)</xs:documentation>
                                </xs:annotation>
</xs:enumeration>
                                <xs:enumeration value="warn">
                                    <xs:annotation>
                                        <xs:documentation>(level 2)</xs:documentation>
                                    </xs:annotation>
                                </xs:enumeration>


```

 National Defence Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

```

1)</xs:documentation>
                                <xs:enumeration value="error">
                                    <xs:annotation>
                                        <xs:documentation>Nombre le moins élevé d'ouvertures de session (niveau
                                            </xs:annotation>
</xs:enumeration>
                                <xs:enumeration value="none">
                                    <xs:annotation>
                                        <xs:documentation>aucune ouverture de session</xs:documentation>
                                    </xs:annotation>
</xs:enumeration>
                                </xs:restriction>
                                </xs:simpleType>
                                <xs:complexType name="GPT_Header_Priority_ON_Type">
                                    <xs:sequence>
                                        <xs:element name="GPT_Header_CBRN4_Alarm_Priority"
type="xs:unsignedByte" default="1">
                                            <xs:annotation>
                                                <xs:documentation>Définit la priorité opérationnelle pour le produit
d'agents CBRN4 du type d'alarme. L'énumération est définie dans la section d'en-tête dans le chapitre GPT
dans le STANAG 4586 sous l'étiquette n°2.</xs:documentation>
                                            </xs:annotation>
                                        </xs:element>
                                        <xs:element name="GPT_Header_CBRN4_Sampling_Priority"
type="xs:unsignedByte" default="0">
                                            <xs:annotation>
                                                <xs:documentation>Définit la priorité opérationnelle pour le produit
d'agents CBRN4 du type d'échantillonnage (non-alarmes). L'énumération est définie dans la section d'en-tête
dans le chapitre GPT dans le STANAG 4586 sous l'étiquette n°2.</xs:documentation>
                                            </xs:annotation>
                                        </xs:element>
                                        <xs:element name="GPT_Header_Detailed_Measurements_Alarm_Priority"
type="xs:unsignedByte" default="1">
                                            <xs:annotation>
                                                L'énumération est définie dans la section d'en-tête dans le chapitre
GPT dans le STANAG 4586 sous l'étiquette n°2.</xs:documentation>
                                            </xs:annotation>
                                        </xs:element>
                                        <xs:element name="GPT_Header_Detailed_Measurements_Sampling_Priority"
type="xs:unsignedByte" default="0">
                                            <xs:annotation>
                                                <xs:documentation>Définit la priorité opérationnelle pour les produits
détaillés de mesure associés à un échantillonnage (non-alarmes). L'énumération est définie dans la section
d'en-tête dans le chapitre GPT dans le STANAG 4586 sous l'étiquette n°2.</xs:documentation>
                                            </xs:annotation>
                                        </xs:element>
                                        <xs:element name="GPT_Header_Logs_Priority" type="xs:unsignedByte"
default="3">
                                            </xs:annotation>
                                                <xs:documentation>Définit la priorité opérationnelle pour les journaux de bord. L'énumération

```

 National Defence Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

est définie dans la section d'en-tête dans le chapitre GPT dans le STANAG 4586 sous l'étiquette n°2.</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

</xs:sequence>

</xs:complexType>

<xs:complexType name="GPT_Header_Classification_ON_Type">

<xs:sequence>

<xs:element name="GPT_Header_Security_Classification" type="xs:unsignedByte" default="1">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Définit la priorité opérationnelle pour le produit. L'énumération est définie dans la section d'en-tête dans le chapitre GPT dans le STANAG 4586 sous l'étiquette n°3.</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="GPT_Header_Classifying_Country" type="xs:string" default="//CAN">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Définit le classement du pays pour le produit. L'énumération est définie dans la section d'en-tête dans le chapitre GPT dans le STANAG 4586 sous l'étiquette n°4.</xs:documentation>

</xs:annotation>

</xs:element>

<xs:element name="GPT_Header_Releasing_Instructions" type="xs:string" default="CAN">

<xs:annotation>

<xs:documentation>Définit les instructions de libération pour le produit. L'énumération est définie dans la section d'en-tête dans le chapitre GPT dans le STANAG 4586 sous l'étiquette n°5.</xs:documentation>


</xs:annotation>

</xs:element>

</xs:sequence>

</xs:complexType>

</xs:schema>

 National Défense Défense nationale	N° de la version :1.5
Spécifications d'intégration de capteurs pour SDID	Date : le 29 mai 2015

Acronymes:

Acronyme	Description
SDID	Système de détection et d'identification à distance
ATP	Publication interalliée sur les questions techniques
APP	Publication interalliée sur les procédures
CBRN	Chimique, biologique, radiologique et nucléaire
C2	Commandement et contrôle
CCI	Interface de commandement et de contrôle
FC	Forces canadiennes
CONOP	Concept d'opération
COTS	Commercial sur étagère
CSC	Contrôle de capteurs commun
CUCS	Système de contrôle principal du véhicule aérien sans pilote
DAPSCT	Directeur - Administration du programme des systèmes de commandement
DLI	Interface de liaison de données
MDN	Ministère de la Défense nationale
EO	Électro-optique
GPT	Transport de produits génériques
HCI	Interface homme-machine
IR	Infrarouge
RSR	Renseignement, surveillance et reconnaissance
KLV	Clé-Longueur-Valeur
GCVM	Gestionnaire du cycle de vie du matériel
LOI	Niveau d'interopérabilité
MMS	Ensemble de Métadonnées Minimale
MTU	Unité de transfert maximale
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
SAR	Radar à synthèse d'ouverture
STANAG	Accord de normalisation
IC & AD	Intégration de capteurs et projet d'aide à la décision
UAV	Véhicule aérien sans pilote
UCS	Système de contrôle des UAV
UDP	Protocole de Datagramme Utilisateur
UTC	Temps universel coordonné
VSM	Module spécifique du véhicule
V et V	Validation et vérification
XML	Langage de balisage extensible

Appendice AB

Liste des données essentielles au contrat (Acquisition)

Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes Système de détection et d'identification à distance (SDID)

Numéro de demande :

Document du ministère de la Défense nationale W8476-145109

SGDDI n° 3410264



AVIS

Le présent document a été examiné par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods.

Préparé par :

Omnibus Chimique, biologique, radiologique et nucléaire – Gestion de projet –
DéTECTEURS d'agents chimiques
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

1. LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT (LDEC)

Le tableau ci-après présente les LDEC (bloc 2 – Titre ou description des données) jointes à la présente annexe, notamment le code LDEC (bloc 1 – Code de LDEC) et le numéro de description des données correspondant (bloc 4 – Numéro de l'autorité [description des données]).

Numéro de LDEC	Titre	Description de données connexe	Titre abrégé
GP-101	Plan de gestion de projet	GP-101	PGP
GP-102	Calendrier principal de projet et structure de répartition du travail	GP-102	CPP/SRT
GP-103	Rapport d'étape mensuel	GP-103	REM
GP-104	Registre des mesures à prendre	GP-104	RMP
GP-105	Documents de réunion	GP-105	
GP-106	Plan de gestion de la configuration	GP-106	PGC
GP-107	Lexique	GP-107	Lex
GP-108	Demande de dérogation/Demande de renonciation	GP-108	DDD/DDR
GP-109	Plan d'assurance de la qualité (PAQ) [GP]	GP-109	PAQ
IS-301	Plan de gestion de l'ingénierie des systèmes	IS-301	PGIS
IS-302	Plan directeur d'essai et d'évaluation	IS-302	PDEE
IS-303	Procédures d'essai de qualification	IS-303	PEQ
IS-304	Rapport d'essai de qualification	IS-304	REQ
IS-305	Évaluation de l'environnement, de la santé et de la sécurité	IS-305	EESS
IS-306	Document descriptif des versions logicielles	IS-306	DDVL
IS-307	Dossier de données techniques	IS-307	TDP
IS-308	Proposition de modification technique	IS-308	PMT
IS-309	Avis de modification des spécifications	IS-309	AMS
IS-310	Procédures d'essai de premier article	IS-303	PEPA
IS-311	Rapport d'essai de premier article	IS-304	REPA
IS-312	Rapport de vérification de traçabilité	IS-312	
IS-313	Spécification d'équipement	IS-313	
IS-314	Document de contrôle des interfaces	IS-314	DCI
LI-501	Plan de soutien logistique intégré	LI-501	Plan de SLI
LI-502	Plan d'entretien	LI-502	Plan entr
LI-503	Données sur la fiabilité et la maintenabilité	LI-503	FEM
LI-504	Registre des numéros de série	LI-504	RNS
LI-505	Demande de nomenclature	LI-505	DDN

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

Numéro de LDEC	Titre	Description de données connexe	Titre abrégé
LI-506	Dessins des plaques signalétiques	LI-506	
LI-507	Liste d'identification unique et de normalisation du marquage du matériel (données des plaques signalétiques de l'équipement)	LI-507	
LI-508	Données de marquage pour l'entreposage et l'expédition	LI-508	
LI-509	Données d'emballage	LI-509	
LI-510	État détaillé d'approvisionnement et liste des pièces de rechange recommandées	LI-510	EDA/LPRR
LI-511	Documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement	LI-511	DTSA
LI-512	Avis relatifs à l'équipement	LI-512	AE
LI-513	Avis de changement du matériel	LI-513	ACM
LI-514	Dessins techniques et listes connexes	LI-514	Dessins
LI-515	Manuel d'utilisation	LI-515	Man Ut.
LI-516	Manuel d'entretien au premier échelon	LI-516	Man Entr.
LI-517	Guide de l'utilisateur	LI-517	GuideU
LI-518	Liste des articles du SDID	LI-518	
LI-519	Certificats de publication	LI-519	
LI-520	Analyse des besoins en formation	LI-520	ABF
LI-521	Plan de formation	LI-521	PF
LI-522	Matériel didactique	LI-522	
LI-523	Recommandations relatives à l'instruction continue	LI-523	RRIC
LI-524	Rapport de cours	LI-524	
LI-525	Sans objet	S.O.	--
LI-526	Structure de répartition de l'équipement	LI-526	SRE
LI-527	Rapport de documentation sur l'état de la configuration	LI-527	RDEC
LI-528	Avis de révision	LI-528	AR
LI-529	Fiche signalétique	LI-529	FS

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

2. DÉFINITIONS DE LA LDEC

La section suivante définit les différents blocs d'information qui se trouvent dans les formulaires de la LDEC :

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT (LÉGENDE)					Formulaire																			
DND 1413																								
A. SYSTÈME/ARTICLE Utiliser le titre du projet – habituellement le même que celui de l'EDT – Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS D'abord le numéro de la demande de propositions, puis le numéro du marché																			
C. IDENTIFICATEUR DE L'ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT) Employé en présence de plusieurs EDT dans le même marché			D. CATÉGORIE DE DONNÉES Selon la catégorie de données		E. ENTREPRENEUR Nom de l'entrepreneur/code OTAN des fabricants (NSCM)																			
1. NUMÉRO D'ARTICLE 000 Numéro séquentiel à trois chiffres, commençant par 000			2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Utiliser le titre de la description des données		3. SOUS-TITRE Sous-titre au besoin – souvent une abréviation																			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) (N° de description des données)			5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ N° de paragraphe de l'EDT, spécifications au besoin		6. BUREAU DEMANDEUR Bureau de première responsabilité au sein du MDN																			
7. INSPECTION Voir les codes de la section 16		9. COMMENTAIRES Un X indique des résultats intégrés obtenus auprès d'entrepreneurs associés.		10. FRÉQUENCE Voir les codes de la section 16		12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir la section 16.		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES Voir la section 16.																
8. CODE D'APPROBATION Un A indique qu'une approbation est nécessaire.				11. EN DATE DU Voir la section 16.		13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir la section 16.		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th colspan="2">A. ADRESSE</th> <th colspan="2">B. COPIES</th> </tr> <tr> <th colspan="2"></th> <th colspan="2">VERSION PROVISOIRE</th> <th colspan="2">VERSION DÉFINITIVE</th> </tr> <tr> <th colspan="2"></th> <th>Papier</th> <th>Électronique</th> <th>Papier</th> <th>Électronique</th> </tr> </table>	A. ADRESSE		B. COPIES				VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE				Papier	Électronique	Papier	Électronique
A. ADRESSE		B. COPIES																						
		VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE																				
		Papier	Électronique	Papier	Électronique																			
16. REMARQUES 7. INSPECTION Les codes suivants indiquent l'exigence en matière d'INSPECTION et d'ACCEPTATION des données : SS = Source, Source SD = Source, Destination DD = Destination, Destination DS = Destination, Source 10. FRÉQUENCE ANN = Annuellement BIMEN = Tous les deux mois QUOT = Quotidiennement PROCD = Processus de commande différé UNEFR = Une fois avec révisions TRIM = Trimestriel SEMIA = Tous les six mois DQP = Dès que produit BIHEB = Toutes les deux semaines LIVDEF = Livraison différée MENS = Mensuellement UNEF = Une fois RAUB = Révisions au besoin HEBD = Hebdomadaire 12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION DQP = Dès que produit JSAC = Jours suivant l'attribution du contrat MAAC = Mois après l'attribution du contrat PROCD = Processus de commande différé FDC = Fin du contrat FDT = Fin du trimestre SURD = Sur demande LIVDEF = Livraison différée FDM = Fin du mois 13. Sub = Présentations subséquentes. Indique les contraintes, le cas échéant. 14. Papier = copies papier, Électronique = copies électroniques																								
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5			APPROUVÉ PAR GP																					
DATE			DATE																					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL N° de dossier de l'entrepreneur au besoin			18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES Commentaire de l'entrepreneur		19. PRIX ESTIMATIF Commentaire de l'entrepreneur		15. TOTAL																	

3. CALCULS DE LA DATE

Les dates de livraison sont généralement indiquées en jours ouvrables ou en mois civils, et elles sont calculées comme suit :

Les jours ouvrables excluent les fins de semaine et les jours fériés suivants (conformément à l'annexe A de l'O AFC 16-1) :

- Jour de l'An*
- Vendredi saint
- Lundi de Pâques
- Fête de la Reine (lundi le 24 mai ou lundi qui précède immédiatement cette date)
- Fête nationale du Québec (24 juin) ou une autre fête provinciale
- Fête du Canada (1^{er} juillet)*
- Fête du Travail (premier lundi de septembre)
- Action de grâces (deuxième lundi d'octobre)
- Jour du Souvenir (11 novembre)*
- Jour de Noël et lendemain de Noël**

Remarque : Lorsqu'un jour férié marqué d'un astérisque (*) tombe un jour de fin de semaine, le lundi suivant est considéré comme le jour férié désigné. Si Noël (**) est un samedi, le lundi et le mardi suivants sont considérés comme le congé de Noël et le congé du lendemain de Noël.

Les mois se fondent sur la date (p. ex., du 15 au 15). Lorsque le calcul se fait à partir de la fin d'un mois qui comprend un nombre de jours supérieur à celui du mois cible, la date d'échéance sera la première journée du mois suivant. Par exemple, le 1^{er} mars correspond à un mois après le 31 janvier.

Quoi qu'il en soit, si la date d'échéance est un jour de fin de semaine ou un jour férié, le produit livrable est exigible le jour ouvrable suivant.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire DND 1413			
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Gestion de projet (GP)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE GP-101		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Plan de gestion de projet		3. SOUS-TITRE PGP				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) GP-101		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 5.2		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES			
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique
16. REMARQUES Bloc 12 : Le PGP initial doit être fourni avec la proposition. Le RT fournira de la rétroaction à la réunion de lancement. Bloc 13 : L'entrepreneur doit achever et présenter le PGP dans les dix jours ouvrables suivant la réunion de lancement. S'il y a lieu, l'entrepreneur doit mettre le PGP à jour et le présenter de nouveau.				RT	1	1	1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR GP						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL	1	1	1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413			
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Gestion de projet (GP)			E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE GP-102		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Calendrier principal de projet et structure de répartition du travail			3. SOUS-TITRE CPP/SRT				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) GP-102		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 5.3			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE TOUS LES MOIS	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE		B. COPIES			
					VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE		
					Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique	
16. REMARQUES Bloc 12 : Le CPP et la SRT initiaux doivent être présentés avec la proposition. Le MDN fournira de la rétroaction à la réunion de lancement. Bloc 13 : L'entrepreneur doit achever et présenter le CPP et la SRT dans les dix jours ouvrables suivant la réunion de lancement. Après avoir obtenu l'approbation du RT, l'entrepreneur doit définir le CPP et la SRT. L'entrepreneur doit présenter chaque mois un rapport sur l'état d'avancement du CPP. Le RT formulera des commentaires sur le CPP et la SRT dans un délai de dix jours ouvrables après leur réception. L'entrepreneur doit redéfinir le CPP et la SRT seulement à la demande du RT.				RT	1	1	1	1	
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT							
DATE		DATE							
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL	18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL	1	1	1	1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Gestion de projet (GP)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE GP-103		1. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Rapports d'étape mensuels		3. SOUS-TITRE REM			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) GP-103		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 5.6		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE MENS	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE FDM	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISoire	VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électro-nique	Papier
16. REMARQUES Bloc 12 : Le premier rapport doit être présenté dans les 20 jours ouvrables suivant la réunion de lancement et chaque mois par la suite. Le RT formulera des commentaires sur le rapport d'étape dans un délai de cinq jours ouvrables après sa réception.				RT			1
				AC			1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL	18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL			2

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire DND 1413				
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS					
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Gestion de projet (GP)		E. ENTREPRENEUR					
1. NUMÉRO D'ARTICLE GP-104		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Rapports sur les mesures à prendre		3. SOUS-TITRE RMP					
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) GP-104		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDTS DID, paragraphe 5.7		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)					
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE MENS	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION DQP	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION		11. EN DATE DU Voir le bloc 16	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES				
16. REMARQUES Bloc 11 : L'entrepreneur doit livrer le premier RMP en même temps que le procès-verbal de la réunion de lancement. Bloc 13 : Il doit présenter les RMP ultérieurs en même temps que les rapports d'étape mensuels et les procès-verbaux de chaque réunion du projet.				VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE			
				Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique		
				RT					1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT							
DATE		DATE							
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL	18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL			1		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413									
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID						B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS									
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID			D. CATÉGORIE DE DONNÉES Gestion de projet (GP)			E. ENTREPRENEUR									
1. NUMÉRO D'ARTICLE GP-105			2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Documents de réunion			3. SOUS-TITRE Ordres du jour et procès-verbaux									
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) GP-105			5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 5.8.1			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)									
7. INSPECTION SD		9. COMMENTAIRE		10. FRÉQUENCE UNEFR		12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION DQP		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES							
8. CODE D'APPROBATION A				11. EN DATE DU Voir le bloc 16		13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16		A. ADRESSE		B. COPIES					
16. REMARQUES L'entrepreneur doit préparer les ordres du jour des réunions, dresser les procès-verbaux et effectuer les examens. L'entrepreneur, l'AC et le RT conviendront des formats de ces documents lors de la première réunion du projet. <u>Ordres du jour</u> <ul style="list-style-type: none"> Les ordres du jour doivent être présentés au plus tard cinq jours ouvrables avant les réunions prévues. S'il y a lieu, un ordre du jour révisé doit être présenté au plus tard trois jours avant la réunion concernée. <u>Procès-verbaux</u> <ul style="list-style-type: none"> Les procès-verbaux doivent être présentés au plus tard cinq jours ouvrables après les réunions. Il faut joindre aux procès-verbaux l'ensemble des données et des renseignements présentés lors de la réunion. Le RT formulera des commentaires sur les procès-verbaux dans un délai de cinq jours ouvrables après leur réception. L'entrepreneur doit fournir les procès-verbaux révisés dans les cinq jours ouvrables suivant la réception des commentaires. 								VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE					
								Papier		Électro-nique		Papier		Électro-nique	
						RT				1				1	
						AC				1				1	
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5				APPROUVÉ PAR RT											
DATE				DATE											
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL			18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES			19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL							
								2		2					

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413				
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS						
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Gestion de projet (GP)		E. ENTREPRENEUR						
1. NUMÉRO D'ARTICLE GP-106		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Plan de gestion de la configuration		3. SOUS-TITRE PGC						
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) GP-106		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 5.4		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)						
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES						
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE		B. COPIES				
				VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE				
				Papier		Électronique				
16. REMARQUES Bloc 12 : Le PGC initial doit être fourni avec la proposition. Le RT fournira de la rétroaction à la réunion de lancement. Bloc 13 : L'entrepreneur doit achever et présenter le PGC dans les dix jours ouvrables suivant la réunion de lancement.				RT		1		1		
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT								
DATE		DATE								
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		1		1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413							
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Gestion de projet (GP)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE GP-107		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Lexique		3. SOUS-TITRE Lex			
4 AUTORITÉ (numéro d'élément de données) GP-107		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 5.10		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE SURD	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir la section 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électronique	Papier Électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : Le lexique doit être présenté aux fins d'examen au plus tard 20 jours ouvrables après la réunion de lancement. Délai de réponse : Le RT formulera des commentaires sur le lexique dans un délai de 20 jours ouvrables après sa réception. Bloc 13 : Le lexique doit être révisé chaque fois que de nouveaux articles sont déterminés et y sont ajoutés. L'entrepreneur doit le mettre à jour et le présenter de nouveau chaque mois ou en même temps que les rapports d'étape mensuels.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL	
						1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413								
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Gestion de projet (GP)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE GP-108		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Demande de dérogation/Demande de renonciation		3. SOUS-TITRE DDD/DDR				
4 AUTORITÉ (numéro d'élément de données) GP-108		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 5.5		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION SURD	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13 DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE SURD	A. ADRESSE	B. COPIES			
					VERSION PROVISOIRE	VERSION DÉFINITIVE		
					Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique
16 REMARQUES Le RT indiquera s'il approuve ou s'il refuse les DDD/DDR dans les 20 jours ouvrables suivant leur réception.				RT		1		1
				AC		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		2	2

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire DND 1413									
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID						B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS											
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID			D. CATÉGORIE DE DONNÉES Gestion de projet (GP)			E. ENTREPRENEUR											
1. NUMÉRO D'ARTICLE GP-109			2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Plan d'assurance de la qualité			3. SOUS-TITRE PAQ											
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) GP-109			5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 8.2			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)											
7. INSPECTION SD		9. COMMENTAIRE		10. FRÉQUENCE UNEFR		12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION DQP		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES									
8. CODE D'APPROBATION A				11. EN DATE DU Voir le bloc 16		13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16		A. ADRESSE		B. COPIES							
16. REMARQUES Bloc 12 : Le PAQ initial doit être fourni avec la proposition. Le RT fournira de la rétroaction à la réunion de lancement. Bloc 13 : L'entrepreneur doit achever et présenter le PAQ dans les dix jours ouvrables suivant la réunion de lancement.								VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE							
								Papier		Électro-nique		Papier		Électro-nique			
						RT		1		1		1		1			
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5				APPROUVÉ PAR RT													
DATE				DATE													
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL			18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES			19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		1		1		1		1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413								
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-301		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Plan de gestion de l'ingénierie des systèmes (PGIS)		3. SOUS-TITRE PGIS				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) IS-301		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.2		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES			
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électro-nique	Papier Électro-nique	
16. REMARQUES Bloc 12 : Le PGIS initial doit être fourni avec la proposition. Le RT fournira de la rétroaction à la réunion de lancement. Bloc 13 : L'entrepreneur doit achever et présenter le PGIS dans les dix jours ouvrables suivant la réunion de lancement.				RT	1	1	1 1	
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL	18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL	1	1	1 1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS		
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR		
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-302		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Plan directeur d'essai et d'évaluation (PDEE)		3. SOUS-TITRE		
4. AUTORITÉ (numéro de la description de données) IS-302		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.5.1		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)		
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES		
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES	
					VERSION PROVISOIRE	VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : Le PDEE doit être fourni dans les 60 jours ouvrables suivant la réunion de lancement de la phase de maturation. Le RT communiquera ses commentaires sur la présentation initiale dans les dix jours ouvrables suivant sa réception. Bloc 13 : L'entrepreneur doit mettre à jour le PDEE dans les dix jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT. Les autres mises à jour du PDEE seront examinées à l'occasion des réunions subséquentes sur l'état d'avancement. Les mises à jour proposées doivent être fournies au RT au moins dix jours ouvrables avant la réunion où elles seront examinées.				RT		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT				
DATE		DATE				
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1
					1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS		
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR		
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-303		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Procédures des essais de qualification		3. SOUS-TITRE PEQ		
4. AUTORITÉ (numéro de la description de données) IS-303		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.5.4		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)		
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES		
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÈNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES	
					VERSION PROVISOIRE	VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : L'ébauche des PEQ pour les essais associés à l'EVS 1 doit être présentée dans les 40 jours ouvrables précédant la RAE 1. L'ébauche des PEQ pour les essais associés à l'EVS 2 doit être présentée dans les 40 jours ouvrables précédant la RAE 2. Le RT communiquera ses commentaires sur la première présentation dans les 20 jours ouvrables suivant sa réception. Bloc 13 : La version à jour des PEQ doit être présentée dans les dix jours ouvrables suivant la réception des commentaires. Les PEQ définitives pour les essais associés à l'EVS 1 doivent être approuvées avant la RAE 1. Les PEQ définitives pour les essais associés à l'EVS 2 doivent être approuvées avant la RAE 2.				RT		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT				
DATE		DATE				
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		
				15. TOTAL		1
						1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-304		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Rapport sur les essais de qualification		3. SOUS-TITRE REQ			
4. AUTORITÉ (numéro de la description de données) IS-304		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.5.4		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE		B. COPIES	
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électronique	Papier Électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : Chaque REQ associé à chaque EVS doit être présenté dans les 20 ouvrables suivant l'achèvement des essais. Le RT communiquera ses commentaires au plus tard 20 jours ouvrables après la réception de la première présentation. Bloc 13 : Chaque présentation définitive du REQ associé à chaque EVS doit être faite au plus tard dix jours ouvrables après la réception des commentaires du RT.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL	1 1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire DND 1413			
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-305		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité		3. SOUS-TITRE EESS				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) IS-305		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.9.2		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES			
					VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique
16. REMARQUES Bloc 12 : L'EESS doit être présenté, aux fins d'acceptation, au plus tard 60 jours ouvrables après la réunion de lancement. Le RT formulera des commentaires sur l'EESS dans un délai de 30 jours ouvrables après sa réception. Bloc 13 : L'EESS révisé donnant suite aux commentaires du RT doit être présenté dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT.				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHER/DOCUMENT CONTRACTUEL	18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1		1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413		
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-306		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Document descriptif des versions logicielles		3. SOUS-TITRE DDVL				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) IS-306		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.4		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES			
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électronique	Papier	
16. REMARQUES Bloc 12 : La DDVL initiale doit être présentée au plus tard 30 jours ouvrables avant l'audit de la configuration fonctionnelle. Le RT communiquera ses commentaires à l'occasion de l'audit de la configuration fonctionnelle. Bloc 13 : L'entrepreneur doit livrer la version révisée de la DDVL au plus tard dix jours ouvrables après la réception des commentaires du RT.				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		
						1		
						1		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire 1413 du MDN							
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-307		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Dossier de données techniques		3. SOUS-TITRE TDP			
4. AUTORITÉ (numéro de la description de données) IS-307		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.6		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électronique	Papier Électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit fournir le TDP 30 jours avant la VCP 2. Le RT communiquera ses commentaires à l'occasion de la VCP 2. Bloc 13 : L'entrepreneur doit présenter de nouveau les composantes du TDP dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL	1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413							
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-308		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Proposition de modification technique		3. SOUS-TITRE PMT			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) IS-308		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.7		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION SURD	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE SURD	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électro-nique	Papier Électro-nique
16. REMARQUES Le RT indiquera s'il approuve ou s'il refuse les PMT dans les 20 jours ouvrables suivant leur réception.				RT		1	1
				AC		1	1
Préparé par : D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL	2 2

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413							
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-309		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Avis de modification des spécifications		3. SOUS-TITRE AMS			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) IS-309		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.8		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION SURD	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE SURD	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électro-nique	Papier Électro-nique
16. REMARQUES Le RT indiquera s'il approuve ou s'il refuse les AMS dans les 20 jours ouvrables suivant leur réception.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL	1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS		
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR		
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-310		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Procédures d'essai de premier article		3. SOUS-TITRE PEPA		
4. AUTORITÉ (numéro de la description de données) IS-310		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.5.6		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)		
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES		
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES	
					VERSION PROVISOIRE	VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : La PEPA initiale doit être présentée au plus tard 60 jours ouvrables avant l'essai de premier article. Le RT communiquera ses commentaires sur la première présentation dans les dix jours ouvrables suivant sa réception. Bloc 13 : La version à jour de la PEPA doit être présentée dans les dix jours ouvrables suivant la réception des commentaires.				RT		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT				
DATE		DATE				
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1
						1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413		
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-311		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Rapport d'essai de premier article		3. SOUS-TITRE REPA				
4. AUTORITÉ (numéro de la description de données) IS-311		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.5.6		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE		B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électronique	Papier	Électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : Le REPA initial doit être présenté au plus tard 20 jours ouvrables avant l'achèvement de l'essai de premier article. Le RT communiquera ses commentaires au plus tard dix jours ouvrables après la réception de la première présentation. Bloc 13 : La présentation définitive du REPA doit être faite au plus tard dix jours ouvrables après la réception des commentaires du RT.				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		
						1		1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413		
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-312		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Rapport de vérification de traçabilité		3. SOUS-TITRE				
4. AUTORITÉ (numéro de la description de données) IS-312		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.5.2		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE		B. COPIES		
				VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE		
				Papier	Électronique	Papier	Électronique	
16. REMARQUES Bloc 12 : Le rapport de vérification de traçabilité initial doit être présenté dans les 20 jours ouvrables suivant l'acceptation du REPA. Le RT communiquera ses commentaires au plus tard dix jours ouvrables après la réception de la première présentation. Bloc 13 : La présentation définitive du rapport de vérification de traçabilité doit être faite au plus tard dix jours ouvrables après la réception des commentaires du RT.				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		
						1	1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-313		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Spécification d'équipement		3. SOUS-TITRE			
4. AUTORITÉ (numéro de la description de données) IS-313		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.3		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électronique	Papier Électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : La spécification d'équipement doit être présentée au plus tard 20 jours ouvrables avant l'ECP. Le RT communiquera ses commentaires au plus tard dix jours ouvrables après la réception de la première présentation. Bloc 13 : La présentation définitive de la spécification d'équipement doit être faite avant la RCD.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire DND 1413				
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS					
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Ingénierie des systèmes (IS)			E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE IS-314		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Document de contrôle des interfaces			3. SOUS-TITRE DCI				
4. AUTORITÉ (numéro de la description de données) IS-314		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.3			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16		A. ADRESSE		B. COPIES		
16. REMARQUES Bloc 12 : Le DCI doit être présenté aux fins d'examen au plus tard 20 jours ouvrables après la réunion de lancement. Le RT formulera des commentaires sur le DCI dans un délai de dix jours ouvrables après sa réception. Bloc 13 : La version à jour du DCI, dans laquelle figurent les commentaires du RT, doit être présentée aux fins d'approbation dans les dix jours suivant la réception des commentaires.					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE		
					Papier	Électronique	Papier	Électronique	
					RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT							
DATE		DATE							
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		1		1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413								
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-501		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Plan de soutien logistique intégré		3. SOUS-TITRE PSLI				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-501		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.1.2		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES			
16. REMARQUES Bloc 12 : Le PSLI proposé doit être présenté aux fins d'examen en même temps que la proposition de l'entrepreneur. Délai de réponse : Le RT présentera ses commentaires sur le PSLI lors de la réunion de lancement. Bloc 13 : La version à jour du PSLI, dans laquelle figurent les commentaires du RT, doit être présentée aux fins d'approbation dans les dix jours ouvrables suivant la réunion de lancement.				VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE		
				Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique	
				RT	1	1	1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		
						1 1 1 1		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413									
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR					
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-502		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Plan d'entretien		3. SOUS-TITRE Plan entr					
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-502		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.5		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)					
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE RAB	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir la section 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES				
16. REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit présenter un plan d'entretien provisoire aux fins d'examen et d'évaluation dix jours ouvrables avant l'ECP. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires à l'occasion de l'ECP. Bloc 13 : L'entrepreneur doit fournir le plan d'entretien révisé dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires.				VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE			
				Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique		
				RT			1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT							
DATE		DATE							
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL			
						1			
						1			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413								
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-503		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Données sur la fiabilité et la maintenabilité		3. SOUS-TITRE FEM				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-503		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.6		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES			
16. REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit fournir les données sur la fiabilité et la maintenabilité dans les 20 jours ouvrables suivant l'ECP. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires sur les données sur la fiabilité et la maintenabilité dans les 20 jours ouvrables suivant leur réception. Bloc 13 : Les données sur la fiabilité et la maintenabilité mises à jour, qui tiennent compte des commentaires du RT, doivent être présentées aux fins d'approbation dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires.					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique
				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1	1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)			E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-504		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Registre des numéros de série			3. SOUS-TITRE				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-504		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.7			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE RAB		A. ADRESSE		B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE		
					Papier	Électronique	Papier	Électronique	
16 REMARQUES Bloc 12 : Le registre des numéros de série doit être fourni avec la première livraison de SDID et être mis à jour à chaque livraison subséquente.					RT			1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT							
DATE		DATE							
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL			1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413							
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-505		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Demande de nomenclature		3. SOUS-TITRE			
4 AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-505		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.8		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION SS	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION S.O.		11. EN DATE DU S.O.	13 DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE S.O.	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électro-nique	Papier Électro-nique
16 REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit fournir la première demande de nomenclature au moins cinq jours avant l'ECP. Délai de réponse : Le RT répondra à la demande de nomenclature dans les 15 jours ouvrables suivant sa réception.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL	1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire DND 1413			
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-506		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Dessins des plaques signalétiques		3. SOUS-TITRE				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-506		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.9.2		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES			
16. REMARQUES Bloc 12 : Les dessins doivent être fournis dans les dix jours ouvrables suivant la RCD. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires dans les dix jours ouvrables suivant la réception des dessins. Bloc 13 : Les dessins des plaques signalétiques à jour, qui tiennent compte des commentaires du RT, doivent être présentés aux fins d'approbation dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires.					VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique
				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		
							1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)			E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-507		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Liste d'identification unique et de normalisation du marquage du matériel (données des plaques signalétiques de l'équipement)			3. SOUS-TITRE Identificateur unique				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-507		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.9.3			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRES X	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16		A. ADRESSE		B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE		
					Papier		Électronique		
16. REMARQUES Bloc 12 : Les données doivent être livrées dans les 30 jours ouvrables avant la livraison du premier SDID. Le RT communiquera ses commentaires dans les 15 jours ouvrables suivant la réception. Bloc 13 : Les données mises à jour doivent être présentées aux fins d'approbation dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT.					RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT							
DATE		DATE							
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1		1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413								
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-508		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Données de marquage pour l'entreposage et l'expédition		3. SOUS-TITRE				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-508		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.9.1		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES			
16. REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit présenter les données de marquage dans les 40 jours ouvrables avant l'audit de la configuration fonctionnelle et l'audit de la configuration physique. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des données de marquage. Bloc 13 : L'entrepreneur doit présenter les données de marquage mises à jour dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires.					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique
				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1	1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413									
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR					
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-509		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Données d'emballage		3. SOUS-TITRE					
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-509		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.10.2		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)					
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES				
16. REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit présenter les données d'emballage dans les 40 jours ouvrables avant l'audit de la configuration fonctionnelle et l'audit de la configuration physique. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des données d'emballage. Bloc 13 : L'entrepreneur doit présenter les données d'emballage mises à jour dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires.				VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE			
				Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique		
				RT			1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT							
DATE		DATE							
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL			
						1			
						1			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire DND 1413			
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID						B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS					
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID			D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)			E. ENTREPRENEUR					
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-510			2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES État détaillé d'approvisionnement et liste des pièces de rechange recommandées			3. SOUS-TITRE EDA/LPRR					
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-510			5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.11.2			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)					
7. INSPECTION SD		9. COMMENTAIRE X		10. FRÉQUENCE SURD		12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A				11. EN DATE DU Voir le bloc 16		13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16		A. ADRESSE			
								B. COPIES			
								VERSION PROVISOIRE			
								VERSION DÉFINITIVE			
								Papier	Électro-nique		
								Papier	Électro-nique		
16. REMARQUES Bloc 11 : L'entrepreneur doit fournir l'état détaillé d'approvisionnement et la liste des pièces de rechange recommandées chaque fois que les éléments de données de l'état détaillé d'approvisionnement et de la liste des pièces de rechange recommandées subissent des changements ou à la demande du RT. Bloc 12 : L'entrepreneur doit présenter une version préliminaire de l'état détaillé d'approvisionnement et de la liste des pièces de rechange recommandées indiquant les principaux articles nécessaires pour appuyer l'approvisionnement initial dans les 20 jours ouvrables avant l'ECP. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires dans les 20 jours ouvrables suivant la réception de la version préliminaire de l'état détaillé d'approvisionnement et de la liste des pièces de rechange recommandées. Bloc 13 : La version mise à jour de l'état détaillé d'approvisionnement et de la liste des pièces de rechange recommandées, qui tient compte des commentaires du RT, doit être présentée aux fins d'approbation dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires. La version à jour de l'état détaillé d'approvisionnement et de la liste des pièces de rechange recommandées doit comprendre toutes les pièces de rechange telles que définies.						RT			1		1
						AC			1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5				APPROUVÉ PAR RT							
DATE				DATE							
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL				18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL			
								2			
								2			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413							
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-511		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement		3. SOUS-TITRE DTSA			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-511		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.11.3		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION SURD	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU Voir le bloc 16	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électronique	Papier Électronique
16. REMARQUES Bloc 11 : Les documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement (DTSA) doivent être présentés dans les dix jours ouvrables suivant la demande initiale, quand les éléments de données requis sont déterminés par le RT. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires sur les DTSA dans les dix jours ouvrables suivant leur réception. Bloc 13 : La version à jour des DTSA, qui tient compte des commentaires du RT, doit être présentée aux fins d'approbation dans les dix jours ouvrables suivant la réception des commentaires.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL	
						1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-512		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Avis relatifs à l'équipement		3. SOUS-TITRE AE			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-512		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.12		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION SURD	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION		11. EN DATE DU Voir le bloc 16	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE S.O.	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électro-nique	Papier Électro-nique
16 REMARQUES Bloc 11 : L'entrepreneur doit soumettre un avis relatif à l'équipement dans les dix jours ouvrables suivant l'identification des problèmes, des processus et des situations qui peuvent avoir une incidence sur l'équipement. Délai de réponse : Le RT répondra aux avis relatifs à l'équipement dans les dix jours ouvrables suivant leur réception.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF			
				15. TOTAL		1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413		
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-513		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Avis de changement du matériel		3. SOUS-TITRE ACM				
4 AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-513		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.13		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION SURD	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU Voir le bloc 16	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE SURD	A. ADRESSE	B. COPIES			
16. REMARQUES Bloc 11 : Les ACM pour tous les éléments de configuration doivent être présentés dès que la nécessité de changer le matériel est constatée. Délai de réponse : Le RT indiquera s'il approuve ou s'il refuse les avis de changement du matériel dans les dix jours ouvrables suivant leur réception.					VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique
				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		
						1		
						1		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire DND 1413					
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID						B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS							
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID			D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)			E. ENTREPRENEUR							
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-514			2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Dessins techniques et listes connexes			3. SOUS-TITRE Dessins et listes							
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-514			5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.14			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)							
7. INSPECTION SD		9. COMMENTAIRE X		10. FRÉQUENCE UNEFR		12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION A				11. EN DATE DU Voir le bloc 16		13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16		A. ADRESSE		B. COPIES			
16. REMARQUES Bloc 11 : Les dessins techniques et les listes connexes (y compris la structure de répartition de l'équipement) doivent être soumis à la suite de toute modification des éléments de données de la structure de répartition de l'équipement et de l'état détaillé d'approvisionnement et de la liste des pièces de rechange recommandées, ou à la demande du RT. Bloc 12 : L'entrepreneur doit fournir les dessins dans les 20 jours ouvrables avant l'ECP. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires à l'occasion de l'ECP. Bloc 13 : Les dessins techniques et les listes connexes mis à jour, qui tiennent compte des commentaires du RT, doivent être présentés aux fins d'approbation dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires.						VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE					
						Papier		Électronique		Papier		Électronique	
						RT		1				1	
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5				APPROUVÉ PAR RT									
DATE				DATE									
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL				18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF							
						1		1					

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413					
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS							
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR							
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-515		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Manuel d'utilisation		3. SOUS-TITRE							
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-515		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.15		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)							
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES							
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU Voir le bloc 16	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE		B. COPIES					
16. REMARQUES Bloc 12 : Il faut fournir la version préliminaire du manuel d'utilisation en anglais dans les 60 jours ouvrables suivant la RCD. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires dans les 20 jours ouvrables suivant la réception de la version préliminaire du manuel d'utilisation. Bloc 13 : L'entrepreneur doit présenter la version préliminaire unilingue révisée dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires. Le manuel d'utilisation unilingue sera examiné lors de l'audit de la configuration fonctionnelle et de l'audit de la configuration physique, et le RT communiquera d'autres commentaires sur la version unilingue anglaise dans les 20 jours ouvrables suivant l'audit et la vérification. L'entrepreneur doit présenter une version bilingue (française et anglaise) du manuel d'utilisation aux fins d'examen dans les 40 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT sur la version préliminaire du manuel d'utilisation anglaise. Le RT communiquera ses commentaires dans les 20 jours ouvrables suivant la réception de la version préliminaire du manuel d'utilisation bilingue. L'entrepreneur doit présenter la version préliminaire bilingue révisée du manuel d'utilisation dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires. La VERSION DÉFINITIVE du manuel d'utilisation doit être présentée aux fins d'approbation dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT.				VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE					
				Papier		Électro-nique		Papier		Électro-nique	
				RT		1				1	
				Chaque système				1			
				Un exemplaire du manuel d'utilisation doit être fourni avec chaque SDID (32 systèmes en tout).							
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT									
DATE		DATE									
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL	18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL	1	32	1				

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413																		
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS																				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR																				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-516		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Manuel d'entretien au premier échelon		3. SOUS-TITRE Instr Entr																				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-516		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.15		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)																				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES																				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU Voir le bloc 16	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th colspan="2">A. ADRESSE</th> <th colspan="4">B. COPIES</th> </tr> <tr> <th colspan="2"></th> <th colspan="2">VERSION PROVISOIRE</th> <th colspan="2">VERSION DÉFINITIVE</th> </tr> <tr> <th colspan="2"></th> <th>Papier</th> <th>Électronique</th> <th>Papier</th> <th>Électronique</th> </tr> </table>				A. ADRESSE		B. COPIES						VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE				Papier	Électronique	Papier
A. ADRESSE		B. COPIES																						
		VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE																				
		Papier	Électronique	Papier	Électronique																			
16. REMARQUES Bloc 12 : Il faut fournir la version préliminaire unilingue anglaise du manuel d'entretien au premier échelon dans les 60 jours ouvrables suivant la RCD. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires dans les 20 jours ouvrables suivant la réception de la version préliminaire du manuel d'entretien au premier échelon. Bloc 13 : L'entrepreneur doit présenter la version préliminaire unilingue anglaise révisée dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires. Le manuel d'entretien au premier échelon unilingue anglais sera révisé lors de l'audit de la configuration fonctionnelle et de l'audit de la configuration physique, et le RT communiquera d'autres commentaires sur la version unilingue anglaise dans les 20 jours ouvrables suivant les audits. L'entrepreneur doit présenter une version bilingue (française et anglaise) du manuel d'entretien au premier échelon aux fins d'examen dans les 30 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT sur la version préliminaire anglaise du manuel d'entretien au premier échelon. Le RT communiquera ses commentaires dans les 30 jours ouvrables suivant la réception de la version préliminaire bilingue du manuel d'entretien au premier échelon. L'entrepreneur doit présenter le manuel révisé dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires. La version définitive du manuel d'entretien au premier échelon doit être présentée aux fins d'approbation dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT.				RT		1		1																
				GSLI du MDN			32																	
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT																						
DATE		DATE																						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		1	32 1																	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413																	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS													
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR													
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-517		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Guide de l'utilisateur		3. SOUS-TITRE Guide de l'utilisateur													
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-517		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.15		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)													
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES													
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU Voir le bloc 16	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES												
					<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th colspan="2">VERSION PROVISOIRE</th> <th colspan="2">VERSION DÉFINITIVE</th> </tr> <tr> <th>Papier</th> <th>Électronique</th> <th>Papier</th> <th>Électronique</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE		Papier	Électronique	Papier	Électronique				
VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE															
Papier	Électronique	Papier	Électronique														
16. REMARQUES Bloc 12 : Une version préliminaire du guide de l'utilisateur unilingue anglais doit être présentée dans les 20 jours ouvrables suivant l'approbation du manuel d'utilisation unilingue. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires dans les 20 jours ouvrables suivant la réception de la version préliminaire du guide de l'utilisateur. Bloc 13 : L'entrepreneur doit présenter la version préliminaire unilingue anglaise révisée dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires. L'entrepreneur doit présenter une version bilingue (française et anglaise) du guide de l'utilisateur aux fins d'examen dans les 30 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT sur la version préliminaire du guide de l'utilisateur anglais.				RT		1		1									
				Chaque système			1										
				<i>Un exemplaire du guide de l'utilisateur doit être fourni avec chaque SDID (32 systèmes en tout).</i>													

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
d'identification à distance
(SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
au contrat

<p>Le RT communiquera ses commentaires dans les 30 jours ouvrables suivant la réception de la version préliminaire du guide de l'utilisateur bilingue.</p> <p>L'entrepreneur doit présenter le guide de l'utilisateur révisé dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires.</p> <p>Le RT communiquera ses commentaires à l'égard de la version révisée du guide de l'utilisateur dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de la version préliminaire bilingue du guide.</p> <p>La version définitive du guide de l'utilisateur doit être présentée aux fins d'approbation dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT.</p>							
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5	APPROUVÉ PAR RT						
DATE	DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL	18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1	32	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413								
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-518		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Liste des articles du SDID		3. SOUS-TITRE				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-518		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.15		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE SURD	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE		B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électronique	Papier Électronique	
16. REMARQUES Bloc 12 : La liste des articles du SDID doit être présentée aux fins d'approbation dans les 60 jours ouvrables suivant la réception de la structure de répartition de l'équipement préliminaire. Le RT formulera des commentaires sur la liste des articles du SDID dans un délai de 15 jours ouvrables après sa réception. Bloc 13 : La liste des articles du SDID à jour doit être présentée aux fins d'approbation dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT.				RT		1	1 1	
				Chaque système			1	
				La liste des articles du SDID doit être fournie avec chaque SDID (32 systèmes en tout).				
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL	1 32 1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire DND 1413					
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID						B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS							
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID			D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)			E. ENTREPRENEUR							
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-519			2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Certificats de publication			3. SOUS-TITRE							
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-519			5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.15			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)							
7. INSPECTION SD		9. COMMENTAIRE		10. FRÉQUENCE UNEFR		12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION				11. EN DATE DU DQP		13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE S.O.		A. ADRESSE		B. COPIES			
16. REMARQUES Bloc 12 : Un ensemble de certificats de publication doit être joint à la présentation bilingue définitive : a. du manuel d'utilisation; b. du manuel d'entretien au premier échelon; c. du guide de l'utilisateur; d. de la liste des articles du SDID. REMARQUE : Un seul exemplaire de chaque certificat de publication est exigé pour chaque type de publication.						VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE					
						Papier		Électro-nique		Papier		Électro-nique	
						RT						4	
						Un ensemble de certificats fourni par type de publication (quatre ensembles en tout).							
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5				APPROUVÉ PAR RT									
DATE				DATE									
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL				18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL					
								4					

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR À déterminer			
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-520		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Analyse des besoins en formation		3. SOUS-TITRE ABF			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-520		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.17.1.2		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électronique	Papier Électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : L'ABF doit être fournie avant la présentation du plan de formation et dans les 30 jours ouvrables suivant la réunion de lancement de la phase de maturation. Bloc 13 : Les révisions doivent être présentées dans un délai de 15 jours ouvrables suivant des changements apportés aux renseignements fournis. Délai de réponse : Le RT formulera des commentaires sur l'ABF dans un délai de 15 jours ouvrables après sa réception.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1	1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413	
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR			
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-521		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Plan de formation		3. SOUS-TITRE PF			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-521		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.17.1.3		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)			
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES			
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES		
					VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE
					Papier	Électro-nique	Papier Électro-nique
16. REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit présenter une version préliminaire unilingue anglaise du plan de formation dans les 20 jours ouvrables suivant la première réunion du groupe de travail sur l'élaboration de la formation. Le RT communiquera ses commentaires dans les 20 jours ouvrables suivant la réception du plan de formation. Bloc 13 : L'entrepreneur doit présenter la version préliminaire unilingue anglaise révisée du plan de formation dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires aux fins d'approbation par le RT. L'entrepreneur doit présenter un plan de formation bilingue (anglais et français) aux fins d'examen dans les 20 jours ouvrables suivant l'approbation du plan de formation unilingue anglais. Le RT communiquera ses commentaires dans les 20 jours ouvrables suivant la réception du plan de formation. L'entrepreneur doit présenter le plan de formation bilingue révisé dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires aux fins d'approbation par le RT.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE					
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL	
						1 1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire DND 1413			
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-522		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Matériel didactique		3. SOUS-TITRE				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-522		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.17.3		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE X	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT Voir le bloc 16	A. ADRESSE		B. COPIES		
				VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE		
				Papier	Électronique	Papier	Électronique	
16. REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit présenter une version préliminaire du matériel didactique unilingue anglais dans les 20 jours ouvrables suivant l'approbation du plan de formation. Le RT communiquera ses commentaires dans les dix jours ouvrables suivant la réception du matériel didactique. Bloc 13 : L'entrepreneur doit présenter le matériel didactique unilingue révisé dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires aux fins d'approbation par le RT. L'entrepreneur doit présenter le matériel didactique bilingue aux fins d'examen dans les 20 jours ouvrables suivant l'approbation du plan de formation unilingue anglais. Le RT communiquera ses commentaires dans les dix jours ouvrables suivant la réception du matériel didactique. L'entrepreneur doit présenter le matériel didactique bilingue révisé dans les 20 jours ouvrables suivant la réception des commentaires aux fins d'approbation par le RT.				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1		1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413		
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-523		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Recommandations relatives à l'instruction continue		3. SOUS-TITRE				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-523		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.17.6		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT S.O.	A. ADRESSE	B. COPIES			
					VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique
16. REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit présenter des recommandations sur l'instruction continue dans les 30 jours ouvrables suivant la dernière série de cours de formation des membres du cadre initial d'instructeurs.				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1		1

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT						Formulaire DND 1413			
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS					
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR					
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-524		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Rapport de cours		3. SOUS-TITRE					
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-524		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.17.5.5		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)					
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION/ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT SURD	A. ADRESSE		B. COPIES			
16. REMARQUES Bloc 12 : L'entrepreneur doit présenter le rapport de cours dans les 20 jours ouvrables suivant chaque série de cours de formation des membres du cadre initial d'instructeurs.				VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE			
				Papier	Électronique	Papier	Électronique		
				RT					1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT							
DATE		DATE							
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES	19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		1			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire DND 1413					
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID						B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS							
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID			D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)			E. ENTREPRENEUR							
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-526			2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Structure de répartition de l'équipement			3. SOUS-TITRE SRE							
4 AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-526			5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.2			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)							
7. INSPECTION SD		9. COMMENTAIRE		10. FRÉQUENCE SURD		12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION A				11. EN DATE DU S.O.		13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16		A. ADRESSE		B. COPIES			
16. REMARQUES <u>Bloc 12</u> : La SRE initiale doit être fournie avec la proposition de l'entrepreneur. <u>Délai de réponse</u> : Le RT fournira de la rétroaction à la réunion de lancement. <u>Bloc 13</u> : La SRE définitive sera examinée lors de l'audit de la configuration fonctionnelle et de l'audit de la configuration physique, et sera acceptée une fois que les audits auront été effectués de manière satisfaisante. <u>Délai de réponse</u> : Le RT formulera des commentaires sur la SRE définitive dans les 20 jours ouvrables après sa réception.						VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE					
						Papier		Électro-nique		Papier		Électro-nique	
						RT		1		1		1	
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5				APPROUVÉ PAR RT									
DATE				DATE									
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL				18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL					
								1 1 1 1					

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT Formulaire DND 1413								
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS				
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-527		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Rapport de documentation sur l'état de la configuration		3. SOUS-TITRE RDEC				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-527		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.4		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE SURD	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU Voir le bloc 16	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16	A. ADRESSE	B. COPIES			
16. REMARQUES Bloc 11 : Le RDEC doit être présenté à la suite de toute modification des éléments de données de la documentation sur l'état de la configuration ou à la demande du RT. Bloc 12 : Le RDEC doit être soumis aux fins d'examen dans les 40 jours ouvrables avant l'audit de la configuration fonctionnelle et l'audit de la configuration physique. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires sur le RDEC dans les 10 jours ouvrables suivant sa réception. Bloc 13 : L'entrepreneur doit présenter un RDEC révisé dans les dix jours ouvrables suivant la réception des commentaires du RT.					VERSION PROVISOIRE Papier	VERSION DÉFINITIVE Papier		
					Électronique	Électronique		
				RT		1		1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		
						1	1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire DND 1413			
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS						
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)			E. ENTREPRENEUR						
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-528		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Avis de révision			3. SOUS-TITRE AR						
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-528		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 7.16			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)						
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION SURD		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES						
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE SURD		A. ADRESSE		B. COPIES				
16. REMARQUES Le RT indiquera s'il approuve ou s'il refuse les avis de révision dans les 20 jours ouvrables suivant leur réception.							VERSION PROVISoire		VERSION DÉFINITIVE		
							Papier	Électro-nique	Papier	Électro-nique	
					RT			1		1	
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT									
DATE		DATE									
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL		1		1	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID) Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AB : Liste des données essentielles
 au contrat

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire DND 1413		
A. SYSTÈME/ARTICLE Détecteur chimique des FAC – SDID					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS					
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES Logistique intégrée (LI)			E. ENTREPRENEUR					
1. NUMÉRO D'ARTICLE LI-529		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Fiche signalétique			3. SOUS-TITRE FS					
4 AUTORITÉ (numéro d'élément de données) LI-529		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ EDT SDID, paragraphe 6.9.9.3			6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)					
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRE	10. FRÉQUENCE UNEFR	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU S.O.	13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE Voir le bloc 16		A. ADRESSE		B. COPIES			
							VERSION PROVISOIRE		VERSION DÉFINITIVE	
					Papier		Électronique		Papier	
16. REMARQUES Bloc 12 : Une fiche signalétique distincte doit être soumise pour chaque article aux fins d'examen dans les 60 jours ouvrables suivant la RCD. Délai de réponse : Le RT communiquera ses commentaires sur les fiches signalétiques dans les 25 jours ouvrables suivant leur réception. Bloc 13 : La version à jour des fiches signalétiques, qui tient compte des commentaires du RT, doit être présentée aux fins d'approbation dans les deux semaines suivant la réception des commentaires.					RT			1		1
					Avec chaque livraison				1	
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT								
DATE		DATE								
17. NUMÉRO DE FICHIER/DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL			1	1	1

Appendice AC

Descriptions d'élément de données (Acquisition)

Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes Système de détection et d'identification à distance

Numéro de demande
Document du MDN n° W8476-145109

SGDDI n° 3410349



AVIS

Le présent document a été examiné par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods.

Préparé par

Omnibus chimique, biologique, radiologique et nucléaire – Gestion de projet –
DéTECTEURS d'agents chimiques
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

1. LISTE DE DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES

Dans le tableau suivant, on trouvera la liste des descriptions de données (DD) ainsi que le numéro de DD et le numéro de la liste des données essentielles au contrat (LDEC) connexe.

Numéro de la DD	Titre	LDEC connexe	Titre abrégé
GP-101	Plan de gestion de projet	GP-101	PGP
GP-102	Calendrier principal de projet et structure de répartition du travail	GP-102	CPP/SRT
GP-103	Rapport d'étape mensuel	GP-103	REM
GP-104	Registre des mesures à prendre	GP-104	RMP
GP-105	Documents de réunion	GP-105	
GP-106	Plan de gestion de la configuration	GP-106	PGC
GP-107	Lexique	GP-107	Lex
GP-108	Demande de dérogation/Demande de renonciation	GP-108	DDD/DDR
GP-109	Plan d'assurance de la qualité	GP-109	PAQ
IS-301	Plan de gestion de l'ingénierie des systèmes	IS-301	PGIS
IS-302	Plan directeur d'essai et d'évaluation	IS-302	PDEE
IS-303	Procédures d'essai	IS-303 IS-310	PEQ PEPA
IS-304	Rapport d'essai	IS-304 IS-311	REQ REPA
IS-305	Évaluation de l'environnement, de la santé et de la sécurité	IS-305	EESS
IS-306	Document descriptif des versions logicielles	IS-306	DDVL
IS-307	Dossier de données techniques	IS-307	TDP
IS-308	Proposition de modification technique	IS-308	PMT
IS-309	Avis de modification des spécifications	IS-309	AMS
IS-312	Rapport de vérification de traçabilité	IS-312	
IS-313	Spécification d'équipement	IS-313	
IS-314	Document de contrôle des interfaces	IS-314	DCI
LI-501	Plan de soutien logistique intégré	LI-501	Plan de SLI
LI-502	Plan d'entretien	LI-502	Plan entr
LI-503	Données sur la fiabilité et la maintenabilité	LI-503	FEM
LI-504	Registre des numéros de série	LI-504	RNS
LI-505	Demande de nomenclature	LI-505	DDN
LI-506	Dessins des plaques signalétiques	LI-506	
LI-507	Liste d'identification unique et de normalisation du marquage du matériel (données des plaques signalétiques de l'équipement)	LI-507	
LI-508	Données de marquage pour l'entreposage et l'expédition	LI-508	

Ministère de la Défense nationale
DéTECTEUR d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

Numéro de la DD	Titre	LDEC connexe	Titre abrégé
LI-509	Données d'emballage	LI-509	
LI-510	État détaillé d'approvisionnement et liste des pièces de rechange recommandées	LI-510	EDA/LPRR
LI-511	Documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement	LI-511	DTSA
LI-512	Avis relatifs à l'équipement	LI-512	AE
LI-513	Avis de changement du matériel	LI-513	ACM
LI-514	Dessins techniques et listes connexes	LI-514	Dess
LI-515	Manuel d'utilisation	LI-515	Instr op
LI-516	Manuel d'entretien au premier échelon	LI-516	Instr Entr
LI-517	Guide de l'utilisateur	LI-517	GuideU
LI-518	Liste des articles du SDID	LI-518	
LI-519	Certificats de publication	LI-519	
LI-520	Analyse des besoins en formation	LI-520	ABF
LI-521	Plan de formation	LI-521	PF
LI-522	Matériel didactique	LI-522	
LI-523	Recommandations relatives à l'instruction continue	LI-523	RRIC
LI-524	Rapport de cours	LI-524	
LI-525	Sans objet	S.O.	--
LI-526	Structure de répartition de l'équipement	LI-526	SRE
LI-527	Rapport de documentation sur l'état de la configuration	LI-527	RDEC
LI-528	Avis de révision	LI-528	AR
LI-529	Fiche signalétique	LI-529	FS

2. DOCUMENTS PERTINENTS

Les normes, les spécifications et les publications énumérées à l'appendice AE – RAG, s'appliquent dans la mesure précisée dans le présent document.

Tout document figurant à l'appendice AE – RAG, qui n'est pas identifié de manière précise dans le texte du présent énoncé des travaux (EDT) doit être considéré comme une source de renseignements supplémentaires.

Dans l'éventualité où il y aurait divergence entre le texte du présent EDT et les références citées aux présentes, le texte de l'EDT aura préséance.

En cas de manque de cohérence de l'EDT, on devra communiquer avec le responsable technique (RT) pour obtenir des clarifications.

À moins d'indication contraire, la version ou la mise à jour des documents en vigueur dans le cadre du présent marché sera celle en vigueur à la date de clôture de la demande de propositions (DP).

3. DÉFINITIONS DU FORMULAIRE DE DD

La section qui suit décrit les divers blocs d'information des formulaires de DD :

BLOC 1 – TITRE

Le titre de l'élément de données de la DD.

BLOC 2 – NUMÉRO D'IDENTIFICATION

Le numéro de DD, qui comprend un numéro séquentiel de trois chiffres précédé d'un code d'abréviation permet d'identifier la DD de manière unique.

BLOC 3 – DESCRIPTION

La description générale des exigences relatives au contenu des données.

BLOC 4 – DATE D'APPROBATION

La date à laquelle l'auteur a approuvé la DD.

BLOC 5 – BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ (BPR)

Le BPR chargé de l'examen, de l'acceptation et de l'approbation des données.

BLOC 6 – PROGRAMME D'ÉCHANGE DE DONNÉES ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'INDUSTRIE (GIDEP) QUI S'APPLIQUE

Un « X » dans ce bloc indique que les données doivent être fournies par un organisme gouvernemental ou l'entrepreneur au GIDEP. Autrement, le bloc est vide.

BLOC 7 – APPLICATION/LIEN

L'information détaillée sur l'application des données et les liens avec les autres DD ou documents.

BLOC 8 – DEMANDEUR

Le bureau du demandeur chargé de la DD.

BLOC 9 – FORMULAIRES APPLICABLES

Les formulaires liés à la DD.

BLOC 10 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION

Les instructions pour préparer les données, ce qui comprend les exigences de format et de contenu.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Plan de gestion de projet</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">GP-101</p>		
3. DESCRIPTION <p>Le plan de gestion de projet (PGP) décrit les processus et l'organisation de l'entrepreneur qui servent à accomplir les travaux nécessaires pour réaliser les travaux en respectant le calendrier et toutes les exigences du marché.</p>			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE <p style="text-align: center;">S.O.</p>	
7. APPLICATION/LIEN <p>LDEC GP-101</p>			
8. AUTEUR <p>D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> 10.1.1 Le PGP doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. 10.1.2 Il doit être concis, simple et direct. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Le PGP doit décrire le plan de l'entrepreneur visant à organiser, à doter en personnel, à contrôler et à diriger toutes les activités de projet nécessaires pour fournir des systèmes conformes, des données techniques, du soutien logistique intégré et les exigences relatives aux données du marché, en respectant le calendrier et les contraintes en matière de ressources et de budget. 10.2.2 Il faut tenir compte des éléments suivants : 10.2.2.1 Aperçu : <ul style="list-style-type: none"> a) Objet, contexte, portée et objectifs b) Hypothèses, contraintes et risques c) Produits livrables du projet d) Sommaire de l'organisation e) Sommaire de l'échéancier 10.2.2.2 Organisation : <ul style="list-style-type: none"> a) Organigramme de la gestion de projet b) Rôles et responsabilités c) Rapports hiérarchiques ascendants 10.2.2.3 Processus de gestion : <ul style="list-style-type: none"> a) Méthodes et procédures de gestion de projet b) Gestion des sous-traitants c) Surveillance du calendrier d) Affectation des ressources e) Contrôle budgétaire f) Assurance de la qualité g) Surveillance du rendement 			

Ministère de la Défense nationale
DéTECTEUR d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

- h) Production de rapports
- i) Communications
- j) Résolution de problèmes
- k) Fermeture des tâches ou des éléments de travail du projet
- l) Amélioration des processus
- m) Identification et gestion des risques
- n) Gestion des questions relatives à l'environnement, à la santé et à la sécurité
- o) Gestion de l'information
- p) Processus de contrôle des changements
- q) Gestion de la production, de l'approvisionnement et du soutien en service (SES)

10.2.2.4 Le PGP doit inclure la récupération de toutes les données de projet après un sinistre.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Calendrier principal de projet et structure de répartition du travail	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION GP-102		
3. DESCRIPTION Le calendrier principal de projet et la structure de répartition du travail indiquent au RT du MDN les activités prévues de l'entrepreneur et les activités qu'il a accomplies à ce jour, d'une manière détaillée qui correspond au rendement global. Le calendrier principal de projet et la structure de répartition du travail servent à surveiller le respect du calendrier.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN LDEC GP-102			
10. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Le calendrier principal de projet et la structure de répartition du travail du projet doivent être préparés au moyen d'un programme informatique pouvant produire des données de sortie compatibles avec MS Project. 10.2 <u>CONTENU</u> Le calendrier principal de projet et la structure de répartition du travail doivent comprendre l'ensemble des activités, des produits livrables et des principaux jalons du marché. Ils doivent décrire l'ordre des activités, leur durée, les jalons et toutes les activités de répartition du travail à réaliser pour atteindre les objectifs du marché et respecter les exigences de celui-ci. Le calendrier principal de projet et la structure de répartition du travail du projet doivent comprendre une légende détaillée qui indique la signification de tous les symboles, les abréviations et les couleurs employés. Ils doivent comprendre la liste des contraintes et des hypothèses qui permettent d'établir la durée des activités, les liens entre les activités et la logique de réseau connexe. Le calendrier principal de projet et la structure de répartition du travail du projet doivent être préparés de manière à faciliter l'extraction, soit par le filtrage en une étape des sous-calendriers tels que ceux de l'ingénierie système, du soutien logistique intégré et de la vérification, soit par l'utilisation de fichiers maîtres et de fichiers de sous-projet. Lors de l'utilisation de fichiers maîtres et de fichiers de sous-projet, les renseignements de l'échéancier ne doivent pas être reproduits des fichiers maîtres aux fichiers de sous-projet. Le calendrier principal de projet et la structure de répartition du travail du projet doivent présenter une séquence échelonnée d'activités et d'événements, ainsi que la relation entre ceux-ci et les activités de répartition du travail, de manière à inclure au minimum : <ul style="list-style-type: none"> a. l'ordre, la durée et les dates d'achèvement des activités et des produits livrables; 			

- b. les chemins critiques;
- c. les tâches relatives au programme, ce qui comprend les lots de travaux;
- d. les jalons connexes du projet (contractuels et autres);
- e. la livraison des documents connexes aux fins d'examen, d'approbation et de livraison définitive;
- f. la date prévue de toute réalisation majeure du projet qui n'est pas déjà traitée comme jalon.

Le calendrier principal de projet et la structure de répartition du travail du projet doivent également comprendre le schéma de réseau correspondant (activité nodale) indiquant les liens entre les activités logiques, obligatoires, discrétionnaires et externes du réseau.

10.3 MISES À JOUR MENSUELLES

Le calendrier principal de projet et la structure de répartition du travail du projet doivent être mis à jour tous les mois.

La mise à jour mensuelle doit :

- a. être jointe au rapport d'étape mensuel;
- b. indiquer clairement la « date d'entrée en vigueur », sous forme écrite et graphique, sur tout diagramme (Gantt, etc.);
- c. clairement indiquer l'état d'avancement par rapport au calendrier de référence. L'état d'avancement doit indiquer le début et la fin des étapes ainsi que le pourcentage d'exécution des activités en cours;
- d. décrire clairement les changements apportés aux activités de base (nouvelles activités et activités supprimées).

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Rapport d'étape mensuel	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION GP-103		
3. DESCRIPTION Décrire l'avancement des travaux de l'entrepreneur par rapport aux calendriers et aux jalons de projet.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC GP-103			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> 10.1.1 Les rapports d'étape mensuels doivent être préparés selon le format de l'entrepreneur. 10.1.2 Il doivent être concis, simples et directs. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Dans le but de réduire au minimum les efforts requis pour produire ces rapports, les renseignements qu'ils contiendront devront relever de l'exception, et indiquer toute variation des tâches ou des calendriers des travaux de projet survenue depuis le dernier rapport d'étape mensuel. 10.2.2 Un rapport complet des éléments des rapports d'étape mensuels, indiquant les répercussions sur le projet, les risques et les mesures d'atténuation, devra être fourni à la prochaine réunion d'examen de projet prévue. 10.2.3 Le rapport doit être axé sur les questions et les problèmes dans les domaines ci-dessous. Les domaines à traiter dans les rapports sont les suivants : 10.2.3.1 <u>Gestion de projet.</u> Cette section doit résumer les aspects suivants lorsque cela s'avère pertinent : a) État de la facturation relative au marché b) État du paiement c) Propositions de modifications contractuelles d) Calendrier de livraison e) Calendrier principal de projet f) LDEC et DD g) Approvisionnement gouvernemental 10.2.3.2 <u>Ingénierie système</u> Cette section doit résumer les aspects suivants lorsque cela s'avère pertinent : a) Avancement de la conception b) Propositions de modifications techniques c) Dérogations et renonciations d) Production			

Ministère de la Défense nationale
DéTECTEUR d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

- | | |
|----------|--|
| 10.2.3.3 | <ul style="list-style-type: none">e) Assurance de la qualitéf) Essais <p><u>Soutien logistique intégré.</u></p> <p>Cette section doit résumer les aspects suivants lorsque cela s'avère pertinent :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Planification de l'entretienb) Ingénierie logistiquec) Soutien à l'approvisionnementd) Réparation et révisione) Emballage, manutention, entreposage et transport spéciauxf) Publications techniquesg) Formationh) Soutien de l'entrepreneur |
| 10.2.4 | <p>Les vedettes-matières doivent demeurer pertinentes par rapport à la première fois où elles ont été mentionnées dans le rapport. Dans tous les rapports ultérieurs, elles devront être accompagnées de la mention « inchangé » si aucun renseignement propre à ce sujet n'est inclus.</p> |

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Registre des mesures à prendre (RMP)</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">GP-104</p>	
3. DESCRIPTION/OBJET <p>Le RMP consiste en un dossier détaillé, daté et à jour de toutes les activités de l'entrepreneur et du MDN qui posent problème ainsi que des mesures et des décisions appropriées qui sont prises.</p>		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.
7. APPLICATION/LIEN LDEC GP-104		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION		
10.1 <u>FORMAT</u> Le RMP doit être préparé selon le format de l'entrepreneur.		
10.2 <u>CONTENU</u>		
10.2.1 Le RMP doit présenter un compte rendu détaillé, daté et à jour de toutes les mesures à prendre approuvées par l'entrepreneur, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et le MDN, et doit notamment comprendre les données suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a. Identification et titre de la mesure à prendre b. Description c. Information permettant de retracer le document principal, le procès-verbal de la réunion, le rapport ou l'activité d. Date d'ouverture e. Destinataire(s) des mesures f. État g. Date exigée pour la clôture h. Date de clôture i. Résolution 		
10.2.2 Le RMP doit énumérer les mesures à prendre dans l'ordre suivant : <ul style="list-style-type: none"> a. Gestion de projet b. Ingénierie système c. Gestion de la configuration d. Soutien logistique intégré, y compris le soutien en service e. Assurance de la qualité f. Questions relatives aux finances g. Questions relatives à l'environnement, à la santé et à la sécurité h. Autres questions 		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Documents de réunion</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">GP-105</p>		
3. DESCRIPTION/OBJET Les procès-verbaux servent à documenter les discussions tenues lors des réunions entre le gouvernement et l'entrepreneur, en particulier celles portant sur les mesures à prendre.			
4. DATE D'APPROBATION .	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC GP-105			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Les ordres du jour, les procès-verbaux et les documents à l'appui doivent respecter le format utilisé par l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 L'ordre du jour doit inclure : <ul style="list-style-type: none"> a) le compte rendu de la dernière réunion; b) le résumé des risques liés au projet; c) le résumé des mesures à prendre; d) les points concernant l'organisation, au besoin. 10.2.2 Les procès-verbaux doivent comprendre : <ul style="list-style-type: none"> a) une copie de l'ordre du jour; b) une liste de tous les participants, y compris leur poste et le numéro pour les joindre; c) un rapport des discussions sur tous les points présentés et les mesures prises; d) une description précise des mesures à prendre à la suite des discussions, y compris le nom et la désignation de chaque personne responsable de la mesure sur les questions en suspens et un délai d'exécution; e) la date, l'heure et l'endroit proposés pour toute réunion de suivi; f) des blocs-signatures pour les représentants de l'entrepreneur et du gouvernement. 10.2.3 Il faut joindre aux procès-verbaux l'ensemble des données et des renseignements présentés lors de la réunion. 10.2.4 Les procès-verbaux peuvent être distribués en format PDF après avoir été approuvés par les représentants de l'entrepreneur et du gouvernement. 10.2.5 Les procès-verbaux ont pour seule fonction de consigner l'information et ne constituent nullement une autorisation contractuelle. Bien qu'elles doivent être déterminées, les mesures à prendre ne doivent pas être considérées comme attribuées ou acceptées formellement en raison de l'approbation des procès-verbaux. Ces mesures doivent être attribuées et acceptées au moyen de correspondances distinctes entre les parties concernées et selon l'approbation de l'autorité contractante et du RT. La langue de travail doit être l'anglais canadien.			

Ministère de la Défense nationale
DéTECTEUR d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE Plan de gestion de la configuration	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION GP-106	
3. DESCRIPTION Le plan de gestion de la configuration (PGC) de l'entrepreneur décrit le programme de gestion de la configuration de l'entrepreneur, son organisation, son déroulement ainsi que les méthodes, les procédures et les moyens de contrôle employés pour assurer l'identification efficace de la configuration, le contrôle des changements, le rapport sur l'état et les vérifications de la configuration globale, y compris le matériel, les logiciels et les micrologiciels. Il a surtout pour but de fournir au MDN un fondement pour l'examen, l'évaluation et le contrôle du programme de gestion de la configuration et de ses éléments proposés.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.
7. APPLICATION/LIEN LDEC GP-106		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Le PGC de l'entrepreneur doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Le contenu du PGC de l'entrepreneur doit correspondre aux processus et aux procédures de l'entrepreneur ou être conforme aux exigences contractuelles. 10.2.2 Les références doivent être utiles à la définition du contenu : <ul style="list-style-type: none">a. ANSI/EIA-649-B-2011, <i>Configuration Management Standard</i>;b. D-01-002-007/SG-001, <i>Exigences pour la préparation de plans de gestion de la configuration</i>;c. ISO 10007, <i>Systèmes de management de la qualité – Lignes directrices pour la gestion de la configuration</i>;d. MIL-HDBK-61, <i>Configuration Management Guidance</i>.		

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE Lexique	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION GP-107	
3. DESCRIPTION Le lexique établit la terminologie à utiliser pour décrire le système en français et en anglais.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.
7. APPLICATION/LIEN LDEC GP-107		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Le lexique doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Le lexique doit établir la terminologie à utiliser pour décrire le système en français et en anglais. 10.2.2 Le lexique approuvé par le MDN doit avoir préséance sur toutes les autres terminologies utilisées pour décrire l'ensemble des produits livrables.		

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Demande de dérogation/Demande de renonciation		2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION GP-108	
3. DESCRIPTION <p>Une demande de dérogation décrit une dérogation proposée (avant la fabrication) par rapport à la documentation de configuration relative à un certain nombre d'unités ou pour une durée précise. Une demande de dérogation permet au RT de déterminer les répercussions sur le rendement, l'état de préparation opérationnelle, le soutien logistique et d'autres aspects.</p> <p>Une demande de renonciation sert à obtenir l'autorisation de livrer du matériel non conforme qui ne correspond pas à la documentation de configuration prescrite, mais qui peut être utilisé dans son état actuel ou après une réparation.</p> <p>Une demande de renonciation permet au RT d'évaluer et d'autoriser l'acceptation d'un élément non conforme aux exigences contractuelles.</p>			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC GP-108			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS Formulaire DND 675 – <u>Demande de dérogation ou de renonciation</u>	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> La demande de dérogation et la demande de renonciation doivent être présentées au moyen du formulaire DND 675.			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE Plan d'assurance de la qualité	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION GP-109	
3. DESCRIPTION Le Plan d'assurance de la qualité décrit la méthode utilisée par l'entrepreneur pour mettre en œuvre son système de qualité conformément aux dispositions de la norme CAN/CSA-ISO 9001-08 – <u>Systèmes de management de la qualité – Exigences</u> .		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN LDEC GP-109		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>CONTENU</u> Le plan doit être préparé conformément à la norme CAN/CSA-ISO 10005-05 (R2010) – <u>Systèmes de management de la qualité – Lignes directrices pour les plans qualité</u> .		

Ministère de la Défense nationale
DéTECTEUR d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Plan de gestion de l'ingénierie des systèmes	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION IS-301		
3. DESCRIPTION Le Plan de gestion de l'ingénierie des systèmes (PGIS) décrit les processus que suit l'entrepreneur pour prévoir, planifier, organiser, diriger, réaliser, contrôler et coordonner des travaux d'ingénierie des systèmes entièrement intégrés. Le plan précise également le programme d'ingénierie système de l'entrepreneur.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN 7.1 LDEC IS-301			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 FORMAT Le PGIS doit respecter le format de l'entrepreneur et les règles décrites aux présentes. 10.2 CONTENU Le PGIS doit décrire les processus que suit l'entrepreneur pour prévoir, planifier, organiser, diriger, réaliser, contrôler et coordonner des travaux d'ingénierie des systèmes entièrement intégrés. Il doit également préciser le programme d'ingénierie système de l'entrepreneur. Il tient compte de tous les besoins en ingénierie système liés à l'EDT afin de permettre la surveillance des processus et des méthodes d'ingénierie pour livrer le système. Le PGIS doit au moins comprendre les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">a) Organisation, rôles et responsabilités de l'ingénierie systèmeb) Aperçu des produits livrables et du calendrier de l'ingénierie système, y compris les principaux jalonsc) Activités de l'ingénierie système et processus connexes<ul style="list-style-type: none">1) Processus de conception, d'intégration, d'essai et d'évaluation du matériel et des logiciels du système2) Examens techniques3) Essai de qualification4) Essai de premier article5) Essai d'acceptation du système6) Audit de la configuration fonctionnelle7) Vérification de la configuration physique8) Inspection du contrôle de la qualité de la production 10.3 RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS Le PGIS doit également décrire comment l'entrepreneur utilisera et adaptera l'ensemble des processus et des activités de l'ingénierie système pour prouver et démontrer que les processus de l'entrepreneur sont utilisés pour satisfaire aux exigences de traçabilité. Il doit contenir suffisamment de détails sur les sujets susmentionnés pour permettre au MDN d'évaluer			

la capacité de l'entrepreneur à effectuer et à gérer les travaux d'ingénierie du marché afin d'en assurer la réussite. Le PGIS doit traiter des points susmentionnés dans les sections suivantes :

10.3.1 Organisation, rôles et responsabilités

Le PGIS doit décrire l'organisation d'ingénierie système de l'entrepreneur ainsi que celle des sous-traitants, et leur relation avec le marché. L'entrepreneur doit décrire les rôles et les responsabilités des sous-traitants qui prennent part aux principales activités et tâches d'ingénierie système. La structure organisationnelle doit notamment comprendre la gestion des activités d'ingénierie système. Le PGIS doit décrire les relations fonctionnelles internes au sein de la section d'ingénierie système de l'entrepreneur, y compris l'intégration à l'organisation globale de la gestion de projet.

10.3.2 Aperçu du calendrier et des principaux jalons de l'ingénierie système

Le calendrier doit indiquer toutes les tâches d'ingénierie système et plus particulièrement les activités suivantes : réunions d'ingénierie système, examens de la conception, revues d'aptitude à l'essai, essais de qualification et de premier article, audit de la configuration fonctionnelle et vérification de la configuration physique, et acceptation de la production. Le calendrier doit être préparé de manière à permettre l'extraction facile, soit en tant que filtre en une étape de l'échéancier directeur du projet, ou en tant que sous-projet du projet principal si l'option de projet principal et de sous-projet a été choisie. Toutes les exigences relatives au calendrier principal du projet et à la structure de répartition du travail doivent être respectées.

10.3.3 Activités d'ingénierie système et processus connexes

Le PGIS doit décrire les processus qui doivent être suivis et adaptés ainsi que les tâches connexes qui doivent être exécutées, dont la planification, l'établissement du calendrier, l'examen, la surveillance, l'enregistrement des données, les capacités de conception et les procédures opérationnelles pour toutes les activités d'ingénierie système. Il doit décrire en détail la façon dont l'entrepreneur prévoit mener et documenter les tâches liées à ce qui suit :

- a. Les réunions sur l'ingénierie système seront axées sur les examens techniques de la conception proposée du système, de sa performance et de ses spécifications techniques. Les examens techniques devraient être adaptés aux besoins du projet. Les examens de soutien des exigences concernant les données doivent aussi être adaptés de façon que seules les données nécessaires soient produites avant, pendant et après l'examen. La portée de l'examen doit convenir à l'état d'avancement de la conception;
- b. L'essai de qualification;
- c. L'essai de premier article;
- d. L'audit de la configuration fonctionnelle;
- e. La vérification de la configuration physique;
- f. L'acceptation de la production.

10.3.4 Recommandations aux fins d'amélioration

L'entrepreneur peut recommander des changements, des ajouts ou des suppressions visant l'ingénierie système, les tâches et l'ordre décrits dans l'EDT. Ces modifications doivent être justifiées et apportées dans l'intention d'améliorer l'efficacité du projet ou de réduire les coûts du programme d'ingénierie système.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Plan directeur d'essai et d'évaluation</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">IS-302</p>		
3. DESCRIPTION <p>Le Plan directeur d'essai et d'évaluation (PDEE) décrit en détail le programme d'essai et l'acceptation du produit.</p>			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN 7.1 LDEC IS-302 7.2 Cet élément de données est lié au plan de gestion du projet et au PGIS de l'entrepreneur. (DD GP-001 et IS-001) 7.3 Cet élément de données met en correspondance le programme d'essai de qualification, le programme d'essai de premier article et le programme d'essai d'acceptation de la production avec les spécifications en matière de rendement et les spécifications techniques de l'entrepreneur.			
8. AUTEUR <p>D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Le PDEE doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Le PDEE doit comprendre les ressources, les procédés et les politiques nécessaires pour garantir que la vérification et la qualification sont surveillées et documentées adéquatement pendant toute la durée du contrat. 10.2.2 Le PDEE doit traiter de la philosophie, du concept, de la méthodologie, du processus et de l'approche globaux des essais. Il doit décrire et comprendre ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. Programme d'essais de qualification – Vérification des exigences, essais physiques et fonctionnels, essais environnementaux et essais relatifs aux interférences et aux caractéristiques électromagnétiques; b. Programme d'essais de premier article; c. Programme d'essais d'acceptation du système; d. Évaluation du stress environnemental; e. Essai d'acceptation de la production. 10.2.3 L'entrepreneur peut recommander la modification, l'ajout et la suppression de tâches du PDEE décrites dans l'EDT. Ces modifications doivent être justifiées et apportées dans l'intention d'améliorer l'efficacité du projet ou de réduire les coûts du programme d'ingénierie système.			

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Procédures d'essai		2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION IS-303	
3. DESCRIPTION Les procédures d'essai fournissent des instructions détaillées concernant la réalisation des inspections, des démonstrations et des essais de l'équipement.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN 7.1 LDEC IS-303, LDEC IS-310 7.2 On utilise cette DD pour toutes les procédures d'essai.			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Ces éléments de données doivent être préparés selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> Les procédures d'essai de vérification doivent décrire les étapes à suivre pour effectuer toutes les vérifications du système. Les procédures d'essai doivent indiquer ce qui suit : <ul style="list-style-type: none">a. Conditions préalablesb. Instructions d'installationc. Conditions initialesd. Résultats attenduse. Critère de réussite et d'échecf. Procédures étape par étape des essais de qualificationg. Instructions d'utilisationh. Hypothèses et contraintesi. Feuilles de registre 10.3 <u>RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS</u> Les conditions préalables doivent indiquer toutes les activités menées avant la procédure d'essai. Cela peut comprendre les essais précédents. Les conditions préalables doivent être établies afin de s'assurer qu'on peut procéder à l'essai en toute sécurité.			

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Rapport d'essai		2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION IS-304	
3. DESCRIPTION Les rapports d'essai sont des rapports détaillés sur les résultats des vérifications.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN 7.1 LDEC IS-304, LDEC IS-311 7.2 On utilise cette DD pour la préparation de tous les rapports d'essai.			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Les rapports d'essai doivent être préparés selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> En ce qui concerne les exigences vérifiées par une inspection, un essai ou une démonstration, il faut au moins fournir l'information suivante (au besoin, on doit répéter cette information pour chaque essai individuel) : <ul style="list-style-type: none">a) Sommaire exécutifb) Dates de l'essaic) Référence pour la procédure d'essaid) Conditions initiales/conditions d'installatione) Résultat des essais, y compris les journaux d'essai et les autres preuves à l'appuif) analyse des pannes et mesures correctives En ce qui concerne les exigences vérifiées par une analyse, il faut fournir au minimum les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">a) Sommaire exécutifb) Documents de référencec) Analyse détailléed) Conclusions 10.3 <u>RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS</u> Analyse détaillée L'analyse détaillée doit contenir tous les renseignements nécessaires, dont les diagrammes, les calculs et les références, pour permettre au MDN d'approuver les résultats. Au besoin, on peut se servir d'appendices ou de textes explicatifs pour apporter des précisions. L'analyse doit également indiquer les points faibles de la conception et les limites de l'analyse.			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION IS-305		
3. DESCRIPTION L'évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (EESS) avec diligence raisonnable permet de déterminer et de consigner les répercussions sur l'environnement, la santé et la sécurité du projet, du système, de l'équipement, du matériel et des services offerts par l'entrepreneur pendant les diverses phases du cycle de vie (conception, ingénierie et fabrication, essais et évaluations, production et livraison, fonctionnement et entretien, démilitarisation et élimination) ainsi que les mesures d'atténuation nécessaires pour réduire ou éliminer les risques importants à l'égard de l'environnement, de la santé et de la sécurité.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC IS-305			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. APPLICATION/LIEN 10.1 <u>FORMAT</u> L'EESS doit respecter le format de l'entrepreneur décrit aux présentes. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 L'EESS doit être conforme aux lignes directrices et aux principes présentés dans le manuel d'évaluation environnementale du MDN (A-EN-007-000/FP-001). Elle doit aussi fournir les renseignements nécessaires de la façon indiquée dans la DD. L'EESS doit préciser et décrire les incidences sur l'environnement, la santé et la sécurité du projet, du système, de l'équipement, du matériel et des services fournis par l'entrepreneur tout au long de leur cycle de vie, ainsi que les mesures d'atténuation visant à réduire ou à éliminer les risques importants pour l'environnement, la santé et la sécurité. L'EESS doit aborder en détail les points ci-dessus dans les rubriques et sections suivantes : 10.2.2 PARTIE I – Renseignements relatifs à l'enregistrement 10.2.2.1 Titre – Le titre doit désigner le système principal qui fait l'objet du rapport. 10.2.2.2 Base/unité – Cette section doit indiquer les bases ou les unités correspondantes du site ou de la région visé par l'équipement, le matériel et les services de soutien fournis. (À remplir par le MDN) 10.2.2.3 Inscription – Il faut indiquer dans cette section l'identificateur d'inscription applicable à l'EESS. (À remplir par le MDN) 10.2.2.4 Emplacement du projet – Cette section doit faire mention des lieux physiques visés par l'équipement, le matériel ou les services de soutien fournis ou tels qu'ils sont précisés dans			

Ministère de la Défense nationale
DéTECTEUR d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

	les modalités du marché. (À remplir par le MDN)
10.2.2.5	Sommaire de la description du projet – Cette section doit présenter une brève description du système, de l'équipement, du matériel et des services qui sont fournis en vertu des sous-paragraphes ci-dessous :
10.2.2.5.1	Description générale du système; Cette section doit fournir une description du rôle, du but, du concept d'opération, des caractéristiques de conception et de la capacité de rendement du système tout au long de sa durée de vie. On doit préciser les principaux matériaux de construction, les produits et les activités qui ont une incidence sur l'environnement, la santé et la sécurité.
10.2.2.5.2	Sous-système principal. Cette section indique les principaux sous-composants du système et présente une description de leur but, de leur fonction et de leur rôle, y compris les étapes ou les phases pertinentes, p. ex., le fonctionnement et l'entretien. Il faut préciser les principaux matériaux de construction, les produits et les activités qui ont une incidence sur l'environnement, la santé et la sécurité.
10.2.2.6	Personne-ressource pour l'évaluation – Ce paragraphe doit contenir le nom, le titre, le nom de l'entreprise, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel de l'auteur du rapport.
10.2.3 PARTIE II – Évaluation de l'incidence sur l'environnement, la santé et la sécurité	
10.2.3.1	Conception – Cette section doit donner une vue d'ensemble de l'origine du projet, du système, de l'équipement, du matériel, du service et de l'activité évalués, ainsi que de leur incidence conceptuelle sur l'environnement, la santé et la sécurité. Les options de rechange aux activités qui ont été prises en compte doivent figurer dans cette section, ainsi que les motifs de leur non-adoption.
10.2.3.2	Évaluation des sous-systèmes principaux et des aspects touchant l'environnement, la santé et la sécurité – Dans cette section, il faut fournir, sous forme de tableau, les renseignements ci-dessous (la pièce jointe 1 de la présente DD fournit un exemple de tableau) :
10.2.3.2.1	La liste des dangers pour les aspects propres à l'environnement, à la santé et à la sécurité (un exemple de liste des aspects éventuels figure dans la pièce jointe 6 de la présente DD) et de leurs dangers associés à chaque sous-système important et aux composants pour chaque phase du cycle de vie du projet (ingénierie et fabrication, essai et évaluation, production et livraison, utilisation et maintenance, démilitarisation et élimination).
10.2.3.2.2	L'identification claire du potentiel de chaque système important et des grands composants et de leurs articles consommables en tant que source de l'un ou l'autre des dangers/risques suivants pour l'environnement, la santé et la sécurité.
10.2.3.2.3	Les mesures d'atténuation ou de prévention nécessaires pour réduire ou éliminer les répercussions ou les risques relevés.
10.2.3.3	Tableau des produits dangereux. Cette section doit contenir la liste de tous les produits qui sont soumis à la <i>Loi sur les produits dangereux</i> , qui exigent une fiche signalétique, et qui sont mentionnés au paragraphe 10.2.3.2.2 de la présente DD. La liste doit comprendre la description et le nom du produit, le fabricant du produit, son numéro de série, la ou les substances qui posent problème avec le numéro de registre CAS et la liste de contrôle (p. ex., Inventaire national des rejets de polluants, accélération de la réduction/élimination des toxiques, Défi, annexe 1 de la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i>), toutes les catégories du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

	(SIMDUT) [p. ex., A (catégorie A – Gaz comprimé), B5 (catégorie B – Matières inflammables et combustibles, Division 5 : Aérosol inflammable)] et la catégorie complète de transport des marchandises dangereuses (p. ex., 2.3 [Gaz comprimé de catégorie 2, Division 3 : Gaz toxiques]) et un renvoi à l'identificateur des fiches signalétiques de la pièce jointe 5. La fiche signalétique de ces produits doit être jointe à l'EESS dans la pièce jointe 5 de la présente DD et présenter clairement l'identificateur de renvoi à la partie supérieure droite de la page. Un exemple de cette liste est fourni à la pièce jointe 2 de la présente DD.
10.2.3.4	Mercury. Cette section doit contenir une liste de renseignements portant sur toutes les occurrences de mercure associées aux sous-systèmes principaux, aux composants importants ou aux activités liées au projet. La liste doit contenir les renseignements ci-dessous sous forme de tableau (la pièce jointe 3 de la DD présente un exemple de tableau) :
10.2.3.4.1	Numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO) de l'équipement (équipement contenant du mercure);
10.2.3.4.2	Description de l'équipement;
10.2.3.4.3	NNO ou identificateur unique du système d'information de gestion des ressources de la défense de l'article contenant du mercure (s'il existe);
10.2.3.4.4	Fabricant de l'article contenant du mercure;
10.2.3.4.5	Date de fabrication de l'article contenant du mercure;
10.2.3.4.6	Numéro de pièce du fabricant de l'article contenant du mercure;
10.2.3.4.7	Code OTAN des fabricants (NCSM) des articles contenant du mercure/code d'entité commerciale et publique (CAGE);
10.2.3.4.8	Description des articles contenant du mercure;
10.2.3.4.9	Forme du mercure (p. ex., liquide, vapeur, amalgame, halogénure métallisé);
10.2.3.4.10	Quantité de mercure (masse en kg);
10.2.3.4.11	Volume (L) et concentration (ppm) du mercure (10.2.3.4.10 ou 10.2.3.4.11 est requis, mais les deux peuvent être fournis);
10.2.3.4.12	Emplacement des articles contenant du mercure;
10.2.3.4.13	Nombre d'articles contenant du mercure par équipement déclaré;
10.2.3.4.14	Quantité totale de mercure de l'équipement signalé (masse en kg et volume ou concentration).
10.2.3.5	Consultation
10.2.3.5.1	Consultation interne. Cette section doit répertorier toutes les consultations internes applicables ayant eu lieu dans le cadre de la production de l'EESS.
10.2.3.5.2	Consultation externe. Cette section doit répertorier toutes les consultations externes applicables ayant eu lieu dans le cadre de la production de l'EESS.
10.2.3.6	Documents
10.2.3.6.1	Règlements et politiques. Cette section doit dresser la liste de l'ensemble des politiques et des règlements canadiens qui s'appliquent.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

10.2.3.6.2	Autres références. Cette section doit dresser la liste des références et de la documentation utilisées dans le cadre de la production de l'EESS.
10.2.3.7	Visites sur place. Cette section doit faire mention des commentaires sur les raisons et les résultats des visites qui ont été effectuées. Si aucune visite n'a eu lieu, cette section doit être intitulée « Aucune visite des lieux exigée ».
10.2.3.8	Milieu existant. Cette section doit déterminer les limites du milieu envisagé et fournir une description adéquate des milieux visés.
10.2.3.9	<p>Incidence sur l'environnement. Cette section doit contenir une matrice remplie pour chacune des activités et des composants applicables (et pour les activités secondaires connexes) touchant le système à toutes les phases du cycle de vie du projet (ingénierie et fabrication, essai et évaluation, production et livraison, fonctionnement et entretien, démilitarisation et élimination). Pour ce qui est des composants posant un danger de rayonnement ionisant, chaque activité doit être examinée dans des situations normales et anormales.</p> <p>Pour déterminer les effets sur l'environnement, la santé et la sécurité, chaque matrice doit être remplie comme suit :</p>
10.2.3.9.1	Dans la colonne de gauche du tableau, dresser la liste des composants du système et des activités. Dans le haut du tableau, énumérer les composantes valorisées de l'écosystème (CVE) qui s'appliquent au secteur étudié.
10.2.3.9.2	<p>Il faut examiner chaque endroit où un composant croise un composant environnemental, pour chaque cycle de vie, et déterminer s'il existe un effet potentiel important.</p> <p>La pièce jointe 4 de la présente DD montre un exemple de tableau. Les CVE figurant dans le tableau ne sont donnés qu'à titre d'exemple d'élément environnemental type. Il faut adapter le tableau selon les besoins, conformément aux CVE propres au site.</p>
10.2.3.10	Sommaire des dangers et des répercussions. Dans cette section, il faut présenter les résultats écrits d'enquêtes sur les répercussions des dangers et des aspects relatifs à l'environnement, à la santé et à la sécurité à différentes phases du cycle de vie. Chaque sous-système ou aspect doit être abordé sur le plan de son incidence sur l'environnement ou des risques indiqués aux pièces jointes 1 et 4 de la présente DD. La conformité de toutes les substances et activités réglementées doit être évaluée, et les questions qui posent problème doivent faire l'objet de mesures d'atténuation. Chaque activité ou sous-système doit être approfondi dans les rubriques suivantes (il est possible d'utiliser des sous-titres pour chaque phase du cycle de vie, sous-système et activité) :
10.2.3.10.1	Description du sous-système, du composant ou de l'activité. Une description du sous-système, de l'équipement, du composant, du matériel, du service ou de l'activité, son interaction avec l'environnement et une pièce justificative pour l'utilisation de tous les produits réglementés et ceux contenant des substances visées par l'accélération de la réduction/élimination des toxiques (<i>liste fournie</i>), l'Inventaire national des rejets de polluants (http://www.ec.gc.ca/pdb/npri/npri_home_f.cfm) et la liste de toutes les substances du Défi (http://www.chemicalsubstanceschimiques.gc.ca/challenge-defi/list-fra.php), ainsi que pour les produits contenant des substances qui sont indiquées à l'annexe 1 de la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i> (http://www.ec.gc.ca/lcpe-cepa/default.asp?lang=Fr&n=0DA2924D-1&wsdoc=4ABEFFC8-5BEC-B57A-F4BF-11069545E434).
10.2.3.10.2	Aspect de l'environnement, de la santé et de la sécurité. Indiquer les aspects de

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

	l'environnement, de la santé et de la sécurité qui sont associés au sous-système, au composant ou à l'activité pendant toutes les phases du cycle de vie (pièce jointe 1 de la présente DD).
10.2.3.10.3	CVE touchées. Indiquer les CVE associées au sous-système, au composant ou à l'activité, pendant toutes les phases du cycle de vie (pièce jointe 1 de la présente DD).
10.2.3.10.4	Incidence du composant ou de l'activité. Prévion des effets environnementaux découlant de chaque interaction et de son incidence, et toute incidence qui nécessite des mesures d'atténuation.
10.2.3.10.5	Mesures d'atténuation. Indiquer les mesures d'atténuation requises. Par atténuation, on entend l'élimination, la réduction et la maîtrise des effets environnementaux néfastes, notamment le rétablissement après tout dommage à l'environnement par le remplacement, la remise en état, l'indemnisation ou toute autre mesure.
10.2.3.10.6	Importance. Évaluer et déterminer les répercussions environnementales une fois les mesures d'atténuation mises en place. L'évaluation environnementale doit déterminer si les effets sur l'environnement sont nuisibles, probables et importants.
10.2.3.10.7	Surveillance de la conformité. Préciser la nature de la surveillance de la conformité à effectuer et la personne ou le bureau responsable de cette surveillance.
10.2.3.10.8	Plans de suivi. Prévoir tout effet cumulatif ou résiduel et le suivi nécessaire. Préciser les plans de suivi et les raisons qui justifient ces plans.
10.2.4	PARTIE III – CONCLUSION
10.2.4.1	Conclusion – Cette section doit résumer les principales conclusions concernant l'EESS, en plus de préciser les mesures d'atténuation principales prises ou requises pour assurer un développement renouvelable, de même que les principales mesures de suivi à prendre.
10.3	<u>Annexes relatives à l'EESS</u> Annexe A – Tableau d'évaluation des principaux sous-systèmes et des aspects touchant l'environnement, la santé et la sécurité (tableau 1 ci-dessous) Annexe B – Tableau des produits dangereux (tableau 2 ci-dessous) Annexe C – Produits contenant du mercure (tableau 3 ci-dessous) Annexe D – Tableau des effets environnementaux (tableau 4 ci-dessous) Annexe E – Fiches signalétiques (l'annexe E de l'EESS doit contenir les fiches signalétiques de tous les produits dangereux indiqués aux sections 10.2.3.2.2 et 10.2.3.3) [tableau 5 ci-dessous] Liste des aspects relatifs à l'environnement, à la santé et à la sécurité possibles (tableau 6 ci-dessous).
11. AUTEUR	12. FORMULAIRES PERTINENTS
Désignation du projet/Gestionnaire du cycle de vie du matériel	

Ministère de la Défense nationale

Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et d'identification à distance

Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

Pièce jointe 1 : Annexe A de l'EESS

- Phase du cycle de vie
- 1 – Ingénierie et fabrication
2 – Essai et évaluation
3 – Production et déploiement
4 – Maintenance et opérations
5 – Démilitarisation et élimination

Série	Sous-système principal ou aspect touchant l'environnement, la santé et la sécurité	Danger ou risque lié à l'environnement, à la santé et à la sécurité	Mesures d'atténuation (décrire les mesures requises pour réduire ou éliminer les risques identifiés)	Phase du cycle de vie				
				1	2	3	4	5
1	Exemple : Produits pétroliers et lubrifiants utilisés dans différentes parties du système (donner la liste des pièces principales).	Exemple : Déversements pouvant contaminer les sols et les eaux souterraines.	Les huiles usées sont contenues et traitées au préalable avant l'élimination par les entrepreneurs chargés de l'élimination des déchets dangereux. Si un déversement a lieu, on doit prendre des mesures d'urgence, comme le nettoyage du déversement.				X	
2								
3								
4								
-								
-								
-								
-								
-								
-								
-								
-								

1.

Sous-système important : Entre le sous-système correspondant auquel le danger indiqué est associé (p. ex., pour un parc de véhicules, la désignation du sous-système d'après la configuration du véhicule [code de configuration d'équipement – chargement, équipe mobile de réparation, récupération, etc.] et la liste de soutien d'équipement associée [châssis, moteur, freins, éléments électriques, transmission, etc.] peuvent être utilisées).

Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

[illegible]

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

Pièce jointe 3 : Annexe C de l'EESS

Série	Renseignements requis	Détails de l'article contenant du mercure			
		Article 1	Article 2	Article 3	Article 4...
1	NNO de l'équipement (équipement contenant du mercure)				
2	Description de l'équipement				
3	NNO et identificateur unique du système d'information de gestion des ressources de la défense de l'article contenant du mercure (s'il existe)				
4	Fabricant de l'article contenant du mercure				
5	Date de fabrication de l'article contenant du mercure				
6	Numéro de pièce du fabricant de l'article contenant du mercure				
7	Code OTAN des fabricants (NCSM) des articles contenant du mercure/code d'entité commerciale et publique (CAGE)				
8	Description des articles contenant du mercure				
9	Forme de mercure (p. ex., liquide, vapeur, amalgame, halogénure métallisé)				
10	Quantité de mercure (masse en kg)				
11	Volume de mercure (L) et teneur en ppm [indiquer la masse (série 11) ou le volume/la teneur de mercure, mais pas les deux]				
12	Emplacement de l'élément contenant du mercure				
13	Quantité d'articles contenant du mercure par équipement signalé				
14	Quantité totale de mercure de l'équipement signalé (masse en kg et volume ou concentration).				

Pièce jointe 4 : Annexe D de l'EES

Composantes valorisées de l'écosystème																				
(Au besoin, ajouter ou supprimer des éléments dans le tableau																				
Indiquer les effets potentiels au moyen d'un « X »																				
	Physique								Biologique				Social							
	Atmosphère	Eau de surface	Eau souterraine	Soils	Topographie	Vibration	Bruit		Animaux terrestres	Habitat terrestre	Animaux aquatiques	Habitat aquatique	Végétation		Patrimoine/site historique	Écotourisme/valeur esthétique	Population et santé	Économie	Services	Utilisation des terres
SOUS-SYSTÈME/ACTIVITÉ DU PROJET																				
INSCRIRE CHAQUE SOUS-SYSTÈME																				
PAR EXEMPLE																				
DISPOSITIF/COMPOSANT,																				
ACTIVITÉ, ÉTAT																				
(NORMAL/ANORMAL), ETC.,																				
SELON LE CAS																				
Carrosserie et peinture	X	X	X	X			X		X	X	X	X	X					X		
Moteur (bruit, vibration, etc.)	X				X				X	X	X	X	X				X	X		
Sabots de frein																	X	X		
Galets de roulement		X	X	X		X			X	X	X	X	X				X	X		

Pièce jointe 5 : Annexe E de l'EES

[illegible]

Pièce jointe 6 : Liste des aspects relatifs à l'environnement, à la santé et à la sécurité possibles

Un aspect touchant l'environnement, la santé et la sécurité est une activité, un produit ou un service qui peut interagir avec l'environnement, la santé humaine ou la sécurité. La liste présentée ci-après n'est pas complète; il ne s'agit que d'un exemple des éléments à envisager lorsqu'on prépare une évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité. Les aspects et les risques associés sont ceux qui ont trait à l'activité, le produit ou le service visé. Des règlements ou des normes peuvent s'appliquer ou non à l'aspect d'environnement, de santé ou de sécurité en question.

1. Substances d'accélération de la réduction et de l'élimination des toxiques
 2. Adhésifs et produits d'étanchéité
 3. Fluides conditionneurs d'air/frigorigènes
 4. Amiante
 5. Batteries
 6. Volume et poids des composants
 7. Substances visées par l'annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*
 8. Substances du Défi de l'industrie
 9. Nettoyage et produits nettoyants
 10. Enduits et peintures
 11. Gaz/fluides comprimés
 12. Contamination/décontamination
 13. Démilitarisation et élimination
 14. Élimination
 15. Sources d'alimentation électrique et d'énergie
 16. Dangers liés aux émissions – espaces clos
 17. État de l'équipement
 18. Émissions de gaz d'échappement
 19. Systèmes d'extinction d'incendie
 20. Dommages causés par le feu et les opérations
 21. Planches de planchers et plaques de coque
 22. Consommation de carburant
 23. Carburants, fluides et lubrifiants
 24. Articles consommables dangereux
 25. Métaux lourds
 26. Dangers liés aux températures élevées
 27. Rayonnement ionisant – Normal et anormal
 28. Fer/travail de l'aluminium (thermite)
 29. Lasers
 30. Matériaux présentant un danger pour l'environnement
 31. Sources de mercure
 32. Transformation de métaux
 33. Amendements
 34. Substances de l'Inventaire national des rejets de polluants
 35. Bruit, vibrations et pression géostatique
 36. Rayonnement non ionisant – lasers, UV, radio, radar
 37. Sécurité de l'opérateur
 38. Substances appauvrissant la couche d'ozone
 39. Métaux précieux
 40. Biphényles polychlorés
 41. Radars
 42. Recyclage et réutilisation
 43. Activité, matériau et substance réglementés
 44. Caoutchoucs, plastiques, polymères et composites
 45. Écran de protection
 46. Déversements et déclaration de déversement
 47. Entreposage de carburants, de fluides et de lubrifiants
 48. Pneus
 49. Déchets – solides, liquides et gazeux
- Déchets – Solides, liquides et gazeux posant un risque

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Document descriptif des versions logicielles</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">IS-306</p>	
3. DESCRIPTION <p>Le Document descriptif des versions logicielles (DDVL) est le document de contrôle de la configuration principal qu'on utilise pour le suivi et le contrôle des versions logicielles dont on se servira dans l'environnement opérationnel. Il s'agit d'un résumé des caractéristiques et du contenu des versions logicielles. On y indique et décrit la version logicielle livrée à l'État, ce qui comprend toutes les modifications apportées au logiciel depuis la dernière publication du DDVL.</p>		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE <p style="text-align: center;">S.O.</p>
7. APPLICATION/LIEN <p>LDEC IS-306</p>		
8. AUTEUR <p>D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10 INSTRUCTIONS DE RÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> <p>Le DDVL doit être préparé selon le format de l'entrepreneur.</p> 10.2 <u>CONTENU</u> <p>1. Portée</p> <p>1.1 Identification</p> <p>Fournir le ou les numéros d'identification complets, le ou les titres et la ou les abréviations, et, s'il y a lieu, le ou les numéros de version et de publication.</p> <p>1.2 Applicabilité</p> <p>Indiquer les destinataires de la version logicielle et le système d'exploitation qui sera utilisé.</p> <p>1.3 Aperçu du système</p> <p>Décrire brièvement l'objet du système et de tout logiciel auxquels s'applique le présent document. Décrire la nature générale du système et du logiciel, résumer l'historique du développement du système, de son fonctionnement et de son entretien, indiquer les sites d'utilisation actuels et futurs, et dresser la liste de tous les autres documents pertinents.</p> <p>1.4 Aperçu de la documentation</p> <p>Résumer le but et le contenu du document, et décrire toute considération de sécurité ou de protection des renseignements associée à son utilisation.</p> <p>1.5 Points de contact</p> <p>Fournir la liste des points de contact de l'entrepreneur qui participent au projet.</p> <p>2. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE</p> <p>Indiquer le numéro, le titre, la révision et la date de tous les documents mentionnés ou utilisés dans la préparation du DDVL. Si le DDVL est une mise à jour d'un système existant, indiquer le DDVL que cette version remplace comme document de référence.</p> <p>3. DESCRIPTION DES VERSIONS LOGICIELLES</p>		

Résumer dans les sous-paragraphe qui s'ensuivent (ce qui doit comprendre les documents contenus dans la version, les composants logiciels de l'élément de configuration logicielle du sous-système, les documents utilisés pour établir la configuration de l'élément de configuration logicielle et les problèmes connus).

3.1 Inventaire des documents publiés

Énumérer en indiquant les numéros, les titres, les abréviations, les dates, les numéros de version, les numéros de publication (selon le cas) de tous les supports physiques (p. ex., listes, bandes, disques) et des documents connexes qui constituent la version du logiciel déployée. Inclure toutes les considérations applicables en matière de sécurité et de protection des données pour ces éléments, les mesures de protection pour leur manipulation, comme les questions de champs statique et magnétique, ainsi que les directives et restrictions concernant les clauses de reproduction et de licence.

3.2 Inventaire des contenus logiciels

Énumérer en indiquant leur numéro, leur titre, leur abréviation, leur date, leur numéro de version et leur numéro de sous-version, selon le cas, tous les fichiers informatiques qui constituent la version du logiciel déployée. Toute considération pertinente en matière de sécurité et de protection des données devrait être incluse.

3.3 Changements installés

Indiquer tous les changements intégrés à la version du logiciel depuis la version antérieure. Indiquer, selon le cas, les propositions de modification technique, les avis de modification des spécifications et les avis de révision associés à chaque changement ainsi que les répercussions, le cas échéant, de chaque changement sur le fonctionnement du système et sur les interfaces avec tout autre matériel ou logiciel. (Cette section ne s'applique pas à la version initiale d'un logiciel.)

3.4 Compatibilité de l'interface

Énumérer et décrire tous les autres systèmes, éléments de configuration et éléments de configuration logicielle touchés par le ou les changements incorporés à la version actuelle, s'il y a lieu.

3.5 Données d'adaptation

Indiquer toutes les données propres à un site contenues dans une version logicielle et y faire renvoi. Pour les versions logicielles après la première version, ce paragraphe décrit les changements apportés aux données d'adaptation.

3.6 Bibliographie des documents de référence

Énumérer tous les documents qui établissent la version actuelle du logiciel, en identifiant les numéros, les titres, les abréviations, les dates, les numéros de version, le cas échéant.

3.7 Instructions d'installation

Fournir les renseignements indiqués ci-après, selon le cas :

- a. Les instructions pour l'installation de la version logicielle, y compris les instructions pour la suppression des anciennes versions;
- b. Les autres changements devant être installés pour que la version puisse être utilisée, y compris les données d'adaptation propres à un site non comprises dans la version logicielle;
- c. Les précautions en matière de sécurité, de protection des données et de sûreté pertinentes à l'installation;
- d. Les procédures servant à évaluer si la version a été installée correctement;
- e. Le point de contact à consulter en cas de problèmes ou de question durant

3.8 Problèmes potentiels et erreurs connues

Indiquer tout problème potentiel et toute erreur connue de la version logicielle au moment de son lancement, toutes les étapes suivies pour résoudre les problèmes ou erreurs ainsi que les directives (indiquées directement ou par renvoi) pour reconnaître, éviter, corriger ou gérer d'une autre manière chaque erreur ou problème. Les renseignements présentés seront adéquats pour le destinataire prévu de la DDVL (p. ex., un organisme client peut avoir besoin de conseils pour éviter les erreurs, tandis qu'un organisme de soutien en aura besoin pour corriger des erreurs).

3.9 Glossaire

Inclure une liste alphabétique des sigles et des acronymes, ainsi que des abréviations et de leur signification, qu'on trouve dans le présent document. Il faut aussi fournir une liste des termes et des définitions nécessaires pour comprendre le présent document.

4. APPENDICES

On peut se servir d'appendices pour fournir des renseignements publiés séparément pour faciliter la mise à jour du document (p. ex., graphiques, tableaux, données classifiées). Pour chaque appendice, une référence sera insérée dans le corps du document principal à l'endroit où la donnée aurait normalement été fournie. Les appendices seront désignés par ordre alphabétique (A, B, etc.), et les pages seront numérotées (A – 1, A – 2, etc.).

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Dossier de données techniques</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">IS-307</p>		
3. DESCRIPTION/OBJET Le dossier de données techniques (TDP) comprend les données techniques requises pour produire, entretenir, modifier, mettre à l'essai, homologuer, calibrer et identifier le matériel pour tous les éléments finaux.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC IS-307			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-left: 20px;"> <p>10.1 FORMAT</p> <p>Les documents du TDP doivent être présentés dans le format de l'entrepreneur, à moins d'avis contraire dans une autre DD. Le TDP complet doit être livré sur un jeu de CD ou de DVD.</p> <p>10.2 CONTENU</p> <p>10.2.1 Le TDP doit être de niveau 3 (production).</p> <p>10.2.2 Le TDP doit tenir compte de toutes les exigences de la norme MIL-STD-31000A, <u>Standard Practice - Technical Data Packages</u> et comprendre :</p> <div style="margin-left: 20px;"> <p>10.2.2.1 Dessins techniques et listes connexes</p> <p>Les dessins techniques et les listes connexes doivent être conformes à la DD LI-514 et inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. des modèles tridimensionnels de conception assistée par ordinateur pour chaque pièce; ii. l'arborescence; iii. un ensemble complet des dessins d'exécution; iv. un ensemble complet des dessins de montage; v. toutes les procédures d'assemblage; vi. un ensemble complet de dessins de tous les outils et l'équipement d'essai spécialisés utilisés dans le cadre de la fabrication. </div> <p>10.2.2.2 Spécifications d'équipement</p> <p>L'entrepreneur doit fournir une description détaillée des exigences relatives au système conformément à la DD IS-313 et associer les exigences au moyen d'un tableau de spécification des exigences avec les exigences individuelles de la spécification des exigences du système.</p> <p>10.2.2.3 Documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement</p> <p>L'entrepreneur doit fournir les documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement conformément à la DD LI-511.</p> <p>10.2.2.4 Procédures d'essai</p> <p>L'entrepreneur doit fournir les procédures d'essai du matériel, des logiciels, des effets électromagnétiques et de la fiabilité et de la maintenabilité conformément à la DD IS-303.</p> </div>			

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

10.2.2.5 Procédures de contrôle de la qualité et d'inspection

L'entrepreneur doit fournir ses procédures de contrôle de la qualité et d'inspection dans son format. Les procédures doivent préciser les essais de fabrication spéciaux, les inspections, les mesures et les certifications nécessaires pour garantir que l'article est fabriqué conformément aux exigences établies.

10.2.2.6 Procédures de réalignement optique

L'entrepreneur doit fournir ses procédures de réalignement optique. Les procédures de réalignement optique doivent être fournies selon le format de l'entrepreneur et comprendre les éléments suivants :

- i. Description complète du banc d'essai optique, dont les dessins, la description de tous les éléments optiques et la description du tracé de faisceau du trajet optique;
- ii. Tous les dessins nécessaires pour fabriquer les gabarits et les montages spéciaux;
- iii. la description détaillée étape par étape de la procédure de réalignement optique.

10.2.2.7 Manuels d'utilisation et d'entretien, guides de l'utilisateur et listes d'articles

L'entrepreneur doit fournir :

- i. le manuel d'utilisation, conformément à la DD LI-515;
- ii. le manuel d'entretien au premier échelon, conformément à la DD LI-516;
- iii. le guide de l'utilisateur, conformément à la DD LI-517;
- iv. la liste des articles du SDID, conformément à la DD LI-518.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Proposition de modification technique</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">IS-308</p>		
3. DESCRIPTION La proposition de modification technique (PMT) décrit en détail et justifie toute modification technique requise pour une modification proposée de la configuration d'un élément de configuration et/ou de la documentation connexe. À l'aide de la PMT, l'entrepreneur et le RT peuvent effectuer une évaluation complète en vue d'autoriser la modification technique proposée.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE <p style="text-align: center;">S.O.</p>	
7. APPLICATION/LIEN LDEC IS-308			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> La PMT doit être préparée selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> Les renseignements suivants doivent être fournis et précisés dans chaque document de PMT : <ul style="list-style-type: none"> a) Renseignements généraux (auteur, date, classe, numéro, type, priorité, révision, titre, etc.); b) Renseignements sur les éléments de configuration (éléments de configuration auxquels la PMT s'applique); c) État actuel de la production de l'élément de configuration (s'il y a lieu); d) Incidence sur le produit de base, les spécifications, les interfaces, les calendriers, le rendement, la disponibilité, la logistique, l'environnement, la santé et la sécurité, etc.; e) Description de la modification; f) Justification (besoin) de la modification; g) Détails des coûts et des économies; h) Compromis et/ou solutions de rechange; i) Plan de mise en oeuvre, y compris l'échéancier et les renseignements connexes; j) Date d'approbation requise; k) Autorités concernées (présentation, examen, recommandation et approbation). 			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Avis de modification des spécifications</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">IS-309</p>	
3. DESCRIPTION <p>L'Avis de modification des spécifications (AMS) sert à transmettre et à consigner des modifications aux spécifications.</p> <p>L'AMS sert à délimiter les modifications exactes apportées à une spécification qui sera distribuée aux utilisateurs quand l'AMS sera approuvé.</p>		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE <p style="text-align: center;">S.O.</p>
7. APPLICATION/LIEN LDEC IS-309		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-left: 20px;"> <p>10.1 <u>FORMAT</u></p> <p>L'AMS doit être préparé selon le format de l'entrepreneur.</p> <p>10.2 <u>CONTENU</u></p> <p>L'AMS doit comprendre les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) NUMÉRO D'AMS : Indiquer le numéro d'AMS (p. ex., AMS-001); b) NUMÉRO DE SPÉCIFICATION OU DE DOCUMENT : Indiquer le numéro d'identification (avec révision) de la spécification ou du document en cours de révision; c) DATE : La date de la présentation. d) NUMÉRO DE CONTRAT : Indiquer le numéro de contrat qui régit l'acquisition du produit fini; e) *NUMÉRO DE PMT : Indiquer le numéro de PMT (le cas échéant); f) PAGE ____ DE ____ : Indiquer le numéro de page et le nombre total de pages de l'AMS (p. ex., « 2 de 20 », « 3 de 10 », etc.); g) RAISON DE LA MODIFICATION : Décrire brièvement la modification apportée au document et la raison de cette modification; h) *DATE DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE LA CONFIGURATION : Indiquer la date de la Commission de contrôle de la configuration; i) NUMÉRO DE LA OU DES PAGES VISÉES : Indiquer le numéro de la ou des pages de la spécification ou du document visées par la modification; Laisser un espace vide pour la révision de la spécification ou du document; j) BLOC-SIGNATURES : Contient la signature de l'auteur, du gestionnaire de données, du gestionnaire de l'assurance de la qualité et du gestionnaire de projet, ainsi que la date de signature. <p>*Indiquer « S.O. » (sans objet) si la spécification ou le document n'est pas contrôlé par la Commission de contrôle de la configuration.</p> </div>		

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Rapport de vérification de traçabilité	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION IS-312		
3. DESCRIPTION Le rapport de vérification de traçabilité indique le chemin entre les exigences générales et les résultats des essais individuels de manière à montrer que les exigences générales sont respectées pendant tout le processus de conception, d'essai et de vérification.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC IS-312			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> 10.1.1 Le rapport de vérification de traçabilité doit être présenté sous forme de tableau, selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Le rapport de vérification de traçabilité doit montrer, au moyen du numéro de paragraphe dans chaque document, la traçabilité de chaque exigence de la spécification des exigences du SDID dans les spécifications, les documents de description du matériel et des logiciels, les plans d'essai et les procédures d'essai dans un rapport d'essai particulier dans lequel l'exigence de la spécification des exigences du système est vérifiée. 10.2.2 Les liens de traçabilité peuvent être entre deux documents, ou entre un document et de multiples documents.			

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE Spécification d'équipement	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION IS-313	
3. DESCRIPTION Le rapport de vérification de traçabilité indique le chemin entre les exigences générales et les résultats des essais individuels de manière à montrer que les exigences générales sont respectées pendant tout le processus de conception, d'essai et de vérification.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.
7. APPLICATION/LIEN LDEC IS-313		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.3 <u>FORMAT</u> 10.3.1 La spécification d'équipement doit être conforme au document D-01-300-000/SF-000.		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Document de contrôle des interfaces</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">IS-314</p>	
3. DESCRIPTION Le document de contrôle des interfaces (DCI) décrit les interfaces logicielles et matérielles de l'entrepreneur qui lient les composantes du système en un système global. Les interfaces peuvent être entre deux logiciels, un logiciel et du matériel, du matériel et un logiciel, ou du matériel et du matériel.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE <p style="text-align: center;">S.O.</p>
7. APPLICATION/LIEN LDEC IS-314		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> 1 Le DCI doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> La description de document ci-dessous doit être adaptée par l'entrepreneur de manière à fournir des renseignements pertinents sur les interfaces logicielles et matérielles. La répartition fonctionnelle dictera l'adaptation du document : <ul style="list-style-type: none"> 1. Portée <ul style="list-style-type: none"> 1.1 Identification 1.2 Aperçu du système <ul style="list-style-type: none"> 1.2.1 Identification du système 1.3 Aperçu du document 1.4 Ordre de priorité 1.5 Responsable du changement 2 Documents pertinents <ul style="list-style-type: none"> 2.1 Documents gouvernementaux (militaires, normes, documents relatifs aux interfaces et autres publications) 2.2 Documents non gouvernementaux (publications industrielles, commerciales et autres) 3 Définition de spécification d'interface <ul style="list-style-type: none"> 3.1 Vue d'ensemble de l'interface 3.2 Description de l'interface (<i>à répéter pour chaque interface</i>) <ul style="list-style-type: none"> 3.2.1 Répartition fonctionnelle 3.2.2 Limite de l'interface et responsabilité 3.2.3 Type de données 3.2.4 Transactions et protocoles 3.3 Définition de l'interface (<i>à répéter pour chaque interface</i>) <ul style="list-style-type: none"> 3.3.1 Description des données <ul style="list-style-type: none"> 3.3.1.1 Traitement des données et caractéristiques d'assemblage 3.3.1.2 Caractéristiques de messagerie ou d'échange de données 3.3.1.3 Lancement de l'interface 3.3.2 Traitement des erreurs 3.3.3 Dispositif et câble 3.3.4 Autres exigences relatives à l'interface 		

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

3.4	Sécurité et intégrité
4	Remarques
5	Appendices
5.1	Abréviations et acronymes

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Plan de soutien logistique intégré</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-501</p>		
3. DESCRIPTION <p>Le Plan de soutien logistique intégré (PSLI) décrit la stratégie, les plans, les méthodes et les processus de l'entrepreneur visant à répondre aux exigences du contrat, démontrant ainsi la façon dont les processus sont liés afin de former un système entièrement intégré pour un programme de soutien logistique intégré qui comprend l'acquisition et le SES.</p> <p>Ce plan sera utilisé pour fournir à l'équipe de gestion de l'équipement (EGE) du MDN un aperçu de la planification de l'entrepreneur, de l'approche liée à la gestion de la portée des travaux ainsi que des interfaces au sein de l'organisation de l'entrepreneur.</p>			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN <p>LDEC LI-501</p>			
8. AUTEUR <p style="text-align: center;">D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-left: 20px;"> <p>10.1 <u>FORMAT</u> Le PSLI doit être préparé selon le format de l'entrepreneur.</p> <p>10.2 <u>CONTENU</u></p> <p>10.2.1 Le PSLI doit englober tous les aspects du programme de SLI, notamment une vue d'ensemble de l'entretien, de la formation et du SES.</p> <p>10.2.2 Le PSLI doit être un document autonome dans lequel figurent suffisamment de renseignements pour permettre au lecteur de comprendre la façon dont chaque activité doit être effectuée et gérée sans avoir à consulter d'autres documents, à moins d'indications contraires.</p> <p>10.2.3 Le PSLI doit indiquer toutes les hypothèses et les contraintes, de même que les politiques qui auront des répercussions sur l'achèvement des travaux, comme il est défini dans les EDT d'acquisition et de SES.</p> <p>10.2.4 Le PSLI doit consigner en détail le programme de l'entrepreneur visant à assurer l'exécution des éléments de SLI suivants conformément aux EDT d'acquisition et de SES :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. La gestion de la logistique et de SES; b. Les éléments techniques du soutien logistique identifiés dans les EDT d'acquisition et de SES; c. Le soutien à l'approvisionnement; d. Les publications techniques; e. Le soutien à l'approvisionnement; f. La formation et le soutien à la formation; g. Le soutien technique. <p>10.2.5 Le PSLI doit décrire les mesures que l'entrepreneur prendra pour respecter et gérer les exigences en matière de sécurité prévues au contrat relativement au soutien et aux systèmes et</p> </div>			

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

	à l'équipement faisant l'objet du soutien.
10.2.6	Le PSLI doit décrire les dispositions prises par l'entrepreneur pour la réception, la conservation, l'entreposage, l'entretien, la maintenance et la distribution de tout matériel appartenant au gouvernement, fourni à l'entrepreneur aux termes du contrat.
10.2.7	Le PSLI doit décrire la structure organisationnelle pour la gestion et la prestation du soutien prévu au contrat, ce qui comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">a. la structure organisationnelle de l'entrepreneur servant à remplir le contrat;b. les principaux membres du personnel qui ont des responsabilités particulières, ainsi que leurs coordonnées.
10.2.8	Le PSLI doit décrire le processus que l'entrepreneur doit suivre pour respecter les exigences du système de gestion de la qualité prévues au contrat, y compris, le cas échéant, la portée de l'inscription à la norme ISO 9001.

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Plan d'entretien	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-502		
3. DESCRIPTION Le plan d'entretien décrit les moyens que le MDN prendra pour soutenir et entretenir l'équipement. Il justifie l'acquisition de ressources en matière de soutien logistique au moyen de données provenant de l'analyse de l'entretien et sert de fondement à l'approvisionnement et à l'élaboration d'un manuel technique.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR Gestionnaire de projet du MDN	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-502			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION			
10.1 <u>FORMAT</u> Le plan d'entretien peut être préparé selon le format de l'entrepreneur.			
10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Le plan d'entretien doit comprendre ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> • Le numéro du plan d'entretien; • La date du plan d'entretien. 			
1. Identification de l'équipement Identifier le système et l'équipement auquel s'applique le plan d'entretien : <ul style="list-style-type: none"> - Nom de l'article - Version ou numéro de modèle - Désignation de type militaire (AN/) - Numéro de référence (pièce du fabricant) - Code NSCM/CAGE 			
2. Justification de l'entretien <ul style="list-style-type: none"> - Justification du plan d'entretien 			
3. Description <ul style="list-style-type: none"> - Schéma unifilaire ou photographie - Courte description du système ou de l'équipement 			
4. Caractéristiques de fiabilité et de maintenabilité Fournir les données suivantes pour chaque article d'intérêt du point de vue de l'entretien : <ul style="list-style-type: none"> - Taux de remplacement (entretien) - Durée moyenne des réparations - Durée du cycle de réparation 			
5. Tâches d'entretien Dresser la liste des tâches d'entretien exécutées par le MDN et regroupées selon le niveau d'entretien (opérateur, première ligne) et selon la catégorie (entretien préventif et correctif).			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

L'entrepreneur doit présenter les données au format suivant :

NUMÉRO DE CONTRÔLE DE LA LOGISTIQUE/ CONTRÔLE ALTERNÉ DE LA LOGISTIQUE	IDENTIFICATION DE LA TÂCHE	FRÉQUENCE DE LA TÂCHE	DÉLAI D'EXECUTION MOYEN	BESOINS EN RESSOURCES	NIVEAU D'ENTRETIEN

6. Exigences en matière de ressources logistiques

Pour chacune des ressources nécessaires (p. ex., Groupe professionnel militaire du personnel, matériel de soutien, pièces de rechange, publications techniques voltmètre numérique ou clé dynamométrique), indiquer son utilisation en remplissant le tableau ci-après.

BESOINS EN RESSOURCES	QUANTITÉ RECOMMANDÉE	EXIGÉ POUR LE NUMÉRO DE CONTRÔLE DE LA LOGISTIQUE/ CONTRÔLE ALTERNÉ DE LA LOGISTIQUE	NOM DE L'ARTICLE	NIVEAU D'ENTRETIEN

7. Besoins en personnel

L'entrepreneur doit résumer les besoins en personnel en remplissant le tableau ci-après pour chaque groupe professionnel militaire.

TYPE DE PROFESSION (opérateur de première ligne)	ÉQUIPEMENT	NIVEAU D'ENTRETIEN	HEURES- PERSONNES PAR ANNÉE

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Données sur la fiabilité et la maintenabilité</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-503</p>		
3. DESCRIPTION Les données sur la fiabilité et la maintenabilité fournissent les données de référence permettant de définir les caractéristiques de fiabilité du SDID.			
4. DATE D'APPROBATION À déterminer	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-503			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-left: 20px;"> <p>10.1 <u>FORMAT</u> Les prévisions de la fiabilité générées par ordinateur et le schéma de fiabilité doivent être préparés selon le format de l'entrepreneur. Le tableau 1 présentant les données sur la moyenne des temps de bon fonctionnement doit être préparé et livré en format MS Excel et conformément aux directives fournies aux présentes.</p> <p>10.2 <u>CONTENU</u></p> <p>10.2.1 L'entrepreneur doit fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Des prévisions de la fiabilité générées par ordinateur selon la norme MIL-HDBK-217 (Part Stress Method), en s'appuyant sur les données d'environnement terrestre mobile ou sur les données réelles sur le terrain (le cas échéant) et NRPD 11 pour les pièces non électroniques; b. Des prévisions de la maintenabilité générées par ordinateur selon la norme MIL-HDBK-472; c. Les données réelles d'utilisation du dispositif sur le terrain peuvent être utilisées. Le cas échéant, l'article et la source de données applicables doivent clairement être identifiés; d. Un schéma de fiabilité et de maintenabilité du SDID (un exemple est fourni à la figure 1) jusqu'aux LRU du niveau d'entretien au premier échelon; e. Les moyens de détection des défaillances. <p>10.2.2 Les résultats des prévisions de la fiabilité générées par ordinateur doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. montrer les résultats prévus pour le SDID et tous les taux de défaillance des LRU et des ensembles concernés, y compris les composants des LRU; b. Les résultats des prévisions pour chacun des LRU seront distincts et pourront facilement être distingués des résultats des autres LRU et ensembles; c. Les LRU et les ensembles doivent être précisés, y compris les quantités utilisées et les taux de défaillance de base et totaux; d. Les taux de défaillance de chaque LRU doivent être résumés et utilisés durant la préparation du schéma de fiabilité conformément à la section 10.2.3 ci-dessous; e. Les résultats doivent contenir une mention relative aux articles pour lesquels les données réelles sur la fiabilité et la maintenabilité sur le terrain ont été utilisées au lieu des résultats prévus. <p>10.2.3 Les taux de défaillance de chaque LRU et la durée moyenne des réparations doivent être notés pour chaque bloc du schéma de fiabilité et de maintenabilité qui a une incidence sur le taux de défaillance global prévu du SDID.</p> <p>10.2.4 Le schéma de fiabilité et de maintenabilité présenté à la figure 1 suppose qu'il existe une relation de série entre les blocs, à titre d'exemple seulement. L'entrepreneur doit produire un schéma de fiabilité et de maintenabilité qui est représentatif du SDID proposé (en précisant notamment la redondance des blocs).</p> </div> <p>Remarque : Indiquer la qualité des données prévues, mesurées et réelles.</p>			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

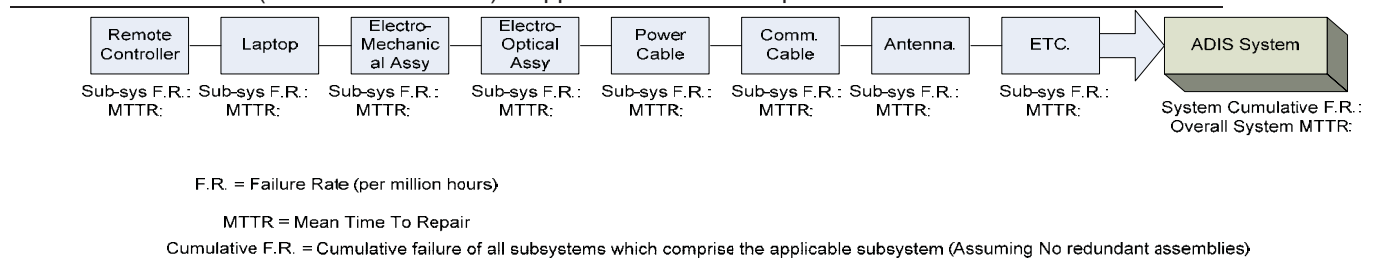


Figure 1: Sample ADIS System Reliability/Maintainability Block Diagram (RBD)

Page 50

Remote Controller
 Laptop
 Electro-Mechanical Assy
 Electro-Optical Assy
 Power Cable
 Comm. Cable
 Antenna.
 ETC.
 ADIS System

Sub-sys F.R.:
 MTTR:

System Cumulative F.R.:
 Overall System MTTR:

F.R. = Failure Rate (per million hours)
 MTTR = Main Time To Repair
 Cumulative F.R. + Cumulative failure of all
 subsystems which comprise the applicable sub
 system (Assuming No redundant assemblies)

**Figure 1: Sample ADIS System
 Reliability/Maintainability Block Diagram (RBD)**

Page 50

Télécommande
 Ordinateur portatif
 Ens. électromécanique
 Ens. électro-optique
 Câble d'alimentation
 Câble de transmission
 Antenne
 Date d'achèvement prévue
 SDID

TD du sous-système :
 DMR :

TD de l'ensemble du système :
 DMR pour l'ensemble du système :

TD = Taux de défaillance (par million d'heures)
 DMR = Durée moyenne des réparations
 TD cumulatif + défaillances cumulatives de tous
 les sous-systèmes, y compris le sous-système
 applicable (sous réserve qu'il n'y ait aucune
 redondance dans les ensembles)

**Figure 1 : Exemple de schéma de fiabilité et de
 maintenabilité du SDID**

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE Registre des numéros de série	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-504		
3. DESCRIPTION Le Registre des numéros de série du SDID contient des renseignements sur l'attribution de numéros de série de l'équipement du système CBRN et les dates d'expédition.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-504			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION			
10.1 <u>FORMAT</u> Le registre de numéros de série doit être en format MS Excel et répondre aux exigences décrites dans la section 10.2 ci-dessous.			
10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Tous les registres de numéros de série du SDID doivent être tenus à jour. 10.2.2 Une copie à jour du registre complet de numéros de série doit être présentée lors de chaque expédition. 10.2.3 Les données du registre de numéros de série doivent être présentées en respectant l'ordre des dates d'expédition, la date d'expédition la plus récente figurant au début, suivi de la date de l'expédition précédente, etc. 10.2.4 Les cellules de colonne suivantes doivent figurer au registre (s'il y a lieu) : <ul style="list-style-type: none"> a. Numéro d'article b. Numéro de contrat c. Numéro de commande (le cas échéant) d. Description de l'article e. Numéro de série de l'article f. Quantité livrée g. Date d'expédition h. Destination (comme il est précisé dans les documents d'expédition) i. Numéro d'article au contrat j. Numéro de facture k. Date d'expiration de la garantie de l'article l. Durée de conservation 			
10.2.5 L'entrepreneur peut inclure d'autres renseignements sur le transfert d'équipement s'il juge que cela est justifié.			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Demande de nomenclature</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-505</p>	
3. DESCRIPTION <p>La demande de nomenclature fournit l'information exigée pour obtenir une désignation de type militaire pour l'équipement.</p>		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN <p>LDEC LI-505</p>		
8. AUTEUR <p style="text-align: center;">D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS <p style="text-align: center;">Formulaire DND 2091, demande d'attribution de nomenclature</p>	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-left: 20px;"> 10.1 <u>FORMAT</u> <p>La demande de nomenclature doit être préparée conformément au document D-01-000-200/SF-001, <i>Military Nomenclature - Assignment and Procedures</i>, à l'aide du formulaire DND 2091 précisé à l'annexe A du document A-LM-505-354/JS-001.</p> </div> <div style="margin-left: 20px;"> 10.2 <u>CONTENU</u> <p>La demande de nomenclature doit indiquer toutes les caractéristiques techniques requises pour comprendre les paramètres d'exploitation de l'article visé.</p> </div> <p style="margin-top: 20px;">REMARQUE : L'entrepreneur doit présenter un NNO au RT 90 jours avant la date d'expédition prévue.</p>		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE Dessins des plaques signalétiques	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-506		
3. DESCRIPTION Les données relatives à la plaque signalétique de l'équipement présentent l'information nécessaire pour obtenir l'approbation de la conception avant la production des plaques.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-506			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION			
10.1 FORMAT Les dessins de plaque signalétique de l'équipement proposés doivent respecter le format de l'entrepreneur et être présentés sur du papier de type « Engineering A », et en format électronique, comme le format MS Word, MS Visio ou PDF.			
10.2 CONTENU 10.2.1 Les dessins de plaque signalétique de l'équipement doivent être préparés conformément au document D-02-002-001/SG-001, <u>Marque d'identification standard des biens militaires canadiens</u> .			
10.2.2 Les données de plaque signalétique de l'équipement doivent, à tout le moins, comprendre les renseignements ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> a. Nom bilingue (anglais et français) de l'article, y compris le numéro du fabricant ou du type, selon le cas b. NNO c. Numéro de série (s'il y a lieu) d. Code NSCM/CAGE e. Numéro de pièce du fabricant f. Numéro de contrat g. Caractéristiques spéciales, s'il y a lieu (p. ex., 208 V triphasé) h. DND CANADA MDN 			
10.2.3 Les dessins des plaques doivent comprendre les données suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a. Marquage proposé b. Conventions de marquage c. Type et taille de caractères d. Palette de couleurs e. Matériau et finition des plaques f. Taille et épaisseur des plaques g. Mode d'apposition h. Revêtement protecteur (s'il y a lieu) 			
*Remarque : Le nom de l'article doit être indiqué en anglais et en français, conformément à la structure de répartition de l'équipement.			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE Liste d'identification unique et de normalisation du marquage du matériel (données des plaques signalétiques de l'équipement)	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-507	
3. DESCRIPTION/OBJET Préparer une liste d'identification unique et de normalisation du marquage du matériel qui servira à créer des codes d'identification uniques. Ceux-ci sont composés d'une série de données uniques et concaténées donnant à chaque pièce d'équipement un identificateur clé pour la durée de son cycle de vie.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR Gestionnaire de projet du MDN	6. GIDEP APPLICABLE S.O.
7. APPLICATION/LIEN 7.1 LDEC LI-507 7.2 OTAN, STANAG 2290		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <u>10.1 FORMAT</u> Les données doivent être présentées selon le format de l'entrepreneur. <u>10.2 CONTENU</u> L'entrepreneur doit fournir les éléments de données ci-dessous pour chacun des articles étiquetés au moyen d'un code d'identification unique : Documents d'identification de l'équipement Code d'identification unique Numéro de la pièce d'origine Numéro de série et de lot d'origine Numéro de série Numéro de pièce actuel Numéro de série et de lot d'origine Description de l'article NNO Numéro de contrat Numéro d'inscription au contrat Lieu d'expédition Date d'expédition Unité d'achat Poids Volume Hauteur Profondeur Largeur		

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE Données de marquage pour l'entreposage et l'expédition	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-508	
3. DESCRIPTION <p>Les données de marquage pour l'entreposage et l'expédition doivent fournir les renseignements nécessaires pour assurer la transparence de l'ensemble des étiquettes d'expédition de toutes les pièces du système ainsi que les pièces de rechange.</p>		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-508		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Les données de marquage doivent respecter le format de l'entrepreneur et les règles décrites aux présentes. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.3.1 Le marquage des articles destinés à l'entreposage et à l'expédition doit être conforme au document D-LM-008-002/SF-001, <i>Marquage des articles à entreposer ou à expédier</i> et aux exigences décrites dans les présentes. 10.3.2 L'information suivante doit figurer sur tous les conteneurs d'expédition et sur toutes les charges unitaires palettisées : <ul style="list-style-type: none">a. Nom du fabricantb. Numéro de piècec. NNOd. Nomenclaturee. Quantité/unité de distributionf. Protection et date de marquageg. Numéro de série du contrath. Marquage spéciali. Durée de conservation		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE Données d'emballage	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-509	
3. DESCRIPTION Les données d'emballage indiquent les exigences quant à l'emballage de tous les articles livrés dans le cadre du marché qui doivent être expédiés à des installations du MDN ou entreposés dans celles-ci.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-509		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Les données d'emballage doivent être présentées selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Pour tous les articles fournis dans le cadre du contrat qui seront envoyés ou entreposés dans les installations du MDN, les données concernant l'emballage doivent préciser les exigences relatives à l'emballage conformément au document D-LM-008-002/SF-001, <u>Marquage des articles à entreposer ou à expédier</u> . Les données d'emballage doivent comprendre les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"> a. Identification des articles : <ul style="list-style-type: none"> i. Nom de l'article* ii. Numéro de référence (pièce du fabricant) iii. Code NSCM/CAGE iv. NNO (le cas échéant) b. Données d'emballage : <ul style="list-style-type: none"> i. Taille de l'emballage unitaire (longueur, largeur, profondeur) ii. Poids de l'emballage unitaire iii. Code d'emballage (niveau de protection A, B ou C, conformément à la section 3.1 de la spécification D-LM-008-011/SF-001) iv. Code de matière dangereuse (réglementée ou non réglementée) v. Instructions spéciales d'emballage 10.2.2 Afin de réduire les données redondantes, on peut regrouper des articles similaires; les mêmes données d'emballage s'appliquent alors au groupe. 10.2.3 Toutes les mesures sont exprimées en système métrique (longueur en mètres, poids en kilogrammes, etc.). *Remarque : Le nom de l'article doit être indiqué en anglais et en français, conformément à la structure de répartition de l'équipement.		

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">État détaillé d'approvisionnement/ Liste de pièces de rechange recommandées</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-510</p>		
3. DESCRIPTION Les documents relatifs à l'approvisionnement combinent l'état détaillé d'approvisionnement (EDA) et la liste des pièces de rechange recommandées (LPRR) puisque la majorité des données requises sont les mêmes pour l'EDA et la LPRR.			
4. DATE D'APPROBATION À déterminer	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-510			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION			
10.1 <u>FORMAT</u> L'EDA et la LPRR doivent être préparés et fournis en format MS Excel, comme l'illustre le tableau ci-joint.			
10.2 <u>CONTENU</u>			
10.2.1 L'EDA consiste en une décomposition descendante de l'équipement du système selon la configuration dans laquelle il a été acheté.			
10.2.2 L'EDA doit être accompagné de copies de tous les dessins et listes de pièces de niveau supérieur nécessaires pour vérifier que la configuration de l'équipement est complète et à jour.			
10.2.3 La LPRR doit comprendre les pièces de rechange de premier échelon qui sont jugées nécessaires pour maintenir l'équipement du système et l'équipement de soutien connexe en fonction pendant une période de 24 mois, en dehors de toute période de garantie.			
10.2.4 L'EDA et la LPRR doivent aussi faire état des articles réparables ainsi que de leurs données respectives sur la moyenne des temps de bon fonctionnement afin de permettre une analyse des pièces de rechange.			
10.2.5 L'EDA et la LPRR doivent indiquer tout l'équipement (p. ex., ordinateur portable, dispositif électro-optique, dispositif électromécanique, unité de commande, chargeurs de batterie, étuis de rangement rigides) du système proposé et leurs pièces de rechange de première ligne (p. ex., vis, capteurs, rail, les disques pour lentilles) nécessaires pour entretenir l'équipement conformément au concept d'entretien et de soutien.			
10.2.6 L'EDA et la LPRR doivent indiquer les pièces de rechange recommandées pour l'entretien de l'équipement (SDID et équipement de soutien) pendant une période de 24 mois, en supposant un taux d'utilisation combiné de 1 000 heures par année par SDID (pour un total de 32 SDID x 1 000 heures = 32 000 heures d'utilisation par année).			
10.2.7 Le modèle d'EDA et de LPRR ci-joint contient une feuille de calcul électronique et un exemple de répartition de l'équipement et de leur code d'ordre d'assemblage respectif, comme 1, 2, etc. (établis en fonction de la structure de répartition de l'équipement). Les codes d'ordre d'assemblage C (niveau 3) et des niveaux inférieurs doivent représenter toutes les pièces de rechange de première ligne du SDID et de l'équipement de soutien.			
10.2.8 Le tableau doit être rempli par l'entrepreneur et fournir les données nécessaires indiquées au haut de la feuille de calcul.			

10.2.9 Les données d'ordre d'assemblage de niveau 3 ou inférieur seront précisées et répertoriées pour chaque SDID et équipement de soutien. Certaines données sont fournies à titre d'exemple seulement dans certains champs et peuvent ne pas être applicables à l'équipement concerné.

10.2.10 Il faut identifier la version (date ou numéro de version) de chaque EDA et LPRR présentés.

10.2.11 Voici la définition des abréviations et des acronymes employés dans le tableau de l'EDA et de la LPRR :

- FEO : Fabricant d'équipement d'origine
- NNO : Numéro de nomenclature OTAN
- Qté/Ens. : Quantité par ensemble
- UD : Unité de distribution
- DA : Délai d'approvisionnement (composants à long délai de livraison)
- REP : Réparabilité : (R = réparable, NR = non réparable)
- CDM : Code de démilitarisation
- MTBF : Moyenne des temps de bon fonctionnement
- S.O. : Sans objet

REMARQUE : Le code d'ordre d'assemblage est un code qui illustre une relation descendante de type « arborescence » de chaque article par rapport au système et au sein de celui-ci, ou entre le produit fini et ses composants discrets (unités), ensembles et sous-ensembles, en commençant par la lettre A pour le système, B pour les composants du système, C pour les ensembles, D pour les sous-ensembles, et ainsi de suite.

Exemple d'EDA et de LPRR du SDID

Remarques

- 1Ce tableau doit être rempli conformément au document D-01-100-214/SF-000.
- 2Les noms des articles DOIVENT correspondre à ceux indiqués dans la structure de répartition de l'équipement, aux dessins et aux autres documents du projet.

N° d'article	Code d'ordre d'assemblage	Nom de l'article	Titre du dessin	N° de pièce du fournisseur	N° de pièce du FEO (s'il est différent de celui du fournisseur)	Code CAGE	NNO	Quantité par ensemble	Prix unitaire réglementaire \$ CAN	Unité de distribution	DA (jours)	Qté d'achat recommandée pour un taux d'utilisation total de 32 000 h	Qté totale de pièces de rechange recommandée pour 2 ans	Coût total (\$ CAN)	REP	CDM	Durée de conservation	MTBF (heures)	Contient des matières dangereuses (Oui/Non)
001	A	SDID																	
002	B	Étui de transport																	
003	C	Joint de couvercle																	
004	C	Poignées																	
005	D	Vis																	
006	B	Dispositif électro-optique																	
007	B	Ordinateur portatif																	
008	B	Télécommande																	
009	B	Câble d'alimentation																	
010	B	Câble de transmission																	
011	B	Trépied																	
012	B	Articles consommables																	
013	B	OEES																	
014		Date d'achèvement prévue																	
015		Articles consommables																	
016		OEES																	

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-511</p>	
3. DESCRIPTION <p>Les documents techniques supplémentaires relatifs à l'approvisionnement (DTSRA) fournissent les renseignements nécessaires pour identifier, de façon unique, aux fins de catalogage, tous les éléments de configuration ainsi que les pièces de rechange et les articles consommables du MDN visés par la portée du présent marché qui ne font pas déjà partie du <i>Catalogue du matériel du gouvernement du Canada</i>.</p>		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN <p>LDEC LI-511</p>		
8. AUTEUR <p style="text-align: center;">D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-left: 20px;"> <p>10.1 <u>FORMAT</u> Les DTSRA doivent être fournis sous forme de document MS Excel.</p> <p>10.2 <u>CONTENU</u></p> <p>10.2.1 Les DTSRA doivent être préparés conformément à la version en vigueur de la D-01-100-214/SF-000, <i>Préparation des documents d'approvisionnement</i>, pour ce qui est du contenu. Les DTSRA doivent fournir les renseignements suivants afin de définir clairement chaque élément de configuration aux fins de catalogage :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Nom ou numéro de version ou de modèle de l'article b. Numéro de pièce du fabricant c. Code OTAN des fabricants ou CAGE d. Numéro de pièce de rechange et code OTAN des fabricants ou CAGE correspondant e. NNO, si ce numéro a été assigné par un autre pays f. Unité de distribution g. Dessin ou illustration de l'article h. Spécifications techniques, y compris les normes applicables i. Caractéristiques physiques, comme les dimensions, les tolérances, le matériel, les procédés obligatoires, le fini des surfaces et les enduits protecteurs j. Caractéristiques électriques k. Données sur le rendement, y compris les conditions ambiantes et d'utilisation l. Durée de conservation de l'article et renseignements connexes, notamment les conditions et restrictions d'entreposage, d'emballage, etc. m. Procédures d'élimination et restrictions n. Données du catalogue commercial <p>10.2.2 Les DTSRA doivent préciser toute donnée exclusive ou restriction imposée quant à la diffusion des données techniques aux entités gouvernementales au Canada et à l'étranger.</p> </div>		

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Avis relatifs à l'équipement</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">SLI-512</p>	
3. DESCRIPTION <p>Les avis sur l'équipement ont pour but de signaler au RT tout problème, processus ou situation qui peut avoir une incidence sur l'équipement, afin qu'on puisse prendre des mesures adéquates et effectuer un suivi. Les avis relatifs à l'équipement comprennent les bulletins d'entretien, les avis techniques, les alertes au sujet de la santé et de la sécurité ainsi que tout autre avis semblable à l'intention des utilisateurs et des responsables de l'entretien.</p>		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN <p>LDEC LI-512</p>		
8. AUTEUR <p style="text-align: center;">D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-left: 20px;"> <p>10.1 <u>FORMAT</u> Les avis relatifs à l'équipement doivent être fournis selon le format de l'entrepreneur.</p> <p>10.2 <u>CONTENU</u></p> <p>10.2.1 Un avis relatif à l'équipement doit être une copie ou comprendre des extraits pertinents de tous les avis produits en rapport avec l'équipement, y compris les bulletins d'entretien, les avis commerciaux ou militaires, les avis techniques et les alertes qui proviennent de toutes les sources, notamment l'entrepreneur, les sous-traitants, les fournisseurs, les fabricants de l'équipement et de ses composants, les responsables autorisés de l'entretien et les autres utilisateurs de l'équipement qui sont connus de l'entrepreneur.</p> <p>10.2.2 Chaque avis relatif à l'équipement (ou groupe d'avis) doit être accompagné d'une description de l'incidence sur les aspects de l'utilisation et du soutien ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Santé et sécurité des utilisateurs ou de l'équipement b. Performance opérationnelle de l'équipement par rapport à la performance de référence approuvée c. Durée de vie théorique de l'équipement par rapport à la durée de référence approuvée d. Facteurs de soutien logistique, comme l'entretien, la disponibilité et la pertinence des pièces de rechange, les coûts du soutien, la durée utile et la formation e. Obsolescence imminente de l'équipement ou de tout composant de l'équipement qui pourrait avoir une incidence négative sur la soutenabilité, les coûts de soutien ou la durée utile prévue <p>10.2.3 Dans les cas où l'avis d'une anomalie d'équipement est présenté par un tiers (l'avis n'est pas produit par les Forces armées canadiennes [FAC] ou l'entrepreneur), l'avis d'équipement en question présenté aux FAC doit comprendre la réponse de l'entrepreneur à l'auteur de l'avis d'anomalie.</p> </div>		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409					
1. TITRE Avis de changement de matériel		2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-513						
3. DESCRIPTION L'Avis de changement de matériel (ACM) fournit les renseignements requis lorsqu'il faut modifier les documents concernant l'approvisionnement, notamment en ce qui touche les problèmes de vieillissement du matériel prévus.								
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.						
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-513								
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS						
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION								
10.1 <u>FORMAT</u> Un ACM doit être préparé conformément au document D-01-100-215/SF-000, <i>Préparation des avis de changement du matériel</i> , afin de recenser les changements touchant des pièces, des ensembles de pièces (jusqu'à la toute dernière pièce remplaçable) ou des données techniques.								
10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 L'ACM doit contenir les renseignements présentés ci-dessous. 10.2.2 L'ACM doit justifier le changement, décrire tout changement touchant les paramètres de rendement ou les tolérances des pièces ou des ensembles visés, et recommander un plan d'action au MDN.								
<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <p style="text-align: center;">DONNÉES DE GESTION</p> <p>Entrepreneur</p> <p>Nom de l'équipement</p> <p>Numéro de contrat</p> <p>Numéro de séquence de l'ACM</p> <p>Présenté par Approuvé/rejeté (réservé à l'usage du MDN) Responsable du changement</p> </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <p style="text-align: center;">MESURE REQUISE (Cocher une seule case)</p> <p><input type="checkbox"/> Supprimer un article existant qui ne sera pas remplacé</p> <p><input type="checkbox"/> Ajouter un nouvel article</p> <p><input type="checkbox"/> Remplacer l'article existant par le nouvel article</p> <p><input type="checkbox"/> Apporter des corrections à l'article existant</p> </td> </tr> </table> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 33%; vertical-align: top;"> <p style="text-align: center;">CHAMPS DE DONNÉES MODIFIÉS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Numéro d'article (numéro séquentiel unique) - Code d'ordre d'assemblage - Nom de l'article - Numéro de référence (pièce du fabricant) - Code OTAN des fabricants ou CAGE - Numéro de la pièce du FEO (le cas échéant) - Numéro de nomenclature OTAN (si attribué) - Quantité par ensemble - Prix unitaire réglementaire - Unité de distribution - Unité de mesure - Matériel fourni par le gouvernement - Délai d'approvisionnement - Désignation de référence - Durée de conservation - Taux d'utilisation - Quantité recommandée </td> <td style="width: 33%; vertical-align: top;"> <p style="text-align: center;">DONNÉES EXISTANTES</p> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> </td> <td style="width: 33%; vertical-align: top;"> <p style="text-align: center;">NOUVELLES DONNÉES</p> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> </td> </tr> </table>				<p style="text-align: center;">DONNÉES DE GESTION</p> <p>Entrepreneur</p> <p>Nom de l'équipement</p> <p>Numéro de contrat</p> <p>Numéro de séquence de l'ACM</p> <p>Présenté par Approuvé/rejeté (réservé à l'usage du MDN) Responsable du changement</p>	<p style="text-align: center;">MESURE REQUISE (Cocher une seule case)</p> <p><input type="checkbox"/> Supprimer un article existant qui ne sera pas remplacé</p> <p><input type="checkbox"/> Ajouter un nouvel article</p> <p><input type="checkbox"/> Remplacer l'article existant par le nouvel article</p> <p><input type="checkbox"/> Apporter des corrections à l'article existant</p>	<p style="text-align: center;">CHAMPS DE DONNÉES MODIFIÉS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Numéro d'article (numéro séquentiel unique) - Code d'ordre d'assemblage - Nom de l'article - Numéro de référence (pièce du fabricant) - Code OTAN des fabricants ou CAGE - Numéro de la pièce du FEO (le cas échéant) - Numéro de nomenclature OTAN (si attribué) - Quantité par ensemble - Prix unitaire réglementaire - Unité de distribution - Unité de mesure - Matériel fourni par le gouvernement - Délai d'approvisionnement - Désignation de référence - Durée de conservation - Taux d'utilisation - Quantité recommandée 	<p style="text-align: center;">DONNÉES EXISTANTES</p> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>	<p style="text-align: center;">NOUVELLES DONNÉES</p> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
<p style="text-align: center;">DONNÉES DE GESTION</p> <p>Entrepreneur</p> <p>Nom de l'équipement</p> <p>Numéro de contrat</p> <p>Numéro de séquence de l'ACM</p> <p>Présenté par Approuvé/rejeté (réservé à l'usage du MDN) Responsable du changement</p>	<p style="text-align: center;">MESURE REQUISE (Cocher une seule case)</p> <p><input type="checkbox"/> Supprimer un article existant qui ne sera pas remplacé</p> <p><input type="checkbox"/> Ajouter un nouvel article</p> <p><input type="checkbox"/> Remplacer l'article existant par le nouvel article</p> <p><input type="checkbox"/> Apporter des corrections à l'article existant</p>							
<p style="text-align: center;">CHAMPS DE DONNÉES MODIFIÉS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Numéro d'article (numéro séquentiel unique) - Code d'ordre d'assemblage - Nom de l'article - Numéro de référence (pièce du fabricant) - Code OTAN des fabricants ou CAGE - Numéro de la pièce du FEO (le cas échéant) - Numéro de nomenclature OTAN (si attribué) - Quantité par ensemble - Prix unitaire réglementaire - Unité de distribution - Unité de mesure - Matériel fourni par le gouvernement - Délai d'approvisionnement - Désignation de référence - Durée de conservation - Taux d'utilisation - Quantité recommandée 	<p style="text-align: center;">DONNÉES EXISTANTES</p> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>	<p style="text-align: center;">NOUVELLES DONNÉES</p> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>						

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			FORMULAIRE DND 1409
1.	TITRE Dessins techniques et listes connexes	2.	NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-514
3.	DESCRIPTION Les dessins techniques et les listes connexes définissent la référence de production pour la gestion de la configuration en service et constituent une source d'information en appui aux activités d'entretien et d'analyse technique.		
4.	DATE D'APPROBATION	5.	BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)
6.	GIDEP APPLICABLE		
7.	APPLICATION/LIEN LDEC LI-514		
8.	AUTEUR D Gest EAC 5-5	9.	FORMULAIRES PERTINENTS
10.	INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION		
	10.1 <u>FORMAT</u> 10.1.1 Les dessins techniques et les listes connexes, y compris les documents de référence, doivent être présentés conformément aux exigences établies et sous la forme définitive indiquée à la section 10.2. 10.1.2 Tous les dessins doivent être bilingues (français et anglais). 10.1.3 Documents pertinents a. C-01-000-100/AG-004, <i>Production et acquisition des données d'ingénierie</i> b. D-01-400-002/SF-000, <i>Dessins, ingénierie et listes connexes</i> c. ASME Y14.100 en date du 1 ^{er} janvier 2004, <i>Pratiques relatives aux dessins techniques</i> d. ASME Y14.24, 2004, <i>Types et applications de dessins techniques</i> e. ASME Y14.34, 2002, <i>Listes connexes</i> f. ISO 9660, 1988, <i>Traitement de l'information – Volume et structures des fichiers des CD-ROM pour l'échange d'information</i> g. CAN/CSA-Z234.1 en date du 1 ^{er} décembre 2000, <i>Guide canadien de familiarisation au système métrique</i> h. TIFF, révision 6, <i>Adobe Systems Incorporated, en date du 3 juin 1992.</i> 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 <u>Niveau de dessin</u> : Niveau 3 – Production 10.2.2 <u>Listes de données (NSCM 35907) du MDN et des FAC.</u> Des listes de données complètes avec feuille couverture sont requises et doivent être dressées conformément à la norme en vigueur et présentées avec les dessins techniques. Les listes de données doivent être préparées au niveau d'assemblage des articles (et/ou de l'article final) désigné pour production future par le RT. 10.2.3 <u>Documents de référence.</u> Les documents de référence cités sur les dessins techniques (à l'exception de ceux qui sont des spécifications ou des normes gouvernementales, sociales ou industrielles aisément disponibles) doivent être inclus avec les dessins techniques et les listes connexes. 10.2.4 <u>Dessins de l'entrepreneur.</u> Les dessins existants de l'entrepreneur seront conformes aux exigences du paragraphe 3.2 du document de référence D 01-400-002/SF-000. Lorsque les		

dessins de l'entrepreneur ne respectent pas les exigences précisées, ce dernier doit les reprendre afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux exigences.

10.2.5 Dessins (NSCM 35907) du MDN et des FAC. De nouveaux dessins techniques et de nouvelles listes connexes seront préparés conformément aux spécifications et aux normes en vigueur et aux clauses des présentes.

10.2.5.1 Attribution des numéros de dessin. Des numéros de dessin des FAC seront attribués aux fins d'utilisation sur les dessins techniques et les listes connexes (listes de données et feuilles couvertures) du MDN et des FAC. Ce numéro doit être demandé par écrit au DOCA 5-3-5 (adresse indiquée dans la présente). Les demandes doivent préciser le nombre de numéros demandé, le numéro et le nom du contrat. Les demandes de numéro de dessin doivent être assez vastes pour qu'il ne soit pas nécessaire de procéder à des demandes subséquentes. Les numéros de dessin des FAC ne doivent être utilisés que pour le contrat auquel ils ont été attribués.

10.2.5.2 Avis d'exécution des données techniques (AEDT). L'entrepreneur doit soumettre un AEDT comportant la liste de l'ensemble des dessins techniques et des listes connexes livrés dans le cadre du contrat. Un exemple d'AEDT peut être fourni sur demande. Le numéro d'AEDT du projet est : **À déterminer (il sera inséré au moment de l'attribution du contrat).**

10.2.5.3 Formulaires. Les formulaires électroniques de dessins techniques et de listes associées constituent du matériel fourni par le gouvernement, obtenu par le truchement d'une demande écrite adressée au DOCA 5-3-5.

10.2.5.4 Système de dessin. Le système de dessin mono-détail sera utilisé.

10.2.5.5 Types de dessins. L'entrepreneur doit fournir les types de dessins nécessaires pour correspondre à la complexité du niveau de dessin prescrit. Les types choisis seront soumis à l'approbation tant du RT du MDN que du DOCA 5-3-5.

10.2.5.6 Listes des pièces. Des listes de pièces feront partie intégrante des dessins. Dans le cas des dessins couvrant plusieurs pages, la liste des pièces doit figurer à la page 1.

10.2.5.7 Dessins de contrôle. Des dessins de contrôle, tels qu'ils sont définis dans la norme du gouvernement, seront préparés pour les articles commerciaux approuvés qui ne sont pas définis par le gouvernement ou des spécifications et des normes industrielles qui ne sont pas reconnues par le gouvernement ou nationalement aux fins d'utilisation dans la conception.

10.2.5.8 Plans de contrôle des interfaces. Il faut préparer des plans de contrôle des interfaces pour décrire les interfaces mécaniques et électriques entre les sous-systèmes et les composantes.

10.2.5.9 Dessins d'arborescence. L'entrepreneur doit préparer un ou plusieurs dessins d'arborescence pour l'ensemble des dessins techniques, lesquels seront soumis à l'approbation tant du RT du MDN que du DOCA 5-3-5.

10.2.5.10 Blocs titres et de révision. Des identificateurs doivent être insérés dans le bloc titre et de révision de chaque dessin et de chaque liste connexe, comme l'illustre le tableau 1.

- 10.2.5.11 Unités de mesure. Le RT du MDN déterminera les unités de mesure (métriques ou impériales). Les dessins relevant du système métrique doivent être conformes au document Z234.1-00, *Guide canadien de familiarisation au système métrique*.
- 10.2.6 Intégration. L'entrepreneur principal doit avoir l'entière responsabilité de l'intégration de ses propres dessins et de ceux du MDN et des FAC, afin de former un ensemble complet de dessins techniques.
- 10.2.7 Droits en matière de données. Sauf en cas d'indication contraire dans les modalités et les conditions du contrat, le gouvernement du Canada aura des droits en matière de données (voir ci-dessous).
- 10.2.7.1 Légende des droits en matière de données. L'entrepreneur doit inscrire sur tous les dessins d'ingénierie d'avant-plan et d'arrière-plan et toutes les listes connexes livrés aux termes du contrat une note complète indiquant la propriété des droits relatifs aux données des dessins et des listes connexes et des droits accordés au Canada dans la légende suivante :
- « Ce document est fourni conformément à un contrat portant le numéro de série XXXXXXXX, daté le _____ entre (nom de l'entrepreneur et Sa Majesté la reine du chef du Canada. Ce document contient la propriété intellectuelle d'amont (et/ou la propriété intellectuelle sur les renseignements originaux – choisir ce qui convient) définie dans le contrat qui peut être utilisée uniquement de la manière prévue au contrat. »
- 10.2.7.2 Droits illimités (données d'avant plan – NSCM 35907). Le gouvernement du Canada doit avoir des droits illimités sur tous les dessins techniques, listes connexes et documents de référence produits et fournis aux termes de ce contrat. Le gouvernement du Canada doit avoir le droit d'utiliser, de traduire dans l'autre langue officielle du Canada, de reproduire, de réviser ou de divulguer lesdites données techniques, en totalité ou en partie, de quelque manière et à quelque fin que ce soit et d'avoir ou d'autoriser des tiers pour le faire.
- 10.2.7.3 Droits limités (données documentaires). Le gouvernement du Canada doit avoir des droits limités seulement et détenir confidentiellement tous les dessins techniques, listes connexes et documents de référence fournis aux termes de ce contrat et portant la mention restrictive de l'entrepreneur « droits de propriété limités ». Le gouvernement du Canada doit avoir le droit d'utiliser, de traduire dans l'autre langue officielle du Canada, de reproduire ou de divulguer lesdites données techniques, en totalité ou en partie, par le gouvernement du Canada ou pour son compte, sous la réserve expresse que lesdites données techniques ne doivent pas, sans la permission expresse écrite de l'entrepreneur fournissant lesdites données techniques :
- a. être communiquées ni divulguées en totalité ou en partie à l'extérieur du gouvernement du Canada;
 - b. être utilisées en totalité ou en partie par le gouvernement du Canada à des fins de fabrication;
 - c. être utilisées par une partie autre que le gouvernement du Canada, sauf pour :
 - (1) les travaux de réparation ou de révision d'urgence par le gouvernement du Canada ou pour son compte, lorsque l'article ou le procédé visé n'est pas d'une manière raisonnable autrement disponible pour permettre l'exécution en temps opportun des travaux, à condition que leur communication ou leur divulgation à l'extérieur du gouvernement canadien soit frappée d'une interdiction d'utilisation, de diffusion ou de divulgation subséquentes;

	(2) la communication aux autres gouvernements, pour la promotion de la défense mutuelle du gouvernement du Canada et desdits autres gouvernements, uniquement à des fins d'information et d'évaluation à l'intérieur de tels gouvernements ou à des fins de réparation ou de révision d'urgence par lesdits gouvernements ou pour leur compte et aux conditions énoncées en 1) ci-dessus.
10.2.8	<u>Dispositions touchant l'assurance de la qualité.</u> La qualité des dessins techniques et des listes connexes produits aux termes de ce contrat incombe à l'entrepreneur et est soumise aux exigences de qualité du contrat.
10.2.8.1	<u>Acceptation.</u> L'acceptation des dessins techniques, des listes connexes et des documents de référence relatifs aux exigences touchant le contenu technique incombera au RT du MDN. L'acceptation des dessins techniques, des listes connexes, des documents de référence et des données électroniques livrables relativement aux exigences en matière de présentation, incombe au DOCA 5-3-5.
10.2.8.2	<u>Livrables provisoires aux fins d'acceptation.</u> Deux séries complètes, pleine dimension, de copies imprimées des dessins techniques, des listes connexes et des données de référence doivent être présentées sur papier aux fins d'acceptation (des copies imprimées de dimensions réduites peuvent être acceptées, à condition qu'elles soient lisibles). Si l'ensemble ne peut pas être accepté pour des raisons de contenu technique ou de format, il pourrait être nécessaire de présenter à nouveau les ensembles de copies imprimées.
10.2.8.3	<u>Niveau 3 – Production.</u> Une fois les dessins techniques acceptés, les listes connexes et les documents de référence du niveau 3, les dessins techniques, les listes connexes et les documents de référence du niveau 3 seront transmis au DOCA 5-3-5.
10.2.9	<u>Produits livrables finaux.</u> Une fois acceptés, les dessins techniques, les listes connexes et les données de référence du niveau 3 seront présentés en copie électronique, comme le prévoient les présentes.
10.2.9.1	<u>Produits livrables en copie électronique.</u> Les produits livrables sous forme de copie électronique doivent comprendre les dessins techniques, les listes connexes, les données de référence et les métadonnées connexes sous forme électronique.
10.2.9.2	<u>Dessins techniques.</u> À moins d'indication contraire dans les différentes tâches, les dessins techniques doivent être transmis en format d'origine (données vectorielles) et en format réparti (données ligne par ligne). Les dessins sur pages multiples doivent être livrés en fichiers d'une page. <ul style="list-style-type: none">a. Les données vectorielles doivent être livrées dans le format de fichier d'origine dans lequel elles ont été créées.b. Les données de trame doivent être livrées conformément au paragraphe 9.1.6 du présent document.
10.2.9.3	Les listes connexes seront présentées dans leur format d'origine, c'est-à-dire MS Word, et sous forme de fichier PDF (300 ppp).
10.2.9.4	<u>Documents de référence.</u> Les documents de référence doivent être livrés sous la forme de fichiers PDF (300 ppp) ou dans un format que le DOCA 5-3-5 juge acceptable.

- 10.2.9.5 AEDT. L'AEDT sera présenté dans son format d'origine, c'est-à-dire MS Word, et sous forme de fichier PDF (300 ppp). D'autres formats de fichier peuvent être acceptés à condition qu'ils aient été examinés et acceptés par écrit par le DOCA 5-3-5. REMARQUE : Une (1) copie papier de l'AEDT complet comprenant les signatures de l'entrepreneur doit accompagner les produits livrables finaux.
- 10.2.9.6 Métadonnées (saisie d'information connexe). Des métadonnées (données décrivant des objets de données) doivent être fournies pour tous les dessins techniques, les listes connexes et les données de référence livrables. Les fichiers de métadonnées doivent contenir les renseignements dans l'ordre indiqué au tableau 2. Les métadonnées doivent être livrées sous forme d'un tableau de base de données dans MS Access 2003. Des exemples d'entrées d'enregistrement de métadonnées sont présentés à la figure 1.
- 10.2.9.7 Tableau de base de données. Chaque image présentée doit être associée à un enregistrement de base de données. Tous les enregistrements doivent être entrés dans un même tableau de base de données MS Access 2003. Les champs auxquels ne correspond aucun renseignement doivent demeurer vides. Le fichier contenant la base de données MS Access 2003 doit être nommé « metadata.mdb ».
- 10.2.9.8 Formats de fichier pour les données ligne par ligne. Les données ligne par ligne doivent être présentées sous la forme d'un fichier d'image étiqueté conformément à la spécification « TIFF révision 6 » d'Adobe Systems Inc., comprimé au groupe 4 de l'UIT-T. Ces fichiers doivent être DÉPOURVUS DE QUADRILLAGE DE POINTS et doivent être entièrement tramés (aucun fichier hybride ne doit être livré).
- 10.2.9.9 Densité de pixels. La densité de pixels de l'image tramée doit être de 200 ppp.
- 10.2.9.10 Position des pixels. La position des pixels doit être la suivante :
- i) Données verticales : progression de ligne de 270 degrés, trajet des pixels de 0 degré;
 - ii) Données horizontales : progression de ligne de 270 degrés, trajet des pixels de 0 degré.
- 10.2.9.11 Taille des images. La taille des images figurant au tableau 3 est fournie à titre indicatif; les tailles peuvent varier légèrement, mais tout au plus d'un pouce (25 mm) en longueur ou en largeur.
- 10.2.9.12 Cadrage. Les images doivent être cadrées de telle sorte que le dessin technique soit exempt de renseignements superflus. Par exemple, les formats de dessins présentant une bordure intérieure et extérieure doivent être cadrés tout contre l'extérieur de la bordure extérieure. Les formats de dessin ne comportant qu'une seule bordure, quand l'identificateur de zone ou de quadrant se trouve à l'extérieur de cette bordure, doivent être cadrés de façon à conserver les renseignements concernant la zone.
- 10.2.9.13 Correction d'obliquité. En général, il n'est pas nécessaire de corriger l'obliquité. Si l'entrepreneur l'estime nécessaire, la correction doit être effectuée à 0 degré et à 90 degrés.
- 10.2.9.14 Déchatoisement. Si un déchatoisement s'impose, l'entrepreneur doit s'assurer que cette

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

opération ne compromet pas l'intégrité des données.	
10.2.9.15	<u>Avant-plan et arrière-plan d'image.</u> Les images doivent être noires sur un arrière-plan blanc.
10.2.9.16	<u>Attribution des noms de fichier et du numéro de lot.</u> Les noms de fichier et le numéro de lot doivent être demandés par écrit au DOCA 5-3-5. Le nombre de noms de fichier requis doit être précisé au moment de faire la demande.
10.2.9.17	<u>Mode de livraison.</u> Le mode final de livraison des données électroniques sera un CD-ROM, gravé conformément à la norme ISO 9660. (Aucun logiciel de compression des fichiers ne doit être utilisé.) Chaque CD-ROM et son étui doivent être étiquetés ou identifiés de la manière choisie par l'entrepreneur. Chaque étiquette ou identification doit porter le numéro de lot, le numéro de contrat ou de la tâche, le numéro d'AEDT et la date de création du CD.
10.2.10	<u>Emballage/étiquetage/perle/dommage.</u> Les données reproductibles et non reproductibles doivent être conservées, emballées et étiquetées conformément à la norme D-LM-008-022/SG-000 des FAC. Les contenants d'expédition extérieurs doivent être étiquetés avec les numéros du contrat et de l'AEDT et, en cas de perte ou de dommage en cours d'expédition, la responsabilité de remplacement incombe à l'entrepreneur principal et doit être à ses frais.
10.2.11	<u>Livraison par la poste ou par service de messagerie.</u> Les produits livrables A COMPLETER À L'ÉMISSION DU CONTRAT.
10.2.12	<u>Demandes de renseignements et visites.</u> À COMPLETER À L'ÉMISSION DU CONTRAT.

TABLEAU 1 – CHAMPS DE L'INDEX

Ordre	Nom du champ	Longueur max. du champ	Définition/description du champ	Exemple d'entrée
1	NOMDUFICHIER (en un mot)	12 (8,3)	Nom du fichier électronique – nom de fichier unique pour le téléchargement vers la base de données. Le Directeur – Service d'information technique et de codification 3-2 doit fournir le nom de dossiers. Les caractères alphabétiques doivent être en majuscules.	LZ00235.TIF
2	NODELOTDUFABRICANT (en un mot)	8	Numéro de lot – utilisé pour procéder à des téléchargements en amont dans la base de données. Le numéro de lot sera attribué avec le nom des fichiers. Les caractères alphabétiques doivent être en majuscules.	LZ001
3	NODEDOCUMENT (en un mot)	25	Numéro de document – ce champ doit contenir le numéro du document.	9775458
4	RÉVISION	3	Lettre ou chiffre indiquant le niveau de révision. S'il n'y a pas de révision, mettre un tiret (« – »).	B
5	NUMDEFEUILLE (en un mot)	3	Numéro de feuille x de y. Entrer la valeur de x.	1
6	NBREDEPAGES (en un mot)	3	Numéro de feuille x de y. Entrer la valeur de x.	1
7	NUMDECADRE (en un mot)	3	Numéro de cadre x de y. Entrer la valeur de x. (Ce champ n'est applicable que pour la saisie des données des cartes à fenêtre.) Si ce champ ne s'applique pas, le laisser vide.	

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

8	NBREDECADRES (en un mot)	3	Numéro de cadre x de y. Entrer la valeur de x. (Ce champ n'est applicable que pour la saisie des données des cartes à fenêtre.) Si ce champ ne s'applique pas, le laisser vide.	
9	NSCM	5	Ce champ doit indiquer le NSCM du propriétaire des données. (Aussi connu sous le nom de code FSCM, CAGE ou NCAGE.)	35097
10	TAILLE	2	Ce champ contient la taille du document. – Pour les dimensions impériales, utiliser A, B, C, D, E, F, G, H, J, K et LE (pour légal). – Pour les tailles métriques, utiliser A4, A3, A2, A1, A0 et B1.	A2
11	IDENTIFICATEURSUPPLÉMENTAIRE (en un mot)	10	Ce champ libre doit être utilisé lorsque deux (2) documents de nature différente portent le même numéro de document. P. ex., Document 12345, Document 12345 DCR 001 : « DCR 001 » doit donc être entré dans ce champ. Si ce champ ne s'applique pas, le laisser vide.	DCR 001
12	DROITSDESDONNÉES (en un mot)	1	Les droits en matière de données sont précisés dans le contrat. « L » pour « LIMITÉ » et « I » pour « ILLIMITÉ »	I
13	TITREDUDOCUMENT (en un seul mot)	240	Titre du document (p. ex., titre du dessin)	ENS DE SUPPORT
14	NUMAEDT (en un mot)	12	Ce champ doit être utilisé pour saisir le numéro de l'AEDT attribué dans le cadre du projet.	034471008
15	NIM	8	Ce champ doit être utilisé pour inscrire le numéro d'immatriculation du matériel. L'information doit être fournie au besoin. Autrement, le champ peut être laissé vide.	
16	CUM	8	Ce champ doit être utilisé pour inscrire le code d'utilisation du matériel. L'information doit être fournie au besoin. Autrement, le champ peut être laissé vide.	
17	ÉQUIPEMENT	75	Nom de l'équipement. L'information doit être fournie au besoin. Autrement, le champ peut être laissé vide.	

Tableau 2 – DIMENSIONS DES DESSINS

TAILLES MÉTRIQUES			
Dessin Dimensions	Largeur × longueur (max.) (en mm)	Pixels par ligne	Nombre de lignes
A4	210 × 297	1 656	2 344
A3	297 × 420	2 344	3 312
A2	420 × 594	3 312	4 680
A1	594 × 841	4 680	6 624
A0	841 × 1 189	6 624	9 368
B1	707 × 1 000	5 567	7 875

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DIMENSIONS DES DESSINS – SYSTÈME IMPÉRIAL OU NORD-AMÉRICAIN			
Dimension du dessin	Largeur × longueur (max. en pouces)	Pixels par ligne	Nombre de lignes
A	8,5 × 11	1 704	2 200
B	11 × 17	2 200	3 400
C	17 × 22	3 400	4 400
D	22 × 34	4 400	6 800
E	34 × 44	6 800	8 800
F	28 × 40	5 600	8 000
G	11 × 90	2 200	18 000
H	28 × 143	5 600	28 600
J	34 × 176	6 800	35 200
K	40 × 143	8 000	28 600
Légal	8,5 × 14	1 704	2 800

Exemples d'enregistrements (métadonnées) dans le tableau de base de données
 (Le tableau ci-dessous est présenté en deux parties en raison des dimensions de la page.)

NOMDUFICHIER	NODELOTDUFABRICANT	NODEDOCUMENT	RÉVISION	NUMDEFEUILLE	NBREDEPAGES	NUMDECADRE	NBREDECADRES
AZ000235.TIF	LZ001	9775458	B	1	1	1	1
LZ000236.TIF	LZ001	9775457	-	1	1		
NOMDUFICHIER	NODELOTDUFABRICANT	NODEDOCUMENT	RÉVISION	NUMDEFEUILLE	NBREDEPAGES	NUMDECADRE	NBREDECADRES
AZ000235.TIF	LZ001	9775458	B	1	1	1	1
LZ000236.TIF	LZ001	9775457	-	1	1		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE Manuel d'utilisation		2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-515	
3. DESCRIPTION Le manuel d'utilisation fournit l'information détaillée associée à l'exploitation, à l'entretien par l'opérateur et au rangement du système ainsi qu'à la sécurité du personnel et du SDID.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-515			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION			
10.1 <u>FORMAT</u>			
10.1.1 L'entrepreneur doit préparer un nouveau document, conformément aux publications C-01-100-100/AG-006, Rédaction, mise en page et production des publications techniques et D-01-100-203/SF-000, Rédaction des instructions d'exploitation.			
10.1.2 La version initiale doit être unilingue (anglais) et la version définitive doit être bilingue (français et anglais).			
10.1.3 Les instructions doivent être dotées de deux couvertures rigides :			
a. La page titre doit représenter la page couverture des versions anglaise et française des instructions. b. La page couverture des versions anglaise et française doit comprendre : <ul style="list-style-type: none"> i. le numéro de configuration de documents du Canada (fournis par le MDN) au coin supérieur extérieur; ii. une image de l'équipement concerné; iii. le titre du document; iv. le nom et la nomenclature du système (le cas échéant); v. le NNO; vi. la date de la version (selon le format aaaa/mm/jj); vii. le BPR : D Gest EAC 5. 			
10.1.4 Les figures et les tableaux doivent être placés immédiatement à côté des descriptions textuelles s'y rapportant.			
10.1.5 Les figures et les tableaux doivent être identifiés au moyen de la section du document suivi du numéro séquentiel de la figure et de la description textuelle (p. ex., Figure 1-5, Dispositif GPS).			
10.1.6 Toutes les photos doivent être en couleur.			
10.1.7 Les numéros de page doivent indiquer la section et la page (p. ex., 1-1, 2-34).			
10.1.8 Toutes les mentions « DANGER », « AVERTISSEMENT » et « ATTENTION » figurant dans le corps du manuel doivent être résumées au début du manuel.			
10.1.9 Les mentions « DANGER », « AVERTISSEMENT », « ATTENTION » et « REMARQUES » doivent être en majuscules, en caractères gras, être placées au milieu de la page et être bordées de lignes pleines ou pointillées au-dessus et en dessous de l'étiquette. Le texte applicable doit être placé immédiatement en dessous de la rubrique.			

10.2 CONTENU

10.2.1 Le manuel d'utilisation doit traiter de toutes les questions en lien avec l'exploitation, l'entretien, l'entreposage et la sécurité du personnel et de l'équipement du SDID. Le manuel d'utilisation doit fournir au moins les renseignements suivants :

- a. une brève description technique;
- b. un résumé des données (p. ex., spécifications du système et ensembles ou sous-ensembles remplaçables [le cas échéant]);
- c. les procédures de configuration et de montage de l'équipement;
- d. la description des commandes;
- e. l'essai ou l'inspection préalable à l'utilisation;
- f. les procédures d'exploitation;
- g. l'entretien et les soins assurés par l'opérateur, y compris l'entretien préventif par les opérateurs;
- h. le remplacement des articles consommables;
- i. la capacité de diagnostic et de détection des défaillances de base;
- j. l'entreposage;
- k. la sécurité, y compris celle du personnel et de l'équipement;
- l. les problèmes liés aux matières dangereuses associées à l'opération et l'entretien de l'équipement, y compris les procédures requises pour la manipulation et la mise au rebut de ce type de matière;
- m. les outils utilisés pour l'entretien assuré par l'opérateur (le cas échéant);
- n. le tableau des poids et des mesures.

10.2.2 Le manuel d'utilisation doit être organisé de la manière suivante :

Les premières pages doivent contenir :

- a. une récapitulation des messages de DANGER contenus dans le document;
- b. un résumé de tous les AVERTISSEMENTS contenus dans le document;
- c. un résumé de toutes les déclarations de MISE EN GARDE contenues dans le document;
- d. un tableau de « données sur la sécurité » contenant un résumé de toutes les questions de sécurité.

- **Table des matières**
- **Liste des figures**
- **Liste des tableaux**
- **Directives sur la manière d'utiliser le manuel (description générale de l'organisation du manuel, etc.).**
- **Chapitre 1 : Renseignements généraux (nom et numéros de modèle de l'équipement, fonction de l'équipement, fabricant, garantie, tableau des références croisées des nomenclatures (si nécessaire), liste des abréviations et image ou photo du SDID.**
- **Chapitre 2 : Description de l'équipement (description du système).**
 - **Caractéristiques générales** (poids, dimensions, taille, rendement, etc.).
 - **Résumé du contenu du système** (insérer des images du SDID ainsi qu'un tableau et une liste par article du contenu en référence croisée avec les photos.) Chaque article détaillé doit ensuite faire l'objet d'une description générale.
- **Chapitre 3 : Mode d'emploi (fournit le mode d'emploi des divers équipements du SDID). Inclure des tableaux illustrant les modes de fonctionnement par rapport aux réglages de l'équipement applicables et accompagnés de remarques. Des figures ou des photos doivent être incluses pour appuyer la description du fonctionnement autant que possible.**
- **Chapitre 3 : Procédures d'interconnexion et d'installation de l'équipement (décrivent en détail la façon dont l'équipement doit être assemblé/monté pour être utilisé dans toutes**

les configurations). Des figures ou des photos doivent être incluses dans la mesure du possible en appui à la description des procédures de montage.

- **Chapitre 5 : Procédures de dépannage.**
- **Chapitre 6 : Entretien et nettoyage par l'opérateur.**
 - Retrait et installation des pièces.
 - Mesures d'entretien préventif et fréquence de celles-ci.
- **Appendice A : Liste des pièces de rechange et des outils spécialisés de l'opérateur (inclure des photos de l'équipement accompagnées de ses pièces de rechange, y compris des tableaux contenant les en-têtes de colonne suivants : n° de l'article, NNO, code CAGE, n° de pièce, description et code d'utilisation, qté).**
- **Index**

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Manuel d'entretien au premier échelon</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-516</p>		
3. DESCRIPTION <p>Le manuel d'entretien au premier échelon décrit toutes les tâches et les procédures d'entretien au premier échelon pour l'équipement réparable du SDID.</p>			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE	
7. APPLICATION/LIEN <p>LDEC LI-516</p>			
8. AUTEUR <p>D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <p>10.1 <u>FORMAT</u></p> <p>10.1.1 L'entrepreneur doit préparer un nouveau document, conformément aux publications C-01-100-100/AG-006, Rédaction, mise en page et production des publications techniques, D-01-100-204/SF-000, Rédaction de notices d'entretien préventif et D-01-100-205/SF-000, Rédaction de notices d'entretien correctif.</p> <p>10.1.2 La version initiale doit être unilingue (anglais) et la version définitive doit être bilingue (français et anglais).</p> <p>10.1.3 La page couverture des versions anglaise et française doit comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le numéro de configuration de documents du Canada (fournis par le MDN) au coin supérieur droit; b. une image de l'équipement concerné; c. le titre du document; d. le nom et la nomenclature du système (le cas échéant); e. le NNO; f. la date de la version (selon le format aaaa/mm/jj); g. le BPR : D Gest EAC 5. <p>10.1.4 Le numéro de configuration du document du MDN (qui sera fourni par le MDN) doit apparaître sur toutes les pages du manuel d'entretien au premier échelon en commençant par le coin supérieur droit de la page 1, le coin supérieur gauche de la page 2, et ainsi de suite.</p> <p>10.1.5 Les figures et les tableaux doivent être placés immédiatement après les descriptions textuelles s'y rapportant.</p> <p>10.1.6 Les figures et les tableaux doivent être identifiés au moyen de la section du document suivi du numéro séquentiel de la figure et de la description textuelle (p. ex., Figure 1-5, Oeilleton).</p> <p>10.1.7 Les numéros de page doivent indiquer la section et la page (p. ex., 1-1, 2-34).</p> <p>10.1.8 Le contenu du manuel d'entretien au premier échelon doit correspondre à la description fournie à la section 10.2.</p> <p>10.1.9 Les pages du manuel d'entretien au premier échelon doivent avoir 8,5 pouces de largeur sur 11 pouces de longueur (21,6 cm × 27,9 cm), sauf lorsque des figures (p. ex., diagrammes) nécessitent plus d'espace.</p>			

10.2 CONTENU

10.2.1 Les documents ci-dessous doivent servir de guides pour la rédaction du manuel en question :

- a. D-01-100-200/SF-000, Spécification – Rédaction des sommaires sur le matériel;
- b. D-01-100-202/SF-000, Spécification – Rédaction des descriptions de matériel;
- c. D-01-100-203/SF-000, Spécification – Rédaction des instructions de fonctionnement;
- d. D-01-100-204/SF-000, Spécification – Rédaction de notices d'entretien préventif;
- e. D-01-100-205/SF-000, Spécification – Rédaction de notices d'entretien correctif.

10.2.2 Le manuel d'entretien au premier échelon doit décrire tous les calendriers, les tâches et les procédures d'entretien par l'opérateur, d'entretien au premier et au deuxième échelon, et d'entretien correctif pour tout l'équipement réparable du SDID.

10.2.3 Le manuel d'entretien au premier échelon doit décrire au moins les éléments suivants : les programmes d'essais d'entrée, le diagnostic de panne, les procédures d'enlèvement des pièces de rechange, réassemblage de l'équipement, procédures de dessiccation et/ou de purge, et essais de sortie.

10.2.4 Le manuel d'entretien au premier échelon doit indiquer les ressources, les installations, les ensembles et les sous-ensembles (y compris les quantités), les articles consommables, les outils et l'équipement d'essai, la qualité de l'exécution, l'ordinogramme de mise à l'essai et tout autre renseignement technique ou relatif à une procédure requis pour réaliser chaque tâche de manière adéquate.

10.2.5 Le manuel d'entretien au premier échelon doit contenir une liste complète de pièces jusqu'au niveau des pièces de rechange remplaçables du premier échelon et les quantités associées, ainsi que des renvois aux dessins, diagrammes ou images connexes.

10.2.6 Le manuel d'entretien au premier échelon doit contenir tous les dessins, les schémas, les illustrations, les images et les renseignements à un niveau de détail et de clarté suffisant pour guider adéquatement le technicien durant l'exécution de chaque tâche d'entretien.

10.2.7 Le manuel d'entretien au premier échelon doit répondre à toutes les questions de sécurité du personnel et de l'équipement liées à l'entretien de l'équipement.

10.2.8 Le manuel d'entretien au premier échelon doit couvrir toutes les questions d'entretien et d'équipement liées aux matières dangereuses, y compris les procédures requises pour la manutention et l'élimination de ces substances.

10.2.9 Le manuel d'entretien au premier échelon doit fournir tous les renseignements relatifs à la propriété intellectuelle qui s'appliquent à l'équipement et aux données à l'appui, le cas échéant.

10.2.10 Les rubriques « DANGER » doivent être en majuscules, en caractères gras, être placées au milieu de la page et être bordées de lignes pleines ou pointillées au-dessus et en dessous de l'étiquette. Le texte de mise en garde correspondant doit être placé immédiatement en dessous de la rubrique et être en majuscules et en caractères gras.

10.2.11 Les rubriques « AVERTISSEMENT » doivent être en majuscules, en caractères gras, être placées au milieu de la page et être bordées de lignes pleines ou pointillées au-dessus et en dessous de l'étiquette. Le texte de mise en garde correspondant doit être placé immédiatement en dessous de la rubrique et être en majuscules et en caractères gras.

10.2.12 Les rubriques « ATTENTION » doivent être en majuscules, en caractères gras, être placées au milieu de la page et être bordées de lignes pleines des deux côtés de l'étiquette. Le texte de mise en garde correspondant doit être placé immédiatement en dessous de la rubrique et

être en majuscules et en caractères gras.

10.2.13 Les rubriques « REMARQUE » doivent être en majuscules, en caractères gras, et être placées au milieu de la page. Le texte des remarques doit être d'une taille normale, en caractères gras, et être placé immédiatement sous la rubrique.

10.2.14 Les rubriques « Danger », « Avertissement », « Attention » et « Remarque » doivent précéder le texte ou la mesure auquel elles s'appliquent.

10.2.15 Le manuel d'entretien au premier échelon complet doit être organisé de la manière suivante :

Les premières pages doivent contenir :

- a. une récapitulation des messages de DANGER contenus dans le document;
- b. un résumé de tous les AVERTISSEMENTS contenus dans le document;
- c. un résumé de toutes les déclarations de MISE EN GARDE contenues dans le document;
- d. un tableau de « données sur la sécurité » contenant un résumé de toutes les questions de sécurité.

- **Table des matières**

- **Liste des figures**

- **Liste des tableaux**

- **Chapitre 1 : Introduction**

- **Renseignements généraux** (fournit une description générale du SDID)
- **Renseignements sur la garantie**
- **Caractéristiques, capacités et fonctions de l'équipement** (y compris les dangers, les avertissements et les mises en garde qui s'y appliquent)
- **Emplacement et description des principaux composants** (y compris les figures et les diagrammes de répartition de l'équipement)
- **Configuration du SDID** (description comprenant un diagramme de répartition des pièces du système)
- **Données relatives à l'équipement** (sous la forme de tableau, dans la mesure du possible)
- **Fonctions mécaniques**
- **Fonctions optiques**
- **Fonctions électriques**

- **Chapitre 2 : Instructions d'entretien au premier échelon**

- **Renseignements généraux**
- **Documents pertinents.** Liste des instructions relatives à l'équipement à l'intention des opérateurs et des documents particuliers relatifs à l'équipement qui doivent être fournis par l'entrepreneur. En outre, il faut fournir la liste des documents du MDN énumérés ci-après :
 - a. C-66-010-010-001/VP-000, Instruments de réglage de tir optique – Entretien, conservation et entreposage des instruments
 - b. C-66-010-002/VC-001, Procédures de remise en état de l'équipement électromécanique
 - c. C-66-010-003/MN-000, Nettoyage des composants mécaniques des instruments
 - d. C-66-010-007/MN-001, Nettoyage des éléments optiques
 - e. C-66-020-001/NC-000, Procédures d'inspection de l'équipement électromécanique
- **Appareils et outils.** Liste sous la forme de tableau comprenant les en-têtes de colonne suivants : n° de l'article, NNO, Description, n° de pièce et Quantité)
- **Pièces de rechange.** Brève description et référence au chapitre 5 présentant toutes les données sur les pièces de rechange.

- **Exigences en matière de site et d'abri**
- **Techniques d'inspection et de réparation**
- **Entretien dès réception du matériel**
- **Retrait et installation de composants.** Décrit les procédures de retrait et d'installation de chaque pièce de premier échelon (y compris les figures et les diagrammes correspondants). Chaque tâche **doit** avoir sa propre procédure. Les procédures doivent être réparties en deux (2) en-têtes, soit Désassemblage et Assemblage.
- **Essais et réglages.** Décrit les essais et les réglages requis pour assurer le fonctionnement de chaque pièce d'équipement, (p. ex., dessiccation).
- **Vérification de l'état de fonctionnement.** Décrit les procédures à suivre pour vérifier l'état de fonctionnement des articles réparés sous la forme d'un tableau. Celui-ci doit contenir les colonnes suivantes : nN° de l'article, Article à vérifier/entretenir, Procédure, Mission impossible à remplir si, Mesure corrective.
- **Dépannage.** Décrit les procédures à suivre pour déceler les défauts possibles de l'équipement sous la forme d'un tableau. Celui-ci doit contenir les colonnes suivantes : N° de l'article, Problème, Cause possible, Mesure corrective.
- **Emballage.** Directives spéciales d'emballage, s'il ya lieu.
- **Mesures d'entretien préventif et fréquence de celles-ci.**
- **Chapitre 3 : Décontamination**
 - Équipement
 - Procédures
- **Chapitre 4 : Liste des pièces de rechange et des outils spécialisés**
 - **Renseignements généraux.** Indique les figures et les tableaux correspondants à chaque pièce d'équipement à réparer. Les éléments suivants sont inclus :
 - a. Les figures de chaque pièce d'équipement réparable. Ces dernières doivent comprendre une liste de ventilation des principaux composants remplaçables de l'équipement accompagnés de flèches numérotées indiquant leur emplacement dans la figure;
 - b. Les tableaux fournissant des détails sur les composants. (Ces tableaux doivent contenir les colonnes suivantes : N° de l'article, NNO, code CAGE, N° de pièce, CDM, Description, Quantité).
- **Index alphabétique**

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE Guide de l'utilisateur	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-517	
3. DESCRIPTION Le guide de l'utilisateur du SDID est un guide bilingue (anglais/français), concis, complet et compact sous la forme d'un aide-mémoire qui sera utilisé après la formation. On y décrit et illustre le montage, l'installation et l'utilisation de l'équipement de manière générale.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-517		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> 10.1.1 Le Guide d'utilisation doit être compact de façon à pouvoir être rangé avec l'équipement ou être apposé à celui-ci. 10.1.2 Le Guide d'utilisation doit être fait d'un matériau étanche et durable qu'on peut lire dans les cas de faible luminosité. 10.1.3 Le Guide d'utilisation doit être conforme à la publication C-01-100-100/AG-005, <i>Acceptation de publications provenant du commerce et de gouvernements étrangers comme publications adoptées</i> ou, en l'absence de publication commerciale, C-01-100-100/AG-006 (<i>Rédaction, mise en page et production des publications techniques</i>). 10.1.4 L'avis concernant les droits d'auteur doit mentionner le droit du gouvernement du Canada de reproduire et de distribuer en interne le document conformément aux dispositions du marché. 10.1.5 Toutes les photos doivent être en couleur. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Le guide de l'utilisateur doit résumer, à l'aide de texte et d'illustrations, l'installation de l'équipement, la sécurité d'utilisation et l'entretien rudimentaire. Les instructions données dans le guide de l'utilisateur, bien que leur présentation puisse différer, doivent être conformes aux instructions fournies dans les instructions à l'intention de l'opérateur (DD LI-515). 10.2.2 Le guide de l'utilisateur doit indiquer les principales précautions en matière de sécurité et de manutention.		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Liste des articles du SDID</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-518</p>		
3. DESCRIPTION/OBJET La liste des articles du SDID indique les endroits d'entreposage et les articles contenus dans la trousse du SDID.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-518			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> 10.1.1 L'entrepreneur doit préparer un nouveau document, conformément à la publication C-01-100-100/AG-006, <i>Rédaction, mise en page et production des publications techniques</i> . 10.1.2 La liste des articles du SDID doit être un guide compact à l'épreuve des intempéries, comme une carte plastifiée ou un petit dépliant plastifié. 10.1.3 La liste des articles du SDID doit être bilingue (français et anglais). 10.1.4 Les dessins ou illustrations en couleur doivent être utilisés pour déterminer les endroits d'entreposage des articles. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.4.1 La liste des articles du SDID à apporter doit répertorier le contenu du système et illustrer l'emplacement des conteneurs lorsque ce dernier est entièrement emballé pour le transport. 10.4.2 Voici les données qui doivent être incluses : <ul style="list-style-type: none"> 1) le numéro de l'article; 2) le nom de l'article; 3) le numéro de pièce; 4) la quantité. 10.4.3 Les photos et les dessins couleur de la trousse doivent montrer les articles dans leur lieu d'entreposage.			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Certificats de publication</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-519</p>	
3. DESCRIPTION Les certificats de publication sont des documents vérifiables que l'entrepreneur délivre pour garantir la validité, la conformité et l'exactitude des publications techniques visées, et indiquer si ces dernières sont prêtes à être reproduites .		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-519		
8. AUTEUR <p style="text-align: center;">D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS DND 590 Certificat de validation DND 591 Certificat de conformité DND 642 Certificat de texte reproductible DND 2515 Certificat de l'exactitude de la traduction	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>CONTENU</u> Pour chaque publication technique, l'entrepreneur doit préparer et délivrer les certificats suivants au RT conformément à la publication C-01-100-100/AG-006, <i>Rédaction, mise en page et production de publication techniques</i> , partie 12, section 2 : <ul style="list-style-type: none"> a. Certificat de validation (DND 590); b. Certificat de conformité (DND 591); c. Certificat de texte reproductible (DND 642); d. Certificat de l'exactitude de la traduction (DND 2515). 		

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Analyse des besoins en formation</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-520</p>	
3. DESCRIPTION L'Analyse des besoins en formation (ABF) est un processus systématique pour la collecte auprès d'une variété de sources d'idées et de données sur les compétences et connaissances dont le groupe cible a besoin pour utiliser correctement le nouvel équipement. L'analyse permettra d'élaborer un plan et de justifier la meilleure solution de formation afin d'arriver à la solution recommandée pour combler l'écart sur le plan des connaissances et des compétences du groupe cible.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-520		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> L'ABF doit respecter le format de l'entrepreneur et les règles décrites aux présentes. 10.3 <u>CONTENU</u> L'ABF doit contenir les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"> a. le sommaire exécutif; b. Contexte du projet (on devrait pouvoir comprendre l'ABF en ne lisant que celle-ci); c. le but de l'analyse; d. les limites et contraintes qui ont une incidence sur l'analyse; e. les hypothèses qui ont une incidence sur la manière dont l'écart sera comblé; f. la méthodologie – la manière dont les données ont été recueillies (c.-à-d. des entrevues, revues de documents, questionnaires) pour en arriver à la conclusion; g. les constatations relatives aux données; h. les exigences en matière de formation – définir les exigences en matière de formation pour s'occuper des composantes de compétences et de connaissances du besoin de rendement; i. la stratégie de formation – liste des différentes manières de former le groupe cible; j. l'analyse des options – liste des différentes options pour répondre aux besoins des apprenants; k. les recommandations et conclusions – le choix de l'option la plus efficiente et efficace, et conclusion de l'analyse qui indique la marche à suivre. 		

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE Plan de formation	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-521	
3. DESCRIPTION Le plan de formation décrit les activités de l'entrepreneur qui sont nécessaires à la planification, à la préparation, à la documentation et à la prestation de la formation des membres du cadre initial d'instructeurs (FMCII) auprès des opérateurs et la FMCII relative à l'entretien, et la formation du personnel des FAC. Le plan de formation définit également le contenu de chaque cours.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-521		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Le plan de formation doit être préparé dans le format de l'entrepreneur et conformément aux directives fournies plus bas. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Il faut élaborer deux plans de formation. Le premier plan de formation décrit les activités que l'entrepreneur doit mener pour planifier, concevoir et donner la FMCII auprès des opérateurs et la FMCII sur l'entretien au deuxième échelon. 10.2.2 Les plans de formation doivent, à tout le moins, décrire les points ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> a. la description des leçons, ce qui comprend les objectifs de rendement et les objectifs de base; b. le titre des cours; c. la durée des cours, ce qui comprend un calendrier principal; d. la langue de formation de chaque cours; e. le nombre minimal et maximal d'étudiants par cours; f. les exigences visant les instructeurs et qualifications des instructeurs; g. les considérations relatives à l'environnement; h. la liste des documents et des références connexes; i. l'outil d'évaluation (critique) des cours par les instructeurs; j. la formation et l'expérience préalable des étudiants pour chaque cours; k. le diagramme monographique des objectifs de rendement et de base des cours; l. la méthode, le soutien et l'environnement de formation pour chaque événement de formation; m. la description des documents de formation et du matériel didactique pour chaque événement de formation; n. le plan d'évaluation des apprenants (ce qui comprend les critères et le processus); o. l'évaluation des cours par l'étudiant (critique des cours). 		

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE Matériel didactique	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-522	
3. DESCRIPTION Le matériel didactique contient l'information et la présentation utilisées dans le cadre de la FMCII et sera utilisé pour l'instruction continue.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-522		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.3 <u>FORMAT</u> Le matériel didactique pour la FMCII doit être approuvé par le MDN. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Le matériel didactique pour la FMCII doit être particulier et modulaire et être conçu pour la FMCII auprès des opérateurs et la FMCII relative à l'entretien au premier échelon et au deuxième échelon dans un ensemble de cours combiné. 10.2.2 Le didacticiel constitue le matériel nécessaire aux activités de formation, d'apprentissage et d'essai. Le matériel didactique de la FMCII doit comprendre le didacticiel et la documentation de formation ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> a. les plans de cours; b. les modules d'enseignement assistés par ordinateur, y compris les objets d'apprentissage (conforme au modèle de référence SCORM) s'il y a lieu; c. les documents de référence, y compris les manuels d'utilisation et d'entretien; d. les documents de cours; e. les documents d'étude; f. l'outil d'autoévaluation des étudiants (critique); g. le matériel didactique et les outils de travail; h. le texte des scénarios de formation, le cas échéant; i. les contrôles de compétence; j. les contrôles de rendement; k. l'outil d'évaluation (examen écrit ou liste de contrôle avec instructions sur la façon de les utiliser). 10.2.3 Les sujets suivants, notamment, doivent être traités pendant le cours à l'intention des opérateurs et sur l'entretien au premier échelon : <ul style="list-style-type: none"> a. la vue d'ensemble de la théorie du système; 		

- b. l'aperçu de l'équipement;
- c. l'installation de l'équipement;
- d. l'essai ou l'inspection préalable à l'utilisation;
- e. l'utilisation et l'exploitation;
- f. l'entretien par l'utilisateur;
- g. le remplacement des articles consommables;
- h. la capacité de diagnostic et de détection des défaillances de base;
- i. l'entreposage;
- j. la sécurité, ce qui comprend le personnel et l'équipement;
- k. les questions relatives aux matières dangereuses.

10.2.4 Le contenu du ou des cours d'entretien doit aborder les sujets suivants, au minimum :

- a. l'inspection et les essais;
- b. le dépannage et la détection des dérangements;
- c. les procédures d'entretien préventif;
- d. les procédures d'entretien correctif;
- e. les ressources d'entretien, les installations, les ensembles/sous-ensembles, les articles consommables, les outils et l'équipement d'essai requis;
- f. l'emballage, la manutention, l'entreposage et le transport;
- g. les questions relatives à la sécurité du personnel et de l'équipement;
- h. les questions relatives aux matières dangereuses, y compris la manutention et l'élimination;
- i. les questions touchant les marchandises contrôlées et la propriété intellectuelle pour le matériel et les données connexes, y compris l'aliénation.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Recommandations relatives à l'instruction continue</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-523</p>	
3. DESCRIPTION <p>Les recommandations concernant l'instruction continue présentent diverses approches et recommandations pour offrir une instruction continue (c.-à-d. à long terme), aux membres des FAC après les cours de FMCII individuels. Ce rapport constituera la base pour l'élaboration future du didacticiel.</p>		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN <p>LDEC LI-523</p>		
8. AUTEUR <p style="text-align: center;">D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-left: 20px;"> <p>10.1 <u>FORMAT</u> Les recommandations relatives à l'instruction continue doivent être préparées en anglais, selon le format de l'entrepreneur.</p> <p>10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 Les recommandations relatives à l'instruction continue doivent indiquer les changements touchant les méthodes et les plateformes d'apprentissage à incorporer à l'instruction continue qui diffèrent des méthodes apprises dans le cadre des cours de la FMCII.</p> <p>10.2.2 Chaque recommandation doit être appuyée par un exemple issu de la FMCII (p. ex., il n'y avait pas assez d'instructeurs, il y avait trop d'étudiants pour un cours, il serait préférable de voir les points à enseigner initiaux avant le début du cours).</p> </div>		

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Rapport de cours</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-524</p>		
3. DESCRIPTION/OBJET Le rapport de cours fait la synthèse du déroulement de chaque série de cours, indique les problèmes éprouvés au cours de chacune d'elle et recommande des solutions pour les résoudre.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-524			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> 10.1.1 Le rapport de cours doit être présenté selon le format de l'entrepreneur. 10.2 <u>CONTENU</u> Au minimum, le rapport doit contenir : <ul style="list-style-type: none"> a. Partie 1 <ul style="list-style-type: none"> i. la date; ii. le lieu de la formation; iii. l'horaire de la formation; iv. la liste des participants et leur numéro de matricule; v. la liste du personnel de formation. b. Partie 2 <ul style="list-style-type: none"> i. le sommaire écrit des principales activités de formation; ii. la liste des parties de la formation qui ont été jugées très réussies; iii. la liste des problèmes éprouvés au cours de la formation; iv. les solutions proposées pour améliorer le didacticiel ainsi que le niveau d'effort requis pour le corriger; v. l'établissement des échéanciers pour régler les problèmes et déterminer la personne qui est la mieux placée pour corriger le problème. 			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Structure de répartition de l'équipement</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-526</p>		
3. DESCRIPTION La Structure de répartition de l'équipement (SRE) décrit le système, y compris les éléments de configuration choisis, ainsi que l'identité des données et des documents connexes concernant la référence de production.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-526			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
11 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 11.1 <u>FORMAT</u> La SRE doit être préparée sous la forme de représentation graphique (voir la figure 2 ci-dessous pour un exemple). 11.2 <u>CONTENU – VERSION PRÉLIMINAIRE DE LA SRE</u> 11.2.1 La version préliminaire de la SRE doit définir le système, y compris les éléments de configuration choisis. 11.2.2 Elle doit comprendre une liste et une représentation graphique du système en pièces détachées et indiquer chaque article choisi comme un élément de configuration. 10.2.4 On doit identifier chaque article figurant dans la SRE en fournissant les données suivantes : a. le nom de l'article; b. le NNO (s'il y a lieu et s'il est accessible) et le numéro de pièce du fabricant; c. la quantité (si la même pièce est installée plus d'une fois sur le même équipement). 11.2.3 Les articles identiques qui ne sont pas installés sur le même équipement doivent être indiqués séparément en les mettant en retrait sous la pièce concernée. 11.2.4 La SRE doit être soumise au contrôle des versions (par la date de révision). 11.3 <u>CONTENU – VERSION DÉFINITIVE DE LA SRE</u> 11.3.1 La version définitive de la SRE doit définir le système, y compris les pièces de rechange de premier échelon et les articles d'entretien au troisième échelon, conformément aux indications du plan d'entretien. 11.3.2 Elle doit comprendre une liste et une représentation graphique du système en pièces détachées et identifier chaque article choisi comme une pièce de rechange de premier échelon ou un article d'entretien au troisième échelon. 11.3.3 Le contenu et les données de la version définitive de la SRE doivent correspondre à ce que l'on trouve dans la version approuvée des documents suivants :			

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

- | | |
|-----------|--|
| a. LI-527 | Rapport de documentation sur l'état de la configuration; |
| b. LI-514 | Dessins techniques (le cas échéant); |
| c. LI-510 | Documents d'approvisionnement. |

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

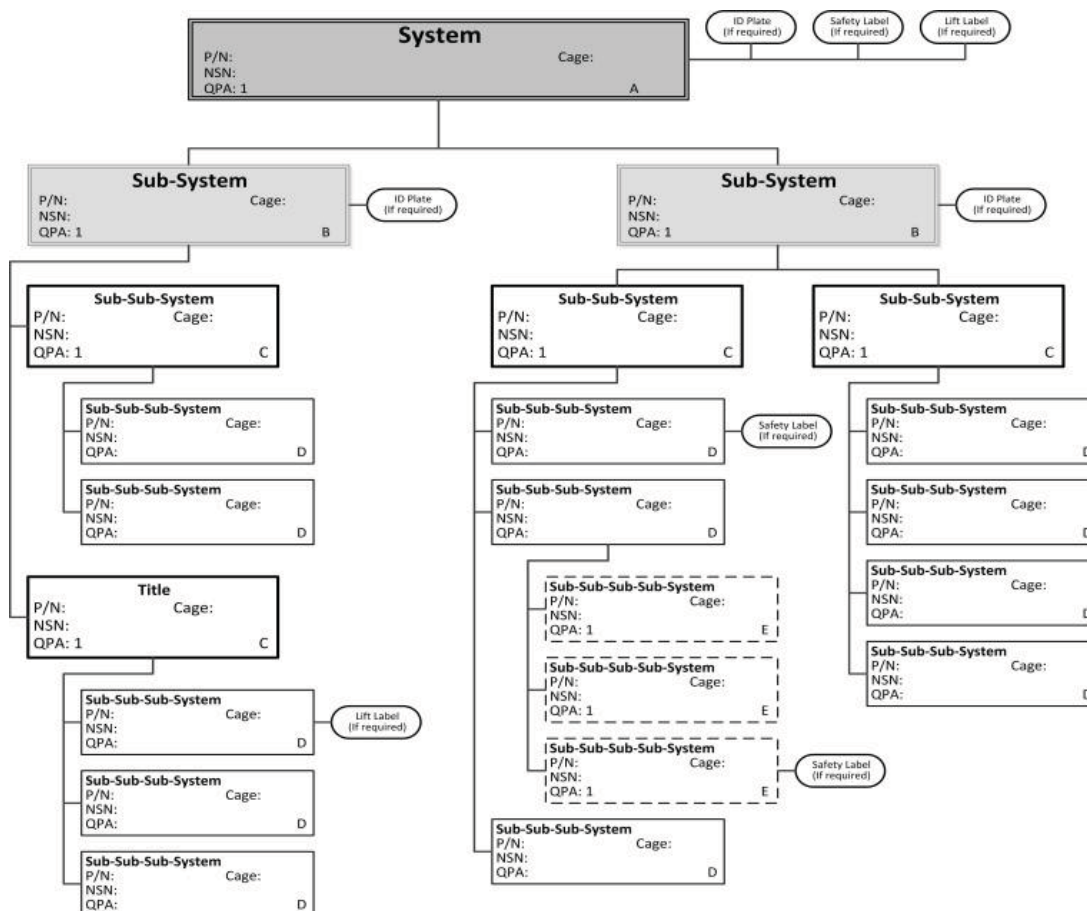


Figure 2 : Exemple de diagramme de la SRE du SDID

Page 88

System

P/N:

NSN:

QPA: 1

Cage:

ID Plate (if required)

Safety Label (if required)

Lift Label (if required)

Sub-System

Sub-Sub-System

Sub-Sub-Sub-System

Sub-Sub-Sub-Sub-System

Title

Page 88

Système

N° de pièce :

NNO :

QPE : 1

Code CAGE :

Plaque signalétique (au besoin)

Étiquette de sûreté (au besoin)

Étiquette LIFT (au besoin)

Sous-système

Soussous système

Sous-sous-sous système

Sous-sous-sous-sous système

Titre

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE Rapport de documentation sur l'état de la configuration	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-527		
3. DESCRIPTION Le Rapport de documentation sur l'état de la configuration (RDEC) fournit les renseignements détaillés requis pour gérer efficacement les éléments de configuration et assurer la transparence des activités de gestion de la configuration, y compris l'état des dérogations, des renoncations et des modifications techniques.			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)	6. GIDEP APPLICABLE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-527			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> Le RDEC doit être préparé selon le format de l'entrepreneur et les règles décrites aux présentes. 10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 <u>Le RDEC doit respecter l'esprit de l'article 5.2 de la <i>publication interalliée – gestion de la configuration (ACMP)</i>, ainsi qu'aux exigences de l'OTAN à l'égard de la production du RDEC, ACMP-4.</u> 10.2.2 Le RDEC doit fournir les renseignements détaillés requis pour gérer efficacement les éléments de configuration et assurer la transparence des activités de gestion de la configuration, y compris l'état des dérogations, des renoncations et des modifications techniques. 10.2.3 Le RDEC doit fournir, au minimum, des spécifications, des manuels, des conseils, du matériel d'instruction et l'identification de chaque EC, y compris les logiciels et les micrologiciels, son numéro de document ou de dessin technique, ainsi que les révisions et les versions pertinentes. Il doit également présenter une liste comparant chacun des éléments de configuration aux PMT, aux demandes de dérogation, aux déclarations de dénonciation, aux avis de modification et aux avis de révision nouveaux, courants et antérieurs, y compris leur état.			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
 et d'identification à distance
 Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Avis de révision</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">LI-528</p>		
3. DESCRIPTION <p>Un avis de révision montre les changements qui sont apportés à des documents techniques contrôlés par un autre entrepreneur ou organisme gouvernemental à la suite de l'approbation d'une PMT.</p> <p>On utilise un avis de révision pour demander au responsable de chaque dessin, de la liste connexe ou d'autres documents pertinents d'apporter les changements nécessaires à la documentation.</p>			
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (RT)</p>	6. GIDEP APPLICABLE <p style="text-align: center;">S.O.</p>	
7. APPLICATION/LIEN 7.1 LDEC LI-528 7.2 On utilise cette DD conjointement avec la DD IS-308 (proposition de modification technique)			
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 <u>FORMAT</u> <p style="margin-left: 20px;">L'avis de révision doit être présenté selon le format de l'entrepreneur.</p> 10.2 <u>CONTENU</u> <p style="margin-left: 20px;">S'il y a lieu, l'avis de révision doit comprendre les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. l'identificateur, le niveau de révision et le titre du document touché; b. l'identificateur de la PMT dans laquelle on a proposé le changement; c. une description complète des modifications qu'il faut apporter au document concerné. <p style="margin-left: 20px;">Les références suivantes peuvent être utiles à la définition du contenu : MIL-HDBK-61, Configuration Management Guidance (paragraphe 4.4 et tableau 4-10) et la norme ANSI/EIA-649-1998, National Consensus Standard for Configuration Management (paragraphe 5.3.3).</p>			

DESCRIPTION D'ÉLÉMENT DE DONNÉES		
1. TITRE Fiche signalétique		2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION LI-529
3. DESCRIPTION		
4. DATE D'APPROBATION	5. BPR MDN/DGGPET/D Gest EAC 5	6. GIDEP APPLICABLE
7. APPLICATION/LIEN LDEC LI-529		
8. Auteur MDN/DGGPET/D Gest EAC-5-2-4C1	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION		
10.1 DOCUMENTS SOURCES		
10.1.1 L'édition pertinente des documents cités aux présentes est celle qui respecte les dispositions du contrat, y compris les dates d'approbation ainsi que les dates de toute modification ou révision applicable.		
11. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION		
11.1 Des fiches signalétiques doivent être préparées pour le SDID et tout l'équipement de soutien recommandé (p. ex., décontamination) qui contient ou nécessite l'utilisation de produits dangereux.		
11.2 La fiche signalétique est un document d'information qui contient des données relatives à un produit précis. Les types de renseignements montrés sont précisés dans la <i>Loi sur les produits dangereux</i> et le <i>Règlement sur les produits contrôlés</i> . Il n'y a pas de format particulier prévu par la loi au Canada. Cependant, les fiches signalétiques doivent contenir de l'information sous les neuf rubriques suivantes. La fiche signalétique doit être bilingue (anglais/français).		
<ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Ingrédients dangereux</u> <ul style="list-style-type: none"> - Numéro de registre du Chemical Abstracts Service - Nom de l'ingrédient - Pourcentage d'ingrédient 2. <u>Information sur la préparation</u> <ul style="list-style-type: none"> - Nom et numéro de téléphone de la personne, du groupe ou de l'entité responsable de la production de la fiche signalétique - Date de préparation de la fiche signalétique 3. <u>Information sur le produit</u> <ul style="list-style-type: none"> - Nom, adresse et numéro de téléphone en cas d'urgence du fabricant - Identificateur du fournisseur, adresse et numéro de téléphone en cas d'urgence (si le fournisseur est différent du fabricant) - Identificateur du produit - Données d'utilisation de produit 4. <u>Données physiques</u> <ul style="list-style-type: none"> - État physique (gaz, liquide ou solide) 		

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection
et d'identification à distance
Annexe A (Énoncé des travaux) – Appendice AC : Description d'élément de données

- Apparence et odeur
 - Densité relative, densité de vapeur
 - Taux d'évaporation
 - Point d'ébullition
 - Point de congélation
 - pH
 - Coefficient de répartition eau/huile
5. Danger d'incendie ou d'explosion
- Conditions d'inflammabilité
 - Moyens d'extinction
 - Point d'éclair et méthode de détermination
 - Limite d'explosion supérieure et limite d'explosion inférieure
 - Température d'auto-inflammation
 - Produits de combustion dangereux
 - Données d'explosion : sensibilité à la décharge statique et à l'impact mécanique
6. Données sur la réactivité
- Conditions d'instabilité chimique
 - Nom de la substance ou de la classe de substance dont le produit est incompatible
 - Conditions de réactivité
 - Produits de décomposition dangereux
7. Propriétés toxicologiques
- Voies d'administration, notamment le contact avec la peau, l'absorption par la peau, le contact oculaire, l'inhalation et l'ingestion
 - Effet d'exposition aiguë et chronique au produit
 - Limites d'exposition (valeurs limites tolérables)
 - Propriété irritante et sensibilisation du produit
 - Cancérogénicité, tératogénicité et mutagenicité du produit
 - Toxicité pour la reproduction
 - Nom de produits synergiques toxicologiques
8. Mesures préventives
- Équipement de protection individuelle à utiliser
 - Commandes techniques spécifiques à utiliser
 - Procédures à suivre en cas de fuite ou de déversement
 - Élimination des déchets
 - Équipement et procédures de manutention
 - Exigences d'entreposage
 - Transports jusqu'à la conférence
9. Premiers soins
- Premiers soins particuliers à administrer

Ministère de la Défense nationale
Projet de détecteurs d'agents chimiques

Appendice AD

Concept d'entretien et de soutien pour le Système de détection et d'identification à distance

Numéro de demande

Numéro de document du MDN W8476-145109

SGDDI n° 3428353

Préparé par
Bureau de projet de défense CBRN
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2



AVIS

Le présent document a été examiné par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods.

Table des matières

1. INTRODUCTION	1
1.1 Portée.....	1
1.2 Objet.....	1
2. PROFIL DE LA MISSION.....	1
3. UTILISATION	1
4. DISTRIBUTION.....	1
5. ORGANISATIONS DE SOUTIEN.....	2
6. CONCEPT D'ENTRETIEN	3
6.1 Entretien effectué par le MDN	4
6.2 Entretien effectué par l'entrepreneur	45
7. INSTALLATIONS	5
7.1 Installations d'instruction.....	5
7.2 Installations d'entretien.....	5
8. SOUTIEN À L'APPROVISIONNEMENT (PIÈCES DE RECHANGE ET DE RÉPARATION)	5
8.1 Approvisionnement initial et pièces de rechange	5
8.2 Systèmes de rechange (stocks logistiques et stocks opérationnels).....	56
8.3 OUTILS ET ÉQUIPEMENT D'ESSAI SPÉCIALISÉS	6
8.4 CATALOGAGE	6
9. MAIN-D'ŒUVRE ET PERSONNEL	6
10. RESSOURCES INFORMATIQUES.....	6
11. PUBLICATIONS TECHNIQUES.....	6
12. GESTION DE LA CONFIGURATION	67
13. EMBALLAGE, MARQUAGE ET MANUTENTION	7
13.1 Emballage et transport.....	7
13.2 Marquage	7
13.3 Manutention	7
14. CONCEPT DE FORMATION	78
15. GESTION DES MARCHANDISES DANGEREUSES	8
16. ÉLIMINATION	8
17. DÉFINITIONS.....	8

LISTE DES SIGLES

	Stock logistique
	Stock opérationnel
AC	Articles configurables
CBRN	Chimique, biologique, radiologique et nucléaire
COI	Capacité opérationnelle initiale
D Gest EAC	Directeur – Gestion de l'équipement d'appui au combat
DDCBRN	Directeur – Défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire
DEC	Documentation sur l'état de la configuration
DOCA	Directeur, Opérations de la chaîne d'approvisionnement
DTSA	Documentation technique supplémentaire sur l'approvisionnement
EDA	État détaillé d'approvisionnement
EESS	Évaluation de l'environnement, de la santé et de la sécurité
EGEMFC	École du génie électrique et mécanique des Forces canadiennes
EO	Électro-optique
EPDCFC	École des pompiers et de la défense CBRN des Forces canadiennes
ESI	Essai intégré
FAC	Forces armées canadiennes
GC	Gestion de la configuration
GCVM	Gestionnaire du cycle de vie du matériel
ITFC	Instruction technique des Forces canadiennes
LCLDL	Liste des composants à long délai de livraison
LPRR	Liste de pièces de rechange recommandées
LRU	Élément remplaçable sur place
MDN	Ministère de la Défense nationale
MX	Manuel et barèmes des pièces de rechange
NNO	Numéro de nomenclature OTAN
OEES	Outils et équipement d'essai spécialisés
RP	Référence de production
RST	Représentant de services techniques
RT	Responsable technique

SDID	Système de détection et d'identification à distance
SLI	Soutien logistique intégré
TDP	Dossier de données techniques
TI	Technologie de l'information
URA	Unité remplaçable en atelier

1. INTRODUCTION

1.1 Portée

Le présent document décrit le concept d'entretien pour le système de détection et d'identification à distance (SDID) des Forces armées canadiennes (FAC) et présente un aperçu des activités de soutien au cycle de vie de l'équipement, y compris l'acquisition et le marché de soutien en service (SES).

1.2 Objet

Le présent document fournit aux FAC et à l'entrepreneur les renseignements nécessaires pour établir et mettre en œuvre un soutien logistique efficace pour le SDID.

2. PROFIL DE LA MISSION

Le SDID sera utilisé par les FAC dans le cadre de l'instruction et du déploiement opérationnel partout dans le monde. On se servira du SDID pour la surveillance et la détection rapide des agents chimiques dans les périmètres de moyenne ou de grande taille (comme les camps, les terrains d'aviation et les ports). On pourra aussi s'en servir pour évaluer la contamination générale après une fuite de produits chimiques. L'utilisation du SDID pour la détection préventive ne se limite pas qu'aux installations ou aux camps de base fixes. En effet, ces systèmes peuvent également être utilisés au sein d'endroits semi-fixes, tels que des quartiers généraux de formation ou des éléments opérationnels détachés ou avancés.

Le SDID doit pouvoir fonctionner dans une grande variété de conditions climatiques allant de C1 (froid intermédiaire) à A1 (extrêmement chaud et sec), selon la norme AECTP-200 de l'OTAN. Des opérations pourraient être menées dans des milieux urbains ou ruraux.

3. UTILISATION

Le SDID sera conçu pour une durée de service minimale de 10 ans. L'utilisation moyenne en heures par année par équipement, y compris l'instruction et les opérations, devrait être d'environ 1 000 heures. Le SDID doit être très fiable et facile à entretenir, de manière à en augmenter la disponibilité et à réduire la quantité de ressources requises pour le soutien du système.

4. DISTRIBUTION

Le MDN a l'intention d'acquérir 32 SDID. Les systèmes devraient être distribués de la manière suivante :

Force opérationnelle expéditionnaire 1 (voir le tableau 1) : 8 SDID

Force opérationnelle expéditionnaire 2 (voir le tableau 1) : 8 SDID

Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada : 10 SDID

École des pompiers et de la défense CBRN des Forces canadiennes (EPDCFC) : 2 SDID

Sous-ministre adjoint (Science et technologie) : 1 SDID

Logistique/formation avant mission : 3 SDID

Tableau 1 : Distribution des SDID à la force opérationnelle

Formations/unités	Distribution prévue
Éléments de Force terrestre	
1 x camp de base x 2 SDID	2
2 x reconnaissance/opérations avancées x 1 SDID	2
Groupe opérationnel naval	
2 x navires x 1 SDID	2
Escadre expéditionnaire aérienne	2
1 x aérodrome x 2 SDID	
Nombre total de SDID par force opérationnelle expéditionnaire	8

5. ORGANISATIONS DE SOUTIEN

- Le Directeur – Gestion de l'équipement d'appui au combat (D Gest EAC) sera le gestionnaire principal du cycle de vie du matériel (GCVN) du SDID responsable de l'ensemble des questions relatives à l'entretien du cycle de vie qui lui seront acheminées par le responsable du projet de SDID. La participation de n'importe quelle autre organisation du GCVN (et ses responsabilités) reste à la discrétion du D Gest EAC-5.
- EPDCFC de Borden – L'instruction initiale à l'intention des cadres-opérateurs sera offerte au personnel de l'EPDCFC. L'EPDCFC utilisera le didacticiel préparé par l'entrepreneur et donnera l'instruction de récupération afin que les FAC conservent leurs capacités (instruction continue).
- École du génie électrique et mécanique des Forces canadiennes (EGEMFC) – L'instruction initiale à l'intention des cadres-opérateurs sera offerte au personnel de l'EGEMFC.
- Techniciens responsables du matériel du MDN (techniciens de l'électro-optique) – Ils s'occuperont de l'entretien limité au premier échelon de l'équipement.
- Directeur – Défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire – Il sera le responsable des exigences tout au long du cycle de vie de l'équipement.
- Directeur, Opérations de la chaîne d'approvisionnement – Il s'occupera d'orienter et d'offrir son soutien quant au catalogage, aux données et aux publications techniques ainsi qu'à l'approvisionnement initial.
- Entretien de l'unité de soutien de secteur ou de la base – Fournira les installations et le personnel nécessaires pour exécuter des tâches précises d'entretien d'équipement et de formation.
- MDN – S'occupera de l'approvisionnement en pièces de rechange, de l'entreposage, de l'entretien, et des services de gestion de l'entrepreneur en commençant par la capacité opérationnelle initiale dans le cadre d'un marché de SES distinct.

6. CONCEPT D'ENTRETIEN

Le personnel des FAC responsable du fonctionnement et de l'entretien effectuera des travaux simples d'entretien préventif et correctif qui ne nécessitent pas l'ouverture d'éléments remplaçables sur place (LRU) du SDID et l'utilisation d'outils spéciaux ou de logiciels d'entretien.

Les tâches d'entretien autres que ces mesures simples d'entretien seront déléguées à l'entrepreneur pour les travaux de réparation prévus au marché de SES.

Voici les lignes directrices à suivre pour l'entretien du SDID :

1. Les LRU seront placés dans un étui de transport avec toutes les autres pièces et seront retournés à l'entrepreneur afin que celui-ci les répare;
2. Les LRU endommagés qui ne peuvent pas être réparés de manière rentable ne doivent pas être mis au rebut ou éliminés sans l'approbation préalable du responsable technique (RT) qui déterminera s'ils doivent être :
 - a. réparés, même si le coût des réparations dépasse le coût de réparation maximal,
 - b. mis au rebut,
 - c. conservés comme source de pièces de rechange pour la réparation d'autres LRU;
3. L'entrepreneur réparera les LRU défectueux en les remettant complètement en état;
4. L'entrepreneur doit identifier les composants à long délai de livraison;
5. L'étalonnage manuel externe nécessitant de l'équipement spécial sera effectué par l'entrepreneur responsable du SES;
6. L'entrepreneur doit préciser si l'on prévoit la dessiccation périodique du système;
7. Il faut mettre en œuvre une solution rentable de soutien de l'entretien qui garantit que le SDID satisfait aux exigences opérationnelles et de disponibilité pour l'ensemble de son cycle de vie;
8. Les travaux d'entretien doivent être réalisés sans augmenter les besoins en ressources humaines;
9. Il faut réduire au minimum les exigences relatives à l'instruction sur l'entretien, aux outils et à l'équipement d'essai spécialisés, et au soutien à l'approvisionnement;
10. La mise en place d'un programme d'entretien préventif efficace et la réalisation des réparations doivent être effectuées dans les meilleurs délais et le plus tôt possible;
11. Les tâches d'entretien préventif et correctif sont effectuées par les opérateurs et les techniciens des FAC sélectionnés par l'entrepreneur;
12. Les tâches et les activités d'entretien du MDN ne seront effectuées que par les techniciens et les utilisateurs des FAC des premiers échelons de réparation;
13. Les travaux d'entretien au premier échelon consisteront en l'inspection, le retrait et le remplacement des ensembles, des sous-ensembles et des LRU endommagés, usés ou irréparables;
14. Les ensembles, les sous-ensembles et les LRU endommagés ou irréparables seront retournés par le système d'approvisionnement des FAC à l'entrepreneur aux fins de réparation;
15. Il faut limiter la nécessité de déployer des pièces de rechange;
16. Il faut assurer une utilisation maximale de la technologie d'autodiagnostic d'équipement;
17. Les tâches d'entretien périodique, préventif et correctif recommandées par l'entrepreneur serviront de référence pour les activités d'entretien des FAC.

6.1 Entretien effectué par le MDN

Le concept d'entretien du SDID incarne une démarche « du premier échelon à l'entrepreneur » pour le soutien de l'entretien. Cela signifie que tout système/sous-système du SDID exigeant des responsabilités d'entretien dépassant celles des opérateurs ou du personnel de l'entretien au premier échelon des FAC sera retourné à l'entrepreneur afin d'être réparé.

L'entretien au premier échelon est réalisé par le personnel militaire rattaché aux unités ou aux formations qui utilise les SDID. Les opérateurs et les techniciens des FAC accompliront respectivement les tâches d'opération et d'entretien au premier échelon.

La plupart des travaux d'entretien consisteront probablement à retirer et à remplacer les pièces endommagées, usées ou irréparables.

Les tâches d'entretien des opérateurs ne nécessiteront pas l'utilisation d'outils et d'équipement d'essai spécialisés.

Les tâches de soutien de l'entretien au premier échelon ne nécessiteront pas d'outils et d'équipement d'essai spécialisés.

a) Les travaux d'entretien des opérateurs comprendront notamment :

- les inspections non techniques de l'usure;
- l'entretien préventif;
- le nettoyage;
- le lancement de l'autocalibrage de l'équipement;
- les autres activités recommandées par l'entrepreneur et acceptées par le MDN.

b) Les travaux d'entretien au premier échelon effectués par les techniciens des FAC comprennent notamment :

- les évaluations de fonctionnement;
- l'entretien préventif;
- l'exécution de l'essai intégré.
- le remplacement des bouchons d'objectif;
- les réparations et les réglages mineurs, comme les courroies, les couvercles, les boutons de commutateur et les fixations de harnais qui n'exigent pas de démontage d'unité ou d'outils et d'équipement d'essai spécialisés;
- les mises à jour de bibliothèque au moyen d'un ordinateur portable;
- l'emballage, la conservation et l'entreposage à long terme;
- les tâches d'entretien correctif supplémentaires recommandées par l'entrepreneur et acceptées par le RT.

6.2 Entretien effectué par l'entrepreneur

Le soutien au SDID assuré par l'entrepreneur commence par la capacité opérationnelle initiale prévue dans le marché de SES.

Les LRU défectueux qui doivent être ouverts ou qui nécessitent l'utilisation d'outils et d'équipement d'essai spécialisés seront entretenus et gérés conformément au marché de SES. Les LRU défectueux (y

compris toutes les composantes associées au SDID, le cas échéant) seront placés dans un étui rigide de rangement et de transport lorsqu'ils seront envoyés à l'entrepreneur en vue d'être réparés.

Les SDID défectueux peuvent être envoyés à l'entrepreneur avec les pièces remplaçables de premier échelon manquantes ou endommagées, comme les capuchons de connecteur, les bouchons d'objectif et les vis. Le cas échéant, le MDN s'attend à ce que l'entrepreneur remplace les composantes manquantes ou endommagées (en plus de réparer les LRU internes défectueux) de manière à ce que le système soit entièrement utilisable.

Une fois les réparations terminées, le SDID utilisable sera placé dans son étui de rangement et de transport, et retourné au MDN.

7. INSTALLATIONS

7.1 Installations d'instruction

L'entrepreneur utilisera les installations d'instruction existantes du MDN pour toutes les activités de formation. Par conséquent, aucune installation d'instruction spécialisée n'est prévue.

7.2 Installations d'entretien

Les installations d'entretien actuelles du MDN sont jugées convenables pour les travaux d'entretien au premier échelon. Par conséquent, aucune autre installation d'entretien du MDN n'est prévue.

8. SOUTIEN À L'APPROVISIONNEMENT (PIÈCES DE RECHANGE ET DE RÉPARATION)

8.1 Approvisionnement initial et pièces de rechange

L'état détaillé d'approvisionnement et la liste des pièces de rechange recommandées fournis par l'entrepreneur seront utilisés par le MDN afin de déterminer l'achat initial de pièces de rechange. Les pièces de rechange seront conservées uniquement dans les magasins de premier échelon. Aucune pièce de rechange ne sera conservée au 7^e ou au 25^e dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes. Le MDN commandera d'autres pièces de rechange directement auprès de l'entrepreneur, lorsqu'il en aura besoin et conformément au marché de SES. On s'attend à ce que la quantité de pièces de rechange et de LRU soit minime.

Les articles de la liste des composants à long délai de livraison seront identifiés dans l'état détaillé d'approvisionnement et la liste des pièces de rechange recommandées. Le but de dresser une liste des composants à long délai de livraison tôt dans le marché d'acquisition est de permettre au MDN de se procurer les pièces de rechange initiales en même temps que l'entrepreneur fait l'achat de grandes quantités.

8.2 Systèmes de rechange (stocks logistiques et stocks opérationnels)

Aucun SDID ne sera conservé dans les stocks opérationnels. On s'attend à ce que les stocks logistiques soient les suivants :

- a. 1 SDID au 7^e dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes;
- b. 1 SDID au 25^e dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes;

8.3 OUTILS ET ÉQUIPEMENT D'ESSAI SPÉCIALISÉS

Les outils et l'équipement d'essai spécialisés sont définis comme l'outillage et l'équipement d'essai propres au système acquis et qui ne sont pas déjà en service dans les organisations des FAC chargées de l'entretien. On s'attend à ce que l'entrepreneur indique tous les outils et l'équipement d'essai spécialisés requis pour s'occuper du SDID dans le plan d'entretien de ce dernier. Le MDN déterminera les articles qui font partie des outils et de l'équipement d'essai spécialisés, s'ils ne se trouvent pas déjà dans les stocks des FAC. On ne s'attend toutefois pas à avoir besoin des outils et de l'équipement d'essai spécialisés pour les tâches d'entretien des opérateurs et au premier échelon.

8.4 CATALOGAGE

Le MDN veillera à ce que tout l'équipement et toutes les pièces de rechange figurent dans la structure de répartition de l'équipement et dans l'état détaillé d'approvisionnement, à ce qu'ils soient catalogués, et à ce qu'ils fassent l'objet de documents techniques supplémentaires sur l'approvisionnement. Pour les articles qui n'ont pas de numéro de nomenclature de l'OTAN, le MDN en fera la demande.

Le MDN ne cataloguera pas les unités remplaçables en atelier du SDID, puisque l'entrepreneur sera responsable, aux termes du marché de SES, de toutes les tâches d'entretien qui exigent le remplacement ou l'entretien d'unités remplaçables en atelier.

9. MAIN-D'ŒUVRE ET PERSONNEL

Aucune main-d'œuvre d'entretien ne sera nécessaire pour s'occuper du SDID.

10. RESSOURCES INFORMATIQUES

On ne prévoit pas de services ou d'équipement de technologie de l'information supplémentaires des FAC.

11. PUBLICATIONS TECHNIQUES

L'entrepreneur préparera les manuels d'utilisation et de premier échelon en suivant le modèle des instructions techniques des Forces canadiennes si aucun remaniement ou aucune remise en forme substantielle des manuels commerciaux du fournisseur ne s'avère nécessaire.

Tous les manuels fournis par l'entrepreneur seront rangés dans le dépôt de publications des FAC. Leur utilisation sera réservée au MDN. Le MDN entend se procurer toutes les publications techniques nécessaires pour exploiter, entretenir et soutenir le SDID pendant toute sa durée de vie utile. Des manuels d'utilisation et d'entretien au premier échelon bilingues, ainsi que des guides de l'utilisateur seront fournis avec chaque SDID, ainsi qu'à toutes les organisations d'entretien concernées.

Le MDN préparera un manuel de réparation et de mise à l'échelle, et l'inclura dans la prochaine révision du CD-ROM du manuel de réparation et de mise à l'échelle distribué aux FAC, s'il y a lieu.

12. GESTION DE LA CONFIGURATION

La configuration de système soumise par l'entrepreneur et approuvée par le MDN sera utilisée comme référence de production pour le système. L'entrepreneur devra gérer les modifications à la référence de production du SDID pendant tout son cycle de vie, préparer les rapports sur l'état de la configuration et réaliser les vérifications nécessaires de la configuration. Les publications et l'instruction techniques feront également l'objet de la gestion de la configuration.

Le MDN accomplira les tâches de gestion de la configuration durant la période initiale, notamment en aidant à la détermination des articles configurables et en veillant à ce que la documentation sur l'état de la

configuration soit préparée par l'entrepreneur. Le MDN tiendra à jour l'ensemble de données techniques en y ajoutant tous les changements de configuration.

L'entrepreneur effectuera les tâches de gestion de la configuration du SDID en cas de réparation des systèmes dans le cadre des tâches requises aux termes du marché de SES. Le MDN aura accès aux données de gestion de la configuration du SDID conservées par l'entrepreneur dans le cadre du marché de SES.

En cas de mises à niveau logicielles ou matérielles, l'entrepreneur prendra des dispositions pour que les mises à niveau soient effectuées. On informera le MDN quand cela se produira.

13. EMBALLAGE, MARQUAGE ET MANUTENTION

13.1 Emballage et transport

On s'attend à ce que le SDID soit emballé dans un ou des étuis protecteurs rigides de rangement ou de transport avant d'être livré.

Les SDID qui doivent être réparés seront emballés et transportés dans leur étui protecteur rigide de rangement ou de transport.

Les pièces de rechange du SDID seront emballées selon les pratiques exemplaires en matière d'emballage commercial, à moins que le MDN exige l'utilisation d'un emballage militaire.

13.2 Marquage

Tous les articles figurant dans la structure de répartition de l'équipement, l'état détaillé d'approvisionnement et la liste des pièces de rechange recommandées seront clairement marqués aux fins d'identification, d'entreposage et d'expédition. L'entrepreneur devra marquer tous les contenants expédiés de manière à en indiquer le contenu. L'entrepreneur devra marquer les composantes, les sous-composantes et les pièces de rechange en indiquant leur numéro de nomenclature de l'OTAN. Le marquage des articles destinés aux magasins ou à l'expédition sera effectué conformément au document D-LM-008-002/SF-001, Marquage des articles à entreposer ou à expédier. L'entrepreneur doit indiquer les charges lourdes, tous les articles qui ont une durée de conservation, et toutes les installations d'entreposage spéciales (p. ex., réfrigération ou local propre), s'il y a lieu.

13.3 Manutention

Mis à part le soin normal accordé à la manipulation de l'équipement électro-optique, aucune exigence particulière relative à la manipulation n'est prévue. Le MDN s'attend cependant à ce que l'entrepreneur indique les exigences spéciales relatives aux charges lourdes, aux marchandises dangereuses, à la durée de conservation, à l'humidité, à la température, etc., et à ce qu'il fournisse toutes les directives de manutention nécessaires.

14. CONCEPT DE FORMATION

L'entrepreneur sera tenu de fournir tous les documents de formation pour la formation dans le cadre du marché d'acquisition. L'entrepreneur fournira la formation initiale à l'intention des cadres et du personnel d'entretien du MDN. L'entrepreneur devra utiliser le système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes conformément à la série de manuels A-P9-050-000. Au terme de la formation, on s'attend à ce que les opérateurs et le personnel d'entretien du MDN soient capables d'utiliser et d'entretenir correctement le SDID. Pour toutes les formations relatives au SDID,

l'entrepreneur fournira les documents, l'équipement et les installations pour la formation du personnel d'instruction et de soutien, et des représentants de soutien sur le terrain.

La formation des opérateurs et du personnel d'entretien sera fournie par l'entrepreneur conformément à son plan de formation approuvé par le MDN.

15. GESTION DES MARCHANDISES DANGEREUSES

On ne prévoit pas l'utilisation de marchandises dangereuses dans le SDID. Dans le cas contraire, l'entrepreneur devra identifier les marchandises dangereuses et fournir une fiche signalétique pour chacune.

L'entrepreneur devra aussi identifier les marchandises dangereuses dans ses publications techniques (p. ex., manuel d'entretien, guide de l'utilisateur et documents de formation) et pendant la formation. L'entrepreneur effectuera une évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité conforme à la norme ISO 14001 utilisée pour le suivi des marchandises dangereuses, le cas échéant, dans l'équipement et les effets de l'équipement à chacune des étapes de son cycle de vie sur le personnel et l'environnement.

Les articles contaminés seront gérés conformément aux protocoles établis du MDN en matière de produits CBRN.

16. ÉLIMINATION

L'élimination du SDID se fera selon les directives du RT et en utilisant les documents d'évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité préparés par l'entrepreneur afin de générer les directives d'élimination.

17. DÉFINITIONS

LRU : élément devant être retiré en cas de défaillance d'une entité plus grande (équipement ou système) dans l'environnement opérationnel.

Unité remplaçable en atelier : article devant être retiré ou remplacé à la suite d'une défectuosité d'un ensemble plus vaste dans un atelier (activité d'entretien intermédiaire ou dans un dépôt) et qui doit être mis à l'essai comme un article distinct. Ce type de réparation doit être effectué par l'entrepreneur.

MIL-STD-1309D : Définitions et conditions pour les essais, les mesures et le diagnostic.

Appendice AE

Références, sigles et glossaire

pour le

Système de détection et d'identification à distance

Numéro de demande :
Numéro de document du MDN W8476 –145109
Date : avril 2015

Préparé par :

Omnibus chimique, biologique, radiologique et
nucléaire – Gestion de projet – Détecteurs d'agents
chimiques
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

|

Appendice AE de l'énoncé des travaux de l'annexe A
Système de détection et d'identification à distance
Références, acronymes et glossaire

Références	
Numéro de document	Titre/Description
Spécifications et normes des Forces canadiennes (FC) et du ministère de la Défense nationale (MDN)	
A-EN-007-000/FP-001	Manuel d'évaluation environnementale du ministère de la Défense nationale
A-LM-184-001/JS-001	Instructions spéciales aux entrepreneurs de réparation et de révision
A-LM-505-001/AG-001	Manuel – Guide de soutien logistique intégré
A-LM-505-354/JS-001	Attribution de la nomenclature militaire au matériel électronique, aéronautique, photographique et naval
A-SJ-100-001/AS-000	Règlement de sécurité du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes – Volume 1 – Généralités
B-GJ-005-311/FP-020	Forces canadiennes – Tactiques, techniques et procédures de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire
Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes – série A-P9-050	Manuels de l'instruction individuelle et de l'éducation
C-01-000-000/AG-004	Production et acquisition de données d'ingénierie
C-01-000-102/AG-000	Index de documentation de la Défense nationale
C-01-100-100/AG-005	Acceptation des publications commerciales et de gouvernements étrangers à titre de publications adoptées
C-01-100-100/AG-006	Rédaction, mise en page et production de publications techniques
C-02-007-000/AG-001	Manuel de l'accès et du transfert de la technologie contrôlée
C-02-008-001/TS-000	Instructions générales de sûreté relatives à la manipulation, au stockage, à la conservation et à l'élimination de batteries au lithium
C-55-040-001/TS-001	Programme de sécurité des radiofréquences
C-66-020-001/NC-000	Procédures d'inspection de l'équipement électromécanique
CFTO C-55-040-001/TS-001	Programme de sécurité des radiofréquences (voir les DOAD 3026-1 Protection contre le rayonnement radioélectrique).
D-01-000-200/SF-001	Nomenclature militaire – affectation et procédures
D-01-002-007/SG-001	Exigences relatives à la préparation des plans de gestion de la configuration
D-01-002-007/SG-006	Critères de sélection des éléments de configuration
D-01-100-200/SF-000	Rédaction des fiches techniques de matériel
D-01-100-202/SF-000	Rédaction des descriptions de l'équipement
D-01-100-203/SF-000	Rédaction des notices de fonctionnement
D-01-100-204/SF-000	Rédaction des notices d'entretien préventif
D-01-100-205/SF-000	Rédaction des notices d'entretien correctif
D-01-100-207/SF-000	Rédaction des listes de désignation des pièces
D-01-100-214/SF-000	Préparation des documents d'approvisionnement
D-01-100-215/SF-000	Préparation des avis de changement du matériel
D-01-300-100/SG-000	Préparation des spécifications
D-01-400-001/SG-000	Pratiques de dessin technique
D-01-400-002/SF-000	Dessins, ingénierie et listes connexes
D-02-002-001/SG-001	Identification du matériel appartenant aux Forces canadiennes
D-02-006-008/SG-001	Procédure de modification, de dérogation et de désistement en matière de conception
D-LM-008-001/SF-001	Spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes
D-LM-008-002/SF-001	Spécification visant le marquage pour l'entreposage et l'expédition
D-LM-008-001/SF-001	Rédaction et utilisation des codes d'exigences en matière d'emballage
D-LM-008-036/SF-000	Exigences minimales du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant
Spécification et guide d'intégration de capteurs, version 1.5	Spécification et guide d'intégration de capteurs pour les projets d'acquisition de capteurs de produits chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires des Forces canadiennes – SDID v1 5
Intégration de capteurs de produits chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, version 3.0	Exigences générales en matière de surveillance et de contrôle

Appendice AE de l'énoncé des travaux de l'annexe A
Système de détection et d'identification à distance
Références, acronymes et glossaire

Références	
Numéro de document	Titre/Description
D-LP-001-000/SR-000	Norme de format de données de mesures détaillées pour les détecteurs de produits chimiques et biologiques
<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i>	<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)</i>
CAN/CSA-ISO 9001:2008	Systèmes de gestion de la qualité – Exigences
CAN/CSA-ISO 10005	Systèmes de management de la qualité – Lignes directrices pour les plans qualité
CAN/CSA-Z234.1	Guide canadien de familiarisation au système métrique
Spécifications et normes du département de la Défense des États-Unis	
MIL-STD-461	Exigences relatives au contrôle de l'interférence et de la vulnérabilité électromagnétiques
MIL-STD-464C	Exigences relatives aux effets de l'environnement électromagnétique sur les systèmes
MIL-STD-810G	Considérations d'ingénierie environnementale et essais en laboratoire
MIL-STD-973	Gestion de la configuration
MIL-STD-1275D	Caractéristiques des systèmes électriques à courant de 28 V dans les véhicules militaires
MIL-STD-1472F	Critères ergonomiques de conception
MIL-STD-1521	Vérifications et examens techniques pour les systèmes, les équipements et les logiciels
MIL-STD-31000a	Pratique courante – Dossiers de données techniques
MIL-DTL-38999	Connecteurs, électrique, circulaire, miniature, haute densité, raccord rapide (baïonnette, bride de fixation filetée et bride de fixation de culasse), résistant à l'environnement, sertissure amovible et contacts hermétiques
MIL-HDBK-46855	Normes ergonomiques pour les systèmes, l'équipement et les installations militaires
MIL-STD-973, 17 avril 1992	Gestion de la configuration, norme consensuelle nationale pour la gestion de la configuration ANSI/EIA 649-A (oct. 2004)
MIL-HDBK-61	Conseils de gestion de la configuration
Mil-HDBK-217B	Prédiction de la fiabilité de l'équipement militaire
MIL-HDBK-472	Prédiction de maintenabilité
MIL-HDBK-502A	Analyse du soutien des produits
MIL-HDBK-759C	Lignes directrices en matière d'ergonomie
Spécifications et normes de l'OTAN	
AECTP 100	Lignes directrices environnementales pour le matériel de défense
AECTP 200	Conditions environnementales
AECTP 400	Essais d'environnement mécaniques
ACMP-4	Publication interalliée – Gestion de la configuration (ACMP), Exigences OTAN relatives à l'enregistrement des états de la configuration
AEP-7 (édition 5) avril 2012	Facteurs de surviabilité à la contamination chimique, biologique, radiologique et nucléaire dans la conception, les essais et l'acceptation de l'équipement militaire
ATP 45	(format de message sur les agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires)
STANAG 4586 NAVY (EDITION 2) Version 3	Interfaces standards du système de contrôle des véhicules aériens sans pilote pour l'interopérabilité des véhicules aériens sans pilote de l'OTAN
Spécifications et normes commerciales	
ANSI/EIA-649-B-1998	Norme de gestion de la configuration
ASME Y14.24	Types et applications de dessins techniques (2004)
ASME Y14.34	Listes connexes (2002)
ASME Y14.100	Pratiques en matière de dessin technique (2004)
Intégration de capteurs de produits chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, version 3.0	Exigences générales en matière de surveillance et de contrôle

Appendice AE de l'énoncé des travaux de l'annexe A
Système de détection et d'identification à distance
Références, acronymes et glossaire

Références	
Numéro de document	Titre/Description
<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i>	<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)</i>
CAN/CSA-ISO 9001:2008	Systèmes de gestion de la qualité – Exigences
CAN/CSA-ISO 10005	Systèmes de management de la qualité – Lignes directrices pour les plans qualité
CAN/CSA-Z234.1	Guide canadien de familiarisation au système métrique
ISO 710	Symboles graphiques à utiliser sur les cartes, les plans et les coupes géologiques détaillés -- Partie 1: Règles générales de représentation
ISO 2813	Peintures et vernis -- Détermination de la réflexion spéculaire de feuillets de peinture non métallisée à 20 degrés, 60 degrés et 85 degrés
ISO 9660	Traitement de l'information – Structure de volume et de fichier des disques optiques compacts à mémoire fixe (CD-ROM) destinés à l'échange d'information
ISO 10007	Systèmes de management de la qualité – Lignes directrices pour la gestion de la configuration
ISO 14001:2004	Systèmes de management environnemental – Exigences et lignes directrices pour son utilisation
Norme JEDEC 22A-104D	Essais de cyclage en température
OHSAS 18001	Gestion de la santé et de la sécurité au travail
TIFF Revision 6	Adobe Systems Incorporated, daté du 3 juin 1992
Certificats et formulaires	
MDN 590	Certificat de validation
MDN 591	Certificat de conformité
MDN 626	Autorisation de tâche
MDN 642	Certificat de texte reproductible
MDN 675	Demande d'exemption ou déviation
MDN 2515	Certificat de vérification de la fidélité de la traduction
MDN 2589	Certificat de décontamination
TPSGC 7139	Rapport d'étape

Sigles	
Sigle	Définition
°C	Degrés Celsius
A	Analyse
ABI	Analyse des besoins en formation
AC	Autorité contractante, attribution du marché
ACF	Audit de la configuration fonctionnelle
ACM	Avis de changement du matériel
AQ	Assurance de la qualité
AR	Avis de révision
ARET	Accélération de la réduction et de l'élimination des toxiques
AZ-EL	Azimut/élévation
BGP	Bureau de gestion de projet
BRP	Base de référence du produit
BRP	Base de référence du produit
C	Certification
C3ORSR	Commandement, contrôle, communications, ordinateurs, renseignement, surveillance et reconnaissance
CAR	Compte d'atelier de réparation
CAS	Chemical Abstract Service (pour les renseignements relatifs aux substances chimiques)
CBRN	Chimique, biologique, radiologique et nucléaire
CC	Certificat de conformité
CCC	Contrôleur de capteurs commun
CCSN	Commission canadienne de sûreté nucléaire
CD	Code de démilitarisation
CD-R	Disque compact inscriptible
CE	Coup d'envoi
CEM	Compatibilité électromagnétique
CES	Coût évalué de la soumission
CM	Code de matériel
CMET	Conditionnement, manutention, entreposage et transport
CMMed	Contre-mesures médicales
CMR	Compte de matériel réparable
CNOF	Code national OTAN des fabricants
COI	Capacité opérationnelle initiale
Conf.	Conformément à
COT	Capacité opérationnelle totale
CPP	Calendrier principal de projet
CPRE	Compte des pièces de rechange de l'entrepreneur
CPS	Gamme d'étalonnage
CQ	Contrôle de la qualité
CRM	Coût de réparation maximal
CSA	Association canadienne de normalisation
CSD	Conception de systèmes didactiques
CSTC	Centre de la sécurité des télécommunications Canada
CV	Champ de vision
CVE	Composantes valorisées de l'écosystème
CWA	Agent de guerre chimique
D DCBRN	Directeur, Défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire
D Gest EAC	Directeur, Gestion de l'équipement d'appui au combat
D et I	Détection et identification
DAFC	Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes
DCTC	Dispositif central de traitement et de contrôle
DD	Demande de dérogation
DDP	Description et données probantes
DDVL	Document descriptif des versions logicielles
DED	Description des éléments de données
Démo	Démonstration
DIEL	Détection, identification et échantillonnage locaux

Sigles	
Sigle	Définition
DIS	Détection, identification et surveillance
DIVS	Concentrations constituant un danger immédiat pour la vie et la santé
DMEP	Durée moyenne entre les pannes
DNBC	Défense nucléaire, biologique et chimique
DOCA	Directeur, Opérations de la chaîne d'approvisionnement
DoD	Département de la Défense (États-Unis)
DP	Demande de propositions
DR	Demande de renonciation
DRC	Demande relative au marché
DSM	Disponible sur le marché
DT	Délai de traitement
DTSA	Documentation technique supplémentaire sur l'approvisionnement
DVD+R	Disque numérique polyvalent inscriptible
DVD-R	Disque numérique polyvalent inscriptible
EAS	Essai d'acceptation du système
EC	Émissions par conduction
EC	Élément de configuration
ECC	Examen critique de conception
ECL	Élément de configuration logicielle
ECP	Entité commerciale et publique
ECP	Examen de la conception préliminaire
EDA	État détaillé d'approvisionnement
EDT	Énoncé des travaux
EE	Évaluation environnementale
EEEM	Effets de l'environnement électromagnétique
EERS	Examen des exigences relatives au système
EERS	Examen des exigences relatives au système
EESS	Évaluation de l'environnement, de la santé et de la sécurité
EFG	Équipement fourni par le gouvernement
EGE	Équipe de gestion de l'équipement
EIM	Élément important pour la maintenance
EM	Expert en la matière
EPA	Essai de premier article
EPDCFC	École des pompiers et de la défense CBRN des Forces canadiennes
EPI	Équipement de protection individuelle
ER	Émissions rayonnées
ERA	Essai récurrent d'article
Erg.	Ergonomie
ERP	Élément remplaçable sur place
ESET	Enquêtes spéciales et études techniques
ESI	Essai intégré
ESS	Environnement, santé et sécurité
EVS	Examen de vérification du système
FAC	Forces armées canadiennes
FC	Forces canadiennes
FEEB	Flux énergétique équivalent au bruit
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
FFE	Fiabilité et facilité d'entretien
FMCII	Formation des membres du cadre initial d'instructeurs
FS	Fiche signalétique
GC	Gestion de la configuration
GC	Gouvernement du Canada
GCD	Groupe de contrôle des documents
GCVIM	Gestionnaire du cycle de vie du matériel
GD	Gestionnaire de données
GHz	Gigahertz

Sigles	
Sigle	Définition
GP	Gestionnaire de projet
GPC	Gestionnaire de programme de configuration
GSC	Gestionnaire des systèmes complexes
GSLI	Gestionnaire du soutien logistique intégré
GTEF	Groupe de travail sur l'élaboration de la formation
GTSLI	Groupe de travail sur le soutien logistique intégré
GTU	Groupe de travail des utilisateurs
HR	Humidité relative
Hz	Hertz
I	Inspections
IC et AD	Intégration des capteurs et aide à la décision
ICQ	Inspection du contrôle de la qualité
ID	Numéro d'identification défini dans les spécifications des exigences de système
IDDN	Index de documentation de la Défense nationale
IEM	Interférence électromagnétique
IGU	Interface graphique utilisateur
INRP	Inventaire national des rejets de polluants
Inter.	Interférogramme
IR	Infrarouge
IRTF	Infrarouge à transformée de Fourier
ISAC	Interféromètre de sondage atmosphérique compact
ITFC	Instruction technique des Forces canadiennes
IUA	Identifiant unique d'article
Kg	Kilogramme
KHz	Kilohertz
LCA	Rapport d'enquête du GCVM
LCPE	<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i>
LDEC	Liste des données essentielles au contrat
LPRR	Liste de pièces de rechange recommandées
MAAC	Mois après l'attribution du marché
MAG	Matériel appartenant au gouvernement
MAMDS	Module antimystification à disponibilité sélective
MATDANG	Matières dangereuses
MBS	Mécanisme de balayage de scène
MDN	Ministère de la Défense nationale
MFE	Matériel fourni par l'entrepreneur
MFG	Matériel fourni par le gouvernement
MHz	Mégahertz
MILSTAND	Norme militaire
MIT	Matériaux industriels toxiques
MMPT	Modèle de mise au point technique
MOTS	Militaire sur étagère
MS	Mesure de suivi
MSV	Module spécifique du véhicule
MVE	Matrice de vérification des exigences
NCN	Nodule de commande numérique
NESR	Radiancé spectrale équivalente au bruit
NIOSH	National Institute for Occupational Safety and Health (États-Unis)
NNO	Numéro de nomenclature OTAN
OEES	Outils et équipement d'essai spécialisés
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAC	Porté au compte
PAQ	Plan d'assurance de la qualité
PC	Poste de commandement
PCIT	Produits chimiques industriels toxiques
PDEE	Plan directeur d'essai et d'évaluation

Sigles	
Sigle	Définition
PEPA	Procédure d'essai de premier article
PEQ	Procédure d'essai de qualification
PF	Plan de formation
PGC	Plan de gestion de la configuration
PGP	Plan de gestion de projet
PGTS	Plan de gestion technique des systèmes
Pixel	Élément d'image
PMT	Proposition de modification technique
PPHL	Produits pétroliers, huiles et lubrifiants
PRFC	Pièces de rechange fournies à contrat
PRFG	Pièces de rechange fournies par le gouvernement
Projet Chem	Projet de détecteurs d'agents chimiques
PSLI	Plan de soutien logistique intégré
R et R	Réparation et révision
RAE	Revue d'aptitude à l'essai
RAG	Références, acronymes et glossaire
RAI	Réunion sur l'approvisionnement initial
RAQ	Représentant de l'assurance de la qualité
RAQDN	Région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale
RASP	Relevé des avis de sélection et des priorités
RAT	Recherche et appui techniques
RDDC	Recherche et développement pour la défense Canada
RDEC	Rapport de documentation sur l'état de la configuration +B89
RE	Rapport d'essai
REB	Réunion d'examen des besoins
RENS	Rapport d'état non satisfaisant
REP	Réunion d'examen de projet
REPA	Rapport d'essai de premier article
REQ	Rapport d'essai de qualification
RET	Réunion d'évaluation technique
RMS	Registre des mesures de suivi
RNS	Registre des numéros de série
RST	Représentant de services techniques
RT	Responsable technique
RTMD	<i>Règlement sur le transport des marchandises dangereuses</i>
SADEI	Système automatisé de désignation électronique interarmées
SAFC	Système d'approvisionnement des Forces canadiennes
SCFP	Société canadienne pour la formation et le perfectionnement
SCN	Avis de modification
SCORM	Modèle de référence SCORM
SDID	Système de détection et d'identification à distance
SE	Système d'exploitation
SES	Soutien en service
SES	Spécification des exigences du système
SFFFE	Schéma fonctionnel de la fiabilité et de la facilité d'entretien
SGE	Système de gestion de l'environnement
SIGRD	Système d'information de gestion des ressources de la Défense
SIIEFC	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes
SIMDUT	Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail
SLI	Soutien logistique intégré
SRCM	Système de référence de carroyage militaire
SRE	Structure de répartition de l'équipement
SRT	Structure de répartition du travail
SS	Santé et sécurité
STANAG	Accord de normalisation de l'OTAN
TDP	Dossier de données techniques

Sigles	
Sigle	Définition
TGRV	Test général du rapport des vraisemblances
TMR	Temps moyen de réparation
TO	Tête optique
TV	Télévision
UIIC	Unité interarmées d'intervention du Canada
URA	Unité remplaçable en atelier
VC	Vulnérabilité en conduction
VCP	Vérification de la configuration physique
VR	Vulnérabilité en rayonnement
W/m ²	Watts par mètre carré

Glossaire	
Terme	Définition
Agent de guerre chimique (CWA)	Produits chimiques conçus pour tuer des humains ou leur faire du mal.
Alarme	Fait référence au moment auquel le SDID émet des signaux sonores et visuels pour que l'opérateur sache qu'un agent de guerre chimique ou un produit chimique industriel toxique a été détecté.
Alerte	Fait référence au moment auquel le SDID émet des signaux sonores et visuels pour que l'opérateur sache qu'une défaillance s'est produite dans un des sous-systèmes du SDID.
Angle solide	$\Omega = S / R^2$: Représente la région d'un objet (ou d'une scène) projetée sur une surface sphérique divisée par le carré du rayon de la sphère. L'angle solide n'a aucune dimension, mais est souvent exprimé en stéradians ou mesuré en degrés carrés.
Article à délai d'utilisation	Une composante du système qui ne peut être entreposée que pendant un certain temps et dont la durée de vie utile des matériaux et des articles d'élastomère doit être contrôlée.
Articles consommables	Toute substance consommée par le système ou tout article dépensé par le système dans le cadre de son exploitation, ce qui comprend les articles d'entretien de l'opérateur, mais exclut les articles d'entretien au premier échelon. Les batteries rechargeables (et leur chargeur) ne sont pas considérées comme des articles consommables.
Autorité contractante (AC)	L'AC fait partie de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et est la seule personne autorisée à conclure un marché au nom du Canada pour le SDID.
Balayage	On parle de balayage quand le capteur examine toute la zone désignée dans l'étendue nécessaire pour obtenir suffisamment de données pour que le système puisse analyser ces dernières et déterminer les probabilités de présence d'un CWA ou d'un PCIT.
Batteries internes	Une batterie qui conserve l'heure, la date, le stockage et d'autres paramètres de configuration. Un appareil comme un ordinateur portatif contiendra une batterie interne principale rechargeable pour son fonctionnement normal.
Bibliothèque	Une liste prédéfinie de substances (menaces chimiques et autres), accompagnée de toutes les données nécessaires pour leur analyse, leur détection, leur identification et leur déclaration, conformément à la présente spécification. Il faut aussi permettre de choisir des bibliothèques différentes en fonction des besoins.
Bloc-piles externe	Le bloc-piles est la source principale pour l'alimentation en courant continu nominal de 24 V du DCTC du SDID.
Caméra haute définition	Caméra dont la résolution est d'au moins 1 024 X 768.
Champ de vision (CDV)	Le CDV est le secteur solide qui doit être balayé.
Champ de visualisation (FOV)	L'étendue de la scène observable par le capteur à tout moment.
Configuration à distance	Désigne l'ensemble complet qui comprend une unité de détection, une interface d'utilisation à distance, située entre un mètre et au moins un kilomètre, tout le matériel et les logiciels de communication nécessaires, et tout le matériel d'alimentation électrique requis.
Configuration autonome	Désigne l'ensemble complet qui comprend une unité de détection, une interface d'utilisation intégrale ou séparée, tout le matériel et les logiciels de communication nécessaires, et tout le matériel d'alimentation électrique requis.
Configuration de transport	La configuration de transport signifie que les composantes du SDID sont rangées dans leur étui de transport.
Console	Le terme « console » désigne le matériel qui forme l'interface de commande avec laquelle l'opérateur interagit. Il peut s'agir d'un ordinateur portatif, d'une tablette ou d'un appareil similaire. On peut connecter la console au dispositif central de traitement et de contrôle au moyen d'un câble ou de communications radio pour commander les fonctions locales et à distance du système et communiquer avec d'autres systèmes connectés. Console du SDID. La console consistera fort probablement en un ordinateur portatif renforcé.
Contamination	Le dépôt, l'absorption ou l'adsorption d'agents chimiques sur ou par des structures, des aires, du personnel ou des objets.
Contrôleur de capteurs commun (CCC)	La console dont on se servira pour le projet de système d'aide à la décision et d'intégration. Le CCC permettra d'administrer les plateformes et les capteurs de produits chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires au moyen d'un dispositif unique. Les capacités du CCC sont décrites ci-dessous : Quand le CCC sera déployé sur le réseau non classifié, il devra pouvoir surveiller et commander les capteurs. Quand le CCC sera déployé sur le réseau classifié, il devra uniquement être capable de surveiller les capteurs en raison de la communication à sens unique entre le réseau classifié et le réseau non classifié.
Convertisseurs	Le dispositif central de traitement et de contrôle du SDID peut être alimenté avec du courant alternatif de secteur de 110 à 240 V, à 50/60 Hz au moyen d'un convertisseur de puissance de courant alternatif en courant continu, ou du courant continu de 24/28 V au moyen d'un convertisseur de courant continu en courant continu.
CSTC*	Centre de la sécurité des télécommunications Canada
Danger	Tout article ou agent (biologique, chimique ou physique) qui peut faire du mal aux humains, aux animaux ou à l'environnement, soit par lui-même ou en interagissant avec d'autres facteurs [traduction]Définition du Institute of Hazardous Materials Management
Décontamination	Rendre sécuritaire un objet ou une zone pour le personnel qui n'est pas protégé en enlevant, neutralisant ou détruisant toute substance dangereuse, comme les matières radioactives et les gaz toxiques.
Défaillance	L'incapacité d'un article ou d'une pièce à fonctionner selon les paramètres établis au préalable.
Défectuosité	Un état anormal qui peut entraîner la diminution ou la perte des capacités d'une unité fonctionnelle à remplir une fonction donnée.
Démarrage	Le temps de démarrage du SDID est le temps qu'il faut pour que le capteur du SDID devienne pleinement fonctionnel après la mise en marche, ce qui comprend le lancement des logiciels ainsi que le réchauffement de la source ou du détecteur.
Déséquilibre relatif	
Détection simultanée?	Fonction permettant de balayer à la recherche de plusieurs menaces chimiques grâce à l'échantillonnage d'une zone donnée (c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire de procéder à un balayage ou un échantillonnage distinct pour détecter plus d'un agent.
Disponibilité	La disponibilité du système est définie comme étant le rapport entre le temps d'utilisation possible du système et le temps total du cycle d'entretien. Disponibilité = DMEP/(DMEP + TMR) Par exemple : Si le système a une DMEP de 1 000 heures et un TMR d'une heure, la disponibilité est : Disponibilité = 1 000/1001 = 0,999, ou 99,9 %
Dispositif central de traitement et de contrôle	Le DCTC remplit les fonctions de commande et de contrôle du mécanisme de balayage de scène et de tête optique, de traitement et d'analyse des données brutes et spectrales, de stockage de toutes les spectrothèques et de distribution de l'électricité au mécanisme de balayage de scène et à la tête optique.

Glossaire	
Terme	Définition
Dossier de données techniques (TDP)	La partie technique de l'approvisionnement est habituellement appelée « TDP » et doit contenir les données techniques approuvées qui sont requises pour fournir une description de l'article ou du matériel à fabriquer ou à fournir. La taille et la complexité d'un TDP dépendent de la complexité de l'approvisionnement. Le TDP peut contenir une seule spécification pour l'achat d'un simple produit disponible sur le marché ou un ensemble complet de spécifications, de normes, de dessins techniques, de plans d'essai, de procédures, etc., dans le cas d'un grand projet de développement.
Élément de configuration (EC)	Un EC se définit comme un regroupement de matériel et de logiciels permettant de remplir une fonction finale et qui doit faire l'objet d'une gestion de la configuration distincte. Les EC sont habituellement classés en éléments de configuration matérielle (ECM) et en éléments de configuration logicielle (ECL). Les articles qui constituent un EC peuvent faire l'objet de processus de contrôle des changements concernant leur identité et leur propriété.
En marche	Signifie que le système est dans sa configuration opérationnelle et qu'il est en train de balayer.
Essai intégré (ESI)	L'ESI est une fonction qu'on intègre à un système pour lui permettre de se soumettre lui-même à des essais.
Événement	La détection d'une menace chimique et le déclenchement d'une alarme.
Exigence fonctionnelle	Une exigence fonctionnelle est une exigence qui précise les opérations et les tâches qu'un système doit pouvoir accomplir.
Faux négatif	Fait référence à un scénario dans lequel le système n'indique pas la présence d'une menace chimique, soit en ne la détectant pas ou en identifiant incorrectement un nuage chimique qui a été détecté, ou pour toute autre raison.
Faux positif	Fait référence au scénario dans lequel le système indique la présence d'une menace chimique alors qu'il n'y en a pas.
Fonctionnement autonome	La capacité de fonctionner selon les paramètres de performance exigés sans que l'utilisateur ait besoin d'intervenir après la configuration.
Installation	L'assemblage complet du matériel du SDID (p. ex., fixer la TO sur le trépied, brancher les câbles), sans démarrage des dispositifs électroniques et des autres systèmes.
Interface d'utilisation à distance	L'interface qui se trouve entre un mètre et au moins un kilomètre du capteur et qui rend possible toute communication bidirectionnelle entre le capteur et l'opérateur. Elle comprend tout le matériel et les logiciels requis pour reproduire les fonctions de commande de l'interface d'utilisation locale.
Interface d'utilisation locale	L'interface qui se trouve avec le capteur ou qui est essentielle à son fonctionnement, en rendant possible toute communication bidirectionnelle entre le capteur et l'opérateur. Elle comprend les écrans, les voyants, les boutons et tous les autres dispositifs d'entrée ou de sortie nécessaires pour exploiter le système.
Interférogramme	Par « interférogramme », on entend les données brutes recueillies au moyen du spectromètre.
Interféromètre	Un appareil qui sépare un faisceau de lumière en deux par réflexion et qui mesure la longueur d'onde en réunissant les faisceaux pour produire de l'interférence.
Lexique	Le lexique contient le vocabulaire spécialisé qui est utilisé dans la documentation sur l'équipement, notamment les mots et les expressions qui sont traduits.
Lien arrière	Service d'appui par l'intermédiaire duquel un expert en la matière peut aider, par courriel ou téléphone, à interpréter les résultats et à identifier les échantillons inconnus.
Liste noire	La capacité de ne pas déclencher d'alarme de manière temporaire en cas de détection d'une signature ou d'un relèvement donné. L'opérateur se sert de la liste noire quand il sait qu'il y a quelque chose dans l'atmosphère, mais que ce n'est pas une situation inquiétante et qu'il ne veut pas que l'alarme du SDID soit déclenchée inutilement. Le SDID ignorera donc la substance tant et aussi longtemps que l'option de liste noire sera activée.
Mécanisme de balayage de scène (MBS)	Le MBS consiste en une plateforme d'azimut et d'élévation. Le MBS contient, manipule et distribue l'électricité nécessaire au fonctionnement de la TO, et transmet les données entre la TO et le DCTC. Le MBS permet à la TO d'observer un secteur prédéfini jusqu'à un azimut de 360° et entre -10° et +40° d'élévation, en balayant un secteur à la fois ou de manière continue.
Menace chimique	Toutes les substances chimiques des tableaux A-1 et B-1 sur les CWA et les PCIT.
Mode ATTENTE	Le mode dans lequel le système est configuré pour balayer, détecter, identifier et remplir toutes ses fonctions.
Mode de détection différentielle	La détection différentielle est assurée par l'interféromètre à spectrométrie infrarouge à transform de Fourier à double faisceau comportant des cônes d'analyse adjacents. Dans le système, les volets A et B sont ouverts de manière à permettre aux deux faisceaux provenant de scènes différentes d'être combinés sur un même détecteur et soustraits en temps réel. Par conséquent, si un faisceau qui pénètre dans l'interféromètre correspond à la scène comprenant la cible et l'arrière-plan et que l'autre faisceau correspond seulement à la scène d'arrière-plan, le spectre gazeux cible sera presque exempt d'arrière-plan. Cela convient particulièrement bien à la détection de signatures d'émissions infrarouges faibles (gaz) dans sur un arrière-plan atmosphérique fort.
Mode de détection directe	Le mode direct se produit quand un des deux volets est fermé et que l'autre est ouvert (A ouvert et B fermé, ou A fermé et B ouvert). Dans ce cas, une seule scène (A ou B) peut parvenir au détecteur. On recourt également à la méthode de mode direct pour la détection et l'identification en temps réel quand la détection différentielle se révèle moins efficace que le mode direct.
Mode de veille	Mode dans lequel un appareil ou une configuration est mis dans un état inactif, sans être « éteint ». En mode veille, l'appareil consomme beaucoup moins d'électricité, et celle-ci est utilisée pour conserver le contenu des puces de mémoire vive. L'appareil ou la configuration est remis dans son état d'attente ou en marche à l'aide d'un simple bouton, selon la conception du fabricant.
Module spécifique du véhicule	Le DCTC comprend un module spécifique du véhicule intégré qui effectue la traduction des communications avec la console du DCTC au moyen du protocole Ethernet.
Note	La note brute du test général du rapport des vraisemblances pour chacun des gaz figurant dans la bibliothèque du système.
Nuage chimique	Un nuage délimité contenant une menace chimique et possiblement une des substances interférentes figurant dans le tableau C-1.
Nuages multiples	Les nuages multiples sont définis comme étant distincts si leurs limites sont séparées par 10 mrad ou plus, telles qu'elles sont tendues par le point central du capteur et des lignes s'étendant radialement à partir de ce point. Configuration réseau : Les nuages chimiques sont définis comme étant distincts s'ils sont séparés par au moins une des configurations autonomes dans l'installation.
Opérateur	L'opérateur du SDID supervise l'utilisation du SDID afin de s'assurer qu'il fonctionne correctement. Il y a quatre types d'opérateurs, soit le super administrateur, l'administrateur, l'utilisateur et le spectateur.
Passif	Se rapporte à la capacité du capteur de remplir ses fonctions de détection, d'identification et de surveillance sans émissions conçues pour permettre ou améliorer ces fonctions.

Glossaire	
Terme	Définition
Plan de formation	Le plan de formation définit les activités de l'entrepreneur qui sont nécessaires à la planification, à la préparation, à la documentation et à la prestation de la formation des membres du cadre initial d'instructeurs auprès des opérateurs, et il précise le contenu de chaque cours.
Précision absolue du MBS	La précision mesurée au moyen de la boussole ou du GPS.
Précision relative du MBS	Une évaluation de l'erreur aléatoire dans l'établissement de la position ou de l'orientation (p. ex., distance ou azimut) dans laquelle se trouve le MBS par rapport au nord géographique indiqué par la boussole.
Produit chimique industriel toxique (PCIT)	Variété de produits chimiques utilisés ou créés par l'industrie qui peuvent avoir une incidence importante sur la santé humaine.
Produits chimiques	Les produits chimiques comprennent les agents de guerre chimique (CWA), les produits chimiques industriels toxiques (PCIT) et la combinaison des deux.
Produits contrôlés	Dans le contexte de l'environnement, de la santé et de la sécurité, les produits contrôlés sont considérés comme étant les produits qui contiennent les substances suivantes : a. Réglementée en vertu de la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i> (LCPE); b. Annexe 1, Liste des substances toxiques de la LCPE; c. Produits chimiques ciblés par l'inventaire national des rejets de polluants; d. Ciblés par la Liste des substances du Défi du Plan de gestion des produits chimiques e. Ciblés par le programme Accélération de la réduction et de l'élimination des toxiques
Radiance spectrale équivalente au bruit (NESR)	La NESR est le paramètre utilisé pour préciser la performance de détection de l'instrument (SDID) du point de vue de la radiance spectrale équivalente au bruit, indiquée par l'acronyme NSER. La valeur de la NESR s'applique à tout le traçage de rayon du système, ce qui comprend tous les dispositifs optiques de l'entrée du télescope à la sortie du détecteur.
Rayonnement infrarouge	Un type de rayonnement invisible dans le spectre de fréquences au-delà de la lumière rouge et en deçà des ondes radioélectriques. On utilise ce rayonnement pour mesurer la température à distance.
Rayonnement non ionisant	La plage de fréquences est généralement considérée comme allant de statique (aucun mouvement) et des fréquences très basses au rayonnement ultraviolet visible, comme les ondes sonores, les ondes radioélectriques et la lumière visible réfléchie.
Remplaçable à chaud	Signifie qu'on peut remplacer les batteries d'un système sans avoir à redémarrer ce dernier. Les interférogrammes sont traités et transformés en spectres étalonnés (et plus précisément en radiance spectrale).
Résolution spectrale	Norme de définition héritée non apodisée, ABB (BOMEM).
Responsable de l'approvisionnement	Le responsable de l'approvisionnement travaille pour le MDN et il est chargé des processus d'approvisionnement. Il communique directement avec l'autorité contractante et gère les aspects financiers du projet.
Responsable technique (RT)	Le RT est responsable de l'aspect technique du projet. Il fournit de l'information, de l'orientation et des conseils, et supervise l'énoncé des travaux et les spécifications liées aux exigences du système. Le RT examine, commente et accepte les produits livrables de l'entrepreneur et les différents produits de base. Le RT peut déléguer certaines tâches à ses représentants.
Réticule	Une grille ou un motif utilisé pour établir l'échelle et la position.
SDID en réseau	Désigne l'ensemble qui comprend de deux (2) à six (6) unités de détection, une interface d'utilisation à distance, située entre un mètre et au moins un kilomètre, tout le matériel et les logiciels de communication nécessaires, et tout le matériel d'alimentation électrique requis.
Simultanément	Le temps d'installation du SDID est le temps qu'il faut pour faire passer tout l'équipement de détection du SDID de sa configuration de transit à sa configuration fonctionnelle et pour effectuer la mise en marche.
Spectromètre	Une fonction de la TO du SDID utilisée pour mesurer les propriétés de la lumière sur une partie précise du spectre électromagnétique, en faisant dévier les rayons réfractés aux fins d'enregistrement et d'analyse.
Spectrothèque	La bibliothèque des spectres chimiques connus qui est consultée quand le capteur procède à l'acquisition de spectres et applique l'algorithme de détection afin d'identifier le produit chimique le plus probable.
Substance interférente	Substance qui empêche de détecter un CWA ou un PCIT.
Suivi	Le suivi consiste à verrouiller les coordonnées géographiques changeantes en deux dimensions des limites d'un nuage chimique qui se propage dans la zone de détection.
Système entièrement fonctionnel	Par « entièrement fonctionnel », on entend que le SDID fonctionne conformément aux spécifications précisées dans le présent document. Le SDID entièrement fonctionnel doit fournir la précision minimale indiquée dans les présentes.
Télémétrie	La télémétrie est définie comme étant la distance minimale entre l'avant du nuage et le capteur.
Tête optique (TO)	La TO est le principal sous-système du SDID. C'est aussi le plus important. La principale fonction de la TO est de capturer le rayonnement infrarouge émis par le nuage observé sous forme d'interférogramme. Ce dernier est ensuite soumis à une transformée de Fourier afin de déterminer sa composition spectrale. Le résultat est ensuite soumis au processus d'étalonnage et passe par la chaîne du logiciel de traitement de détection. La TO comprend : a. un télescope et des optiques pour acheminer le rayonnement infrarouge jusqu'à la TO; b. un interféromètre à deux faisceaux à transformée de Fourier conçu pour effectuer la soustraction optique du rayonnement de fond du nuage en observation; c. un détecteur pour numériser le signal de l'interféromètre; d. une caméra de télévision pour l'affichage en temps réel de la région en observation; e. un corps noir pour l'étalonnage périodique du système.
Tête ou unité de détection	Fait référence au boîtier qui contient le matériel de capteur.
TGRV*	Test général du rapport des vraisemblances
Transformée de Fourier	Méthode mathématique utilisée pour analyser et interpréter la fréquence des vapeurs détectées afin de définir les composantes spectrales.

Ministère de la Défense nationale
Projet de détecteurs d'agents chimiques

ANNEXE B

Acquisition

Liste de prix des produits livrables

Numéro de demande : W8476-145109

Préparé par :
Bureau de projet de défense CBRN
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)

K1A 0K2

SGDDI n° 3957326

Tableau 1 – Produits livrables du contrat

	PRODUITS LIVRABLES	LIVRAISON		UNITÉ DE DISTRIBUTION	QUANTITÉ	PRIX	PRIX CALCULÉ
N° d'article du contrat (NAC)		Directives	Destination				
NAC-1	Jalon 1 : Coup d'envoi – La date de livraison est un mois après l'attribution du contrat	Acceptation de tous les éléments de données liés au coup d'envoi conformément au paragraphe 10.4 de l'énoncé des travaux (EDT) de l'annexe A. Le coût total du NAC-1 ne doit pas dépasser 2 % du NAC-9 ; Équipement à livrer pour le SDID.	Responsable technique Code de l'assurance de la qualité (CAQ) C	Lot	1	PRIX FERME \$	\$
NAC-2	Jalon 2 : Rapport de conception préliminaire (RCP) – La livraison est trois mois après l'attribution du contrat	Acceptation de tous les éléments de données liés au RCP conformément au par. 10.8 de l'EDT de l'annexe A. Le coût total du NAC-2 ne doit pas dépasser 3 % du NAC-9 ; Équipement à livrer pour le SDID.	Responsable technique CAQ C	Lot	1	PRIX FERME \$	\$
NAC-3	Jalon 3 : Revue critique de définition (RCD) – La livraison est six mois après l'attribution du contrat	Acceptation de tous les éléments de données liés à la RCD conformément au par. 10.9 de l'EDT de l'annexe A. Le coût total du NAC-3 ne doit pas dépasser 7 % du NAC-9 ; Équipement à livrer pour le SDID.	Responsable technique CAQ C	Lot	1	PRIX FERME \$	\$
NAC-4	Jalon 4 : Examen de vérification du système (EVS 1) – Matériel (comprend la revue d'aptitude à l'essai [RAE] 1) – La livraison est 12 mois après l'attribution du contrat	Acceptation de tous les éléments de données liés à l'EVS 1 conformément au par. 10.11 de l'EDT de l'annexe A. Le coût total du NAC-4 ne doit pas dépasser 7 % du NAC-9 ; Équipement à livrer pour le SDID.	Responsable technique CAQ C	Lot	1	PRIX FERME \$	\$

NAC-5	Jalon 5 : Examen de vérification du système (EVS 2) – Logiciel (comprend la RAE 2) – La livraison est 18 mois après l'attribution du contrat	Acceptation de tous les éléments de données liés à l'EVS 2 conformément au par. 10.14 de l'EDT de l'annexe A. Le coût total du NAC-5 ne doit pas dépasser 7 % du NAC-9 ; Équipement à livrer pour le SDID.	Responsable technique CAQ C	Lot	1	PRIX FERME \$ _	
NAC-6	Jalon 6 : Achèvement de l'audit de la configuration fonctionnelle (ACF) et de la vérification de la configuration physique (VCP) – La livraison est 21 mois après l'attribution du contrat	Acceptation de tous les éléments de données liés à l'ACF et à la VCP conformément aux par. 10.16 et 10.17 de l'EDT de l'annexe A. Le coût total du NAC-6 ne doit pas dépasser 9 % du NAC-9 ; Équipement à livrer pour le SDID.	Responsable technique CAQ C	Lot	1	PRIX FERME \$ _	

NAC-7	Jalon 7 : Achèvement du coup d'envoi 2 et examen d'essai de premier article (EPA) – La livraison est 24 mois après l'attribution du contrat	Acceptation de tous les éléments de données liés à l'ACF et à la VCP conformément aux par. 10.18 et 10.20 de l'EDT de l'annexe A. Le coût total du NAC-7 ne doit pas dépasser 5 % du NAC-9 ; Équipement à livrer pour le SDID.	Responsable technique CAQ C	Lot	1	PRIX FERME	\$
NAC-8	Jalon 8 : Achèvement de la vérification de la configuration physique 2 – La livraison est 24 mois après l'attribution du contrat	Acceptation de tous les éléments de données liés à l'ACF et à la VCP conformément au par. 10.21 de l'EDT de l'annexe A. Le coût total du NAC-8 ne doit pas dépasser 2 % du NAC-9 ; Équipement à livrer pour le SDID.	Responsable technique CAQ C	Lot	1	PRIX FERME	\$
NAC-9	Jalon 9 : Livraison du SDID comme il est défini à l'annexe A – Énoncé des travaux	Conformément à l'annexe A Première livraison : au plus tard 24 mois après l'attribution du contrat Dernière livraison : au plus tard 36 mois après l'attribution du contrat	25 Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes CAQ Q	A l'unité	32	PRIX UNITAIRE	\$
NAC-10	Jalon 10 : Achèvement de tous les produits à livrer requis par le contrat (incluant l'instruction sur le terrain) et acceptation de ceux-ci par le responsable technique et l'autorité contractante	Conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux d'acquisition Au plus tard 36 mois après l'attribution du contrat	Responsable technique	S.O.	1	5 % de la somme des prix calculés des NAC 1 à 9 et 11 à 13	\$

NAC-11	Commande d'approvisionnement initial – Commandé comme achat en masse des pièces de rechange initiales, comme il a été déterminé par la structure de répartition de l'équipement et la liste des pièces de rechange recommandées.	Conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux d'acquisition, section 7.11	25 Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes Montréal, QC DDP Incoterms 2000, taxes applicables en sus CAQ Q	Selon le Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation	Demande relative à un contrat de référence	L'entrepreneur doit offrir des prix unitaires fermes pour le soutien à l'approvisionnement après l'attribution du contrat. Tous les prix unitaires fermes seront rajustés selon le Volume 2 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.1.3.2 Ajustement des prix tout au long de la période du marché. Les prix unitaires fermes offerts pour l'aide à l'approvisionnement peuvent nécessiter une justification et une certification du prix, conformément au Volume 2 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.1.3.4 Mettre à jour la liste du soutien à l'approvisionnement.	Dépenses jusqu'à concurrence de 350 000 \$
NAC-12	Formation des membres du cadre initial d'instructeurs (FMCI) à l'intention des opérateurs et du personnel	Conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux d'acquisition, section 7.17	Conformément à l'exigence des FC	Numéro de série		PRIX UNITAIRE FERME	
NAC-13	Modification de conception/demande de travaux supplémentaires, à utiliser au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux d'acquisition	Responsable technique	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour la durée du contrat.			
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME	PRIX CALCULÉ
				Ingénieur	240 heures	\$	\$
				Technologue en sciences du génie	560 heures	\$	\$
				Redacteur technique	40 heures	\$	\$
				Dessinateur	160 heures	\$	\$
				Formateur	80 heures	\$	\$
				Représentant de services techniques	320 heures	\$	\$

Tableau 2 – Produits livrables optionnels

Numéro d'inscription de l'option (NIO)	OPTIONS	LIVRAISON		UNITÉ DE DISTRIBUTION	QUANTITÉ	PRIX	PRIX CALCULÉ
		Directives	Destination				
NIO-1	SDID optionnels tels qu'ils sont définis à l'annexe A – Énoncé des travaux et NAC-0006.	Selon un préavis de l'autorité contractante au moyen d'une modification au contrat. Livraison due trois mois après la modification au contrat.	25 Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes CAQ Q	A l'unité	1-3	PRIX UNITAIRE _ \$	_ \$
NIO-2	SDID optionnels tels qu'ils sont définis à l'annexe A – Énoncé des travaux et NAC-0006.	Selon un préavis de l'autorité contractante au moyen d'une modification au contrat. Livraison due trois mois après la modification au contrat.	25 Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes CAQ Q	A l'unité	4-6	PRIX UNITAIRE FERME _ \$	_ \$
NIO-3	SDID optionnels tels qu'ils sont définis à l'annexe A – Énoncé des travaux et NAC-0006.	Selon un préavis de l'autorité contractante au moyen d'une modification au contrat. Livraison due trois mois après la modification au contrat.	25 Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes CAQ Q	A l'unité	7-9	PRIX UNITAIRE FERME _ \$	_ \$
NIO-4	SDID optionnels tels qu'ils sont définis à l'annexe A – Énoncé des travaux et NAC-0006.	Selon un préavis de l'autorité contractante au moyen d'une modification au contrat. Livraison due trois mois après la modification au contrat.	25 Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes CAQ Q	A l'unité	10-12	PRIX UNITAIRE FERME _ \$	_ \$
NIO-5	FMCH optionnelle à l'intention des opérateurs et du personnel d'entretien	Conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux d'acquisition, section 7.17.	Conformément à l'exigence des FC.	Numéro de série	1-3	PRIX UNITAIRE _ \$	_ \$

Remarques

- 1. Un maximum de 12 SDID peut être acquis dans le cadre du contrat d'acquisition.
- 2. Les prix unitaires fermes d'inscription de l'option ne peuvent pas dépasser les prix d'inscription au contrat de +/- 20 %.



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

RECEIVED

MAY 27 2014

Contract Number / Numéro du contrat

W8476-145109/001/SV

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	
DND		DCSEM	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Production of 32 Area Detection and Identification System (ADIS) for early warning of chemical hazards through standoff detection.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET / SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8476-145109/001/SV

Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|--|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8476-145109/001/SV

Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)


For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI		✓														
IT Link / Lien électronique					✓											

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8476-145109/001/5V

Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Major Mario Allaire	Chemical Project manager	
Telephone No. - N° de téléphone (819) 994-8288	Facsimile No. - N° de télécopieur (819) 994-3287	E-mail address - Adresse courriel mario.allaire@forces.gc.ca
		Date 2 April 2014

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Dawn Murray - CFMP GP HQ - Industrial Security SRCL Team Lead		
Telephone No. - N° de téléphone Tel: 613-994-1069 / Fax: 613-949-1069	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel E-mail: dawn.murray@forces.gc.ca
		Date 20 April 2014

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?
Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☒ No / Oui
☐ Yes / Non

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
MARLENE BITSENE	SUPPLY TEAM LEADER	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Suzanne Hopkins	Contract Security officer	
Telephone No. - N° de téléphone 613-614-3111	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel suzanne.hopkins@pwgsc-tpsgc.gc.ca
		Date June 12/14

***Système de détection et d'identification à distance -
Acquisition***

ANNEXE D

Retombées industrielles et technologiques (RIT)

Modalités et conditions

TABLE DES MATIÈRES

1. Définitions
2. Objectifs du Canada en matière de RIT
3. Énoncé des obligations
4. Rapports annuels
5. Modifications au prix du contrat
6. Excédent d'engagements
7. Types de transactions
8. Critères d'admissibilité des transactions
9. Valeur du contenu canadien
10. Plans stratégiques
11. Regroupement
12. Mise en banque
13. Communications au public
14. Gestion de l'information
15. Modification des transactions
16. Accès aux dossiers et vérification
17. Résolution de conflits
18. Recours
19. Modifications apportées aux plans
20. Responsabilités des parties
21. Conformité à la *Loi sur le lobbying*
22. Honoraires conditionnels ou frais de conclusion de transaction
23. Liste des donateurs admissibles approuvés

Annexes

- A Proposition de valeur – Engagements et Transactions
- B Fiche de transaction – modèle
- C Rapport annuel - modèle
- D Plan d'activités du cadre d'investissement (CI) – modèle

1. DÉFINITIONS

- 1.1. Tout mot ou expression non définis dans le présent document s'entendent comme il est prévu dans le contrat. Aux fins des présentes modalités et conditions des retombées industrielles et technologiques (RIT), à moins d'indication contraire dans le contexte, les définitions suivantes s'appliquent :
- 1.1.1. **période de réalisation** » s'entend de la période commençant le 1 janvier 2015 et se terminant le 1 janvier 2021;
- 1.1.2. **« investissement admissible »** – lorsqu'il est question de contributions en espèces, un investissement admissible désigne une subvention ou l'achat d'un intérêt minoritaire dans les actions ordinaires ou les actions privilégiées d'une entreprise canadienne. L'achat de débentures ou l'octroi d'un prêt remboursable ne sont pas admissibles. Dans le cas d'une contribution en nature, un investissement admissible désigne : une licence autorisant l'utilisation de matériel sous licence (propriété intellectuelle); de l'équipement (équipement, logiciels ou systèmes permettant de développer des biens et services nouveaux ou améliorés); un transfert de connaissances (prêts d'employés pouvant faire profiter l'entreprise de leur « savoir-faire » dans les domaines de la technique ou de la gestion); ou un soutien aux ventes ou au marketing (prêt d'employés qui mèneront des activités de marketing ou de ventes ou qui feront profiter l'entreprise de leurs contacts ou renseignements; ou encore, une licence permettant d'utiliser une marque ou des marques de commerce);
- 1.1.3. **« entreprise canadienne »** s'entend d'une entreprise commerciale qui est constituée en vertu des lois du Canada et qui exerce des activités commerciales continues au Canada;
- 1.1.4. **« capital investi »** désigne la valeur totale des actions émises d'une entreprise, à laquelle est ajoutée la valeur associée aux instruments pouvant être convertis en actions. Pour les sociétés cotées en bourse, cette valeur correspond au nombre total d'actions émises multiplié par le prix du marché, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Pour les sociétés fermées, il s'agit du nombre total d'actions émises multiplié par leur prix de vente le plus récent, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada;
- 1.1.5. **« Détection CBRN »** s'entend du segment de marché qui se compose d'équipement et de systèmes visant à surveiller, à détecter ou à déterminer les menaces des substances CBRN et des produits chimiques industriels toxiques dans un contexte de défense et civil;
- 1.1.6. **« activité de commercialisation »** désigne un processus grâce auquel une valeur économique est attribuée à la connaissance, par la production et la vente de

produits et services nouveaux ou considérablement améliorés. Il peut également s'agir de publicité, de promotion des ventes et d'autres activités de marketing. Les activités de commercialisation particulières sont les suivantes : planification commerciale, études de faisabilité liées au projet, détermination des besoins des clients, prospection de marchés et tests, recherche fondamentale et appliquée, développement expérimental, analyse de la rentabilité et financement, et publicité de lancement;

- 1.1.7. « **engagement** » désigne les engagements particuliers de l'entrepreneur en relation avec ses activités dans sa proposition de valeur et les plans et Transactions connexes, comme l'indique l'annexe A;
- 1.1.8. « **crédit** » s'entend du montant, exprimé en valeur du contenu canadien (VCC), qui est associé à une Transaction, achevée en totalité ou en partie, comme le confirme un avis écrit de l'autorité des RIT. Toutes les Transactions sont assujetties à un processus annuel de production de rapports et de vérification avant l'octroi des crédits;
- 1.1.9. Par « **régions désignées du Canada** », on entend les régions suivantes, qui ont été désignées par le gouvernement du Canada à des fins socio-économiques : la région de l'Atlantique (soit les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse); la région du Québec (soit la province de Québec); la région du Nord de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au nord des districts de Nipissing et de Parry Sound, y compris ces deux districts); la région du Sud de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au sud des districts de Nipissing et de Parry Sound); la région de l'Ouest (soit les provinces du Manitoba, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique) et la région du Nord (soit les Territoires du Nord-Ouest, le Yukon et le Nunavut);
- 1.1.10. « **Transaction directe** » désigne une Transaction qui a été conclue pour l'exécution de toute partie des travaux visés par le présent contrat (comme il est précisé dans [insérer l'endroit où se trouvent l'énoncé des travaux et les activités connexes]);
- 1.1.11. « **Donateur admissible** » désigne la société mère de l'entrepreneur, et ses filiales, divisions et subdivisions, ainsi que les fournisseurs de premier niveau de l'entrepreneur qui sont chargés de réaliser les travaux prévus au présent contrat, de même que leur société mère respective et toutes les filiales, divisions et subdivisions de la société mère.
- 1.1.12. « **Transaction combinée** » désigne une Transaction directe qui compte plus d'un bénéficiaire. Les Transactions combinées ne peuvent inclure que des activités comprenant l'achat de biens auprès de fournisseurs canadiens affichant des caractéristiques similaires en ce qui concerne les produits, la taille ou la région, spécification du contenu régional et de petite ou moyenne entreprise, et dont la

valeur du contenu canadien (VCC) ne dépasse pas 10 p. 100 de la valeur totale de l'obligation décrite à l'article 3.1.1;

- 1.1.13. « **Transaction indirecte** » désigne une Transaction mise en œuvre dans le cadre d'une activité commerciale qui n'est pas liée à l'exécution d'une partie des travaux visée par le présent contrat;
- 1.1.14. « **évaluation pour contribution en nature** » désigne une évaluation faite par une partie qualifiée qui détient une désignation d'expert en évaluation d'entreprises ou une autre désignation similaire acceptable. Les rapports d'évaluation seront détaillés et contiendront une déclaration de la partie qualifiée concernant sa compétence et sa conformité aux normes propres à sa désignation professionnelle. L'entrepreneur, ou un donateur admissible, assume tous les coûts associés à l'obtention du rapport d'évaluation pour contribution en nature;
- 1.1.15. « **propriété intellectuelle** » désigne, aux fins des présente modalités relatives aux RIT, les brevets, inventions, marques de commerce, articles protégés par le droit d'auteur, dessins industriels, secrets commerciaux, information technique et autres articles assimilables qui appartiennent à une entreprise ou dont elle a la jouissance par l'octroi d'une licence;
- 1.1.16. « **autorité des RIT** » désigne le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique ou toute autre personne désignée par lui pour agir en son nom. L'autorité des RIT est chargée d'évaluer, d'accepter, de contrôler, de vérifier et de créditer les RIT, ainsi que d'évaluer le rendement de l'entrepreneur en matière de RIT dans le cadre des présente modalités relatives aux RIT;
- 1.1.17. « **obligation** » désigne chacun des obligations contractuelles de l'entrepreneur, selon l'article 3, qui sont collectivement dénommés les obligations;
- 1.1.18. « **dépassement** » désigne la différence positive entre les crédits accordés à l'entrepreneur pour une transaction exécutée pendant la période de réalisation et ;a valeur d'origine au titre de cette Transaction;
- 1.1.19. « **plans** » désignent les plans préparés par l'entrepreneur et qui, par renvoi, font partie du présent contrat, soit le plan d'activités de l'entreprise, le plan de gestion des RIT, le plan de développement régional et le plan de développement des petites et moyennes entreprises, tous datés du XXX et portant le numéro de référence XXX;
- 1.1.20. « **établissement d'enseignement postsecondaire** » désigne une institution ou une autre entité organisationnelle au Canada qui participe à l'élaboration et à la prestation d'activités de formation scolaire et à l'attribution d'attestations d'études aux personnes dont l'exigence d'admissibilité normale est un diplôme d'études secondaires. L'établissement devrait être accessible à la population, être reconnu par une province ou le Programme canadien de prêts aux étudiants et offrir des

programmes menant à des diplômes reconnus par le milieu universitaire au Canada;

1.1.21. « **proposition** » désigne la proposition faite par l'entrepreneur le **(date)**, sous le numéro de référence **(xxx)**;

1.1.22. « **institut de recherche public** » désigne un organisme fédéral ou provincial au Canada qui participe à des activités de recherche, de formation en recherche et à des activités connexes au Canada; a comme objectif principal d'effectuer de la recherche, de mener des examens par les pairs et de diffuser les résultats au moyen de la publication, du transfert des technologies ou de la formation; et est financé principalement par des ressources publiques et a des processus, des systèmes, des procédures et des contrôles établis en place pour assurer l'atteinte des objectifs publics;

1.1.23. « **bénéficiaire** » désigne l'entreprise ou organisation canadienne qui reçoit, de l'entrepreneur ou donateur admissible, l'activité décrite dans une Transaction.

1.1.24. « **période de rapport** » désigne chacune période de douze mois, à l'intérieur de la période de réalisation, sur lesquelles porteront les rapports de l'entrepreneur. Nonobstant ce qui précède, la première période de rapport peut comprendre plus de 12 mois en ce qu'elle commence à la première journée de la période de réalisation et se termine le dernier jour du douzième mois après la date d'entrée en vigueur du contrat. Les périodes de rapport subséquentes (périodes 2, 3, etc.) suivront par augmentations annuelles consécutives, jusqu'à la fin de la période de réalisation;

1.1.25. « **recherche et développement (R-D)** » : désigne une étude scientifique qui porte sur le développement de nouveaux biens et services, sur de nouveaux intrants à la production, sur de nouvelles méthodes de production ou sur de nouvelles façons d'exploiter ou de diriger des organisations. Les activités propres à la recherche et au développement comprennent ce qui suit : tests/mesures/analyses normalisés; rapport découlant des tests/mesures/analyses effectués; projets de développement d'une méthode d'analyse thermomécanique particulière; conception/génie concernant des produits/processus; projet de développement d'une technologie/d'un processus/d'un produit sur mesure; études de faisabilité et évaluations connexes; projets de recherche appliquée pour de nouveaux concepts de produits, de nouvelles plateformes technologiques et de nouveaux tests et de nouvelles mesures et analyses; recherche scientifique fondamentale permettant de mieux comprendre un nouveau phénomène; recherche visant à faire avancer les connaissances scientifiques avec ou sans application pratique en vue; soutien au génie, à la conception, à la recherche sur les opérations, à l'analyse mathématique, à la programmation, à la collecte de données, aux tests ou à la recherche;

1.1.26. « **produits semi-transformés** » désignent les produits qui sont transformés à

partir de matières premières à l'état naturel, au moyen d'une méthode spécialisée, afin de les rendre prêts à l'emploi ou à l'assemblage pour former un produit final;

1.1.27. « **insuffisance** » désigne la différence négative entre les crédits accordés à l'entrepreneur pour une Transaction exécutée pendant la période de réalisation et la valeur d'origine au titre de cette Transaction;

1.1.28. « **petite ou moyenne entreprise** » ou « **PME** » désigne une entreprise canadienne ayant moins de 250 employés à plein temps au moment où elle conclut une Transaction. Les agents et distributeurs de produits et services étrangers, ainsi que les filiales de l'entrepreneur ou d'un donateur admissibles à un contrat comprenant des obligations de RIR/RIT, ne sont pas considérés comme des PME;

1.1.29. « **fournisseur de premier niveau** » désigne une entreprise qui prend en charge une part précise des travaux de l'entrepreneur principal visés par le présent contrat, pour produire ou fournir des sous-ensembles majeurs ou des composants principaux installés ou utilisés dans la plateforme ou le système acquis dans le cadre du présent contrat;

1.1.30. « **Transaction** » désigne une activité commerciale impliquant l'entrepreneur ou un donateur admissible, mise en œuvre au moyen d'un contrat, y compris une commande, un contrat de vente, un contrat de licence, une lettre d'accord ou un autre document écrit analogue, et qui a une valeur pécuniaire précise. Une Transaction respecte tous les critères d'admissibilité, correspondre aux exigences des modalités en ce qui a trait aux types d'évaluation et de Transactions et a été officiellement acceptée, par écrit, par l'autorité des RIT;

1.1.31. « **proposition de valeur** » désigne la partie des engagements et Transactions qui, en même temps que toute autre information, a été intégrée à la proposition au moment de la soumission; et,

1.1.32. « **Mandat de produit mondial** » désigne un achat de produits ou de services d'une entreprise canadienne quand elle implique une relation d'approvisionnement à long terme entre l'entrepreneur ou un donateur admissible et une entreprise canadienne aux termes de laquelle l'entreprise canadienne est légalement autorisée à mener, pour en assumer l'entière responsabilité, des activités particulières, dont la conception, le développement, la fabrication et le marketing, qui sont liés à la fourniture de produits, de composants, de modules ou de services destinés aux marchés national et international.

2. OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT

- 2.1. Le gouvernement canadien est responsable de mettre en place des programmes et des politiques grâce auxquels l'investissement considérable dans les produits et services associés à la défense apportera à l'industrie canadienne des bienfaits économiques à long terme et de grande valeur; il doit également fixer différents

objectifs en matière de RIT, notamment :

- 2.1.1. le développement économique du secteur canadien de la défense et son soutien prolongé, grâce à l'optimisation des occasions d'affaires au Canada qui impliquent de travailler directement à l'approvisionnement et, plus largement, de travailler dans le secteur de la défense.
- 2.1.2. l'augmentation de la productivité et de la compétitivité chez les fournisseurs établis au Canada, grâce à la création d'authentiques occasions de croissance et d'intégration dans la chaîne d'approvisionnement des grands fournisseurs de systèmes à l'échelle mondiale;
- 2.1.3. le renforcement de l'innovation et de la R-D en territoire canadien, de manière à permettre à nos entreprises de mieux se positionner dans la chaîne de valeur, de saisir des occasions d'affaires et de profiter de possibilités ultérieures de commercialisation;
- 2.1.4. la réussite d'entreprises canadiennes dans les marchés d'exportation conventionnels et non conventionnels ouverts grâce aux projets, en vue d'une création d'emplois et d'une croissance à long terme;
- 2.1.5. la promotion de la participation des entreprises canadiennes dans les régions désignées du Canada, en vue d'une amélioration à long terme de leur capacité, de leur compétitivité internationale et de leur potentiel de croissance;
- 2.1.6. la promotion de la participation des PME canadiennes comme fournisseurs pour les gros achats fédéraux et l'augmentation de leur compétitivité et de leur accès aux marchés d'exportation.

3. ÉNONCÉ DES OBLIGATIONS

- 3.1. L'entrepreneur doit, d'ici la fin de la période de réalisation :
 - 3.1.1. Atteindre au moins 100 pour cent (ou si elle est plus élevée, la valeur totale de toutes les engagements figurant dans la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition de l'entrepreneur) du prix au contrat d'acquisition, y compris toutes les options, en valeur du contenu canadien (VCC), sous forme de transactions, comme le précise l'annexe A.
 - 3.1.2. Assumer les obligations suivantes en matière de proposition de valeur :
 - 3.1.2.1. Atteindre au moins xx pour cent du prix au contrat d'acquisition, y compris toutes les options (insérer le pourcentage mentionné dans la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, au moins 75 pour cent) sous forme de

transactions directes.

- 3.1.2.2. Atteindre au moins xx pour cent du prix au contrat d'acquisition, y compris toutes les options (insérer le pourcentage mentionné dans la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition de l'entrepreneur) sous forme de transactions comportant des activités de recherche et de développement dans le segment de marché Détection CBRN.
- 3.1.2.3. Atteindre au moins xx pour cent du prix au contrat d'acquisition, y compris toutes les options (insérer le pourcentage mentionné dans la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition de l'entrepreneur ainsi qu'au moins 15 pour cent) sous forme de transactions avec des PME.
- 3.1.2.4. démontrer par des rapports annuels que les conditions de la capacité d'exporter sont entretenues tout au long de la période de réalisation, comme énoncées à cette fin dans la stratégie d'exportation de l'entrepreneur décrite à l'annexe A;
- 3.1.3. réaliser des Transactions dans les régions du Canada mentionnées à l'annexe A, dans des proportions d'au moins :

Remarque : les pourcentages ci-après sont calculés à partir de : la valeur du contenu canadien des transactions indiquées dans la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition, divisée par le prix au contrat d'acquisition lors de l'octroi du contrat. Les pourcentages ne changeront pas pour la durée du contrat, mais leur valeur correspondante en dollars pourrait changer si des modifications sont apportées au prix contractuel.

- 3.1.3.1. Atlantique : xx p. 100
- 3.1.3.2. Québec : xx p. 100
- 3.1.3.3. Nord de l'Ontario : xx p. 100
- 3.1.3.4. Sud de l'Ontario : xx p. 100
- 3.1.3.5. Ouest : xx p. 100
- 3.1.3.6. Nord : xx p. 100
- 3.1.4. Présenter à l'autorité des RIT les projets de nouvelles transactions selon le calendrier suivant :
 - 3.1.4.1. Dans l'année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment de transactions pour que leur total cumulatif atteigne au moins 60 pour cent du prix au contrat d'acquisition, en VCC, y compris toutes les options.
 - 3.1.4.2. Dans les trois (3) années suivant la date d'entrée en vigueur du contrat,

suffisamment de transactions pour que leur total cumulatif atteigne au moins 100 pour cent du prix au contrat d'acquisition, en VCC, y compris les options.

3.1.5. L'entrepreneur présentera dans son rapport annuel un sommaire des progrès réalisés par rapport aux obligations à la proposition de valeur au paragraphe 3.1.2 selon l'échéancier suivant :

3.1.5.1. Dans l'année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment de progrès par rapport aux obligations pour que leur total cumulatif atteigne au moins 15 pour cent du prix au contrat d'acquisition, y compris toutes les options.

3.1.5.2. Dans les deux (2) années suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment de progrès par rapport aux obligations pour que leur total cumulatif atteigne au moins 20 pour cent du prix au contrat d'acquisition, y compris toutes les options.

3.1.5.3. Dans les trois (3) années suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment de progrès par rapport aux obligations pour que leur total cumulatif atteigne au moins 50 pour cent du prix au contrat d'acquisition, y compris toutes les options.

3.1.5.4. Dans les quatre (4) années suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment de progrès par rapport aux obligations pour que leur total cumulatif atteigne au moins 100 pour cent du prix au contrat d'acquisition, y compris toutes les options.

3.1.6. Mener à bien chacune des Transactions conformément à la liste des Transactions jointes à l'annexe A.

3.2. L'entrepreneur doit soumettre à l'autorité des RIT, par l'entremise de l'autorité contractante, des rapports annuels fondés sur les résultats obtenus au cours de chacune période de rapport pertinente. Ces rapports doivent être présentés soixante (60) jours civils après la fin de la période des rapports. L'entrepreneur doit utiliser le format et le modèle électronique fourni par l'autorité des RIT, comme décrits à l'article 4 (Rapports annuels).

3.2.1. Pour prouver qu'il a respecté les obligations et les dispositions de la *Loi sur le lobbying*, l'entrepreneur doit fournir, en annexe au rapport annuel, un certificat de conformité semblable à celui qui figure à l'annexe C; ce certificat doit être signé par le contrôleur général de l'entreprise et porter sur les Transactions survenues au cours de la période de rapport. Le certificat de conformité s'applique aussi aux réalisations et activités des autres donateurs admissibles.

4. RAPPORTS ANNUELS

4.1. Chaque rapport annuel doit comprendre cinq parties, comme il est indiqué ci-dessous, et être présenté dans le modèle joint à l'annexe C.

4.1.1. La partie A doit comprendre :

4.1.1.1. un aperçu et l'état des travaux du projet :

- vue d'ensemble des travaux réalisés au cours de la période des rapports, de leurs points saillants et des modifications apportées à l'échéancier

4.1.1.2. les acomptes versés :

- liste des demandes d'acomptes présentées à l'autorité contractante pour les travaux terminés depuis l'entrée en vigueur du contrat (ventilée par période de rapport et incluant le montant, la date de soumission et l'état des paiements)

4.1.1.3. les plans :

- description de toute modification apportée aux plans, y compris à l'échelle des dirigeants de l'entreprise qui sont chargés de la gestion de l'obligation

4.1.1.4. Aperçu de la proposition de valeur :

- Description détaillée de la progression de chacune des obligations de l'entrepreneur en matière de proposition de valeur telles qu'elles sont définies à la section 3.1.2 et un sommaire cumulatif de l'état des travaux pour chaque obligation.
- Description de la progression de l'entrepreneur par rapport à l'échéancier présenté à la clause 3.1.5.

4.1.1.5. Stratégie d'exportation internationale

- Elle doit comprendre des renseignements concernant les marchés cibles et les critères relatifs à la capacité d'exportation de l'entrepreneur présentés dans sa proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition.
- Dans sa présentation des marchés cibles, l'entrepreneur doit fournir la documentation faisant la preuve que les cinq conditions suivantes sont remplies.
 - Autorité décisionnelle d'exporter depuis le Canada;
 - Mandat de produits internationaux l'autorisant à exporter le produit ou service hors du Canada;
 - Équipe de gestion des ventes de produits canadiens à l'étranger;
 - Ressources humaines et financières prévues et utilisées pour profiter des occasions d'exportation de produits canadiens.

- Si la capacité d'exportation faisait partie de la proposition relative aux RIT du contrat d'acquisition, l'entrepreneur doit chaque année également fournir une description et des preuves que lui ou ses parties admissibles continuent de posséder la capacité d'exportation à partir du Canada. La capacité d'exportation peut être prouvée en fournissant une description détaillée et la preuve que l'entrepreneur ou ses parties admissibles ont :
 - le pouvoir décisionnel d'exporter à partir du Canada, plus précisément ce qui suit :
 - des signataires autorisés à vendre des produits à l'étranger;
 - des précisions illustrant l'étendue du pouvoir décisionnel concernant la recherche de contrats d'exportation;
 - le mandat de produits internationaux, plus précisément :
 - le contrat, la certification ou d'autres documents démontrant qu'ils disposent d'un mandat de produits internationaux pour un produit ou un service et du pouvoir exclusif de l'exporter hors du Canada;
 - une équipe adéquate de gestion des ventes de produits canadiens à l'étranger;
 - suffisamment de ressources financières et humaines pour vendre des produits canadiens à l'étranger.

4.1.2. La partie B doit comprendre, pour chaque Transaction déclarée :

- 4.1.2.1. une mise à jour sur toute modification apportée aux détails de la Transaction, comme le pourcentage de VCC ou les coordonnées de l'entreprise destinataire;
- 4.1.2.2. une description des réalisations et activités importantes, particulièrement pour les Transactions auxquelles des multiplicateurs ont été appliqués;
- 4.1.2.3. une description de tout retard ou problème ou de toute lacune dans l'atteinte des résultats, ainsi qu'un plan d'action pour résoudre les problèmes.

4.1.3. La partie C doit comprendre, pour chaque Transaction déclarée :

- 4.1.3.1. la VCC de la réalisation demandée pour la période de rapport en cours.

4.1.4. La partie D doit comprendre, pour chaque Transaction déclarée :

- 4.1.4.1. la VCC de la réalisation demandée à ce jour dans toutes les périodes de rapport depuis le début de la période de réalisation.

4.1.5. La partie E doit comprendre :

- 4.1.5.1. les activités de développement des petites et moyennes entreprises et des régions :
 - aperçu des activités entamées pendant la période de rapport et de leurs points saillants;
- 4.1.5.2. les Transactions annulées, ajoutées ou modifiées :
 - liste des Transactions qui ont été annulées, ajoutées ou sensiblement modifiées durant la période de rapport avec l'approbation de l'autorité des RIT et état de la modification du contrat les concernant;
- 4.1.5.3. un certificat de conformité concernant les réalisations de l'entrepreneur et sa conformité avec la *Loi sur le lobbying*; il doit être signé par le contrôleur principal de l'entreprise et porter sur les Transactions ayant donné lieu à des activités au cours de la période de rapport. Le certificat doit se rapporter également à tous les donateurs admissibles.

5. MODIFICATIONS AU PRIX DU CONTRAT

- 5.1. En cas de diminution ou d'augmentation du prix du contrat, les obligations de l'entrepreneur, aux termes de l'article 3.1, sont soit diminuées, soit augmentées en conséquence.
- 5.2. Si le prix du contrat augmente après la troisième année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur soumettra à l'autorité des RIT des Transactions équivalent à 100 p. 100 de l'augmentation, mesurée en VCC, dans l'année suivant la date de l'augmentation.

6. DEPASSEMENT D'ENGAGEMENTS

- 6.1. Pour toute Transaction donnée, l'entrepreneur peut obtenir des crédits supérieurs à la valeur d'origine de la Transaction. Le montant de l'excédent peut compenser une insuffisance dans une autre Transaction prévue dans le contrat ou peut être utilisé pour atteindre les paliers mentionnés à l'article 3, pour autant que les engagements pertinents régionaux et ceux envers les petites et moyennes entreprises aient été réalisés. Dans ces cas, il faut toutefois obtenir l'approbation préalable écrite de l'autorité des RIT.

7. TYPES DE TRANSACTIONS

- 7.1. Les Transactions sont de deux types : directes et indirectes.

- 7.2. Une Transaction peut comporter l'achat de produits ou de services d'un fournisseur canadien. Dans ce cas, on calcule les crédits en établissant la VCC des achats, conformément à l'article 9.
- 7.2.1. Transactions liées aux petites et moyennes entreprises : Il s'agit de Transactions dont une PME est le bénéficiaire; le produit ou le service de la PME comporte une VCC d'au moins soixante-dix (70) pour cent de la valeur brute de la Transaction et les crédits correspondants sont octroyés de la manière suivante:
- 7.2.1.1. La partie de la VCC de la Transaction égale ou inférieure à 1 000 000 \$ sera réputée avoir 100 p. 100 de VCC à des fins de rapport et de vérification;
- 7.2.1.2. Pour toute partie de la VCC de la Transaction qui dépasse 1 000 000 \$, on utilise la VCC réelle établie selon la formule de l'article 9.
- 7.2.2. Mandat de produit mondial : Si une Transaction comporte un mandat de produit mondial et qu'à ce produit est affectée une VCC de soixante-dix (70) pour cent ou plus de la valeur brute de la Transaction, la VCC sera réputée être de 100 p. 100 aux fins des rapports et des vérifications.
- 7.3. Une Transaction peut également comprendre un investissement admissible en sol canadien.
- 7.3.1. La pleine VCC de toute Transaction comportant un investissement admissible, qu'il s'agisse de l'investissement original ou de crédits découlant de multiplicateurs ou de ventes futures, fait partie des obligations. Si l'entrepreneur ne réussit pas à conclure ce type d'une transaction, la VCC totale de l'engagement à la valeur multipliée, sera atteinte au moyen d'autres Transactions, comme il est indiqué à l'article 15, Modifications de Transactions.
- 7.3.2. Les exigences particulières et les démarches d'évaluation des crédits, selon les différents types de Transactions d'investissement admissible, sont énoncées ci-dessous.
- 7.3.3. **Transactions avec des établissements d'enseignement postsecondaire et des instituts de recherche publics**
- 7.3.3.1. Un multiplicateur de 5 s'applique aux crédits découlant de Transactions avec des investissements dans des établissements d'enseignement postsecondaire et des instituts de recherche publics, à la condition qu'elles comprennent : une contribution en espèces à des institutions d'enseignement postsecondaire en vue de la recherche ou de la création d'une chaire; un investissement dans le développement de compétences en technologie de pointe dans un établissement d'enseignement postsecondaire public; ou, dans la recherche collaborative avec des instituts de recherche publics.

7.3.4. Transactions avec des consortiums

7.3.4.1. Une Transaction peut comprendre un investissement admissible dans un consortium, à la condition :

- que l'entrepreneur ou un donateur admissible puisse y participer;
- qu'au moins une entreprise canadienne puisse y participer; et,
- qu'au moins une institution d'enseignement postsecondaire ou un institut de recherche public puisse y participer.

7.3.4.2. Les crédits sont établis de la manière suivante :

- Dans un premier temps, on calcule la valeur initiale, soit la somme des éléments suivants :
 - La valeur des contributions en espèces versées par l'entrepreneur ou un donateur admissible au consortium et la valeur des contributions en espèces des autres participants admissibles, jusqu'à concurrence du montant de la contribution de l'entrepreneur ou un donateur admissible, manifestement obtenues grâce à la participation de l'entrepreneur ou un donateur admissible au consortium. L'entrepreneur ou un donateur admissible doit démontrer comment sa participation est à l'origine de celle des autres participants.
- Une fois la valeur initiale établie, elle sera multipliée de cinq (5).
- La valeur de toute contribution en nature est ensuite ajoutée en fonction de l'évaluation pour contribution en nature. Les contributions en nature ne sont pas admissibles à un multiplicateur.
- Les éléments suivants ne sont pas admissibles à un crédit :
 - Les contributions versées au consortium par des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics;
 - Les contributions directes versées au consortium par tous les ordres de gouvernement.

7.3.4.3. Autres critères

- Les investissements combinés totaux d'entreprises autres que canadiennes ne peuvent dépasser cinquante (50) pour cent de l'investissement total versé dans le consortium.
- Si un donateur admissible participe au même consortium que l'entrepreneur, des feuilles de transaction distinctes décrivant la

participation de l'entrepreneur et celle du donateur dans le consortium doivent être présentées. L'entrepreneur et le donateur admissible ne peuvent demander que les crédits associés aux contributions qu'ils ont mises à profit dans le consortium.

7.3.5. Transactions du cadre d'investissement (CI)

7.3.5.1. Une Transaction peut comprendre une contribution à long terme associée à l'innovation dans une PME canadienne. Les Transactions du cadre d'investissement doivent se conformer aux critères suivants :

- L'investissement doit être lié à des activités de recherche et développement (R-D) et/ou à des activités de commercialisation au Canada;
- L'investissement doit être réalisé dans une PME canadienne, par l'entrepreneur ou un donateur admissible. Aux fins d'une Transaction du cadre d'investissement, le donateur admissible et l'entreprise bénéficiaire destinataire ne peuvent pas être la même entreprise;
- L'investissement doit répondre aux critères d'admissibilité des Transactions énoncés à l'article 8;
- Il doit s'agir d'un investissement admissible;
- L'activité du CI doit être d'une durée d'au moins cinq (5) années consécutives, à partir de la date à laquelle l'investissement est effectué;
- Un plan d'activités doit être soumis à l'autorité des RIT, dans une forme à celle qui figure à l'annexe D.

7.3.5.2. Calcul des crédits :

- Les investissements en espèce admissibles seront évalués tels quels. Les investissements en nature admissibles doivent être soumis à une évaluation pour contribution en nature.
- Les multiplicateurs de crédit suivants s'appliqueront à la valeur de l'investissement admissible :
 - Contribution en espèce pour des activités de R-D ou licence d'utilisation d'un article de propriété intellectuelle (PI) – multiple de 9
 - Contribution financière pour l'achat, ou le transfert, d'équipement – multiple de 7

- Contribution non financière sous forme de transfert de connaissances ou de soutien aux ventes ou au marketing – multiple de 4
- Le montant total des crédits associés aux Transactions du CI ne peut dépasser vingt-cinq (25) pour cent de la valeur totale de l'obligation, comme le précise l'article 3.1.1.

7.3.5.3. Échéancier d'octroi des crédits :

- 50 p. 100 immédiatement, une fois l'investissement admissible effectué conformément au plan d'activités, puis signalé à l'autorité des RIT et vérifié par cette dernière; 50 p. 100 répartis sur les années restantes de la Transaction, après la remise des rapports annuels exigés.
- Pour que les crédits soient octroyés annuellement, l'investissement doit profiter à la PME pendant au moins cinq (5) années consécutives et doit être utilisé aux fins décrites dans le plan d'activités.

7.3.6. Transactions liées aux investissements généraux

7.3.6.1. Une Transaction peut également prendre la forme d'un investissement admissible général dans une entreprise canadienne.

7.3.6.2. Les crédits sont établis de la manière suivante :

- Les crédits sont basés sur la VCC des ventes futures réalisées par l'entreprise bénéficiaire de l'investissement admissible.
 - Les ventes futures admissibles sont limités à ceux qui ne sont pas associés au présent contrat et ceux dont on ne tient pas compte dans le calcul des crédits pour retombées industrielles et régionales (RIR) ou des crédits de retombées industrielles et technologiques (RIT) pour tout autre contrat ou entente.
 - Le crédit pour les ventes futures sera établi au prorata en multipliant le montant des ventes applicables par le ratio d'investissement admissible de l'entrepreneur dans l'entreprise bénéficiaire par rapport : i) à la capitalisation de celle-ci au moment de l'investissement (dans le cas de l'achat d'actions sans contrôle) ou ii) au total combiné des contributions versées par toutes les parties intéressées (dans tous les autres cas).
- Pour un investissement admissible en espèces, l'entrepreneur se verra également octroyer un crédit pour le montant de l'investissement en soi, lorsque les résultats des ventes futures du bénéficiaire dépasseront le

montant de l'investissement initial admissible.

- Pour un investissement en nature admissible, l'entrepreneur se verra également octroyer un crédit pour le coût raisonnable du transfert, comme déterminé par l'autorité des RIT, lorsque les résultats des ventes futures du bénéficiaire dépasseront le montant de ce coût. Les frais de transfert raisonnables comprennent le coût de la formation et des infrastructures nécessaires pour exploiter la technologie. Aucun crédit n'est octroyé au titre de la valeur de l'investissement admissible en nature.

7.3.6.3. L'investissement admissible doit demeurer dans l'entreprise bénéficiaire canadienne pendant au moins trois (3) ans à compter de la date de placement des fonds dans l'entreprise. En cas de non-respect de cette disposition, tous les crédits approuvés pour la Transaction sont immédiatement récupérés.

7.3.6.4. Le capital servant à l'acquisition d'une entreprise canadienne qui est considérée comme une « entreprise en exploitation » ne constitue pas un investissement admissible aux fins de crédit de RIT. Si l'investissement vise une entreprise canadienne qui est insolvable ou qui fait ou a déjà fait usage des lois canadiennes sur la faillite ou de toute autre loi touchant les droits des créanciers, il peut être pris en compte aux fins des RIT.

7.3.6.5. Les transactions liées aux investissements admissibles généraux sont évaluées en fonction des critères suivants :

- Elles contribuent à la création d'une capacité qui n'existe pas encore au Canada;
- Elles favorisent la création de coentreprises avec des entreprises canadiennes, ce qui contribuera à la viabilité à long terme de celles-ci et augmentera leurs ventes;
- Elles n'entraînent pas de surcapacité ou de fermetures d'entreprises existantes ni la diminution du chiffre d'affaires prévu des entreprises canadiennes.

7.3.6.6. Les contributions en nature qui sont liées à la technologie et au transfert de compétences doivent viser des technologies et des compétences qui sont exclusives, actuelles, complètes et exploitables et comprendre les permis et l'assistance nécessaires pour que l'entreprise canadienne bénéficiaire soit en mesure de contribuer à la conception, au perfectionnement et à la fabrication de produits ou de processus et soit présente dans les marchés national et étrangers. À la demande de l'autorité des RIT, l'entrepreneur ou un donateur admissible doit fournir l'entente de licence conclue avec le bénéficiaire canadien.

7.3.7. Transactions avec des fonds de capital-risque (FCR)

7.3.7.1. Ce type de transaction intervient quand un entrepreneur ou un donateur admissible investit dans un fonds de capital-risque. Un FCR regroupe des investissements destinés à favoriser la croissance de petites entreprises canadiennes et sa gestion est confiée à un tiers indépendant.

7.3.7.2. Critères à respecter :

- Un FCR est un organisme de gestion des investissements et ce peut être notamment une banque, une société de fiducie ou une société de placement. Les FCR doivent être inscrits pour exercer leurs activités et leur gestion doit être canadienne.
- Une forte proportion des activités d'investissement d'un FCR se fera auprès de petites entreprises qui s'occupent du développement, de la fabrication ou de la commercialisation de produits ou de services de technologie de pointe dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants :
 - Sciences de la vie (biotechnologie, matériel médical et médicaments)
 - Santé
 - Matériaux de pointe
 - Fabrication de pointe
 - Environnement
 - Technologies de l'information et des communications
 - Aérospatiale et défense
- Les petites entreprises bénéficiaires des investissements d'un FCR doivent être des sociétés fermées et compter au plus 50 employés (secteur des services) ou au plus 100 employés (secteur de la fabrication) au début de l'investissement. Lorsqu'une petite entreprise atteint le stade du premier appel public à l'épargne, l'autorité des RIT n'accordera aucun autre crédit pour d'autres investissements effectués dans cette entreprise par un FCR.
- Les investissements initiaux par le gestionnaire du FCR, y compris les co-investissements, dans les petites entreprises admissibles, ne peuvent pas dépasser un million de dollars.

7.3.7.3. Les crédits sont établis de la manière suivante :

- En ce qui concerne les investissements dans un FCR, le multiplicateur est de 5. Les crédits, pour la contribution initiale, sont accordés au moment du dépôt dans le fonds par l'entrepreneur ou un donateur admissible. Les crédits restants sont disponibles lorsque le gestionnaire du FCR affecte les fonds à une petite entreprise canadienne, comme indiqué ci-dessus.
- Ils doivent y demeurer pendant au moins trois (3) ans à compter de la

date de placement. En cas de non-respect de cette disposition, tous les crédits approuvés pour la transaction sont immédiatement récupérés.

- Le crédit maximal après multiplication, pour ce type d'investissement, ne peut dépasser 5 p. 100 de la valeur de l'obligation dans l'article 3.1.1.

8. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES TRANSACTIONS

8.1. L'autorité des RIT analyse chaque transaction proposée au regard des critères d'admissibilité suivants :

8.1.1. **Causalité** — Chaque Transaction doit être attribuable soit à l'entrepreneur, soit à un donateur admissible, et découler en partie d'une obligation en matière de RIT ou de retombées industrielles et régionales actuelle ou prévue à l'égard du Canada. Elle ne doit pas être une Transaction que l'on aurait probablement conclue en l'absence présente ou future d'une telle obligation. La causalité peut être démontrée pour un projet précis ou, de façon plus vaste, pour les obligations globales d'une entreprise.

8.1.1.1. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit démontrer la causalité en fournissant un énoncé détaillé à ce sujet dans le modèle de fiche de transaction de l'annexe B. On y décrit les étapes et les échéances liées à la décision en ce qui a trait à une activité commerciale et on indique clairement un lien entre les étapes et la décision relative à l'activité commerciale et à la politique canadienne sur les RIR ou les RIT.

8.1.1.2. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit aussi prouver la causalité, pour appuyer l'énoncé détaillé mentionné à l'article 8.1.1.1. L'annexe B contient un modèle de certification.

8.1.2. **Calendrier** — Les Transactions doivent être mises en œuvre pendant la période de réalisation.

8.1.2.1. Les Transactions qui sont déterminées après la date d'entrée en vigueur du contrat ne doivent viser que des travaux effectués après la date de présentation de la Transaction à l'autorité des RIT.

8.1.3. **Effet d'accroissement** — Les Transactions doivent porter sur de nouveaux travaux effectués au Canada.

8.1.3.1. Si une Transaction indirecte nécessite que l'entrepreneur ou le donateur admissible achète des produits ou services d'un fournisseur canadien actuel, la méthode incrémentielle de calcul des crédits s'applique, soit :

- Une moyenne triennale des achats précédents est calculée, en fonction

des trois années précédant immédiatement la date de présentation de la Transaction à l'autorité des RIT;

- Les crédits sont accordés uniquement pour les achats excédant la moyenne triennale, dans chacune des périodes de déclaration.

8.1.3.2. La méthode incrémentielle de calcul décrite à l'article 8.1.3.1 **ne s'applique pas** lorsque le produit ou le service acheté dans le cadre de la Transaction :

- comprend une Transaction directe;
- diffère considérablement de ce qui a été acheté auparavant;
- vise une autre utilisation (vente sur le marché, application, etc.), par rapport à ce qui avait été acheté auparavant;
- comprend un processus concurrentiel pour sélectionner de nouveau le fournisseur canadien.

8.1.3.3. L'entrepreneur ou le donateur admissible démontre l'effet accroissement en produisant une déclaration à ce sujet pour chaque transaction indirecte proposée, selon le modèle proposé à l'annexe B, qu'il accompagnera des preuves requises dans ce document.

8.1.4. **Donateur admissible** – Les Transactions doivent être réalisées par un donateur admissible laquelle est indiquée et nommée dans le contrat.

8.1.4.1. Un donateur admissible qui est une entreprise canadienne comptant moins de 500 employés doit clairement déclarer qu'il est en mesure d'assumer les obligations prévues au contrat. Sa capacité dépend de facteurs comme la taille, les produits offerts, les conditions du marché, la propriété, les processus de gestion et le niveau de contenu canadien, etc. Un modèle, pour cette déclaration, figure à l'annexe B. Pour tout projet de transaction présenté après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit démontrer clairement que l'entreprise canadienne ait la capacité d'assumer des obligations en vertu du présent contrat et il est possible que l'autorité des RIT cherche à obtenir des renseignements supplémentaires sur la capacité de l'entreprise.

8.1.4.2. L'entrepreneur, pas les donateurs admissibles, est entièrement responsable, auprès du Canada, de toutes les obligations rattachées au présent contrat, même si elles sont confiées en sous-traitance à des donateurs admissibles.

8.1.4.3. L'entrepreneur doit inclure dans la sous-traitance avec chaque donateur admissible les consentements, les autorités et les approbations qu'il exige pour respecter les engagements dans ces modalités relatives aux RIT.

8.1.4.4. On trouve à l'article 23 une liste des donateurs admissibles approuvés.

8.1.5. Autres critères d'admissibilité –

- 8.1.5.1. Bénéficiaire de la Transaction – Une Transaction ne comprend qu'un seul bénéficiaire, à moins qu'il ne s'agisse d'une Transaction combinée. Aucun organisme gouvernemental ne peut être bénéficiaire d'une Transaction, sauf les instituts de recherche publics.
 - 8.1.5.2. Degré d'avancement – Les Transactions indirectes doivent comprendre un degré d'avancement technologique au moins aussi élevé que celui du projet et donner lieu à des applications dans les secteurs canadiens de technologie de pointe.
 - 8.1.5.3. VCC – La valeur du contenu canadien (VCC) des Transactions indirectes doit être d'au moins 30 p. 100 de la valeur totale de la Transaction.
 - 8.1.5.4. Harmonisation avec la politique – Les Transactions doivent être conformes à tout critère ou caractéristique d'évaluation énoncés dans les présentes modalités relatives aux RIT.
- 8.2. L'autorité des RIT établira l'admissibilité d'une Transaction avant d'en faire une obligation en vertu du contrat. Les entrepreneurs devraient noter que les Transactions sont toutes assujetties à un rapport annuel et à une vérification avant que les crédits ne soient confirmés.
- 8.3. L'omission de produire les renseignements et les déclarations indiqués ci-dessus peut entraîner le rejet d'une transaction proposée. Par ailleurs, la production de ces renseignements et déclarations ne doit pas être vue comme limitant la liberté d'action de l'autorité des RIT en ce qui a trait à ses décisions sur l'admissibilité des transactions.

9. VALEUR DU CONTENU CANADIEN (VCC)

- 9.1. On entend, par VCC, la partie de la valeur d'un produit ou d'un service qui comporte des coûts engagés au Canada. Quand il s'agit d'évaluer des transactions et les crédits qui y sont associés, on ne prend en compte que la VCC des produits ou services d'une entreprise canadienne. La VCC d'une Transaction s'établit de deux manières : la méthode d'évaluation au prix de vente net et la méthode des coûts agrégés.
- 9.1.1. Méthode d'évaluation au prix de vente net : On utilise cette méthode lorsque le prix de vente du produit ou du service est justifié. On procède comme suit pour cette méthode de calcul :
- 9.1.1.1. On établit d'abord le prix de vente total du produit ou service;
 - 9.1.1.2. On soustrait les droits de douane, les taxes d'accise, la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) et toutes les taxes

de vente provinciales;

9.1.1.3. On soustrait tous les frais inadmissibles, comme l'indique l'article 9.2;

9.1.1.4. La différence représente la VCC.

9.1.2. Méthode des coûts agrégés : Cette méthode permet de calculer la VCC de tout produit ou service mentionné dans une Transaction et auquel il est impossible d'attribuer un prix de vente justifié (bien produit à l'interne, par exemple). On fait alors la somme de tous les éléments suivants :

9.1.2.1. Le coût des pièces produites au Canada et le coût des matières qui sont intégrées à l'équipement à l'usine du fabricant au Canada, dans la mesure où elles sont d'origine canadienne;

9.1.2.2. Le coût des pièces ou des matières qui sont d'origine canadienne, mais qui ont été exportées du Canada puis importées au Canada comme pièces ou produits finis;

9.1.2.3. Les frais de transport, y compris les frais d'assurance, engagés pour le transport entre les installations d'un fournisseur canadien ou le bureau d'entrée frontière et l'usine du fabricant au Canada, des pièces et des matières qui feront partie intégrante du produit, dans la mesure où ces frais ne sont pas inclus dans les frais indiqués à l'article précédent;

9.1.2.4. Toute partie des frais suivants, s'il est raisonnable de les imputer à la production ou à la mise en service d'un produit, d'un service ou d'une activité :

- Les traitements et salaires de la main-d'œuvre directe et indirecte affectée ou non à la production, s'ils ont été versés à des citoyens ou à des résidents permanents du Canada, au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* de 2001, ch. 27;
- Les matières qui sont d'origine canadienne, utilisées dans le cadre des travaux, mais qui ne sont pas intégrées dans les produits finaux;
- Les services publics payés au Canada (éclairage, chauffage, électricité et eau);
- Les cotisations pour l'indemnisation des accidentés du travail et à l'assurance emploi, les primes d'assurance collective, les cotisations aux régimes de retraite et les autres dépenses semblables engagées pour les traitements et salaires de la main-d'œuvre canadienne mentionnée ci-dessus;

- L'impôt foncier sur les terrains et les immeubles situés au Canada;
- Les primes d'assurance incendie et d'autres types d'assurance couvrant les stocks affectés à la production, à l'usine de production et à son équipement et versées à une entreprise autorisée par les lois fédérales ou d'une province à faire affaire au Canada ou dans cette province;
- Les frais de location d'un bureau ou d'une usine versés à un propriétaire inscrit au Canada;
- Les frais engagés au Canada pour l'entretien et la réparation des immeubles, de la machinerie et de l'équipement utilisés aux fins de la production;
- Les outils, les matrices, les gabarits, les accessoires et les autres installations matérielles semblables, de nature non permanente, qui ont été conçus, développés ou fabriqués au Canada;
- Les services d'ingénierie et professionnels, les travaux d'expérimentation et de développement de produits ou de processus effectués et terminés au Canada, par des citoyens ou des résidents permanents du Canada;
- Les divers frais de production et frais de bureau pertinents, tels que les frais généraux d'administration, l'amortissement de l'outillage de production et de l'équipement d'usine permanent, les frais d'installation de cet outillage et de cet équipement et les amortissements fiscalement autorisés qui ne dépassent pas cinq (5) % du total de la mise de fonds affectés aux immeubles situés au Canada et appartenant au producteur des travaux;
- Les frais de déplacement de citoyens ou de résidents permanents du Canada, y compris le recours à des transporteurs canadiens, l'hébergement et les repas, relativement spécifiquement aux Transactions directes prévues dans le contrat;
- Les frais payés pour des services non mentionnés ailleurs et exécutés par des citoyens ou des résidents permanents du Canada;
- Les bénéfices nets avant impôt sur lesquels un impôt est versé ou payable au Canada.

9.2. Coûts ou activités commerciales qui ne sont pas admissibles aux crédits :

9.2.1. La valeur des matières, de la main-d'œuvre et des services importés au Canada;

- 9.2.2. Dans le cas des Transactions indirectes, la valeur des matières premières et des produits semi-transformés exportés du Canada;
- 9.2.3. Les frais de subsistance et de réinstallation ainsi que la rémunération versée à des personnes qui ne sont pas des citoyens du Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du projet;
- 9.2.4. Le montant des taxes d'accise, des droits d'importation, de la taxe de vente fédérale, de la taxe de vente provinciale, de la taxe de vente harmonisée et d'autres droits exigibles;
- 9.2.5. Les redevances et frais de licence versés par l'entrepreneur ou un donateur admissible à toute personne, entreprise ou entité non canadienne;
- 9.2.6. La valeur des biens et des services pour lesquels l'entrepreneur ou un donateur admissible a obtenu un crédit ou en a fait la demande dans le cadre de toute Transaction faite au Canada en vertu d'une autre obligation ou entente;
- 9.2.7. Les frais liés à la préparation de la proposition ou de la soumission;
- 9.2.8. Tous les frais de transport ou de déplacement non prévus à l'article 9.1.2.3 ou 9.1.2.4;
- 9.2.9. Le coût d'équipement fourni par un gouvernement (notamment par le gouvernement canadien dans le cadre du processus de production, p. ex., outils, matrices, gabarits, appareillage);
- 9.2.10. Les frais de licence payés par le bénéficiaire canadien et tout versement courant de redevances;
- 9.2.11. Les transactions déclarées par un entrepreneur et qui relèvent de son influence ou de celle d'un donateur admissible sur le ministère ou l'agent d'approvisionnement de tout pays;
- 9.2.12. Les frais d'intérêts associés aux lettres de crédit ou à d'autres instruments financiers à l'appui des Transactions;
- 9.2.13. Les honoraires payés aux lobbyistes (conformément à la *Loi sur le lobbying*);
- 9.2.14. Les honoraires payés à des experts-conseils ou agents tiers pour le travail lié à l'obtention de crédits en vertu du présent contrat. Cela comprend notamment la prestation de conseils sur la politique des RIR/RIT, la préparation des transactions et de rapports, la défense des intérêts de l'entrepreneur auprès de l'autorité des RIT et la recherche d'entreprises bénéficiaires éventuelles.

10. PLANS STRATÉGIQUES

- 10.1. À la discrétion de l'autorité des RIT, les entrepreneurs ayant à assumer des obligations en matière de RIR ou de RIT à l'endroit du Canada, peuvent être invités à soumettre un plan stratégique à l'autorité des RIT et de se réunir pour l'examiner, le discuter et/ou le mettre à jour.
- 10.2. Le plan stratégique est un document qui décrit les plans de développement des affaires globaux de l'entrepreneur au Canada et la façon dont ces plans peuvent se traduire en activités stratégiques. Le plan stratégique de l'entrepreneur devrait comprendre :
 - 10.2.1. une description des plans globaux et de la vision stratégique globale de l'entrepreneur à moyen terme (3-5 ans) et à long terme (plus de 5 ans), pour le Canada;
 - 10.2.2. la façon dont ces plans d'entreprise et cette vision peuvent se traduire en Transactions;
 - 10.2.3. un aperçu des obligations actuelles et prévues de l'entrepreneur à l'égard du Canada;
 - 10.2.4. les partenariats de RIT établis avec des donateurs admissibles et d'importants fournisseurs.

11. REGROUPEMENT

- 11.1. Le « regroupement » désigne l'acte de répartir les crédits obtenus au titre d'une Transaction et d'appliquer chaque tranche à au moins deux obligations des RIR ou RIT.
- 11.2. Les Transactions regroupées doivent répondre aux critères suivants :
 - 11.2.1. respecter tous les critères d'admissibilité des Transactions décrits à l'article 8;
 - 11.2.2. avoir une valeur d'au moins 50 millions de dollars, mesurée en VCC;
 - 11.2.3. donner lieu à une incidence stratégique à long terme sur le bénéficiaire canadien, notamment en matière de soutien à la R-D, de premier achat de technologies canadiennes innovatrices, de mandat de produit mondial, d'activités de chaîne de valeur mondiale, de consortium, d'aide à la PME ou de progrès technologique.
- 11.3. L'entrepreneur doit décrire et documenter la façon dont un projet de transactions regroupées répond aux critères énoncés à l'article 11.2.
- 11.4. Une partie des crédits attribuables à une Transaction regroupée peut être appliquée au

présent contrat. L'entrepreneur fait état de toute Transaction regroupée dans son processus annuel d'établissement de rapports et dans le calendrier établi de manière consensuelle avec l'autorité des RIT au moment de l'approbation de cette Transaction.

- 11.5. Si quelque partie de transaction regroupée a été mise en banque et que les crédits ont déjà été confirmés, la valeur de ces derniers peut être transférée au contrat, à la condition que le critère d'admissibilité du donateur soit satisfait. En outre, toute valeur restante, en matière de la transaction exprimée en VCC, peut être transférée au contrat et doit soumise au processus annuel d'établissement de rapports et de vérification et les recours décrits dans les présentes modalités relatives aux RIT s'y appliquent.
- 11.6. Le site Web des RIT (<http://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>) énonce les lignes directrices à suivre dans le cas de la « mise en commun » (du regroupement) de transactions.

12. MISE EN BANQUE

- 12.1. L'entrepreneur peut appliquer au présent contrat des transactions mises en banque dont la valeur totale ne dépasse pas 50 p. 100 de la VCC de l'obligation mentionnée à l'article 3.1.1.
- 12.2. S'il utilise ainsi, partiellement ou totalement, une telle transaction, il doit clairement indiquer la provenance de celle-ci et confirmer la similarité de la description et des détails, par rapport à la transaction approuvée mise en banque. La transaction mise en banque doit respecter les conditions d'admissibilité du donateur qui figurent à l'article 8.1.4.
- 12.3. L'entrepreneur peut soumettre au banque les excédents de VCC provenant de Transactions découlant du contrat. Aux fins de la mise en banque, un excédent bancaire est le montant du crédit atteint qui dépasse l'obligation à l'article 3.1.1, et où l'entrepreneur :
 - 12.3.1. assumer toutes les obligations mentionnées aux articles 3.1.1 à 3.1.3 au début du contrat avant la fin de la période de réalisation;
 - 12.3.2. choisir de poursuivre les activités sur les transactions sélectionnées et de poursuivre le processus de rapport annuel à la fin de la période de réalisation;
 - 12.3.3. demander, dans l'année après la notification finale de crédits, la mise en banque des excédents des transactions sélectionnées;
 - 12.3.4. L'entrepreneur peut demander la mise en banque d'excédents qui :
 - 12.3.4.1. ont été obtenus entre la date d'achèvement anticipé des obligations et la date de fin de la période de réalisation;

12.3.4.2. témoignent de la réalisation de toutes les parties d'une Transaction regroupée (le cas échéant).

- 12.4. Relativement à toute transaction bancaire qui implique un excédent, le titulaire du compte est considéré être le donateur aux fins de l'évaluation du critère sur le donateur admissible.
- 12.5. Une transaction mise en banque, dans le cadre de laquelle un excédent partiel ou total est apparu, ne peut être remise en banque ultérieurement, dans le cadre d'un excédent futur.
- 12.6. Les échanges de transactions mises en banque entre les entreprises sont interdits.
- 12.7. Le site Web des RIT (<http://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>) énonce les lignes directrices à suivre dans le cas de la mise en banque de transactions.

13. COMMUNICATIONS AU PUBLIC

- 13.1. On encourage l'entrepreneur, ses donateurs admissibles et, le cas échéant, les bénéficiaires à être aussi transparents que possible relativement aux obligations, engagements et Transactions, en les mettant à la disposition du public lorsque cela est possible.
- 13.2. L'entrepreneur et l'autorité des RIT coordonnent conjointement les communications publiques liées aux Transactions. Les deux parties collaborent aussi afin de repérer les réussites obtenues pour différentes Transactions.
- 13.3. L'entrepreneur consent à des annonces publiques liées au projet, qui sont faites par l'autorité des RIT ou pour son compte, et qui se rapportent aux obligations, engagements et Transactions. Ces annonces indiquent normalement le nom des entreprises, la description générale des travaux proposés et l'estimation de la VCC. En pareille situation, l'autorité des RIT déploie tous les efforts raisonnables pour s'assurer que l'entrepreneur a la possibilité de participer aux annonces et à la préparation de tout document connexe. L'entrepreneur obtiendra un consentement semblable de chacun des donateurs admissible et des bénéficiaires.
- 13.4. L'entrepreneur convient que l'autorité des RIT peut publier ou rendre ouvertement accessible son dossier relativement à l'accomplissement de ses obligations, mais d'une manière qui respecte la confidentialité des données commerciales.
- 13.5. Pour toutes les autres communications publiques liées aux Transactions, les ébauches d'annonces et leur calendrier de publication sont livrés par l'une des parties à l'autre dès que cela est raisonnablement possible, mais dans tous les cas, avant la date de publication proposée. Chaque partie mettra tout en œuvre pour informer l'autre et chercher à régler des objections sur le contenu ou le moment de l'annonce proposée.

- 13.6. Rien dans la présente article ne peut être interprété comme empêchant toute entreprise participant à une obligation ou Transaction d'accomplir ses obligations d'information en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

14. GESTION DE L'INFORMATION

- 14.1. Il est entendu et convenu que l'entrepreneur doit présenter à l'autorité des RIT des renseignements sur son entreprise et ses Transactions dans l'accomplissement des présentes modalités relatives aux RIT et, le cas échéant, par l'intermédiaire d'un plan stratégique et que l'on pourrait y trouver une information que l'entrepreneur juge délicate et confidentielle. L'autorité des RIT fait tout en son pouvoir pour que ces renseignements soient protégés, stockés et utilisés conformément aux lignes directrices du gouvernement du Canada concernant la gestion et la sécurité de l'information.
- 14.2. L'entrepreneur convient que l'autorité des RIT peut considérer l'ensemble de l'information se rapportant à ses obligations, ses Transactions et ses crédits comme étant de l'information mise à la disposition du Parlement et du public.
- 14.3. En vertu des lois et processus pertinents du gouvernement fédéral, comme la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi constituant Bibliothèque et Archives du Canada*, l'autorité des RIT ne divulguera pas les renseignements commerciaux confidentiels de l'entrepreneur, sauf au sein du gouvernement canadien.
- 14.3.1. Ces données peuvent être utilisées par l'autorité des RIT à des fins d'analyse de politique interne. Certaines informations pertinentes peuvent également être transmises, sous réserve des lois et des processus applicables, à d'autres organismes gouvernementaux avec lesquels l'autorité collabore dans l'administration de la politique des RIT.

15. MODIFICATION DES TRANSACTIONS

- 15.1. L'entrepreneur ne doit pas modifier les Transactions indiquées à l'annexe A, sauf dans les cas suivants :
- 15.1.1. il a présenté une proposition de modification à l'autorité des RIT par l'entremise de l'autorité contractante;
- 15.1.2. l'autorité des RIT a donné, par l'entremise de l'autorité contractante, son approbation écrite à l'entrepreneur et demandé à l'autorité contractante de modifier le contrat en conséquence.
- 15.2. L'entrepreneur peut proposer la modification ou le remplacement de l'une ou l'autre des

Transactions indiquées à l'annexe A et l'autorité des RIT peut accepter ces propositions si, à son avis :

- 15.2.1. les circonstances à l'origine de la modification sont exceptionnelles et susceptibles de causer des difficultés indues à l'entrepreneur si aucune modification n'est apportée;
- 15.2.2. les obligations découlant des présentes modalités relatives aux RIT dans l'article 3 sont maintenues;
- 15.2.3. les modifications ou les remplacements proposés répondent aux critères d'admissibilité énoncés dans ces modalités relatives aux RIT;
- 15.2.4. la transaction proposée en remplacement n'est pas inférieure à la Transaction originale, du point de vue du savoir-faire technologique associé aux travaux à exécuter, de la VCC et de sa capacité à concrétiser la proposition originale présentée dans la soumission de l'entrepreneur. Plus précisément, toute Transaction répondant à un des critères d'évaluation de la proposition de valeur ne peut être remplacée que par une Transaction répondant au même critère;
- 15.2.5. la transaction de remplacement proposée ne réduit pas la cote de l'entrepreneur relativement à la proposition de valeur établie dans le processus initial de sélection.

15.3. Réductions mutuelles et échange

- 15.3.1. La réduction mutuelle consiste à diminuer l'obligation de l'entrepreneur en échange d'une réduction des obligations d'une entreprise canadienne à l'endroit d'une autorité de compensation étrangère et ce stratagème est interdit. Par ailleurs, les échanges d'obligations ou de crédits ne sont pas autorisés.

16. ACCÈS AUX DOSSIERS ET VÉRIFICATION

- 16.1. L'entrepreneur doit mettre en œuvre les pratiques et les procédures décrites dans le Plan de gestion des RIT.
- 16.2. L'entrepreneur doit conserver les dossiers appropriés et toute la documentation relative aux Transactions rattachées au présent contrat, y compris les factures et les preuves de paiement. L'entrepreneur ne doit pas, sans l'approbation écrite de l'autorité des RIT, disposer de ces dossiers ou de cette documentation dans les deux (2) ans qui suivent le paiement final versé dans le cadre du présent contrat ou avant le règlement de demandes ou de différends en suspens, ou encore avant la fin de la période de réalisation, selon la plus tardive de ces éventualités.
- 16.3. En tout temps durant la période de conservation indiquée ci-dessus, les dossiers et la

documentation doivent être accessibles aux fins de vérification, d'inspection et d'examen par l'autorité des RIT, à des moments raisonnables et dans les soixante (60) jours suivant la réception d'un avis de l'autorité des RIT. L'entrepreneur veillera à inscrire un engagement similaire dans tout contrat de sous-traitance conclu avec un donateur admissible, en ce qui concerne les travaux exécutés par celui-ci et pour lesquels on demande des crédits de RIT.

- 16.4. Lorsque, par suite de la vérification effectuée conformément à cette article, l'autorité des RIT détermine que les dossiers sont insuffisants pour permettre la vérification des réalisations de l'entrepreneur dans le cadre de tout engagement ou obligation, l'entrepreneur doit fournir les renseignements supplémentaires demandés par l'autorité des RIT.
- 16.5. Lorsqu'il est impossible de vérifier si une Transaction déclarée exécutée l'est vraiment, la partie de la Transaction qui ne peut être vérifiée est considérée comme non réalisée et l'autorité des RIT informera l'entrepreneur de l'insuffisance, par l'entremise de l'autorité contractante.
- 16.6. Si l'autorité des RIT détermine qu'il existe une insuffisance importante dans les réalisations de l'entrepreneur, au point qu'elle considère que l'entrepreneur ne respectera pas ses obligations, elle peut, par l'intermédiaire de l'autorité contractante, lui donner un avis à cette fin et lui demander de présenter une proposition sur la manière dont il entend corriger ces lacunes. L'entrepreneur présente sa proposition dans les soixante (60) jours civils suivant la réception de cet avis. Si l'autorité des RIT ne reçoit pas de proposition ou juge celle qu'elle reçoit inacceptable, elle peut demander à l'autorité contractante de résilier le contrat.

17. RÉOLUTION DE CONFLITS

- 17.1. L'autorité des RIT et l'entrepreneur reconnaissent qu'ils ont conclu une entente contractuelle à long terme, attestant que l'entrepreneur doit respecter les obligations et engagements qui y sont mentionnés, offrir des avantages économiques à long terme au Canada et exécuter dans les présentes modalités relatives aux RIT.
- 17.2. Des valeurs et approches communes orientent cette relation à long terme, comme la responsabilité mutuelle, la communication ouverte, le respect mutuel et la collaboration efficace. La relation fait intervenir des responsables au niveau du projet (gestionnaires des RIT et de contrats, par exemple) et au niveau de la gestion (ministère, hauts dirigeants, etc.). Les discussions doivent être fréquentes et continues, pendant la durée du contrat.
- 17.3. Si un désaccord survient entre l'autorité des RIT et l'entrepreneur relativement à une question de RIT, chaque partie communique ses préoccupations à l'autre partie aux fins de discussion et de résolution. On encourage les parties à faire connaître leurs préoccupations en premier lieu aux responsables du projet (niveau du projet). Si les

discussions à ce niveau ne permettent pas de régler le problème, on encourage les parties à s'adresser aux responsables de la gestion (niveau de la gestion). Si ces discussions ne permettent pas d'obtenir une solution satisfaisante, chaque partie est libre d'utiliser le processus de règlement des différends plus vaste décrit à l'article 8 du contrat.

18. RECOURS

- 18.1. La relation à long terme établie entre l'entrepreneur et l'autorité des RIT s'appuie sur divers processus conçus pour assurer une communication régulière et continue entre les parties. Parmi ces processus figurent l'échéancier et les réalisations des transactions décrits aux clauses 3.1.4 et 3.1.5 et le processus d'établissement annuel de rapports décrit à la clause 4. Prises collectivement avec d'autres, ces mesures de surveillance visent à promouvoir un engagement positif, le recours aux meilleures pratiques et l'accomplissement des obligations de l'entrepreneur établies dans le contrat.
- 18.2. Sous réserve des dispositions du contrat énonçant des mesures à prendre en cas de défaillance de l'entrepreneur, les présentes modalités relatives aux RIT prévoient plusieurs autres recours. On peut appliquer ces mesures dans leur totalité ou en partie, mais leur effet combiné ne peut dépasser 10 p. 100 du prix global du contrat. Si l'entrepreneur omet de respecter les obligations que lui imposent les présentes modalités et conditions, les recours proposés dans la présente article s'ajoutent à celles qui figurent ailleurs dans le contrat, sans les remplacer.
- 18.3. Retenues ou arrêts de paiement
 - 18.3.1. Si l'entrepreneur omet de respecter les obligations de l'article 3.1.4 et 3.1.5, l'autorité des RIT lui envoie un avis écrit à cet effet, par l'entremise de l'autorité contractante, et le gouvernement canadien peut faire une retenue sur tout paiement exigible en vertu du contrat.
 - 18.3.2. En ce qui concerne cette retenue, une période de grâce de soixante (60) jours civils, commençant le jour où l'avis de défaut a été envoyé par l'autorité des RIT, est prévue avant que la retenue ne prenne effet.
 - 18.3.2.1. Pendant cette période, l'entrepreneur peut prendre des mesures correctives et notamment soumettre à l'autorité un plan de mesures correctives. Si ce plan est accepté, l'autorité des RIT ne fait aucune retenue.
 - 18.3.2.2. Si, une fois la période de grâce terminée, le plan n'a pas été soumis ou n'a pas été accepté conformément à l'article 18.3.2.1, une retenue de 10 p. 100 est imposée sur toute demande subséquente de paiement.
 - 18.3.2.3. Les retenues se poursuivent jusqu'à ce qu'elles atteignent l'équivalent de l'insuffisance ou jusqu'à ce que l'entrepreneur présente un plan approuvé par l'autorité des RIT, selon la première éventualité.

18.3.3. Les retenues diminuent progressivement, à mesure que l'insuffisance est corrigée. Pendant cette période, l'autorité des RIT confirme les crédits obtenus et, le cas échéant, les Transactions déterminées au bout d'un délai raisonnable suivant la présentation des demandes ou la proposition de Transactions de la part de l'entrepreneur. Les retenues sont débloquées en proportion lors du paiement suivant effectué en vertu du contrat.

18.4. Dommages-intérêts liquidés

18.4.1. Si l'entrepreneur n'a accompli aucune des obligations énoncées aux articles 3.1.1 et 3.1.3 à la fin de la période de réalisation, le gouvernement canadien peut, après avoir pris en considération les dispositions de l'article 6, exiger, à sa seule discrétion, que l'entrepreneur lui verse des dommages-intérêts liquidés équivalant à 10 p. 100 de la valeur de l'insuffisance, moins les retenues déjà appliquées.

18.4.1.1. Dans le cas où des dommages-intérêts liquidés concernent plusieurs obligations mentionnées aux articles 3.1.1 et 3.1.3 l'entrepreneur est responsable uniquement à l'égard de l'insuffisance liée à l'obligation qui entraîne les dommages-intérêts liquidés les plus élevés.

18.4.2. Si l'entrepreneur n'a accompli aucune des obligations relatives à la proposition de valeur énoncées à l'article 3.1.2 à la fin de la période de réalisation, le gouvernement canadien peut, après avoir pris en considération les dispositions de l'article 6, exiger, à sa seule discrétion, que l'entrepreneur lui verse des dommages-intérêts liquidés équivalant à 20 p. 100 de la valeur de l'insuffisance, moins les retenues déjà appliquées.

18.4.2.1. Si l'insuffisance se rapporte à plusieurs des obligations mentionnées à l'article 3.1.2, l'entrepreneur est tenu responsable en vertu de l'article 18.4.2 pour toutes les insuffisances cumulées.

18.4.3. L'obligation de l'entrepreneur de payer des dommages-intérêts liquidés conformément aux articles 32 naît d'un avis à l'entrepreneur signé soit par le ministre, soit par le sous-ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada; l'avis indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses engagements durant la période de réalisation des RIT et que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts liquidés conformément à l'article correspondante.

18.5. Résiliation du contrat

18.5.1. Manquement de l'entrepreneur – Si le contrat est résilié pour manquement conformément à la clause 29 des conditions générales 2035, l'autorité des RIT en avertit l'entrepreneur; celui-ci repère d'abord les Transactions correspondant à 100 p. 100 des revenus provenant du contrat gagnés avant la date de résiliation.

18.5.1.1. L'entrepreneur choisit ensuite, à sa seule discrétion :

- de prendre les mesures nécessaires pour réaliser toutes les transactions sélectionnées dans un an; ou
- de verser au gouvernement canadien des dommages-intérêts, calculés comme décrit à l'article 18.4, moins les retenues et après avoir pris en considération les dispositions de l'article 6.

18.5.1.2. Aux fins de l'article 18.5.1.1, le montant des dommages-intérêts liquidés se calcule d'après les revenus obtenus par l'entrepreneur du gouvernement canadien jusqu'à la résiliation du contrat.

18.5.1.3. Les parties conviennent que le gouvernement canadien ne peut exercer son droit de résilier le contrat en vertu de la clause 29 des conditions générales 2035 si l'entrepreneur omet de se conformer à ses obligations en vertu des présentes modalités relatives aux RIT, à moins que ladite omission n'ait pas été corrigée dans les soixante (60) jours d'une demande à cette fin reçue de l'autorité des RIT et que l'une ou l'autre des obligations importantes en cause soit la suivante :

- Payer les dommages-intérêts liquidés exigibles en vertu de l'article 18.4;
- Satisfaire à ses obligations en matière de proposition de valeur énoncées à l'article 3.1.2.

18.5.1.4. Les parties conviennent que les obligations mentionnées à l'article 18.5.1.3 sont des obligations importantes et que celles de l'article 18.5.1.1 demeurent en vigueur malgré la résiliation du contrat.

18.5.2. Résiliation pour raisons de commodité – Lorsque le contrat est résilié pour des raisons de commodité conformément à la clause 30 de la condition générale 2035, l'entrepreneur n'a aucune autre obligation ni responsabilité sous ces modalités relatives aux RIT, y compris relativement à ses obligations en matière de proposition de valeur. Dans le cas d'une résiliation partielle du contrat, conformément à la clause 10, 29 et 30 de la condition générale 2035, l'entrepreneur est libéré des parties résiliées des obligations et n'est plus assujéti aux dispositions de l'article 3 concernant les parties résiliées.

18.6. Lettre de crédit

18.6.1. Si l'entrepreneur ne l'a pas terminé ses obligations au moment où il termine les travaux stipulés au contrat et qu'il a droit au dernier paiement échelonné de la part du gouvernement canadien, il peut être tenu de fournir au Canada une garantie pour l'accomplissement des obligations avant l'expiration de la période de

réalisation, sous forme de lettre de crédit, couvrant la somme qui pourrait être exigible à titre de dommages-intérêts liquidés, conformément à l'article des dommages-intérêts, pour le cas où il n'obtiendrait pas d'autres crédits après la date de ce dernier paiement.

18.6.2. Cette lettre de crédit doit :

- être émise par une institution financière membre de l'Association canadienne des paiements;
- être jugée satisfaisante par l'autorité des RIT, en ce qui a trait à la forme et au fond;
- être établie aux seuls frais de l'entrepreneur;
- pouvoir être annulée selon ce qui est établi ci-dessous;
- être inconditionnelle et irrévocable;
- être assujettie aux *Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), définies dans la publication n° 600, juillet 2007.

18.6.3. La lettre de crédit doit demeurer en vigueur jusqu'à la première des éventualités suivantes :

- la réalisation des engagements;
- six mois après la présentation du rapport annuel final qui a suivi, moment où la lettre de crédit sera annulé en entier et retournée par le Canada à l'entrepreneur. À condition que si les obligations ne sont pas atteints, Canada prélèvera sur la lettre de crédit dans le montant des obligations en circulation, avant de le remettre à l'entrepreneur.

18.6.4. L'obligation de paiement de la part de l'institution financière en conformité avec la lettre de crédit naît d'un avis envoyé à la banque émettrice et signé soit par l'autorité contractante; cet avis indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses obligations durant la période de réalisation, que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts liquidés conformément à l'article correspondante et que l'entrepreneur n'a pas versé au Canada les dommages-intérêts liquidés conformément à cette même article. Aucun autre événement n'entraîne d'exigence de paiement relativement à la lettre de crédit.

18.7. Si, durant le déroulement du contrat, une modification des travaux apportée par le gouvernement canadien fait en sorte que l'entrepreneur n'est plus en mesure de s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne et que, par conséquent, il risque de ne pouvoir assumer ses obligations, l'entrepreneur doit immédiatement en aviser l'autorité des RIT par l'intermédiaire de l'autorité contractante. L'entrepreneur doit décrire en détail le problème et fournir toutes les données à l'appui, y compris un exposé complet des tentatives pour acheter de sources canadiennes et les réponses des fournisseurs canadiens, ainsi qu'une analyse des facteurs techniques, commerciaux ou autres qui expliquent son

incapacité à s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne. En ces circonstances, les obligations de l'entrepreneur sont réduites en proportion de la différence de VCC entre les travaux modifiés et les travaux d'origine. Nonobstant ce qui précède, l'obligation énoncé à l'article 3.1.1 restera.

- 18.8. Conformément à cette article, l'autorité contractante aura le droit en tout temps de retenir, de rembourser, de déduire et de compenser les sommes dues par le gouvernement canadien à l'entrepreneur et les dommages exigibles dans le cadre du contrat.
- 18.9. Aucune disposition de la présente article ne limite les autres droits et recours de l'autorité contractante, en ce qui a trait à tout autre manquement de l'entrepreneur.
- 18.10. Les dommages que pourrait subir le gouvernement canadien en cas de manquement de l'entrepreneur à ses obligations en vertu du contrat seraient pratiquement impossibles ou extrêmement complexes à calculer ou à évaluer sur le plan commercial; les parties conviennent donc que les dispositions touchant aux dommages-intérêts constituent la meilleure évaluation juste et raisonnable de tels dommages réels et que les moyens prévus aux présentes pour exécuter et percevoir les dommages-intérêts sont également justes et raisonnables.

19. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PLANS

- 19.1. L'entrepreneur peut proposer des modifications aux plans. Tout projet en ce sens doit être approuvé par écrit par l'autorité des RIT. Les révisions sont intégrées au présent contrat par modification administrative, sous la signature de l'autorité contractante.

20. RESPONSABILITÉS DES PARTIES

- 20.1. L'attribution du présent contrat à l'entrepreneur découle d'un processus d'approvisionnement dans le cadre duquel l'entrepreneur s'est engagé à respecter les obligations exposées à l'article 3, Énoncé des obligations.
- 20.2. Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer d'être en mesure d'exécuter les Transactions et que celles-ci ne sont pas limitées par les lois, règlements, politiques ou normes applicables.

21. CONFORMITÉ À LA LOI SUR LE LOBBYING

- 21.1. L'entrepreneur déclare et garantit que lui-même et les donateurs admissibles respectent, et respecteraient les exigences de la *Loi sur le lobbying* du Canada, relativement aux présentes modalités relatives aux RIT.

22. HONORAIRES CONDITIONNELS OU FRAIS DE CONCLUSION DE TRANSACTION

- 22.1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'il, ou un donateur admissible, ne versera, ni n'acceptera de verser à une personne, une entreprise ou une entité un paiement conditionnel à l'approbation d'un crédit par l'autorité des RIT en vertu des présentes modalités relatives aux RIT ou parce que l'entité a réussi à organiser des rencontres avec des titulaires d'une charge publique.
- 22.2. L'autorité des RIT reconnaît que l'entrepreneur, pour faire les déclarations mentionnées aux articles 21.1 et 22.1 au nom des donateurs admissibles, s'est fié à des déclarations produites par chacun d'eux.

23. LISTE DES DONATEURS ADMISSIBLES APPROUVÉS

- 23.1. Les donateurs admissibles, dans le cadre du présent contrat, sont les entreprises suivantes, dont les coordonnées sont également indiquées :

[Liste jointe une fois le contrat octroyé]

ANNEXE A – ENGAGEMENTS EN FONCTION DE LA PROPOSITION DE VALEUR, PLANS ET TRANSACTIONS

Engagements en fonction de la proposition de valeur — doivent être tirés de la proposition de l'entrepreneur. Comprend une stratégie d'exportation.

Plans – doivent être tirés de la proposition de l'entrepreneur.

Transactions – une liste détaillée et un tableau doivent être joints, en fonction de la proposition de l'entrepreneur, et doivent ensuite être mis à jour tout au long de la période de réalisation.

Transaction # et version	Titre	Description	Donateur	Bénéficiaire	VCC\$
					<i>Sous-totales pour directe, indirecte, régionale, PME et PV.</i>

ANNEXE B –MODÈLE – FICHE DE TRANSACTION

(Une version électronique est disponible auprès de l'autorité des RIT.)

(Veuillez consulter les indications au soumissionnaire pour savoir comment remplir une fiche de transaction.)

APERCU

Titre et numéro :

Date de la soumission : Tranche : (1/2/3)

RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRENEUR

Projet d'approvisionnement canadien :

Nom de l'entreprise :

Gestionnaire RIT – nom, courriel, n° de tél. :

Adresse, ville, province, État, pays, code postal :

DONATEUR

Nom de l'entreprise :

Gestionnaire RIT – nom, courriel, n° de tél. :

Adresse, ville, province, État, pays, code postal :

Code SCIAN (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) (voir le site

Web du SCIAN, à l'adresse :

http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVDPPage1&TVD=118464)

Description des capacités de base :

Niveau :

Nombre d'employés :

BÉNÉFICIAIRE

Nom de l'entreprise :

Gestionnaire RIT – nom, courriel, n° de tél. :

Adresse, ville, province, pays, code postal :

Code SCIAN :

Description de l'entreprise et de ses capacités de base :

Description de la transaction (qualité et effets sur le bénéficiaire) :

Nombre d'employés :

PME?

Niveau :

ÉVALUATION ET ÉCHELONNEMENT DANS LE TEMPS

Valeur totale de la transaction (ou de l'investissement initial) :

Multiplicateur, le cas échéant :

Valeur du contenu canadien (VCC) du bénéficiaire (en pourcentage) :

Estimation des ventes futures, le cas échéant :

VCC totale de la transaction (en dollars) :

[Préparer un tableau sur le modèle Excel pour illustrer l'échelonnement dans le temps par

période et région.]

DÉTAILS SUR LA TRANSACTION

Type de transaction :

Directe (O/N) Indirecte (O/N)

Transaction regroupée (O/N) Transaction mise en banque (O/N)

Description de la transaction :

Activité de PV (O/N)

Liée à la défense (O/N/utilisation combinée)

Activité de R-D (O/N)

Activité de PME (O/N)

Activité d'exportation liée à la stratégie d'exportation (O/N)

Justification du classement PV :

(Veuillez indiquer clairement de quelle manière la transaction satisfait au critère de PV ci-dessus et joindre la documentation à l'appui.)

Type d'activité : (achat; cadre d'investissement; consortium; fonds de capital de risque; investissement dans un établissement postsecondaire; investissement général; transfert de technologie)

Type d'activité commerciale :

armes à feu et autres armes ; entretien, réparation et révision de navires ; entretien, réparation et révision de véhicules de combat ; espace ; fabrication d'aéronefs ; fabrication de navires ; missiles et fusées ; munitions ; services de formation du personnel et d'instruction au combat ; services d'entretien, de réparation et de révision d'aéronefs ; soutien des troupes ; systèmes de communication et de navigation aéroportés; systèmes de communication et de navigation terrestres ou portables par l'homme; systèmes de navires ; systèmes de simulation pour aéronef ; systèmes de simulation pour navires ; systèmes de simulation pour véhicules terrestres et autres applications ; systèmes électro-optiques, de radar et de sonar, systèmes d'alerte, de capteur de contre-mesure de tir, terrestres ou portables par l'homme ; systèmes électro-optiques, de radar, de sonar, de capteur de lutte contre les incendies et de contre-mesure de tir aéroportés ; systèmes et véhicules aériens sans pilote ; véhicules de combat ; autres (préciser)

Code de la Federal Supply Classification (catégorie fédérale des approvisionnements) :

(Le site Web des RIT contient une liste des codes les plus courants : www.ic.gc.ca/rit)

Précisions concernant le cadre d'investissement (le cas échéant)

Type d'investissement admissible : (achat d'actions au comptant ; licence d'utilisation d'un article de propriété intellectuelle ; licence d'utilisation d'une marque ou marque de commerce ; prêt d'un employé possédant un savoir-faire particulier en matière de technique ou de gestion ; prêt d'un employé pour le marketing ou le soutien aux ventes ; subvention en espèces ; transfert de logiciels ; transfert de systèmes ; transfert d'équipement)

Type d'activité de R-D ou de commercialisation :
(mentionner l'article figurant dans les définitions de l'article 2)

Plan d'activités
(joindre le plan conçu selon le modèle de l'annexe D)

Documentation jointe concernant l'évaluation

- Copie de la version préliminaire de la convention juridique ou du certificat signé (contribution financière)
- Rapport d'évaluation (contribution en nature)

MEMBRE DU CONSORTIUM (le cas échéant)

Nom de l'entreprise :
Gestionnaire RIT – nom, courriel, n° de tél. :
Adresse, ville, province, État, pays, code postal :

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Causalité :
(Pour les transactions indirectes, insérer ici la déclaration sur la causalité et joindre le certificat.)

Calendrier
(Pour toutes les transactions, décrire ici brièvement de quelle manière la transaction satisfait aux critères rattachés au calendrier.)

Effet d'accroissement :
(Pour les transactions indirectes, donner les renseignements à ce sujet et joindre la documentation à l'appui.)

Donateur admissible :
(Pour toutes les transactions, décrire ici brièvement de quelle manière le donateur satisfait aux critères d'admissibilité et joindre le certificat, le cas échéant.)

AUTRE

Aide ou contribution du gouvernement pour la transaction : (indiquer la date et donner des détails concernant toute aide apportée par un palier de gouvernement au Canada pour une activité particulière, un donateur ou un bénéficiaire)

Autre – Valeur du contenu canadien (VCC) – Aperçu

(Pour toutes les transactions, indiquer ici la méthode d'établissement de la VCC choisie.)

Autre – niveau de technologie

(Pour les transactions indirectes, décrire brièvement le niveau de technologie, en précisant s'il est égal ou supérieur à celui du projet.)

SIGNATURES

En apposant sa signature ci-dessous, le soussigné, à titre de représentant de (entreprise donatrice), atteste que, pour autant qu'il le sache, les renseignements figurant dans le présent document et ci-joints sont complets et exacts et que l'autorité des RIT peut les utiliser en toute confiance aux fins de surveillance de la conformité.

Signature

Date

Nom et titre

1.1.1. Instructions concernant les fiches de transaction :

1.1.1.1. Aperçu de transaction

- Titre (*fournir un titre court qui désigne l'activité*)
- Numéro (*à des fins de référence, attribuer un numéro unique selon un ordre simple et séquentiel*)
- Date de présentation de la transaction (*date de la proposition*)
- Tranche (*la proposition représente la tranche 1*)

1.1.1.2. Coordonnées de l'entrepreneur (*renseignements concernant l'entrepreneur proposé pour le projet*)

1.1.1.3. Renseignements relatifs au donateur admissible

1.1.1.4. Renseignements relatifs à l'entreprise bénéficiaire : *Remarques : i) la description de l'entreprise devrait mentionner les emplacements, l'histoire de l'entreprise et ses capacités centrales ; ii) voir l'article 8.1.5 des modalités pour les autres exigences concernant les bénéficiaires.*

1.1.1.5. Évaluation et échelonnement (*préciser les VCC globales, selon le cas, ainsi que le calendrier détaillé de l'engagement divisé en périodes de 12 mois, qui reflètent les périodes de rapport*)

- Aux fins du processus d'évaluation, on ne tiendra pas compte de la valeur multipliée d'une transaction proposée qui concerne un multiplicateur de crédit, la réalisation de ventes ultérieures, ou l'amélioration de la valeur comme le décrit l'article 7 des modalités. On ne tiendra compte que de la valeur nominale de l'investissement initial dans la transaction proposée. Les valeurs de crédits multipliés, la réalisation de ventes ultérieures ou l'amélioration de la valeur seront comptabilisées après la date d'entrée en vigueur du contrat.

1.1.1.6. Détails concernant la transaction

- Type de transaction (*directe ou indirecte, regroupée, mise en banque*)
- Description de la transaction (*présenter une description détaillée de l'activité proposée qui indique la nature des travaux; l'emplacement des travaux au Canada; les quantités et le calendrier estimés; tous les marchés d'utilisation finale, plateformes ou programmes, et d'autres renseignements pertinents*)

- Activité liée à la proposition de valeur (*oui ou non*)
 - Portant sur la défense (*oui, non ou double emploi*)
 - Activité de R.-D. (*oui ou non*)
 - PME (*oui ou non*)
 - Marchés cibles d'exportation (*oui ou non*)
- Description ou justification des classifications concernant la proposition de valeur mentionnées ci-dessus (*faire la preuve et rendre compte clairement de l'harmonisation avec les exigences de la proposition de valeur*)
- Type d'activité (*c.a.d. acquisition, investissement*)
- Type d'activité commerciale (*c.a.d. construction aéronautique, activité opto-électronique*)
- Code de la classification fédérale des approvisionnements (CFA) (*référence du site Web fournie sur le modèle*)
- Précisions concernant le cadre d'investissement (*le cas échéant*)
 - Type d'investissement admissible (*subvention en espèces, achat d'actions en espèces, propriété intellectuelle en nature, transfert d'équipement, soutien à la commercialisation*)
 - Type d'activité de R.-D. ou de commercialisation (*c.a.d. analyse d'essais, recherche appliquée, planification commerciale, études de faisabilité*)
 - Plan d'affaires compris (*modèle figurant à l'annexe D des modalités*)
 - Documents relatifs à l'évaluation compris (*entente ou rapport d'évaluation en nature, suivant le cas*)

1.1.1.7. Renseignements relatifs aux membres du consortium (*le cas échéant*)

1.1.1.8. Critères d'admissibilité des transactions (*fournir le plus de détails et de précisions possibles dans la description de la manière dont une transaction proposée respecte chacun des critères d'admissibilité exposés dans les modalités relatives aux RIT. Le modèle de la fiche de transaction fournit une orientation à cet égard. Toutes les précisions, documents et certificats devraient faire partie de la proposition*).

1.1.1.9. Autre

- Aide du gouvernement du Canada (*indiquer la date et donner des détails concernant toute aide apportée par un palier de gouvernement au Canada pour une activité particulière, un donateur admissible ou un bénéficiaire*)
- Valeur du contenu canadien (VCC) (*indiquer ici la méthode d'établissement de la VCC choisie.*)
- Niveau de technologie (*pour les transactions indirectes, décrire brièvement le niveau de technologie, en précisant s'il est égal ou supérieur à celui du projet.*)

1.1.1.10. Signature (*un signataire autorisé de l'entreprise du soumissionnaire ou du donateur admissible proposé*)

**CERTIFICAT DE CAUSALITÉ
RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)**

ATTENDU QUE la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) stipule que, à titre de preuve de causalité, l'entrepreneur doit fournir une déclaration détaillée sur la causalité et soumettre un certificat de causalité signé à l'appui, à l'intention de l'autorité des RIT;

IL EST RÉSOLU QUE _____, agissant à titre de dirigeant de (*entreprise donatrice*), déclare par la présente et certifie ce qui suit :

- i) Je connais la définition de causalité, telle qu'elle est décrite dans les modalités et conditions relatives aux RIT;
- ii) Les renseignements contenus dans les fiches de transaction annexées à la présente fournissent une déclaration détaillée sur la causalité, laquelle décrit les étapes et les échéances relatives à la décision concernant une activité d'approvisionnement ou d'investissement et démontre clairement le lien entre les étapes et la décision relative à une activité commerciale et la politique des RIT ou la politique des retombées industrielles et régionales (RIR) du Canada;
- iii) Les renseignements contenus dans les fiches de transaction annexées à la présente sont, au mieux de nos connaissances et compétences, complets, vrais et exacts;
- iv) Le défaut de fournir une déclaration détaillée sur la causalité et le présent certificat peut entraîner le rejet de la transaction en vertu des modalités et conditions relatives aux RIT. La production de renseignements sur la causalité ne doit pas être perçue comme imposant des limites à la discrétion de l'autorité des RIT dans le cadre de décisions liées à l'admissibilité de certaines transactions soumises à approbation.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT DE CAUSALITÉ A ÉTÉ SIGNÉ EN CE
_____ JOUR DE _____ PAR LE DIRIGEANT DÛMENT AUTORISÉ
À LE FAIRE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU DIRIGEANT

À : _____

Numéros du projet et des transactions : _____ Titre(s) : _____ Entreprise(s) bénéficiaire(s) : _____
--

LISTE DE VÉRIFICATION DE L'EFFET D'ACCROISSEMENT

Pour les transactions indirectes, veuillez remplir la présente liste et joindre la documentation à l'appui.

Un travail supplémentaire est l'achat d'un bien ou d'un service qui représente de nouveaux achats ou des achats supplémentaires auprès d'un fournisseur canadien. Ces nouveaux achats ou achats supplémentaires peuvent se présenter sous différentes formes. Ils peuvent impliquer :	Veuillez cocher la case voulue.
i) l'achat d'un nouveau produit ou service auprès d'un nouveau fournisseur canadien dans le cadre d'une transaction indirecte.	Déclaration écrite attestant que le bénéficiaire canadien est un nouveau fournisseur + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
ii) l'achat d'un nouveau produit ou service auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte.	Déclaration écrite attestant que le produit ou service acheté n'a pas déjà été acheté + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
iii) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte, mais qui implique une nouvelle application ou utilisation finale du produit (se reporter à l'exemple ci-dessous).	Déclaration écrite détaillant la nouvelle application ou utilisation finale du produit ou du service + nouveau numéro de pièce (le cas échéant) + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
iv) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte pour laquelle il y a eu un autre processus concurrentiel en vue de sélectionner un nouveau fournisseur.	Déclaration écrite décrivant en détail la demande de prix (ou l'équivalent) prouvant qu'un appel d'offres concurrentiel a eu lieu + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
v) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte à laquelle aucune des circonstances ci-dessus ne s'applique. Dans ces cas, le calcul de la moyenne des achats précédents sur trois ans est effectué; on se base sur les trois années précédant immédiatement la date de déclaration de la	Déclaration écrite décrivant en détail le calcul de la moyenne sur trois ans

transaction auprès de l'autorité des RIT. Il est possible d'accorder un crédit sur les montants des achats qui dépassent la moyenne sur trois ans, pour chacune des périodes de déclaration suivantes.	
vi) autre : _____	Déclaration écrite décrivant en détail l'activité + les autres éléments de preuve
<u>Exemple de nouvelle application ou utilisation finale :</u> <i>L'entrepreneur a précédemment acheté auprès d'un fournisseur canadien des trépieds militaires qui se fixent au canon A à des fins de vente au pays A. La nouvelle application ou utilisation finale pourrait être l'achat des mêmes trépieds militaires auprès du fournisseur canadien, mais au lieu de les installer sur le canon A à des fins de vente au pays A, ils sont installés sur le canon A à des fins de vente au pays B, ou encore ils sont installés sur le canon B à des fins de vente au pays <u>B</u>.</i>	<i>L'autorité des RIT détermine à sa discrétion si la transaction proposée représente un travail supplémentaire, en tenant compte des renseignements fournis.</i>

**CERTIFICAT DE DONATEUR ADMISSIBLE
RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)**

ATTENDU QUE la politique des RIT exige que les Transactions soient conclues par un donateur admissible, selon la définition donnée à ce terme dans les modalités et conditions;

ET ATTENDU QUE la politique des RIT exige que, lorsqu'un donateur admissible proposé est une entreprise canadienne de moins de 500 employés, il ait la capacité d'assumer des obligations en vertu du présent contrat;

IL EST RÉSOLU QUE JE, _____, en ma qualité de dirigeant de (*nom de l'entreprise canadienne*), déclare par la présente et certifie ce qui suit :

- i) Je connais la politique des RIT du Canada ainsi que ses buts et ses objectifs;
- ii) Je connais la définition du terme « donateur admissible », telle qu'elle figure à l'article 8 des modalités et conditions;
- iii) Je comprends et j'accepte les responsabilités associées au rôle de donateur admissible et de partenaire stratégique dans l'exécution de l'obligation relative au projet (*insérer le nom du projet*). Ces responsabilités peuvent comprendre la prise en charge d'une partie de l'obligation relative aux RIT, les recours, la planification et l'exécution de Transactions directes et indirectes, la tenue de dossiers et le soutien à l'entrepreneur principal dans le processus annuel de production de rapports et de vérification;
- iv) Mon entreprise dispose des capacités et des ressources nécessaires pour assumer le rôle de donateur admissible dans ce projet;
- v) Le défaut de fournir un certificat de donateur admissible peut entraîner le rejet de la transaction en vertu des modalités et conditions. La production du présent certificat ne doit pas être perçue comme imposant des limites à la discrétion de l'autorité des RIT dans le cadre de décisions liées à l'admissibilité de certaines transactions soumises à approbation.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT DE DONATEUR ADMISSIBLE A ÉTÉ
SIGNÉ CE _____ JOUR DE _____ PAR LE CADRE SUPÉRIEUR
DÛMENT AUTORISÉ À LE FAIRE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE

À : _____

ANNEXE C – MODÈLE – RAPPORT ANNUEL

(Une version électronique est disponible auprès de l'autorité des RIT.)

Protégé B (une fois rempli)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom du projet :
Entrepreneur :
Période de rapport :
Date du rapport :
Gestionnaire RIT :
Devise
Date d'adjudication du contrat
Nombre total de périodes de rapport
Numéro de la période de rapport et dates

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Obligation totale :
Obligation directe :
PME :
Atlantique :
Nord de l'Ontario :
Ontario :
Québec :
Ouest :
Nord :

PARTIE A – Aperçu

Aperçu et état des travaux du projet :

Veillez donner une vue d'ensemble très sommaire du projet pour l'année précédente, en soulignant les points saillants du rapport annuel et du calendrier. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Acomptes versés :

Veillez résumer brièvement, par écrit, les données sur les acomptes versés depuis l'adjudication du contrat. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes. Veillez également remplir l'onglet Acomptes, ci-dessous.

[Tableau de versement des acomptes en format Excel.]

Plan de gestion des RIT :

Veillez donner un aperçu de tout changement apporté au plan de gestion, notamment en ce qui concerne le remplacement de délégués de l'autorité des RIT chargés du projet. Veillez indiquer l'absence de toute proposition de changement. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Aperçu de la proposition de valeur :

Veillez donner un aperçu détaillé de chaque engagement pour la proposition de valeur et des activités correspondantes pour la période de rapport, ainsi qu'un sommaire cumulatif des progrès réalisés pour chacun. On recommande une réponse de 4 à 5 lignes pour chaque élément; veuillez joindre les documents requis.

Stratégie d'exportation internationale :

Veillez faire un compte rendu de la stratégie d'exportation, y compris des précisions sur les progrès réalisés dans les marchés cibles et présenter une documentation démontrant que les quatre conditions relatives à la capacité d'exporter (voir l'article 4.1.5) sont toujours respectées. On recommande une réponse de 4 à 5 lignes pour chaque élément; veuillez joindre les documents requis.

PARTIES B, C et D – Transactions

Veillez fournir tous les renseignements demandés, sous la forme d'un tableau.

PARTIE E – Renseignements supplémentaires**Activités auprès des PME et de développement régional :**

Veillez donner un aperçu des activités entreprises dans le cadre du projet, à l'intention des PME. Veuillez souligner les points saillants de ces activités pendant la période. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Transactions annulées, ajoutées ou modifiées :

Veillez donner un bref aperçu de tout changement apporté aux Transactions (énuméré par Transaction), y compris les annulations, les ajouts et les modifications, pendant la dernière période de rapport. Les changements indiqués ci-dessous doivent aussi figurer dans l'onglet Transactions (veuillez les surligner en rouge). La longueur de la réponse variera en fonction du nombre de Transactions.

Certificat de conformité :

Le rapport annuel devrait être accompagné du certificat de conformité rempli et signé. Un modèle de certificat figure ci-dessous.

Certificat de conformité
aux fins du rapport annuel

ATTENDU QUE Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (appelé ci-après le « ministre »), a conclu le _____ jour de _____ un contrat avec _____ aux fins du projet;

ET ATTENDU QUE ce contrat exige, comme preuve de la réalisation de la valeur du contenu canadien (VCC) des Transactions et de la conformité à la *Loi sur le lobbying*, que l'entrepreneur présente à cet effet un certificat de conformité à l'autorité des RIT;

POUR CES MOTIFS, l'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

- L'information contenue dans les documents ci-joints, qui concerne les rapports sur les périodes de Transactions, est, à notre connaissance, complète, vraie et exacte;
- L'information contenue dans les documents ci-joints est conforme à l'information figurant sur les certificats de conformité présentés à l'entrepreneur par les donateurs admissibles;
- La valeur du contenu canadien indiquée dans les documents ci-joints a été déterminée conformément à l'article 9 des modalités et conditions;
- L'entrepreneur et tous les donateurs admissibles se sont conformés, sous réserve des dispositions de l'article 22.2, aux dispositions de la *Loi sur le lobbying* du Canada, en ce qui a trait au contrat.

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ A ÉTÉ SIGNÉ CE
_____ JOUR DE _____ PAR LE CONTRÔLEUR PRINCIPAL
DÛMENT AUTORISÉ À CET EFFET.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CONTRÔLEUR PRINCIPAL

À : _____

ANNEXE D – MODÈLE DE PLAN D'ACTIVITÉS DU CI

(Une version électronique est disponible auprès de l'autorité des RIT.)

Si le rapport d'activité du CI décrit le projet d'investissement du CI, veuillez donner des précisions sur les activités, les objectifs et la durée, décrire comment l'investissement sera utilisé par la petite ou moyenne entreprise, inclure une étude du marché et donner les renseignements sur l'entreprise.

Modèle Plan d'activités du CI
<i>Protégé B (une fois rempli)</i>
Titre de la transaction du CI :
Donateur :
PME bénéficiaire :
Date :
Description de l'activité du CI : <i>Fournir une description détaillée de l'activité du CI, y compris les activités particulières à entreprendre, les objectifs, la durée, la valeur de l'investissement et la façon dont il sera utilisé par la PME, les impacts / résultats escomptés pour la PME et les hypothèses et risques clés de l'activité du CI.</i> <i>Longueur prévue : 8 à 10 paragraphes</i>
Évaluation du marché : <i>Fournir un aperçu de l'occasion, de la taille du marché, des principaux concurrents et de la stratégie de vente et décrire l'avantage concurrentiel du donateur / de la PME bénéficiaire.</i> <i>Longueur prévue : 3 à 5 paragraphes</i>
Profil d'entreprise de la PME : <i>Fournir une description des activités de la PME, de ses gammes de produits, de sa</i>

structure d'entreprise et de ses propriétaires.

Longueur prévue : 2 à 3 paragraphes et un organigramme

Certification et signatures

CONSIDÉRANT que la Politique des RIT exige qu'un projet de transaction du CI doive être accompagné d'un plan d'activités décrivant l'activité en détail,

EN CONSÉQUENCE, nous, soussignés, exerçant nos pouvoirs de hauts dirigeants du donateur et de la PME bénéficiaire, déclarons et certifions que l'information figurant dans le Plan d'activités ou y étant rattachée est complète et exacte et peut être utilisée par la Direction générale des RIT aux fins de contrôle de la conformité du projet de transaction du CI.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT A ÉTÉ SIGNÉ EN CE
_____ JOUR DE _____ 20__ PAR LE DIRIGEANT DÛMENT
AUTORISÉ À LE FAIRE.

Donateur

Signature

NOM ET TITRE DU HAUT DIRIGEANT

PME bénéficiaire :

Signature

Nom et titre du haut dirigeant

TASK AUTHORIZATION AUTORISATION DES TÂCHES

All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. – N° du contrat
		Task no. – N° de la tâche
Amendment no. – N° de la modification	Increase/Decrease – Augmentation/Réduction	Previous value – Valeur précédente
To – À	TO THE CONTRACTOR You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task. Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract. À L'ENTREPRENEUR Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande. Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.	
Delivery location – Expédié à	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>_____</div> <div>_____</div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>Date</div> <div>for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale</div> </div>	
Delivery/Completion date – Date de livraison/d'achèvement		
Contract item no. N° d'article du contrat	Services	Cost Prix
	GST/HST TPS/TVH	
	Total	
<p>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract.</p> <p>NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSGC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.</p> <div style="border-top: 1px solid black; margin-top: 20px; display: flex; justify-content: space-between;"> <div>_____</div> <div>for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux</div> </div>		

Instructions for completing DND 626 - Task Authorization

Contract no.

Enter the PWGSC contract number in full.

Task no.

Enter the sequential Task number.

Amendment no.

Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

Increase/Decrease

Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

Previous value

Enter the previous total dollar amount including taxes.

To

Name of the contractor.

Delivery location

Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

Delivery/Completion date

Completion date for the task.

for the Department of National Defence

Signature of the DND person who has delegated **Authority** for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

Services

Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

Cost

The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

GST/HST

The GST/HST cost as appropriate.

Total

The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

Applicable only to PWGSC contracts

This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

Note:

Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

Instructions pour compléter le formulaire DND 626 - Autorisation des tâches

N° du contrat

Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

N° de la tâche

Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

N° de la modification

Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

Augmentation/Réduction

Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

Valeur précédente

Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

À

Nom de l'entrepreneur.

Expédiez à

Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Date de livraison/d'achèvement

Date d'achèvement de la tâche.

pour le ministère de la Défense nationale

Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le **pouvoir d'approbation** en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

Services

Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliquera/ont à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

Prix

Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

TPS/TVH

Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

Total

Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

Nota :

Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.

[illegible]

Cell: B5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The TA number appearing on the TA form

Cell: C5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the task was authorized appearing in the Authorization section of the TA form

Cell: D5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total estimated cost (GST/HST extra) of the authorized task before any revisions appearing on the TA form

Cell: N5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total cost GST/HST extra, incurred by the Contractor in the performance of the work required specified in the authorized task (inclusive of any authorized revisions)

Cell: O5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total incurred cost GST/HST extra, invoiced by the Contractor for the authorized task (inclusive of any authorized revisions)

Cell: P5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total GST/HST amount invoiced by the Contractor for the authorized task (inclusive of any authorized revisions)

Cell: Q5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total amount, GST/HST included, paid by the Client for the authorized task (inclusive of any authorized revisions)

Cell: R5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the Contractor started performing the work required specified in the authorized task (as last revised, as applicable)

Cell: S5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the contractor estimates completing or, as applicable, completed, the required work specified in the task (as last revised, as applicable)

Cell: T5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The percentage of the work required specified in the authorized task (as last revised, as applicable) completed

Cell: U5
Comment: PWGSC-TPSGC:
An explanation relative to the percentage entered in the "Active Status" column of this spreadsheet (as applicable)

Cell: E8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The TA revision number appearing on the TA form

Cell: H8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The TA revision number appearing on the TA form

Cell: K8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The TA revision number appearing on the TA form

Cell: E9
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the revision was authorized appearing in the Authorization section of the TA form

Cell: F9
Comment: PWGSC-TPSGC:
The amount of the authorized increase or decrease (GST/HST extra) appearing on the TA form

Cell: G8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total estimated cost of the task (GST/HST extra) after authorization of this revision appearing on the TA form

Cell: H8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the revision was authorized appearing in the Authorization section of the TA form

Cell: I8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The amount of the authorized increase or decrease (GST/HST extra) appearing on the TA form

Cell: J8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total estimated cost of the task (GST/HST extra) after authorization of this revision appearing on the TA form

Cell: K8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the revision was authorized appearing in the Authorization section of the TA form

Cell: L8
Comment: PWGSC-TPSGC
The amount of the authorized increase or decrease (GST/HST extra) appearing on the TA form

Cell: M8
Comment: PWGSC-TPSGC
The total estimated cost of the task (GST/HST extra) after authorization of this revision appearing on the TA form

Résumé de toutes les ATs autorisées

B	C	D	E	F	G
Responsabilité totale du canada -toutes les ATs	Coût total estimatif autorisé dans toutes les ATs, taxes applicables en sus	Coût total encourru, toutes les ATs, taxes applicables en sus	Coût total facturé, toutes les ATs, taxes applicables en sus	Cumulatif des taxes applicables facturées, toutes les ATs.	Montant total payé incluant les taxes applicables, toutes les ATs
\$700,000.00	\$42,000.00	\$16,695.60	\$15,395.60	\$769.78	\$11,540.20

Cell: B3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The sum (GST/HST extra) specified in Contract clause (as last amended, as applicable): "Limitation of Expenditure - Cumulative Total of all Authorized TAs" or, as applicable, " Limitation of Expenditure - Portion of the Work - Cumulative Total of all Authorized TAs"

Cell: C3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The total estimated cost, GST/HST extra, of all the TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract

Cell: D3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The total cost, GST/HST extra, incurred by the Contractor in the performance of the work required specified in all TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract

Cell: E3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The total incurred cost, GST/HST extra, invoiced by the Contractor for all TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract

Cell: F3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The cumulative amount of GST/HST invoiced by the Contractor for all TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract

Cell: G3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The total amount, GST/HST included, paid by the Client for all TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract



Claim for Progress Payment Demande de paiement progressif

If necessary, use form PWGSC-TPSGC 1112 to record detail costs

Si nécessaire, utiliser le formulaire PWGSC-TPSGC 1112 pour inscrire les coûts détaillés

Contractor's Name and Address Nom et adresse de l'entrepreneur	Claim No. N° de la demande	Date YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ	Contract Price - Prix contractuel
	File No. - N° du dossier		Contract Serial No. N° de série du contrat
Contractor's Procurement Business Number (PBN) Numéro d'entreprise-appvisionnement (NEA) de l'entrepreneur		Financial Code(s) - Code(s) financier(s)	
Contractor's Report of Work Progress (if needed, use additional sheets) Compte rendu de l'avancement des travaux par l'entrepreneur (si nécessaire, utiliser des feuilles supplémentaires)			

Period of work covered by the claim Période des travaux visée par la demande ▶	Current Claim Demande courante		Previous Claims Demandes précédentes		Total to Date Total à date
	(A)	Tax Rate Taux de taxe	(B)	Tax Rate Taux de taxe	(A + B)
Description: (Expenditures must be claimed in accordance with the basis and/or method of payment of the contract) Description : (Les dépenses doivent être réclamées conformément à la base de paiement et (ou) à la méthode de paiement du contrat).		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
Contractor's GST No. N° de TPS de l'entrepreneur	Subtotal Sous-total				
Contractor's QST No. No. de TVQ de l'entrepreneur	Applicable taxes Taxes applicables				
	Total				
Less holdbacks on expenditures only (Applicable taxes excluded) Moins les retenues sur les dépenses uniquement (Taxes applicables en sus)					

Total Amount of Claim (including applicable taxes)
Montant total de la demande (incluant les taxes applicables)

Percentage of the work completed Pourcentage des travaux achevés	%	Current Claim Demande courante	▶	Amount due Montant dû
---	---	-----------------------------------	---	--------------------------

Claim No.
N° de la demande

Contract Serial No.
N° de série du contrat

CERTIFICATE OF CONTRACTOR

I certify that:

- All authorizations required under the contract have been obtained. The claim is consistent with the progress of the work and is in accordance with the contract.
- Indirect costs have been paid for or accrued in the accounts.
- Direct materials and the subcontracted work have been received, accepted and either paid for or accrued in the accounts following receipt of invoice from supplier/subcontractor, and have been or will be used exclusively for the purpose of the contract.
- All direct labour costs have been paid for or accrued in the accounts and all such costs were incurred exclusively for the purpose of the contract;
- All other direct costs have been paid for or accrued in the accounts following receipt of applicable invoice or expense voucher and all such costs were incurred exclusively for the purpose of the contract; and
- No liens, encumbrances, charges or other claims exist against the work except those which may arise by operation of law such as a lien in the nature of an unpaid contractor's lien and in respect of which a progress payment and/or advance payment has been or will be made by Canada.

Contractor's Signature - Signature de l'entrepreneur

Check the box if the claim is being made with respect to advance payment provisions included in the basis of payment of the contract.

☐

This claim, or a portion of this claim, is for an advance payment.

I certify that:

- The funds received will be used solely for the purpose of the contract and attached is a complete description of the purpose to which the advance payment will be applied.
- The amount of the payment is established in accordance with the conditions of the contract.
- The contractor is not in default of its obligations under the contract.
- The payment is related to an identifiable part of the contractual work.

Contractor's Signature - Signature de l'entrepreneur

CERTIFICATES OF DEPARTMENTAL REPRESENTATIVES

Scientific/Project/Inspection Authority: I certify that the work meets the quality standards required under the contract, and its progress is in accordance with the conditions of the contract.

Inspection Authority (all other contracts): I certify that the quality of the work performed is in accordance with the standards required under the contract.

Signature of Scientific / Project / Inspection Authority
Signature de l'autorité scientifique ou responsable du projet / de l'inspection

PWGSC Contracting Authority: I certify that, to the best of my knowledge, the claim is consistent with the progress of the work and is in accordance with the contract. This claim, however, may be subject to further verification and any necessary adjustment before final settlement.

Contracting Authority Signature de l'autorité contractante

Client's Authorized Signing Officer - (must sign the interim claim): I certify that the claim is in accordance with the contract.

Client Signature du client

Client's Authorized Signing Officer - (must sign the final claim): I certify that all goods have been received and all services have been rendered, that the work has been properly performed and that the claim is in accordance with the contract.

Client Signature du client

ATTESTATION DE L'ENTREPRENEUR

J'atteste que :

- Toutes les autorisations exigées en vertu du contrat ont été obtenues. La demande correspond à l'avancement des travaux et est conforme au contrat.
- Les coûts indirects ont été réglés ou portés aux livres.
- Les matières directes et les travaux de sous-traitance ont été reçus, et le tout a été accepté et payé, ou encore porté aux livres après réception de factures envoyées par le fournisseur ou le sous-traitant; ces matières et ces travaux ont été ou seront utilisés exclusivement aux fins du contrat.
- Tous les coûts de la main-d'œuvre directe ont été réglés ou portés aux livres et tous ces coûts ont été engagés exclusivement aux fins du contrat.
- Tous les autres coûts indirects ont été réglés ou portés aux livres après réception des factures ou pièces justificatives pertinentes et tous ces coûts ont été engagés exclusivement aux fins du contrat.
- Il n'existe aucun privilège ni demande ou imputation à l'égard de ces travaux sauf ceux qui pourraient survenir par effet de la loi, notamment le privilège d'un entrepreneur non payé à l'égard duquel un paiement progressif et/ou un paiement anticipé a été ou sera effectué par le Canada.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

Cocher la case si la demande est faite en rapport avec les dispositions relatives aux paiements anticipés qui se trouvent dans la base de paiement du contrat.

Cette demande, ou une partie de cette demande, est pour un paiement anticipé.

J'atteste que :

- Les fonds reçus ne serviront uniquement qu'aux fins du contrat; ci-joint est une description complète des fins auxquelles le paiement anticipé sera utilisé.
- Le montant du paiement est établi conformément aux conditions du contrat.
- L'entrepreneur n'a pas manqué à ses obligations en vertu du contrat.
- Le paiement porte sur une partie identifiable des travaux précisés dans le contrat.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

ATTESTATIONS DES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE

Autorité scientifique ou responsable du projet / de l'inspection :

J'atteste que les travaux sont conformes aux normes de qualité exigées en vertu du contrat et que leur avancement est conforme aux conditions du contrat.

Responsable de l'inspection (tous les autres contrats) : J'atteste que la qualité des travaux exécutés est conforme aux normes exigées en vertu du contrat.

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

Autorité contractante de TPSGC : J'atteste, au meilleur de ma connaissance, que la demande correspond à l'avancement des travaux et est conforme au contrat. Toutefois, cette demande pourrait faire l'objet d'une autre vérification et de tout rajustement nécessaire avant le règlement final.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

Signataire autorisé du client - (doit signer la demande provisoire) : J'atteste que la demande est conforme au contrat.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

Signataire autorisé du client - (doit signer la demande finale) : J'atteste que tous les biens ont été reçus, que tous les services ont été rendus, que tous les travaux ont été exécutés convenablement, et que la demande est conforme au contrat.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N° DE L'INVITATION W8476-145109/A

DEMANDE DE PROPOSITIONS (DP)

PROJET DE SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE (SDID)

VOLUME 3

CONTRAT SUBSÉQUENT DE SOUTIEN EN SERVICE DU SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'IDENTIFICATION À DISTANCE

Table des matières

1	BESOINS	3
2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	7
3	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	8
4	DURÉE DU CONTRAT	8
5	AUTORITÉS	9
6	PAIEMENT	11
7	MÉTHODE DE PAIEMENT	19
8	CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	21
9	VÉRIFICATION DISCRÉTIONNAIRE DES COMPTES	21
10	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	22
11	RETENUE/OPPOSITION ET DOMMAGES-INTÉRÊTS FIXÉS À L'AVANCE – ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	22
12	ATTESTATIONS.....	22
13	LOIS APPLICABLES	23
14	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	23
15	CONTRAT DE DÉFENSE	24
16	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN).....	24
16	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR ÉTRANGER).....	24
17	ASSURANCE	24
18	PROGRAMME DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES	24
19	ASSURANCE DE LA QUALITÉ – CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	24
20	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	25
21	DOCUMENTS DE SORTIE – DISTRIBUTION	25
22	INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION – LIVRAISON À DESTINATION	26
23	DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE DE L'EDT	26
24	ÉTAT DU MATÉRIEL	26
25	GARANTIE – BIENS	26
26	UTILISATION ET TRADUCTION DE MATÉRIEL ÉCRIT	27
27	ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	27
28	RÈGLEMENT CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DES FORCES ARMÉES CANADIENNES	28
29	DOCUMENTS TECHNIQUES FOURNIS PAR LE GOUVERNEMENT	28
30	MODIFICATION DES MÉTHODES DE TRAVAIL.....	28
31	DOMMAGES-INTERETS FIXES A L'AVANCE (A FINALISER AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT).....	30
32	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (A FINALISER AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT).....	31

LISTE DES ANNEXES

- Annexe A – Énoncé des travaux – Soutien en service
 - Appendice AA – Liste des données essentielles au contrat
 - Appendice AB – Description de données
- Annexe B – Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service
- Annexe C – Liste de vérification des exigences en matière de sécurité
- Annexe D – Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de soutien en service
- Annexe E – Formulaire d'autorisation des tâches, DND 626
- Annexe F – Entente de non-divulgaration
- Annexe G – Exemple de feuille de calcul électronique Excel pour les rapports d'utilisation périodiques –
Contrats assortis d'autorisations de tâches
- Annexe H – Formulaire 7139 de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Rapport d'étape
des équipes mobiles de réparation
- Annexe I – PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif

LE PRÉSENT CONTRAT COMPORTE UNE EXIGENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ.

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1 Besoins

1.1 Énoncé des travaux

- 1.1.1 L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément au contrat, y compris, mais non exclusivement, à l'Annexe A, Énoncé des travaux – Soutien en service des systèmes de détection et d'identification à distance, qui comprend entre autres la réparation, la révision, la modification, la conversion, la mise à niveau et le démantèlement en pièces ainsi que d'autres services de soutien pour l'équipement et les composantes connexes (p. ex., les recherches et l'appui techniques, les représentants de services techniques, la présentation de rapports, les réunions, s'il y a lieu, le stockage et la fourniture des pièces).
- 1.1.2 **Réparation et révision**
Les travaux de réparation seront effectués en conformité avec le document A-LM-184-001/JS-001, Instructions spéciales aux entrepreneurs de réparation et de révision, et selon le coût de réparation maximum qui y est précisé.
- 1.1.3 **Réparations non rentables**
L'entrepreneur doit démanteler en pièces de rechange les articles dont les réparations ne sont pas rentables dans l'usine de l'entrepreneur ou du sous-traitant lorsque l'autorité technique l'autorise à le faire.
- 1.1.4 **Pièces de rechange et articles consommables**
L'entrepreneur accorde au Canada le droit d'acheter, en fonction des besoins, pendant la durée du contrat, des pièces de rechange et des articles consommables. Ces commandes doivent être effectuées conformément à l'article 31 – Modification des travaux ou des services – Autorisations de tâches.
- 1.1.5 **Pièces de rechange fournies par l'entrepreneur**
Si les pièces de rechange pour des travaux de recherches et d'appui techniques ou les représentants des services techniques ne figurent pas dans le Catalogue des pièces de rechange et des articles consommables, l'entrepreneur est chargé d'acheter ces pièces conformément à l'article 31 – Modification des travaux ou des services – Autorisations de tâches.
- 1.2 Modification des travaux ou des services**
- 1.2.1 En tout temps pendant l'exécution des travaux ou des services, le Canada peut émettre des demandes de modification pour l'ensemble ou une partie des travaux ou des services s'il juge que ces changements sont compatibles avec l'intention générale du contrat. Ces changements peuvent inclure des ajouts, des suppressions ou d'autres révisions des travaux ou des services.
- 1.2.2 Une demande de modification des travaux **ou des services** sera remise par écrit à l'entrepreneur par l'autorité contractante ou par le responsable des demandes d'achat. Toutes les demandes de modification seront traitées et autorisées conformément aux procédures prévues à l'article 31 – Modifications des travaux ou des services.
- 1.3 Obligations en matière de retombées industrielles et technologiques**

L'entrepreneur doit respecter toutes les obligations en matière de retombées industrielles et technologiques (RIT) conformément au calendrier et aux engagements énoncés dans l'Annexe D, Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de soutien en service.

1.4 Biens ou services facultatifs

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services, ou les deux, qui sont décrits à l'Annexe A du contrat, selon les mêmes conditions, et aux prix ou aux tarifs établis dans le contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur

1.5 Autorisation de tâche

Le processus d'autorisation de tâches (AT) sera administré par _____
(la désignation correspondante du ministère de la Défense nationale [MDN] sera précisée à l'attribution du contrat). Ce processus comprend la surveillance et le contrôle des dépenses dans le cadre du contrat comportant des AT et la reddition de comptes à ce sujet à l'intention de l'autorité contractante.

Une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, par suite de l'envoi du Formulaire d'autorisation des tâches DND 626 (« Autorisation de tâches »), figurant à l'Annexe E. Les travaux demandés doivent être conformes à la portée du contrat.

L'AT sera envoyée à l'entrepreneur par courriel (sous forme de pièce jointe) ou par télécopieur. L'original lui sera envoyé par la poste.

1. Afin d'expliquer clairement le travail à réaliser pour chaque tâche, l'autorité technique et l'entrepreneur doivent établir des énoncés définitifs pour chacun des aspects suivants de toutes les tâches, avant qu'une AT soit envoyée :
 - a) les exigences;
 - b) l'identification des numéros des éléments des travaux, avec renvoi à l'Énoncé des travaux (EDT);
 - c) la priorité;
 - d) la limite des dépenses pour l'exécution des travaux;
 - e) les heures de travail par catégorie;
 - f) la répartition des coûts quant à la limitation des dépenses, en utilisant les taux indiqués à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service;
 - g) les autres coûts directs et le coût matériel;
 - h) les étapes des tâches avec les dates d'activité et d'achèvement estimées;
 - i) les critères d'acceptation du travail;
 - j) les bases et méthodes de paiement applicables, telles qu'elles sont précisées dans le contrat.

2. Pour les devis dépassant 100 000 \$ ou des contrats dont la durée est supérieure à trois mois, on pourrait demander à l'entrepreneur de soumettre un plan d'achèvement précisant les jalons par rapport auxquels l'avancement des travaux peut être évalué, comme il est précisé dans l'EDT.
3. À la suite de l'accord de l'autorité technique et de l'entrepreneur sur les aspects de la tâche décrite ci-dessus, l'entrepreneur fournira un devis du coût estimatif total proposé pour effectuer la tâche et une répartition de tous les éléments de coût applicables, établie conformément à la Base de paiement précisé dans le contrat, y compris les heures de travail par catégorie, les exigences de déplacement décrivant le nombre et la durée des déplacements, le nombre d'employés et les autres frais de déplacement connexes, les autres coûts directs et les coûts du matériel connexe. L'entrepreneur remettra son devis à l'autorité technique dans les dix (10) jours civils.
4. Si le devis est approuvé, le responsable des demandes d'achat ou l'autorité contractante, selon le cas, remettra à l'entrepreneur une AT.
5. L'AT comprendra les détails susmentionnés des activités à exécuter, une description des produits livrables et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. Elle comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, telles qu'elles sont précisées au contrat.
6. **Limite de l'AT**

Le responsable des demandes d'achat approuve les AT dont la valeur totale, y compris les modifications, est inférieure à 250 000 \$ (taxes applicables incluses). Il doit transmettre l'AT ou la modification directement à l'entrepreneur, ainsi qu'une copie à l'autorité contractante et à l'autorité technique. L'autorité contractante approuve pour sa part toutes les AT dont la valeur totale, y compris les modifications, est supérieure à 250 000 \$ (taxes applicables incluses). Elle doit transmettre l'AT ou la modification directement à l'entrepreneur, ainsi qu'une copie au responsable des demandes d'achat et à l'autorité technique.
7. Lorsque des modifications doivent être apportées au formulaire d'AT, il faut remplir un formulaire de modification DND 626.
8. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une AT approuvée ou le formulaire de modification DND 626, selon le cas. Il reconnaît que s'il commence les travaux avant d'avoir reçu une AT (ou le formulaire de modification DND 626), selon le cas, il le fait à ses propres risques.
9. **Obligation du Canada – Portion des travaux – Autorisations de tâches**

L'obligation du Canada à l'égard de la partie des travaux qui est réalisée au moyen d'AT est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur.
10. **Rapports d'utilisation périodique – Contrats comportant des autorisations de tâches**

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'AT (y compris toutes révisions) approuvée et publiée dans le cadre du contrat.

Au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de chacune des périodes visées par les rapports ci-dessous, l'entrepreneur doit soumettre à l'autorité contractante et au responsable des demandes d'achat un rapport d'utilisation périodique sous forme de feuille de calcul électronique (au format Excel, par exemple), contenant les éléments de données précisés dans les exigences en matière d'établissement de rapport ci-dessous, dans l'ordre où ils sont présentés. Lorsqu'à la fin d'une période de production de rapports, aucune modification n'a été apportée aux données comprises dans le rapport périodique d'utilisation soumis pour la période précédente, l'entrepreneur doit soumettre à l'autorité contractante et au responsable des demandes d'achat un rapport périodique d'utilisation portant la mention « NÉANT ».

Les périodes de présentation de rapports sont les suivantes :

premier trimestre : (à insérer au moment de l'attribution du contrat);
deuxième trimestre : (à insérer au moment de l'attribution du contrat);
troisième trimestre : (à insérer au moment de l'attribution du contrat);
quatrième trimestre : (à insérer au moment de l'attribution du contrat).

Un exemple de feuille de calcul au format Excel comprenant les éléments de données figurant aux paragraphes (i) et (ii) ci-dessous figure à l'Annexe G, Exemple de feuille de calcul électronique Excel pour les rapports d'utilisation périodiques – Contrats assortis d'autorisations de tâches

Exigences en matière de rapport – Explications

Pour chaque contrat comportant un processus d'AT, on doit tenir à jour un relevé détaillé de toutes les AT. Le rapport doit comprendre ce qui suit :

(i) Pour chaque tâche autorisée :

Les données doivent contenir les éléments d'information suivants, dans l'ordre indiqué :

- le numéro de l'AT figurant sur le formulaire d'AT;
- la date d'AT figurant sur le formulaire d'AT;
- le coût total estimatif de la tâche (taxes applicables en sus) avant toute révision figurant sur le formulaire d'AT;
- les informations suivantes figurant sur le formulaire d'AT doivent être incluses pour chaque révision autorisée, à commencer par la révision 1, et puis la 2, etc. :
 - le numéro de modification de l'AT,
 - la date à laquelle la modification de la tâche a été autorisée,
 - l'augmentation ou la réduction autorisée (taxes applicables en sus),
 - le coût estimatif total de la tâche (taxes applicables en sus) après autorisation de la révision;
- le coût total engagé pour la tâche (selon la dernière modification, s'il y a lieu), taxes applicables en sus;
- le coût total engagé et facturé pour la tâche (selon la dernière modification, s'il y a lieu), taxes applicables en sus;
- le montant total des taxes applicables facturées;
- le montant total payé, taxes applicables incluses;
- la date de début et la date d'achèvement de la tâche (selon la dernière révision, s'il y a lieu);
- l'état actuel de la tâche (c.-à-d. le pourcentage d'achèvement des travaux), d'après la dernière révision s'il y a lieu, accompagné au besoin d'une explication.

(ii) **Pour toutes les tâches autorisées :**

Les données doivent contenir les éléments d'information suivants, dans l'ordre indiqué :

- le coût total engagé pour toutes les tâches autorisées, y compris toutes les modifications, taxes applicables en sus;
- le coût total engagé et facturé pour toutes les tâches autorisées, y compris toutes les modifications, taxes applicables en sus;
- le montant total facturé pour les taxes applicables pour toutes les tâches autorisées, y compris les révisions;
et
- le montant total payé pour toutes les tâches autorisées, y compris les révisions, taxes applicables en sus.

2 **Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions désignées dans le contrat par un numéro, une date et un titre figurent au *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (CCUA) [<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>] publié par TPSGC.

2.1 **Conditions générales**

Le document 2035 (2016-04-04), Conditions générales – Besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

2.2 **Conditions générales supplémentaires**

Les conditions générales supplémentaires suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante :

4001 (2015-04-01), Achat, location et maintenance de matériel;
4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence;
4007 (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
4012 (2012-07-16) Besoins plus complexes de biens.

2.3 **Entente de non-divulgaration**

L'entrepreneur doit obtenir de son ou de ses employés ou sous-traitants l'entente de non-divulgaration, qui figure à l'Annexe F, dûment remplie et signée, et l'envoyer à l'autorité contractante, et en fournir une copie à l'autorité technique, avant de leur donner accès aux renseignements fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux.

2.4 **Produits livrables**

Outre l'obligation de divulgation en vertu de l'article 02 des Conditions générales supplémentaires 4007, les renseignements originaux doivent être pleinement divulgués et consignés par l'entrepreneur dans les rapports techniques qu'il fournit à l'autorité technique conformément au contrat.

3 Exigences relatives à la sécurité

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence pendant l'exécution du contrat/l'offre à commandes, **une cote de sécurité d'installation valide au niveau SECRET, ainsi qu'une cote de protection et de production des documents approuvée au niveau SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS, ou à des établissements dont l'accès est contrôlé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable de niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la DSIC de SPAC.
3. Le présent contrat englobe l'accès aux **marchandises contrôlées**. Avant d'obtenir l'accès, l'entrepreneur doit être inscrit au Programme des marchandises contrôlées de **SPAC**.
4. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes de **technologie de l'information** pour traiter, produire ou stocker des renseignements PROTÉGÉS de nature délicate tant que la DSIC de SPAC ne lui en a pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau **PROTÉGÉ B**.
5. Les contrats de sous-traitance qui comportent des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de SPAC.
6. L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
 - a) la Liste de vérification des exigences en matière de sécurité et le Guide de sécurité (s'il y a lieu), reproduits ci-joints à l'Annexe C;
 - b) le *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

4 Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat est de cinq (5) ans à partir de sa date d'attribution.

4.2 Option de prolongation du contrat

- 4.2.1 L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat d'au plus cinq (5) périodes supplémentaires de trois (3) ans, selon les mêmes conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service. L'exercice de ces options est laissé à l'entière discrétion du Canada et sans aucunement limiter cette discrétion, le Canada, dans le cadre de sa prise de décisions visant à prolonger la période de contrat, parmi d'autres facteurs, peut prendre en considération le rendement de l'entrepreneur lié au respect de ses obligations en matière de proposition de valeur et de RIT, en fonction des rapports annuels. Le Canada peut aussi prendre en considération le fait que l'entrepreneur a maintenu ou non le niveau d'activité/d'engagement nécessaire pour

répondre aux exigences obligatoires de l'Annexe D – Modalités relatives aux retombées industrielles et technologiques de soutien en service.

- 4.2.2 Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

4.3 Option de période de quatre-vingt-dix (90) jours – Période de réduction progressive des opérations

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat d'au plus quatre-vingt-dix (90) jours, selon les mêmes conditions, y compris le paiement, que celles de la période d'exécution en cours. Cette option ne vise que l'achèvement des travaux en cours définis par l'entrepreneur et que le Canada reconnaît comme inachevables avant la fin de la période du contrat. Aucune nouvelle AT ne doit être émise pendant cette période d'option. Le Canada n'est pas tenu d'exercer l'une ou toutes ses options conformément à l'article 4.2 avant d'exercer l'option de réduction progressive des opérations pour cette période.

4.4 Rapport sur les travaux en cours

- 4.4.1 Au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la fin de la période du contrat (y compris toute prolongation ou période d'option alors en vigueur), l'entrepreneur doit fournir au responsable des achats (copie à l'autorité contractante) une liste complète de tous les travaux en cours et des AT en cours, accompagnée d'une description de l'état de chaque tâche, y compris le pourcentage achevé et le temps estimé pour leur achèvement. Tous les travaux en cours qui, de l'avis de l'entrepreneur, ne peuvent être achevés avant ladite période du contrat en cours doivent être précisément indiqués, ainsi que les raisons pour lesquelles ces travaux ne peuvent être achevés.

- 4.4.2 Quant aux travaux inachevables avant la fin prévue du contrat, l'autorité contractante pourra, à sa discrétion :

- a) ordonner à l'entrepreneur de terminer ces travaux;
- b) ordonner à l'entrepreneur de se préparer à transférer ces travaux à un contrat successif;
- c) exercer l'option de réduction progressive des opérations, comme le prévoit l'article 4.3, et modifier l'AT applicable, au besoin, en utilisant le formulaire de modification DND 626.

4.5 Non-exclusivité pour la vente de pièces de rechange

- 4.5.1 De temps à autre, le MDN a l'occasion d'acheter des sous-systèmes d'abris pour quartier général, de l'équipement auxiliaire ou des pièces de rechange d'organisations non commerciales, comme l'Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement ou la logistique coopérative auprès de l'entrepreneur.

- 4.5.2 Le MDN se réserve le droit d'effectuer des achats auprès de ses organisations sans se voir imposer de pénalité contractuelle pendant la durée du contrat.

5 Autorités

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Marlène Bitsene
Services publics et Approvisionnement Canada
Secteur de la gestion de l'approvisionnement en services et en technologies
Division des projets des sciences de la défense – SL
11, rue Laurier, place du Portage, Phase III, 11C1-71
Gatineau (Québec)
K1A 0S5

Téléphone : 873-469-4833
Télécopieur : 819-997-2229
Courriel : marlene.bitsene@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable des demandes d'achat

Dans le cadre du contrat, le responsable des demandes d'achat est :

(À préciser à l'attribution du contrat.)

Le responsable des demandes d'achat représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives figurant dans le contrat avec le responsable des demandes d'achat, cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'EDT. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

5.3 Autorité technique

(À préciser à l'attribution du contrat.)

L'autorité technique susmentionnée représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Elle est responsable de toutes les questions liées au contenu technique du travail à exécuter prévu par le contrat. On peut discuter des questions techniques avec l'autorité technique; cependant, celle-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.4 Responsable des RIT

(À préciser à l'attribution du contrat.)

Le responsable des RIT s'entend du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique ou de toute personne désignée par ce ministre pour agir en son nom en vertu du contrat; il évalue, accepte, surveille, vérifie et reconnaît les RIT, puis évalue le rendement de l'entrepreneur relativement à ces RIT. On peut discuter des questions liées aux RIT avec le responsable, mais ce dernier ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.5 Représentant de l'entrepreneur

(À remplir au moment de l'attribution du contrat.)

Nom : _____

Titre : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

6 Paiement

6.1 Base de paiement – Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser le prix énoncé à la page 1 du contrat. Les droits de douane sont inclus, s'il y a lieu, et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de toute modification technique, de modification ou interprétation des travaux, ne sera ni autorisée ni payée à l'entrepreneur, à moins que ces modifications techniques, ces modifications ou interprétations n'aient été approuvées, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrées aux travaux. L'entrepreneur ne doit pas exécuter des travaux ni fournir des services qui entraîneraient un dépassement de la responsabilité totale du gouvernement du Canada, à moins que ce dépassement n'ait été autorisé par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante par écrit de l'exactitude de cette somme :
 - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée;
 - b) quatre (4) mois avant la date d'échéance du contrat;
 - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première éventualité.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

Base de paiement – Généralités

En contrepartie de l'exécution satisfaisante par l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé au prix ferme ou au taux mensuel ferme ou encore au taux de base horaire ferme ou autres (taux de majoration), conformément au présent article et à l'Annexe B – Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service. Ces paiements seront versés en

dollars canadiens, taxes applicables en sus. Les paiements ont été classés conformément aux paragraphes ci-dessous.

6.2 Services essentiels

Pour les travaux essentiels, à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service, articles **SES NIC 1 à 3, et en cas d'exercice des options, articles **SES NIO 1 à 3, SES NIO 7 à 9, SES NIO 13 à 15**.**

Pour la fourniture de services ESSENTIELS, détaillés dans l'Annexe A – Énoncé des travaux, l'entrepreneur sera payé selon le taux ferme inclusif trimestriel, taxes applicables en sus, le cas échéant, conformément au présent article et à l'annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service.

6.3 Services de réparation et de révision

Pour les services de réparation et de révision, à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service, articles **SES NIC 10 à 14, et en cas d'exercice des options, articles **SES NIO-6, 12, 18, 24 et 30**.**

Pour l'exécution des travaux de réparation et de révision autorisés, l'entrepreneur sera payé selon le prix unitaire ferme tout compris ou le taux de base horaire ferme et autres (taux de majoration sur le matériel et la sous-traitance), s'il y a lieu, conformément au présent article et à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service.

a) Articles réparables

Pour les articles désignés comme devant être réparés ou révisés dans les installations de l'entrepreneur, l'entrepreneur sera payé pour les travaux effectués selon la Base de paiement suivante :

- (i) Réception/Nettoyage/Inspection : Taux unitaire ferme tout compris
- (ii) Réparation : Taux de base horaire ferme tout compris
- (iii) Aliénation/rebut : Taux unitaire ferme tout compris
- (iv) Révision : Taux unitaire ferme tout compris
- (v) Préparation pour la livraison : Taux unitaire ferme tout compris
- (vi) Pièces ou pièces de rechange pour la réparation : Taux de majoration ferme du matériel
- (vii) Travaux de sous-traitance : Taux de majoration ferme de sous-traitance
- (viii) Étalonnage

b) Réparations non rentables

Pour le démantèlement autorisé en pièces des articles dont la réparation n'est pas rentable dans l'usine de l'entrepreneur ou du sous-traitant, l'entrepreneur sera payé pour le nombre d'heures réelles consacrées au travail multiplié par les taux de base horaires fermes précisés à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service du contrat.

6.4 Soutien à l'approvisionnement – Autorisation de tâches assujettie à une limitation des dépenses

6.4.1 Pour le soutien à l'approvisionnement, à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service, articles **SES NIC-4, et en cas d'exercice des options, articles **SES NIO-4**, **SES NIO-10**, **16**, **22** et **28**.**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans la livraison des pièces de rechange et des articles consommables décrits dans l'AT approuvée, conformément à l'Annexe B, Liste de prix des produits livrables du contrat de soutien en service, jusqu'à la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus, le cas échéant.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.4.2 Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les AT

Pour toutes les AT émises dans le cadre du contrat :

1. La responsabilité totale du Canada à l'égard de l'entrepreneur en vertu du contrat pour toutes les AT, révisions comprises, ne doit pas dépasser la somme de \$ (*à insérer au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont exclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par le responsable des demandes d'achat ou l'autorité contractante, le cas échéant.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant l'exactitude de cette somme :
 - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée;
 - b) quatre (4) mois avant la date d'échéance du contrat;
 - c) dès qu'il juge que les fonds sont insuffisants pour l'achèvement des travaux requis dans toutes les tâches approuvées, y compris toutes modifications, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.4.3 Liste de pièces de rechange recommandées et réapprovisionnement en articles consommables

6.4.3.1 Le Canada se réserve le droit d'acheter auprès de l'entrepreneur, au besoin, pendant la durée du contrat, des pièces de rechange et des articles consommables au prix unitaire ferme précisé à

l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service. Le Canada aura recours au processus d'AT prévu à l'article 31 – Modification des travaux pour commander les pièces, et l'entrepreneur devra livrer les pièces « rendues droits acquittés » à destination, conformément aux Incoterms 2010.

6.4.3.2 Les prix indiqués dans le Catalogue des pièces de rechange et des articles consommables peuvent être modifiés après la période initiale de cinq (5) ans. Les hausses de prix ne peuvent être supérieures à celles de l'indice des prix à la consommation canadien, comme indiqué sur le site Web de Statistique Canada, et pourraient devoir être justifiées.

6.4.3.3 Justification des prix de la Liste de pièces de rechange recommandées

L'entrepreneur doit fournir, à la demande du Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier ses prix :

- a) une liste de prix récente, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada;
- b) une copie des factures payées pour des services ou des produits – même quantité et même qualité – fournis à d'autres clients;
- c) une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'œuvre directe, des matériaux directs et des articles achetés, les coûts indirects d'ingénierie et d'usine, les frais généraux d'entreprise et administratifs, les frais de transport et autres, ainsi que le profit réalisé;
- d) une attestation des prix de la Liste de pièces de rechange recommandées;
- e) tout autre document justificatif demandé par le Canada.

6.4.3.5 Justification des prix de la Liste de pièces de rechange recommandées

L'entrepreneur atteste que le prix proposé n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris à son meilleur client, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux.

6.5 Travaux ponctuels

Pour les travaux ponctuels énumérés à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service, articles **SES NIC 5 à 9, et en cas d'exercice des options, articles **SES NIO-5, 10, 17, 20, 23 et 29**.**

L'un des types de Base de paiement suivants fera partie de l'AT approuvée.

Le prix de la tâche doit être déterminé conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service.

6.5.1 AT à prix unitaires fermes ou à prix par lot ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre de l'AT, l'entrepreneur se verra payer un prix par lot ferme conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service, comme le précise l'AT approuvée. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour les modifications techniques, ou quelque modification ou interprétation des travaux qui n'auront pas été approuvées par écrit par l'autorité contractante avant leur intégration aux travaux.

6.5.2 Prix plafond de l'AT

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service, jusqu'au prix plafond précisé dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus, le cas échéant.

Le prix plafond pourrait être revu à la baisse de façon à ce qu'il ne dépasse pas les coûts réels raisonnablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.5.3 AT assujettie à une limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux décrits dans l'AT approuvée, conformément à la Base de paiement à l'annexe B – Liste de prix des produits livrables du contrat de soutien en service, jusqu'à la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus, le cas échéant.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.5.4 Travaux ou services de l'AT

6.5.4.1. Pour l'exécution des tâches autorisées conformément à l'article 31 – Modification des travaux, l'entrepreneur doit être payé selon les taux de base horaires fermes tout compris applicables pour les heures de travail directes réelles consacrées et les taux de majoration fermes, s'il y a lieu, conformément au présent article et à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service.

6.5.4.2 Pour la fourniture de pièces de rechange par l'entrepreneur, si les pièces de rechange pour la tâche autorisée ne figurent pas dans le Catalogue des pièces de rechange et des articles consommables, l'entrepreneur doit être payé au coût livré réel des matériaux et le taux de majoration ferme, tel qu'il est précisé à l'Annexe B.

6.6 Frais de déplacement et de subsistance

6.6.1 Pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés, les dépenses réelles engagées de façon raisonnable et légitime dans le cadre de l'exécution du travail indiqué dans l'EDT de l'AT

seront payées à l'entrepreneur. L'entrepreneur sera payé pour les coûts réels engagés, sans aucune indemnité pour le profit ou les coûts indirects, selon les indemnités prévues au titre des dépenses liées aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux frais accessoires qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<https://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?did=10&dlabel=travel-voyage&lang=fra&merge=2&slabel=index>). Cela comprend également les autres dispositions de la Directive qui font référence aux « voyageurs » et non à celles qui font référence aux « employés ».

6.6.2 L'entrepreneur doit fournir des documents à l'appui avec chaque facture. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement.

6.6.3 Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique.

6.7 Heures supplémentaires

6.7.1 L'entrepreneur ne doit pas effectuer d'heures supplémentaires dans le cadre du contrat, à moins d'y avoir été autorisé, en vertu d'une AT. Toute demande de paiement doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation des heures supplémentaires et d'un rapport comprenant les détails des heures supplémentaires effectuées conformément à cette AT. Le paiement des heures supplémentaires autorisées sera calculé conformément au présent article et à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service.

6.7.2 Les réparations ou travaux d'urgence qui doivent être effectués en dehors des heures normales de travail seront facturés à un taux équivalent 1,5 fois le taux horaire normal pour les heures supplémentaires effectuées durant les journées de travail normales et les fins de semaine. Les travaux de réparation d'urgence exigés les jours fériés doivent être facturés à un taux correspondant à deux fois le taux normal. Aucune prime d'heure supplémentaire ne sera payée à moins qu'elle ne soit autorisée par écrit par le responsable des demandes d'achat ou l'autorité contractante, selon le cas.

6.8 Ajustement des prix – Périodes d'option

6.8.1 Pour les périodes d'option, le Canada demandera une proposition auprès de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter le taux ferme trimestriel pour les services essentiels, le prix unitaire ferme et les taux de base horaires fermes pour les services de réparation et de révision et le taux de base horaire ferme pour les travaux ponctuels détaillés à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service.

Le Canada pourrait exiger un examen des prix proposés par l'entrepreneur. Il pourrait être nécessaire de fournir des données justificatives détaillées pour valider les taux et autres frais proposés. S'il y a lieu, pour de telles périodes d'option, toutes les négociations relatives au prix seront menées conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 (2012-07-16) de TPSGC, que l'on retrouve à la Section 3 du *guide des CCUA* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/1031-2>), et l'entrepreneur sera payé conformément aux taux négociés.

Pour le travail effectué à l'extérieur du Canada, ou dans le cas où l'entrepreneur conserve ses documents financiers à l'extérieur du Canada, la Base de paiement pour chaque période supplémentaire utilisera les tarifs d'établissement des coûts et les majorations annuels pour fournisseur unique applicables les plus favorables, négociés et approuvés, et appliqués par le gouvernement respectif de l'entrepreneur à ses contrats de défense.

La clause du *guide des CCUA* C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes, est incluse par renvoi dans le contrat et en fait partie intégrante. Si l'entrepreneur est établi dans

un pays étranger pendant les périodes supplémentaires, le Canada aura le droit de demander au gouvernement étranger concerné d'effectuer des vérifications et des examens annuels.

6.8.2 Justification des prix – Périodes d'option

L'entrepreneur doit fournir, à la demande du Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier ses prix :

- a) une liste de prix récente, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada;
- b) une copie des factures payées pour des services ou des produits – même quantité et même qualité – fournis à d'autres clients;
- c) une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'œuvre directe, des matériaux directs et des articles achetés, les coûts indirects d'ingénierie et d'usine, les frais généraux d'entreprise et administratifs, les frais de transport et autres, ainsi que le profit réalisé;
- d) une attestation des prix des périodes d'option;
- e) tout autre document justificatif demandé par le Canada.

6.8.3 Attestation des prix – Périodes d'option

L'entrepreneur doit fournir une (1) des attestations suivantes, le cas échéant, dans sa soumission financière :

[] L'entrepreneur atteste que le prix proposé :

- a) n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris au meilleur client de l'entrepreneur, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux;
- b) ne génère aucun profit supérieur à celui qu'il tire normalement de la vente de biens ou de services de qualité et de quantité semblables, ou les deux;
- c) ne comprend pas les escomptes accordés à des vendeurs.

-OU-

[] L'entrepreneur atteste que le prix proposé est fondé sur les coûts calculés selon les Principes des coûts contractuels 1031-2, et que le prix en question comporte un profit estimatif de ____ \$.

-OU-

[] L'entrepreneur atteste par les présentes que les taux de main-d'œuvre sont basés sur les coûts calculés conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, et qu'ils comprennent un profit estimatif de 0 %.

Nom

Signature

Date

6.9 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

6.9.1 Le montant en monnaie étrangère est défini comme la partie du prix ou du taux qui varie directement en fonction de la fluctuation du taux de change. Ce montant devrait inclure toutes les

taxes applicables ainsi que tous les droits et autres frais payés par l'entrepreneur et qui doivent être inclus dans le montant de rajustement.

6.9.2 Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.

6.9.3 Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :

$$\text{Rajustement} = \text{MME} \times \text{Qté} \times (i_1 - i_0) / i_0$$

où les variables de la formule correspondent à :

MME = Montant en monnaie étrangère (par unité)

i₀ = taux de change initial (\$ CAN par unité de monnaie étrangère [p. ex. 1 \$ US])

i₁ = taux de change aux fins du rajustement (\$ CAN par unité de monnaie étrangère [p. ex. 1 \$ US])

Qté = quantité d'unités

6.9.4 Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.

6.9.5 Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour ouvrable du mois durant lequel la prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement est dû. Le plus récent cours du midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.

6.9.6 L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire PWGSC-TPSGC 450, Demande de rajustement du taux de change.

6.9.7 Le montant du rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2 % (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire PWGSC-TPSGC 450 (c.-à-d. $[i_1 - i_0] / i_0$).

6.9.8 Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et de prix en vertu de cette clause.

6.10 Taux intérimaires

L'entrepreneur doit être payé selon les taux, les prix et les majorations pertinents les plus récents à titre de taux, de prix et de majorations **provisoires** jusqu'à ce que de nouveaux taux, prix et majorations soient négociés entre TPSGC et l'entrepreneur conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 et aux plus récentes politiques du Ministère sur la marge bénéficiaire

en vigueur au moment du rajustement. Les prix négociés seront officiellement intégrés sous la forme d'une modification au contrat qui entrera en vigueur le jour où la modification est signée.

6.11 Travaux en cours

Les prix, les taux et les taux de majoration du dernier exercice s'appliqueront pour les travaux en cours qui ne sont pas achevés à la fin de la période contractuelle. Dans l'éventualité où aucun contrat subséquent n'est délivré, l'achèvement des « travaux en cours » se déroulera conformément au contrat et à la période de paiement en vigueur à la date à laquelle les « travaux en cours » sont arrivés à l'usine de l'entrepreneur.

6.12 Définitions

6.12.1 Prix de revient

Le coût réel engagé par l'entrepreneur pour obtenir un produit ou un service particulier destiné à être revendu au gouvernement. Cela comprend notamment le prix facturé par l'entrepreneur (moins les remises), plus tous les frais applicables de transport à l'arrivée, le taux de change, les droits de douane et les frais de courtage, mais exclut la TPS et la TVH, les frais de vente et les coûts indirects et d'administration, les frais de manutention du matériel (le cas échéant) et les profits.

6.12.2 Année civile

Désigne l'année dont la période s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année.

6.12.3 Taux horaire

Désigne un taux horaire ferme à facturer pour chaque heure travaillée et calculé au prorata pour toute période de moins d'une heure.

6.12.4 Majoration

Comprend les dépenses d'achat applicables, les frais de manutention interne et les dépenses générales et administratives ainsi que les profits.

7 Méthode de paiement

7.1 Méthode de paiement – TRAVAUX ESSENTIELS : Paiement trimestriel

Le Canada versera à l'entrepreneur un paiement trimestriel en fonction des travaux réalisés au cours de la période visée par le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 Demande de paiement progressif, Annexe I, conformément aux dispositions du contrat qui concernent le paiement si les conditions suivantes sont remplies :

- a) une demande de paiement progressif exacte et complète ainsi que tout autre document au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation figurant au contrat;
- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c) les travaux exécutés ont été acceptés par le Canada.

7.2 Modalités de paiement – Soutien à l'approvisionnement

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les articles seront exécutés et livrés conformément aux dispositions de paiements de l'AT et du contrat si :

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c) les travaux exécutés ont été acceptés par le Canada.

7.3 Modalités de paiement – TRAVAUX PONCTUELS, RÉPARATION ET RÉVISION

Les paiements seront versés à raison d'une fois par mois tout au plus.

Selon la méthode de paiement indiquée dans l'AT en question, une des clauses de la méthode de paiement qui suivent s'appliquera.

7.3.1 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront achevés et livrés conformément aux dispositions de paiement de l'AT et du contrat, si :

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c) les travaux exécutés ont été acceptés par le Canada.

7.3.2 Paiements d'étapes (pour une AT de prix ferme)

Le Canada effectuera les paiements d'étapes conformément au calendrier des étapes détaillé dans l'AT et les dispositions de paiement du contrat si :

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation figurant au contrat;
- b) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout produit livrable exigé ont été réalisés et acceptés par le Canada.

7.3.3 Paiements d'étapes (pour une AT assujettie à une limite de dépenses ou à un prix plafond)

- a) Le Canada effectuera les paiements d'étapes conformément aux dispositions de paiement de l'AT et du contrat, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :

- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation figurant au contrat;
 - (ii) le montant réclamé est conforme à la Base de paiement et à l'AT;
 - (iii) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu de l'AT.
- b) Le solde du montant dû sera payé conformément aux modalités de paiement de l'AT et du contrat lorsque tous les travaux exigés dans le cadre de l'AT auront été exécutés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et qu'une demande finale de paiement est présentée.
- c) Les paiements proportionnels ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et à des vérifications provisoires du temps et des coûts, et se réserve le droit d'apporter, s'il y a lieu, des modifications au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout trop-payé découlant du versement des paiements proportionnels ou d'une autre cause doit être remboursé sans délai au Canada.

8 **Clauses du Guide des CCUA**

A9117C (2007-11-30) T1204 – Demande directe du ministère client
C0305C (2014-06-26), Soumission de coûts – Limitation des dépenses ou Prix plafond
C2000C (2007-11-30), Taxes – entrepreneur établi à l'étranger
C2605C (2008-05-12), Droits de douane et taxes de vente du Canada – entrepreneur établi à l'étranger
C2610C (2007-11-30), Droits de douane – Ministère de la Défense nationale – Importateur (pour SES NIC-4, et SES NIO-4, 9, 14, 19, 24 et 29)
C2800C (2013-01-28), Cote de priorité
C2801C (2014-11-27), Cote de priorité – entrepreneurs établis au Canada

9 **Vérification discrétionnaire des comptes** – Clause C0705C (2010-01-11) du Guide des CCUA, Vérification discrétionnaire des comptes

1. Les éléments qui suivent peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement avant ou après le paiement :
 - a) le montant réclamé en vertu du contrat, calculé conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service;
 - b) la précision du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur;
 - c) le profit estimatif sur tout élément faisant l'objet d'une entente négociée (non concurrentielle) ou d'une modification. L'objectif de la vérification est de déterminer si le profit réel réalisé à la suite du contrat, pendant une période précise et choisie, est raisonnable et justifié par rapport au profit estimatif indiqué dans l'attestation de prix ou de taux, tel qu'exigé.

Si la vérification démontre que le profit réel n'est pas raisonnable et justifié, tel que défini ci-dessus, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le trop-payé;

- d) tout élément à prix ferme ou à prix de lot ferme, à taux horaire ferme pour lequel l'entrepreneur a fourni une attestation indiquant que cet élément « s'applique au meilleur

client ». Une telle vérification vise à déterminer si l'entrepreneur a appliqué à quiconque, y compris le meilleur client de l'entrepreneur, des prix, taux ou multiplicateurs moins élevés pour des biens ou services de qualité et de quantité comparables. Cela n'empêche aucune évaluation subséquente de tout profit excédentaire.

2. Tout paiement effectué avant la fin de la vérification des comptes sera considéré uniquement comme paiement provisoire et fera l'objet d'un rajustement si les résultats de cette vérification le commandent. Pour tout paiement en trop, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le trop-payé.

10 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit présenter des factures conformes aux dispositions de l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne peuvent pas être soumises avant que tous les travaux indiqués sur les factures en question soient achevés.

Chaque facture doit être étayée par :

- a) DD SES-001 – Rapport d'étape pour le SES
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a) La facture originale et une (1) copie doivent être envoyées à l'adresse ci-dessous aux fins d'attestation et de paiement _____. (*À remplir au moment de l'attribution du contrat.*)
 - b) Une (1) copie doit être envoyée par courriel à l'autorité contractante dont le nom figure à la section « Autorités » du contrat. Les formats Microsoft Word et Adobe Reader (c.-à-d. en format PDF) sont acceptés.

11 Retenue/opposition et dommages-intérêts fixés à l'avance – Engagements en matière de retombées industrielles et technologiques

11.1 Retenues

- 11.1.1 Si l'entrepreneur ne remplit pas ses obligations aux termes de l'Annexe D – Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de soutien en service, les retenues détaillées dans celle-ci s'appliqueront.

11.2 Dommages-intérêts fixés à l'avance

- 11.2.1 En cas de non-respect de n'importe laquelle des obligations précisées aux articles 3.1.1 à 3.1.5 à l'Annexe D – Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de soutien en service d'ici la fin de la période de réalisation, l'entrepreneur devra verser au Canada, à titre de dommages-intérêts fixés à l'avance, 10 p. 100 du manque à gagner, tel qu'il est indiqué à l'annexe précitée.

12 Attestations

12.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. Si l'entrepreneur ne se conforme pas aux attestations et qu'il ne fournit pas la documentation supplémentaire ou si l'on constate que des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada se réserve le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

12.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) ». L'imposition d'une telle sanction par Emploi et Développement social Canada aura pour effet de rendre l'entrepreneur non conforme aux conditions du contrat.

12.3 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (2013-03-21) A3025C

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#), l'entrepreneur accepte que ces renseignements soient affichés dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web ministériels, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois. (*Insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu.*)

14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4001 (2015-04-01), Achat, location et maintenance de matériel;
- c) les conditions générales supplémentaires 4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- d) les Conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16), Logiciel sous licence;
- e) les conditions générales supplémentaires 4007 (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- f) les conditions générales supplémentaires 4012 (2012-07-16), Besoins plus complexes de biens;
- g) les conditions générales [2035](#) ([2016-04-04](#)), Conditions générales – Besoins plus complexes de biens;
- h) Annexe A, Énoncé des travaux – Soutien en service;

- i) Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service;
- j) Annexe C, Liste de vérification des exigences en matière de sécurité;
- k) Annexe D, Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de soutien en service;
- l) Annexe E, Formulaire DND 626, Autorisation de tâches;
- m) Annexe F, Entente de non-divulgence – Soutien en service;
- n) Annexe G – Exemple de feuille de calcul électronique MS Office Excel pour les rapports d'utilisation périodiques – Contrats assortis d'autorisations de tâche;
- o) Annexe H – Formulaire 7139 de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Rapport d'étape des équipes mobiles de réparation;
- p) Annexe I – PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif;
- q) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

15 Contrat de défense

Claude du *guide des CCUA* [A9006C](#) (2012-07-16), Contrat de défense

16 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Claude du *guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

OU

16 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

Clause du *guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

17 Assurance

Clause du *guide des CCUA* [G1005C](#) (2008-05-12), Assurances

18 Programme des marchandises contrôlées

Clause du *guide des CCUA* [A9131C](#) (2014-11-27), Programme des marchandises contrôlées
Clause du *guide des CCUA* B4060C (2011-05-16), Marchandises contrôlées

19 Assurance de la qualité – Clauses du *guide des CCUA*

Avis au soumissionnaire : Le cas échéant, les clauses mentionnées ci-après seront supprimées du contrat si elles ne s'appliquent pas en raison de l'endroit où est établi le soumissionnaire retenu. Par exemple, la clause du *guide des CCUA* D5515C sera supprimée dans le cas où le soumissionnaire retenu est établi au Canada.

D5510C (2014-06-26), Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi au Canada

D5515C (2010-01-11), Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis
D5545C (2010-08-16), ISO 9001:2008 – Systèmes de management de la qualité – Exigences (code de l'assurance de la qualité C)
D5540C (2010-08-16), ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité – 2010-08-16 Exigences (code de l'assurance de la qualité Q)
D5604C (2008-12-12), Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi à l'étranger

D5605C (2010-01-11), Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi aux États-Unis

D5606C (2012-07-16), Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi au Canada

20 **Clauses du guide des CCUA**

A3025C (2013-03-21), Divulgence proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
B4042C (2008-05-12), Plaques signalétiques
D2025C (2013-11-06), Matériaux d'emballage en bois
D3015C (2014-09-25), Marchandises dangereuses / produits dangereux – conformité de l'étiquetage et de l'emballage
D6010C (2007-11-30), Palletisation

21 **Documents de sortie – distribution**

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit :

- a) Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;
- b) Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;
- c) Une (1) copie à l'autorité contractante;
- d) Une (1) copie au :

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
À l'attention de : *(le nom de l'autorité technique sera fourni à l'attribution du contrat)*

- e) Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;
- f) Une (1) copie à l'entrepreneur;
- g) Pour les entrepreneurs non canadiens, une (1) copie au :

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale

Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (Ontario) K1A OK2
Courriel : ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca.

22 Instructions d'expédition – Livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés : rendus droits acquittés, à l'emplacement conformément à l'Annexe B, Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service.

Avis au soumissionnaire : L'article « Instructions d'expédition – livraison à destination » sera finalisé au moment de l'attribution du contrat en fonction de l'endroit où est établi le soumissionnaire retenu.

23 Documents de référence de l'EDT

Si, dans l'EDT pour l'acquisition du SDID sont indiqués les matériaux, renseignements ou processus qui ont été créés dans le cadre de l'EDT pour le SES du SDID (ou sont applicables à cet EDT) et qui sont également applicables au contrat d'acquisition ou à l'EDT pour l'acquisition du SDID, ces documents sont donc réputés être intégrés par renvoi dans le présent contrat et en font partie intégrante.

24 État du matériel

Sauf indication contraire au contrat, le matériel fourni doit être neuf et conforme à la dernière version des dessins applicables, des spécifications et du numéro de pièce, selon le cas, qui est en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions, ou s'il n'y a pas de demande de soumissions, à la date du contrat.

25 Garantie – Biens

- 25.1 Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou au nom de celui-ci et sans limiter l'application de toute autre disposition du contrat ou toute condition, garantie ou disposition prévue par la loi, l'entrepreneur garantit, pour une période de douze (12) mois (ou toute autre période prévue dans le contrat), que les travaux seront exempts de toute défectuosité liée à la conception, aux matériaux ou à la qualité d'exécution et qu'ils seront conformes aux exigences du contrat. La période de garantie commence à la date de livraison ou, si l'acceptation a lieu à une date ultérieure, à la date d'acceptation. Toutefois, en ce qui concerne les biens de l'État qui ne sont pas fournis par l'entrepreneur, la garantie de l'entrepreneur ne vise que leur intégration adéquate aux travaux.
- 25.2 Dans l'éventualité d'un défaut ou d'un manque de conformité dans une partie quelconque des travaux pendant la période de garantie, l'entrepreneur doit, à la demande du Canada, réparer, remplacer ou rendre autrement satisfaisant, selon son choix et à ses frais, la partie des travaux jugée défectueuse ou non conforme aux exigences du contrat.
- 25.3 Les travaux ou toute partie des travaux jugés défectueux ou non conformes seront retournés aux locaux de l'entrepreneur en vue de leur remplacement, de leur réparation ou de leur rectification. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où l'ouvrage se trouve. L'entrepreneur se verra rembourser les frais justes et raisonnables engagés (y compris les frais

de déplacement et de subsistance raisonnables), à l'exclusion de toute marge bénéficiaire, déduction faite du coût correspondant à la rectification de la défectuosité ou de la non-conformité dans les locaux de l'entrepreneur.

- 25.4 Le Canada doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont retournés aux locaux de l'entrepreneur conformément au paragraphe ci-dessus. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada.
- 25.5 L'entrepreneur doit remédier, à ses frais, aux effets de toute correction ou tout remplacement prévus dans le présent article sur l'ensemble des données et rapports, y compris la révision et la mise à jour de l'ensemble des données, manuels, publications, logiciels et dessins touchés et demandés en vertu du contrat.
- 25.6 Si l'entrepreneur ne s'acquitte pas d'une obligation prévue dans le présent article dans un délai raisonnable après avoir reçu un avis, le Canada aura le droit de remédier ou de faire remédier aux travaux défectueux ou non conformes aux frais de l'entrepreneur. Si le Canada ne désire pas corriger ou remplacer les travaux défectueux ou non conformes, le prix contractuel sera réduit de façon équitable.
- 25.7 La période de garantie est automatiquement prolongée de la période au cours de laquelle les travaux sont inutilisables en raison d'une défectuosité ou d'une non-conformité. La garantie s'applique à toute partie des travaux qui est réparée, remplacée ou par ailleurs rectifiée conformément à cet article, pendant la plus longue des deux périodes suivantes :
- a) la période de la garantie qui reste, y compris la prolongation, ou
 - b) quatre-vingt-dix (90) jours ou toute autre période précisée à cette fin après entente entre les parties.

26 Utilisation et traduction de matériel écrit

- 26.1 À moins de disposition contraire figurant au contrat, les droits d'auteur protégeant tout document écrit utilisé, produit ou livré aux termes du contrat demeurent la propriété de l'auteur ou du titulaire légitime. Le Canada a le droit d'utiliser, de reproduire et de divulguer à des fins gouvernementales le matériel écrit lié aux travaux qui sont livrés au Canada.
- 26.2 Si le contrat n'exige pas la livraison de documents écrits dans les deux langues officielles du Canada, le Canada peut traduire le matériel écrit dans l'autre langue officielle. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est le propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir celle-ci à l'entrepreneur. Le Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur ou de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou des problèmes qui pourraient survenir en raison d'une mauvaise traduction.

27 Accès au lieu d'exécution des travaux

L'autorité contractante, le responsable des approvisionnements ou l'autorité technique doit avoir accès à l'usine ou aux locaux où les travaux sont réalisés. Cela comprend tous les aspects des travaux (p. ex., la fabrication, la production, la mise à l'essai, l'emballage). De plus, il peut s'avérer nécessaire que des représentants de ces responsables (p. ex., le personnel chargé du

catalogage) aient le même accès en raison des fonctions qu'ils exercent en vertu des modalités du présent contrat.

28 Règlement concernant les emplacements des Forces armées canadiennes

L'entrepreneur doit se conformer à tous les ordres ou autres règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

29 Documents techniques fournis par le gouvernement

- 29.1 Si nécessaire, l'entrepreneur doit se procurer les dessins et publications ou autres documents techniques du gouvernement, en s'adressant au bureau de la Région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale le plus proche.
- 29.2 À la fin du contrat, l'entrepreneur doit remettre à l'autorité technique la liste de toutes les instructions techniques des Forces canadiennes appartenant au MDN et le matériel de données électroniques, accompagnés d'une demande d'instructions en ce qui concerne l'affectation de ces documents.

30 Modification des méthodes de travail

30.1 Généralités

- 30.1.1 « Travaux » est un terme défini dans le document 2035 (2016-04-04), Conditions générales – besoins plus complexes de biens qui s'applique et fait partie intégrante du présent contrat.
- 30.1.2 Dans le contexte du présent article, la portée et la base des exigences en matière de travaux sont précisées à l'Annexe A – Énoncé des travaux, et les travaux doivent être exécutés selon les modalités du présent contrat.
- 30.1.3 Toute modification des travaux doit être le résultat de l'un des éléments suivants :
- 30.1.4 Toute modification des modalités du contrat ou de la portée des travaux exige une proposition de modification au contrat approuvée, comme il est indiqué au paragraphe 31.2 (Processus de proposition de modification du contrat) du présent article.
- 30.1.5 Sous réserve de la définition de la portée qui figure à l'Annexe A – Énoncé des travaux, il est possible de demander à l'entrepreneur d'effectuer des travaux supplémentaires, comme il est indiqué au paragraphe 31.3 (Processus d'autorisation de tâches) du présent article.
- 30.1.6 L'entrepreneur ne doit effectuer aucune modification de la portée ni exécuter des travaux supplémentaires sans avoir obtenu l'autorisation écrite de l'autorité contractante. Tout travail exécuté sans l'autorisation écrite de l'autorité contractante sera considéré comme hors de la portée du contrat et aucun paiement ne sera versé pour ces travaux.

30.2 Processus de proposition de modification du contrat

- 30.2.1 La présente section décrit le processus à suivre pour communiquer, accepter et approuver toute modification apportée au présent contrat.
- 30.2.2 Pour prendre effet, une modification du contrat doit être approuvée par écrit par les deux parties au contrat.

- 30.2.3 La proposition de modification du contrat peut être lancée par le Canada. Dans ce cas, la transaction franchira les étapes suivantes :
- 30.2.4 L'autorité contractante soumettra le changement proposé accompagné du formulaire de proposition de modification du contrat préparé à l'aide du modèle approprié.
- 30.2.5 À la réception de la proposition de modification du contrat, l'entrepreneur doit évaluer et communiquer les répercussions sur les ressources, le calendrier et les coûts découlant du changement proposé aux travaux. Le formulaire de proposition de modification du contrat doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'entrepreneur.
- 30.2.6 À la réception des répercussions déterminées par l'entrepreneur, le Canada effectuera une évaluation et pourra négocier avec l'entrepreneur, au besoin. Dans le cadre de ce processus de négociation, l'entrepreneur pourrait être tenu de produire un énoncé des répercussions révisé ainsi qu'un formulaire de proposition de modification du contrat révisée approuvé qui doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'entrepreneur.
- 30.2.7 Lorsqu'un accord aura été conclu, l'autorité contractante signera et approuvera le formulaire de proposition de modification du contrat, et publiera une version révisée de toutes les pages du contrat modifiées.
- 30.2.8 L'entrepreneur peut lancer la proposition de modification du contrat, auquel cas la transaction devra suivre les étapes suivantes :
- 30.2.8.1 L'entrepreneur doit soumettre la proposition de modification du contrat, étayée notamment par des devis et des dessins, au besoin, et les raisons qui motivent la soumission, ainsi que les ressources estimées et les répercussions sur le calendrier et sur les coûts associées à la modification des travaux proposée. Un représentant de l'entrepreneur dûment autorisé doit signer le formulaire de proposition de modification du contrat préparé à l'aide du modèle approprié.
- À la réception du formulaire, le Canada fera une évaluation et pourrait négocier avec l'entrepreneur, au besoin. Dans le cadre de ce processus de négociation, l'entrepreneur pourrait être tenu de produire une proposition de modification du contrat révisée ainsi qu'un formulaire de proposition de modification du contrat révisée approuvé qui doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'entrepreneur.
- 30.2.8.2 Lorsqu'un accord aura été conclu, l'autorité contractante signera et approuvera le formulaire de proposition de modification du contrat, et publiera une version révisée de toutes les pages du contrat modifiées.

30.3 Processus d'autorisation de tâches – Services de recherche et d'appui techniques et représentants des services techniques

- 30.3.1 La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'un processus d'AT. Les travaux décrits dans l'AT doivent être exécutés conformément à la portée du contrat.

30.3.2 AT – Administration

L'administration du processus d'AT sera assurée par le responsable des approvisionnements du MDN mentionné à l'article intitulé « Autorités » du contrat. Ce processus comprend la surveillance et le contrôle des dépenses dans le cadre du contrat comportant des AT et la reddition de compte à ce sujet à l'intention de l'autorité contractante de TPSGC.

30.4 Processus relatif aux demandes de travaux supplémentaires

30.4.1 Au besoin, et conformément à la portée des travaux précisée à l'Annexe A – Énoncé des travaux, l'entrepreneur devra entreprendre et exécuter les tâches en fonction des exigences supplémentaires qui seront définies pendant toute la durée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir obtenu une directive de tâche dûment autorisée conformément au présent processus de demande de tâches.

30.4.2 Les définitions suivantes s'appliquent à la présente section, Processus de demande de tâches :

30.4.2.1 « Directive de tâches » (c.-à-d. un formulaire « DND 626 » approuvé) est un document produit par l'autorité contractante à l'intention de l'entrepreneur en vue de l'autorisation d'une tâche qui relève du champ d'application du contrat et qui en respecte les modalités. Un exemple de formulaire Directive de tâches figure à l'Annexe E.

30.4.2.2 La « modification de tâche » est une directive de tâche qui sert à modifier les travaux supplémentaires déjà approuvés dans le cadre d'une directive de tâche existante.

30.4.2.3 Le « numéro de tâche » est un numéro attribué par le Canada qui désigne de manière unique chaque demande de tâche. Une fois qu'une tâche est approuvée, le Canada utilise ce même numéro de tâche pour faire le suivi de chaque directive de tâche et pour surveiller le travail effectué en rapport avec cette tâche.

30.4.2.4 Une « demande de tâche » est un document qui demande à l'entrepreneur de présenter une proposition tarifée en vue de l'exécution d'une tâche qui relève du champ d'application du présent contrat.

30.4.3 À moins d'autres indications à cet effet dans le contrat, aucune responsabilité n'est imposée à l'entrepreneur en vertu du présent contrat, sauf si un formulaire de directive de tâche (DND 626) dûment autorisé est produit. Dans le cas des tâches autorisées assorties d'une limite de dépenses, l'entrepreneur ne doit pas exécuter des travaux ou fournir un service qui ferait en sorte que l'ensemble de la responsabilité du Canada dépasse la limite financière en question, à moins qu'une augmentation ne soit autorisée à cet effet au moyen d'une modification de tâche.

30.4.4 L'entrepreneur peut recommander des travaux supplémentaires au Canada, et, le cas échéant, doit échanger des renseignements, par exemple une ébauche d'EDT.

30.4.5 La responsabilité de lancer une demande de tâche revient au Canada. Une demande de tâche est un document qui décrit une exigence qui contient les renseignements suivants :

- a) le numéro de contrat de SDID et le numéro de série de tâche attribué par le Canada;
- b) la date d'émission de la demande de tâche et la date de la proposition demandée;
- c) un EDT qui doit être propre à la proposition demandée.

31 Dommages-intérêts fixés à l'avance (à finaliser au moment de l'attribution du Contrat)

Clause du *guide des CCUA* D0024C (2008-05-12), Dommages-intérêts fixés à l'avance

1. Si l'entrepreneur _____ (*insérer « ne livre pas les biens » ou « n'exécute pas les services »*) dans le délai spécifié dans le contrat, l'entrepreneur accepte de verser au Canada des dommages-intérêts fixés à l'avance de _____ \$ pour chaque jour civil de retard. Le

montant total des dommages-intérêts fixés à l'avance ne doit pas dépasser _____ p. 100 du prix contractuel.

2. Le Canada et l'entrepreneur conviennent que le montant précité au-dessus est leur meilleure estimation de la perte encourue par le Canada si la situation précitée se produit, qu'il n'a pas pour but d'imposer une sanction et qu'il ne doit pas être interprété en ce sens.
3. Le Canada est autorisé en tout temps à retenir, recouvrer ou déduire tout montant de dommages-intérêts fixés à l'avance dû et impayé aux termes du présent article et de prélever ces montants de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada.
4. Rien dans le présent article ne doit être interprété comme limitant les droits et recours dont le Canada peut par ailleurs se prévaloir aux termes du contrat.

32 Règlement des différends (à finaliser au moment de l'attribution du Contrat)

Clause du *guide des CCUA* R2882D (2016-01-28), Conditions générales (CG) 8 - Règlement des différends

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

SOUTIEN EN SERVICE

L'Énoncé des travaux (Annexe A) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et fait partie du présent document.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B

LISTE DES PRIX DES LIVRABLES DU CONTRAT DE SOUTIEN EN SERVICE

La Liste des prix des livrables du contrat de soutien en service (Annexe B) jointe au dossier de demande de soumissions doit être insérée ici et fait partie du présent document.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

La Liste de vérification des exigences en matière de sécurité (Annexe C) jointe au dossier de demande de soumissions doit être insérée ici et fait partie du présent document.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D

CONDITIONS RELATIVES AUX RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES DE SOUTIEN EN SERVICE

Les Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques de soutien en service (Annexe D) jointes au dossier de demande de soumissions doivent être insérées ici et font partie du présent document.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE E

DND 626 – FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

Le Formulaire d'autorisation de tâches DND 626 (Annexe E) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et fait partie du présent document.

ANNEXE F

ENTENTE DE NON-DIVULGATION – SOUTIEN EN SERVICE

Je, _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir accès à des renseignements fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux, selon le contrat portant le numéro de série _____ conclu entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, et _____, y compris des renseignements confidentiels ou protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que des renseignements conçus, générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cet accord, ces renseignements comprennent notamment tous les documents, éléments matériels, avis, et toutes les instructions, directives, données ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée, électronique ou autre, et marqués ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou verbale émise par le Canada, pour prévenir la divulgation de ces renseignements ou l'accès à ceux-ci en contravention au présent accord.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par le Canada ou en son nom ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et que ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survive à la fin du contrat portant le numéro de série :

Signature

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE G

EXEMPLE DE FEUILLE DE CALCUL ÉLECTRONIQUE EXCEL POUR LES RAPPORTS D'UTILISATION PÉRIODIQUES – CONTRATS ASSORTIS D'AUTORISATIONS DE TÂCHES

L'exemple de feuille de calcul électronique Excel pour les rapports d'utilisation périodiques – Contrats assortis d'autorisations de tâches (Annexe G) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et fait partie du présent document.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE H

Formulaire 7139 de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Rapport d'étape des équipes mobiles de réparation

Le Formulaire 7139 de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Rapport d'étape des équipes mobiles de réparation (Annexe H) joint au dossier de demande de soumissions doit être inséré ici et fait partie du présent document.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-145109/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-145109

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
W8476-145109

Buyer ID - Id de l'acheteur
003SL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE I

DEMANDE DE PAIEMENT PROGRESSIF – PWGSC-TPSGC 1111

La Demande de paiement progressif – PWGSC-TPSGC 1111 (Annexe I) jointe au dossier de demande de soumissions doit être insérée ici et fait partie du présent document.

Annexe A

Énoncé des travaux (EDT) – Soutien en service (SES)

Système de détection et d'identification à distance (SDID)

Document du ministère de la Défense nationale W8476-145109

SGDDI n° 3458168

Préparé par :
Bureau de projet de défense CBRN
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2



AVIS

Le présent document a été examiné par l'autorité technique et ne
contient pas de marchandises contrôlées.

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority
and does not contain controlled goods.

Table des matières

Acronymes et abréviations relatifs au SDID	1
1 INTRODUCTION	3
1.1 Objectif	3
1.2 Portée	3
1.3 Exigences	3
1.3.1 Travaux essentiels	3
1.3.2 Tâches attribuées	3
1.3.3 Concept d'entretien et de soutien	4
1.3.3.1 Concept de soutien	4
1.3.3.2 Concept d'entretien	4
2 DOCUMENTS PERTINENTS	4
2.1 Références	4
3 EXIGENCES RELATIVES AUX TRAVAUX ESSENTIELS	5
3.1 Renseignements généraux	5
3.1.1 Exigences relatives aux données contractuelles	5
3.1.2 Format des données	5
3.1.3 Point de contact	5
3.2 Gestion de programme	6
3.2.1 Gestionnaire – SES	6
3.2.2 Contrôle des coûts	6
3.2.3 Rapport de situation sur le SES	6
3.2.4 Programme d'assurance de la qualité	6
3.3 Soutien technique	7
3.3.1 Mises à niveau du SDID	7
3.3.2 Gestion des rapports des problèmes	7
3.3.3 Gestion de la configuration	8
3.3.4 Gestion de l'obsolescence et avis de changement du matériel	9
3.4 Travaux essentiels – Soutien de l'entretien	9
3.4.1 Renseignements généraux	9
3.4.2 Avis relatifs à l'équipement	9 10
3.4.3 Réparation et révision – Renseignements généraux	10
3.4.3.1 Lieu de livraison	10
3.4.3.2 Réception et contrôle du matériel à réparer ou à réviser	11
3.4.3.3 Défaut de conservation et d'emballage	12
3.4.3.4 Achèvement des travaux	12
3.4.3.5 Transport	13
3.4.3.6 Considérations relatives à la garantie	13
3.4.3.7 Mesure d'interruption des réparations	13
3.4.3.8 Retour du matériel après les travaux de réparation et de révision	13
3.4.3.9 Rapports	14
3.4.4 Soutien à l'approvisionnement	14
3.4.4.1 Renseignements généraux	14

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance
 (SDID)

Annexe A (énoncé des travaux) – Soutien en service (SES)

3.4.4.2	Acquisition des pièces de rechange de premier échelon, des outils et de l'équipement d'essai spécialisés, et des articles consommables	14
3.4.4.3	Pièces de rechange de troisième échelon	14
3.4.4.4	Dénombrement des stocks	15
3.4.4.5	Documents relatifs aux transactions	15
3.4.4.6	Comptabilité de l'approvisionnement de l'entrepreneur	16
4	EXIGENCES RELATIVES À L'ATTRIBUTION DES TÂCHES	16
4.1	Attribution des tâches – Renseignements généraux.....	16
4.2	Gestion de la configuration.....	17 16
4.3	Soutien aux opérations et aux exercices d'entraînement	17
4.3.1	Renseignements généraux.....	17
4.3.2	Service d'assistance d'attribution de tâches	17 18
4.4	Attribution des tâches – Soutien technique.....	18
4.4.1	Recherches et appui techniques	18
4.4.2	Enquêtes spéciales et études techniques	18
4.4.3	Soutien des représentants des services techniques sur place de l'entrepreneur	19
4.5	Attribution des tâches – Soutien de l'entretien	19
4.5.1	Réparations par l'entrepreneur.....	19
4.5.1.1	Renseignements généraux.....	19
4.5.1.2	Délai d'exécution	20
4.5.1.3	Priorité des réparations par l'entrepreneur.....	20
4.5.1.4	Entretien des opérateurs et de premier échelon	20
4.5.2	Mises à niveau et modifications.....	21
4.5.3	Remise en état.....	21
4.6	Attribution des tâches – Soutien de l'approvisionnement	21
4.6.1	Soutien de l'approvisionnement – Renseignements généraux.....	21
4.6.2	Pièces de rechange de premier échelon, outils et équipement d'essai spécialisés, et articles consommables.....	21
4.6.2.1	Distribution d'articles à délai d'utilisation	22
4.6.3	Démilitarisation et élimination du SDID	22
4.7	Attribution des tâches – Soutien de la formation.....	22
4.7.1	Renseignements généraux.....	22
4.7.2	Présentation des cours de formation	22
4.7.3	Documents et cours de formation supplémentaires	22
4.8	Attribution des tâches – Soutien des publications	23
4.8.1	Conservation et mise à jour des publications.....	23
4.9	Attributions de tâches – Entreposage du SDID	23

Acronymes et abréviations relatifs au SDID

Voici la liste des sigles, acronymes et abréviations qui sont utilisés dans le présent document :

AQ – Assurance de la qualité
CAR – Compte d'atelier de réparation
CBRN – Chimique, biologique, radiologique et nucléaire
CM – Code de matériel
CMR – Compte du matériel réparable
COI – Capacité opérationnelle initiale
CPRE – Compte des pièces de rechange de l'entrepreneur
CRM – Coût de réparation maximum
DD – Description de données
DE – Délai d'exécution
EDT – Énoncé des travaux
ESET – Enquêtes spéciales et études techniques
FAC – Forces armées canadiennes
GCD – Groupe de contrôle des documents
ITFC – Instruction technique des Forces canadiennes
LDEC – Liste des données essentielles au contrat
LPRR – Liste de pièces de rechange recommandées
LRU – Élément remplaçable sur place
MAG – Matériel appartenant au gouvernement
ME – Matériel de l'entrepreneur
OEES – Outils et équipement d'essai spécialisés
PAC – Porté au compte
PBL – Référence de production
PRFC – Pièces de rechange fournies à contrat
PRFE – Pièces de révision fournies par l'État
R et R – Réparation et révision
RAQDN – Région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale
RASP – Relevé des avis de sélection et des priorités
RAT – Recherches et appui techniques
REGCVM – Rapport d'enquête du gestionnaire du cycle de vie du matériel
RENS – Rapport d'état non satisfaisant
RP – Rapport de problème
RRSP – Réparateur-représentant des services techniques
RT – Responsable technique
SAFC – Système d'approvisionnement des Forces canadiennes

Ministère de la Défense nationale
Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
d'identification à distance
(SDID)

Annexe A (énoncé des travaux) – Soutien en service (SES)

SDID – Système de détection et d'identification à distance

SES – Soutien en service

SLI – Soutien logistique intégré

1 INTRODUCTION

1.1 Objectif

Vous trouverez dans le présent document les travaux de soutien en service (SES) qui doivent être effectués par l'entrepreneur en vertu du marché de SES.

1.2 Portée

Les travaux de SES comprennent le matériel, les logiciels et l'équipement d'essai du système de détection et d'identification à distance (SDID). Les travaux de SES comprennent la réparation et la révision (R et R), le soutien à l'approvisionnement, la gestion de la configuration, la tenue de la liste des données essentielles au contrat (LDEC) et la description de données (DD), ainsi que toutes les autres activités autorisées par le responsable technique (RT) selon les besoins.

1.3 Exigences

Pour les besoins du présent énoncé des travaux (EDT) et des documents de référence, la terminologie suivante s'applique : « doit » indique que l'exigence est obligatoire.

Les exigences relatives au marché de SES sont divisées en travaux essentiels et en tâches attribuées.

1.3.1 Travaux essentiels

Les travaux essentiels comprennent les tâches qui sont effectuées par l'entrepreneur dans le but de remplir les exigences relatives au SES. Les travaux essentiels comprennent la gestion, l'ingénierie, l'entretien et l'approvisionnement du SDID, ainsi que la mise à jour du contenu des produits livrables d'ingénierie et de soutien logistique intégré (SLI), comme les publications techniques, qui ont déjà été approuvés et acceptés.

1.3.2 Tâches attribuées

Les tâches attribuées comprennent les tâches effectuées par l'entrepreneur de manière ponctuelle et au besoin après l'obtention de l'autorisation du RT au moyen d'une autorisation de tâche, d'une Autorisation des tâches, et les travaux de R et R.

1.3.3 Concept d'entretien et de soutien

Vous trouverez la description complète du concept d'entretien et de soutien à l'appendice AD de l'annexe A.

1.3.3.1 Concept de soutien

Le concept de soutien du SDID est fondé sur la réduction de la charge de travail directe du personnel du MDN et des ressources à l'appui de la durée de vie utile du système. Afin de favoriser l'atteinte de cet objectif, on sous-traitera autant d'activités de soutien en service que possible à l'entrepreneur en accordant un unique marché de SES pour la durée de vie utile entière du SDID.

1.3.3.2 Concept d'entretien

Le concept d'entretien du SDID comprend un environnement d'entretien hybride, utilisant une combinaison de ressources du MDN et de ressources d'entretien en sous-traitance. Le MDN réalisera les tâches d'entretien de premier échelon comme il a été défini dans le plan d'entretien approuvé établi dans le marché d'acquisition. L'entrepreneur sera responsable de toutes les autres tâches d'entretien.

Le MDN expédiera normalement l'équipement à l'installation d'entretien de l'entrepreneur, mais ce dernier fournira des services d'entretien sur place de manière ponctuelle et au besoin, lorsqu'on lui présentera une autorisation de tâche 626 du MDN.

2 DOCUMENTS PERTINENTS

2.1 Références

Les documents suivants doivent être utilisés pour préparer les produits livrables selon les exigences du présent EDT :

- a. A-LM-184-001/JS-001, Instructions spéciales aux entrepreneurs de R et R
- b. D-LM-000-036/SF-000 – Exigences minimales du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant
- c. C-66-020-001/NC-000 – Procédures d'inspection de l'équipement électromécanique
- d. D-01-100-215/SF-000 – Préparation des avis de changement du matériel
- e. A-EN-007-000/FP-001 – Publication interalliée – Gestion de la configuration (ACMP), Exigences OTAN relatives à l'enregistrement des états de la configuration, ACMP-4
- f. B-GJ-005-311/FP-020 – Forces canadiennes – Tactiques, techniques et procédures de défense nucléaire, biologique et chimique

- g. A-P9-000 et A-P9-050, Manuels d'instruction individuelle et d'éducation
- h. C-01-100-100/AG-006 – Spécifications – Rédaction, format et production des publications techniques
- i. C-66-010-003/TP-001 – Nettoyage des composants mécaniques
- j. Tous les documents fournis dans le cadre de l'EDT d'acquisition.

3 EXIGENCES RELATIVES AUX TRAVAUX ESSENTIELS

3.1 Renseignements généraux

3.1.1 Exigences relatives aux données contractuelles

L'entrepreneur doit préparer et livrer les données requises conformément à la LDEC et à la DD. Le moment de livraison des données du marché, l'examen par le RT, la formulation de commentaires et la présentation des données finales sont expliqués en détail dans la LDEC de SES. Le contenu requis pour chaque élément de données est indiqué dans la DD correspondante.

3.1.2 Format des données

Sauf indication contraire, toutes les données livrées dans le cadre du marché de SES doivent être préparées en format Microsoft Office 2010 ou un autre format accepté par le RT. Sauf indication contraire explicite dans une LDEC de SES ou une DD de SES, l'entrepreneur doit livrer toutes les présentations initiales et provisoires de données livrables par courrier électronique ou sur support CD-ROM, à la discrétion du RT.

L'entrepreneur doit fournir un site utilisant un protocole de transfert de fichier (FTP) permettant le partage de documents lourds (plus de 10 Mo) avec le MDN.

3.1.3 Point de contact

L'entrepreneur doit fournir un point de contact avec lequel on peut communiquer par téléphone ou par courriel pour les affaires courantes durant les heures de travail, de 8 h à 17h, heure normale de l'Est.

L'entrepreneur doit fournir, au minimum, une adresse de courriel et un numéro de téléphone sans frais dédié au marché. L'entrepreneur doit répondre dans les 24 heures suivant le moment où le gouvernement du Canada a tenté d'entrer en communication avec lui. Cela inclut les jours fériés et les périodes de fermeture des installations.

Pendant la période des congés annuels ou de fermeture d'une usine, l'entrepreneur doit veiller à ce que des installations et du personnel adéquats soient disponibles

pour remplir les exigences du présent EDT. Si le personnel de l'entrepreneur ne se trouve pas sur place pendant les périodes d'arrêt et de vacances, la liste des noms et des numéros de téléphone du personnel de l'entrepreneur à contacter pendant la fermeture de l'usine doit être remise au représentant de l'assurance de la qualité de la Défense nationale (RAQDN).

3.2 Gestion de programme

3.2.1 Gestionnaire – SES

L'entrepreneur doit avoir à son service un gestionnaire –SES. Ce dernier doit avoir suffisamment de responsabilité et de pouvoir au sein de l'organisation de l'entrepreneur pour planifier, organiser, diriger, coordonner, exécuter, surveiller et contrôler tous les travaux de SES prévus au marché de SES.

3.2.2 Contrôle des coûts

L'entrepreneur doit conserver et signaler les données financières utilisées dans le cadre de la gestion des travaux de SES. Il doit surveiller le coût des travaux de SES, notamment les coûts de réparation, afin de s'assurer que les coûts totaux des réparations respectent les limites approuvées. Il doit mettre en place des procédures de contrôle de gestion appropriées et tenir des registres financiers. Ces méthodes de contrôle et ces registres doivent être mis à disposition, à la demande du RT, en vue d'un examen ou d'une vérification.

3.2.3 Rapport de situation sur le SES

Le MDN doit régulièrement recevoir des comptes rendus décrivant en détail le rendement de l'entrepreneur quant à la réalisation des travaux du marché de SES pendant la période visée par le rapport. Le compte rendu sera utilisé par le RT pour faciliter la surveillance du rendement de l'entrepreneur, et servira de bilan historique du rendement.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport de situation du SES trimestriel conformément au document LDEC SES/DD SES-001.

3.2.4 Programme d'assurance de la qualité

L'entrepreneur doit mettre en œuvre et maintenir un programme d'assurance de la qualité ainsi qu'un système de gestion de la qualité conformément aux clauses contractuelles relatives à l'assurance de la qualité du SES pendant la durée du marché de SES.

L'entrepreneur doit conserver tous les documents d'essai et d'inspection du contrôle de la qualité pendant au moins trois (3) ans après la fin du marché de SES.

L'entrepreneur doit mettre les documents d'essai et d'inspection du contrôle de la qualité à la disposition du représentant de l'assurance de la qualité du MDN, sur demande.

Le MDN se réserve le droit d'effectuer des essais supplémentaires afin de vérifier la conformité des produits aux exigences de rendement établies dans les définitions des exigences du SDID avant de les accepter.

L'entrepreneur doit permettre au personnel autorisé du MDN de mener des inspections et des vérifications de l'assurance de la qualité en tout temps afin de vérifier les procédures, les pratiques et les méthodes en matière d'assurance de la qualité de l'entrepreneur lors de la production et de la réalisation d'autres travaux associés au marché.

3.3 Soutien technique

3.3.1 Mises à niveau du SDID

L'entrepreneur doit se montrer proactif et se tenir au courant des nouvelles technologies et pratiques applicables au SDID, et doit conseiller le RT en conséquence. Les nouvelles technologies et pratiques en question comprennent notamment une détection, un rendement, des capacités, une solidité, et des caractéristiques améliorés, ainsi que des mises à niveau logicielles et matérielles, la fiabilité, la disponibilité, la qualité, l'étalonnage, les normes et l'équipement d'essai.

Si des améliorations ou des mises à niveau sont nécessaires ou utiles pour le MDN, l'entrepreneur doit en informer le RT. Ce dernier déterminera si une tâche doit être attribuée.

3.3.2 Gestion des rapports des problèmes

L'entrepreneur doit préparer et tenir à jour un registre des rapports des problèmes conformément au document LDEC SES-002/DD SES-002. Les rapports des problèmes seront fournis à l'entrepreneur par le RT. Il s'agit notamment des types de documents suivants :

- a) RENS – Rapport d'état non satisfaisant;
- b) Défaillance avant installation;
- c) Demande d'enquête du gestionnaire du cycle de vie du matériel.

L'entrepreneur doit recommander des mesures correctives appropriées au gestionnaire du cycle de vie du matériel pour chacun des rapports des problèmes reçus à l'égard du SDID.

3.3.3 Gestion de la configuration

Le point de départ des activités de gestion de la configuration est la référence de production finale établie pour la livraison du SDID dans le marché d'acquisition.

L'entrepreneur doit assurer la prestation de services de gestion de la configuration en gérant et en conservant les données techniques du SDID et de tous les sous-systèmes jusqu'aux pièces de rechange de premier échelon, et consigner tous les changements apportés à la configuration de l'équipement.

L'entrepreneur doit conserver et tenir à jour les documents indiqués dans le tableau 1 ci-dessous. La référence dans l'EDT d'acquisition y est identifiée. La version initiale de ces documents sera la version approuvée du marché d'acquisition.

Tableau 1 : Documents à conserver

<u>(Référence – Marché d'acquisition)</u>		
<u>DD</u>	<u>Document</u>	<u>Format</u>
IS-313	Spécifications de l'équipement	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)
LI-526	Structure de répartition de l'équipement	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)
LI-527	Rapport de documentation sur l'état de la configuration	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)
LI-502	Plan d'entretien	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)
LI-504	Registre des numéros de série	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)
LI-510	État détaillé d'approvisionnement/ Liste de pièces de rechange recommandées	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)

Ces documents doivent être mis à jour par l'entrepreneur, puis remis au MDN dans les vingt (20) jours ouvrables suivant le moment où il a été déterminé que les documents devaient être modifiés. Le RT doit examiner les mises à jour et fournir ses commentaires dans les quinze (15) jours ouvrables. L'entrepreneur doit fournir le document à jour par courriel, sur CD-ROM ou au moyen de son site FTP.

L'entrepreneur doit conserver les copies originales à jour des documents susmentionnés, sur papier et sur support électronique, afin de pouvoir les reproduire. Le RT demeurera responsable de l'approbation de toutes les modifications apportées à ces documents.

3.3.4 Gestion de l'obsolescence et avis de changement du matériel

Pendant la durée de vie utile du SDID, il est prévu que plusieurs composantes du système deviendront obsolètes ou ne seront plus fabriquées. Il est nécessaire de mettre en place un système proactif garantissant que toutes les composantes du SDID sont récentes et qu'elles seront disponibles pendant toute la durée de vie utile du système.

L'entrepreneur doit travailler avec des fournisseurs et des vendeurs de pièces afin de s'assurer que ses connaissances sur la disponibilité de toutes les pièces du SDID sont à jour. Il doit alors recommander au RT des mesures de résolution appropriées (p. ex., un approvisionnement à vie ou une modification du matériel) au moyen du rapport sur les activités de suivi s'il apprend que les composantes deviennent obsolètes ou ne sont plus disponibles.

Au besoin, l'entrepreneur doit présenter les modifications proposées sous la forme d'un avis de changement du matériel relatif à la configuration du système de décontamination, qu'il soumettra à l'approbation du RT, conformément au document LDEC SES-003/DD SES 003.

L'entrepreneur doit faire le suivi de l'état des modifications proposées à la configuration et préparer des rapports à cet égard. Il doit veiller à ce que l'état de la mise en œuvre des modifications approuvées soit conforme à la section sur la gestion de la configuration figurant dans le présent EDT.

3.4 Travaux essentiels – Soutien de l'entretien

3.4.1 Renseignements généraux

Le plan d'entretien approuvé par le MDN fournira un aperçu de la division des tâches d'entretien effectuées par le MDN et l'entrepreneur. Les activités de soutien de l'entretien englobent la gestion et la prestation du soutien de l'entretien, les travaux relatifs aux garanties, l'entretien limité des opérateurs et de premier échelon, la réparation et la révision, y compris les travaux de modification et de réparation et les travaux de remise à neuf.

3.4.2 Avis relatifs à l'équipement

L'entrepreneur doit informer l'autorité technique de tous problème, processus ou situation pouvant avoir des répercussions sur le système, en donnant des avis

relatifs à l'équipement conformément au document LDEC SES-004/DD SES-004, et en présentant une étude d'impact concernant la configuration propre aux Forces armées canadiennes, afin que les mesures adéquates soient prises et qu'un suivi pertinent soit effectué.

3.4.3 Réparation et révision – Renseignements généraux

Les travaux de réparation et de révision comprennent les réparations, les modifications et les remises à neuf de tous les sous-systèmes et les principaux ensembles du SDID effectuées par l'entrepreneur. Les exigences relatives aux travaux dans le cadre de ces activités sont décrites ci-après.

Les procédures et les pratiques de gestion à suivre lors du traitement du matériel du SDID devant faire l'objet de travaux de réparation et de révision sont celles des travaux essentiels.

L'entrepreneur doit suivre les procédures décrites dans le document du MDN ITFC A-LM-184-001/JS-001 ainsi que les directives ci-dessous lors de la réalisation des travaux de réparation et de révision dans le cadre du marché de SES.

L'entrepreneur doit, dans le cadre de tous les travaux de réparation et de révision, maintenir la configuration du SDID définie par la référence de production en vigueur au commencement de ces travaux, à moins que le RT n'ait autorisé le contraire.

À la suite de la réalisation de ses travaux de réparation et de révision, l'entrepreneur doit démilitariser et aliéner les composantes ne pouvant pas être utilisées ou réparées conformément aux règlements applicables, à la *Loi sur la production de défense*, ainsi qu'aux lois et aux règlements applicables en matière d'environnement. Se reporter à la section 4.6.3 pour obtenir de plus amples renseignements sur la démilitarisation.

3.4.3.1 Lieu de livraison

Le MDN ne s'occupera que du transport de l'équipement devant être réparé jusqu'à l'installation canadienne désignée de l'entrepreneur, puis de la cueillette de l'équipement au même endroit. Le MDN expédiera les articles et en assumera le coût à partir d'un de ses établissements jusqu'à l'installation canadienne désignée de l'entrepreneur, et à partir de celle-ci jusqu'à un établissement du MDN. L'entrepreneur sera responsable de l'expédition et de la réception des pièces à l'étranger, s'il y a lieu.

3.4.3.2 Réception et contrôle du matériel à réparer ou à réviser

Le SDID pourrait être utilisé dans des environnements où il est susceptible d'être exposé à des menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN). Tout le matériel envoyé à l'entrepreneur aux fins de réparation et de révision fera l'objet d'une décontamination complète par le MDN, comme il est décrit dans le document ITFC B-GJ-005-311/FP-020.

On a établi une procédure selon laquelle aucun matériel du SDID ne sera expédié à l'entrepreneur sans être accompagné d'un certificat de décontamination du MDN (DND 2589). Le certificat indiquera si le matériel a été exposé ou non à des contaminants CBRN. Le certificat sera préparé et approuvé par un représentant autorisé du MDN. Si le matériel a été exposé à la contamination CBRN, le certificat indiquera le produit contaminant et les procédures de décontamination qui ont été appliquées.

Par exemple, si aucun certificat DND 2589 n'a été envoyé avec le matériel, ou si les renseignements figurant sur le certificat sont incomplets, l'entrepreneur doit immédiatement isoler le matériel et prévenir le RT en conséquence, puis attendre de recevoir d'autres instructions.

Avant d'accuser réception du matériel, l'entrepreneur doit :

- a. confirmer que le certificat DND 2589 est inclus et dûment rempli;
- b. vérifier si le matériel reçu correspond au bordereau d'emballage qui accompagne l'envoi, et signaler tout écart;
- c. inspecter le matériel pour vérifier qu'il est couvert par les travaux de réparation et de révision en vertu du marché de SES;
- d. séparer le matériel qui a été expédié incorrectement à l'entrepreneur et demander au RT des instructions sur ce qu'il faut faire avec le matériel;
- e. fournir une aire d'entreposage adéquate et séparée pour le matériel en attente d'une autorisation de commencer les travaux de réparation et de révision.

Dès réception du matériel, l'entrepreneur doit :

- a. identifier l'équipement et faire approuver la réparation par le RT;
- b. ouvrir un bon de travail dans les deux (2) jours ouvrables suivant la livraison;
- c. effectuer un contrôle réel pour s'assurer que tout le matériel a été reçu et que ce dernier correspond aux renseignements figurant sur les documents qui l'accompagnent;
- d. préparer les documents de réception et y indiquer notamment toutes les rectifications et les bons de travail;
- e. prendre les mesures quant au matériel sous garantie.

Si des renseignements ou des documents nécessaires pour le matériel du SDID à réparer ou à réviser sont manquants, l'entrepreneur doit faire une demande par l'intermédiaire du RAQDN.

Dans le cas d'une réparation dont le paiement n'est pas basé sur le prix forfaitaire définitif, et d'après l'information disponible ou le résultat de l'inspection, l'entrepreneur doit déterminer la portée des travaux à effectuer et préparer une estimation des coûts. Si le coût de réparation est inférieur au coût maximal des réparations, il exécute la réparation. Si le coût des réparations risque de dépasser le coût de réparation maximum, l'entrepreneur doit demander par écrit l'autorisation de réparer l'article conformément à la partie 2 de la publication A-LM-184-001/JS-001.

Le coût de réparation maximum est de 50 % du coût de remplacement des articles (à moins d'avis contraire de la part du RT).

S'il est impossible de déterminer le coût de réparation, l'entrepreneur pourrait être autorisé par le RT à démonter l'équipement afin d'évaluer le potentiel de réparation ou de révision et à en estimer le coût. À moins d'avis contraire et peu importe la valeur de l'équipement, le coût de cette évaluation est imputé à l'article, que ce dernier soit ultérieurement réparé ou non.

3.4.3.3 Défaut de conservation et d'emballage

L'entrepreneur doit signaler au RT tout dommage que l'équipement à réparer ou à réviser a subi en raison d'un défaut de préservation et d'emballage lors de l'expédition. Pour ce faire, il doit utiliser le formulaire CF 777, Rapport d'état non satisfaisant, et y annexer des photographies conformément à la publication ITFC C-02-015-001/AG-000.

3.4.3.4 Achèvement des travaux

Une fois les travaux de réparation et de révision terminés, l'entrepreneur doit rédiger et transmettre un avis de modification de code d'inventaire en conformité avec la partie 2 du document A-LM-184-001/JS-001.

L'entrepreneur doit étamper, signer et remettre l'attestation de l'entrepreneur suivante sur le document d'approvisionnement du système d'approvisionnement des Forces armées canadiennes avant de transmettre l'avis de modification de code d'inventaire.

Attestation de l'entrepreneur

Je certifie que le ou les articles indiqués ci-dessus ont été inspectés et testés et qu'ils sont conformes à toutes les spécifications et exigences précisées dans le marché de SES ou le bon de commande.

Signature : _____ **Date :** _____

(Contrôle de la qualité par l'entrepreneur)

3.4.3.5 Transport

L'entrepreneur doit remplir toutes les exigences de transport conformément à la partie 8 du document A-LM-184-001/JS-001.

3.4.3.6 Considérations relatives à la garantie

Des mesures doivent être prises pour le matériel retourné pour exécution d'une garantie, conformément à la partie 10 du document A-LM-184-001/JS-001.

3.4.3.7 Mesure d'interruption des réparations

L'entrepreneur doit respecter les directives d'interruption des réparations du RT. Celles-ci sont décrites en détail dans la partie 2 du document A-LM-184-001/JS-001.

3.4.3.8 Retour du matériel après les travaux de réparation et de révision

S'il y a lieu, l'entrepreneur doit utiliser les conteneurs d'expédition fournis par le MDN pour retourner le matériel ayant subi des travaux de réparation et de révision.

Les conteneurs réutilisables excédentaires doivent être inscrits dans le compte de pièces de rechange de l'entrepreneur, conformément à la partie 3 du document A-LM-184-001/JS-001. L'entrepreneur doit inspecter, réparer ou repeindre les contenants réutilisables en métal ou en bois. S'il est jugé nécessaire de réparer, de remplacer ou de fournir un contenant réutilisable ou d'autres fournitures d'emballage, les frais connexes seront imputés au marché de réparation et de révision, au taux négocié selon la « base de paiement » et le bon de travail de réparation.

L'entrepreneur doit s'occuper de la préservation, du conditionnement et de l'emballage, conformément au document D-LM 008-036/SF-000, Exigences

minimales du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant, si le matériel n'a pas été envoyé par le MDN dans son propre conteneur d'expédition.

3.4.3.9 Rapports

L'entrepreneur doit rendre compte de tous les travaux de réparation et de révision dans le cadre du rapport de situation sur le SES, conformément au document LDEC/DD IL-001.

3.4.4 Soutien à l'approvisionnement

3.4.4.1 Renseignements généraux

Pour garantir un SES efficace des SDID, l'un des facteurs clés est la capacité à fournir avec efficacité et en temps opportun des pièces de rechange et des articles consommables.

Les travaux essentiels au chapitre du soutien à l'approvisionnement comprennent notamment :

- a. la gestion du soutien de l'approvisionnement;
- b. l'acquisition des pièces de rechange de premier échelon, des outils et de l'équipement d'essai spécialisé, et des articles consommables;
- c. l'entreposage du matériel appartenant au gouvernement;
- d. la vérification annuelle de l'intégrité du matériel appartenant au gouvernement.

3.4.4.2 Acquisition des pièces de rechange de premier échelon, des outils et de l'équipement d'essai spécialisés, et des articles consommables

L'entrepreneur doit acquérir les pièces de rechange, les outils et l'équipement d'essai spécialisés et les articles consommables, et être en mesure de livrer tout le matériel de réapprovisionnement à n'importe quel endroit au Canada. Le système d'approvisionnement du MDN et le gestionnaire du cycle de vie du matériel qui s'en occupe joueront un rôle dans l'approvisionnement des articles en question, s'il y a lieu.

La distribution de pièces de rechange de premier échelon et d'articles consommables est traitée dans la section 4.6.2.

3.4.4.3 Pièces de rechange de troisième échelon

Les pièces de rechange de troisième échelon du SDID sont les pièces nécessaires pour effectuer des travaux de réparation de troisième échelon sur des sous-systèmes ou des ensembles principaux du SDID. Le MDN ne fournira pas de pièces de rechange fournies à contrat pour les travaux de réparation de troisième échelon.

L'entrepreneur doit se procurer toutes les pièces de rechange nécessaires pour l'entretien au troisième échelon pour permettre les travaux de réparation au troisième échelon dans des délais d'exécution de 90 jours civils, conformément à la section 4.5.1.2.

Le MDN payera pour les pièces de rechange de troisième échelon qui sont utilisées conformément à la structure de prix de la liste des pièces de rechange.

3.4.4.4 Dénombrement des stocks

L'entrepreneur doit planifier, lancer et effectuer un dénombrement des stocks manuel à 100 p. 100 du compte de matériel réparable, du compte d'atelier de réparation, du compte des pièces de rechange de l'entrepreneur, des pièces de rechange fournies à contrat, des pièces de révision fournies par l'État et des pièces de rechange faisant l'objet d'avances comptables, au moins tous les deux ans, conformément à la partie 6 du document A-LM-184-001/JS-001.

L'entrepreneur doit noter le résultat des vérifications aux fins d'examen par le RT et sur demande. Il doit également conserver les résultats pendant au moins cinq (5) ans à partir de la création du document.

L'entrepreneur doit signaler au représentant de l'assurance de la qualité du MDN tout écart entre la quantité dénombrée de matériel appartenant au gouvernement et la quantité inscrite dans les registres et la documentation connexes, dans les 24 heures suivant la constatation de cet écart.

S'il y a un écart entre les dossiers de l'entrepreneur et ceux du MDN, on considérera les dossiers de ce dernier comme officiels, à moins d'avis contraire de la part du RT, conformément au document A-LM-184-001/JS-001.

L'entrepreneur est responsable de tous les écarts entre les stocks et ses dossiers. En cas d'écart, l'entrepreneur doit remplacer le ou les articles en question à ses frais.

3.4.4.5 Documents relatifs aux transactions

L'entrepreneur doit classer et conserver tous les documents relatifs aux transactions vérifiables suivants par comptes pertinents d'entrepôt (compte du matériel réparable ou compte de pièces de rechange de l'entrepreneur), par code de matériel ou par numéro de demande, conformément à la partie 3 du document A-LM-184-001/JS-001 :

- a. Séquence du code de matériel suivi du numéro de demande;
- b. Numéro de demande/du formulaire DND 626.

3.4.4.6 Comptabilité de l'approvisionnement de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit rendre compte du matériel détenu dans le compte du matériel en réparation de l'entrepreneur, le compte du matériel réparable et le compte d'atelier de réparation selon les procédures automatisées du système d'approvisionnement des Forces armées canadiennes et conformément à l'A-LM-184-001/JS-001.

La comptabilité du matériel fourni par l'entrepreneur doit être effectuée par l'entrepreneur au moyen de procédures manuelles ou de procédures automatisées.

Peu importe la méthode utilisée, l'entrepreneur doit conserver une piste de vérification jugée acceptable par le MDN. De plus, tout système de comptabilité de matériel, manuel ou automatisé, doit d'abord être approuvé par le RT. Les registres comptables pour l'approvisionnement du matériel du MDN doivent être distincts des autres registres de l'entreprise.

4 EXIGENCES RELATIVES À L'ATTRIBUTION DES TÂCHES

4.1 Attribution des tâches – Renseignements généraux

Les tâches attribuées sont des travaux qui doivent être approuvés par le RT avant d'être entreprises.

L'approbation des tâches attribuées doit être donnée de l'une des manières suivantes :

- a) Formulaire DND 626 dûment rempli autorisant la réalisation de travaux précis;
- b) Réparation et révision préalablement autorisées par une procédure d'avis et de demandes prioritaires de réparation n'excédant pas le coût de réparation maximum;
- c) Formulaire d'Autorisation des tâches pour des pièces de rechange de premier échelon et des articles consommables de la base ou de l'unité.

Les tâches attribuées sont des travaux distincts des travaux essentiels et sont facturées une tâche à la fois.

4.2 Gestion de la configuration

L'entrepreneur pourrait être appelé à mettre à jour la liste des produits livrables énumérés ci-dessous, faisant partie du formulaire DND 626.

Tableau 2 : Documents à mettre à jour

<u>(Référence – Marché d'acquisition)</u>		
<u>DD</u>	<u>Document</u>	<u>Format</u>
LI-518	Liste des articles	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)
LI-515	Manuel d'utilisation	MS Office 2010/Adobe PDF (ou autre format approuvé par le RT)
LI-516	Manuel d'entretien au premier échelon	MS Office 2010/Adobe PDF (ou autre format approuvé par le RT)
LI-517	Guide de l'utilisateur	MS Office 2010/Adobe PDF (ou autre format approuvé par le RT)
LI-521	Plan de formation	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)
LI-522	Matériel didactique	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)
IS-307	Ensemble de données techniques	MS Office 2010 (ou autre format approuvé par le RT)

À moins d'avis contraire dans l'attribution des tâches, ces documents doivent être mis à jour par l'entrepreneur, puis remis au MDN dans les vingt (20) jours ouvrables suivant le moment où il a été déterminé que les documents devaient être modifiés. Le RT doit examiner les mises à jour et fournir ses commentaires dans les quinze (15) jours ouvrables. L'entrepreneur doit fournir le document à jour par courriel, sur CD-ROM ou au moyen de son site FTP.

4.3 Soutien aux opérations et aux exercices d'entraînement

4.3.1 Renseignements généraux

Lorsque le SDID sera déployé dans le cadre d'opérations ou d'exercices d'entraînement, il sera essentiel que l'entrepreneur ait un accès immédiat au personnel technique possédant des connaissances avancées sur le fonctionnement et l'entretien du SDID, que ce soit par le soutien d'un service d'assistance ou par la présence d'un représentant des services techniques sur place.

4.3.2 Service d'assistance d'attribution de tâches

L'entrepreneur doit assurer le service d'assistance d'attribution de tâches seulement lorsque cela est autorisé au moyen d'un formulaire DND 626.

Lorsqu'on lui en confie le mandat, l'entrepreneur doit fournir un service d'assistance composé de membres compétents afin d'aider le personnel du MDN à obtenir réponse à ses demandes de soutien technique, ou de soutien aux opérations ou à l'entretien. L'entrepreneur doit répondre aux demandes faites au service d'assistance par le MDN dans un délai de quatre (4) heures.

Le service d'assistance de l'entrepreneur doit être en mesure de fournir des services bilingues (anglais et français).

L'entrepreneur doit fournir un numéro de téléphone sans frais, un numéro de télécopieur sans frais, et une adresse de courrier électronique pour communiquer avec le service d'assistance.

4.4 Attribution des tâches – Soutien technique

4.4.1 Recherches et appui techniques

L'entrepreneur doit réaliser des recherches techniques lorsqu'on l'y autorise au moyen du formulaire DND 626. Cette activité comprend la prestation de services de soutien des systèmes et de l'entretien, et de gestion. Elle comprend l'analyse et la planification des besoins afin de veiller à ce que la fiabilité et la disponibilité actuelles des spécifications soient respectées, à l'établissement du calendrier d'entretien, à la détermination des pièces de rechange et du soutien, et à l'élaboration de politiques et de procédures de maintenance. Elle comprend également les activités de gestion du marché, ainsi que la validation et l'acceptation des produits livrables lorsque des activités d'entretien sont comprises dans le marché de SES.

L'entrepreneur doit préparer un rapport sur les recherches et l'appui techniques, si cette exigence figure dans le formulaire DND 626.

4.4.2 Enquêtes spéciales et études techniques

Lorsque le formulaire DND 626 le prévoit, l'entrepreneur doit effectuer une enquête spéciale et des études techniques, et, s'il y a lieu, il doit fournir les données correspondantes en vue de ces enquêtes. Les travaux qui sont normalement pris en compte par l'enquête spéciale et les études techniques consistent à s'occuper de l'équipement qui ne respecte pas les normes de spécification ou qui connaît des pannes répétées.

L'entrepreneur doit préparer un rapport d'enquête spéciale et d'étude technique, si cette exigence figure dans le formulaire DND 626.

4.4.3 Soutien des représentants des services techniques sur place de l'entrepreneur

Le soutien des représentants des services techniques sur place englobe toutes les activités suivantes : fonctionnement des systèmes, entretien, installations, modifications, formation des opérateurs et formation relative à l'entretien concernant le SDID et ses sous-systèmes.

L'entrepreneur doit assurer les services de soutien des représentants des services techniques sur place seulement lorsque cela est autorisé aux termes du formulaire DND 626. Le soutien des services techniques sur place peut s'avérer nécessaire tant au pays qu'à l'étranger, y compris lors du déploiement des Forces armées canadiennes dans des endroits hostiles.

L'entrepreneur doit veiller à ce que les outils et l'équipement d'essai spécialisés ainsi que les pièces de rechange de troisième échelon, qui devraient être requis pour les tâches, soient disponibles pour que leur expédition concorde avec le déploiement du représentant des services techniques sur place.

4.5 Attribution des tâches – Soutien de l'entretien

4.5.1 Réparations par l'entrepreneur

4.5.1.1 Renseignements généraux

Après l'entretien, l'entrepreneur doit veiller à ce que le SDID soit conforme à la configuration de base actuelle définie dans les données de gestion de la configuration. Si l'équipement n'est pas conforme à la configuration de base, l'entrepreneur doit réaliser les travaux nécessaires pour corriger la situation.

L'entrepreneur doit réparer le matériel réparable du SDID en suivant les procédures définies dans le document du MDN ITFC A-LM-184-001/JS-001 dans le cas du matériel classé comme du matériel en libre circulation, et en se conformant aux avis et aux demandes prioritaires dans le cas du compte du matériel réparable.

Si le coût estimé des réparations dépasse le coût de réparation maximum indiqué dans les avis et les demandes prioritaires, l'entrepreneur doit informer le RT en conséquence et lui demander de lui donner les directives à suivre à cet égard. L'entrepreneur ne doit pas dépasser le coût de réparation maximum, à moins d'y être autorisé par l'autorité contractante.

Toute perte ou tout dommage subi par le matériel en cours de transport doit être géré conformément à la partie 8 du document A-LM-184-001/JS-001.

L'entrepreneur doit déclarer au RAQDN tous les cas de perte ou de dommage du matériel du MDN qu'il détient le jour ouvrable qui suit la confirmation de cette découverte.

L'entrepreneur doit signaler au RAQDN tout matériel incorrectement livré à son installation le jour ouvrable suivant sa livraison.

4.5.1.2 Délai d'exécution

Le délai d'exécution est défini comme la période à partir de la date de réception du SDID à l'installation désignée de l'entrepreneur au Canada jusqu'à la date à laquelle l'article est désigné fonctionnel au RAQDN. En déterminant le délai d'exécution, l'entrepreneur doit inclure le temps requis pour assurer le dédouanement ainsi qu'expédier et retourner l'article à l'installation canadienne désignée le cas échéant.

L'entrepreneur doit recevoir l'article nécessitant des travaux de réparation et de révision le jour ouvrable suivant sa livraison à l'installation.

L'entrepreneur doit exécuter tous les travaux de réparation de troisième échelon dans le délai d'exécution prescrit de quatre-vingt-dix (90) jours civils.

4.5.1.3 Priorité des réparations par l'entrepreneur

À moins d'avis contraire du RT, l'entrepreneur doit procéder aux réparations de troisième échelon selon la méthode du premier entré, premier sorti.

L'entrepreneur peut effectuer des réglages mineurs et calibrer ou nettoyer certaines composantes du système lorsque cela s'avère approprié et pratique, à condition que cela ait une incidence minimale sur les autres réparations.

4.5.1.4 Entretien des opérateurs et de premier échelon

L'entrepreneur ne devra généralement pas assurer l'entretien des opérateurs et de premier échelon indiqué dans le manuel d'utilisation et d'entretien approuvé.

Toutefois, lors de l'achèvement des travaux de réparation et de révision, certains travaux d'entretien des opérateurs et de premier échelon pourraient devoir être effectués simultanément. Ces tâches comprennent notamment le désassemblage, l'inspection, le nettoyage, la réparation ou le remplacement de pièces défectueuses, l'assemblage, les réglages, l'étalonnage, la recertification, l'emballage, de même que l'expédition nécessaires pour retourner le SDID au Canada dans un bon état de fonctionnement.

L'entrepreneur doit fournir toutes les pièces de rechange nécessaires et effectuer tous les travaux d'entretien des opérateurs et de premier échelon requis afin de remettre l'équipement de SDID envoyé par le MDN aux fins de réparation et de révision en parfait état de fonctionnement. Les coûts de ces travaux doivent être inclus dans le coût de réparation maximum indiqué dans l'avis et les demandes prioritaires de réparation.

4.5.2 Mises à niveau et modifications

Au cours de sa vie utile, le SDID devra sans doute faire l'objet de mises à niveau et de modifications. Au besoin, l'entrepreneur se verra confier la tâche d'élaboration de la modification ou de la mise à niveau en vertu des dispositions de services de recherches et d'appui techniques du marché de SES. Lorsque la modification ou la mise à niveau sera prête, l'entrepreneur pourrait se voir confier la tâche de réaliser sa mise en œuvre sur le SDID, aux termes des dispositions de réparation et de révision du marché de SES.

L'entrepreneur doit réaliser les modifications et les mises à niveau du SDID seulement lorsque cela est autorisé aux termes du formulaire DND 626.

4.5.3 Remise en état

Une inspection approfondie de l'état de fonctionnement et de l'achèvement pourrait être nécessaire afin de déterminer les défauts et les lacunes du système, et de prendre les mesures correctives nécessaires pour que le système soit en parfait état de fonctionnement et puisse être déployé à court préavis.

L'entrepreneur doit réaliser les travaux de remise en état des systèmes et des sous-systèmes du SDID seulement lorsque cela est autorisé aux termes du formulaire DND 626.

4.6 Attribution des tâches – Soutien de l'approvisionnement

4.6.1 Soutien de l'approvisionnement – Renseignements généraux

À moins d'avis contraire du RT, l'entrepreneur ne doit utiliser que des pièces neuves qui respectent les critères de conception définis dans la référence de production en vigueur au moment de la réparation.

4.6.2 Pièces de rechange de premier échelon, outils et équipement d'essai spécialisés, et articles consommables

L'entrepreneur doit livrer les pièces de rechange et les articles consommables seulement lorsqu'on l'y autorise au moyen d'une Autorisation des tâches.

Lorsque cela est autorisé, l'entrepreneur doit livrer les pièces de rechange de premier échelon ainsi que les articles consommables demandés à l'endroit indiqué dans un délai de quinze (15) jours civils.

Le prix de ce matériel sera conforme à la liste des pièces de rechange recommandées en vigueur au moment de la demande.

4.6.2.1 Distribution d'articles à délai d'utilisation

Le matériel distribué par l'entrepreneur ne doit pas avoir été utilisé plus de 10 p. 100 de sa durée de vie utile à moins d'avis contraire du RT.

4.6.3 Démilitarisation et élimination du SDID

L'entrepreneur doit réaliser les travaux de démilitarisation et d'élimination du matériel du SDID, y compris les articles consommables, les composantes, les sous-composantes et le système entier, seulement lorsque cela est autorisé aux termes du formulaire DND 626.

Tous les travaux de démilitarisation et d'élimination doivent être effectués conformément à la réglementation pertinente du MDN, à la *Loi sur la production de défense* et aux lois et règlements environnementaux pertinents.

4.7 Attribution des tâches – Soutien de la formation

4.7.1 Renseignements généraux

Lorsque le formulaire DND 626 le prévoit, l'entrepreneur doit tenir à jour le cours de formation continue et les documents préparés pour la formation des membres du cadre initial d'instructeurs.

On peut demander à l'entrepreneur de fournir les documents de formation pour d'autres cours.

4.7.2 Présentation des cours de formation

À la demande du RT, et conformément aux exigences du formulaire DND 626, l'entrepreneur doit assurer la formation des membres du cadre initial d'instructeurs à l'aide d'instructeurs compétents, en anglais, avec du soutien en français si nécessaire. L'entrepreneur doit également fournir les documents de formation nécessaires en français et en anglais.

4.7.3 Documents et cours de formation supplémentaires

À la demande du RT, et conformément aux exigences du formulaire DND 626 ou d'une modification négociée au marché de SES, l'entrepreneur doit élaborer d'autres types de cours de formation et en assurer la prestation, notamment en ce qui concerne la formation initiale et la formation sur l'entretien.

4.8 Attribution des tâches – Soutien des publications

4.8.1 Conservation et mise à jour des publications

L'entrepreneur doit suivre les procédures générales concernant la gestion des publications qui figurent à la partie 11 du document A-LM-184-001/JS-001. L'entrepreneur doit confirmer les besoins en matière de publications du RT et obtenir l'approbation de ce dernier. L'entrepreneur doit élaborer des procédures de contrôle visant l'ensemble des publications du MDN qu'il détient, et assurer la modification de chacune des publications du MDN en sa possession. Le registre des modifications devra être tenu à jour conformément aux indications qui figurent dans la section correspondante de chaque publication.

Sauf indication contraire, il est permis de photocopier les publications et d'en tirer des extraits. Comme ces reproductions et ces extraits ne sont pas soumis aux mises à jour, ils ne peuvent être utilisés comme source de référence et l'on doit y apposer la mention « À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ».

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les documents classifiés sont fournis en fonction d'un niveau de sécurité approprié, conformément aux dispositions énoncées dans la publication A-SJ-100-001/AS-000.

L'entrepreneur doit répondre à toute demande de « vérification des ressources de publications » pouvant être soumise périodiquement par le MDN.

4.9 Attributions de tâches – Entreposage du SDID

Lorsque le formulaire DND 626 le prévoit, l'entrepreneur doit assurer l'entreposage sécurisé d'un ou de plusieurs SDID. L'entrepreneur doit veiller à ce que le système soit disponible et entièrement opérationnel afin que le MDN puisse l'utiliser dans les vingt (20) jours ouvrables suivant le préavis du RT.

Appendice AA

Soutien en service

Liste des données essentielles au contrat

DéTECTEUR d'agents chimiques des Forces armées canadiennes Système de détection et d'identification à distance (SDID)

Document du ministère de la Défense nationale W8476-145109

SGDDI n° 3921287



AVIS

Le présent document a été examiné par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods.

Préparé par :

Omnibus chimique, biologique, radiologique et nucléaire – Gestion de projet –
DéTECTEURS d'agents chimiques
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

1. LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT (LDEC)

Le tableau ci-après présente les LDEC (bloc 2 – Titre ou description des données) jointes à la présente annexe, notamment le code LDEC (bloc 1 – Code de LDEC) et le numéro de description des données correspondant (bloc 4 – Numéro de l'autorité [description des données]).

Numéro de LDEC	Titre	Description de données connexe	Titre abrégé
SES-001	Rapport d'étape pour le SES	SES-001	
SES-002	Registre de rapports de problème	SES-002	Rapport d'étape
SES-003	Demande d'avis de changement important	SES-003	Avis de changement important
SES-004	Avis relatifs à l'équipement	SES-004	Avis relatifs à l'équipement

3. CALCULS DE LA DATE

Les dates de livraison sont généralement indiquées en jours ouvrables ou en mois civils et sont calculées comme suit :

Les jours ouvrables excluent les fins de semaine et les jours fériés suivants (conformément à l'annexe A de l'O AFC 16-1) :

- Jour de l'An*
- Vendredi saint
- Lundi de Pâques
- Fête de la Reine (lundi le 24 mai ou lundi qui précède immédiatement cette date)
- Fête nationale du Québec (24 juin) ou une autre fête provinciale
- Fête du Canada (1^{er} juillet)*
- Fête du Travail (premier lundi de septembre)
- Action de grâce (deuxième lundi d'octobre)
- Jour du Souvenir (11 novembre)*
- Jour de Noël et lendemain de Noël**

Remarque : Lorsqu'un jour férié marqué d'un astérisque (*) tombe un jour de fin de semaine, le lundi suivant est considéré comme le jour férié désigné. Si Noël (**) est un samedi, le lundi et le mardi suivants sont considérés comme le congé de Noël et le congé du lendemain de Noël.

Les mois se fondent sur la date (p. ex., du 15 au 15). Lorsque le calcul se fait à partir de la fin d'un mois qui comprend un nombre de jours supérieur à celui du mois cible, la date d'échéance sera la première journée du mois suivant. Par exemple, le 1^{er} mars correspond à un mois après le 31 janvier.

Quoi qu'il en soit, si la date d'échéance est un jour de fin de semaine ou un jour férié, le produit livrable est exigible le jour ouvrable suivant.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance (SDID)
 Soutien en service (SES) : Liste des données essentielles au contrat (LDEC)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT					Formulaire 1413 du MDN			
A. SYSTÈME/ARTICLE Système de détection et d'identification à distance (SDID)					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SDID		D. CATÉGORIE DE DONNÉES		E. ENTREPRENEUR				
1. NUMÉRO D'ARTICLE LDEC – SES-201		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Rapport d'étape pour le SES		3. SOUS-TITRE				
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) DD SES-001		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ		6. BUREAU DEMANDEUR GP MDN (RT)				
7. INSPECTION DD	9. COMMENTAIRES	10. FRÉQUENCE TRIM	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES				
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU DQP	13. DATE DES PRÉSENTATIONS SUBSÉQUENTES SURD	A. ADRESSE	B. COPIES			
					ÉBAUCHE		FINALE	
					Version papier	Version électronique	Version papier	Version électronique
16. REMARQUES Bloc 12 : Le rapport initial sur l'état du SES doit être présenté aux fins d'acceptation en même temps que la facture initiale liée aux travaux, et trimestriellement par la suite.				RT		1		1
				AC		1		1
PRÉPARÉ PAR : D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR AT						
DATE		DATE						
17. NUMÉRO DE FICHIER/ DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF	15. TOTAL		2	2

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance (SDID)
 Soutien en service (SES) : Liste des données essentielles au contrat (LDEC)

A. SYSTÈME/ARTICLE Système de détection et d'identification à distance (SDID)				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SES		D. CATÉGORIE DE DONNÉES		E. ENTREPRENEUR À déterminer			
1. NUMÉRO D'ARTICLE LDEC – SES-002		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Registre de rapports de problème		3. SOUS-TITRE S.O.			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) DD SES-002		5. NUMÉRO DE RÉFÉRENCE DU MARCHÉ		6. BUREAU DEMANDEUR AT			
7. INSPECTION DD		9. COMMENTAIRES		10. FRÉQUENCE DQP		12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Voir le bloc 16	
8. CODE D'APPROBATION A		11. EN DATE DU		13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES	
				A. ADRESSE		B. COPIES	
						ÉBAUCHE	
						FINALE	
				<small>Version papier</small>		<small>Version électronique</small>	
16. REMARQUES Bloc 12 : Le registre de rapports de problème doit être présenté au RT aux fins d'acceptation dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception du rapport de problème par l'entrepreneur.				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR : D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT					
DATE		DATE		15. TOTAL		1	1
17. NUMÉRO DE FICHIER/ DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES					

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance (SDID)
 Soutien en service (SES) : Liste des données essentielles au contrat (LDEC)

A. SYSTÈME/ARTICLE				B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS			
Système de détection et d'identification à distance (SDID)							
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT		D. CATÉGORIE DE DONNÉES		E. ENTREPRENEUR			
EDT SES				À déterminer			
1. NUMÉRO D'ARTICLE		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES		3. SOUS-TITRE			
LDEC – SES-003		Demande d'avis de changement important (ACI)		S.O.			
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données)		5. NUMÉRO DE RÉFÉRENCE DU MARCHÉ		6. BUREAU DEMANDEUR			
DD SES-003				RT			
7. INSPECTION		9. COMMENTAIRES		10. FRÉQUENCE		12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION	
DD				SURD		Voir le bloc 16	
8. CODE D'APPROBATION		11. EN DATE DU		13. DATE DE PRÉSENTATION SUBSÉQUENTE		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES	
A						A. ADRESSE	
						B. COPIES	
						ÉBAUCHE	
						FINALE	
						Version papier	Version électronique
						Version papier	Version électronique
16. REMARQUES				AC DE TPSGC		1	1
<p>Bloc 12 : Les demandes d'ACM doivent être présentées par l'entrepreneur aux fins d'acceptation dans les dix (10) jours ouvrables suivant la prise en compte de l'exigence qui consiste à apporter une modification à la référence de production approuvée.</p> <p>Temps de réponse : Le RT acceptera ou refusera la modification proposée dans les dix (10) jours ouvrables suivant sa réception.</p>				RT		1	1
PRÉPARÉ PAR				APPROUVÉ PAR			
D Gest EAC 5-5				RT			
DATE				DATE		15. TOTAL	
						2	2
17. NUMÉRO DE FICHIER/ DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF			

Ministère de la Défense nationale
 Détecteur d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et
 d'identification à distance (SDID)
 Soutien en service (SES) : Liste des données essentielles au contrat (LDEC)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT								Formulaire 1413 du MDN		
A. SYSTÈME/ARTICLE Système de détection et d'identification à distance (SDID)					B. NUMÉRO DE MARCHÉ OU DE DEMANDE DE PROPOSITIONS					
C. IDENTIFICATEUR DE L'EDT EDT SES		D. CATÉGORIE DE DONNÉES			E. ENTREPRENEUR À déterminer					
1. NUMÉRO D'ARTICLE LDEC – SES-004		2. TITRE OU DESCRIPTION DES DONNÉES Avis relatifs à l'équipement			3. SOUS-TITRE Évaluation environnementale					
4. AUTORITÉ (numéro d'élément de données) DD SES-004		5. RÉFÉRENCE DU MARCHÉ			6. BUREAU DEMANDEUR RT					
7. INSPECTION SD	9. COMMENTAIRES X	10. FRÉQUENCE DQP	12. DATE DE LA PREMIÈRE PRÉSENTATION Surd		14. DISTRIBUTION et DESTINATAIRES					
8. CODE D'APPROBATION		11. EN DATE DU Voir le bloc 16	13. DATE DES PRÉSENTATIONS SUBSÉQUENTES S.O.		A. ADRESSE		B. COPIES			
							ÉBAUCHE		FINALE	
							Papier	Électro- nique	Papier	Électro- nique
16 REMARQUES Bloc 11 : L'entrepreneur doit soumettre un avis relatif à l'équipement dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'identification des problèmes, des processus et des situations qui peuvent avoir une incidence sur l'équipement. Temps de réponse : Le RT formulera des commentaires sur les avis relatifs à l'équipement dans les dix (10) jours ouvrables suivant leur réception.					RT					1
PRÉPARÉ PAR D Gest EAC 5-5		APPROUVÉ PAR RT								
DATE		DATE								
17. NUMÉRO DE FICHIER/ DOCUMENT CONTRACTUEL		18. ESTIMATION DU NOMBRE DE PAGES		19. PRIX ESTIMATIF		15. TOTAL				1.

Appendice AB

Soutien en service (SES)

Descriptions de données (DD)

DéTECTEUR d'agents chimiques des Forces armées canadiennes – Système de détection et d'identification à distance (SDID)

Document du MDN n° W8476-145109

SGDDI n° 3921730



NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

Préparé par :

Omnibus chimique, biologique, radiologique et nucléaire – Gestion de projet –
DéTECTEURS d'agents chimiques
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

1. LISTE DES DESCRIPTIONS DE DONNÉES (DD)

Dans le tableau suivant, on trouve la liste des descriptions de données (DD) ainsi que le numéro de DD et le numéro de la liste des données essentielles au contrat (LDEC) connexe.

Numéro de la DD	Titre	N° de la LDEC connexe	Titre abrégé
ISS-001	Rapport d'étape – SES	ISS-001	
ISS-002	Registre de rapports de problème	ISS-002	RP
ISS-003	Avis de changement du matériel	ISS-003	ACM
ISS-004	Avis relatifs à l'équipement	ISS-004	AE

2. DOCUMENTS PERTINENTS

Les normes, les spécifications et les publications énumérées dans l'appendice 5 (Références, acronymes et glossaire) de l'annexe A s'appliquent dans la mesure précisée dans le présent document.

Tout document figurant à l'appendice 5 de l'annexe A qui n'est pas identifié de manière précise dans le texte du présent document doit être considéré comme une source de renseignements supplémentaires.

Dans l'éventualité où il y aurait divergence entre le texte du présent document et les références citées aux présentes, le texte du présent document aura préséance.

En cas de manque de cohérence du présent document, on devra communiquer avec l'autorité technique (AT) pour obtenir des clarifications.

À moins d'indication contraire, la version ou la mise à jour des documents en vigueur dans le cadre du présent marché sera celle en vigueur à la date de clôture de la demande de propositions (DP).

3. DÉFINITIONS DU FORMULAIRE DE DD

La section qui suit décrit les divers blocs d'information des formulaires de DD :

BLOC 1 – TITRE

Le titre de l'élément de données de la DD.

BLOC 2 – NUMÉRO D'IDENTIFICATION

Le numéro de DD, qui comprend un numéro séquentiel de trois chiffres, précédé d'un code d'abréviation permet d'identifier la DD de manière unique.

BLOC 3 – DESCRIPTION

La description générale des exigences relatives au contenu des données.

BLOC 4 – DATE D'APPROBATION

La date à laquelle l'auteur a approuvé la DD.

BLOC 5 – BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ (BPR)

Le BPR chargé de l'examen, de l'acceptation et de l'approbation des données.

BLOC 6 – PROGRAMME D'ÉCHANGE DE DONNÉES ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'INDUSTRIE (GIDEP) QUI S'APPLIQUE

Un « X » dans ce bloc indique que les données doivent être fournies par un organisme gouvernemental ou l'entrepreneur au GIDEP. Autrement, le bloc est vide.

BLOC 7 – APPLICATION/LIEN

L'information détaillée sur l'application des données et les liens avec les autres DD ou documents.

BLOC 8 – AUTEUR

Le bureau du demandeur chargé de la DD.

BLOC 9 – FORMULAIRES PERTINENTS

Les formulaires liés à la DD.

BLOC 10 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION

Les instructions pour préparer les données, ce qui comprend les exigences de format et de contenu.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteurs d'agents chimiques des Forces armées canadiennes - Système de détection et d'identification à distance (SDIS)
 Soutien en service (SES) : Descriptions de données(DD)

DESCRIPTION DE DONNÉES			Formulaire DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Rapport d'étape – Soutien en service (SES)</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">ISS-001</p>		
3. DESCRIPTION <p>Le rapport d'étape du SES fournit des renseignements sur les progrès réalisés pendant la période visée par le rapport.</p>			
4. DATE D'APPROBATION	5. BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ DGGPET/D Gest EAC 5-5 (AT)	6. GIDEP QUI S'APPLIQUE S.O.	
7. APPLICATION/LIEN LDEC ISS-001			
8. DEMANDEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS		
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-top: 10px;"> <p>10.1 <u>PRÉSENTATION</u></p> <p>Les rapports d'étape du SES doivent être fournis selon la présentation de l'entrepreneur ou selon les directives de l'autorité technique (AT).</p> <p>10.2 <u>CONTENU</u></p> <p>10.2.1 Gestion</p> <p>10.2.1.1 La section de la gestion du SES doit déterminer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. modifications du personnel, des installations et des procédures clés; b. planification des activités de travail qui doivent être réalisées au cours de la période suivante; c. préoccupations liées au respect des exigences du contrat. <p>10.2.1.2 Soutien technique</p> <ul style="list-style-type: none"> a. activités et enjeux liés à la gestion de la configuration; b. activité et enjeux liés à la gestion de l'obsolescence; c. enjeux liés à la mise à niveau du système. <p>10.2.1.3 Soutien de la maintenance</p> <p>La section de soutien de la maintenance doit inclure une liste de tout l'équipement reçu et retourné pendant la période visée par le rapport ainsi que les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le numéro de l'équipement, le numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO), le numéro de la pièce et le numéro de série (le cas échéant); b. la date à laquelle l'équipement a été reçu et le lieu d'origine de l'équipement; c. la date à laquelle l'entrepreneur a pris en charge l'équipement dans le Système d'information de la gestion des ressources de la Défense (SIGRD); d. une description de la défaillance signalée et de la défaillance confirmée; e. les tâches d'entretien en cours et achevées; f. les pièces de rechange utilisées pour effectuer les tâches d'entretien; </div>			

- g. la date à laquelle on a signalé à la Région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale que l'équipement est en bon état;
- h. le coût de la main-d'œuvre et des pièces de rechange utilisées pour effectuer les tâches d'entretien;
- i. la détermination à savoir si les travaux étaient des attributions de tâches ou s'ils étaient liés à la garantie.

10.2.1.4 Soutien de l'approvisionnement

10.2.1.4.1 Matériel relatif au SEDC acquis par l'entrepreneur

Identification de chaque article en fonction du numéro de nomenclature, du nom, du numéro de la pièce du fabricant, de la quantité détenue, des numéros de série (le cas échéant) et de l'annotation indiquant s'il s'agit d'un article à délai d'utilisation.

10.2.1.4.2 Matériel distribué ou éliminé au cours de la période visée

Élaborer un dossier sur chaque activité d'approvisionnement en cas d'obtention, de délivrance ou de transfert du droit de propriété. Ce dossier doit présenter les renseignements pertinents concernant les numéros de série, la quantité, etc.

10.2.1.4.3 S'il s'agit d'une délivrance, il faut indiquer la date à laquelle la demande du représentant du MDN ou de l'AT a été reçue, l'unité pour laquelle la délivrance a été effectuée, et la date de livraison.

10.2.1.5 Mise à jour sur l'attribution des tâches

Cette section doit fournir une liste de toutes les tâches en cours, des échéances connexes, des mises à jour de leur état et de tout autre problème ou renseignement pertinent concernant chaque tâche.

10.2.1.6 Rapport d'étape du représentant des services techniques (RST)

Le cas échéant, le rapport d'étape du RST sera consigné sur le formulaire 7139 de TPSGC, « Rapport d'étape – Détachements mobiles de réparation », qui sera annexé au rapport.

Ministère de la Défense nationale
 Détecteurs d'agents chimiques des Forces armées canadiennes - Système de détection et d'identification à distance (SDIS)
 Soutien en service (SES) : Descriptions de données(DD)

DESCRIPTION DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. TITRE <div style="text-align: center;">Registre de rapports de problème</div>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <div style="text-align: center;">ISS-002</div>	
3. DESCRIPTION Le registre de rapports de problème est un registre permanent dans lequel on consigne les rapports de problèmes techniques concernant le SEDC à mesure qu'ils surviennent au sein du SIGRD. Ce registre, qui est mis à jour à mesure que chaque rapport de problème est fait, comprend les mesures correctives recommandées par l'entrepreneur ou autres plans d'action.		
4. DATE D'APPROBATION	5. BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ DGGPET/D Gest EAC 5-5 (AT)	6. GIDEP QUI S'APPLIQUE S.O.
7. APPLICATION/LIEN LDEC ISS-002		
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION 10.1 Présentation <p>Les registres de rapports de problème doivent être fournis selon la présentation de l'entrepreneur.</p> 10.2 Contenu <p>Lorsque l'entrepreneur est avisé (directement par l'AT du MDN) qu'un rapport de problème a été généré par le MDN, il doit tenir compte du problème technique relevé et formuler une recommandation en vue de résoudre ce dernier à l'intention de l'AT par le biais du registre. Cette recommandation peut s'appliquer autant à un incident isolé qui ne nécessite pas que d'autres mesures soient prises qu'à un problème lié à la sécurité qui nécessite une attention et une correction immédiates.</p> <p>Le registre doit comprendre les renseignements suivants : un numéro d'incident attribué par l'entrepreneur, le numéro d'identification du SIGRD, la date de l'incident, le lieu de l'incident, l'article en question, le numéro de série de l'article (le cas échéant), un résumé du problème et la recommandation de l'entrepreneur pour résoudre le problème.</p> <p>L'entrepreneur doit également consigner la directive de l'AT et sa date d'émission, et indiquer dans le registre les progrès réalisés jusqu'à ce que l'AT considère que l'incident est clos. Le registre constitue un historique permanent des rapports de problème; les incidents clos ne sont pas supprimés du registre.</p>		

DESCRIPTION DE DONNÉES			Formulaire DND 1409																																																						
1. TITRE Avis de changement du matériel (ACM)		2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION ISS-003																																																							
3. DESCRIPTION L'ACM fournit les renseignements requis lorsqu'il faut modifier les documents concernant l'approvisionnement, notamment en ce qui concerne les questions d'obsolescence prévue du matériel.																																																									
4. DATE D'APPROBATION	5. BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ DGGPET/D Gest EAC 5-5 (AT)	6. GIDEP QUI S'APPLIQUE S.O.																																																							
7. APPLICATION/LIEN LDEC ISS-003																																																									
8. AUTEUR D Gest EAC 5-5		9. FORMULAIRES PERTINENTS																																																							
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION																																																									
10.1 <u>PRÉSENTATION</u> Un ACM doit être préparé conformément au document D-01-100-215/SF-000, « Préparation des avis de changement du matériel », pour déterminer les changements liés aux pièces ou aux ensembles de pièces (jusqu'à la toute dernière pièce remplaçable) ou aux données techniques.																																																									
10.2 <u>CONTENU</u> 10.2.1 L'ACM doit contenir les renseignements présentés ci-dessous. 10.2.2 L'ACM doit justifier le changement, décrire tout changement touchant les paramètres de rendement ou les tolérances des pièces ou des ensembles visés, et recommander un plan d'action au MDN.																																																									
<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> DONNÉES DE GESTION Entrepreneur Nom de l'équipement Numéro de contrat Numéro de séquence de l'ACM Soumis par </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> MESURE REQUISE (cocher une seule case) <input type="checkbox"/> Supprimer un article existant qui ne sera pas remplacé <input type="checkbox"/> Ajouter un nouvel article <input type="checkbox"/> Remplacer l'article existant par le nouvel article <input type="checkbox"/> Modifier l'article existant Approuvé/rejeté (réservé à l'usage du MDN) </td> </tr> </table>				DONNÉES DE GESTION Entrepreneur Nom de l'équipement Numéro de contrat Numéro de séquence de l'ACM Soumis par	MESURE REQUISE (cocher une seule case) <input type="checkbox"/> Supprimer un article existant qui ne sera pas remplacé <input type="checkbox"/> Ajouter un nouvel article <input type="checkbox"/> Remplacer l'article existant par le nouvel article <input type="checkbox"/> Modifier l'article existant Approuvé/rejeté (réservé à l'usage du MDN)																																																				
DONNÉES DE GESTION Entrepreneur Nom de l'équipement Numéro de contrat Numéro de séquence de l'ACM Soumis par	MESURE REQUISE (cocher une seule case) <input type="checkbox"/> Supprimer un article existant qui ne sera pas remplacé <input type="checkbox"/> Ajouter un nouvel article <input type="checkbox"/> Remplacer l'article existant par le nouvel article <input type="checkbox"/> Modifier l'article existant Approuvé/rejeté (réservé à l'usage du MDN)																																																								
<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 33%;">CHAMPS DE DONNÉES MODIFIÉS</td> <td style="width: 33%;">DONNÉES EXISTANTES</td> <td style="width: 33%;">NOUVELLES DONNÉES</td> </tr> <tr><td>- Numéro de l'article (n° séquentiel unique)</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Code d'ordre d'assemblage</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Nom de l'article</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- N° référence (pièce du fabricant)</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Code OTAN des fabricants ou CAGE</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- N° pièce du FEO (le cas échéant)</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- N° nomenclature OTAN (le cas échéant)</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Quantité par ensemble</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Prix unitaire réglementaire</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Unité de distribution</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Unité de mesure</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Matériel fourni par le gouvernement</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Délai d'approvisionnement</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Désignation de référence</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Durée de conservation</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Taux d'utilisation</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> <tr><td>- Quantité recommandée</td><td>_____</td><td>_____</td></tr> </table>				CHAMPS DE DONNÉES MODIFIÉS	DONNÉES EXISTANTES	NOUVELLES DONNÉES	- Numéro de l'article (n° séquentiel unique)	_____	_____	- Code d'ordre d'assemblage	_____	_____	- Nom de l'article	_____	_____	- N° référence (pièce du fabricant)	_____	_____	- Code OTAN des fabricants ou CAGE	_____	_____	- N° pièce du FEO (le cas échéant)	_____	_____	- N° nomenclature OTAN (le cas échéant)	_____	_____	- Quantité par ensemble	_____	_____	- Prix unitaire réglementaire	_____	_____	- Unité de distribution	_____	_____	- Unité de mesure	_____	_____	- Matériel fourni par le gouvernement	_____	_____	- Délai d'approvisionnement	_____	_____	- Désignation de référence	_____	_____	- Durée de conservation	_____	_____	- Taux d'utilisation	_____	_____	- Quantité recommandée	_____	_____
CHAMPS DE DONNÉES MODIFIÉS	DONNÉES EXISTANTES	NOUVELLES DONNÉES																																																							
- Numéro de l'article (n° séquentiel unique)	_____	_____																																																							
- Code d'ordre d'assemblage	_____	_____																																																							
- Nom de l'article	_____	_____																																																							
- N° référence (pièce du fabricant)	_____	_____																																																							
- Code OTAN des fabricants ou CAGE	_____	_____																																																							
- N° pièce du FEO (le cas échéant)	_____	_____																																																							
- N° nomenclature OTAN (le cas échéant)	_____	_____																																																							
- Quantité par ensemble	_____	_____																																																							
- Prix unitaire réglementaire	_____	_____																																																							
- Unité de distribution	_____	_____																																																							
- Unité de mesure	_____	_____																																																							
- Matériel fourni par le gouvernement	_____	_____																																																							
- Délai d'approvisionnement	_____	_____																																																							
- Désignation de référence	_____	_____																																																							
- Durée de conservation	_____	_____																																																							
- Taux d'utilisation	_____	_____																																																							
- Quantité recommandée	_____	_____																																																							

DESCRIPTION DE DONNÉES		FORMULAIRE DND 1409
1. TITRE <p style="text-align: center;">Avis relatifs à l'équipement</p>	2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION <p style="text-align: center;">ISS-004</p>	
3. DESCRIPTION <p>Les avis relatifs à l'équipement ont pour but de signaler à l'AT un problème, un processus ou une situation qui peut influencer sur l'équipement, de sorte qu'on puisse prendre une mesure adéquate et effectuer un suivi. Les avis relatifs à l'équipement comprennent les bulletins de service, les avis techniques, les alertes au sujet de la santé et la sécurité ainsi que tout autre avis semblable produit à l'intention des utilisateurs et des responsables de l'entretien.</p>		
4. DATE D'APPROBATION	5. BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ <p style="text-align: center;">DGGPET/D Gest EAC 5-5 (AT)</p>	6. GIDEP QUI S'APPLIQUE
7. APPLICATION/LIEN <p>LDEC ISS-004</p>		
8. AUTEUR <p style="text-align: center;">D Gest EAC 5-5</p>	9. FORMULAIRES PERTINENTS	
10. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION <div style="margin-left: 20px;"> <p>10.1 PRÉSENTATION Les avis relatifs à l'équipement doivent être fournis selon la présentation de l'entrepreneur.</p> <p>10.2 CONTENU</p> <p>10.2.1 Un avis relatif à l'équipement doit être une copie ou comprendre des extraits pertinents de tous les avis produits en rapport avec l'équipement, y compris les bulletins d'entretien, les avis commerciaux ou militaires, les avis techniques et les alertes qui proviennent de toutes les sources, notamment l'entrepreneur, les sous-traitants, les fournisseurs, les fabricants de l'équipement et de ses composants, les responsables autorisés de l'entretien et les autres utilisateurs de l'équipement qui sont connus de l'entrepreneur.</p> <p>10.2.2 Chaque avis relatif à l'équipement (ou groupe d'avis) doit être accompagné d'une description de l'incidence sur les aspects de l'utilisation et du soutien ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Santé et sécurité des utilisateurs ou de l'équipement; b. Performance opérationnelle de l'équipement par rapport à la performance de référence approuvée; c. Durée de vie théorique de l'équipement par rapport à la durée de référence approuvée; d. Facteurs de soutien logistique, comme l'entretien, la disponibilité et la pertinence des pièces de rechange, les coûts du soutien, la durée utile et la formation; e. Obsolescence imminente de l'équipement ou de tout composant de l'équipement qui pourrait avoir une incidence négative sur la soutenabilité, les coûts de soutien ou la durée utile prévue. <p>10.2.3 Dans les cas où l'avis d'une anomalie d'équipement est présenté par un tiers [l'avis n'est pas produit par les Forces armées canadiennes (FAC) ou l'entrepreneur], l'avis d'équipement en question présenté aux FAC doit comprendre la réponse de l'entrepreneur à l'auteur de l'avis d'anomalie.</p> </div>		

ANNEXE B
Soutien en service (SES)
Liste de prix des produits livrables

Préparé par :
Bureau de projet chimique, biologique, radiologique et nucléaire
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

SGDDI n° 3957750

Tableau 1 – Produits livrables pour le SES

	DESCRIPTION	LIVRAISON		UNITÉ DE DISTRIBUTION	ANNÉE	PRIX	QUANTITÉ	PRIX CALCULÉ	
N° d'article du contrat (NAC)		Directives	Destination						
SES NAC-1	Travaux essentiels – Gestion de programme (de la période de livraison à l'année 5)	Conformément au paragraphe 3.2 de l'énoncé des travaux (EDT) pour le SES de l'annexe A	S.O. Code de l'assurance de la qualité (CAQ) C Modalités de paiement (MDP) 1	Trimestriel	Période de livraison	\$	4	\$	
				Trimestriel	1	\$	4	\$	
				Trimestriel	2	\$	4	\$	
				Trimestriel	3	\$	4	\$	
				Trimestriel	4	\$	4	\$	
				Trimestriel	5	\$	4	\$	
SES NAC-2	Travaux essentiels – Soutien technique (de la période de livraison à l'année 2)	Conformément au paragraphe 3.3 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C MDP 1	Trimestriel	Période de livraison	\$	4	\$	
				Trimestriel	1	\$	4	\$	
				Trimestriel	2	\$	4	\$	
				Trimestriel	3	\$	4	\$	
				Trimestriel	4	\$	4	\$	
				Trimestriel	5	\$	4	\$	
SES NAC-3	Travaux essentiels – Soutien à l'entretien (de la période de livraison à l'année 2)	Conformément au paragraphe 3.4 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C MDP 1	Trimestriel	Période de livraison	\$	4	\$	
				Trimestriel	1	\$	4	\$	
				Trimestriel	2	\$	4	\$	
				Trimestriel	3	\$	4	\$	
				Trimestriel	4	\$	4	\$	
				Trimestriel	5	\$	4	\$	
SES NAC-4	Soutien à l'approvisionnement, commandé « sur demande » à l'aide d'une demande relative au contrat (DRC) provenant du Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation.	Conformément au paragraphe 4.6 (Attributions de tâches – Soutien à l'approvisionnement) de l'EDT pour le SES de l'annexe A	Responsable technique (RT) du MDN CAQ Q MDP 2	Selon le Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation	Tous les prix unitaires fermes seront rajustés selon le Volume 2 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.4.3 Ajustement des prix pendant toute prolongation de la période du marché. Les prix unitaires fermes supplémentaires offerts pour le soutien à l'approvisionnement pendant une prolongation de la durée du marché peuvent nécessiter une justification du prix et une certification, conformément au Volume 2 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.1.2 Mettre à jour la liste de soutien à l'approvisionnement.			Dépenses jusqu'à concurrence de 700 000 \$ (estimation)	
SES NAC-5	Attribution des tâches – année 1, utilisé au besoin et sur demande au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q MDP 3	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 1. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.					
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 1 :	PRIX CALCULÉ		
				Ingénieur	115 heures	\$	\$		
				Technologue en sciences du génie	203 heures	\$	\$		
				Rédacteur technique	115 heures	\$	\$		
				Dessinateur	50 heures	\$	\$		
				Formateur	40 heures	\$	\$		
				Représentant du service d'entretien (RSE) sur le terrain	160 heures	\$	\$		
				Catégorie de majoration – période de livraison du contrat					
				Taux de majoration du matériel (%)		100,000 \$	%	\$	
				Taux de majoration de la sous traitance (%)		\$	%	\$	
SES NAC-6	Attribution des tâches – année 2, utilisé au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q MDP 3	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 2. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.					
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 2 :	PRIX CALCULÉ		
				Ingénieur	115 heures	\$	\$		
				Technologue en sciences du génie	203 heures	\$	\$		
				Rédacteur technique	115 heures	\$	\$		
				Dessinateur	50 heures	\$	\$		
				Formateur	40 heures	\$	\$		
				RSE sur le terrain	160 heures	\$	\$		
				Catégorie de majoration – année 1 du					
				Taux de majoration du matériel (%)		100,000 \$	%	\$	
				Taux de majoration de la sous traitance (%)		\$	%	\$	
SES NAC-7	Attribution des tâches – année 3, utilisé au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q MDP 3	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 3. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.					
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 3 :	PRIX CALCULÉ		

				<table><tr><td>Ingenieur</td><td>115 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Technologue en sciences du génie</td><td>203 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Rédacteur technique</td><td>115 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Dessinateur</td><td>50 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Formateur</td><td>40 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>RSE sur le terrain</td><td>160 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td colspan="2">Catégorie de majoration – année 1 du</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Taux de majoration du matériel (%)</td><td>100,000 \$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr><tr><td>Taux de majoration de la sous traitance (%)</td><td>\$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr></table>	Ingenieur	115 heures	\$	\$	Technologue en sciences du génie	203 heures	\$	\$	Rédacteur technique	115 heures	\$	\$	Dessinateur	50 heures	\$	\$	Formateur	40 heures	\$	\$	RSE sur le terrain	160 heures	\$	\$	Catégorie de majoration – année 1 du				Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$	Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$								
Ingenieur	115 heures	\$	\$																																													
Technologue en sciences du génie	203 heures	\$	\$																																													
Rédacteur technique	115 heures	\$	\$																																													
Dessinateur	50 heures	\$	\$																																													
Formateur	40 heures	\$	\$																																													
RSE sur le terrain	160 heures	\$	\$																																													
Catégorie de majoration – année 1 du																																																
Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$																																													
Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$																																													
SES NAC-8	Attribution des tâches – année 4, utilisé au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q MDP 3	<table><tr><td colspan="4">Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 4. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.</td></tr><tr><td>CATÉGORIE DE RESSOURCE</td><td>NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ</td><td>TARIF HORAIRE FERME pour l'année 4 :</td><td>PRIX CALCULÉ</td></tr><tr><td>Ingenieur</td><td>115 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Technologue en sciences du génie</td><td>203 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Rédacteur technique</td><td>115 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Dessinateur</td><td>50 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Formateur</td><td>40 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>RSE sur le terrain</td><td>160 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td colspan="2">Catégorie de majoration – année 1 du</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Taux de majoration du matériel (%)</td><td>100,000 \$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr><tr><td>Taux de majoration de la sous traitance (%)</td><td>\$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr></table>	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 4. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 4 :	PRIX CALCULÉ	Ingenieur	115 heures	\$	\$	Technologue en sciences du génie	203 heures	\$	\$	Rédacteur technique	115 heures	\$	\$	Dessinateur	50 heures	\$	\$	Formateur	40 heures	\$	\$	RSE sur le terrain	160 heures	\$	\$	Catégorie de majoration – année 1 du				Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$	Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$
Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 4. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.																																																
CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 4 :	PRIX CALCULÉ																																													
Ingenieur	115 heures	\$	\$																																													
Technologue en sciences du génie	203 heures	\$	\$																																													
Rédacteur technique	115 heures	\$	\$																																													
Dessinateur	50 heures	\$	\$																																													
Formateur	40 heures	\$	\$																																													
RSE sur le terrain	160 heures	\$	\$																																													
Catégorie de majoration – année 1 du																																																
Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$																																													
Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$																																													
SES NAC-9	Attribution des tâches – année 5, utilisé au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q MDP 3	<table><tr><td colspan="4">Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 5. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.</td></tr><tr><td>CATÉGORIE DE RESSOURCE</td><td>NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ</td><td>TARIF HORAIRE FERME pour l'année 5 :</td><td>PRIX CALCULÉ</td></tr><tr><td>Ingenieur</td><td>115 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Technologue en sciences du génie</td><td>203 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Rédacteur technique</td><td>115 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Dessinateur</td><td>50 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Formateur</td><td>40 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>RSE sur le terrain</td><td>160 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td colspan="2">Catégorie de majoration – année 1 du contrat</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Taux de majoration du matériel (%)</td><td>100,000 \$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr><tr><td>Taux de majoration de la sous traitance (%)</td><td>\$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr></table>	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 5. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 5 :	PRIX CALCULÉ	Ingenieur	115 heures	\$	\$	Technologue en sciences du génie	203 heures	\$	\$	Rédacteur technique	115 heures	\$	\$	Dessinateur	50 heures	\$	\$	Formateur	40 heures	\$	\$	RSE sur le terrain	160 heures	\$	\$	Catégorie de majoration – année 1 du contrat				Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$	Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$
Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 5. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.																																																
CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 5 :	PRIX CALCULÉ																																													
Ingenieur	115 heures	\$	\$																																													
Technologue en sciences du génie	203 heures	\$	\$																																													
Rédacteur technique	115 heures	\$	\$																																													
Dessinateur	50 heures	\$	\$																																													
Formateur	40 heures	\$	\$																																													
RSE sur le terrain	160 heures	\$	\$																																													
Catégorie de majoration – année 1 du contrat																																																
Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$																																													
Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$																																													
SES NAC-10	Réparation et révision du SDID – année 1		Installation de l'entrepreneur de VCF	<table><tr><td colspan="4">Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 1. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.</td></tr><tr><td>CATÉGORIE DE RESSOURCE</td><td>NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ</td><td>TARIF HORAIRE FERME pour l'année 1 :</td><td>PRIX CALCULÉ</td></tr><tr><td>Ingenieur</td><td>64 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Technologue en sciences du génie</td><td>320 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td colspan="2">Catégorie de majoration – période de livraison</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Taux de majoration du matériel (%)</td><td>100,000 \$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr><tr><td>Taux de majoration de la sous traitance (%)</td><td>\$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr></table>	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 1. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 1 :	PRIX CALCULÉ	Ingenieur	64 heures	\$	\$	Technologue en sciences du génie	320 heures	\$	\$	Catégorie de majoration – période de livraison				Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$	Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$																
Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 1. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.																																																
CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 1 :	PRIX CALCULÉ																																													
Ingenieur	64 heures	\$	\$																																													
Technologue en sciences du génie	320 heures	\$	\$																																													
Catégorie de majoration – période de livraison																																																
Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$																																													
Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$																																													
SES NAC-11	Réparation et révision du SDID – année 2		Installation de l'entrepreneur de VCF	<table><tr><td colspan="4">Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 2. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.</td></tr><tr><td>CATÉGORIE DE RESSOURCE</td><td>NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ</td><td>TARIF HORAIRE FERME pour l'année 2:</td><td>PRIX CALCULÉ</td></tr><tr><td>Ingenieur</td><td>64 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td>Technologue en sciences du génie</td><td>320 heures</td><td>\$</td><td>\$</td></tr><tr><td colspan="2">Catégorie de majoration – période de livraison</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Taux de majoration du matériel (%)</td><td>100,000 \$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr><tr><td>Taux de majoration de la sous traitance (%)</td><td>\$</td><td>_____ %</td><td>\$</td></tr></table>	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 2. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 2:	PRIX CALCULÉ	Ingenieur	64 heures	\$	\$	Technologue en sciences du génie	320 heures	\$	\$	Catégorie de majoration – période de livraison				Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$	Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$																
Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 2. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.																																																
CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 2:	PRIX CALCULÉ																																													
Ingenieur	64 heures	\$	\$																																													
Technologue en sciences du génie	320 heures	\$	\$																																													
Catégorie de majoration – période de livraison																																																
Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$																																													
Taux de majoration de la sous traitance (%)	\$	_____ %	\$																																													
SES NAC-12	Réparation et révision du SDID – année 3		Installation de l'entrepreneur de VCF	<table><tr><td colspan="4">Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 3. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.</td></tr><tr><td>CATÉGORIE DE RESSOURCE</td><td>NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ</td><td>TARIF HORAIRE FERME pour l'année 3:</td><td>PRIX CALCULÉ</td></tr></table>	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 3. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 3:	PRIX CALCULÉ																																				
Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 3. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.																																																
CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 3:	PRIX CALCULÉ																																													

				Ingénieur	64 heures	\$	\$
				Technologue en sciences du génie	320 heures	\$	\$
				Catégorie de majoration – période de livraison			
				Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$
				Taux de majoration de la sous traitance (%)		\$ _____ %	\$
SES NAC-13	Réparation et révision du SDID – année 4		Installation de l'entrepreneur de VCF	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 4. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.			
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 4:	PRIX CALCULÉ
				Ingénieur	64 heures	\$	\$
				Technologue en sciences du génie	320 heures	\$	\$
				Catégorie de majoration – période de livraison			
				Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$
				Taux de majoration de la sous traitance (%)		\$ _____ %	\$
SES NAC-14	Réparation et révision du SDID – année 5		Installation de l'entrepreneur de VCF	Le soumissionnaire doit fournir des tarifs horaires fermes pour toutes les catégories de ressources pour l'année 5. Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.			
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME pour l'année 5:	PRIX CALCULÉ
				Ingénieur	64 heures	\$	\$
				Technologue en sciences du génie	320 heures	\$	\$
				Catégorie de majoration – période de livraison			
				Taux de majoration du matériel (%)	100,000 \$	_____ %	\$
				Taux de majoration de la sous traitance (%)		\$ _____ %	\$

Remarques

1. Les taux de majoration du matériel du contrat pour l'attribution des tâches demeureront les mêmes pour toutes les périodes d'option.
2. Les taux de majoration du matériel du contrat pour la réparation et la révision demeureront les mêmes pour toutes les périodes d'option.

Tableau 2 – Produits livrables optionnels

OPTIONS			LIVRAISON		UNITÉ DE MESURE		ANNÉE	PRIX	QUANTITÉ	PRIX CALCULÉ
Numéro d'inscription de l'option (NIO)		Directives	Destination							
SES NIO-1	Travaux essentiels – Gestion de programme (années 6 à 8)	Conformément au paragraphe 3.2 de l'énoncé des travaux (EDT) pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	6	\$		4	\$	
				Trimestriel	7	\$		4	\$	
				Trimestriel	8	\$		4	\$	
SES NIO-2	Travaux essentiels – Soutien technique (années 6 à 8)	Conformément au paragraphe 3.3 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	6	\$		4	\$	
				Trimestriel	7	\$		4	\$	
				Trimestriel	8	\$		4	\$	
SES NIO-3	Travaux essentiels – Soutien à l'entretien (années 6 à 8)	Conformément au paragraphe 3.4 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	6	\$		4	\$	
				Trimestriel	7	\$		4	\$	
				Trimestriel	8	\$		4	\$	
SES NIO-4	Soutien à l'approvisionnement, années 6 à 8, commandé « sur demande » à l'aide d'une DRC provenant du Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation.	Conformément au paragraphe 4.6 (Attributions de tâches – Soutien de l'approvisionnement) de l'EDT pour le SES de l'annexe A	25 ^e Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes (W1941) Montréal, Québec, DDP Incoterms 2000, taxes applicables en sus MDP 2	Selon le Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation	Tous les prix unitaires fermes seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.4.3 Ajustement des prix pendant toute prolongation de la période du marché. Les prix unitaires fermes supplémentaires offerts pour le soutien à l'approvisionnement pendant une prolongation de la durée du marché peuvent nécessiter une justification du prix et une certification, conformément au Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.1.2 Mettre à jour la liste de soutien à l'approvisionnement.					Dépenses jusqu'à concurrence de 300 000 \$ (estimation)
SES NIO-5	Attribution des tâches – année 6 à 8, utilisé au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q	Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.						
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME	PRIX CALCULÉ			
				Ingénieur	345 heures	\$		\$		
				Technologue en sciences du génie	609 heures	\$		\$		
				Rédacteur technique	345 heures	\$		\$		
				Dessinateur	150 heures	\$		\$		
				Formateur	120 heures	\$		\$		
				RSE sur le terrain	480 heures	\$		\$		
				Catégorie de majoration – années 6 à 8 du contrat						
				Taux de majoration du matériel (%)	750,000 \$	%		\$		
				Taux de majoration de la sous-traitance (%)						
				SES NIO-6	Réparation et révision du SDID - année 6 à 8		Installation de l'entrepreneur de VCF	Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.		
CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME	PRIX CALCULÉ							
Ingénieur	192 heures	\$						\$		
Technologue en sciences du génie	960 heures	\$						\$		
Catégorie de majoration – années 6 à 8										
Taux de majoration du matériel (%)	750,000 \$	%						\$		
Taux de majoration de la sous-traitance (%)										

Numéro d'inscription de l'option (NIO)	OPTIONS	LIVRAISON		UNITÉ DE MESURE	ANNÉE	PRIX	QUANTITÉ	PRIX CALCULÉ
		Directives	Destination					
SES NIO-7	Travaux essentiels – Gestion de programme (années 9 à 11)	Conformément au paragraphe 3.2 de l'énoncé des travaux (EDT) pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	9	\$	4	\$
				Trimestriel	10	\$	4	\$

				Trimestriel	11	\$	4	\$
SES NIO-8	Travaux essentiels – Soutien technique (années 6 à 11)	Conformément au paragraphe 3.3 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	9	\$	4	\$
				Trimestriel	10	\$	4	\$
				Trimestriel	11	\$	4	\$
SES NIO-9	Travaux essentiels – Soutien à l'entretien (années 9 à 8)	Conformément au paragraphe 3.4 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	9	\$	4	\$
				Trimestriel	10	\$	4	\$
				Trimestriel	11	\$	4	\$
SES NIO-10	Soutien à l'approvisionnement, années 9 à 11, commandé « sur demande » à l'aide d'une DRC provenant du Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation.	Conformément au paragraphe 4.6 (Attributions de tâches – Soutien de l'approvisionnement) de l'EDT pour le SES de l'annexe A	25 ^e Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes (W1941) Montréal, Québec, DDP Incoterms 2000, taxes applicables en sus MDP 2	Selon le Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation	Tous les prix unitaires fermes seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.4.3 Ajustement des prix pendant toute prolongation de la période du marché. Les prix unitaires fermes supplémentaires offerts pour le soutien à l'approvisionnement pendant une prolongation de la durée du marché peuvent nécessiter une justification du prix et une certification, conformément au Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.1.2 Mettre à jour la liste de soutien à l'approvisionnement.			Dépenses jusqu'à concurrence de 300 000 \$ (estimation)
SES NIO-11	Attribution des tâches – année 9 à 11, utilisé au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q	Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.				
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME	PRIX CALCULÉ	
				Ingénieur	345 heures	\$	\$	
				Technologue en sciences du génie	609 heures	\$	\$	
				Rédacteur technique	345 heures	\$	\$	
				Dessinateur	150 heures	\$	\$	
				Formateur	120 heures	\$	\$	
				RSE sur le terrain	480 heures	\$	\$	
				Catégorie de majoration – années 6 à 8 du contrat				
				Taux de majoration du matériel (%)	750,000 \$	%	\$	
				Taux de majoration de la sous-traitance (%)				
				SES NIO-12	Réparation et révision du SDID - année 9 à 11		Installation de l'entrepreneur de VCF	Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.
CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME	PRIX CALCULÉ					
Ingénieur	192 heures	\$	\$					
Technologue en sciences du génie	960 heures	\$	\$					
Catégorie de majoration – années 9 à 11								
Taux de majoration du matériel (%)	750,000 \$	%	\$					
Taux de majoration de la sous-traitance (%)								

	OPTIONS	LIVRAISON		UNITÉ DE MESUREMENT	ANNÉE	PRIX	QUANTITÉ	PRIX CALCULÉ
Numéro d'inscription de l'option (NIO)		Directives	Destination					
SES NIO-13	Travaux essentiels – Gestion de programme (années 12 à 14)	Conformément au paragraphe 3.2 de l'énoncé des travaux (EDT) pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	12	\$	4	\$
				Trimestriel	13	\$	4	\$
				Trimestriel	14	\$	4	\$
SES NIO-14	Travaux essentiels – Soutien technique (années 12 à 14)	Conformément au paragraphe 3.3 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	12	\$	4	\$
				Trimestriel	13	\$	4	\$
				Trimestriel	14	\$	4	\$
SES NIO-15	Travaux essentiels – Soutien à l'entretien (années 12 à 14)	Conformément au paragraphe 3.4 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	12	\$	4	\$
				Trimestriel	13	\$	4	\$
				Trimestriel	14	\$	4	\$

SES NIO-16	Soutien à l'approvisionnement, années 12 à 14, commandé « sur demande » à l'aide d'une DRC provenant du Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation.	Conformément au paragraphe 4.6 (Attributions de tâches – Soutien de l'approvisionnement) de l'EDT pour le SES de l'annexe A	25 ^e Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes (W1941) Montréal, Québec, DDP Incoterms 2000, taxes applicables en sus MDP 2	Selon le Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation	Tous les prix unitaires fermes seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.4.3 Ajustement des prix pendant toute prolongation de la période du marché. Les prix unitaires fermes supplémentaires offerts pour le soutien à l'approvisionnement pendant une prolongation de la durée du marché peuvent nécessiter une justification du prix et une certification, conformément au Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.1.2 Mettre à jour la liste de soutien à l'approvisionnement.	Dépenses jusqu'à concurrence de 300 000 \$ (estimation)	
SES NIO-17	Attribution des tâches – année 12 à 14, utilisé au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q	Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.			
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME	PRIX CALCULÉ
				Ingénieur	345 heures	\$	\$
				Technologue en sciences du génie	609 heures	\$	\$
				Rédacteur technique	345 heures	\$	\$
				Dessinateur	150 heures	\$	\$
				Formateur	120 heures	\$	\$
				RSE sur le terrain	480 heures	\$	\$
				Catégorie de majoration – années 12 à 14 du contrat			
				Taux de majoration du matériel (%)	750,000 \$	%	\$
Taux de majoration de la sous-traitance (%)							
SES NIO-18	Réparation et révision du SDID – année 12 à 14		Installation de l'entrepreneur de VCF	Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.			
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME	PRIX CALCULÉ
				Ingénieur	192 heures	\$	\$
				Technologue en sciences du génie	960 heures	\$	\$
				Catégorie de majoration – années 12 à 14			
				Taux de majoration du matériel (%)	750,000 \$	%	\$
Taux de majoration de la sous-traitance (%)							

	OPTIONS	LIVRAISON		UNITÉ DE MESURE	ANNÉE	PRIX	QUANTITÉ	PRIX CALCULÉ
		Directives	Destination					
SES NIO-19	Travaux essentiels – Gestion de programme (années 15 à 17)	Conformément au paragraphe 3.2 de l'énoncé des travaux (EDT) pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	15	\$	4	\$
				Trimestriel	16	\$	4	\$
				Trimestriel	17	\$	4	\$
SES NIO-20	Travaux essentiels – Soutien technique (années 15 à 17)	Conformément au paragraphe 3.3 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	15	\$	4	\$
				Trimestriel	16	\$	4	\$
				Trimestriel	17	\$	4	\$
SES NIO-21	Travaux essentiels – Soutien à l'entretien (années 15 à 17)	Conformément au paragraphe 3.4 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	15	\$	4	\$
				Trimestriel	16	\$	4	\$
				Trimestriel	17	\$	4	\$
SES NIO-22	Soutien à l'approvisionnement, années 15 à 17, commandé « sur demande » à l'aide d'une DRC provenant du Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation.	Conformément au paragraphe 4.6 (Attributions de tâches – Soutien de l'approvisionnement) de l'EDT pour le SES de l'annexe A	25 ^e Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes (W1941) Montréal, Québec, DDP Incoterms 2000, taxes applicables en sus MDP 2	Selon le Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation	Tous les prix unitaires fermes seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.4.3 Ajustement des prix pendant toute prolongation de la période du marché. Les prix unitaires fermes supplémentaires offerts pour le soutien à l'approvisionnement pendant une prolongation de la durée du marché peuvent nécessiter une justification du prix et une certification, conformément au Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.1.2 Mettre à jour la liste de soutien à l'approvisionnement.	Dépenses jusqu'à concurrence de 300 000 \$ (estimation)		
SES NIO-23	Attribution des tâches – année 15 à 17, utilisé au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q	Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.				

				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME	PRIX CALCULÉ
				Ingénieur	345 heures	\$	\$
				Technologue en sciences du génie	609 heures	\$	\$
				Rédacteur technique	345 heures	\$	\$
				Dessinateur	150 heures	\$	\$
				Formateur	120 heures	\$	\$
				RSE sur le terrain	480 heures	\$	\$
				Catégorie de majoration – années 12 à 14 du contrat			
SES NIO-24	Réparation et révision du SDID - année 15 à 17		Installation de l'entrepreneur de VCF	Taux de majoration du matériel (%)	750,000 \$	%	\$
				Taux de majoration de la sous-traitance (%)			
				Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.			
				CATÉGORIE DE RESSOURCE	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME	PRIX CALCULÉ
				Ingénieur	192 heures	\$	\$
				Technologue en sciences du génie	960 heures	\$	\$
				Catégorie de majoration – années 15 à 17			
				Taux de majoration du matériel (%)	750,000 \$	%	\$
				Taux de majoration de la sous-traitance (%)			

OPTIONS			LIVRAISON		UNITÉ DE REPRODUCTION		ANNÉE	PRIX	QUANTITÉ	PRIX CALCULÉ
Numéro d'inscription de l'option (NIO)		Directives	Destination							
SES NIO-25	Travaux essentiels – Gestion de programme (années 18 à 20)	Conformément au paragraphe 3.2 de l'énoncé des travaux (EDT) pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	18	\$		4	\$	
				Trimestriel	19	\$		4	\$	
				Trimestriel	20	\$		4	\$	
SES NIO-26	Travaux essentiels – Soutien technique (années 18 à 20)	Conformément au paragraphe 3.3 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	18	\$		4	\$	
				Trimestriel	19	\$		4	\$	
				Trimestriel	20	\$		4	\$	
SES NIO-27	Travaux essentiels – Soutien à l'entretien (années 18 à 20)	Conformément au paragraphe 3.4 de l'EDT pour le SES de l'annexe A	S.O. CAQ C	Trimestriel	18	\$		4	\$	
				Trimestriel	19	\$		4	\$	
				Trimestriel	20	\$		4	\$	
SES NIO-28	Soutien à l'approvisionnement, années 18 à 20, commandé « sur demande » à l'aide d'une DRC provenant du Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation.	Conformément au paragraphe 4.6 (Attributions de tâches – Soutien de l'approvisionnement) de l'EDT pour le SES de l'annexe A	25 ^e Dépôt d'approvisionnement des forces canadiennes (W1941) Montréal, Québec, DDP Incoterms 2000, taxes applicables en sus MDP 2	Selon le Catalogue des pièces de rechange et des articles de consommation	Tous les prix unitaires fermes seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.4.3 Ajustement des prix pendant toute prolongation de la période du marché. Les prix unitaires fermes supplémentaires offerts pour le soutien à l'approvisionnement pendant une prolongation de la durée du marché peuvent nécessiter une justification du prix et une certification, conformément au Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.1.2 Mettre à jour la liste de soutien à l'approvisionnement.					Dépenses jusqu'à concurrence de 300 000 \$ (estimation)
SES NIO-29	Attribution des tâches – année 18 à 20, utilisé au besoin au moyen d'une autorisation de tâche	Conformément aux paragraphes 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 4.8 et 4.9 de l'annexe A	RT du MDN CAQ Q	Les tarifs horaires fermes indiqués ci-dessous seront rajustés selon le Volume 3 – CLAUSES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT, 6.8 Ajustement des prix tout au long de la période du marché.						
				CATÉGORIE DE RESSOURCE		NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ	TARIF HORAIRE FERME		PRIX CALCULÉ	
				Ingénieur		345 heures	\$		\$	
				Technologue en sciences du génie		609 heures	\$		\$	
				Rédacteur technique		345 heures	\$		\$	

--	--	--	--

Dessinateur	150 heures	\$	\$
Formateur	120 heures	\$	\$
RSE sur le terrain	480 heures	\$	\$
Catégorie de majoration – années 12 à 14 du contrat			



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

MAY 17 2016

Contract Number / Numéro du contrat

W8476-165477

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLAS

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization /

Ministère ou organisme gouvernemental d'origine

DND

2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction

DCSEM

3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance

3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant

4. Brief Description of Work / Brève description du travail

In-Service Support (ISS) for 32 ADIS, work requirements include ADIS hardware and test equipment as well as software.

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods?

Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?

☐ No
Non ☒ Yes
Oui

5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations?

Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?

☐ No
Non ☒ Yes
Oui

6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis

6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets?

Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

(Specify the level of access using the chart in Question 7. c)

(Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)

☐ No
Non ☒ Yes
Oui

6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted.

Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage?

S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès

Canada ☒

NATO / OTAN ☐

Foreign / Étranger ☐

7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion

No release restrictions

Aucune restriction relative à la diffusion

☒

All NATO countries

Tous les pays de l'OTAN

☐

No release restrictions

Aucune restriction relative à la diffusion

☐

Not releasable

À ne pas diffuser

☐

Restricted to: / Limité à:

☐

Restricted to: / Limité à:

☐

Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:

Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:

Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:

7. c) Level of information / Niveau d'information

PROTECTED A

PROTÉGÉ A

☐

PROTECTED B

PROTÉGÉ B

☒

PROTECTED C

PROTÉGÉ C

☐

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

☐

SECRET

SECRET

☒

TOP SECRET

TRÈS SECRET

☐

TOP SECRET (SIGINT)

TRÈS SECRET (SIGINT)

☐

NATO UNCLASSIFIED

NATO NON CLASSIFIÉ

☐

NATO RESTRICTED

NATO DIFFUSION RESTREINTE

☐

NATO CONFIDENTIAL

NATO CONFIDENTIEL

☐

NATO SECRET

NATO SECRET

☐

COSMIC TOP SECRET

COSMIC TRÈS SECRET

☐

PROTECTED A

PROTÉGÉ A

☐

PROTECTED B

PROTÉGÉ B

☐

PROTECTED C

PROTÉGÉ C

☐

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

☐

SECRET

SECRET

☐

TOP SECRET

TRÈS SECRET

☐

TOP SECRET (SIGINT)

TRÈS SECRET (SIGINT)

☐



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8476-165477

Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☐ RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ

☐ CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL

☒ SECRET
SECRET

☐ TOP SECRET
TRÈS SECRET

☐ TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT

☐ NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL

☐ NATO SECRET
NATO SECRET

☐ COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET

☐ SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☐ No ☒ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes
Non Oui



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8476-165477

Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions. Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production					X											
IT Media / Support TI		X			X											
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8476-165477

Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Major Andrew davey

Title - Titre

Project Manager, Chem Agent
Sensor Project

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
819-939-7184

Facsimile No. - N° de télécopieur
819-997-4052

E-mail address - Adresse courriel
andrew.davey@forces.gc.ca

Date
11 May 2016

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

**Tippy Graham - DDSO - Industrial Security
Senior Security Analyst**

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
Tel: 613-996-0293
E-mail: tippy.graham@forces.gc.ca

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date
16 May 2016

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

No
Non

☒ Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Marlene Bitsene

Title - Titre

Supply Team Leader

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
873-469-4833

Facsimile No. - N° de télécopieur
819-997-2229

E-mail address - Adresse courriel
marlene.bitsene@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Anna Kulycka

Contract Security Officer, Contract Security Division

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
Tel/Tel - 613-957-1258 / Fax/Tel - 613-954-4171

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date
June 8, 2016

***Système de détection et d'identification à distance -
Soutien en cours d'exploitation***

ANNEXE D

Retombées industrielles et technologiques (RIT)

Modalités et conditions

Version 4.4
juin 2016

TABLE DES MATIÈRES

1. Définitions
2. Objectifs du Canada en matière de RIT
3. Énoncé des obligations
4. Rapports annuels
5. Modifications au prix du contrat
6. Excédent d'engagements
7. Types de transactions
8. Critères d'admissibilité des transactions
9. Valeur du contenu canadien
10. Plans stratégiques
11. Regroupement
12. Mise en banque
13. Communications au public
14. Gestion de l'information
15. Modification des transactions
16. Accès aux dossiers et vérification
17. Résolution de conflits
18. Recours
19. Modifications apportées aux plans
20. Responsabilités des parties
21. Conformité à la *Loi sur le lobbying*
22. Honoraires conditionnels ou frais de conclusion de transaction
23. Liste des donateurs admissibles approuvés

Annexes

- A Proposition de valeur – Engagements et Transactions
- B Fiche de transaction – modèle
- C Rapport annuel - modèle
- D Plan d'activités du cadre d'investissement (CI) – modèle

1. DÉFINITIONS

- 1.1. Tout mot ou expression non définis dans le présent document s'entendent comme il est prévu dans le contrat. Aux fins des présentes modalités et conditions des retombées industrielles et technologiques (RIT), à moins d'indication contraire dans le contexte, les définitions suivantes s'appliquent :
- 1.1.1. « **période de réalisation** » s'entend de la période commençant le 1 janvier 2020 et se terminant un an après l'achèvement de la dernière année optionnelle de prolongation du contrat;
- 1.1.2. « **investissement admissible** » – lorsqu'il est question de contributions en espèces, un investissement admissible désigne une subvention ou l'achat d'un intérêt minoritaire dans les actions ordinaires ou les actions privilégiées d'une entreprise canadienne. L'achat de débentures ou l'octroi d'un prêt remboursable ne sont pas admissibles. Dans le cas d'une contribution en nature, un investissement admissible désigne : une licence autorisant l'utilisation de matériel sous licence (propriété intellectuelle); de l'équipement (équipement, logiciels ou systèmes permettant de développer des biens et services nouveaux ou améliorés); un transfert de connaissances (prêts d'employés pouvant faire profiter l'entreprise de leur « savoir-faire » dans les domaines de la technique ou de la gestion); ou un soutien aux ventes ou au marketing (prêt d'employés qui mèneront des activités de marketing ou de ventes ou qui feront profiter l'entreprise de leurs contacts ou renseignements); ou encore, une licence permettant d'utiliser une marque ou des marques de commerce);
- 1.1.3. « **entreprise canadienne** » s'entend d'une entreprise commerciale qui est constituée en vertu des lois du Canada et qui exerce des activités commerciales continues au Canada;
- 1.1.4. « **capital investi** » désigne la valeur totale des actions émises d'une entreprise, à laquelle est ajoutée la valeur associée aux instruments pouvant être convertis en actions. Pour les sociétés cotées en bourse, cette valeur correspond au nombre total d'actions émises multiplié par le prix du marché, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Pour les sociétés fermées, il s'agit du nombre total d'actions émises multiplié par leur prix de vente le plus récent, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada;
- 1.1.5. « **Détection CBRN** » s'entend du segment de marché qui se compose d'équipement et de systèmes visant à surveiller, à détecter ou à déterminer les menaces des substances CBRN et des produits chimiques industriels toxiques dans un contexte de défense et civil.
- 1.1.6. « **activité de commercialisation** » désigne un processus grâce auquel une

valeur économique est attribuée à la connaissance, par la production et la vente de produits et services nouveaux ou considérablement améliorés. Il peut également s'agir de publicité, de promotion des ventes et d'autres activités de marketing. Les activités de commercialisation particulières sont les suivantes : planification commerciale, études de faisabilité liées au projet, détermination des besoins des clients, prospection de marchés et tests, recherche fondamentale et appliquée, développement expérimental, analyse de la rentabilité et financement, et publicité de lancement;

- 1.1.7. « **engagement** » désigne les engagements particuliers de l'entrepreneur en relation avec ses activités dans sa proposition de valeur et les plans et Transactions connexes, comme l'indique l'annexe A;
- 1.1.8. « **crédit** » s'entend du montant, exprimé en valeur du contenu canadien (VCC), qui est associé à une Transaction, achevée en totalité ou en partie, comme le confirme un avis écrit de l'autorité des RIT. Toutes les Transactions sont assujetties à un processus annuel de production de rapports et de vérification avant l'octroi des crédits;
- 1.1.9. Par « **régions désignées du Canada** », on entend les régions suivantes, qui ont été désignées par le gouvernement du Canada à des fins socio-économiques : la région de l'Atlantique (soit les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse); la région du Québec (soit la province de Québec); la région du Nord de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au nord des districts de Nipissing et de Parry Sound, y compris ces deux districts); la région du Sud de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au sud des districts de Nipissing et de Parry Sound); la région de l'Ouest (soit les provinces du Manitoba, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique) et la région du Nord (soit les Territoires du Nord-Ouest, le Yukon et le Nunavut);
- 1.1.10. « **Transaction directe** » désigne une Transaction qui a été conclue pour l'exécution de toute partie des travaux visés par le présent contrat (comme il est précisé dans *[insérer l'endroit où se trouvent l'énoncé des travaux et les activités connexes]*);
- 1.1.11. « **Donateur admissible** » désigne la société mère de l'entrepreneur, et ses filiales, divisions et subdivisions, ainsi que les fournisseurs de premier niveau de l'entrepreneur qui sont chargés de réaliser les travaux prévus au présent contrat, de même que leur société mère respective et toutes les filiales, divisions et subdivisions de la société mère.
- 1.1.12. « **Transaction combinée** » désigne une Transaction directe qui compte plus d'un bénéficiaire. Les Transactions combinées ne peuvent inclure que des activités comprenant l'achat de biens auprès de fournisseurs canadiens affichant des caractéristiques similaires en ce qui concerne les produits, la taille ou la région,

spécification du contenu régional et de petite ou moyenne entreprise, et dont la valeur du contenu canadien (VCC) ne dépasse pas 10 p. 100 de la valeur totale de l'obligation décrite à l'article 3.1.1;

- 1.1.13. « **Transaction indirecte** » désigne une Transaction mise en œuvre dans le cadre d'une activité commerciale qui n'est pas liée à l'exécution d'une partie des travaux visée par le présent contrat;
- 1.1.14. « **évaluation pour contribution en nature** » désigne une évaluation faite par une partie qualifiée qui détient une désignation d'expert en évaluation d'entreprises ou une autre désignation similaire acceptable. Les rapports d'évaluation seront détaillés et contiendront une déclaration de la partie qualifiée concernant sa compétence et sa conformité aux normes propres à sa désignation professionnelle. L'entrepreneur, ou un donateur admissible, assume tous les coûts associés à l'obtention du rapport d'évaluation pour contribution en nature;
- 1.1.15. « **propriété intellectuelle** » désigne, aux fins des présente modalités relatives aux RIT, les brevets, inventions, marques de commerce, articles protégés par le droit d'auteur, dessins industriels, secrets commerciaux, information technique et autres articles assimilables qui appartiennent à une entreprise ou dont elle a la jouissance par l'octroi d'une licence;
- 1.1.16. « **autorité des RIT** » désigne le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique ou toute autre personne désignée par lui pour agir en son nom. L'autorité des RIT est chargée d'évaluer, d'accepter, de contrôler, de vérifier et de créditer les RIT, ainsi que d'évaluer le rendement de l'entrepreneur en matière de RIT dans le cadre des présente modalités relatives aux RIT;
- 1.1.17. « **obligation** » désigne chacun des obligations contractuelles de l'entrepreneur, selon l'article 3, qui sont collectivement dénommés les obligations;
- 1.1.18. « **dépassement** » désigne la différence positive entre les crédits accordés à l'entrepreneur pour une transaction exécutée pendant la période de réalisation et ;a valeur d'origine au titre de cette Transaction;
- 1.1.19. « **plans** » désignent les plans préparés par l'entrepreneur et qui, par renvoi, font partie du présent contrat, soit le plan d'activités de l'entreprise, le plan de gestion des RIT, le plan de développement régional et le plan de développement des petites et moyennes entreprises, tous datés du XXX et portant le numéro de référence XXX;
- 1.1.20. « **établissement d'enseignement postsecondaire** » désigne une institution ou une autre entité organisationnelle au Canada qui participe à l'élaboration et à la prestation d'activités de formation scolaire et à l'attribution d'attestations d'études aux personnes dont l'exigence d'admissibilité normale est un diplôme d'études secondaires. L'établissement devrait être accessible à la population, être reconnu

par une province ou le Programme canadien de prêts aux étudiants et offrir des programmes menant à des diplômes reconnus par le milieu universitaire au Canada;

- 1.1.21. « **proposition** » désigne la proposition faite par l'entrepreneur le (*date*), sous le numéro de référence (*xxx*);
- 1.1.22. « **institut de recherche public** » désigne un organisme fédéral ou provincial au Canada qui participe à des activités de recherche, de formation en recherche et à des activités connexes au Canada; a comme objectif principal d'effectuer de la recherche, de mener des examens par les pairs et de diffuser les résultats au moyen de la publication, du transfert des technologies ou de la formation; et est financé principalement par des ressources publiques et a des processus, des systèmes, des procédures et des contrôles établis en place pour assurer l'atteinte des objectifs publics;
- 1.1.23. « **bénéficiaire** » désigne l'entreprise ou organisation canadienne qui reçoit, de l'entrepreneur ou donateur admissible, l'activité décrite dans une Transaction.
- 1.1.24. « **période de rapport** » désigne chacune période de douze mois, à l'intérieur de la période de réalisation, sur lesquelles porteront les rapports de l'entrepreneur. Nonobstant ce qui précède, la première période de rapport peut comprendre plus de 12 mois en ce qu'elle commence à la première journée de la période de réalisation et se termine le dernier jour du douzième mois après la date d'entrée en vigueur du contrat. Les périodes de rapport subséquentes (périodes 2, 3, etc.) suivront par augmentations annuelles consécutives, jusqu'à la fin de la période de réalisation;
- 1.1.25. « **activité de recherche et développement (R-D)** » : désigne une étude scientifique qui porte sur le développement de nouveaux biens et services, sur de nouveaux intrants à la production, sur de nouvelles méthodes de production ou sur de nouvelles façons d'exploiter ou de diriger des organisations. Les activités propres à la recherche et au développement comprennent ce qui suit : tests/mesures/analyses normalisés; rapport découlant des tests/mesures/analyses effectués; projets de développement d'une méthode d'analyse thermomécanique particulière; conception/génie concernant des produits/processus; projet de développement d'une technologie/d'un processus/d'un produit sur mesure; études de faisabilité et évaluations connexes; projets de recherche appliquée pour de nouveaux concepts de produits, de nouvelles plateformes technologiques et de nouveaux tests et de nouvelles mesures et analyses; recherche scientifique fondamentale permettant de mieux comprendre un nouveau phénomène; recherche visant à faire avancer les connaissances scientifiques avec ou sans application pratique en vue; soutien au génie, à la conception, à la recherche sur les opérations, à l'analyse mathématique, à la programmation, à la collecte de données, aux tests ou à la recherche;

- 1.1.26. « **produits semi-transformés** » désignent les produits qui sont transformés à partir de matières premières à l'état naturel, au moyen d'une méthode spécialisée, afin de les rendre prêts à l'emploi ou à l'assemblage pour former un produit final;
- 1.1.27. « **insuffisance** » désigne la différence négative entre les crédits accordés à l'entrepreneur pour une Transaction exécutée pendant la période de réalisation et la valeur d'origine au titre de cette Transaction;
- 1.1.28. « **petite ou moyenne entreprise** » ou « **PME** » désigne une entreprise canadienne ayant moins de 250 employés à plein temps au moment où elle conclut une Transaction. Les agents et distributeurs de produits et services étrangers, ainsi que les filiales de l'entrepreneur ou d'un donateur admissibles à un contrat comprenant des obligations de RIR/RIT, ne sont pas considérés comme des PME;
- 1.1.29. « **fournisseur de premier niveau** » désigne une entreprise qui prend en charge une part précise des travaux de l'entrepreneur principal visés par le présent contrat, pour produire ou fournir des sous-ensembles majeurs ou des composants principaux installés ou utilisés dans la plateforme ou le système acquis dans le cadre du présent contrat;
- 1.1.30. « **Transaction** » désigne une activité commerciale impliquant l'entrepreneur ou un donateur admissible, mise en œuvre au moyen d'un contrat, y compris une commande, un contrat de vente, un contrat de licence, une lettre d'accord ou un autre document écrit analogue, et qui a une valeur pécuniaire précise. Une Transaction respecte tous les critères d'admissibilité, correspondre aux exigences des modalités en ce qui a trait aux types d'évaluation et de Transactions et a été officiellement acceptée, par écrit, par l'autorité des RIT;
- 1.1.31. « **proposition de valeur** » désigne la partie des engagements et Transactions qui, en même temps que toute autre information, a été intégrée à la proposition au moment de la soumission; et,
- 1.1.32. « **Mandat de produit mondial** » désigne un achat de produits ou de services d'une entreprise canadienne quand elle implique une relation d'approvisionnement à long terme entre l'entrepreneur ou un donateur admissible et une entreprise canadienne aux termes de laquelle l'entreprise canadienne est légalement autorisée à mener, pour en assumer l'entière responsabilité, des activités particulières, dont la conception, le développement, la fabrication et le marketing, qui sont liés à la fourniture de produits, de composants, de modules ou de services destinés aux marchés national et international.

2. OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT

- 2.1. Le gouvernement canadien est responsable de mettre en place des programmes et des politiques grâce auxquels l'investissement considérable dans les produits et

services associés à la défense apportera à l'industrie canadienne des bienfaits économiques à long terme et de grande valeur; il doit également fixer différents objectifs en matière de RIT, notamment :

- 2.1.1. le développement économique du secteur canadien de la défense et son soutien prolongé, grâce à l'optimisation des occasions d'affaires au Canada qui impliquent de travailler directement à l'approvisionnement et, plus largement, de travailler dans le secteur de la défense.
- 2.1.2. l'augmentation de la productivité et de la compétitivité chez les fournisseurs établis au Canada, grâce à la création d'authentiques occasions de croissance et d'intégration dans la chaîne d'approvisionnement des grands fournisseurs de systèmes à l'échelle mondiale;
- 2.1.3. le renforcement de l'innovation et de la R-D en territoire canadien, de manière à permettre à nos entreprises de mieux se positionner dans la chaîne de valeur, de saisir des occasions d'affaires et de profiter de possibilités ultérieures de commercialisation;
- 2.1.4. la réussite d'entreprises canadiennes dans les marchés d'exportation conventionnels et non conventionnels ouverts grâce aux projets, en vue d'une création d'emplois et d'une croissance à long terme;
- 2.1.5. la promotion de la participation des entreprises canadiennes dans les régions désignées du Canada, en vue d'une amélioration à long terme de leur capacité, de leur compétitivité internationale et de leur potentiel de croissance;
- 2.1.6. la promotion de la participation des PME canadiennes comme fournisseurs pour les gros achats fédéraux et l'augmentation de leur compétitivité et de leur accès aux marchés d'exportation.

3. ÉNONCÉ DES OBLIGATIONS

- 3.1. L'entrepreneur doit, d'ici la fin de la période de réalisation :
 - 3.1.1. Atteindre au moins 100 pour cent (ou si elle est plus élevée, la valeur totale de toutes les transactions figurant dans la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation de l'entrepreneur) du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation, y compris toutes les options, en valeur du contenu canadien (VCC), sous forme de transactions, comme le précise l'annexe A.
 - 3.1.2. Assumer les obligations suivantes en matière de proposition de valeur :
 - 3.1.2.1. Atteindre au moins xx pour cent du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation, toutes les options incluses (insérer le pourcentage

mentionné dans la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, au moins 75 pour cent) sous forme de transactions directes.

3.1.2.2. Atteindre au moins xx pour cent du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation, y compris toutes les options (insérer le pourcentage mentionné dans la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours de l'entrepreneur) sous forme de transactions comportant des activités de recherche et de développement dans le segment de marché Détection CBRN.

3.1.2.3. Atteindre au moins xx pour cent du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation, toutes les options incluses (insérer le pourcentage mentionné dans la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation de l'entrepreneur ainsi qu'au moins 15 pour) sous forme de transactions comportant des activités se rapportant au développement des fournisseurs.

3.1.2.4. Faire la preuve dans le cadre du processus de rapport annuel que les conditions relatives à la capacité d'exportation sont maintenues tout au long de la période de réalisation, comme le décrit la stratégie d'exportation internationale de l'entrepreneur qui se trouve en annexe A.

3.1.3. réaliser des Transactions dans les régions du Canada mentionnées à l'annexe A, dans des proportions d'au moins :

[Remarque : Les pourcentages mentionnés ci-dessous varient en fonction de la VCC des Transactions mentionnée dans la proposition, après division par le prix du contrat, lors de l'adjudication de celui-ci. Les pourcentages ne changeront pas pour la durée du contrat, mais l'équivalent en dollars pourrait varier si des modifications sont apportées au prix contractuel.]

3.1.3.1. Atlantique : xx p. 100

3.1.3.2. Québec : xx p. 100

3.1.3.3. Nord de l'Ontario : xx p. 100

3.1.3.4. Sud de l'Ontario : xx p. 100

3.1.3.5. Ouest : xx p. 100

3.1.3.6. Nord : xx p. 100

3.1.4. À chacune des années optionnelles de prolongation du contrat de soutien en cours d'exploitation, y compris les années initiales prévues au contrat de soutien en cours d'exploitation, l'entrepreneur doit soumettre à l'autorité des RIT de nouvelles transactions proposées selon l'échéancier suivant :

3.1.4.1. Dans l'année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment

de transactions pour que leur total cumulatif atteigne au moins 60 pour cent du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation, en VCC, y compris toutes les options.

3.1.4.2. Dans les trois (3) années suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment de transactions pour que leur total cumulatif atteigne au moins 100 pour cent du prix au contrat de soutien en cours d'exploitation, en VCC, y compris toutes les options.

3.1.5. Selon l'échéancier suivant, pour la période de base du contrat de soutien en cours d'exploitation et pour toutes les options incluses, l'entrepreneur soumettra un rapport annuel, qui comprend un sommaire des progrès réalisés par rapport aux obligations reliées à la proposition de valeur démontrée dans le paragraphe 3.1.2.

3.1.5.1. Lors de la troisième année, ou options, suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, qui fait en sorte que la période de réalisation par rapport au total cumulatif, atteigne au moins 70 % pour tous paiements reliés au travail pendant l'année de base [could be : première année] ainsi que tous options.

3.1.6. Exécuter chacune des transactions conformément à la liste des transactions jointes à l'annexe A et obtenir des crédits équivalant à 100 % au moins du prix au contrat dans l'année après la dernière période d'option de prolongation du contrat.

3.2. L'entrepreneur doit soumettre à l'autorité des RIT, dont une copie à l'autorité contractante, des rapports annuels fondés sur les résultats obtenus au cours des périodes de rapport pertinentes. Ces rapports doivent être présentés soixante (60) jours civils après la fin de la période annuelle des rapports. L'entrepreneur doit fournir les renseignements indiqués à la clause 4 (rapports annuels) en utilisant le format et le modèle électronique fournis par l'autorité compétente en matière des RIT pour présenter les renseignements.

3.2.1. Pour prouver qu'il a respecté les obligations et les dispositions de la *Loi sur le lobbying*, l'entrepreneur doit fournir, en annexe au rapport annuel, un certificat de conformité semblable à celui qui figure à l'annexe C; ce certificat doit être signé par le contrôleur général de l'entreprise et porter sur les Transactions survenues au cours de la période de rapport. Le certificat de conformité s'applique aussi aux réalisations et activités des autres donateurs admissibles.

4. RAPPORTS ANNUELS

4.1. Chaque rapport annuel doit comprendre cinq parties, comme il est indiqué ci-dessous, et être présenté dans le modèle joint à l'annexe C.

4.1.1. La partie A doit comprendre :

- 4.1.1.1. un aperçu et l'état des travaux du projet :
 - vue d'ensemble des travaux réalisés au cours de la période des rapports, de leurs points saillants et des modifications apportées à l'échéancier
- 4.1.1.2. les acomptes versés :
 - liste des demandes d'acomptes présentées à l'autorité contractante pour les travaux terminés depuis l'entrée en vigueur du contrat (ventilée par période de rapport et incluant le montant, la date de soumission et l'état des paiements)
- 4.1.1.3. les plans :
 - description de toute modification apportée aux plans, y compris à l'échelle des dirigeants de l'entreprise qui sont chargés de la gestion de l'obligation
- 4.1.1.4. Aperçu de la proposition de valeur :
 - Description détaillée de la progression de chacune des obligations de l'entrepreneur en matière de proposition de valeur telles qu'elles sont définies à la section 3.1.2 et un sommaire cumulatif de l'état des travaux pour chaque obligation.
- 4.1.1.5. Stratégie d'exportation internationale
 - Elle doit comprendre des renseignements concernant les marchés cibles et les critères relatifs à la capacité d'exportation de l'entrepreneur présentés dans sa proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation.
 - Pendant toute la durée du contrat SDID l'entrepreneur doit fournir un rapport annuel. Le rapport annuel doit articuler tous les résultats des marchés cibles ainsi qu'exprimer les critères pour sa capacité d'exporter.
 - Dans sa présentation des marchés cibles, l'entrepreneur doit fournir la documentation faisant la preuve que les cinq conditions suivantes sont remplies.
 - Autorité décisionnelle d'exporter depuis le Canada;
 - Mandat de produits internationaux l'autorisant à exporter le produit ou service hors du Canada;
 - Équipe de gestion des ventes de produits canadiens à l'étranger;
 - Ressources humaines et financières prévues et utilisées pour profiter des occasions d'exportation de produits canadiens.
 - Si la capacité d'exportation faisait partie de la proposition relative aux RIT du contrat de soutien en cours d'exploitation, l'entrepreneur doit chaque année également fournir une description et des preuves que lui ou ses parties admissibles continuent de posséder la capacité d'exportation à partir du Canada. La capacité d'exportation peut être

prouvée en fournissant une description détaillée et la preuve que l'entrepreneur ou ses parties admissibles ont :

- le pouvoir décisionnel d'exporter à partir du Canada, plus précisément ce qui suit :
 - des signataires autorisés à vendre des produits à l'étranger;
 - des précisions illustrant l'étendue du pouvoir décisionnel concernant la recherche de contrats d'exportation;
- le mandat de produits internationaux, plus précisément :
 - le contrat, la certification ou d'autres documents démontrant qu'ils disposent d'un mandat de produits internationaux pour un produit ou un service et du pouvoir exclusif de l'exporter hors du Canada;
- une équipe adéquate de gestion des ventes de produits canadiens à l'étranger;
- suffisamment de ressources financières et humaines pour vendre des produits canadiens à l'étranger.

4.1.2. La partie B doit comprendre, pour chaque Transaction déclarée :

- 4.1.2.1. une mise à jour sur toute modification apportée aux détails de la Transaction, comme le pourcentage de VCC ou les coordonnées de l'entreprise destinataire;
- 4.1.2.2. une description des réalisations et activités importantes, particulièrement pour les Transactions auxquelles des multiplicateurs ont été appliqués;
- 4.1.2.3. une description de tout retard ou problème ou de toute lacune dans l'atteinte des résultats, ainsi qu'un plan d'action pour résoudre les problèmes.

4.1.3. La partie C doit comprendre, pour chaque Transaction déclarée :

- 4.1.3.1. la VCC de la réalisation demandée pour la période de rapport en cours.

4.1.4. La partie D doit comprendre, pour chaque Transaction déclarée :

- 4.1.4.1. la VCC de la réalisation demandée à ce jour dans toutes les périodes de rapport depuis le début de la période de réalisation.

4.1.5. La partie E doit comprendre :

- 4.1.5.1. les activités de développement des petites et moyennes entreprises et des régions :
 - aperçu des activités entamées pendant la période de rapport et de leurs points saillants;

- 4.1.5.2. les Transactions annulées, ajoutées ou modifiées :
 - liste des Transactions qui ont été annulées, ajoutées ou sensiblement modifiées durant la période de rapport avec l'approbation de l'autorité des RIT et état de la modification du contrat les concernant;
- 4.1.5.3. un certificat de conformité concernant les réalisations de l'entrepreneur et sa conformité avec la *Loi sur le lobbying*; il doit être signé par le contrôleur principal de l'entreprise et porter sur les Transactions ayant donné lieu à des activités au cours de la période de rapport. Le certificat doit se rapporter également à tous les donateurs admissibles.

5. MODIFICATIONS AU PRIX DU CONTRAT

- 5.1. En cas de diminution ou d'augmentation du prix du contrat, les obligations de l'entrepreneur, aux termes de l'article 3.1, sont soit diminuées, soit augmentées en conséquence.
- 5.2. Si le prix du contrat augmente après la troisième année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur soumettra à l'autorité des RIT des Transactions équivalent à 100 p. 100 de l'augmentation, mesurée en VCC, dans l'année suivant la date de l'augmentation.

6. DEPASSEMENT D'ENGAGEMENTS

- 6.1. Pour toute Transaction donnée, l'entrepreneur peut obtenir des crédits supérieurs à la valeur d'origine de la Transaction. Le montant de l'excédent peut compenser une insuffisance dans une autre Transaction prévue dans le contrat ou peut être utilisé pour atteindre les paliers mentionnés à l'article 3, pour autant que les engagements pertinents régionaux et ceux envers les petites et moyennes entreprises aient été réalisés. Dans ces cas, il faut toutefois obtenir l'approbation préalable écrite de l'autorité des RIT.

7. TYPES DE TRANSACTIONS

- 7.1. Les Transactions sont de deux types : directes et indirectes.
- 7.2. Une Transaction peut comporter l'achat de produits ou de services d'un fournisseur canadien. Dans ce cas, on calcule les crédits en établissant la VCC des achats, conformément à l'article 9.
 - 7.2.1. Transactions liées aux petites et moyennes entreprises : Il s'agit de Transactions dont une PME est le bénéficiaire; le produit ou le service de la PME comporte une VCC d'au moins soixante-dix (70) pour cent et les crédits correspondants sont octroyés de la manière suivante :

- 7.2.1.1. La partie de la VCC de la Transaction égale ou inférieure à 1 000 000 \$ sera réputée avoir 100 p. 100 de VCC à des fins de rapport et de vérification;
- 7.2.1.2. Pour toute partie de la VCC de la Transaction qui dépasse 1 000 000 \$, on utilise la VCC réelle établie selon la formule de l'article 8.
- 7.2.2. Mandat de produit mondial : Une Transaction qui comportant un mandat de produit mondial et qu'à ce produit est affectée une VCC de soixante-dix (70) pour cent ou plus, la VCC sera réputée être de 100 p. 100 aux fins des rapports et des vérifications.
- 7.3. Une Transaction peut également comprendre un investissement admissible en sol canadien.
- 7.3.1. La pleine VCC de toute Transaction comportant un investissement admissible, qu'il s'agisse de l'investissement original ou de crédits découlant de multiplicateurs ou de ventes futures, fait partie des obligations. Si l'entrepreneur ne réussit pas à conclure ce type d'une transaction, la VCC totale de l'engagement à la valeur multipliée, sera atteinte au moyen d'autres Transactions, comme il est indiqué à l'article 15, Modifications de Transactions.
- 7.3.2. Les exigences particulières et les démarches d'évaluation des crédits, selon les différents types de Transactions d'investissement admissible, sont énoncées ci-dessous.
- 7.3.3. **Transactions avec des établissements d'enseignement postsecondaire et des instituts de recherche publics**
- 7.3.3.1. Un multiplicateur de 5 s'applique aux crédits découlant de Transactions avec des investissements dans des établissements d'enseignement postsecondaire et des instituts de recherche publics, à la condition qu'elles comprennent : une contribution en espèces à des institutions d'enseignement postsecondaire en vue de la recherche ou de la création d'une chaire; un investissement dans le développement de compétences en technologie de pointe dans un établissement d'enseignement postsecondaire public; ou, dans la recherche collaborative avec des instituts de recherche publics.
- 7.3.4. **Transactions avec des consortiums**
- 7.3.4.1. Une Transaction peut comprendre un investissement admissible dans un consortium, à la condition :
- que l'entrepreneur ou un donateur admissible puisse y participer;
 - qu'au moins une entreprise canadienne puisse y participer; et,
 - qu'au moins une institution d'enseignement postsecondaire ou un institut

de recherche public puisse y participer.

7.3.4.2. Les crédits sont établis de la manière suivante :

- Dans un premier temps, on calcule la valeur initiale, soit la somme des éléments suivants :
 - La valeur des contributions en espèces versées par l'entrepreneur ou un donateur admissible au consortium et la valeur des contributions en espèces des autres participants admissibles, jusqu'à concurrence du montant de la contribution de l'entrepreneur ou un donateur admissible, manifestement obtenues grâce à la participation de l'entrepreneur ou un donateur admissible au consortium. L'entrepreneur ou un donateur admissible doit démontrer comment sa participation est à l'origine de celle des autres participants.
- Une fois la valeur initiale établie, elle sera multipliée de 5 (5).
- La valeur de toute contribution en nature est ensuite ajoutée en fonction de l'évaluation pour contribution en nature. Les contributions en nature ne sont pas admissibles à un multiplicateur.
- Les éléments suivants ne sont pas admissibles à un crédit :
 - Les contributions versées au consortium par des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics;
 - Les contributions directes versées au consortium par tous les ordres de gouvernement.

7.3.4.3. Autres critères

- Les investissements combinés totaux d'entreprises autres que canadiennes ne peuvent dépasser cinquante (50) pour cent de l'investissement total versé dans le consortium.
- Si un donateur admissible participe au même consortium que l'entrepreneur, des feuilles de transaction distinctes décrivant la participation de l'entrepreneur et celle du donateur dans le consortium doivent être présentées. L'entrepreneur et le donateur admissible ne peuvent demander que les crédits associés aux contributions qu'ils ont mises à profit dans le consortium.

7.3.5. Transactions du cadre d'investissement (CI)

7.3.5.1. Une Transaction peut comprendre une contribution à long terme associée à

l'innovation dans une PME canadienne. Les Transactions du cadre d'investissement doivent se conformer aux critères suivants :

- L'investissement doit être lié à des activités de recherche et développement (R-D) et/ou à des activités de commercialisation au Canada;
- L'investissement doit être réalisé dans une PME canadienne, par l'entrepreneur ou un donateur admissible. Aux fins d'une Transaction du cadre d'investissement, le donateur admissible et l'entreprise bénéficiaire destinataire ne peuvent pas être la même entreprise;
- L'investissement doit répondre aux critères d'admissibilité des Transactions énoncés à l'article 8;
- Il doit s'agir d'un investissement admissible;
- L'activité du CI doit être d'une durée d'au moins cinq (5) années consécutives, à partir de la date à laquelle l'investissement est effectué;
- Un plan d'activités doit être soumis à l'autorité des RIT, dans une forme à celle qui figure à l'annexe D.

7.3.5.2. Calcul des crédits :

- Les investissements en espèce admissibles seront évalués tels quels. Les investissements en nature admissibles doivent être soumis à une évaluation pour contribution en nature.
- Les multiplicateurs de crédit suivants s'appliqueront à la valeur de l'investissement admissible :
 - Contribution en espèce pour des activités de R-D ou licence d'utilisation d'un article de propriété intellectuelle (PI) – multiple de 9
 - Contribution financière pour l'achat, ou le transfert, d'équipement – multiple de 7
 - Contribution non financière sous forme de transfert de connaissances ou de soutien aux ventes ou au marketing – multiple de 4
- Le montant total des crédits associés aux Transactions du CI ne peut dépasser vingt-cinq (25) pour cent de la valeur totale de l'obligation, comme le précise l'article 3.1.1.

7.3.5.3. Échéancier d'octroi des crédits :

- 50 p. 100 immédiatement, une fois l'investissement admissible effectué conformément au plan d'activités, puis signalé à l'autorité des RIT et vérifié par cette dernière; 50 p. 100 répartis sur les années restantes de la Transaction, après la remise des rapports annuels exigés.
- Pour que les crédits soient octroyés annuellement, l'investissement doit profiter à la PME pendant au moins cinq (5) années consécutives et doit être utilisé aux fins décrites dans le plan d'activités.

7.3.6. Transactions liées aux investissements généraux

7.3.6.1. Une Transaction peut également prendre la forme d'un investissement admissible général dans une entreprise canadienne.

7.3.6.2. Les crédits sont établis de la manière suivante :

- Les crédits sont basés sur la VCC des ventes futures réalisées par l'entreprise bénéficiaire de l'investissement admissible.
 - Les ventes futures admissibles sont limités à ceux qui ne sont pas associés au présent contrat et ceux dont on ne tient pas compte dans le calcul des crédits pour retombées industrielles et régionales (RIR) ou des crédits de retombées industrielles et technologiques (RIT) pour tout autre contrat ou entente.
 - Le crédit pour les ventes futures sera établi au prorata en multipliant le montant des ventes applicables par le ratio d'investissement admissible de l'entrepreneur dans l'entreprise bénéficiaire par rapport : i) à la capitalisation de celle-ci au moment de l'investissement (dans le cas de l'achat d'actions sans contrôle) ou ii) au total combiné des contributions versées par toutes les parties intéressées (dans tous les autres cas).
- Pour un investissement admissible en espèces, l'entrepreneur se verra également octroyer un crédit pour le montant de l'investissement en soi, lorsque les résultats des ventes futures du bénéficiaire dépasseront le montant de l'investissement initial admissible.
- Pour un investissement en nature admissible, l'entrepreneur se verra également octroyer un crédit pour le coût raisonnable du transfert, comme déterminé par l'autorité des RIT, lorsque les résultats des ventes futures du bénéficiaire dépasseront le montant de ce coût. Les frais de transfert raisonnables comprennent le coût de la formation et des infrastructures nécessaires pour exploiter la technologie. Aucun crédit n'est octroyé au titre de la valeur de l'investissement admissible en nature.

- 7.3.6.3. L'investissement admissible doit demeurer dans l'entreprise bénéficiaire canadienne pendant au moins trois (3) ans à compter de la date de placement des fonds dans l'entreprise. En cas de non-respect de cette disposition, tous les crédits approuvés pour la Transaction sont immédiatement récupérés.
- 7.3.6.4. Le capital servant à l'acquisition d'une entreprise canadienne qui est considérée comme une « entreprise en exploitation » ne constitue pas un investissement admissible aux fins de crédit de RIT. Si l'investissement vise une entreprise canadienne qui est insolvable ou qui fait ou a déjà fait usage des lois canadiennes sur la faillite ou de toute autre loi touchant les droits des créanciers, il peut être pris en compte aux fins des RIT.
- 7.3.6.5. Les transactions liées aux investissements admissibles généraux sont évaluées en fonction des critères suivants :
- Elles contribuent à la création d'une capacité qui n'existe pas encore au Canada;
 - Elles favorisent la création de coentreprises avec des entreprises canadiennes, ce qui contribuera à la viabilité à long terme de celles-ci et augmentera leurs ventes;
 - Elles n'entraînent pas de surcapacité ou de fermetures d'entreprises existantes ni la diminution du chiffre d'affaires prévu des entreprises canadiennes.
- 7.3.6.6. Les contributions en nature qui sont liées à la technologie et au transfert de compétences doivent viser des technologies et des compétences qui sont exclusives, actuelles, complètes et exploitables et comprendre les permis et l'assistance nécessaires pour que l'entreprise canadienne bénéficiaire soit en mesure de contribuer à la conception, au perfectionnement et à la fabrication de produits ou de processus et soit présente dans les marchés national et étrangers. À la demande de l'autorité des RIT, l'entrepreneur ou un donateur admissible doit fournir l'entente de licence conclue avec le bénéficiaire canadien.

7.3.7. Transactions avec des fonds de capital-risque (FCR)

- 7.3.7.1. Ce type de transaction intervient quand un entrepreneur ou un donateur admissible investit dans un fonds de capital-risque. Un FCR regroupe des investissements destinés à favoriser la croissance de petites entreprises canadiennes et sa gestion est confiée à un tiers indépendant.
- 7.3.7.2. Critères à respecter :
- Un FCR est un organisme de gestion des investissements et ce peut être notamment une banque, une société de fiducie ou une société de

placement. Les FCR doivent être inscrits pour exercer leurs activités et leur gestion doit être canadienne.

- Une forte proportion des activités d'investissement d'un FCR se fera auprès de petites entreprises qui s'occupent du développement, de la fabrication ou de la commercialisation de produits ou de services de technologie de pointe dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants :
 - Sciences de la vie (biotechnologie, matériel médical et médicaments)
 - Santé
 - Matériaux de pointe
 - Fabrication de pointe
 - Environnement
 - Technologies de l'information et des communications
 - Aérospatiale et défense
- Les petites entreprises bénéficiaires des investissements d'un FCR doivent être des sociétés fermées et compter au plus 50 employés (secteur des services) ou au plus 100 employés (secteur de la fabrication) au début de l'investissement. Lorsqu'une petite entreprise atteint le stade du premier appel public à l'épargne, l'autorité des RIT n'accordera aucun autre crédit pour d'autres investissements effectués dans cette entreprise par un FCR.
- Les investissements initiaux par le gestionnaire du FCR, y compris les co-investissements, dans les petites entreprises admissibles, ne peuvent pas dépasser un million de dollars.

7.3.7.3. Les crédits sont établis de la manière suivante :

- En ce qui concerne les investissements dans un FCR, le multiplicateur est de 5. Les crédits, pour la contribution initiale, sont accordés au moment du dépôt dans le fonds par l'entrepreneur ou un donateur admissible. Les crédits restants sont disponibles lorsque le gestionnaire du FCR affecte les fonds à une petite entreprise canadienne, comme indiqué ci-dessus.
- Ils doivent y demeurer pendant au moins trois (3) ans à compter de la date de placement. En cas de non-respect de cette disposition, tous les crédits approuvés pour la transaction sont immédiatement récupérés.
- Le crédit maximal après multiplication, pour ce type d'investissement, ne peut dépasser 5 p. 100 de la valeur de l'obligation.

8. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES TRANSACTIONS

8.1. L'autorité des RIT analyse chaque transaction proposée au regard des critères d'admissibilité suivants :

8.1.1. **Causalité** — Chaque Transaction doit être attribuable soit à l'entrepreneur, soit à un donateur admissible, et découler en partie d'une obligation en matière de RIT ou de retombées industrielles et régionales actuelle ou prévue à l'égard du Canada. Elle ne doit pas être une Transaction que l'on aurait probablement conclue en l'absence présente ou future d'une telle obligation. La causalité peut être démontrée pour un projet précis ou, de façon plus vaste, pour les obligations globales d'une entreprise.

8.1.1.1. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit démontrer la causalité en fournissant un énoncé détaillé à ce sujet dans le modèle de fiche de transaction de l'annexe B. On y décrit les étapes et les échéances liées à la décision en ce qui a trait à une activité commerciale et on indique clairement un lien entre les étapes et la décision relative à l'activité commerciale et à la politique canadienne sur les RIR ou les RIT.

8.1.1.2. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit aussi prouver la causalité, pour appuyer l'énoncé détaillé mentionné à l'article 8.1.1.1. L'annexe B contient un modèle de certification.

8.1.2. **Calendrier** – Les Transactions doivent être mises en œuvre pendant la période de réalisation.

8.1.2.1. Les Transactions qui sont déterminées après la date d'entrée en vigueur du contrat ne doivent viser que des travaux effectués après la date de présentation de la Transaction à l'autorité des RIT.

8.1.3. **Effet d'accroissement** – Les Transactions doivent porter sur de nouveaux travaux effectués au Canada.

8.1.3.1. Si une Transaction indirecte nécessite que l'entrepreneur ou le donateur admissible achète des produits ou services d'un fournisseur canadien actuel, la méthode incrémentielle de calcul des crédits s'applique, soit :

- Une moyenne triennale des achats précédents est calculée, en fonction des trois années précédant immédiatement la date de présentation de la Transaction à l'autorité des RIT;
- Les crédits sont accordés uniquement pour les achats excédant la moyenne triennale, dans chacune des périodes de déclaration.

8.1.3.2. La méthode incrémentielle de calcul décrite à l'article 8.1.3.1 **ne s'applique pas** lorsque le produit ou le service acheté dans le cadre de la Transaction :

- comprend une Transaction directe;
 - diffère considérablement de ce qui a été acheté auparavant;
 - vise une autre utilisation (vente sur le marché, application, etc.), par rapport à ce qui avait été acheté auparavant;
 - comprend un processus concurrentiel pour sélectionner de nouveau le fournisseur canadien.
- 8.1.3.3. L'entrepreneur ou le donateur admissible démontre l'effet accroissement en produisant une déclaration à ce sujet pour chaque transaction indirecte proposée, selon le modèle proposé à l'annexe B, qu'il accompagnera des preuves requises dans ce document.
- 8.1.4. **Donateur admissible** – Les Transactions doivent être réalisées par un donateur admissible laquelle est indiquée et nommée dans le contrat.
- 8.1.4.1. Un donateur admissible qui est une entreprise canadienne comptant moins de 500 employés doit clairement déclarer qu'il est en mesure d'assumer les obligations prévues au contrat. Sa capacité dépend de facteurs comme la taille, les produits offerts, les conditions du marché, la propriété, les processus de gestion et le niveau de contenu canadien, etc. Un modèle, pour cette déclaration, figure à l'annexe B. Pour tout projet de transaction présenté après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit démontrer clairement que l'entreprise canadienne ait la capacité d'assumer des obligations en vertu du présent contrat et il est possible que l'autorité des RIT cherche à obtenir des renseignements supplémentaires sur la capacité de l'entreprise.
- 8.1.4.2. L'entrepreneur, pas les donateurs admissibles, est entièrement responsable, auprès du Canada, de toutes les obligations rattachées au présent contrat, même si elles sont confiées en sous-traitance à des donateurs admissibles.
- 8.1.4.3. L'entrepreneur doit inclure dans la sous-traitance avec chaque donateur admissible les consentements, les autorités et les approbations qu'il exige pour respecter les engagements dans ces modalités relatives aux RIT.
- 8.1.4.4. On trouve à l'article 23 une liste des donateurs admissibles approuvés.
- 8.1.5. **Autres critères d'admissibilité** –
- 8.1.5.1. Bénéficiaire de la Transaction – Une Transaction ne comprend qu'un seul bénéficiaire, à moins qu'il ne s'agisse d'une Transaction combinée. Aucun organisme gouvernemental ne peut être bénéficiaire d'une Transaction, sauf les instituts de recherche publics.
- 8.1.5.2. Degré d'avancement – Les Transactions indirectes doivent comprendre un degré d'avancement technologique au moins aussi élevé que celui du projet

et donner lieu à des applications dans les secteurs canadiens de technologie de pointe.

8.1.5.3. VCC – La valeur du contenu canadien (VCC) des Transactions indirectes doit être d'au moins 30 p. 100 de la valeur totale de la Transaction.

8.1.5.4. Harmonisation avec la politique – Les Transactions doivent être conformes à tout critère ou caractéristique d'évaluation énoncés dans les présentes modalités relatives aux RIT.

8.2. L'autorité des RIT établira l'admissibilité d'une Transaction avant d'en faire une obligation en vertu du contrat. Les entrepreneurs devraient noter que les Transactions sont toutes assujetties à un rapport annuel et à une vérification avant que les crédits ne soient confirmés.

8.3. L'omission de produire les renseignements et les déclarations indiqués ci-dessus peut entraîner le rejet d'une transaction proposée. Par ailleurs, la production de ces renseignements et déclarations ne doit pas être vue comme limitant la liberté d'action de l'autorité des RIT en ce qui a trait à ses décisions sur l'admissibilité des transactions.

9. VALEUR DU CONTENU CANADIEN (VCC)

9.1. On entend, par VCC, la partie de la valeur d'un produit ou d'un service qui comporte des coûts engagés au Canada. Quand il s'agit d'évaluer des transactions et les crédits qui y sont associés, on ne prend en compte que la VCC des produits ou services d'une entreprise canadienne. La VCC d'une Transaction s'établit de deux manières : la méthode d'évaluation au prix de vente net et la méthode des coûts agrégés.

9.1.1. Méthode d'évaluation au prix de vente net : On utilise cette méthode lorsque le prix de vente du produit ou du service est justifié. On procède comme suit pour cette méthode de calcul :

9.1.1.1. On établit d'abord le prix de vente total du produit ou service;

9.1.1.2. On soustrait les droits de douane, les taxes d'accise, la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) et toutes les taxes de vente provinciales;

9.1.1.3. On soustrait tous les frais inadmissibles, comme l'indique l'article 9.2;

9.1.1.4. La différence représente la VCC.

9.1.2. Méthode des coûts agrégés : Cette méthode permet de calculer la VCC de tout produit ou service mentionné dans une Transaction et auquel il est impossible d'attribuer un prix de vente justifié (bien produit à l'interne, par exemple). On fait

alors la somme de tous les éléments suivants :

- 9.1.2.1. Le coût des pièces produites au Canada et le coût des matières qui sont intégrées à l'équipement à l'usine du fabricant au Canada, dans la mesure où elles sont d'origine canadienne;
- 9.1.2.2. Le coût des pièces ou des matières qui sont d'origine canadienne, mais qui ont été exportées du Canada puis importées au Canada comme pièces ou produits finis;
- 9.1.2.3. Les frais de transport, y compris les frais d'assurance, engagés pour le transport entre les installations d'un fournisseur canadien ou le bureau d'entrée frontrière et l'usine du fabricant au Canada, des pièces et des matières qui feront partie intégrante du produit, dans la mesure où ces frais ne sont pas inclus dans les frais indiqués à l'article précédent;
- 9.1.2.4. Toute partie des frais suivants, s'il est raisonnable de les imputer à la production ou à la mise en service d'un produit, d'un service ou d'une activité :
 - Les traitements et salaires de la main-d'œuvre directe et indirecte affectée ou non à la production, s'ils ont été versés à des citoyens ou à des résidents permanents du Canada, au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* de 2001, ch. 27;
 - Les matières qui sont d'origine canadienne, utilisées dans le cadre des travaux, mais qui ne sont pas intégrées dans les produits finaux;
 - Les services publics payés au Canada (éclairage, chauffage, électricité et eau);
 - Les cotisations pour l'indemnisation des accidentés du travail et à l'assurance emploi, les primes d'assurance collective, les cotisations aux régimes de retraite et les autres dépenses semblables engagées pour les traitements et salaires de la main-d'œuvre canadienne mentionnée ci-dessus;
 - L'impôt foncier sur les terrains et les immeubles situés au Canada;
 - Les primes d'assurance incendie et d'autres types d'assurance couvrant les stocks affectés à la production, à l'usine de production et à son équipement et versées à une entreprise autorisée par les lois fédérales ou d'une province à faire affaire au Canada ou dans cette province;
 - Les frais de location d'un bureau ou d'une usine versés à un propriétaire inscrit au Canada;

- Les frais engagés au Canada pour l'entretien et la réparation des immeubles, de la machinerie et de l'équipement utilisés aux fins de la production;
- Les outils, les matrices, les gabarits, les accessoires et les autres installations matérielles semblables, de nature non permanente, qui ont été conçus, développés ou fabriqués au Canada;
- Les services d'ingénierie et professionnels, les travaux d'expérimentation et de développement de produits ou de processus effectués et terminés au Canada, par des citoyens ou des résidents permanents du Canada;
- Les divers frais de production et frais de bureau pertinents, tels que les frais généraux d'administration, l'amortissement de l'outillage de production et de l'équipement d'usine permanent, les frais d'installation de cet outillage et de cet équipement et les amortissements fiscalement autorisés qui ne dépassent pas cinq (5) % du total de la mise de fonds affectés aux immeubles situés au Canada et appartenant au producteur des travaux;
- Les frais de déplacement de citoyens ou de résidents permanents du Canada, y compris le recours à des transporteurs canadiens, l'hébergement et les repas, relativement spécifiquement aux Transactions directes prévues dans le contrat;
- Les frais payés pour des services non mentionnés ailleurs et exécutés par des citoyens ou des résidents permanents du Canada;
- Les bénéfices nets avant impôt sur lesquels un impôt est versé ou payable au Canada.

9.2. Coûts ou activités commerciales qui ne sont pas admissibles aux crédits :

- 9.2.1. La valeur des matières, de la main-d'œuvre et des services importés au Canada;
- 9.2.2. Dans le cas des Transactions indirectes, la valeur des matières premières et des produits semi-transformés exportés du Canada;
- 9.2.3. Les frais de subsistance et de réinstallation ainsi que la rémunération versée à des personnes qui ne sont pas des citoyens du Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du projet;
- 9.2.4. Le montant des taxes d'accise, des droits d'importation, de la taxe de vente fédérale, de la taxe de vente provinciale, de la taxe de vente harmonisée et d'autres droits exigibles;

- 9.2.5. Les redevances et frais de licence versés par l'entrepreneur ou un donateur admissible à toute personne, entreprise ou entité non canadienne;
- 9.2.6. La valeur des biens et des services pour lesquels l'entrepreneur ou un donateur admissible a obtenu un crédit ou en a fait la demande dans le cadre de toute Transaction faite au Canada en vertu d'une autre obligation ou entente;
- 9.2.7. Les frais liés à la préparation de la proposition ou de la soumission;
- 9.2.8. Tous les frais de transport ou de déplacement non prévus à l'article 9.1.2.3 ou 9.1.2.4;
- 9.2.9. Le coût d'équipement fourni par un gouvernement (notamment par le gouvernement canadien dans le cadre du processus de production, p. ex., outils, matrices, gabarits, appareillage);
- 9.2.10. Les frais de licence payés par le bénéficiaire canadien et tout versement courant de redevances;
- 9.2.11. Les transactions déclarées par un entrepreneur et qui relèvent de son influence ou de celle d'un donateur admissible sur le ministère ou l'agent d'approvisionnement de tout pays;
- 9.2.12. Les frais d'intérêts associés aux lettres de crédit ou à d'autres instruments financiers à l'appui des Transactions;
- 9.2.13. Les honoraires payés aux lobbyistes (conformément à la *Loi sur le lobbying*);
- 9.2.14. Les honoraires payés à des experts-conseils ou agents tiers pour le travail lié à l'obtention de crédits en vertu du présent contrat. Cela comprend notamment la prestation de conseils sur la politique des RIR/RIT, la préparation des transactions et de rapports, la défense des intérêts de l'entrepreneur auprès de l'autorité des RIT et la recherche d'entreprises bénéficiaires éventuelles.

10. PLANS STRATÉGIQUES

- 10.1. Les entrepreneurs sont encouragés à répondre à leurs obligations de RIR ou de RIT de manière stratégique, compte tenu de la façon dont leurs plans globaux et de la vision stratégique globale peuvent se traduire en transactions.
- 10.2. À la discrétion de l'autorité des RIT, les entrepreneurs ayant à assumer des obligations en matière de RIR ou de RIT à l'endroit du Canada, peuvent être invités à soumettre un plan stratégique à l'autorité des RIT et de se réunir pour l'examiner, le discuter et/ou le mettre à jour.

10.3. Le Plan stratégique de l'entrepreneur comprendrait :

- 10.3.1. une description des plans globaux et de la vision stratégique globale de l'entrepreneur à moyen terme (3-5 ans) et à long terme (plus de 5 ans), pour le Canada;
- 10.3.2. la façon dont ces plans d'entreprise et cette vision peuvent se traduire en Transactions;
- 10.3.3. un aperçu des obligations actuelles et prévues de l'entrepreneur à l'égard du Canada;
- 10.3.4. les partenariats de RIT établis avec des donateurs admissibles et d'importants fournisseurs.

11. REGROUPEMENT

- 11.1. Le « regroupement » désigne l'acte de répartir les crédits obtenus au titre d'une Transaction et d'appliquer chaque tranche à au moins deux obligations des RIR ou RIT.
- 11.2. Les Transactions regroupées doivent répondre aux critères suivants :
 - 11.2.1. respecter tous les critères d'admissibilité des Transactions décrits à l'article 7;
 - 11.2.2. avoir une valeur d'au moins 50 millions de dollars, mesurée en VCC;
 - 11.2.3. donner lieu à une incidence stratégique à long terme sur le bénéficiaire canadien, notamment en matière de soutien à la R-D, de premier achat de technologies canadiennes innovatrices, de mandat de produit mondial, d'activités de chaîne de valeur mondiale, de consortium, d'aide à la PME ou de progrès technologique.
- 11.3. L'entrepreneur doit décrire et documenter la façon dont un projet de transactions regroupées répond aux critères énoncés à l'article 11.2.
- 11.4. Une partie des crédits attribuables à une Transaction regroupée peut être appliquée au présent contrat. L'entrepreneur fait état de toute Transaction regroupée dans son processus annuel d'établissement de rapports et dans le calendrier établi de manière consensuelle avec l'autorité des RIT au moment de l'approbation de cette Transaction.
- 11.5. Si quelque partie de transaction regroupée a été mise en banque et que les crédits ont déjà été confirmés, la valeur de ces derniers peut être transfert au contrat, à la condition que le critère d'admissibilité du donateur soit satisfait. En outre, toute valeur restante, en matière de la transaction exprimé en VCC, peut être transfert au contrat et doit soumise au processus annuel d'établissement de rapports et de vérification et les recours décrits

dans les présentes modalités relatives aux RIT s'y appliquent.

- 11.6. Le site Web des RIT (<http://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>) énonce les lignes directrices à suivre dans le cas de la « mise en commun » (du regroupement) de transactions.

12. MISE EN BANQUE

- 12.1. L'entrepreneur peut appliquer au présent contrat des transactions mises en banque dont la valeur totale ne dépasse pas 50 p. 100 de la VCC de l'obligation mentionnée à l'article 3.1.1.
- 12.2. S'il utilise ainsi, partiellement ou totalement, une telle transaction, il doit clairement indiquer la provenance de celle-ci et confirmer la similarité de la description et des détails, par rapport à la transaction approuvée mise en banque. La transaction mise en banque doit respecter les conditions d'admissibilité du donateur qui figurent à l'article 8.1.4.
- 12.3. L'entrepreneur peut soumettre au banque les excédents de VCC provenant de Transactions découlant du contrat. Aux fins de la mise en banque, un excédent bancaire est le montant du crédit atteint qui dépasse l'obligation à l'article 3.1.1, et où l'entrepreneur :
- 12.3.1. assumer toutes les obligations mentionnées aux articles 3.1.1 à 3.1.3 au début du contrat avant la fin de la période de réalisation;
 - 12.3.2. choisir de poursuivre les activités sur les transactions sélectionnées et de poursuivre le processus de rapport annuel à la fin de la période de réalisation;
 - 12.3.3. demander, dans l'année après la notification finale de crédits, la mise en banque des excédents des transactions sélectionnées;
 - 12.3.4. L'entrepreneur peut demander la mise en banque d'excédents qui :
 - 12.3.4.1. ont été obtenus entre la date d'achèvement anticipé des obligations et la date de fin de la période de réalisation;
 - 12.3.4.2. témoignent de la réalisation de toutes les parties d'une Transaction regroupée (le cas échéant).
- 12.4. Relativement à toute transaction bancaire qui implique un excédent, le titulaire du compte est considéré être le donateur aux fins de l'évaluation du critère sur le donateur admissible.
- 12.5. Une transaction mise en banque, dans le cadre de laquelle un excédent partiel ou total est

apparu, ne peut être remise en banque ultérieurement, dans le cadre d'un excédent futur.

- 12.6. Les échanges de transactions mises en banque entre les entreprises sont interdits.
- 12.7. Le site Web des RIT (<http://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>) énonce les lignes directrices à suivre dans le cas de la mise en banque de transactions.

13. COMMUNICATIONS AU PUBLIC

- 13.1. On encourage l'entrepreneur, ses donateurs admissibles et, le cas échéant, les bénéficiaires à être aussi transparents que possible relativement aux obligations, engagements et Transactions, en les mettant à la disposition du public lorsque cela est possible.
- 13.2. L'entrepreneur et l'autorité des RIT coordonnent conjointement les communications publiques liées aux Transactions. Les deux parties collaborent aussi afin de repérer les réussites obtenues pour différentes Transactions.
- 13.3. L'entrepreneur consent à des annonces publiques liées au projet, qui sont faites par l'autorité des RIT ou pour son compte, et qui se rapportent aux obligations, engagements et Transactions. Ces annonces indiquent normalement le nom des entreprises, la description générale des travaux proposés et l'estimation de la VCC. En pareille situation, l'autorité des RIT déploie tous les efforts raisonnables pour s'assurer que l'entrepreneur a la possibilité de participer aux annonces et à la préparation de tout document connexe. L'entrepreneur obtiendra un consentement semblable de chacun des donateurs admissible et des bénéficiaires.
- 13.4. L'entrepreneur convient que l'autorité des RIT peut publier ou rendre ouvertement accessible son dossier relativement à l'accomplissement de ses obligations, mais d'une manière qui respecte la confidentialité des données commerciales.
- 13.5. Pour toutes les autres communications publiques liées aux Transactions, les ébauches d'annonces et leur calendrier de publication sont livrés par l'une des parties à l'autre dès que cela est raisonnablement possible, mais dans tous les cas, avant la date de publication proposée. Chaque partie mettra tout en œuvre pour informer l'autre et chercher à régler des objections sur le contenu ou le moment de l'annonce proposée.
- 13.6. Rien dans la présente article ne peut être interprété comme empêchant toute entreprise participant à une obligation ou Transaction d'accomplir ses obligations d'information en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

14. GESTION DE L'INFORMATION

- 14.1. Il est entendu et convenu que l'entrepreneur doit présenter à l'autorité des RIT des

renseignements sur son entreprise et ses Transactions dans l'accomplissement des présentes modalités relatives aux RIT et, le cas échéant, par l'intermédiaire d'un plan stratégique et que l'on pourrait y trouver une information que l'entrepreneur juge délicate et confidentielle. L'autorité des RIT fait tout en son pouvoir pour que ces renseignements soient protégés, stockés et utilisés conformément aux lignes directrices du gouvernement du Canada concernant la gestion et la sécurité de l'information.

- 14.2. L'entrepreneur convient que l'autorité des RIT peut considérer l'ensemble de l'information se rapportant à ses obligations, ses Transactions et ses crédits comme étant de l'information mise à la disposition du Parlement et du public.
- 14.3. En vertu des lois et processus pertinents du gouvernement fédéral, comme la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi constituant Bibliothèque et Archives du Canada*, l'autorité des RIT ne divulguera pas les renseignements commerciaux confidentiels de l'entrepreneur, sauf au sein du gouvernement canadien.
 - 14.3.1. Ces données peuvent être utilisées par l'autorité des RIT à des fins d'analyse de politique interne. Certaines informations pertinentes peuvent également être transmises, sous réserve des lois et des processus applicables, à d'autres organismes gouvernementaux avec lesquels l'autorité collabore dans l'administration de la politique des RIT.

15. MODIFICATION DES TRANSACTIONS

- 15.1. L'entrepreneur ne doit pas modifier les Transactions indiquées à l'annexe A, sauf dans les cas suivants :
 - 15.1.1. il a présenté une proposition de modification à l'autorité des RIT par l'entremise de l'autorité contractante;
 - 15.1.2. l'autorité des RIT a donné, par l'entremise de l'autorité contractante, son approbation écrite à l'entrepreneur et demandé à l'autorité contractante de modifier le contrat en conséquence.
- 15.2. L'entrepreneur peut proposer la modification ou le remplacement de l'une ou l'autre des Transactions indiquées à l'annexe A et l'autorité des RIT peut accepter ces propositions si, à son avis :
 - 15.2.1. les circonstances à l'origine de la modification sont exceptionnelles et susceptibles de causer des difficultés indues à l'entrepreneur si aucune modification n'est apportée;
 - 15.2.2. les obligations découlant des présentes modalités relatives aux RIT dans l'article 3 sont maintenues;

- 15.2.3. les modifications ou les remplacements proposés répondent aux critères d'admissibilité énoncés dans ces modalités relatives aux RIT;
- 15.2.4. la transaction proposée en remplacement n'est pas inférieure à la Transaction originale, du point de vue du savoir-faire technologique associé aux travaux à exécuter, de la VCC et de sa capacité à concrétiser la proposition originale présentée dans la soumission de l'entrepreneur. Plus précisément, toute Transaction répondant à un des critères d'évaluation de la proposition de valeur ne peut être remplacée que par une Transaction répondant au même critère;
- 15.2.5. la transaction de remplacement proposée ne réduit pas la cote de l'entrepreneur relativement à la proposition de valeur établie dans le processus initial de sélection.

15.3. Réductions mutuelles et échange

- 15.3.1. La réduction mutuelle consiste à diminuer l'obligation de l'entrepreneur en échange d'une réduction des obligations d'une entreprise canadienne à l'endroit d'une autorité de compensation étrangère et ce stratagème est interdit. Par ailleurs, les échanges d'obligations ou de crédits ne sont pas autorisés.

16. ACCÈS AUX DOSSIERS ET VÉRIFICATION

- 16.1. L'entrepreneur doit mettre en œuvre les pratiques et les procédures décrites dans le Plan de gestion des RIT.
- 16.2. L'entrepreneur doit conserver les dossiers appropriés et toute la documentation relative aux Transactions rattachées au présent contrat, y compris les factures et les preuves de paiement. L'entrepreneur ne doit pas, sans l'approbation écrite de l'autorité des RIT, disposer de ces dossiers ou de cette documentation dans les deux (2) ans qui suivent le paiement final versé dans le cadre du présent contrat ou avant le règlement de demandes ou de différends en suspens, ou encore avant la fin de la période de réalisation, selon la plus tardive de ces éventualités.
- 16.3. En tout temps durant la période de conservation indiquée ci-dessus, les dossiers et la documentation doivent être accessibles aux fins de vérification, d'inspection et d'examen par l'autorité des RIT, à des moments raisonnables et dans les soixante (60) jours suivant la réception d'un avis de l'autorité des RIT. L'entrepreneur veillera à inscrire un engagement similaire dans tout contrat de sous-traitance conclu avec un donateur admissible, en ce qui concerne les travaux exécutés par celui-ci et pour lesquels on demande des crédits de RIT.
- 16.4. Lorsque, par suite de la vérification effectuée conformément à cette article, l'autorité des RIT détermine que les dossiers sont insuffisants pour permettre la vérification des

réalisations de l'entrepreneur dans le cadre de tout engagement ou obligation, l'entrepreneur doit fournir les renseignements supplémentaires demandés par l'autorité des RIT.

- 16.5. Lorsqu'il est impossible de vérifier si une Transaction déclarée exécutée l'est vraiment, la partie de la Transaction qui ne peut être vérifiée est considérée comme non réalisée et l'autorité des RIT informera l'entrepreneur de l'insuffisance, par l'entremise de l'autorité contractante.
- 16.6. Si l'autorité des RIT détermine qu'il existe une insuffisance importante dans les réalisations de l'entrepreneur, au point qu'elle considère que l'entrepreneur ne respectera pas ses obligations, elle peut, par l'intermédiaire de l'autorité contractante, lui donner un avis à cette fin et lui demander de présenter une proposition sur la manière dont il entend corriger ces lacunes. L'entrepreneur présente sa proposition dans les soixante (60) jours civils suivant la réception de cet avis. Si l'autorité des RIT ne reçoit pas de proposition ou juge celle qu'elle reçoit inacceptable, elle peut demander à l'autorité contractante de résilier le contrat.

17. RÉOLUTION DE CONFLITS

- 17.1. L'autorité des RIT et l'entrepreneur reconnaissent qu'ils ont conclu une entente contractuelle à long terme, attestant que l'entrepreneur doit respecter les obligations et engagements qui y sont mentionnés, offrir des avantages économiques à long terme au Canada et exécuter dans les présentes modalités relatives aux RIT.
- 17.2. Des valeurs et approches communes orientent cette relation à long terme, comme la responsabilité mutuelle, la communication ouverte, le respect mutuel et la collaboration efficace. La relation fait intervenir des responsables au niveau du projet (gestionnaires des RIT et de contrats, par exemple) et au niveau de la gestion (ministère, hauts dirigeants, etc.). Les discussions doivent être fréquentes et continues, pendant la durée du contrat.
- 17.3. Si un désaccord survient entre l'autorité des RIT et l'entrepreneur relativement à une question de RIT, chaque partie communique ses préoccupations à l'autre partie aux fins de discussion et de résolution. On encourage les parties à faire connaître leurs préoccupations en premier lieu aux responsables du projet (niveau du projet). Si les discussions à ce niveau ne permettent pas de régler le problème, on encourage les parties à s'adresser aux responsables de la gestion (niveau de la gestion). Si ces discussions ne permettent pas d'obtenir une solution satisfaisante, chaque partie est libre d'utiliser le processus de règlement des différends plus vaste décrit à l'article 32 du contrat.

18. RECOURS

- 18.1. La relation à long terme établie entre l'entrepreneur et l'autorité des RIT s'appuie sur

divers processus conçus pour assurer une communication régulière et continue entre les parties. Parmi ces processus figurent l'échéancier et les réalisations des transactions décrits la clause 3.1.4 et 3.1.5 le processus d'établissement annuel de rapports (l'article 4). Prises collectivement avec d'autres, ces mesures de surveillance visent à promouvoir un engagement positif, le recours aux meilleures pratiques et l'accomplissement des obligations de l'entrepreneur selon ce qui est établi dans le contrat.

- 18.2. Sous réserve des dispositions du contrat énonçant des mesures à prendre en cas de défaillance de l'entrepreneur, les présentes modalités relatives aux RIT prévoient plusieurs autres recours. On peut appliquer ces mesures dans leur totalité ou en partie, mais leur effet combiné ne peut dépasser 10 p. 100 du prix global du contrat. Si l'entrepreneur omet de respecter les obligations que lui imposent les présentes modalités et conditions, les recours proposés dans la présente article s'ajoutent à celles qui figurent ailleurs dans le contrat, sans les remplacer.
- 18.3. Retenues ou arrêts de paiement
 - 18.3.1. Si l'entrepreneur omet de respecter les obligations de l'article 3.1.4 et 3.1.5, l'autorité des RIT lui envoie un avis écrit à cet effet, par l'entremise de l'autorité contractante, et le gouvernement canadien peut faire une retenue sur tout paiement exigible en vertu du contrat.
 - 18.3.2. En ce qui concerne cette retenue, une période de grâce de soixante (60) jours civils, commençant le jour où l'avis de défaut a été envoyé par l'autorité des RIT, est prévue avant que la retenue ne prenne effet.
 - 18.3.2.1. Pendant cette période, l'entrepreneur peut prendre des mesures correctives et notamment soumettre à l'autorité un plan de mesures correctives. Si ce plan est accepté, l'autorité des RIT ne fait aucune retenue.
 - 18.3.2.2. Si, une fois la période de grâce terminée, le plan n'a pas été soumis ou n'a pas été accepté conformément à l'article 18.3.2.1, une retenue de 10 p. 100 est imposée sur toute demande subséquente de paiement.
 - 18.3.2.3. Les retenues se poursuivent jusqu'à ce qu'elles atteignent l'équivalent de l'insuffisance ou jusqu'à ce que l'entrepreneur présente un plan approuvé par l'autorité des RIT, selon la première éventualité.
 - 18.3.3. Les retenues diminuent progressivement, à mesure que l'insuffisance est corrigée. Pendant cette période, l'autorité des RIT confirme les crédits obtenus et, le cas échéant, les Transactions déterminées au bout d'un délai raisonnable suivant la présentation des demandes ou la proposition de Transactions de la part de l'entrepreneur. Les retenues sont débouquées en proportion lors du paiement suivant effectué en vertu du contrat.
- 18.4. Dommages-intérêts liquidés

18.4.1. Si l'entrepreneur n'a accompli aucune des obligations énoncées aux articles 3.1.1 et 3.1.3 à la fin de la période de réalisation, le gouvernement canadien peut, après avoir pris en considération les dispositions de l'article 6, exiger, à sa seule discrétion, que l'entrepreneur lui verse des dommages-intérêts liquidés équivalant à 10 p. 100 de la valeur de l'insuffisance, moins les retenues déjà appliquées.

18.4.1.1. Dans le cas où des dommages-intérêts liquidés concernent plusieurs obligations mentionnées aux articles 3.1.1 et 3.1.3, l'entrepreneur est responsable uniquement à l'égard de l'insuffisance liée à l'obligation qui entraîne les dommages-intérêts liquidés les plus élevés.

18.4.2. Si l'entrepreneur n'a accompli aucune des obligations relatives à la proposition de valeur énoncées à l'article 3.1.2 à la fin de la période de réalisation, le gouvernement canadien peut, après avoir pris en considération les dispositions de l'article 6, exiger, à sa seule discrétion, que l'entrepreneur lui verse des dommages-intérêts liquidés équivalant à 20 p. 100 de la valeur de l'insuffisance, moins les retenues déjà appliquées.

18.4.2.1. Si l'insuffisance se rapporte à plusieurs des obligations mentionnées à l'article 3.1.2, l'entrepreneur est tenu responsable en vertu de l'article 18.4.2 pour toutes les insuffisances cumulées.

18.4.3. L'obligation de l'entrepreneur de payer des dommages-intérêts liquidés conformément aux articles 32 naît d'un avis à l'entrepreneur signé soit par le ministre, soit par le sous-ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada; l'avis indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses engagements durant la période de réalisation des RIT et que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts liquidés conformément à l'article correspondante.

18.5. Résiliation du contrat

18.5.1. Manquement de l'entrepreneur – Si le contrat est résilié pour manquement conformément à la clause 29 des conditions générales 2035, l'autorité des RIT en avertit l'entrepreneur; celui-ci repère d'abord les Transactions correspondant à 100 p. 100 des revenus provenant du contrat gagnés avant la date de résiliation.

18.5.1.1. L'entrepreneur choisit ensuite, à sa seule discrétion :

- de prendre les mesures nécessaires pour réaliser toutes les transactions sélectionnées dans un an; ou
- de verser au gouvernement canadien des dommages-intérêts, calculés comme décrit à l'article 18.4, moins les retenues et après avoir pris en considération les dispositions de l'article 6.

18.5.1.2. Aux fins de l'article 18.5.1.1, le montant des dommages-intérêts liquidés se calcule d'après les revenus obtenus par l'entrepreneur du gouvernement canadien jusqu'à la résiliation du contrat.

18.5.1.3. Les parties conviennent que le gouvernement canadien ne peut exercer son droit de résilier le contrat en vertu de la clause 29 des conditions générales 2035 si l'entrepreneur omet de se conformer à ses obligations en vertu des présentes modalités relatives aux RIT, à moins que ladite omission n'ait pas été corrigée dans les soixante (60) jours d'une demande à cette fin reçue de l'autorité des RIT et que l'une ou l'autre des obligations importantes en cause soit la suivante :

- Payer les dommages-intérêts liquidés exigibles en vertu de l'article 18.4;
- Satisfaire à ses obligations en matière de proposition de valeur énoncées à l'article 3.1.2.

18.5.1.4. Les parties conviennent que les obligations mentionnées à l'article 18.5.1.3 sont des obligations importantes et que celles de l'article 18.5.1.1 demeurent en vigueur malgré la résiliation du contrat.

18.5.2. Résiliation pour raisons de commodité – Lorsque le contrat est résilié pour des raisons de commodité conformément à la clause 30 de la condition générale 2035, l'entrepreneur n'a aucune autre obligation ni responsabilité sous ces modalités relatives aux RIT, y compris relativement à ses obligations en matière de proposition de valeur. Dans le cas d'une résiliation partielle du contrat, conformément à la clause 10, 29 et 30 de la condition générale 2035, l'entrepreneur est libéré des parties résiliées des obligations et n'est plus assujéti aux dispositions de l'article 3 concernant les parties résiliées.

18.6. Lettre de crédit

18.6.1. Si l'entrepreneur ne l'a pas terminé ses obligations au moment où il termine les travaux stipulés au contrat et qu'il a droit au dernier paiement échelonné de la part du gouvernement canadien, il peut être tenu de fournir au Canada une garantie pour l'accomplissement des obligations avant l'expiration de la période de réalisation, sous forme de lettre de crédit, couvrant la somme qui pourrait être exigible à titre de dommages-intérêts liquidés, conformément à l'article des dommages-intérêts, pour le cas où il n'obtiendrait pas d'autres crédits après la date de ce dernier paiement.

18.6.2. Cette lettre de crédit doit :

- être émise par une institution financière membre de l'Association canadienne des paiements;

- être jugée satisfaisante par l'autorité des RIT, en ce qui a trait à la forme et au fond;
- être établie aux seuls frais de l'entrepreneur;
- pouvoir être annulée selon ce qui est établi ci-dessous;
- être inconditionnelle et irrévocable;
- être assujettie aux *Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), définies dans la publication n° 600, juillet 2007.

18.6.3. La lettre de crédit doit demeurer en vigueur jusqu'à la première des éventualités suivantes :

- la réalisation des engagements;
- six mois après la présentation du rapport annuel final qui a suivi, moment où la lettre de crédit sera annulé en entier et retournée par le Canada à l'entrepreneur. À condition que si les obligations ne sont pas atteints, Canada prélèvera sur la lettre de crédit dans le montant des obligations en circulation, avant de le remettre à l'entrepreneur.

18.6.4. L'obligation de paiement de la part de l'institution financière en conformité avec la lettre de crédit naît d'un avis envoyé à la banque émettrice et signé soit par l'autorité contractante; cet avis indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses obligations durant la période de réalisation, que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts liquidés conformément à l'article correspondante et que l'entrepreneur n'a pas versé au Canada les dommages-intérêts liquidés conformément à cette même article. Aucun autre événement n'entraîne d'exigence de paiement relativement à la lettre de crédit.

- 18.7. Si, durant le déroulement du contrat, une modification des travaux apportée par le gouvernement canadien fait en sorte que l'entrepreneur n'est plus en mesure de s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne et que, par conséquent, il risque de ne pouvoir assumer ses obligations, l'entrepreneur doit immédiatement en aviser l'autorité des RIT par l'intermédiaire de l'autorité contractante. L'entrepreneur doit décrire en détail le problème et fournir toutes les données à l'appui, y compris un exposé complet des tentatives pour acheter de sources canadiennes et les réponses des fournisseurs canadiens, ainsi qu'une analyse des facteurs techniques, commerciaux ou autres qui expliquent son incapacité à s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne. En ces circonstances, les obligations de l'entrepreneur sont réduites en proportion de la différence de VCC entre les travaux modifiés et les travaux d'origine. Nonobstant ce qui précède, l'obligation énoncé à l'article 3.1.1 restera.
- 18.8. Conformément à cette article, l'autorité contractante aura le droit en tout temps de retenir, de rembourser, de déduire et de compenser les sommes dues par le gouvernement canadien à l'entrepreneur et les dommages exigibles dans le cadre du contrat.

- 18.9. Aucune disposition de la présente article ne limite les autres droits et recours de l'autorité contractante, en ce qui a trait à tout autre manquement de l'entrepreneur.
- 18.10. Les dommages que pourrait subir le gouvernement canadien en cas de manquement de l'entrepreneur à ses obligations en vertu du contrat seraient pratiquement impossibles ou extrêmement complexes à calculer ou à évaluer sur le plan commercial; les parties conviennent donc que les dispositions touchant aux dommages-intérêts constituent la meilleure évaluation juste et raisonnable de tels dommages réels et que les moyens prévus aux présentes pour exécuter et percevoir les dommages-intérêts sont également justes et raisonnables.

19. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PLANS

- 19.1. L'entrepreneur peut proposer des modifications aux plans. Tout projet en ce sens doit être approuvé par écrit par l'autorité des RIT. Les révisions sont intégrées au présent contrat par modification administrative, sous la signature de l'autorité contractante.

20. RESPONSABILITÉS DES PARTIES

- 20.1. L'attribution du présent contrat à l'entrepreneur découle d'un processus d'approvisionnement dans le cadre duquel l'entrepreneur s'est engagé à respecter les obligations exposées à l'article 3, Énoncé des obligations.
- 20.2. Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer d'être en mesure d'exécuter les Transactions et que celles-ci ne sont pas limitées par les lois, règlements, politiques ou normes applicables.

21. CONFORMITÉ À LA LOI SUR LE LOBBYING

- 21.1. L'entrepreneur déclare et garantit que lui-même et les donateurs admissibles respectent, et respecteraient les exigences de la *Loi sur le lobbying* du Canada, relativement aux présentes modalités relatives aux RIT.

22. HONORAIRES CONDITIONNELS OU FRAIS DE CONCLUSION DE TRANSACTION

- 22.1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'il, ou un donateur admissible, ne versera, ni n'acceptera de verser à une personne, une entreprise ou une entité un paiement conditionnel à l'approbation d'un crédit par l'autorité des RIT en vertu des présentes modalités relatives aux RIT ou parce que l'entité a réussi à organiser des rencontres avec des titulaires d'une charge publique.

- 22.2. L'autorité des RIT reconnaît que l'entrepreneur, pour faire les déclarations mentionnées aux articles 21.1 et 22.1 au nom des donateurs admissibles, s'est fié à des déclarations produites par chacun d'eux.

23. LISTE DES DONATEURS ADMISSIBLES APPROUVÉS

- 23.1. Les donateurs admissibles, dans le cadre du présent contrat, sont les entreprises suivantes, dont les coordonnées sont également indiquées :

[Liste jointe une fois le contrat octroyé]

ANNEXE A – ENGAGEMENTS EN FONCTION DE LA PROPOSITION DE VALEUR, PLANS ET TRANSACTIONS

Engagements en fonction de la proposition de valeur — doivent être tirés de la proposition de l'entrepreneur. Comprend une stratégie d'exportation.

Plans – doivent être tirés de la proposition de l'entrepreneur.

Transactions – une liste détaillée et un tableau doivent être joints, en fonction de la proposition de l'entrepreneur, et doivent ensuite être mis à jour tout au long de la période de réalisation.

Transaction # et version	Titre	Description	Donateur	Bénéficiaire	VCC\$
					<i>Sous-totales pour directe, indirecte, régionale, PME et PV.</i>

ANNEXE B –MODÈLE – FICHE DE TRANSACTION

(Une version électronique est disponible auprès de l'autorité des RIT.)

(Veuillez consulter les indications au soumissionnaire pour savoir comment remplir une fiche de transaction.)

APERCU

Titre et numéro :

Date de la soumission : Tranche : (1/2/3)

RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRENEUR

Projet d'approvisionnement canadien :

Nom de l'entreprise :

Gestionnaire RIT – nom, courriel, n° de tél. :

Adresse, ville, province, État, pays, code postal :

DONATEUR

Nom de l'entreprise :

Gestionnaire RIT – nom, courriel, n° de tél. :

Adresse, ville, province, État, pays, code postal :

Code SCIAN (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) (voir le site

Web du SCIAN, à l'adresse :

http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVDPPage1&TVD=118464)

Description des capacités de base :

Niveau :

Nombre d'employés :

BÉNÉFICIAIRE

Nom de l'entreprise :

Gestionnaire RIT – nom, courriel, n° de tél. :

Adresse, ville, province, pays, code postal :

Code SCIAN :

Description de l'entreprise et de ses capacités de base :

Description de la transaction (qualité et effets sur le bénéficiaire) :

Nombre d'employés :

PME?

Niveau :

ÉVALUATION ET ÉCHELONNEMENT DANS LE TEMPS

Valeur totale de la transaction (ou de l'investissement initial) :

Multiplicateur, le cas échéant :

Valeur du contenu canadien (VCC) du bénéficiaire (en pourcentage) :

Estimation des ventes futures, le cas échéant :

VCC totale de la transaction (en dollars) :

[Préparer un tableau sur le modèle Excel pour illustrer l'échelonnement dans le temps par

période et région.]

DÉTAILS SUR LA TRANSACTION

Type de transaction :

Directe (O/N) Indirecte (O/N)

Transaction regroupée (O/N) Transaction mise en banque (O/N)

Description de la transaction :

Activité de PV (O/N)

Liée à la défense (O/N/utilisation combinée)

Activité de R-D (O/N)

Activité de PME (O/N)

Activité d'exportation liée à la stratégie d'exportation (O/N)

Justification du classement PV :

(Veuillez indiquer clairement de quelle manière la transaction satisfait au critère de PV ci-dessus et joindre la documentation à l'appui.)

Type d'activité : (achat; cadre d'investissement; consortium; fonds de capital de risque; investissement dans un établissement postsecondaire; investissement général; transfert de technologie)

Type d'activité commerciale :

armes à feu et autres armes ; entretien, réparation et révision de navires ; entretien, réparation et révision de véhicules de combat ; espace ; fabrication d'aéronefs ; fabrication de navires ; missiles et fusées ; munitions ; services de formation du personnel et d'instruction au combat ; services d'entretien, de réparation et de révision d'aéronefs ; soutien des troupes ; systèmes de communication et de navigation aéroportés; systèmes de communication et de navigation terrestres ou portables par l'homme; systèmes de navires ; systèmes de simulation pour aéronef ; systèmes de simulation pour navires ; systèmes de simulation pour véhicules terrestres et autres applications ; systèmes électro-optiques, de radar et de sonar, systèmes d'alerte, de capteur de contre-mesure de tir, terrestres ou portables par l'homme ; systèmes électro-optiques, de radar, de sonar, de capteur de lutte contre les incendies et de contre-mesure de tir aéroportés ; systèmes et véhicules aériens sans pilote ; véhicules de combat ; autres (préciser)

Code de la Federal Supply Classification (catégorie fédérale des approvisionnements) :

(Le site Web des RIT contient une liste des codes les plus courants : www.ic.gc.ca/rit)

Précisions concernant le cadre d'investissement (le cas échéant)

Type d'investissement admissible : (achat d'actions au comptant ; licence d'utilisation d'un article de propriété intellectuelle ; licence d'utilisation d'une marque ou marque de commerce ; prêt d'un employé possédant un savoir-faire particulier en matière de technique ou de gestion ; prêt d'un employé pour le marketing ou le soutien aux ventes ; subvention en espèces ; transfert de logiciels ; transfert de systèmes ; transfert d'équipement)

Type d'activité de R-D ou de commercialisation :
(mentionner l'article figurant dans les définitions de l'article 2)

Plan d'activités
(joindre le plan conçu selon le modèle de l'annexe D)

Documentation jointe concernant l'évaluation

- Copie de la version préliminaire de la convention juridique ou du certificat signé (contribution financière)
- Rapport d'évaluation (contribution en nature)

MEMBRE DU CONSORTIUM (le cas échéant)

Nom de l'entreprise :
Gestionnaire RIT – nom, courriel, n° de tél. :
Adresse, ville, province, État, pays, code postal :

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Causalité :
(Pour les transactions indirectes, insérer ici la déclaration sur la causalité et joindre le certificat.)

Calendrier
(Pour toutes les transactions, décrire ici brièvement de quelle manière la transaction satisfait aux critères rattachés au calendrier.)

Effet d'accroissement :
(Pour les transactions indirectes, donner les renseignements à ce sujet et joindre la documentation à l'appui.)

Donateur admissible :
(Pour toutes les transactions, décrire ici brièvement de quelle manière le donateur satisfait aux critères d'admissibilité et joindre le certificat, le cas échéant.)

AUTRE

Aide ou contribution du gouvernement pour la transaction : (indiquer la date et donner des détails concernant toute aide apportée par un palier de gouvernement au Canada pour une activité particulière, un donateur ou un bénéficiaire)

Autre – Valeur du contenu canadien (VCC) – Aperçu

(Pour toutes les transactions, indiquer ici la méthode d'établissement de la VCC choisie.)

Autre – niveau de technologie

(Pour les transactions indirectes, décrire brièvement le niveau de technologie, en précisant s'il est égal ou supérieur à celui du projet.)

SIGNATURES

En apposant sa signature ci-dessous, le soussigné, à titre de représentant de (entreprise donatrice), atteste que, pour autant qu'il le sache, les renseignements figurant dans le présent document et ci-joints sont complets et exacts et que l'autorité des RIT peut les utiliser en toute confiance aux fins de surveillance de la conformité.

Signature

Date

Nom et titre

1.1.1. Instructions concernant les fiches de transaction :

1.1.1.1. Aperçu de transaction

- Titre (*fournir un titre court qui désigne l'activité*)
- Numéro (*à des fins de référence, attribuer un numéro unique selon un ordre simple et séquentiel*)
- Date de présentation de la transaction (*date de la proposition*)
- Tranche (*la proposition représente la tranche 1*)

1.1.1.2. Coordonnées de l'entrepreneur (*renseignements concernant l'entrepreneur proposé pour le projet*)

1.1.1.3. Renseignements relatifs au donateur admissible

1.1.1.4. Renseignements relatifs à l'entreprise bénéficiaire : *Remarques : i) la description de l'entreprise devrait mentionner les emplacements, l'histoire de l'entreprise et ses capacités centrales ; ii) voir l'article 8.1.5 des modalités pour les autres exigences concernant les bénéficiaires.*

1.1.1.5. Évaluation et échelonnement (*préciser les VCC globales, selon le cas, ainsi que le calendrier détaillé de l'engagement divisé en périodes de 12 mois, qui reflètent les périodes de rapport*)

- Aux fins du processus d'évaluation, on ne tiendra pas compte de la valeur multipliée d'une transaction proposée qui concerne un multiplicateur de crédit, la réalisation de ventes ultérieures, ou l'amélioration de la valeur comme le décrit l'article 7 des modalités. On ne tiendra compte que de la valeur nominale de l'investissement initial dans la transaction proposée. Les valeurs de crédits multipliés, la réalisation de ventes ultérieures ou l'amélioration de la valeur seront comptabilisées après la date d'entrée en vigueur du contrat.

1.1.1.6. Détails concernant la transaction

- Type de transaction (*directe ou indirecte, regroupée, mise en banque*)
- Description de la transaction (*présenter une description détaillée de l'activité proposée qui indique la nature des travaux; l'emplacement des travaux au Canada; les quantités et le calendrier estimés; tous les marchés d'utilisation finale, plateformes ou programmes, et d'autres renseignements pertinents*)

- Activité liée à la proposition de valeur (*oui ou non*)
 - Portant sur la défense (*oui, non ou double emploi*)
 - Activité de R.-D. (*oui ou non*)
 - PME d'approvisionnement (*oui ou non*)
 - Marchés cibles d'exportation (*oui ou non*)
- Description ou justification des classifications concernant la proposition de valeur mentionnées ci-dessus (*faire la preuve et rendre compte clairement de l'harmonisation avec les exigences de la proposition de valeur*)
- Type d'activité (*c.a.d. acquisition, investissement*)
- Type d'activité commerciale (*c.a.d. construction aéronautique, activité opto-électronique*)
- Code de la classification fédérale des approvisionnements (CFA) (*référence du site Web fournie sur le modèle*)
- Précisions concernant le cadre d'investissement (*le cas échéant*)
 - Type d'investissement admissible (*subvention en espèces, achat d'actions en espèces, propriété intellectuelle en nature, transfert d'équipement, soutien à la commercialisation*)
 - Type d'activité de R.-D. ou de commercialisation (*c.a.d. analyse d'essais, recherche appliquée, planification commerciale, études de faisabilité*)
 - Plan d'affaires compris (*modèle figurant à l'annexe D des modalités*)
 - Documents relatifs à l'évaluation compris (*entente ou rapport d'évaluation en nature, suivant le cas*)

1.1.1.7. Renseignements relatifs aux membres du consortium (*le cas échéant*)

1.1.1.8. Critères d'admissibilité des transactions (*fournir le plus de détails et de précisions possibles dans la description de la manière dont une transaction proposée respecte chacun des critères d'admissibilité exposés dans les modalités relatives aux RIT. Le modèle de la fiche de transaction fournit une orientation à cet égard. Toutes les précisions, documents et certificats devraient faire partie de la proposition*).

1.1.1.9. Autre

- Aide du gouvernement du Canada (*indiquer la date et donner des détails concernant toute aide apportée par un palier de gouvernement au Canada pour une activité particulière, un donateur admissible ou un bénéficiaire*)
- Valeur du contenu canadien (VCC) (*indiquer ici la méthode d'établissement de la VCC choisie.*)
- Niveau de technologie (*pour les transactions indirectes, décrire brièvement le niveau de technologie, en précisant s'il est égal ou supérieur à celui du projet.*)

1.1.1.10. Signature (*un signataire autorisé de l'entreprise du soumissionnaire ou du donateur admissible proposé*)

**CERTIFICAT DE CAUSALITÉ
RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)**

ATTENDU QUE la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) stipule que, à titre de preuve de causalité, l'entrepreneur doit fournir une déclaration détaillée sur la causalité et soumettre un certificat de causalité signé à l'appui, à l'intention de l'autorité des RIT;

IL EST RÉSOLU QUE _____, agissant à titre de dirigeant de (*entreprise donatrice*), déclare par la présente et certifie ce qui suit :

- i) Je connais la définition de causalité, telle qu'elle est décrite dans les modalités et conditions relatives aux RIT;
- ii) Les renseignements contenus dans les fiches de transaction annexées à la présente fournissent une déclaration détaillée sur la causalité, laquelle décrit les étapes et les échéances relatives à la décision concernant une activité d'approvisionnement ou d'investissement et démontre clairement le lien entre les étapes et la décision relative à une activité commerciale et la politique des RIT ou la politique des retombées industrielles et régionales (RIR) du Canada;
- iii) Les renseignements contenus dans les fiches de transaction annexées à la présente sont, au mieux de nos connaissances et compétences, complets, vrais et exacts;
- iv) Le défaut de fournir une déclaration détaillée sur la causalité et le présent certificat peut entraîner le rejet de la transaction en vertu des modalités et conditions relatives aux RIT. La production de renseignements sur la causalité ne doit pas être perçue comme imposant des limites à la discrétion de l'autorité des RIT dans le cadre de décisions liées à l'admissibilité de certaines transactions soumises à approbation.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT DE CAUSALITÉ A ÉTÉ SIGNÉ EN CE
_____ JOUR DE _____ PAR LE DIRIGEANT DÛMENT AUTORISÉ
À LE FAIRE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU DIRIGEANT

À : _____

Numéros du projet et des transactions : _____ Titre(s) : _____ Entreprise(s) bénéficiaire(s) : _____
--

LISTE DE VÉRIFICATION DE L'EFFET D'ACCROISSEMENT

Pour les transactions indirectes, veuillez remplir la présente liste et joindre la documentation à l'appui.

Un travail supplémentaire est l'achat d'un bien ou d'un service qui représente de nouveaux achats ou des achats supplémentaires auprès d'un fournisseur canadien. Ces nouveaux achats ou achats supplémentaires peuvent se présenter sous différentes formes. Ils peuvent impliquer :	Veuillez cocher la case voulue.
i) l'achat d'un nouveau produit ou service auprès d'un nouveau fournisseur canadien dans le cadre d'une transaction indirecte.	Déclaration écrite attestant que le bénéficiaire canadien est un nouveau fournisseur + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
ii) l'achat d'un nouveau produit ou service auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte.	Déclaration écrite attestant que le produit ou service acheté n'a pas déjà été acheté + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
iii) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte, mais qui implique une nouvelle application ou utilisation finale du produit (se reporter à l'exemple ci-dessous).	Déclaration écrite détaillant la nouvelle application ou utilisation finale du produit ou du service + nouveau numéro de pièce (le cas échéant) + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
iv) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte pour laquelle il y a eu un autre processus concurrentiel en vue de sélectionner un nouveau fournisseur.	Déclaration écrite décrivant en détail la demande de prix (ou l'équivalent) prouvant qu'un appel d'offres concurrentiel a eu lieu + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
v) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte à laquelle aucune des circonstances ci-dessus ne s'applique. Dans ces cas, le calcul de la moyenne des achats précédents sur trois ans est effectué; on se base sur les trois années précédant immédiatement la date de déclaration de la	Déclaration écrite décrivant en détail le calcul de la moyenne sur trois ans

transaction auprès de l'autorité des RIT. Il est possible d'accorder un crédit sur les montants des achats qui dépassent la moyenne sur trois ans, pour chacune des périodes de déclaration suivantes.	
vi) autre : _____	Déclaration écrite décrivant en détail l'activité + les autres éléments de preuve
<u>Exemple de nouvelle application ou utilisation finale :</u> <i>L'entrepreneur a précédemment acheté auprès d'un fournisseur canadien des trépieds militaires qui se fixent au canon A à des fins de vente au pays A. La nouvelle application ou utilisation finale pourrait être l'achat des mêmes trépieds militaires auprès du fournisseur canadien, mais au lieu de les installer sur le canon A à des fins de vente au pays A, ils sont installés sur le canon A à des fins de vente au pays B, ou encore ils sont installés sur le canon B à des fins de vente au pays <u>B</u>.</i>	<i>L'autorité des RIT détermine à sa discrétion si la transaction proposée représente un travail supplémentaire, en tenant compte des renseignements fournis.</i>

**CERTIFICAT DE DONATEUR ADMISSIBLE
RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)**

ATTENDU QUE la politique des RIT exige que les Transactions soient conclues par un donateur admissible, selon la définition donnée à ce terme dans les modalités et conditions;

ET ATTENDU QUE la politique des RIT exige que, lorsqu'un donateur admissible proposé est une entreprise canadienne de moins de 500 employés, il ait la capacité d'assumer des obligations en vertu du présent contrat;

IL EST RÉSOLU QUE JE, _____, en ma qualité de dirigeant de (*nom de l'entreprise canadienne*), déclare par la présente et certifie ce qui suit :

- i) Je connais la politique des RIT du Canada ainsi que ses buts et ses objectifs;
- ii) Je connais la définition du terme « donateur admissible », telle qu'elle figure à l'article 8 des modalités et conditions;
- iii) Je comprends et j'accepte les responsabilités associées au rôle de donateur admissible et de partenaire stratégique dans l'exécution de l'obligation relative au projet (*insérer le nom du projet*). Ces responsabilités peuvent comprendre la prise en charge d'une partie de l'obligation relative aux RIT, les recours, la planification et l'exécution de Transactions directes et indirectes, la tenue de dossiers et le soutien à l'entrepreneur principal dans le processus annuel de production de rapports et de vérification;
- iv) Mon entreprise dispose des capacités et des ressources nécessaires pour assumer le rôle de donateur admissible dans ce projet;
- v) Le défaut de fournir un certificat de donateur admissible peut entraîner le rejet de la transaction en vertu des modalités et conditions. La production du présent certificat ne doit pas être perçue comme imposant des limites à la discrétion de l'autorité des RIT dans le cadre de décisions liées à l'admissibilité de certaines transactions soumises à approbation.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT DE DONATEUR ADMISSIBLE A ÉTÉ
SIGNÉ CE _____ JOUR DE _____ PAR LE CADRE SUPÉRIEUR
DÛMENT AUTORISÉ À LE FAIRE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE

À : _____

ANNEXE C – MODÈLE – RAPPORT ANNUEL

(Une version électronique est disponible auprès de l'autorité des RIT.)

Protégé B (une fois rempli)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom du projet :
Entrepreneur :
Période de rapport :
Date du rapport :
Gestionnaire RIT :
Devise
Date d'adjudication du contrat
Nombre total de périodes de rapport
Numéro de la période de rapport et dates

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Obligation totale :
Obligation directe :
PME :
Atlantique :
Nord de l'Ontario :
Ontario :
Québec :
Ouest :
Nord :

PARTIE A – Aperçu

Aperçu et état des travaux du projet :

Veillez donner une vue d'ensemble très sommaire du projet pour l'année précédente, en soulignant les points saillants du rapport annuel et du calendrier. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Acomptes versés :

Veillez résumer brièvement, par écrit, les données sur les acomptes versés depuis l'adjudication du contrat. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes. Veillez également remplir l'onglet Acomptes, ci-dessous.

[Tableau de versement des acomptes en format Excel.]

Plan de gestion des RIT :

Veillez donner un aperçu de tout changement apporté au plan de gestion, notamment en ce qui concerne le remplacement de délégués de l'autorité des RIT chargés du projet. Veillez indiquer l'absence de toute proposition de changement. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Aperçu de la proposition de valeur :

Veillez donner un aperçu détaillé de chaque engagement pour la proposition de valeur et des activités correspondantes pour la période de rapport, ainsi qu'un sommaire cumulatif des progrès réalisés pour chacun. On recommande une réponse de 4 à 5 lignes pour chaque élément; veuillez joindre les documents requis.

Stratégie d'exportation internationale :

Veillez faire un compte rendu de la stratégie d'exportation, y compris des précisions sur les progrès réalisés dans les marchés cibles et présenter une documentation démontrant que les quatre conditions relatives à la capacité d'exporter (voir l'article 4.1.5) sont toujours respectées. On recommande une réponse de 4 à 5 lignes pour chaque élément; veuillez joindre les documents requis.

PARTIES B, C et D – Transactions

Veillez fournir tous les renseignements demandés, sous la forme d'un tableau.

PARTIE E – Renseignements supplémentaires**Activités auprès des PME et de développement régional :**

Veillez donner un aperçu des activités entreprises dans le cadre du projet, à l'intention des PME. Veuillez souligner les points saillants de ces activités pendant la période. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Transactions annulées, ajoutées ou modifiées :

Veillez donner un bref aperçu de tout changement apporté aux Transactions (énuméré par Transaction), y compris les annulations, les ajouts et les modifications, pendant la dernière période de rapport. Les changements indiqués ci-dessous doivent aussi figurer dans l'onglet Transactions (veuillez les surligner en rouge). La longueur de la réponse variera en fonction du nombre de Transactions.

Certificat de conformité :

Le rapport annuel devrait être accompagné du certificat de conformité rempli et signé. Un modèle de certificat figure ci-dessous.

Certificat de conformité
aux fins du rapport annuel

ATTENDU QUE Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (appelé ci-après le « ministre »), a conclu le _____ jour de _____ un contrat avec _____ aux fins du projet;

ET ATTENDU QUE ce contrat exige, comme preuve de la réalisation de la valeur du contenu canadien (VCC) des Transactions et de la conformité à la *Loi sur le lobbying*, que l'entrepreneur présente à cet effet un certificat de conformité à l'autorité des RIT;

POUR CES MOTIFS, l'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

- L'information contenue dans les documents ci-joints, qui concerne les rapports sur les périodes de Transactions, est, à notre connaissance, complète, vraie et exacte;
- L'information contenue dans les documents ci-joints est conforme à l'information figurant sur les certificats de conformité présentés à l'entrepreneur par les donateurs admissibles;
- La valeur du contenu canadien indiquée dans les documents ci-joints a été déterminée conformément à l'article 9 des modalités et conditions;
- L'entrepreneur et tous les donateurs admissibles se sont conformés, sous réserve des dispositions de l'article 22.2, aux dispositions de la *Loi sur le lobbying* du Canada, en ce qui a trait au contrat.

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ A ÉTÉ SIGNÉ CE
_____ JOUR DE _____ PAR LE CONTRÔLEUR PRINCIPAL
DÛMENT AUTORISÉ À CET EFFET.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CONTRÔLEUR PRINCIPAL

À : _____

ANNEXE D – MODÈLE DE PLAN D'ACTIVITÉS DU CI

(Une version électronique est disponible auprès de l'autorité des RIT.)

Si le rapport d'activité du CI décrit le projet d'investissement du CI, veuillez donner des précisions sur les activités, les objectifs et la durée, décrire comment l'investissement sera utilisé par la petite ou moyenne entreprise, inclure une étude du marché et donner les renseignements sur l'entreprise.

Modèle Plan d'activités du CI
<i>Protégé B (une fois rempli)</i>
Titre de la transaction du CI :
Donateur :
PME bénéficiaire :
Date :
Description de l'activité du CI : <i>Fournir une description détaillée de l'activité du CI, y compris les activités particulières à entreprendre, les objectifs, la durée, la valeur de l'investissement et la façon dont il sera utilisé par la PME, les impacts / résultats escomptés pour la PME et les hypothèses et risques clés de l'activité du CI.</i> <i>Longueur prévue : 8 à 10 paragraphes</i>
Évaluation du marché : <i>Fournir un aperçu de l'occasion, de la taille du marché, des principaux concurrents et de la stratégie de vente et décrire l'avantage concurrentiel du donateur / de la PME bénéficiaire.</i> <i>Longueur prévue : 3 à 5 paragraphes</i>
Profil d'entreprise de la PME : <i>Fournir une description des activités de la PME, de ses gammes de produits, de sa</i>

structure d'entreprise et de ses propriétaires.

Longueur prévue : 2 à 3 paragraphes et un organigramme

Certification et signatures

CONSIDÉRANT que la Politique des RIT exige qu'un projet de transaction du CI doive être accompagné d'un plan d'activités décrivant l'activité en détail,

EN CONSÉQUENCE, nous, soussignés, exerçant nos pouvoirs de hauts dirigeants du donateur et de la PME bénéficiaire, déclarons et certifions que l'information figurant dans le Plan d'activités ou y étant rattachée est complète et exacte et peut être utilisée par la Direction générale des RIT aux fins de contrôle de la conformité du projet de transaction du CI.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT A ÉTÉ SIGNÉ EN CE
_____ JOUR DE _____ 20__ PAR LE DIRIGEANT DÛMENT
AUTORISÉ À LE FAIRE.

Donateur

Signature

NOM ET TITRE DU HAUT DIRIGEANT

PME bénéficiaire :

Signature

Nom et titre du haut dirigeant

TASK AUTHORIZATION AUTORISATION DES TÂCHES

All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. – N° du contrat	
		Task no. – N° de la tâche	
Amendment no. – N° de la modification		Increase/Decrease – Augmentation/Réduction	
Previous value – Valeur précédente			
To – À		TO THE CONTRACTOR You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task. Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract. À L'ENTREPRENEUR Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande. Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.	
Delivery location – Expédié à			
Delivery/Completion date – Date de livraison/d'achèvement			
		_____ Date for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale	
Contract item no. N° d'article du contrat	Services	Cost Prix	
		GST/HST TPS/TVH	
		Total	
APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract. NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSGC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.			
_____ for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux			

Instructions for completing DND 626 - Task Authorization

Contract no.

Enter the PWGSC contract number in full.

Task no.

Enter the sequential Task number.

Amendment no.

Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

Increase/Decrease

Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

Previous value

Enter the previous total dollar amount including taxes.

To

Name of the contractor.

Delivery location

Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

Delivery/Completion date

Completion date for the task.

for the Department of National Defence

Signature of the DND person who has delegated **Authority** for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

Services

Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

Cost

The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

GST/HST

The GST/HST cost as appropriate.

Total

The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

Applicable only to PWGSC contracts

This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

Note:

Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

Instructions pour compléter le formulaire DND 626 - Autorisation des tâches

N° du contrat

Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

N° de la tâche

Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

N° de la modification

Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

Augmentation/Réduction

Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

Valeur précédente

Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

À

Nom de l'entrepreneur.

Expédiez à

Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Date de livraison/d'achèvement

Date d'achèvement de la tâche.

pour le ministère de la Défense nationale

Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le **pouvoir d'approbation** en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

Services

Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliquera/ont à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

Prix

Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

TPS/TVH

Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

Total

Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

Nota :

Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.

Cell: B5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The TA number appearing on the TA form

Cell: C5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the task was authorized appearing in the Authorization section of the TA form

Cell: D5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total estimated cost (GST/HST extra) of the authorized task before any revisions appearing on the TA form

Cell: N5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total cost GST/HST extra, incurred by the Contractor in the performance of the work required specified in the authorized task (inclusive of any authorized revisions)

Cell: O5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total incurred cost GST/HST extra, invoiced by the Contractor for the authorized task (inclusive of any authorized revisions)

Cell: P5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total GST/HST amount invoiced by the Contractor for the authorized task (inclusive of any authorized revisions)

Cell: Q5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total amount, GST/HST included, paid by the Client for the authorized task (inclusive of any authorized revisions)

Cell: R5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the Contractor started performing the work required specified in the authorized task (as last revised, as applicable)

Cell: S5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the contractor estimates completing or, as applicable, completed, the required work specified in the task (as last revised, as applicable)

Cell: T5
Comment: PWGSC-TPSGC:
The percentage of the work required specified in the authorized task (as last revised, as applicable) completed

Cell: U5
Comment: PWGSC-TPSGC:
An explanation relative to the percentage entered in the "Active Status" column of this spreadsheet (as applicable)

Cell: E8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The TA revision number appearing on the TA form

Cell: H8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The TA revision number appearing on the TA form

Cell: K8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The TA revision number appearing on the TA form

Cell: E9
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the revision was authorized appearing in the Authorization section of the TA form

Cell: F9
Comment: PWGSC-TPSGC:
The amount of the authorized increase or decrease (GST/HST extra) appearing on the TA form

Cell: G8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total estimated cost of the task (GST/HST extra) after authorization of this revision appearing on the TA form

Cell: H8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the revision was authorized appearing in the Authorization section of the TA form

Cell: I8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The amount of the authorized increase or decrease (GST/HST extra) appearing on the TA form

Cell: J8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The total estimated cost of the task (GST/HST extra) after authorization of this revision appearing on the TA form

Cell: K8
Comment: PWGSC-TPSGC:
The date the revision was authorized appearing in the Authorization section of the TA form

Cell: L8
Comment: PWGSC-TPSGC
The amount of the authorized increase or decrease (GST/HST extra) appearing on the TA form

Cell: M8
Comment: PWGSC-TPSGC
The total estimated cost of the task (GST/HST extra) after authorization of this revision appearing on the TA form

Résumé de toutes les ATs autorisées

B	C	D	E	F	G
Responsabilité totale du canada -toutes les ATs	Coût total estimatif autorisé dans toutes les ATs, taxes applicables en sus	Coût total encourru, toutes les ATs, taxes applicables en sus	Coût total facturé, toutes les ATs, taxes applicables en sus	Cumulatif des taxes applicables facturées, toutes les ATs.	Montant total payé incluant les taxes applicables, toutes les ATs
\$700,000.00	\$42,000.00	\$16,695.60	\$15,395.60	\$769.78	\$11,540.20

Cell: B3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The sum (GST/HST extra) specified in Contract clause (as last amended, as applicable): "Limitation of Expenditure - Cumulative Total of all Authorized TAs" or, as applicable, " Limitation of Expenditure - Portion of the Work - Cumulative Total of all Authorized TAs"

Cell: C3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The total estimated cost, GST/HST extra, of all the TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract

Cell: D3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The total cost, GST/HST extra, incurred by the Contractor in the performance of the work required specified in all TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract

Cell: E3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The total incurred cost, GST/HST extra, invoiced by the Contractor for all TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract

Cell: F3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The cumulative amount of GST/HST invoiced by the Contractor for all TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract

Cell: G3

Comment: PWGSC-TPSGC:

The total amount, GST/HST included, paid by the Client for all TAs (inclusive of any revisions) authorized and issued under the Contract



Progress Report
Mobile Repair Parties

Rapport d'activité
Équipes mobiles de réparation

Page _____ of _____ de _____

Firm Name and Address - Nom et adresse de la société		PWGSC File No. - N° de dossier du TPSGC		C/D No. - N° de demande de contrat		Value of MRP work completed since inception of contract Valeur du travail EVR terminé depuis le début du contrat				
		Serial No. - N° de série		Period Période		\$				
				From - De To - Au						
Authority and Date (CF 1068) Autorisation et date (CF 1068)	Location of Work Lieu du travail	Type of Engine Aircraft Equipment Type de moteur aéronef matériel	Serial No. N° de série	Description of Work Description du travail	Number of Men Nombre d'hommes	Man Hours Expended Heures- hommes employés	Cost of Material (Exclusive of contract issue) Coût des matériaux fournis en vertu du contrat) \$	Cost of Travel, Living Expenses, etc. Frais de déplacement et de séjour \$	% of completion % terminé	Total Cost of Labour, Material, Travel Overhead and Profit, etc. Coût total : main-d'œuvre, matériaux, déplacements, etc. Frais généraux et bénéfices, etc. \$
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K

Instructions for completing this form are as follows:

1. Item number - Number in sequence from # 1.
2. PWGSC authority and DND-E277 number.
3. Contractor's shop order no. or work order no.
4. Concise description of work required.
5. Expenditure authorized by PWGSC / DND.
6. Total cost to date up to and including the last day of the period covered.
7. The estimated date of completion.
8. The final cost of the project.
9. Remarks.

Précisions sur la façon de remplir la présente formule :

1. Article n° - numéroté à la suite en commençant par 1.
2. N° d'autorisation du TPSGC et DND-E277.
3. N° d'ordre d'atelier de l'entrepreneur ou n° d'ordre de travaux.
4. Donner une brève description des travaux à exécuter.
5. Autorisation de la dépense par le TPSGC / MDN.
6. Prix de revient jusqu'à et y compris le dernier jour de la période indiquée.
7. Date approximative de l'achèvement des travaux.
8. Prix de revient final des travaux.
9. Remarques.



Claim for Progress Payment Demande de paiement progressif

If necessary, use form PWGSC-TPSGC 1112 to record detail costs

Si nécessaire, utiliser le formulaire PWGSC-TPSGC 1112 pour inscrire les coûts détaillés

Contractor's Name and Address Nom et adresse de l'entrepreneur	Claim No. N° de la demande	Date YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ	Contract Price - Prix contractuel
	File No. - N° du dossier		Contract Serial No. N° de série du contrat
Contractor's Procurement Business Number (PBN) Numéro d'entreprise-appvisionnement (NEA) de l'entrepreneur		Financial Code(s) - Code(s) financier(s)	
Contractor's Report of Work Progress (if needed, use additional sheets) Compte rendu de l'avancement des travaux par l'entrepreneur (si nécessaire, utiliser des feuilles supplémentaires)			

Period of work covered by the claim Période des travaux visée par la demande ▶	Current Claim Demande courante		Previous Claims Demandes précédentes		Total to Date Total à date (A + B)
	(A)	Tax Rate Taux de taxe	(B)	Tax Rate Taux de taxe	
Description: (Expenditures must be claimed in accordance with the basis and/or method of payment of the contract) Description : (Les dépenses doivent être réclamées conformément à la base de paiement et (ou) à la méthode de paiement du contrat).		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
		%		%	
Contractor's GST No. N° de TPS de l'entrepreneur	Subtotal Sous-total				
Contractor's QST No. No. de TVQ de l'entrepreneur	Applicable taxes Taxes applicables				
Total					
Less holdbacks on expenditures only (Applicable taxes excluded) Moins les retenues sur les dépenses uniquement (Taxes applicables en sus)					
Total Amount of Claim (including applicable taxes) Montant total de la demande (incluant les taxes applicables)					
Percentage of the work completed Pourcentage des travaux achevés	%	Current Claim Demande courante ▶	Amount due Montant dû		

Claim No.
N° de la demande

Contract Serial No.
N° de série du contrat

CERTIFICATE OF CONTRACTOR

I certify that:

- All authorizations required under the contract have been obtained. The claim is consistent with the progress of the work and is in accordance with the contract.
- Indirect costs have been paid for or accrued in the accounts.
- Direct materials and the subcontracted work have been received, accepted and either paid for or accrued in the accounts following receipt of invoice from supplier/subcontractor, and have been or will be used exclusively for the purpose of the contract.
- All direct labour costs have been paid for or accrued in the accounts and all such costs were incurred exclusively for the purpose of the contract;
- All other direct costs have been paid for or accrued in the accounts following receipt of applicable invoice or expense voucher and all such costs were incurred exclusively for the purpose of the contract; and
- No liens, encumbrances, charges or other claims exist against the work except those which may arise by operation of law such as a lien in the nature of an unpaid contractor's lien and in respect of which a progress payment and/or advance payment has been or will be made by Canada.

Contractor's Signature - Signature de l'entrepreneur

Check the box if the claim is being made with respect to advance payment provisions included in the basis of payment of the contract.

☐

This claim, or a portion of this claim, is for an advance payment.

I certify that:

- The funds received will be used solely for the purpose of the contract and attached is a complete description of the purpose to which the advance payment will be applied.
- The amount of the payment is established in accordance with the conditions of the contract.
- The contractor is not in default of its obligations under the contract.
- The payment is related to an identifiable part of the contractual work.

Contractor's Signature - Signature de l'entrepreneur

CERTIFICATES OF DEPARTMENTAL REPRESENTATIVES

Scientific/Project/Inspection Authority: I certify that the work meets the quality standards required under the contract, and its progress is in accordance with the conditions of the contract.

Inspection Authority (all other contracts): I certify that the quality of the work performed is in accordance with the standards required under the contract.

Signature of Scientific / Project / Inspection Authority
Signature de l'autorité scientifique ou responsable du projet / de l'inspection

PWGSC Contracting Authority: I certify that, to the best of my knowledge, the claim is consistent with the progress of the work and is in accordance with the contract. This claim, however, may be subject to further verification and any necessary adjustment before final settlement.

Contracting Authority Signature de l'autorité contractante

Client's Authorized Signing Officer - (must sign the interim claim): I certify that the claim is in accordance with the contract.

Client Signature du client

Client's Authorized Signing Officer - (must sign the final claim): I certify that all goods have been received and all services have been rendered, that the work has been properly performed and that the claim is in accordance with the contract.

Client Signature du client

ATTESTATION DE L'ENTREPRENEUR

J'atteste que :

- Toutes les autorisations exigées en vertu du contrat ont été obtenues. La demande correspond à l'avancement des travaux et est conforme au contrat.
- Les coûts indirects ont été réglés ou portés aux livres.
- Les matières directes et les travaux de sous-traitance ont été reçus, et le tout a été accepté et payé, ou encore porté aux livres après réception de factures envoyées par le fournisseur ou le sous-traitant; ces matières et ces travaux ont été ou seront utilisés exclusivement aux fins du contrat.
- Tous les coûts de la main-d'œuvre directe ont été réglés ou portés aux livres et tous ces coûts ont été engagés exclusivement aux fins du contrat.
- Tous les autres coûts indirects ont été réglés ou portés aux livres après réception des factures ou pièces justificatives pertinentes et tous ces coûts ont été engagés exclusivement aux fins du contrat.
- Il n'existe aucun privilège ni demande ou imputation à l'égard de ces travaux sauf ceux qui pourraient survenir par effet de la loi, notamment le privilège d'un entrepreneur non payé à l'égard duquel un paiement progressif et/ou un paiement anticipé a été ou sera effectué par le Canada.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

Cocher la case si la demande est faite en rapport avec les dispositions relatives aux paiements anticipés qui se trouvent dans la base de paiement du contrat.

Cette demande, ou une partie de cette demande, est pour un paiement anticipé.

J'atteste que :

- Les fonds reçus ne serviront uniquement qu'aux fins du contrat; ci-joint est une description complète des fins auxquelles le paiement anticipé sera utilisé.
- Le montant du paiement est établi conformément aux conditions du contrat.
- L'entrepreneur n'a pas manqué à ses obligations en vertu du contrat.
- Le paiement porte sur une partie identifiable des travaux précisés dans le contrat.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

ATTESTATIONS DES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE

Autorité scientifique ou responsable du projet / de l'inspection :

J'atteste que les travaux sont conformes aux normes de qualité exigées en vertu du contrat et que leur avancement est conforme aux conditions du contrat.

Responsable de l'inspection (tous les autres contrats) : J'atteste que la qualité des travaux exécutés est conforme aux normes exigées en vertu du contrat.

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

Autorité contractante de TPSGC : J'atteste, au meilleur de ma connaissance, que la demande correspond à l'avancement des travaux et est conforme au contrat. Toutefois, cette demande pourrait faire l'objet d'une autre vérification et de tout rajustement nécessaire avant le règlement final.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

Signataire autorisé du client - (doit signer la demande provisoire) : J'atteste que la demande est conforme au contrat.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)

Signataire autorisé du client - (doit signer la demande finale) : J'atteste que tous les biens ont été reçus, que tous les services ont été rendus, que tous les travaux ont été exécutés convenablement, et que la demande est conforme au contrat.

Title - Titre

Date (YYYY-MM-DD / AAAA-MM-JJ)